



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

MARS 2018

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

| | |
|----------|----|
| SOMMAIRE | 03 |
|----------|----|

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

| | |
|--|------------|
| <i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i> | 06 |
| Séance du jeudi et vendredi 08 et 09 février 2018 | 07 |
| Séance du jeudi et vendredi 1er et 02 mars 2018 | 407 |
| <i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i> | 499 |

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARS – 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 08 ET 09 FEVRIER 2018

N° 18-01-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 12 ET 13 OCTOBRE 2017 07

N° 18-02-1 – PORTANT ADOPTION DU PLAN D'ACTIONS DU SCHÉMA TERRITORIAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'INTERNATIONALISATION (STDEII) 09

N° 18-03-1 – PORTANT PARTENARIAT ENTRE LA BANQUE PUBLIQUE D'INVESTISSEMENT ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS D'AVENIR (PIA)/ LANCEMENT D'APPELS À PROJETS 137

N° 18-04-1 – PORTANT VERSEMENT À MADAME D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU CARREFOUR AU DROIT DE LA RD 1 (PR 47 + 270) PARCELLE C 1378 - QUARTIER BONNAIRE AU FRANCOIS 139

N° 18-04-2 – PORTANT VERSEMENT À MONSIEUR D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT DE TALUS PAR ENROCHEMENT AU DROIT DE LA RDNOS (PR 11+000) AU SAINT-ESPRIT 141

N° 18-04-3 – PORTANT VERSEMENT À MONSIEUR D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RÉPARATION DE CANALISATION DU PISE AU SAINT-ESPRIT 143

N° 18-06-1 – PORTANT PARTENARIAT AVEC BUSINESS FRANCE 145

N° 18-07-1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION DE COOPÉRATION POUR LE CINÉMA ET L'IMAGE ANIMÉ ENTRE L'ÉTAT, LE CENTRE NATIONAL DU CINÉMA ET DE L'IMAGE ANIMÉE (CNC) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) AINSI QU'UNE CONVENTION D'APPLICATION FINANCIÈRE AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2017 147

N° 18-08-1 – PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE LA DÉLIBÉRATION N° 14-2120-2 (OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE À MADAME POUR L'ÉCRITURE D'UN DOCUMENTAIRE INTITULÉ "DARTAGNAN LAPORT, FACTEUR DE TAMBOURS") 178

N° 18-09-1 – PORTANT AVENANT N° 1 À LA CONVENTION DU 26 AVRIL 2016 PASSÉE ENTRE L'ÉTAT, LE COPAREF ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DU PLAN « 1 MILLION DE FORMATIONS POUR LES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI » 180

N° 18-10-1 – PORTANT ACQUISITION D'UNE PARCELLE CADASTRÉE AL N°331 D'UNE SUPERFICIE DE 2 901 M2, PROPRIÉTÉ DES HÉRITIERS 186

N° 18-11-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES 188

N° 18-12-1 – PORTANT APPROBATION DU SCHÉMA DE L'AUTONOMIE 2018-2023 DES PERSONNES AGÉES ET DES PERSONNES HANDICAPÉES 190

N° 18-21-1 – PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POINT SERVICES AUX PARTICULIERS POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 316

N° 18-22-1 – PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À L'ASSOCIATION DYENM POUR LA MISE EN PLACE DE SES PROGRAMMES D'ACTIONS 2016 ET 2017 327

N° 18-23-1 – PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « LOCATAIRES DE VOIX DE VILLE » POUR L'ACTION « FÊTE DE LA FAMILLE 2016 » 339

N° 18-24-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « KARISKO » POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SES ACTIVITÉS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 350

N° 18-25-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION « LA BULLE À KRRISTOU » POUR LA MISE EN PLACE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 352

N° 18-26-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION FORCE OUVRIÈRE CONSOMMATEURS (AFOC) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 363

N° 18-33-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À L'UNION RÉGIONALE DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL/INSTITUT DE FORMATION AUX MÉTIERS ÉDUCATIFS SANITAIRES ET SOCIAUX - L'OFFRE DE FORMATION URASS-IFMES : UN LEVIER CLÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE- N° MDFSE: 201704504 » 374

N° 18-38-1 – PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF DE CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE (CIFRE) 377

N° 18-39-1 – PORTANT ADOPTION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE LA MARTINIQUE ET L'UNIVERSITÉ DES ANTILLES RELATIVE À L'ADMISSION EN FORMATION EN MASSO-KINÉSITHÉRAPIE DE L'INSTITUT DE FORMATION EN MASSO-KINÉSITHÉRAPIE (IFMK) ANNICK LABONNE DU CHU MARTINIQUE 383

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARS – 2018

N° 18-40-1 – PORTANT AUTORISATION DE RENOUELER LA CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE ET L'UNIVERSITÉ DES ANTILLES RELATIVE À L'ORGANISATION DES FORMATIONS EN SOINS INFIRMIERS CONDUISANT À LA DÉLIVRANCE DU GRADE LICENCE AUX INFIRMIERS DIPLOMÉS D'ÉTAT

385

N° 18-41-1 – PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 5 DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET LE CARBET DES SCIENCES AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 ET RELATIF AUX « MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION »

387

N° 18-42-1 – PORTANT COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 1ER DÉCEMBRE 2017 AU 22 JANVIER 2018

392

N° 18-43-1 – PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ATTRIBUÉE À LA VILLE DU CARBET POUR L'OPÉRATION "TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU MARCHÉ COUVERT" À L'OPÉRATION "ENTRÉE DE VILLE - AMÉNAGEMENT PIED DE FALAISE" AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE AUX COMMUNES (ACTC) (EX ACRC) PROGRAMME 2010 VILLE DU CARBET

394

N° 18-45-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES MARINS PÊCHEURS DE SAINTE-ANNE POUR LA 25 ÈME ÉDITION DE LA FÊTE DES MARINS PÊCHEURS DE LA VILLE DE SAINTE-ANNE

396

N° 18-47-1 – PORTANT AUTORISATION DONNÉE À MADAME LOCATAIRE DE LA BANQUE DE TERRE POUR L'IMPLANTATION D'UN VERGER

398

N° 18-49-1 – PORTANT CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À L'ORGANISATION PAR LA SOCIÉTÉ DES COURSES DE LA MARTINIQUE DE LA 3ÈME ÉDITION DU GRAND PRIX HIPPIQUE DE LA CTM

400

N° 18-50-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE CINQ MILLE EUROS (5 000 €) À MONSIEUR DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2017-2018

405

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 1ER ET 02 MARS 2018

N° 18-53-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DU 14 NOVEMBRE 2017

407

N° 18-56-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS (ONF) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) DANS LE CADRE DE LA RESTAURATION DE LA ZONE HUMIDE À L'ARRIÈRE DE LA ZONE INDUSTRIELLE LES MANGLES

409

N° 18-58-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

411

N° 18-59-1 – PORTANT RÉALISATION DU DOCUMENTAIRE « DES GOYAVES POUR LA ROUTE » PAR LA SOCIÉTÉ PALAVIRÉ PRODUCTION

413

N° 18-64-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 23 JANVIER AU 6 FÉVRIER 2018

415

N° 18-66-1 – PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ATTRIBUÉE À LA VILLE DU CARBET POUR L'OPÉRATION « TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT OU CENTRE BOURG DE LA PLACE JULES GRÉVY » À L'OPÉRATION « RÉNOVATION- MISE EN ACCESSIBILITÉ OU CENTRE SPORTIF D'ACCUEIL ET D'HÉBERGEMENT » (AIDE COMPLÉMENTAIRE)

417

N° 18-67-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA COOPÉRATIVE DES AQUACULTEURS DE MARTINIQUE (COOPAQUM) AU TITRE DE PARTICIPATION FINANCIÈRE AU PLAN D'ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

419

N° 18-68-1 – PORTANT RÉAJUSTEMENT DES TARIFS DE LA PISCINE TERRITORIALE JEAN BALLY DU CARBET

425

N° 18-69-1 – PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU COMPLÉMENT DE PRIX DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE À LA SAEM-PRSM DU GALION POUR LA CAMPAGNE 2018

428

N° 18-70-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION N°17-85-1 DÉFINISSANT LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET D'UTILISATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE À LA SICA CANNE UNION DANS LE CADRE DU FINANCEMENT DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

431

N° 18-71-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE A « LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ASSISTANCE TECHNIQUE - 2015-2017 - N° MDFSE: 201801082 »

435

N° 18-73-1 – PORTANT REFORTE DES AIDES AUX ENTREPRISES

437

N° 18-75-1 – PORTANT PASSATION D'UN AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE GESTION DE L'AIDE AUX EMPLOYEURS DE SALAIRES EN EMPLOIS D'AVENIR

486

N° 18-77-1 – PORTANT LEVÉE DE DÉCHEANCE QUADRIENNALE D'UNE AIDE À LA CONSTRUCTION DURABLE ATTRIBUÉE À MONSIEUR

491

N° 18-78-1 – MOTION DE SOUTIEN AU PERSONNEL ET AUX PARENTS POUR LE MAINTIEN DE LA 1ÈRE S AU LYCÉE POLYVALENT DE BELLEFONTAINE

493

N° 18-79-1 – MOTION POUR LE MAINTIEN DE L'ALLOCATION LOGEMENT ACCESSION DANS LES OUTRE-MER

495

N° 18-80-1 – MOTION POUR LE VERSEMENT DE LA COMPENSATION DES ALLOCATIONS INDIVIDUELLES DE SOLIDARITÉ (AIS) ET D'UNE DOTATION D'AMORÇAGE À LA CTM

498

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARS – 2018

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 2018 - PAM - 01 - PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU COMITÉ DE PILOTAGE DU SCHÉMA DE L'ENFANCE, DE LA JEUNESSE ET DE LA FAMILLE

500

ARRÊTÉ N° 2018 - PAM - 02 - PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA COMMISSION DE RÉFORME DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE PLACÉE AUPRÈS DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

501

ARRÊTÉ N° 2018 - PAM - 03 - PORTANT DÉSIGNATION DE MONSIEUR EUGÈNE LARCHER, CONSEILLER À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE, POUR REPRÉSENTER LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CONSEIL DE L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE DE LA MARTINIQUE (IUT- UNIVERSITÉ DES ANTILLES)

503



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-01-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-01-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 12 ET 13 OCTOBRE 2017

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 12 et 13 octobre 2017, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-02-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-02-1

PORTANT ADOPTION DU PLAN D'ACTIONS DU SCHÉMA TERRITORIAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'INTERNATIONALISATION (STDEII)

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté préfectoral R02-2017-09-28-006, en date du 28 septembre 2017, et portant approbation du STDEII ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'avis favorable de la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP) en date du 23 mars 2017 sur les grandes orientations stratégiques du schéma territorial de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (STDEII) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-164-1 du 18 mai 2017 portant adoption du STDEII ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 24 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 29 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 1^{er} février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 2 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 5 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 5 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 6 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 7 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 05 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique adopte le Plan d'actions et les Fiches action du Schéma territorial de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (STDEII) tel annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 16 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL

ANNEXE N°1 À LA DÉLIBÉRATION N°18- 02-1

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-02-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

**SCHEMA TERRITORIAL DE DEVELOPPEMENT,
D'INNOVATION ET D'INTERNATIONALISATION**

PLAN D'ACTIONS

I ASSURER LA DURABILITE DE LA RESSOURCE

1.1 CREER LES BASES D'UNE NOUVELLE ECOLOGIE INDUSTRIELLE

1.1.1 Se doter d'outils organisationnels

Action 1 : Réaliser une étude de métabolisme

Action 2 : Requalifier les espaces convertibles en zones labellisés de production

1.1.2 Systématiser les dispositifs de veille

Action 1 : Mettre en place un système de veille

Action 2 : Actualiser ou élaborer des Contrats d'Etudes Prospectives

Action 3 : Systématiser la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriale

Action 4 : Créer une Cité des Métiers

1.1.3 Anticiper dans la mise en place des formations

Action 1 : Anticiper dans la mise en place des formations initiales

Action 2 : Participer à l'élaboration des cartes de formation professionnelle

Action 3 : Anticiper dans la mise en place des formations universitaires

1.2 RENFORCER LA CONNAISSANCE, la RECHERCHE SCIENTIFIQUE et L'INNOVATION SUR LA VALORISATION DES RESSOURCES NATURELLES

1.2.1 Amplifier la recherche et l'innovation

Action 1 : Favoriser l'émergence des Pôles d'innovation

1.2.2 Renforcer la connaissance sur la valorisation des ressources terrestres et sous-terrestres

Action 1 : Mettre en place de nouvelles pratiques pour une agriculture durable

Action 2 : Développer l'agro-transformation

Action 3 : Faire évoluer l'exploitation minière autour d'une nouvelle économie de la construction

Action 4 : Assurer un meilleur équilibre de la gestion des eaux en exploitant les ressources sous-terraines

1.2.3 Faire de la mer un espace de coopération pour la recherche

Action 1 : Développer une plateforme de la biodiversité

Action 2 : Etudier le potentiel de la transformation des produits marins et sous-marins

Action 3 : Finaliser les études sur le navire du futur

Action 4 : Explorer le potentiel énergétique

1.2.4 Développer une expertise dans les domaines à potentiel

Action 1 : Faire des risques une opportunité économique

Action 2 : S'engager dans le recyclage industriel

II GARANTIR UN MEILLEUR NIVEAU DE COMPETITIVITE AUX ENTREPRISES

2.1 ELABORER UNE NOUVELLE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

2.1.1 Mettre en place une nouvelle méthode d'accompagnement public

Action 1 : Etablir une nouvelle cartographie des dispositifs d'aide

Action 2 : Créer un nouvel écosystème d'accompagnement

2.1.2 Innover dans les outils financiers

Action 1 : Développer des prêts territoriaux

Action 2 : Garantir les dispositifs

Action 3 : Déployer le capital-développement

2.2 FAVORISER L'ECLOSION DES ENTREPRISES DU FUTUR

2.2.1 Accompagner la performance globale de l'entreprise

Action 1 : Favoriser création et développement des entreprises

Action 2 : Anticiper et mieux gérer la difficulté de l'entreprise

Action 3 : Accompagner les entreprises à la transition écologique et énergétique

Action 4 : Accompagner à l'international

Action 5 : Développer la reprise transmission

2.2.2 Soutenir les efforts d'innovation entrepreneuriale à forte valeur ajoutée

Action 1 : Accélérer les mutations technologiques, marketing, et économiques dans les démarches d'innovation

Action 2 : Développer l'accompagnement dans la démarche d'innovation et la mise en réseau des innov'acteurs

2.2.3 Assurer la transformation de l'environnement numérique

Action 1 : Mettre en place un fonds spécifique d'amorçage et de croissance pour la transformation des start-ups

Action 2 : Accompagner les innovations managériales

Action 3 : Assurer la transformation numérique des entreprises

Action 4 : Favoriser la structuration de la filière numérique

2.2.4 Inciter à la structuration des filières

Action 1 : Favoriser la création de pépinières thématiques

Action 2 : Accompagner la création ou la consolidation de grappes d'entreprises et de filières

Action 3 : Créer ou renforcer les Pôles d'Innovation

2.3 ACCOMPAGNER L'ESSOR DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

2.3.1 Accompagner les nouvelles démarches entrepreneuriales

Action 1 : Créer des dispositifs spécifiques de financement

Action 2 : Mettre en place un réseau d'accompagnement et une plateforme de suivi des porteurs

2.3.2 Mettre en place un environnement propice au développement de l'ESS

Action 1 : Aider à la mutualisation des moyens et des compétences

Action 2 : Favoriser l'émergence des Pactes Territoriaux pour la Coopération Economique

2.4 DEPLOYER UNE STRATEGIE DE CONQUETE A L'INTERNATIONAL

2.4.1 Développer le potentiel à l'ouverture à l'international

Action 1 : Créer des plateformes linguistiques

Action 2 : Développer les démarches d'échanges de savoirs faire

Action 3 : Favoriser le développement à l'international des entreprises

Action 4 : Développer une plateforme export

Action 5 : Accroître la coopération universitaire

2.4.2 Donner une plus grande visibilité aux affaires Martinique

Action 1 : Créer une Marque Ombrelle « Martinique »

Action 2 : Mettre en place un Comité Territorial Stratégique de Promotion

Action 3 : Créer un Fonds Territorial d'Investissement, en lien avec les financiers de la place (AFD, CDC, BPI)

Action 4 : Lancer des appels à projets à l'international sur la base d'un guide d'investissement

Action 5 : Conforter le site « Martinique Diaspora » ou « Martiniquais du Monde »

3. ASSURER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

3.1 OUVRIR LE TERRITOIRE AUX RESEAUX D'ECHANGES EXTERIEURS

3.1.1 Assurer le maillage numérique du territoire

Action 1 : Soutenir le déploiement du THD par la fibre optique

Action 2 : Développer une plateforme Open Data

Action 3 : Favoriser l'éclosion de Villes Intelligentes

3.1.2 Accompagner l'action de Pôles d'Innovation

Action 1 : Mettre en place un dispositif de veille stratégique pour nourrir les nouvelles filières

Action 2 : Intensifier une recherche adaptée aux besoins du territoire

Action 3 : Développer une politique d'animation en interne et de promotion à l'extérieur

3.2 INCITER à L'ANCRAGE TERRITORIAL DES ACTIVITES

3.2.1 Mettre en cohérence l'offre de foncier et d'immobilier d'entreprise

Action 1 : Se doter d'un outil numérique de référencement

Action 3 : Favoriser l'accès à l'immobilier d'entreprise

3.2.2 Accompagner le maintien et la création des activités de proximité

Action 1 : Développer une politique de requalification des entreprises

Action 2 : Accompagner la politique de redynamisation des centres-bourgs

3.2.3 Créer ou requalifier des ZAE en pôles labélisés pour mailler le territoire

Action 1 : Mettre en place un plan de requalification.

Action 2 : Accompagner la mise en place de Parcs d'Activités Economique

4. AMELIORER LE NIVEAU DE PERFORMANCE GLOBALE ET L'EMPLOYABILITE

4.1.1 Se doter d'outils pour améliorer l'interface employeurs-employés

Action 1 : Créer une plateforme pour l'emploi

Action 2 : Accompagner la création d'une Cité des Métiers

4.1.2 Mettre l'entreprise au cœur de l'insertion et de l'intégration professionnelle

Action 1 : Former les chefs d'entreprise à former

Action 2 : Créer un espace d'apprentissage

4.2 ANTICIPER POUR MIEUX ACCOMPAGNER LES PERSONNES QUALIFIEES A L'EMPLOI

4.2.1 Mieux intégrer les évolutions technologiques pour accompagner la restructuration de l'entreprise

Action 1 : Anticiper et accompagner les mutations technologiques et économiques pour accompagner l'intégration professionnelle des qualifiés

Action 2 : Renforcer les capacités managériales des chefs d'entreprises

Action 3 : Accompagner à la structuration des filières et des entreprises

4.2.2 Mieux intégrer les mutations démographiques

Action 1 : Lancer une étude mobilité/nouveaux métiers en risque de tension

Action 2 : Favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs

Action 3 : Mettre en place une bourse cédant-repreneurs pour faciliter la transmission-crédation

4.3 CREER UN LIEN ENTRE INSERTION ET EMPLOI

4.3.1 Structurer le jeu des acteurs pour améliorer l'efficacité des initiatives

Action 1 : Créer un réseau unique d'accompagnateurs publics

Action 2 : Professionnaliser les acteurs sociaux

Action 3 : Structurer l'offre d'insertion

4.3.2 Développer une approche territoriale pour gagner le pari de l'insertion

Action 1 : Mieux articuler les actions pédagogiques en faveur des publics fragilisés/décrocheurs

Action 2 : Optimiser l'action des PLIE

Action 3 : Territorialiser la mise en œuvre des actions de formation et d'insertion

V EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DE L'AGRO-ENVIRONNEMENT

5.1 PROTEGER et AMENAGER LE FONCIER

5.1.1 Eviter la déprise foncière et requalifier les terres

Action 1 : Optimiser l'organisation et la gestion de la Banque de terres

Action 2 : Rendre les ZAPA obligatoires

Action 3 : Mettre en place un Plan de protection/Actualiser l'outil de cartographie des sols

5.1.2 Soutenir un programme d'aménagement des terres agricoles

Action 1 : Rationaliser le système d'irrigation

Action 2 : Renforcer le programme de prospection de la ressource en eau souterraine

Action 3 : Améliorer le désenclavement collectif et individuel

Action 4 : Poursuivre le programme d'électrification des exploitations agricoles

Action 5 : Elaborer un Schéma de rationalisation de la gestion commune des déchets organiques

5.1.3 Développer des méthodes alternatives de production

Action 1 : Favoriser la Diversification agro-écologique/ Elaborer un Guide de la production agro-écologique

Action 2 : Développer l'agriculture biologique

5.2 STRUCTURER LA PRODUCTION AUTOUR DE FILIERES

5.2.1 Assurer le positionnement des filières traditionnelles et innovantes sur les marchés extérieurs

Action 1 : Accompagner les actions de Banamart pour renforcer la structuration de la filière banane

Action 2 : Conforter la structuration de la filière canne-sucre-rhum en par l'augmentation de la sole cannière

5.2.2 Accompagner l'émergence de nouvelles filières

Action 1 : Accompagner à la création d'un Pôle Innovation « agro »/centres techniques

Action 2 : Développer des programmes adaptés aux besoins, en lien avec la Caraïbe et l'international

Action 3 : Soutenir la création d'une pépinière d'agro-transformation

5.3 FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DE BASSINS DE PRODUCTION

5.3.1 Mutualiser pour gagner en compétitivité

Action 1 : Mutualiser les moyens techniques et administratifs

Action 2 : Favoriser l'émergence de plateformes relais

Action 3 : Mettre en place une plateforme logistique territoriale

5.3.2 Accompagner les évolutions numériques et technologiques

Action 1 : Assurer la couverture des zones blanches pour développer les usages numériques

Action 2 : Utiliser le Service d'Expérimentation Agro-écologique comme Pôle Territorial d'expérimentation

5.4 VALORISER LES METIERS DE L'AGROENVIRONNEMENT

5.4.1 Développer un Plan de formation pour le développement des métiers et compétences

Action 1 : Actualiser le CEP Agriculture pour faire évoluer l'offre et aider à l'émergence de nouvelles compétences

Action 2 : Mettre en place un plan de formation qualité

5.4.2 : Accompagner la transmission des savoirs

Action 1 : Revisiter l'organisation territoriale d'accompagnement technique

Action 2 : Mettre en place un plan d'accompagnement, de parrainage, de transmission pour les jeunes

6. DEVELOPPER L'ECONOMIE BLEUE

6.1 REUNIR LES CONDITIONS D'UNE CROISSANCE BLEUE DURABLE

6.1.1 Garantir la qualité de l'environnement maritime régional

Action 1 : Elaborer une Programme Commun des actions prioritaires à développer avec les pays voisins

Action 2 : Mettre en place une plateforme de connaissance de la biodiversité marine et des écosystèmes

Action 3 : Aménager et gérer l'espace marin

6.1.2 Favoriser le développement durable des activités marines

Action 1 : Préserver la pêche côtière

Action 2 : Développer le potentiel de l'exploitation durable au large

6.2 STRUCTURER LES FILIERES DE L'ECONOMIE BLEUE

6.2.1 Conforter le Cluster Maritime de la Martinique

Action 1 : Accompagner les démarches initiées pour la création d'une interprofession de la pêche

Action 2 : Mettre en place un Plan d'Information et de Sensibilisation aux métiers de la Mer.

Action 3 : Développer des programmes de recherche

Action 4 : Mettre en place un système de veille juridique

6.2.2 Développer les outils de structuration

Action 1 : Développer des outils administratifs et de gestion mutualisés

Action 2 : Mettre en place un Centre Technique Aquacole

Action 3 : Elaborer à l'échelle du bassin maritime des Antilles une plate-forme sur l'énergie marine

Action 4 : Mettre en place une structure fédérative pour les métiers du tourisme bleu

Action 5 : Organiser les activités autour de la construction/déconstruction navale

6.3 ORGANISER LA GESTION DES ESPACES PORTUAIRES

6.3.1 Mettre en place les outils organisationnels

Action 1 : Elaborer le Schéma Directeur portuaire

Action 2 : Soutenir les initiatives en faveur d'un fonctionnement optimisé des ports

6.3.2 Rationnaliser l'équipement des Ports sur le territoire

Action 1 : Moderniser les Équipements des PTP/Implanter des centres de stockage et des plateformes de commercialisation

Action 2 Optimiser la fonction du port de commerce

Action 3 : Mutualiser les espaces autour des activités de croisière de nautisme et de plaisance

6.4 ASSURER L'ATTRACTIVITE DES METIERS DE LA MER

6.4.1 Accompagner la professionnalisation et le transfert de compétences

Action 1 : Mettre en place un dispositif d'accompagnement technique

Action 2 : Assurer la professionnalisation par l'immersion

Action 3 : Favoriser la reprise-transmission

6.4.2 Contribuer à une plus grande notoriété des métiers de la mer

Action 1 Actualiser le CEP et redéfinir le référentiel de formation pour intégrer les nouveaux métiers

Action 2 : Ajuster les cartes de formation aux nouveaux besoins recensés

Action 3 : Mettre en place un plan de sensibilisation sur les nouveaux métiers de la mer

Action 4 : Moderniser les équipements pédagogiques

7. S'ENGAGER DANS UN TOURISME DURABLE

7.1 PRÉSERVER ET VALORISER LES RICHESSES, GAGE DE DURABILITÉ

7.1.1 Accompagner la valorisation du patrimoine environnemental

Action 1 : Préserver l'intégrité physique et le caractère attrayant de la biodiversité, des sites terrestres et marins.

Action 2 : Mettre en valeur le patrimoine immatériel

7.1.2 Anticiper les menaces environnementales

Action 1 : Élaborer des outils de connaissance, d'évaluation et de modélisation de l'évolution du trait de côte

Action 2 : Mettre en œuvre un plan d'action pour la requalification de l'état écologique des eaux de baignade

7.2. S'INSCRIRE A L'INTERNATIONAL

7.2.1 Renforcer la visibilité sur les marchés extérieurs

Action 1 : Décliner un label cohérent reflétant une définition partagée du tourisme durable

Action 2 : Déployer une stratégie de re positionnement de la Martinique en interne et à l'extérieur

7.2.2 Améliorer la performance économique des structures touristiques

Action 1 : Evaluer les dispositifs existants pour développer une Ingénierie financière adaptée

Action 2 : Mettre en place une foncière tourisme

Action 3 : Développer un dispositif de labélisation des infrastructures touristiques

Action 4 : Mettre en œuvre un outil d'évaluation et de prospective : l'Observatoire

7.2.4 Faire du numérique un atout stratégique de commercialisation

Action 1 : Enrichir les espaces numériques en créant un site internet d'envergure

Action 2 : Optimiser les supports numériques

7.2.2 Garantir une meilleure accessibilité

Action 1 : Faire évoluer la politique de visas

Action 2 : Faire évoluer la réglementation douanière

7.3 STRUCTURER AUTOUR DE FILIERES D'EXCELLENCE

7.3.1 Favoriser la création d'un Cluster Tourisme

Action 1 : Construire des actions collectives

Action 2 : Donner de la lisibilité aux filières touristiques

7.3.2 Aider à la structuration par grappes

Action 1 : Mettre en place des dispositifs pour les fonctions supports

Action 2 : Favoriser la mise en réseau des TPEs

Action 3 : Inciter à la création ou à la consolidation par grappes d'entreprises

7.4 AMELIORER L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE

7.4.1 Favoriser l'émergence de pôles d'activité touristiques

Action 1 : Rendre opérationnel un espace d'aménagement touristiques

Action 2 : Développer les Zones de Mouillage Organisées

Action 3 : Requalifier le patrimoine touristique public

7.4.2 Rendre lisible les points d'intérêt

Action 1 : Mettre en œuvre une signalétique cohérente

Action 2 : Assurer une accessibilité régulière des sites

Action 3 : Faciliter les admissions partout et à tout moment

7.5 VALORISER LES METIERS DU TOURISME

7.5.1 Lancer un programme de qualification et de professionnalisation

Action 1 : Actualiser le Contrat d'études prospectives/ Mettre en œuvre une Gestion Prévisionnelle Territoriale des Emplois et des Compétences

Action 2 : Mettre en place un Plan de formation et de professionnalisation des acteurs

Action 3 : Elaborer un outil spécifique pour assurer le renouvellement des générations

7.5.2 Elargir le potentiel d'intégration professionnelle du tourisme

Action 1 : Favoriser l'immersion en entreprises des jeunes

Action 2 : Assurer l'intégration progressive de l'économie informelle

La Loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi Notre) préconise que la Collectivité Territoriale de Martinique identifiée comme chef de file en matière de développement économique, élabore le Schéma Territorial de Développement Economique, de l'Innovation et de l'Internationalisation (STDEII).

Saisissant cette opportunité, la CTM a décidé de faire du STDEII, le cadre novateur nécessaire à la transition vers un nouveau modèle de développement économique plus durable et plus solidaire.

Les mutations observées sur l'échiquier commercial mondial remettent en cause le principe des marchés garantis qui protégeaient jusque-là les productions traditionnelles, Parallèlement, de nouveaux enjeux environnementaux orientent la Martinique vers de logiques innovantes de production circulaires.

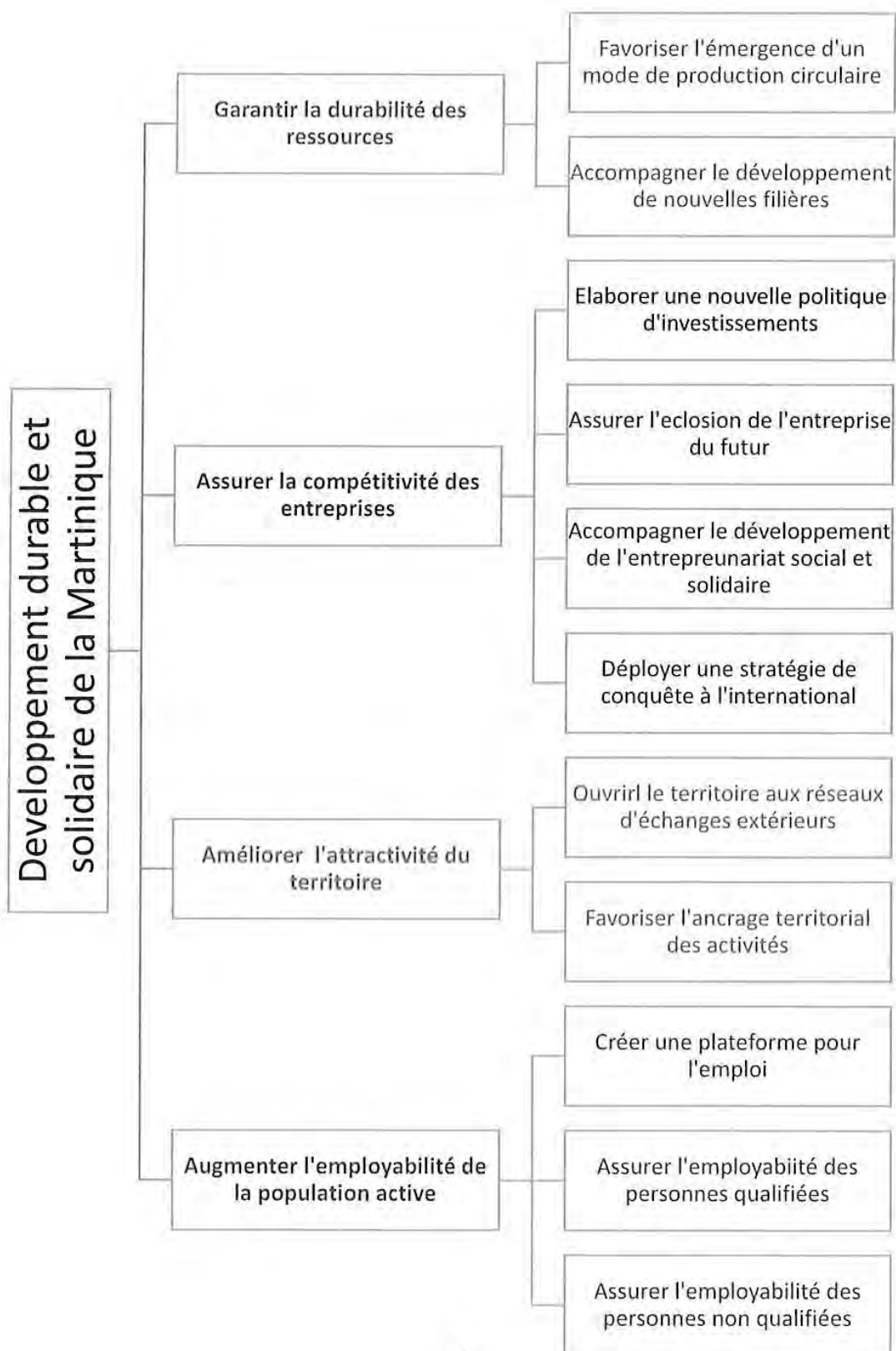
La Martinique s'est par ailleurs spécialisée dans la production de biens et services à faible valeur ajoutée, prioritairement concentrées dans l'Agglomération du Centre. Ce modèle qui crée une profonde fracture territoriale et sociale laisse, des pans entiers de qualifiés et non qualifiés hors du système.

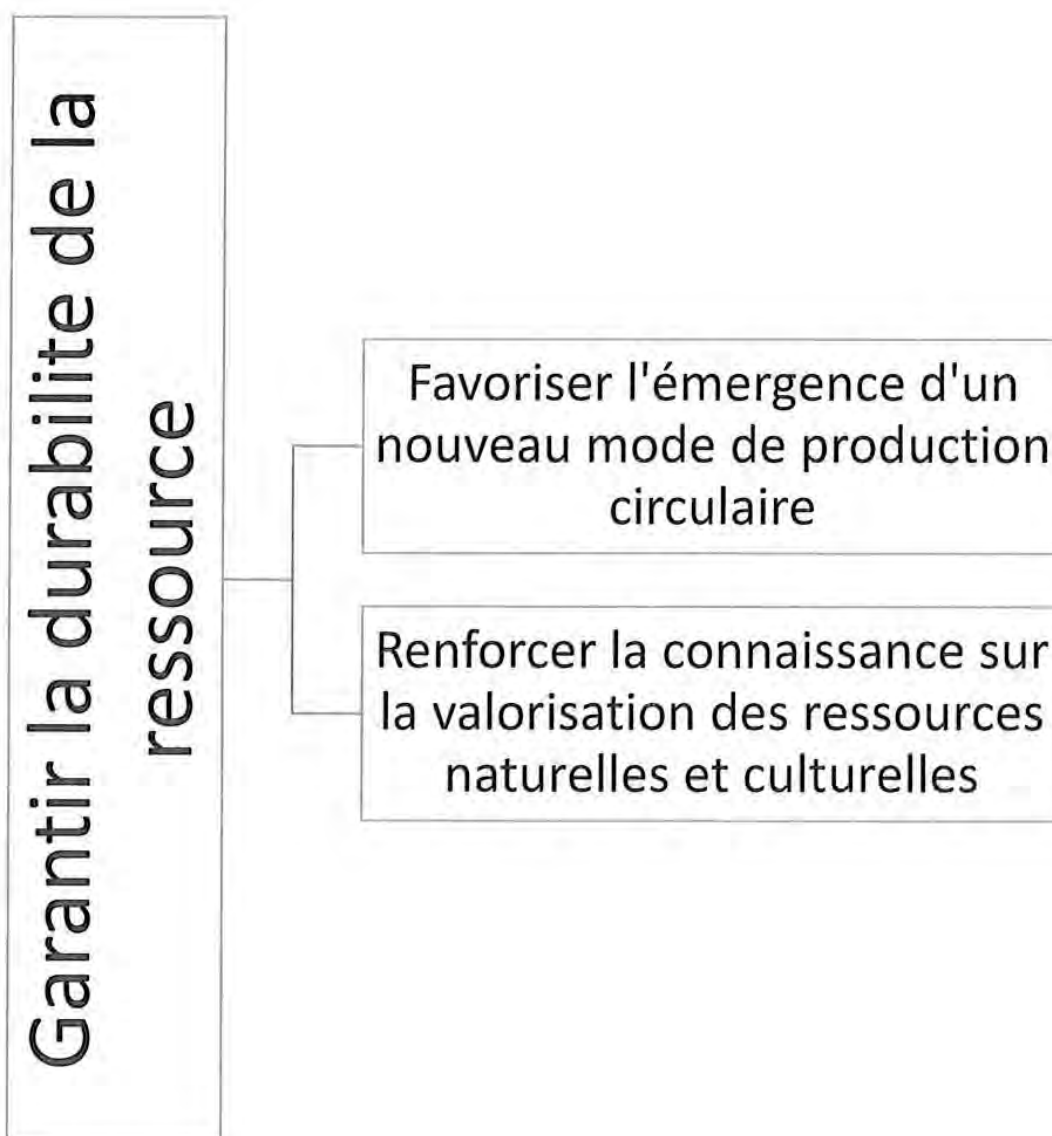
Elle se doit de repenser son modèle économique, dans un contexte où la libéralisation commerciale remet en cause le principe de marchés garantis pour les productions traditionnelles, où la révolution numérique fait évoluer les organisations de travail, et où la transition écologique impose des nouvelles façons de produire et de consommer

La Martinique se doit **d'innover** pour relever ces défis économiques, environnementaux et sociaux.

C'est pourquoi le STDEII est conçu comme « un laboratoire de **l'innovation publique** », en proposant :

- Des **innovations environnementales**, pour exploiter autrement les ressources naturelles, en assurant leur durabilité
- Des **innovations économiques**, pour accompagner autrement l'entreprise et leur garantir un meilleur niveau de compétitivité
- Des **innovations territoriales**, pour aménager autrement le territoire et assurer une meilleure attractivité
- Des **innovations sociales**, pour valoriser autrement la richesse humaine, et améliorer l'employabilité des personnes qualifiées et moins qualifiées.





I Le premier pilier du nouveau modèle repose sur la **RESSOURCE**, dont il faut assurer la **DURABILITE**

L'organisation mondiale de la production reposait jusqu'à présent sur l'hypothèse de ressources naturelles abondantes et sur une exploitation, conçue de façon linéaire, allant de l'extraction aux déchets.

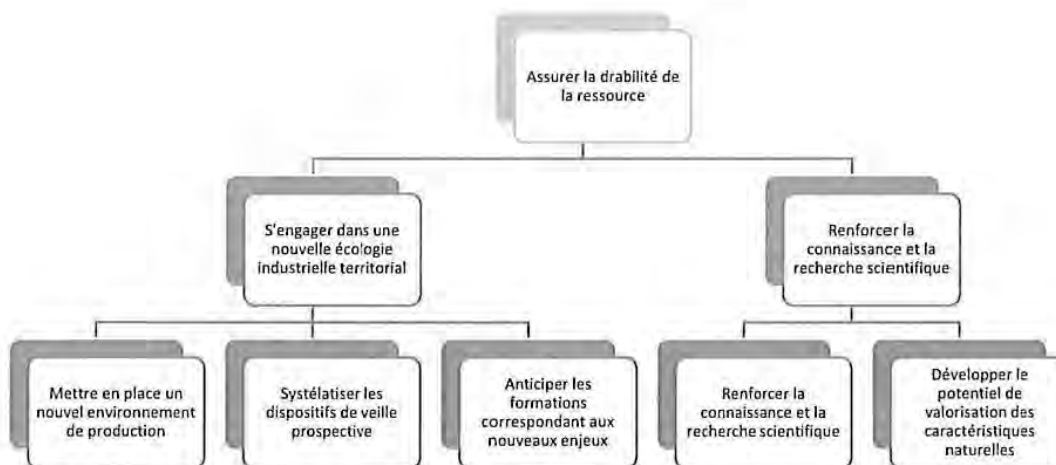
Désormais, la bio-capacité terrestre, c'est à dire la capacité à régénérer des ressources renouvelables et à absorber les déchets est limitée.

L'impact environnemental est tel qu'il impose de passer à un modèle circulaire reposant sur la création de boucles fermées de valeurs.

Cette nouvelle orientation est d'importance pour des pays comme la Martinique, à dimension et à ressources réduites, et où l'organisation de la production repose sur des flux d'import-export de/vers des marchés très éloignés, générant un déficit écologique structurel.

Par ailleurs, dans un contexte insulaire où les acteurs économiques ont intérêt à sécuriser leur approvisionnement, la création de boucles de production, privilégiant la valorisation rationalisée de la ressource sur place, est une piste à privilégier.

Il faut dans cette perspective, **préparer un cadre propice à l'émergence d'une nouvelle écologie industrielle territoriale**, tout en lançant **un vaste programme de renforcement de la connaissance et de l'innovation** sur la valorisation les ressources.



I.1 Créer les bases d'UNE NOUVELLE ECOLOGIE INDUSTRIELLE.

La notion d'écologie industrielle territoriale est fondée sur la quantification et l'optimisation des flux, dans le cadre d'actions partenariales et innovantes, entre les entreprises basées sur un même territoire « pour produire sur place tout ce qui peut l'être ».

Elle permet à la fois de maximiser la valorisation des ressources naturelles, d'identifier des sources d'approvisionnement interne et de trouver *in situ* des exutoires de valorisation de déchets.

De démarches prospectives, tant en termes d'organisation du territoire, de veille technologique et sociologique, ou d'identification des métiers et des formations à mettre en place, s'imposent dans cette perspective.

1.1.1 Des outils organisationnels sont indispensables pour mieux façonner l'aménagement territorial.

La connaissance des flux d'énergie et de matériaux est un préalable essentiel s'il l'on souhaite construire des boucles fermées de production et en faire le nouveau moteur de l'action de développement en Martinique.

L'étude de métabolisme territorial, qui s'appuie sur l'analyse des flux physiques au sein d'un territoire, permet de répondre à cet enjeu. La compréhension des flux sortants (émissions, déchets, produits finis) et des flux entrants (stocks et variations), permet de déduire et de vérifier la faisabilité de nouvelles boucles de valeurs à (re) créer.

Les résultats de cette étude permettront d'apprécier l'estimation des gains environnementaux réalisables, en mettant en exergue **les nouvelles filières circulaires à créer**.

Les acteurs économiques et la population doivent être obligatoirement sensibilisés, associés et impliqués dès l'amont de cette démarche.

La stratégie d'écologie industrielle implique également, notamment dans un contexte de contrainte foncière, **de prévoir et réserver les espaces disponibles** ou convertibles pour accueillir les nouvelles activités.

Un outil numérique de référencement foncier permettra de cerner les friches industrielles et commerciales à valoriser ou à restaurer dans cette optique.

Cette cartographie numérique devra impérativement se faire en lien avec la cartographie des sols prévus dans le cadre de la protection des terres agricoles¹ et identifier les espaces à préserver, et les zones à aménager.

| | Plan de financement (en M€) | | | | |
|------------------------|-----------------------------|-------|----------|-----------|-------|
| | Total | UE/PO | CTM/CPER | Etat/CPER | |
| Etude métabolisme | 0,200 | | 0,100 | 0,050 | 0,050 |
| Outil de référencement | 0,200 | | 0,100 | 0,050 | 0,050 |
| Total | 0,400 | | 0,200 | 0,100 | 0,100 |

¹ Mesure 511 Eviter la déprise foncière

1.1.2 Il faudra parallèlement systématiser les outils prospectifs pour accompagner l'émergence de nouveaux métiers

Un dispositif de veille stratégique, en lien avec la Plateforme pour l'Emploi², évaluera les opportunités de formation et d'emploi en perspective, et les études filières à lancer en fonction des grandes tendances, des attentes du marché et des évolutions sociétales, juridiques, économiques, technologiques.

Ces données nourriront les *Contrats d'Etudes Prospectives*, (CEP) et permettront aux acteurs d'apprécier et d'anticiper les évolutions qualitatives et quantitatives des emplois dans les filières innovantes et traditionnelles. Outre l'aspect prévisionnel ou prospectif, les CEP intégreront aussi la logique de changement de l'organisation du travail.

Ces données alimenteront également la *Gestion Territoriale Prévisionnelle des Emplois et des Compétences* (GPECT), qui aujourd'hui sous-utilisée, sera désormais systématisée pour faire évoluer le panel des formations en fonction des évolutions des métiers privés et publics.

| | Plan de financement (en M€) | | | |
|-------------------------------------|-----------------------------|-------|-------|-------|
| | Cout total | UE | Etat | CTM |
| Dispositif de veille /étude filière | 1,000 | 0,500 | 0,200 | 0,300 |
| GPECT | 0,500 | 0,200 | 0,100 | 0,200 |
| CEP | 0,600 | 0,200 | 0,200 | 0,200 |
| Total | 2,100 | 0,900 | 0,500 | 0,700 |

1.1.3 Anticiper par l'élaboration des cartes de formation

La dynamique de changement devra être accompagnée par une anticipation des formations à mettre en place pour orienter vers de nouveaux métiers.

Très en amont, la priorité consistera à renforcer la collaboration déjà effective entre les acteurs de l'éducation et de la formation ((Education Nationale, Familles, accompagnateurs sociaux...), avec les entreprises et les administrations publiques, pour assurer une meilleure prise en compte des évolutions technologiques, organisationnelles, sociétales *dans l'élaboration des cartes de formation*.

Dans le cadre du *CREFOP* (Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle), la concertation entre les acteurs des politiques d'emploi, de formation et d'orientation professionnelle sera confortée *lors de l'élaboration de la carte régionale des formations professionnelles*.

De la même manière, il conviendra de renforcer les liens entre *l'Université des Antilles d'une part et les milieux socio-économiques et les administrations publiques d'autre part* pour prévoir une offre de formation cohérente avec les nouvelles spécialisations et les mutations du marché.

| | Plan de financement (en M€) | | | |
|-----------------------------|-----------------------------|---------|----------|--------|
| | Total | CTM/PIA | Etat/PIA | Privés |
| Carte de formation Rectorat | | | | |
| Cartes de formation CREFOP | | | | |
| Cartes de formation UA | - | - | - | - |
| Total | | | | |

² cf axe 4, Plateforme pour l'emploi , mesure 411

1.2 RENFORCER LA CONNAISSANCE ET LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE SUR LA VALORISATION DES RESSOURCES NATURELLES ET CULTURELLES

Malgré l'existence de nombreuses structures de recherche, d'études scientifiques, le volume de la connaissance sur la valorisation des ressources reste incomplet. De manière plus volontariste, **les programmes de recherche seront déployés** sur des thématiques clairement identifiées, sur la base d'un partenariat clairement défini avec les Organismes de recherche, les établissements d'enseignement et l'Université des Antilles.

1.2.1 Les Pôles d'innovation constitueront l'outil clé vers cette transition. Ces Pôles devraient en effet favoriser **le développement de la recherche-développement** en lien avec l'Université, le monde de l'éducation et de la formation, le monde de l'entreprise et les acteurs de la finance.

Ils devraient permettre de faciliter l'accès des entreprises à des ressources scientifiques et technologiques de haut niveau et inciter ainsi les coopérations scientifiques public-privé pour le développement de projets collaboratifs et structurants.

Ils s'appuieront nécessairement sur **une politique d'animation, de promotion, de sensibilisation** à destination des étudiants, des chercheurs et des potentiels investisseurs.

| | Total | Etat/PIA | CTM/PIA | Privés |
|--------------------|-------|----------|---------|--------|
| Pôles d'innovation | 8,600 | 2,150 | 2,150 | 4,300 |
| Total | 8,600 | 2,150 | 2,150 | 4,300 |

1.2.2 Le développement de la recherche-innovation sur la valorisation des ressources de l'agroenvironnement.

Aujourd'hui, le modèle considérant l'agriculture, l'industrie et l'environnement comme des secteurs distincts n'est plus valable. Les activités développées dans l'agriculture, comme dans l'industrie et l'environnement sont l'aboutissement de recherche-développement, et techniques de plus en plus complexes, caractérisées par un degré élevé d'intégration et dictées par des critères écologiques de plus en plus exigeants.

Dans ce nouveau contexte, la Martinique gagnerait à développer la connaissance pour créer des boucles de production croisées dans **l'agroenvironnement** intégrant la valorisation des richesses terrestres et sous-terrestres, et s'appuyant sur les ressources générées par l'eau, le soleil, le vent ...

La priorité ira, compte tenu de la dégradation de la qualité de la terre, sur la définition de nouvelles pratiques agro écologiques.

Il y a lieu également de privilégier la recherche-innovation sur les procédés en matière d'agro-transformation valorisant sur place les ressources ou favorisant l'utilisation ou le recyclage énergétique des sous-produits et déchets de l'activité agricole ou industrielle, l'objectif étant de développer des procédés impactant le moins possible l'environnement.

De même seront ciblées des études pour faire évoluer l'exploitation minière et l'exploitation forestière autour d'une économie de la construction durable, et à partir du bois, des granulats produits et recyclés, conceptualiser de nouveaux produits écologiques, thermiques, antisismiques ...

Le renforcement du programme de prospection de la ressource en eau souterraine permettra d'étudier notamment la possibilité de sécuriser le réseau de distribution de l'eau, en créant des forages de secours en eau souterraine, et/ou en stockant la ressource en réservoirs...

| | Total | UE | Etat/PIA | CTM/UE | CTM/PIA | Privés |
|----------------------|--------|-------|----------|--------|---------|--------|
| Agro-transformation | 1,300 | 1,000 | | 0,260 | | 0,040 |
| Agroécologie | | | | | | |
| Construction durable | 10,400 | 5,000 | 0,200 | 1,500 | 0,200 | 3,500 |
| Eaux sous-terraines | | | | | | |
| Total | 11,700 | 6,000 | 0,200 | 1,760 | 0,200 | 3,540 |

1.2.3 La Mer dont le potentiel est sous-exploité, servira également d'espace de coopération pour la recherche.

Une Plateforme de connaissance de la biodiversité marine et des écosystèmes assurera, dans ce cadre, la centralisation des études et de la connaissance sur le milieu marin et des interactions entre les écosystèmes et les activités d'origine anthropiques.

Cette plateforme permettra d'accompagner des actions innovantes pour identifier la capacité de résilience des milieux (suivi des zones polluées notamment par le chlordécone) et les solutions à mettre en œuvre pour le développement de nouvelles pratiques plus respectueuses l'environnement

Seront également étudiées les possibilités de valorisation marine : *biotechnologies, valorisation des sargasses, pharmacopées, transformation halieutique, désalinisation des eaux de mer...*

Il y aura lieu aussi, pour développer une exploitation au large et en eau profondes suivant les exigences écologiques, d'accompagner la *conception du navire du futur*, moins dépendant au carburant.

A l'échelle du bassin maritime des Antilles, *une plate-forme d'échanges sur les énergies marines* permettra de lancer des programmes conjoints de recherche et de développement, des projets d'expérimentations de nouvelles technologies en milieu insulaire pour le développement de nouveaux modes de production, des projets communs de formation et de renforcement des capacités dans le secteur des énergies renouvelables.

| | Plan de financement (en M€) | | | | | | |
|-------------------------------|-----------------------------|-------|-----------|----------|--------|---------|--------|
| | Total | UE | Etat/CPER | Etat/PIA | CTM/UE | CTM/PIA | Privés |
| Valorisation halieutique | 0,660 | 0,500 | | | 0,130 | | 0,030 |
| Plateforme de la biodiversité | | | | | | | |
| Navire du futur | 10,400 | 5,000 | | 0,200 | 1,500 | 0,200 | 3,500 |
| Plateforme énergétique | | | | | | | |
| Total | 11,060 | 5,500 | | 0,200 | 1,630 | 0,200 | 3,530 |

1.2.4 Il sera également développé un partenariat avec les acteurs privés pour accompagner des initiatives exemplaires des démarches d'innovation et de collaboration pour développer une expertise dans la valorisation circulaire.

La Martinique est confrontée à une multitude de *risques naturels*. Elle peut, en s'appuyant sur des axes de recherche différenciants, faire de cette contrainte une opportunité économique.

L'accélération et l'acuité de la problématique au niveau mondial, le caractère novateur de la recherche sur ces sujets, lui donne en effet la possibilité de développer une expertise sur la gestion et la prévention des risques majeurs.

Elle peut dans ce cadre développer des dispositifs innovants (diffuser de nouvelles pratiques dans la gestion de l'habitat collectif ou les éco-quartiers, renforcer le bâti public pour en faire des bâtiments de gestion de crise...) et de nouvelles pratiques se déclinant à terme en de nombreuses liaisons latérales (moyens d'analyse, solutions de traitement, gestion de crise...), et permettant de créer de nouvelles valeurs ajoutées scientifiques.

De nombreuses autres activités également constituer une source de valeurs ajoutée de services et de prestations innovantes et structurantes, dans une dynamique d'interdépendance.

La production *d'énergie renouvelable*, en lien avec le numérique ou le bâtiment, le développement *de pratiques de recyclage*, la *réutilisation d'éco-matériaux* dans l'industrie ou dans la filière du bâtiment, constitue des opportunités de valorisation permettant de s'engager dans une nouvelle spécialisation de valorisation circulaire.

| | Plan de financement (en M€) | | | | | | |
|---------------------------|-----------------------------|--------|----------|-----------|--------|---------|--------|
| | Total | UE | Interreg | Etat/CPER | CTM/UE | A.Publ. | Privés |
| Valorisation Biodiversité | 9,500 | 5,000 | | 2,000 | 0,750 | 1,000 | 0,750 |
| Gestion des risques | 84,000 | 34,000 | 2,000 | 40,000 | 8,000 | | |
| ENR | 67,600 | 30,000 | 1,000 | 8,300 | 2,000 | 6,300 | 20,000 |
| Recyclage/valorisation | 41,000 | 20,000 | | 5,000 | 1,300 | | 14,700 |
| Total | 202,100 | 90,500 | 3,000 | 55,300 | 12,410 | 7,300 | 35,590 |

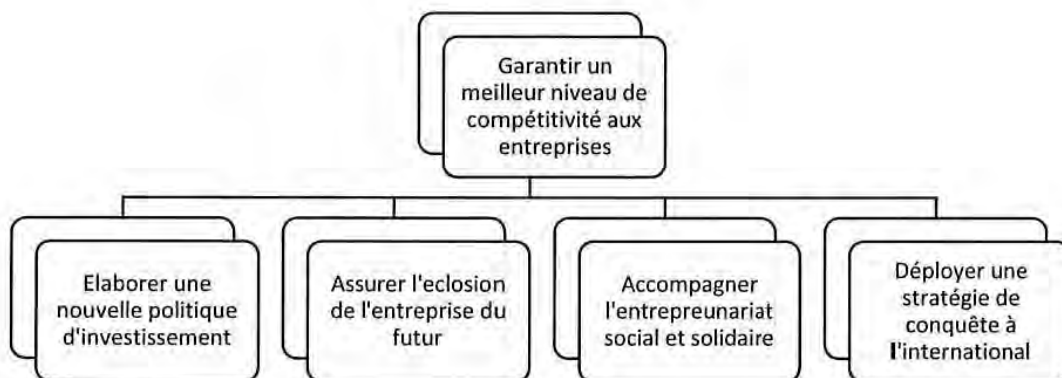
II Le deuxième pilier du nouveau modèle repose sur les ENTREPRISES dont il faut AMELIORER LE NIVEAU DE COMPETITIVITE

Des dispositifs d'accompagnement aux entreprises, conçus de manière non concertée par l'Etat, les Collectivités, les Chambres consulaires, sont dispensés, suivant la logique du « fil de l'eau », pour soutenir des petits projets individuels, accompagnés de manière plus ou moins efficace, par des acteurs intervenant de manière éparse.

Cette situation outre qu'elle crée un développement anarchique et peu structuré, neutralise l'efficacité des soutiens apportés, les entreprises ayant du mal à se maintenir sur le marché interne et affichant un fort taux de mortalité.

L'objectif aujourd'hui, est de rompre avec cet ancien modèle et de développer de nouvelles logiques pour garantir un meilleur niveau compétitivité aux entreprises et de :

- Mettre en place un nouvel écosystème d'accompagnement
- Favoriser l'éclosion d'entreprises du futur autour de filières structurées
- Accompagner l'essor d'un entrepreneuriat social et solidaire
- Déployer une stratégie de conquête à l'international



II.1 La priorité sera de mettre en place une nouvelle politique d'investissement.

II.1.1 Il faudra en tout premier lieu, d'innover dans l'accompagnement

Il s'agira, tout d'abord, d'identifier, puis *d'évaluer* l'ensemble des dispositifs d'aides directs et indirects (subventions, exonérations fiscales et sociales, régimes douaniers spécifiques, dérogations...) accordés aujourd'hui par l'Union Européenne, l'Etat, les Collectivités et autres acteurs économiques. Cet exercice de *recensement et d'évaluation* permettra d'établir une *cartographie des dispositifs existants*, d'en vérifier la pertinence, et au regard des mutations internes et internationales, de référencer les dispositifs à supprimer, à maintenir, à refondre ou à imaginer en fonction des mutations identifiées.

Le *nouvel écosystème pour l'accompagnement* des entreprises, basé sur un recours plus systématique *aux appels à projets* permettra de mieux orienter les porteurs de projets en fonction des nouvelles orientations stratégiques.

En lien avec les Chambres Consulaires et les EPCI, un *réseau unique des accompagnateurs publics*, appuyé par des *cabinets conseils labellisés*, apportera une assistance ciblée à l'entreprise, de l'amorçage à la reprise-transmission, en passant par l'anticipation des difficultés ou le développement à l'international.

Les dossiers finalisés seront présentés au *Comité des Co-financeurs*, qui vérifiera outre l'adéquation du projet aux orientations stratégiques, la faisabilité et la viabilité du dossier.

Ce réseau sera adossé à une *plateforme numérique collaborative* permettant d'une part de rendre lisible l'intégralité des dispositifs d'accompagnement technique et financier ; et d'autre part, d'assurer le suivi du parcours du porteur de projet, du montage à la post-crétion.

L'ensemble de ce nouvel écosystème sera nourri par l'*Observatoire de l'Economie*, qui sur la base de données factuelles et prospectives, permettra de mener des études filières, de recenser les grandes tendances et les attentes des marchés...

| | Total | CTM | Etat | Etat/AFE | Ch.Consulaires |
|----------------------|-------|-------|------|----------|----------------|
| Cartographie | - | - | - | - | - |
| Réseau | 0,250 | 0,125 | - | 0,125 | - |
| Plateforme numérique | 0,070 | 0,070 | - | - | - |
| Observatoire | 0,200 | 0,050 | - | - | 0,15 0 |
| Total | 0,520 | 0,245 | - | 0,125 | 0,150 |

II.1.2 Une utilisation plus marquée des outils financiers viendront en complément des subventions classiques, renforcer la bancabilité des entreprises et les rapprocher des exigences et des logiques de marché.

| | Cout total | Plan de financement (en M€) | | | |
|----------------------------|------------|-----------------------------|-------|----------------|--------|
| | | UE | CTM | Autres publics | Privés |
| Capital-Développement | 15,000 | 3,750 | 3,750 | 3,000 | 4,500 |
| Fonds de Garantie | 2,000 | 0,700 | 1,300 | - | - |
| Fonds de Prêt territoriaux | 2,400 | - | 1,200 | 1,200 | - |
| Fonds de prêts d'honneur | 2,600 | 0,550 | 1,350 | 0,180 | 0,520 |
| Avance remboursable | - | - | - | - | - |
| Total | 22,000 | 5,000 | 7,600 | 4,380 | 5,020 |

II.2 Des outils individuels continueront à être déployés notamment pour accompagner l'émergence d'entreprises du futur.

II.2.1 L'entreprise sera désormais appréhendée sur toutes ses facettes, pour tendre vers la performance globale en intégrant une approche financière mais aussi managériale et environnementale.

La création et le développement des entreprises seront soutenus à travers plusieurs dispositifs : la primo-crédation, destinée aux publics cherchant à s'insérer économiquement ; l'accompagnement à la création et au développement ; les aides à l'emploi, avec une attention particulière pour les jeunes qualifiés sans expérience et les seniors.

L'aide aux innovations managériales permettra aux entreprises de mettre en place de nouvelles pratiques de management et notamment de nouvelles reconfigurations du travail induites par le numérique, telles le déploiement du télétravail.

Un nouveau dispositif pour anticiper et gérer la difficulté sera subordonné désormais à un pré-diagnostic sur la base des éléments financiers de l'entreprise, des indicateurs macro-économiques et des indicateurs de référence. Des préconisations, à partir d'un diagnostic complet de l'entreprise sur les aspects stratégiques, organisationnels et financiers devront aboutir à un plan d'actions qui permettra l'échelonnement des versements.

Des aides à la transition écologique et énergétique seront mises en œuvre pour promouvoir les actions de maîtrise de la demande en énergie et pour réduire la consommation d'électricité. Un soutien sera également apporté pour promouvoir des modes de production et de consommation responsables, en limitant les risques pour l'environnement.

L'ensemble de ces dispositifs feront l'objet d'un traitement spécifique pour les territoires les plus fragiles.

| | Total | Cout total public | UE | CTM/Feder | CTM | Privés |
|-------|-------|-------------------|----|-----------|-----|--------|
| Total | 48 | 34 | 20 | 6 | 8 | 14 |

II.2.2 La priorité ira également à la transformation numérique des entreprises

Un fond spécialisé d'amorçage et de croissance palliera la carence du financement privé, et accompagnera à la transformation numérique des entreprises pour faciliter l'utilisation plus systématique des outils numériques (collaboratif, internet des objets, géolocalisation, etc.).

Le numérique sera le support pour accompagner l'aide aux innovations managériales et à la mise en place de nouvelles pratiques de management³

Des actions spécifiques permettront de financer les actions collectives pour structurer de la filière numérique, et notamment celles des associations d'entreprises du numérique qui cherchent à assurer la promotion des usages et des technologies du numérique à travers des actions collectives (Tiers- lieux d'incubation, conférences, mutualisation de moyens, etc.), l'objectif étant de consolider les entreprises de la filière

| | Cout total | Plan de financement (en M€) | | | |
|--------------------------|------------|-----------------------------|-------|-------|--------|
| | | UE | CTM | Etat | Privés |
| Outils individuels | 6,000 | 3,000 | 0,500 | 0,500 | 2,000 |
| Innovations managériales | | | | | |
| Outils collectifs | 1,000 | 0,250 | 0,125 | 0,125 | 0,500 |
| Total | 7,000 | 3,250 | 0,625 | 0,625 | 2,500 |

³ cf mesure 221 Accompagner la performance globale de l'entreprise

II.2.3 Une attention particulière sera portée au soutien de l'innovation à forte valeur ajoutée par le transfert technologique dans les entreprises.

Il s'agira notamment de *structurer et d'accélérer les maturations technologiques, marketing et économiques des démarches d'innovation* : l'action consistera à aider les entreprises à identifier et à maîtriser les risques liés à l'innovation puis à élaborer des programmes d'innovation, à améliorer les pratiques de management de l'innovation au sein de la TPE, à mobiliser les meilleures ressources humaines, technologiques et financières nécessaires à la maturation et à la mise en œuvre du projet.

Ce dispositif sera conforté par un *accompagnement spécifique des TPE-PME dans leurs démarches d'innovation dans le cadre du réseau des innov'acteurs*. L'action de ce réseau, déjà opérationnel, qui vise à favoriser le rapprochement des entreprises avec les acteurs de l'innovation et des acteurs de l'innovation entre eux, sera renforcée grâce à son intégration dans le réseau unique d'accompagnement.

| | Plan de financement | | | | | |
|----------------------------|---------------------|----|--------|---------|----------|--------|
| | Total | UE | CTM/UE | CTM PIA | Etat/PIA | Privés |
| Entreprises innovantes (1) | 20,8 | 10 | 3,000 | 0,400 | 0,400 | 7,000 |
| Cap Innovation (1) | - | - | - | - | - | - |
| Total | 20,8 | 10 | 3,400 | 0,400 | 0,400 | 7,000 |

(1) Pour mémoire. Cf Axe 1.2 Renforcer la connaissance et la recherche-innovation

(2) Pour mémoire cf 211 Nouvel écosystème d'accompagnement/Réseau d'accompagnement

II.2.4 La grande nouveauté dans les dispositifs d'accompagnement est la priorité qui sera désormais accordée aux outils collectifs pour la structuration par filières

La création ou la consolidation des grappes d'entreprises sera favorisée. Il s'agira d'injecter des financements croisés (emploi, formation, recherche...) dans des grappes d'entreprises déjà constituées ou en cours de constitution, notamment pour accompagner la recherche-développement mutualisée, les dépenses de formation collectives, les études, ... et favoriser ainsi le portage collectif des projets.

La création d'*espaces thématiques dédiés* (incubateurs, pépinières, hôtels d'entreprises) pour l'émergence d'entreprises dans des filières pré-identifiées sera également privilégiée.

L'objectif est d'accueillir, *sur le même lieu, des entreprises d'une même filière*, en création ou en développement, en proposant un environnement adapté aux exigences (sécurité, fonctionnalité...) de la filière considérée. Aux services mutualisés proposés classiquement (accueil, courrier, animation, informatique) seront agrégés des services spécifiques à la filière ou des outils collaboratifs garantissant aux entreprises un environnement propice de démarches partagées (logistique, espaces de stockage, achats, informatique...).

Les spécialisations aujourd'hui identifiées (*agro-transformation, économie bleue, énergie renouvelable, métiers du tourisme...*) devront être déclinées en cohérence avec les partenaires territoriaux, pour garantir à la fois la diversification des activités et l'aménagement du territoire.

Outils assurant la mise en synergie des acteurs du monde de l'entreprise, du monde de la recherche-innovation et de l'Université, les *Pôles d'Innovation* auront vocation à stimuler l'activité d'innovation par la mutualisation des informations, la conduite et la transmission des travaux de recherche scientifique et technique, le partage des équipements et de savoir-faire, ainsi qu'en contribuant de manière effective au transfert de connaissances, à la mise en réseau, à la collaboration entre les entreprises et organismes qui constituent le Pôle.

| | Plan de financement (en M€) | | | |
|------------------------|-----------------------------|----------|------------|--------|
| | Total | CTM/CPER | ETAT /cper | Privés |
| Pépinières thématiques | | | | |
| Grappes | 4,600 | 1,700 | 0,600 | 2,300 |
| Pôles d'innovation | | | | |
| Total | 4,600 | 1,700 | 0,600 | 2,300 |

2.3 De nouvelles formes d'accompagnement cibleront également l'entrepreneuriat social et solidaire.

Alors que l'on assiste à la baisse tendancielle des financements classiques, un nouveau mode d'entreprendre gagne du terrain. Basé sur des principes de solidarité et d'utilité sociale et porté par des valeurs éthiques visant prioritairement le réinvestissement des bénéfices dans des emplois durables et non délocalisables, l'Entrepreneuriat Social et Solidaire correspond bien aux dynamiques sociétales et environnementales envisagées.

2.3.1 De nouvelles démarches entrepreneuriales seront soutenues

Des dispositifs individuels de financement soutiendront le démarrage, le développement des entreprises sociales, associatives (SCIC, SCOOP...). Ces dispositifs permettront également la consolidation de la fonction économique des structures.

Un système d'accompagnement et de suivi des porteurs de projets garantira la bonne prise en charge du porteur tout au long de son parcours.

| | Plan de financement (en M€) | | | | |
|-------------------------|-----------------------------|----|------|-------|--------|
| | Coût total | UE | Etat | CTM | Privés |
| Dispositifs individuels | 1,000 | - | - | 0,750 | 0,250 |
| Réseau d'accomp (1) | - | - | - | - | - |
| Total | 1,000 | - | - | 0,750 | 0,250 |

(1) Pour mémoire cf mesure 211 Nouvel écosystème d'accompagnement /Réseau d'accompagnement

2.3.2 Mais l'effort sera surtout apporté à l'appui de la structuration de filières classiques (action sociale, lutte contre les exclusions, éducation à la citoyenneté...), mais aussi les activités innovantes en matière de préservation et renforcement de la cohésion territoriale, de développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale....

L'aide à la mutualisation des moyens et des compétences devrait permettre le renforcement des structures bénéficiaires par la mise en place de plateformes techniques ou logistiques, d'ensembliers d'insertion permettant les achats groupés, les actions collectives...

Les Pactes Territoriaux de Coopération Economique (PTCE) permettront d'accompagner les logiques de coopération entre acteurs publics, organisations socio- professionnelles et acteurs économiques autour d'une filière dédiée, sur un espace géographique prédéterminé.

| | Plan de financement | | | | | |
|----------------------|---------------------|-------|------|-------|----------------|--------|
| | Coût total | UE | Etat | CTM | Autres publics | Privés |
| Dispositif collectif | 1,250 | 0,750 | - | 0,375 | - | 0,125 |
| PTCE | 1,500 | 0,600 | - | 0,200 | 0,400 | 0,300 |
| Total | 2,750 | 1,350 | - | 0,575 | 0,400 | 0,425 |

2. 4 Une véritable stratégie de conquête à l'international sera déployée.

2.4.1 Des initiatives pour accompagner l'ouverture de l'entreprise martiniquaise à l'international seront soutenues.

Il s'agira notamment d'accompagnement technique et financier de développement à l'international pour susciter les démarches à l'export, la prospection de nouveaux marchés, les actions de promotion collective ou de formations spécifiques à l'international.

Parallèlement, des outils d'accompagnement seront mis en place.

La présence d'un bassin régional particulièrement riche linguistiquement où se côtoient l'anglais, l'espagnol, le créole, le néerlandais, le français, sera mise à profit par la création de *plateformes linguistiques* pour faciliter l'apprentissage des langues.

Le développement de la coopération universitaire permettra d'élaborer des formations diplômantes communes avec les universités régionales et américaines, et faire de la recherche universitaire un levier d'une meilleure intégration régionale et internationale.

Les démarches d'échanges avec l'extérieur seront intensifiées par le biais des Chambres consulaires, relais pour l'introduction des entreprises martiniquaises vers ces marchés partenaires, dans le cadre de circuits économiques d'échanges mutuels de savoir-faire.

L'ensemble de ces actions sera mis en valeur par une *plateforme numérique à l'export*, structure fédérative permettant la promotion à l'international des produits traditionnels et innovants de la Martinique.

| | Plan de financement (en M€) | | | | | |
|---------------------------|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|----------------|--------------|
| | Total | UE/Interreg | Etat | CTM | Autres publics | Privés |
| Plateformes linguistiques | 0,500 | 0,300 | | 0,200 | | |
| Echanges savoir-faire | 0,200 | 0,100 | | 0,025 | | 0,075 |
| Devpmnt internal | 0,250 | | 0,100 | 0,100 | | 0,050 |
| Coopération univers. | 0,200 | 0,100 | | 0,050 | 0,050 | |
| Plateforme à l'export | 0,100 | | | 0,050 | 0,050 | |
| Total | 1,250 | 0,500 | 0,100 | 0,425 | 0,100 | 0,125 |

2.4.2 On donnera parallèlement une plus grande lisibilité au produit « Martinique ».

La Marque « Martinique », permettra de bien caractériser la Martinique en interne, tout en lui donnant une lisibilité à l'international, en faisant refléter la différenciation du produit Martinique.

En partenariat avec les structures financières de la place (AFD, CDC, BPI...) un *Fonds Territorial d'Investissement* servira de levier auprès des banques internationales ou caribéennes (Caribbean Development Bank, Inter-American Development Bank, ...) et des investisseurs privés.

Ce fonds sera mobilisé dans le cadre d'appels à projets à l'international, sur la base d'un *guide numérique d'affaires*, mis en ligne sur plusieurs sites (CTM, CCIM, CMT, Martinique Développement, Agence Française pour les Investissements Internationaux...) et en s'appuyant sur le « site Martinique Diaspora ».

Toute cette *stratégie de conquête commerciale* sera menée par le *Comité Territorial Stratégique de Promotion Economique*. Cet outil partenarial qui permettra d'assurer une promotion positive de la Martinique, sera en charge d'élaborer une stratégie de communication offensive et positive pour anticiper ou mieux gérer les situations de crise (sanitaire, environnementale...).

| | Cout Total | CTP | UE | CTM | Etat/CPER | Autres publics | Privés |
|---------------------------------|---------------|--------|-------|-------|-----------|-------------------|--------|
| Marque Martinique | 0,300 | | | 0,150 | 0,150 | | |
| Base numérique d'affaires | 0,100 | | | 0,025 | 0,025 | 0,050 | |
| Fonds Territorial (1) | 15,000 | 10,500 | 3,750 | 3,750 | - | 3,000 | 4,500 |
| Comité Territorial de Promotion | - | | | - | - | | |
| Site Diaspora | 0,125 | | | 0,025 | | | 0,100 |
| Total | 0,525 | 0,500 | | 0,175 | 0,175 | 0,050 | 0,100 |

(1) Pour mémoire cf 2.12 Innover dans les outils financiers

III Le troisième pilier repose sur le **TERRITOIRE** dont il faut **AMELIORER L'ATTRACTIVITE**.

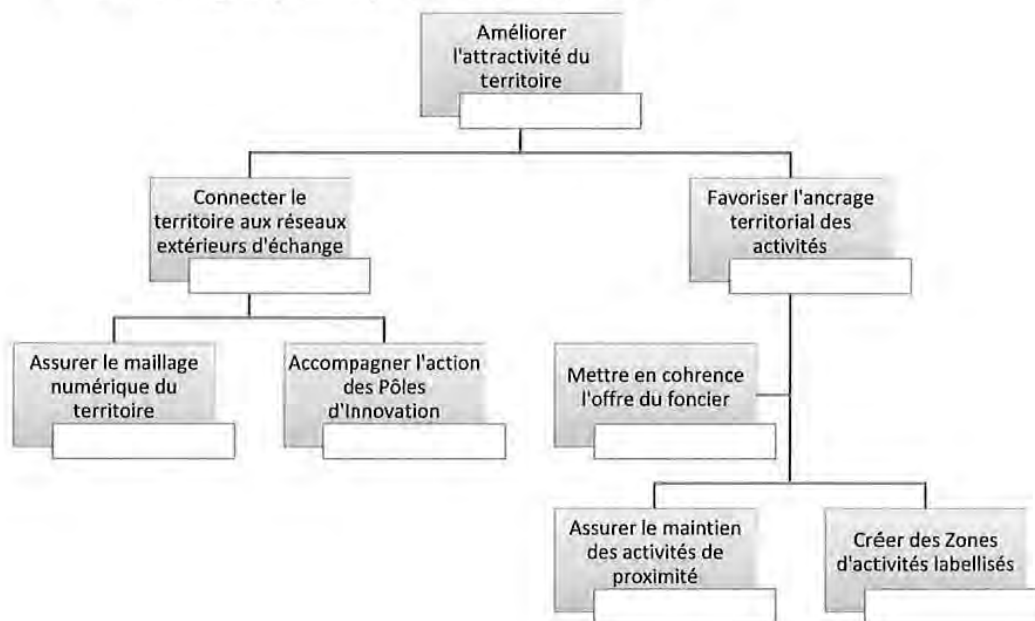
La plupart des entreprises martiniquaises fonctionnent de manière isolée et sont peu engagées dans des réseaux extérieurs d'échanges et d'innovation.

L'urgence immédiate de celles qui sont rattachées capitalistiquement à des grands groupes extérieurs, est d'assurer la bonne efficacité opérationnelle. Les innovations entreprises relèvent dans ce cas, la plupart du temps, de l'innovation incrémentale, de l'adaptation, pour des produits, services ou technologies existants.

Le territoire reste par ailleurs peu attractif, la Martinique ayant développé une spécialisation en produits d'import-substitution de faible valeur ajoutée, peu attrayante pour les investisseurs potentiels.

Aujourd'hui, il y a lieu de créer un nouvel environnement qui permettent aux entreprises martiniquaises et aux investisseurs de déployer des projets innovants et structurants :

- Grâce à une infrastructure numérique qui permette un meilleur maillage du territoire et une connexion instantanée avec l'extérieur
- Des Pôles d'Innovation, qui assurent des liaisons immédiates avec le monde de la recherche et les places financières
- Des espaces mutualisés et labellisés de valorisation et de production
- En des bourgs redynamisés par des activités de proximité



3.1 L'obligation première sera d'ouvrir la Martinique aux réseaux d'échanges extérieurs.

3.1.1 Assurer le maillage numérique du territoire constituera l'action phare

Le déploiement du très haut débit par de la fibre optique (FTTH) se fera en priorité sur les zones dont les coûts de construction de ligne sont le moins cher du territoire puis dans les zones de montée en débit en dernière phase. L'objectif est d'assurer un meilleur maillage numérique du territoire, tout en améliorant les possibilités d'interconnexions avec l'extérieur.

L'ouverture des données publiques aux citoyens offre des perspectives de création de valeurs dans tous les secteurs de l'économie Martiniquaise. *La plateforme numérique OPEN DATA* mettra à disposition des citoyens et des entreprises les données produites par l'ensemble de la puissance publique martiniquaise ainsi que des services numériques exploitant ces données.

Cela permettra d'accompagner *l'éclosion de Villes Intelligentes*, en utilisant les TIC comme vecteur de développement et de cohésion sociale par la mise à disposition des citoyens de nouveaux usages offerts par le numérique, par l'accompagnement dans leur appropriation de ceux-ci au travers de la médiation numérique. Les secteurs de l'administration, de l'éducation/formation et de la santé seront plus particulièrement soutenus.

L'objectif est également de faire évoluer les actuelles cyber-bases en véritables *Espaces Publics Numériques* pour le développement de quartiers numériques, lieu permettant d'exploiter le numérique pour résoudre les problèmes de proximité.

| | Plan de financement (en M€) | | | | |
|---|-----------------------------|--------|--------|--------|----------------|
| | CT | UE | Etat | CTM | Autres publics |
| Aménagement numérique | 110,000 | 24,500 | 29,900 | 40,000 | 15,600 |
| Plateforme Open Data | 15,000 | 4,500 | 1,000 | 5,000 | 4,500 |
| Villes Intelligentes/quartiers numériques | | | | | |
| Total | 125,000 | 29,000 | 30,900 | 45,000 | 20,100 |

3.1.2 L'attractivité du territoire passera également par la mise en réseau avec le monde de la recherche-innovation et de la finance.

Les Pôles d'innovation constitueront les relais incontournables avec ces interlocuteurs extérieurs.

Le dispositif de veille stratégique, qui renseignera sur les grandes tendances et les attentes du marché, et sur les évolutions sociétales, juridiques, économiques, technologiques permettront d'anticiper les mutations.

Cela permettra d'ajuster les programmes de recherche-développement et d'inciter les entreprises à renforcer leurs initiatives en matière *de transfert technologique* dans les domaines stratégiques appropriés.

Les Pôles d'Innovation auront également pour mission, après avoir identifié les projets d'innovation collaboratifs (entreprises, laboratoires ou structures de R&D), de favoriser le portage collectif de *faciliter la recherche de financements extérieurs*.

Ils s'appuieront pour ce faire, sur une politique dynamique d'animation et de promotion, en lien avec **la Marque Martinique et le Fonds Territorial d'Investissement**⁴ pour

⁴ Cf mesure 242 Donner une plus grande lisibilité aux « affaires » Martinique

conceptualiser les outils permettant de garantir, auprès des étudiants, des jeunes créateurs d'entreprises et des investisseurs potentiels, la lisibilité des opportunités d'affaires.

| | Plan de financement (en M€) | | | |
|------------------------|-----------------------------|----------|---------|--------|
| | Total | Etat/PIA | CTM/PIA | Privés |
| Pôles d'innovation (1) | 8,600 | 2,150 | 2,150 | 4,300 |
| Total | 8,600 | 2,150 | 2,150 | 4,300 |

1) pour mémoire, cf 121 Amplifier la recherche et l'innovation

3.2 Parallèlement à la mise en réseau avec l'extérieur, des outils seront déployés pour assurer un meilleur ancrage territorial des activités.

3.2.1 Dans un contexte de contrainte foncière, il faudra prioritairement mettre en cohérence l'offre du foncier et l'immobilier économique.

Un outil de référencement de l'immobilier d'entreprises permettra d'identifier les possibilités foncières sur chaque territoire et de répondre à la problématique des entrepreneurs à la recherche de solutions d'hébergement. Cet outil prendra la forme d'une plateforme numérique de cédants/offrants de l'immobilier d'entreprise (locaux, bureaux, entrepôts, foncier...)

L'accès à l'immobilier d'entreprise sera soutenu pour accompagner l'initiative à la création et à l'implantation d'activités. Il sera privilégié dans le cadre de la redynamisation des centres-bourgs ou dans la requalification des Zones d'Activité Economiques.

| | Plan de financement (en M€) | | | |
|------------------------|-----------------------------|-------|-------|--------|
| | Total | CTM | EPCI | Privés |
| Outil de référencement | 0,200 | 0,100 | 0,100 | |
| Aides à l'immobilier | 3,800 | 0,500 | 2,000 | 1,300 |
| Total | 4,000 | 0,600 | 2,100 | 1,300 |

3.2.2 Des activités et des services de proximité pour redynamiser les centres bourgs ruraux seront simultanément encouragés.

Il importe en effet de contrer les retours inverses du développement des zones d'activité sur les centres – bourg des communes, déjà en perte de vitalité. Car les bourgs, espaces de vie et d'animation ont un rôle central à jouer au regard des problématiques liées au vieillissement de la population et de la marginalisation des jeunes.

Des actions plus spécifiques seront menées sur les territoires en difficulté qui témoignent d'une faible attractivité pour les entreprises. Que ce soit dans le mode d'accompagnement ou dans des dispositifs plus dédiés, l'objectif sera d'accompagner à la redynamisation économique, notamment dans les bourgs ruraux.

Ces actions permettront l'accompagnement des entreprises à une démarche qualité intégrant, outre des dépenses d'investissements, des frais liés l'organisation managériale, la transformation numérique des entreprises, à la prise en compte des enjeux environnementaux. Elles pourront également faciliter la détection de jeunes talents qui seront accompagnés à l'entrepreneuriat.

Ces actions seront confortées par un *plan de redynamisation des centres-bourgs* prenant en compte les enjeux en termes de revitalisation commerciale, d'aménagement et d'animation.

| | | | Plan de financement (e M€) | | | | | |
|---------------------------------|---------------|--------------|----------------------------|--------------|--------------|--------------|----------------|--------------|
| | Total | UE | CTM | CTM/AFE | Etat/AFE | Etat/CPER | Autres publics | Privés |
| Requalification des entreprises | 1,625 | | 0,275 | 0,225 | 0,225 | 0,500 | | 0,400 |
| Dynamisation centres-bourgs | 27,800 | 2,800 | 15,000 | | | 2,500 | 7,500 | |
| Total | 29,425 | 2,800 | 15,275 | 0,225 | 0,225 | 3,000 | 7,500 | 0,400 |

3.2.3 L'innovation territoriale majeure consistera en la requalification des Zones d'Activités Economiques en véritables Bassins Economiques.

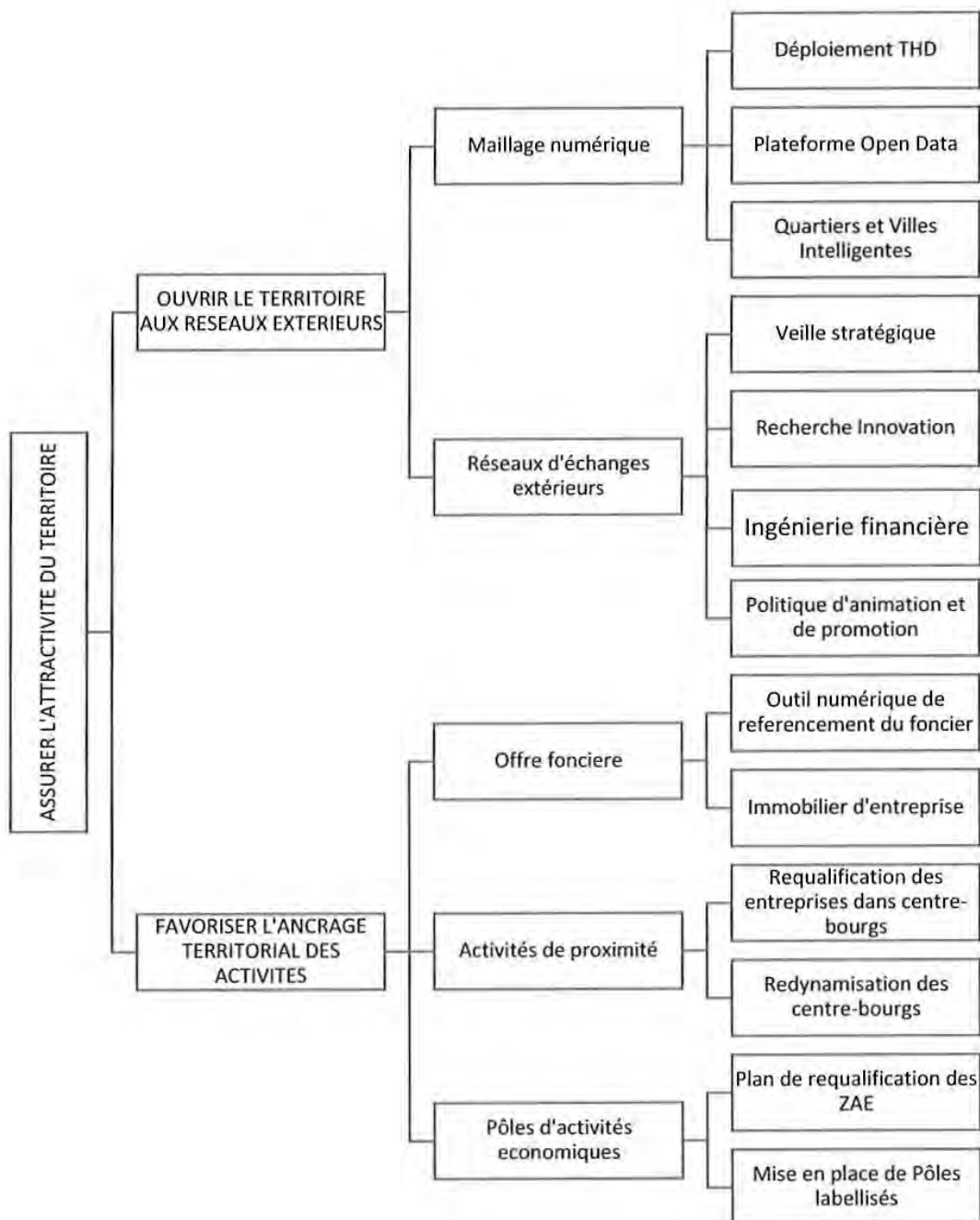
Anciennes et dégradées pour la plupart, ces zones sont handicapées par des implantations d'activité en inadéquation avec les besoins du territoire.

La requalification devrait permettre de dégager des espaces pour l'ancrage des activités compétitives dans des thématiques classiques comme l'agro-alimentaire ou l'artisanat, mais aussi dans des thématiques d'avenir comme l'énergie, les risques, la sylver-économie, l'économie de la mer, gestion des déchets, pôle gérontologique...)

Sur la base de l'actualisation l'étude diagnostic des ZAE publiques et la mise en place d'un plan de déplacements inter-entreprises, un plan de requalification des zones sera envisagé, en fonction des spécialisations ou re-spécialisations identifiées.

| | Cout total | Plan de financement (en M€) | | | |
|------------|---------------|-----------------------------|--------------|--------------|----------------|
| | | UE | Etat | CTM | Autres publics |
| ZAE | 40,000 | 18,000 | 3.300 | 3.300 | 15.400 |

L'ensemble de ces innovations territoriales devra permettre à terme d'ancrer des activités compétitives sur le territoire dans des conditions permettant en même temps de s'inscrire sur l'échiquier international.



4. Le quatrième pilier du nouveau modèle économique repose sur la **POPULATION ACTIVE** dont il faut relever le **NIVEAU DE PERFORMANCE ET D'EMPLOYABILITE**.

La faible anticipation de l'évolution des filières, de l'appréciation des mutations du marché international, explique en partie pourquoi l'employabilité des personnes qualifiées et peu qualifiées reste faible.

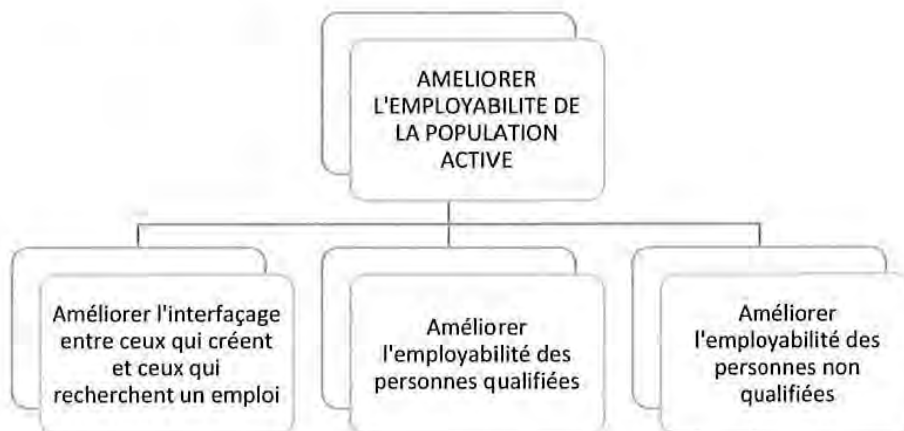
Des perspectives nouvelles résultant des mutations démographiques et des évolutions technologiques, offrent des opportunités qu'il faut aujourd'hui quantifier pour mieux les anticiper et les accompagner.

Dans un contexte de vieillissement de la population des chefs d'entreprise, il s'agit de trouver un équilibre des politiques à mettre en œuvre pour à la fois rapprocher les jeunes peu ou non qualifiés du marché du travail, et offrir de meilleures perspectives aux jeunes qualifiés.

L'objectif est de mobiliser efficacement l'ensemble des forces vives martiniquaises pour reconstituer une vraie population active productive.

L'enjeu majeur sera d'améliorer l'employabilité de chacun, c'est-à-dire l'aptitude non seulement à trouver un emploi, mais aussi à progresser au travail et à s'adapter au changement tout au long de sa vie professionnelle.

Dans un monde en constante mutation, où les formes d'organisation de travail mutent avec les évolutions technologiques et numériques, le concept d'employabilité met l'accent sur l'obligation à faire évoluer les qualifications et les formations pour tenir compte du renouvellement permanent des métiers.



4.1 La mesure prioritaire consistera à améliorer l'interfaçage entre ceux qui créent l'emploi et ceux qui recherchent un emploi.

4.1.1 Il faudra dans ces conditions se doter d'outils de communication

Il s'agira premièrement de mobiliser simultanément les différents acteurs concernés par l'emploi autour d'un dispositif unique : la Plateforme pour l'Emploi.

Sur la question de l'emploi, de nombreux outils sont mis en œuvre par de nombreux acteurs : acteurs de l'Education (Education Nationale, Familles, Associations...), acteurs de l'Emploi (Pôle Emploi, Organismes de formation, AGEFMA, LADOM...), acteurs économiques (Associations, Entreprises sociales et entreprises commerciales, chambres consulaires), acteurs de l'accompagnement (accompagnateur social, accompagnement de l'entreprise).

Ces outils sont actionnés, de manière souvent non concertée, créant chevauchement, inefficience, voire neutralisation des initiatives entreprises.

La Plateforme pour l'Emploi aura pour mission de renforcer la mise en cohérence des actions en favorisant la connaissance des missions respectives des différents acteurs, le maillage entre les différentes compétences, les transferts de données entre les différents cercles.

L'objectif, in fine, est d'améliorer l'efficacité collective des outils jusque-là mis en œuvre de manière séparée.

Cette Plateforme pour l'emploi proposera donc aussi bien aux acteurs internes et qu'externes, une bonne appréhension des évolutions internationales, une meilleure identification des données du marché de l'emploi, de l'offre de formation, des besoins des entreprises, des enjeux démographiques.

Elle constituera de ce fait un véritable outil de communication et d'animation pour la politique de l'emploi.

La *Cité des Métiers* est un outil de territoire, qui permettra à l'ensemble des acteurs de se fédérer autour d'un projet de mise en commun de leurs ressources.

Elle offrira dans **un lieu unique**, des prestations (entretiens avec des professionnels des institutions compétentes dans les domaines de l'orientation et de la vie professionnelle, documentation en libre-service sur l'emploi, les métiers et les formations, journées d'information, des colloques ...) et des outils pertinents (centres ressources informatiques, espaces multimédias...), dans le but d'aider qualifiés et moins qualifiés à anticiper et à accompagner les transitions professionnelles et construire leur avenir professionnel

| | Plan de financement (en M€) | | | | |
|--------------------------|-----------------------------|-------|------|-------|--------|
| | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés |
| Plateforme pour l'emploi | - | - | - | - | - |
| Cité des Métiers | 0,800 | 0,400 | - | 0,400 | - |
| Total | 0,800 | 0,400 | - | 0,400 | - |

4.1.2 L'entreprise sera placée au cœur de l'offre d'intégration et d'insertion professionnelle

En faisant de l'entreprise le premier lieu d'application des connaissances, le lieu où se déroule le passage de la connaissance à la mise en pratique, on déplacera le curseur insertion-formation-insertion vers un curseur insertion-formation-emploi.

L'expérience a en effet démontré que l'immersion dans des situations réelles de travail constitue un puissant vecteur de levée de freins à l'emploi et peut servir de tremplin pour former les personnes en situation d'exclusion professionnelle.

C'est pourquoi, il faudra conforter l'entreprise dans son rôle en apprentissage, avec notamment un dispositif pour former les chefs d'entreprise à former.

L'action des tuteurs et des maîtres d'apprentissage sera soutenue par la mise en place de formations spécifiques pour accueillir les jeunes, échanger avec les centres de formation, permettre de comprendre les enjeux de la formation qualifiante, les missions et rôles des différents acteurs en présence.

Un Espace Apprentissage permettra de mettre en relation les jeunes et les employeurs, et de les préparer dans la mise en œuvre du contrat.

Le jeune sera accompagné dans la résolution des difficultés financières, les difficultés de transport, des difficultés familiales...pour éviter les ruptures de contrat.

Les employeurs y trouveront une assistance administrative pour sélectionner le jeune, pour formaliser le contrat. Des modules de formation seront également assurés pour mieux comprendre et accompagner le jeune.

| | Coût total | Plan de financement (en M€) | | | |
|---------------|------------|-----------------------------|------|-------|--------|
| | | UE | Etat | CTM | Privés |
| Tutorat | 3,000 | 2,000, | | 0,800 | 0,200 |
| Apprentissage | 7,500 | 5,000 | | 2,000 | 0,500 |
| Total | 10,500 | 7,000 | | 2,800 | 0,700 |

4.2 Des initiatives seront mises en œuvre pour améliorer l'employabilité des qualifiés.

4.2.1 Ces initiatives prendront nécessairement en compte les mutations technologiques

Il s'agira plus particulièrement d'anticiper l'évolution des secteurs et des métiers, de mieux apprécier les mutations et tendances du marché international, pour favoriser une meilleure intégration professionnelle des travailleurs.

Sur la base des données fournies par le système de veille stratégique de l'emploi, les Contrats d'Etudes Prospectives (CEP) et les Gestion Territoriale Prévisionnelle (GPECT) (mesure 112) des actions de formation seront déployées pour favoriser l'adaptation des salariés aux mutations économiques, au changement du marché de l'emploi, et à la restructuration économique, pour les maintenir actifs dans le cadre de leurs parcours professionnels.

Seront également soutenues les actions innovantes pour accompagner l'entreprise face aux mutations, à se structurer en filières, avec des outils tels que les diagnostics de filière, de groupements d'employeurs, de groupements d'entreprises, ou de démarches collectives de Gestion Prévisionnelle de compétences.

Dans ce cadre seront également financées des actions d'accompagnement des chefs d'entreprises par le renforcement des capacités managériales.

Des dispositifs d'immersion seront également être mises en place pour les jeunes diplômés Cette action pourra être formalisée dans le cadre d'un contrat d'engagement mutuel permettant au jeune de transférer ses compétences techniques à des entreprises en mutation technologique, et à l'entreprise d'offrir au jeune la possibilité d'acquérir des compétences transversales, notamment en matière de gestion managériale ou de gestion comptable. Elle se conclura par une formation à la création d'entreprises Cette action sera privilégiée sur les zones sensibles ou fragilisées.

| | Plan de financement (en M€) | | | | |
|---------------------------------|-----------------------------|-------|-------|-------|-------|
| | Coût total | UE | Etat | CTM | |
| Formation/mutations | 6,600 | 5,000 | 1,300 | | 0,300 |
| Formation/immersion | 6,600 | 5,000 | 1,300 | | 0,300 |
| Formation/création d'entreprise | 7,700 | 5,000 | | 1,500 | 1,200 |
| Total | | | | | |

4.2.2 La problématique démographique sera également prise en compte, en croisant les données concernant le vieillissement, mais aussi celles concernant la migration, et notamment celles des jeunes diplômés.

Compte tenu des menaces annoncées en termes de déséquilibre démographique à l'horizon 2030, un dispositif sera pensé pour contribuer à garantir le rééquilibrage de la structure par âge. Il devrait prendre la forme d'une étude permettant d'identifier les métiers perçus comme en tension ou dans les filières en émergence et non pourvus à l'horizon 2020-2030. Une information systématique sera faite à destination des martiniquais installés à l'étranger et potentiellement candidats.

Cette action se mettra en œuvre, en réseau avec le site « Diaspora Martinique ».

Elle permettra parallèlement de lancer des appels à candidatures, en s'appuyant sur la base numérique d'affaires, qui identifiera les transmissions mais aussi les affaires innovantes. Un accompagnement à la création (sous la forme d'un package cycles de formation/soutien à la création à la création d'entreprises) pour favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs.

Seront privilégiés dans ce cadre les métiers « jeunes » à fort potentiel tels que les métiers liés à la valorisation des richesses naturelles ; les métiers de l'environnement, les métiers du tourisme...

Ces données permettront de créer la bourse Cédants/Repreneurs, qui sera couplé à un dispositif de reprise-transmission, offrant la prise en charge des prestations pour l'évaluation de l'entreprise, pour mieux appréhender la faisabilité du projet, avant d'envisager le rachat du fonds de commerce et/ou la reprise des salariés.

Seront priorisés les métiers « vieillissants » à fort potentiel tels que les métiers très qualifiés qui requièrent la transmission d'expérience (dirigeants d'entreprises, cadres administratifs et

financiers, personnels d'études et de recherche...)

| | Cout total | UE | Etat | Plan de financement (en M€) | | | |
|----------------------------------|--------------|--------------|------|-----------------------------|--------------|----------------|--------------|
| | | | | Etat/CPER | CTM | Autres publics | Privés |
| Etude filière (1) | 1,200 | 0,500 | - | 0,200 | 0,500 | - | - |
| Base numérique d'affaires (2) | 0,100 | - | - | 0,025 | 0,025 | 0,050 | - |
| Bourse cédants-repreneurs | 0,300 | - | - | - | 0,150 | 0,150 | - |
| Formation création d'entreprises | 6,745 | 5,000 | - | 0,145 | 1,500 | - | 0,100 |
| Reprise-transmission | 1,000 | - | - | - | 0,250 | - | 0,750 |
| Total | 9,345 | 5,500 | - | 0,370 | 2,425 | 0,200 | 0,850 |

(1) Pour mémoire cf 111 Systématiser les outils prospectifs
(2) Pour mémoire cf 241 Créer un nouvel environnement pour s'inscrire à l'international

4.3 Il conviendra également d'améliorer l'employabilité des publics en insertion et des jeunes éloignés des marchés de l'emploi.

4.3.1 Il conviendra d'assurer en premier lieu, un meilleur maillage des acteurs sociaux et des acteurs économiques.

Trop souvent ces deux mondes fonctionnent de manière séparée, enfermant les publics fragilisés dans un cercle vicieux insertion-faible qualification-insertion.

Un réseau unique des accompagnateurs publics associant acteurs sociaux et acteurs économiques permettra de créer des passerelles entre l'insertion et le développement économique, donnant la possibilité de faire évoluer un projet d'insertion à un projet d'entreprise durable ou d'une entreprise classique à une entreprise sociale.

Ce réseau adossé à un *espace dédié* permettant de repérer et de rendre lisible l'intégralité des dispositifs d'accompagnement technique et financier, facilitera ce type de conversions.

Une plateforme numérique collaborative permettra de suivre le parcours des publics accompagnés.

Ce nouveau mode de fonctionnement assurera la *professionnalisation et une meilleure structuration des interventions des acteurs sociaux* qui pourra être performée grâce à l'élaboration de bilans de compétences des personnels des métiers des services sociaux, à la formation et la qualification des personnels des métiers des services sociaux, à la réalisation d'audits permettant d'évaluer la qualité des prestations offertes.

L'offre sera restructurée pour correspondre aux nouvelles orientations stratégiques arrêtées.

| | Cout total | Plan de financement | | |
|--------------------------|--------------|---------------------|--------------|----------|
| | | UE | CTM | Etat/AFE |
| Réseau (1) | 0,250 | - | 0,125 | 0,125 |
| Professionnalisation | 3,500 | 2,500 | 1,000 | - |
| Structuration de l'offre | 2,000 | 1,500 | 0,500 | - |
| Total | 5,500 | 4,000 | 1,500 | - |

Pour mémoire : cf mesure 211 Nouvelles méthodes d'accompagnement public

4.3.2 L'approche territoriale sera privilégiée en s'appuyant davantage sur les relais territoriaux (EPCI, PLIE, Chambres consulaires, communes...) pour mieux se rapprocher les publics très éloignés de l'emploi.

Le repérage des situations de pauvreté et de précarité permettra de proposer en conséquence des parcours individualisés vers l'emploi.

Le renforcement du partenariat entre les acteurs pédagogiques (Education Nationale, Famille, structures associatives...) sur les problématiques du décrochage scolaire, se concrétisera par une plateforme *de lutte contre le décrochage scolaire* qui recueillera les données pour mieux analyser l'état des lieux de chaque bassin de formation.

Les EPCI seront mieux associés pour permettre l'accès ou le retour à l'emploi des personnes en difficulté par la mise en œuvre d'accompagnement individualisé combiné à des actions de formation, et en fin de parcours, par une aide renforcée à la recherche d'emploi, notamment pour les *les jeunes et les femmes chefs de familles monoparentales*, publics prioritaires de l'insertion.

Des espaces spécifiques (à partir de localisations existantes, types écoles qui ferment) seront proposées *aux organismes de formation pour s'implanter durablement dans les territoires et les communes*. Ces espaces pourraient servir de relais pour déployer des activités connexes (rencontres, forums...)

Cette action devra nécessairement se mettre en place en complémentarité *avec les cyber-bases ou les Espaces numériques* pour lutter contre la fracture numérique en offrant des outils de formation en ligne, ainsi que tout outil nécessaire à la recherche d'un emploi ou d'une formation

| | Plan de financement | | | | |
|--|---------------------|--------|-------|-------|----------------|
| | Coût total | UE | Etat | CTM | Autres publics |
| Plateforme de lutte contre le décrochage | 4,200 | 4,000 | 0,200 | | |
| Actions d'insertion | 40,000 | 30,000 | | 7,000 | 3,000 |
| Territorialisation de la formation | 2,500 | | | 2,000 | 0,500 |
| Total | 46,700 | 34,000 | 0,200 | 9,000 | 3,500 |

L'agriculture martiniquaise a été pendant de longues années, vouée exclusivement à l'exportation passant, après le déclin du sucre à la fin des années 1960, de la filière ananas à celle de la banane. Ces différentes orientations ont pu à chaque fois se maintenir grâce à des protections obtenues sur le marché européen.

Aujourd'hui, les cultures à l'export que sont la banane et le sucre sont fortement menacées du fait, sous la pression de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), de la diminution progressive des protections douanières.

Les tentatives de diversification en productions vivrières, maraîchères, animales, de transformation plus élaborée de produits, restent marginalisées faute de structuration et d'organisation et résistent faiblement à la concurrence des produits importés.

La Martinique doit repenser son modèle pour à la fois se repositionner sur les marchés extérieurs et conforter le marché interne.

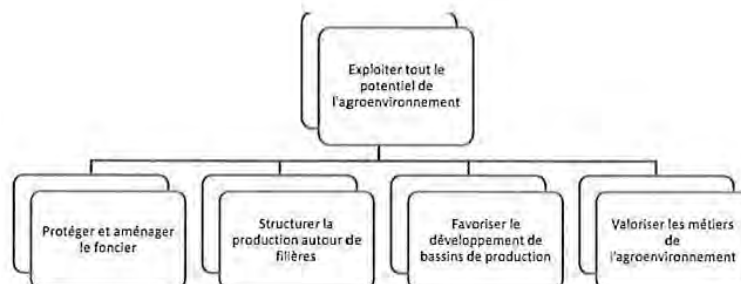
En effet, l'ancien modèle considérant l'agriculture, l'industrie, l'environnement comme des secteurs distincts est aujourd'hui obsolète. Les activités développées dans chacun de ces secteurs sont le fruit d'activités de recherche-développement et de techniques complexes et interférents, caractérisés par un degré élevé d'intégration et dictés par des critères écologiques de plus en plus exigeants.

Il faut désormais envisager les espaces terrestres et sous-terrestres, les éléments de l'environnement (eau, vent, soleil) comme faisant partie d'un ensemble composite, permettant une exploitation interdépendante, en intégrant les enjeux environnementaux.

Cette nouvelle dynamique devrait nécessairement induire de nouvelles logiques tant en termes d'organisation des filières qu'en termes d'aménagement du territoire, et favoriser l'émergence des nouveaux métiers.

Elle sera donc mise en œuvre autour de quatre grandes thématiques :

- La protection et la valorisation des espaces terrestres et sous-terrestres
- La structuration de nouvelles filières
- Le développement de zones de production
- La valorisation des métiers de l'agroenvironnement



5.1. La priorité sera de PROTÉGER, D'AMÉNAGER ET DE REQUALIFIER LE FONCIER.

Le mode d'exploitation des espaces terrestres et sous-terrestres retenue aujourd'hui répond peu aux exigences d'un développement durable.

Les terres agricoles restent fortement exposées à la déprise foncière du fait d'une urbanisation mal maîtrisée, alors que le développement d'une agriculture intensive et l'utilisation néfaste des pesticides, bien qu'en nette diminution ces dernières années, a conduit à la diminution de la qualité des terres et des eaux.

Le système d'irrigation ne permet pas de répondre aux besoins en eau en période de sécheresse alors que la ressource en eau sous-terrainne reste peu exploitée.

Le programme d'électrification des exploitations se fait indépendamment des potentialités de valorisation énergétique à partir des ressources naturelles (soleil, vent) ou produites (lisiers, bio-déchets).

Le désenclavement individuel et collectif, en l'absence d'une cartographie globale, n'est pas optimisé.

Les mesures prises devraient permettre de rationaliser l'utilisation des espaces et des ressources terrestres et sous-terrestres, tout en diminuant les impacts sur l'environnement.

5.1.1 L'urgence est d'éviter la déprise foncière, en rendant effectifs les dispositifs déjà existants.

Dans un souci d'efficacité, les activités menées par la Banque de terres et la SAFER seront mises en cohérence. Cette action devra prendre la forme d'une évaluation des actions menées par les deux acteurs et déboucher sur un Plan d'action intégrant notamment la problématique de la transmission.

Il faudra parallèlement donner un caractère prescriptif aux Zones d'Aménagement Protégées dans les documents d'urbanisme et de planification.

Cette mesure, d'ordre législative, suppose la concertation préalable la plus large entre l'ensemble des acteurs politiques, économiques, environnementaux....

Pour améliorer la connaissance des sols, l'atlas de la sole agricole et le Vigie Foncier seront immédiatement lancés. La cartographie des sols, en lien avec l'outil de référencement du foncier⁵, mettra en évidence les friches agricoles, les lots et les superficies, les sols, forêts, eaux marines, terrestres et souterraines, mangroves, étangs, marais et autres zones humides à restaurer ou à revaloriser.

Ces actions sont préalables à la mise en place d'un véritable Plan de protection.

| Plan de financement (en M€) | | | | |
|-----------------------------|------------|-------|-------|-------|
| | Coût total | UE | Etat | CTM |
| Banque de Terres SAFER | 0,500 | 0,375 | - | 0,125 |
| Habilitation ZAP | - | - | - | - |
| Outil de cartographie (1) | 0,200 | 0,100 | 0,050 | 0,050 |
| Atlas/Vigie foncier | 0,200 | 0,150 | - | 0,050 |
| Plan de protection | 1,000 | 0,750 | - | 0,250 |
| Total | 1,700 | 1,275 | | 0,425 |

(1) Pour mémoire cf Mesure 111 Se doter d'outils organisationnels

⁵ Mesure 111 Se doter d'outils organisationnels

5.1.2 Cette action prioritaire devra nécessairement s'accompagner d'un programme d'aménagement durable des terres agricoles.

Les mesures proposées permettront de requalifier la Terre, de rationaliser les équipements pour garantir un accès en voiries, en eau et en électricité prenant mieux en compte les enjeux environnementaux.

Le Schéma de rationalisation de la gestion commune des déchets organiques permettra d'identifier les sources (bagasse, déchets organiques, déchets ménagers, lisier...) pour valoriser le gisement en énergie renouvelable que constituent ces résidus.

Il sera complété par des mesures pour accompagner les initiatives tendant à réduire la consommation d'énergie ou produire de l'énergie renouvelable, et assurer l'autoconsommation de l'exploitation.

Un plan d'électrification durable, mis en cohérence avec le plan de rationalisation du désenclavement individuel et collectif permettra de mieux identifier les aménagements fonciers nécessaires à la création, au maintien ou à l'amélioration des voies d'accès pour désenclaver les exploitations agricoles et forestières.

La ressource en eau reste hétérogène dans le temps et dans l'espace. Abondante au nord notamment lors de la saison des pluies, elle est plus rare au sud, notamment pendant le carême, et donne parfois lieu à des obligations de restriction. Ces contraintes seront renforcées par le réchauffement climatique.

Le renforcement du programme de prospection de la ressource en eau souterraine permettra d'étudier notamment la possibilité de sécuriser le réseau de distribution de l'eau, en créant des forages de secours en eau souterraine, et/ou en stockant la ressource en réservoirs...

Le schéma directeur sur l'irrigation identifiera parallèlement les équipements nécessaires en réseaux hydrauliques collectifs. Dans ce cadre pourront être financés les études (hydrologie, topographie, géotechnique...) et les enquêtes préalables.

Ce schéma sera accompagné par des incitatifs pour encourager les investissements individuels et collectifs pour gérer les besoins en eau ; réhabiliter des points d'eau, des mares, retenues collinaires ; récupérer des eaux pluviales ; accompagner le curage, le maintien et la protection des berges.

| | Plan de financement | | | | |
|--|---------------------|-------|-------|-------|--------|
| | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés |
| Schéma Directeur de l'Irrigation | 0,300 | 0,225 | | 0,075 | |
| Prospection eau souterraine (1) | - | - | - | - | - |
| Irrigation collective et individuelle | 3,700 | 2,000 | 1,000 | 0,200 | 0,500 |
| Désenclavement collectif et individuel | 2,500 | 1,000 | | 1,000 | 0,500 |
| Schéma d'Electrification | | | | | |
| Schéma rationalisation des déchets | 0,300 | 0,225 | | 0,075 | |

| | | | | | | |
|--|--|-------|-------|-------|-------|-------|
| Total | | 6,800 | 3,450 | 1,000 | 1,350 | 1,000 |
| (1) Pour mémoire Cf mesure 121 Exploiter le potentiel de l'agroenvironnement | | | | | | |

5.1.3 Les initiatives déjà menées pour favoriser une agriculture plus respectueuse de l'environnement et développer des méthodes alternatives de production seront poursuivies.

Des outils incitatifs seront proposés pour favoriser la diversification agro-écologique en valorisant les mesures agro-environnementales. Un guide de la production agro-écologique sera réalisé pour accompagner ces nouvelles méthodes.

Des incitatifs seront également mis en œuvre pour accompagner le développement de l'agriculture biologique. Il s'agira de favoriser ce type d'agriculture en compensant les surcoûts et les manques à gagner, notamment pendant la phase de conversion, avec obligation faite à l'agriculteur de maintenir chaque année la surface engagée.

| | Coût total | Plan de financement (en M€) | | | |
|---------------------------------|---------------|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|
| | | UE | Etat | CTM | Privés |
| Diversification agro-écologique | 17,000 | 10,000 | 1,000 | 5,000 | 1,000 |
| Guide agro-écologique | 0,100 | 0,050 | 0,025 | 0,025 | |
| Aide agriculture biologique | 1,500 | 0,500 | 0,500 | 0,300 | 0,200 |
| Total | 17,600 | 10,550 | 1,525 | 5,325 | 1,200 |

5.3 STRUCTURER AUTOUR DE NOUVELLES FILIERES

Aujourd'hui, la filière banane est menacée sous la pression des négociations, menées sur l'égide de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui ont abouti à une suppression progressive des tarifs douaniers. La survie de la canne est également menacée avec des rendements en baisse depuis 10 ans tant du fait du changement climatique que de la stagnation des pratiques agronomiques.

Dans le même temps, les filières végétales et animales et la filière de l'agro-transformation, malgré le dynamisme constaté peine, faute de structuration, à se positionner sur le marché intérieur comme sur les marchés extérieurs.

5.2.1 Des outils seront mis en œuvre pour conforter le positionnement de la banane et du rhum sur les marchés extérieurs.

Les efforts des professionnels pour s'engager dans une démarche de durabilité économique, sociale et environnementale continueront à être soutenus, notamment dans le cadre de du Plan « Banane Durable 2 ».

L'accompagnement de la filière canne-sucre-rhum sera mené selon une double approche : l'approche foncière pour reconquérir les terres et l'approche technologique pour faire évoluer les pratiques agronomiques et améliorer les rendements.

| | Coût total | Plan de financement (en M€) | | | |
|------------------------|------------|-----------------------------|------|-----|--------|
| | | UE | Etat | CTM | Privés |
| Banane durable 2 (1) | - | - | - | - | - |
| Recherche qualité(1) | - | - | - | - | - |
| Plantations canne (2) | - | - | - | - | - |
| Recherche rendement(1) | - | - | - | - | - |

| | |
|--------------|--|
| Total | |
| 1) | Cf mesure 121 Exploiter tout le potentiel de l'agroenvironnement |
| 2) | Cf mesure 511 Eviter la déprise foncière |

5.2.2 Des structures interfaces seront mises en place pour accompagner la diversification et la consolidation de filières innovantes dans l'agroenvironnement.

Le Pôle Innovation, autour du Pôle Agro-Alimentaire de la Martinique, mettra en réseau des exploitations, petites et grandes, des laboratoires de recherche, des établissements de formation, des groupes environnementaux..., pour favoriser le développement de projets collaboratifs innovants.

Cela permettra de mieux ajuster les programmes de recherche à la réalité du terrain et de mieux explorer les potentialités de développement et de transformation dans l'agroenvironnement : valorisation des cultures énergétiques, biotechnologies, pharmacopée, valorisation de la biodiversité... Un effort particulier sera apporté pour soutenir les savoirs faire et les démarches qualité, l'agroécologie, la recherche génétique, la recherche sur les produits de niche (cacao, café...)

Une pépinière dédiée à l'agro-transformation proposera des locaux adaptés aux exigences en matière de sécurité alimentaire et de fonctionnalité des principaux procédés d'agro-transformation ; des services mutualisés proposés classiquement (accueil, courrier, animation & accompagnement) mais également des services spécifiques (fourniture des fluides nécessaires aux process, espaces de stockage...).

Cette pépinière concernera toutes les branches de l'agro-transformation, pour conforter le développement de filières classiques (végétale, animale, agro-alimentaire), tout en envisageant toutes les dimensions innovantes de l'agro-reproduction : agro-énergie, biotechnologie, pharmacopée...

| | Cout total | UE/Feader | UE/Interreg | Etat/PIA | CTM | Autres publics | Privés |
|-------------------------------|--------------|--------------|-------------|--------------|--------------|----------------|--------------|
| Pôle d'innovation (1) | - | | | - | - | | |
| Programmes de recherche (2) | - | | | | | | |
| Pépinière agro transformation | 4,900 | 0,500 | | 0,400 | 0,400 | 1,100 | 2,500 |
| Total | 4,900 | 0,500 | | 0,400 | 0,400 | 1,100 | 2,500 |

(1) Pour mémoire ; cf 112 Favoriser la recherche-innovation

(2) Pour mémoire ; cf 111 Renforcer la connaissance sur la valorisation des ressources

5.3 FAVORISER L'EMERGENCE DES BASSINS DE PRODUCTION

Les filières sont peu organisées sur le plan de la chaîne logistique. Il n'existe pas en effet de réseaux fiables d'approvisionnement, de conditionnement et de distribution de la production agricole, ce qui limite la structuration des filières.

Il faut aujourd'hui répondre aux exigences de rentabilité des exploitations en encourageant les démarches de mutualisation.

5.3.1 Vers la mutualisation des moyens.

Trois actions prioritaires seront menées dans ce cadre.

La mutualisation des moyens techniques et administratifs (mise en place de groupements d'employeurs, plateformes de mutualisation des fonctions technique, comptable,

administrative et juridique, mise en place de Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole) sera encouragée.

Des plateformes relais de collecte et de distribution de proximité pour mutualiser les fonctions logistiques (collecte, stockage, équipements légers de conditionnements) seront organisées. L'objectif est d'améliorer le processus de commercialisation, et d'accompagner l'approvisionnement du commerce de détail et des métiers de bouche.

Ces plateformes relais devraient faciliter le développement de circuits courts de distribution et des marchés de proximité et favoriser l'accès à tous les martiniquais, des produits agricoles locaux, en quantité et en qualité.

Elles auront vocation, en structurant l'offre groupée, à alimenter une plateforme logistique régionale. Cette plateforme territoriale permettra d'offrir des installations logistiques et fonctionnelles permettant de regrouper les grossistes, les importateurs, les acteurs de la grande distribution et de la petite transformation.

Le Laboratoire Territorial d'Analyses sera associé à cette démarche pour vérifier la traçabilité des produits. Un observatoire des prix et des produits permettra de garantir une pratique cohérente des prix.

| | Cout total | UE/Feader | UE/Leader | Etat/cper | CTM | Autres publics | Privés |
|---------------------------------|------------|-----------|-----------|-----------|-------|----------------|--------|
| Moyens techniques et financiers | 0,500 | 0,425 | | | 0,075 | | |
| Plateformes relais | 1,850 | | 0,600 | 0,250 | 0,250 | 0,250 | 0,500 |
| MIR | 12,000 | 0,500 | | 3,000 | 2,000 | 5,500 | 1,000 |
| Total | 14,350 | 0,925 | 0,600 | 3,250 | 2,325 | 5,750 | 1,500 |

5.3.2 Il faudra simultanément accompagner les évolutions numériques et technologiques

Il s'agira d'assurer la couverture des zones blanches, de faciliter le développement et la mise en cohérence des usages numériques pour garantir la mise en place des plateformes et l'amélioration de la gestion des exploitations individuelles.

Le Service d'Expérimentation Agro-écologiques pourra être transformé utilement en Pôle Territorial d'expérimentation dédié, pour assurer un service de proximité aux agriculteurs. L'objectif sera d'assurer une meilleure adéquation entre les travaux d'appui technique et de recherche et les besoins exprimés par le terrain. Il conviendra dans cette perspective, de trouver la meilleure articulation avec le Pôle Innovation.

| Plan de financement (en M€) | | | |
|-----------------------------|------------|-----------|-------|
| | Cout total | UE/Feader | CTM |
| Haut débit | 4,700 | 4,000 | 0,700 |
| SEA/Pôle (1) | - | - | - |
| Total | 4,700 | 4,000 | 0,700 |

Cf mesure 121 Exploiter tout le potentiel de l'agroenvironnement

5.4 ASSURER L'ATTRACTIVITE DES METIERS DE L'AGRO-ENVIRONNEMENT

L'offre de formation est insuffisante quantitativement et qualitativement même s'il existe un dispositif dense de formation initiale (LEGTA, CFAA...), pour s'engager dans de nouvelles spécialisations autour de l'agroenvironnement.

5.4.1 Pour accompagner la dynamique de changement, en lien avec l'ensemble des acteurs (Enseignement secondaire et supérieur, Chambre d'Agriculture, Centres de formation d'adultes, Centre d'apprentissage), un **Plan de formation pour le développement des métiers et de compétences dans l'agroenvironnement** sera élaboré.

L'objectif est de privilégier une vision holistique pour favoriser l'émergence de métiers agro-environnementaux susceptibles d'attirer de nouvelles compétences vers de nouvelles filières valorisantes (biodiversité, biotechnologie, métiers de l'environnement, gestion de l'eau...)

L'action préalable consistera à actualiser le Contrat d'Etudes Prospectives (CEP) - Agriculture.

Une attention particulière sera apportée à la formation continue des formateurs et des exploitants, pour encourager les échanges de savoirs et d'expériences au sein de la Caraïbe et à l'international.

| | Plan de financement | | | | | | |
|--------------------------|---------------------|--------|----------|-------|---------|-------|--------|
| | Cout Total | UE/Fse | Etat/Pia | Etat | CTM/Pia | CTM | Privés |
| CEP | - | - | - | - | - | - | - |
| Plan de formation | 1,500 | 0,500 | - | 0,450 | - | 0,450 | 0,100 |
| Formation des formateurs | 1,600 | 0,600 | - | 0,500 | - | 0,450 | 0,050 |
| Total | 3,100 | 1,100 | - | 0,950 | - | 0,900 | 0,150 |

5.4.2 Pour renforcer les efforts déjà entrepris en matière d'encadrement technique, il sera mis en place une **Plateforme d'encadrement technique, avec un service de conseil en réseau**.

Il s'agira pour la Chambre d'Agriculture, coordonnateur du réseau, en concertation avec l'ensemble des partenaires, de mettre à la disposition des agriculteurs, en groupement ou pas, un panel de conseillers techniques, en nombre et qualité suffisants pour répondre à tous leurs besoins.

Cet accompagnement technique sera renforcé par des pépinières d'entreprises agricoles pour favoriser une transmission des savoirs par la pratique-terrain.

La complémentarité avec l'action des groupements sera assurée pour les conseils spécifiques liés à la programmation, à la qualité et la commercialisation des produits de leurs adhérents, doivent poursuivre cette mission en complémentarité avec celles qui visent l'encadrement technique et technico-économique des agriculteurs

4.4.3 Des actions immédiates seront entreprises pour **mettre en place un plan d'accompagnement, de parrainage, de transmission pour les jeunes**

La Martinique vieillit et cette tendance va se poursuivre. La part des 60 ans et plus atteindra 36% en 2030. Selon l'enquête structure des exploitations agricoles (2007), 6 chefs d'exploitations sur 10, ont plus de 50 ans. A l'horizon 2020, ce sera ainsi plus d'un millier d'agriculteurs qui devront être remplacés.

Les transmissions d'exploitations et l'installation de jeunes agriculteurs seront favorisées par la mise en place d'un accompagnement personnalisé pour chaque candidat à l'installation

La mise en lien des générations sera soutenue par la mise en place de dispositifs tels que les bourses cédants/repreneurs, un dispositif de tutorat facilitant les échanges de savoir-faire et transmission inter-génération.

Plan de financement (en M€)

Encadrement technique
Bourse cédants-repreneurs

Tutorat
Total

La Mer reste un espace non exploité : La Martinique, c'est 1080 km² de superficie terrestre et ...42 000 km² d'espace maritime.

Au-delà de l'aspect nourricier, la Mer offre une mine de ressources et d'activités : tourisme, loisirs, énergie, développement des biotechnologies, exploitation des sous-sols marins, transport maritime ...

La Mer met aussi la Martinique au cœur des problématiques mondiales que sont la sécurité internationale, l'immigration, le changement climatique, la montée des eaux...

La grande biodiversité et la richesse des écosystèmes marins en font un « laboratoire » intéressant pour la recherche sur la connaissance et la gestion durable de la ressource.

La Mer offre donc des opportunités indéniables en termes de diversification économique.

Mais cet espace d'un fort potentiel économique est menacé tant par les activités humaines (pratiques destructrices de l'environnement, pollutions induites par les activités terrestres...) que par des phénomènes naturels (changement climatique qui menace les populations, les rivages...).

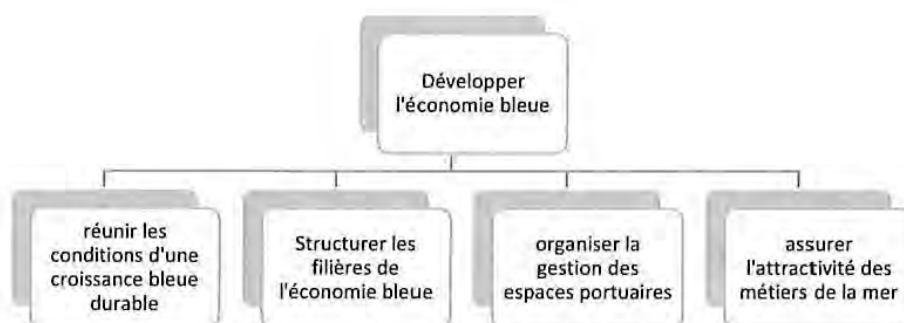
Les filières de l'économie bleue sont nombreuses (ports, produits de la mer, tourisme nautique, aquaculture, biotechnologie...) mais ont du mal, faute de structuration, à se démarquer sur le marché interne et sur le marché international.

La gestion des espaces portuaires reste encore fragmentée. Les ports de commerce, les ports de pêche, les ports de plaisance déploient sur des espaces contiguës ou superposées, des activités de manière désordonnée, exploitant peu les possibles développements d'activités connexes.

Il s'ensuit de l'ensemble de ces constats, que les métiers de la mer qui couvrent une large panoplie, restent largement méconnus.

Favoriser l'essor de l'économie bleue suppose que ces différentes problématiques fassent l'objet d'une approche prospective et concertée pour :

- Réunir les conditions d'une croissance bleue
- Structurer les filières d'une économie bleue
- Organiser la gestion des espaces portuaires
- Assurer l'attractivité des métiers de la mer



6.1 Réunir les conditions d'une croissance bleue durable

6.1.1 La priorité sera, tout en améliorant la connaissance et la sensibilisation sur le bon état écologique des eaux marines, de garantir la qualité de l'environnement maritime régional.

Les écosystèmes littoraux sont particulièrement menacés par les changements climatiques, les pollutions et l'urbanisation du littoral.

La volonté clairement affichée d'engager une démarche d'exploitation durable des ressources halieutiques oblige à mettre en place une démarche anticipatrice et intégrée Terre-Mer construite en partenariat avec les pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine.

Il s'agit d'élaborer avec les pays voisins un programme de recherche sur la connaissance du milieu marin, la gestion de la ressource commune pour les espèces migratrices, la prévention des pollutions ou de protection de la biodiversité...

Les réflexions devraient intégrer la compréhension des phénomènes marins naturels et récurrents qui menacent la qualité du milieu et concourent à sa dégradation et/ou sa modification (invasion des algues « sargasses », arrivée d'espèces invasives...) avec un impact sanitaire, écologique et économique.

Les problématiques mondiales mais à impact immédiat pour la Martinique (sécurité maritime, réchauffement climatique, immigration...) devront également être abordées.

Une Plateforme de connaissance de la biodiversité marine et des écosystèmes assurera la centralisation des études et de la connaissance sur le milieu marin et des interactions entre les écosystèmes et les activités d'origine anthropiques.

Elle permettra de mettre en place des actions innovantes en faveur de la transition écologique en mer (appels à projet, concours) pour identifier les possibilités de valorisation (biotechnologies, valorisation des sargasses...) et de résilience des milieux (suivi des zones polluées notamment par le chlrodécone). Elle assurera la programmation (ou la mise en cohérence) des travaux de recherche relatifs à la biodiversité.

Un programme spécifique sera élaboré pour aménager et gérer l'espace marin. En lien avec le Parc Naturel Marin mais aussi avec le Conservatoire du littoral, l'Office national des forêts et le Parc Naturel Régional, cette action vise à créer et aménager des « infrastructures » nautiques : mouillages écologiques, sentiers sous-marins, sentiers dans la mangrove, pontons d'accès aux îlets...

Ce programme permettra également de soutenir les actions en faveur de l'entretien des milieux (gestion des espaces naturels pour lutter contre la fermeture des milieux, mise en place de dispositions pour réguler la sur fréquentation, nettoyage des plages et des fonds marins, récupérations des épaves et des bateaux hors d'usage...) permettant de concilier le développement du tourisme, l'émergence de nouvelles activités et la préservation de l'environnement.

| | Cout Total | UE/FEAMP | Etat | CTM | Autres publics |
|---------------------------------|------------|----------|-------|-------|----------------|
| Programme de recherche (1) | - | - | - | - | - |
| Plateforme biodiversité (1) | - | - | - | - | - |
| Préservation des milieux marins | 0,700 | - | 0,500 | 0,200 | |
| Total | 0,700 | - | 0,500 | 0,200 | - |

Cf 121 Exploiter tout le potentiel

6.1.2 Pour assurer une croissance bleue durable, un nouveau type de pêche correspondant mieux aux exigences écologiques s'impose.

La pêche côtière continuera à être préservée grâce notamment à la politique de cantonnement, la mise en place de récifs coralliens, le marquage des zones de protection des zones fonctionnelles halieutiques, aide à l'acquisition de matériels sélectifs. Cette action vise à restaurer la productivité des écosystèmes.

La réduction de l'effort de pêche sur le plateau continental sera également accompagné (aides sociales, complément de pension, reconversion ou diversification d'activités...)

Parallèlement, et dans un contexte de pollution par le chlordécone, le déploiement de la pêche au large (pour l'exploitation durable de nouvelles ressources comme les calamars, les langoustines) sera soutenu, dans des conditions de sécurité, répondant aux exigences écologiques et énergétiques.

| | Plan de financement (en M€) | | | | |
|---|-----------------------------|----------|-------|-------|--------|
| | Coût total | UE/FEAMP | Etat | CTM | Privés |
| Limitation des incidences de la pêche sur le milieu | 0,700 | 0,500 | | 0,150 | 0,050 |
| Aides à la diversification | 0,500 | | 0,500 | | |
| Dispositifs durables pour pêche au large | 0,700 | 0,500 | | 0,150 | 0,050 |
| Conditions de sécurité | 1,100 | 0,800 | 0,250 | | 0,050 |
| Total | 3,000 | 1,800 | 0,750 | 0,300 | 0,150 |

6.2 FAVORISER LA DIVERSIFICATION EN FILIERES

L'espace marin martiniquais traditionnellement exploité pour ses ressources naturelles (pêche, aquaculture) offre aujourd'hui des opportunités dans les activités plurielles telles que la valorisation et la transformation halieutique ; les activités de tourisme bleu, le développement

énergétique ou la gestion des effluents, ou les activités de logistique et de services, de construction/déconstruction navale.

Il est important aujourd'hui de veiller à la bonne articulation entre les filières classiques et les nouvelles tendances, dans un contexte juridique adapté et dans le respect des règles de concurrence.

L'objectif est d'assurer la consolidation des entreprises individuelles, tout en dimensionnant des outils collectifs pour garantir la structuration des filières.

6.2.1 l'action du Cluster Maritime de la Martinique (CMM), en tant que coordinateur, sera renforcée pour assurer une bonne mise en synergie des activités classiques et des activités innovantes.

L'objectif désormais assigné à CMM, sera par la mise en réseau des acteurs du monde de la mer, de la formation, de la commercialisation, du transport, du monde de l'Université... de mettre en œuvre des actions collectives destinées à structurer la profession.

Il pourra s'agir notamment des démarches initiées pour la création d'une interprofession de la pêche, en accompagnant les actions interprofessionnelles et en aidant la filière aval à se structurer (encadrement de la filière de premier achat et de marchandes de poisson), ou de la structuration autour des activités de construction/déconstruction navale.

Il contribuera à élaborer un Plan d'Information et de Sensibilisation aux métiers de la Mer, en lien avec les acteurs de la formation, des orientations en matière de formation. Ces orientations devront faire l'objet d'un plan de promotion et de communication auprès des acteurs économiques, des étudiants, des opérateurs internationaux.

En lien avec l'Université, il participera à l'élaboration d'un programme de recherche pour explorer les possibilités d'introduire de nouvelles espèces autochtones à haute valeur ajoutée (algues, crustacées, mollusques...) pour l'aquaculture, pour mener des études complémentaires devront être menées sur le potentiel existant en énergie (énergie thermique, éolienne, houlomotrice, stockage de gaz liquide...), sur le potentiel de refroidissement des bâtiments par l'eau de mer (système SWAC)....

Le CMM aura également pour mission d'identifier les infrastructures support, les projets collaboratifs nécessaires au développement de l'économie bleue (plaisance, nautisme, énergie bleue, logistique, réparation navale...) et la stratégie appropriée pour mobiliser les financements indispensables.

Le système de veille juridique qu'il aidera à mettre en place permettra de cerner les évolutions et les mutations concernant l'économie bleue, et d'identifier les leviers administratifs à actionner ou les freins juridiques à lever pour faire émerger des filières structurées.

| | Cout total | Plan de financement | | |
|-------------|------------|---------------------|---------|--------|
| | | Etat/PIA | CTM/PIA | Privés |
| Cluster Mer | 0,500 | 0,125 | 0,125 | 0,250 |
| Total | 0,500 | 0,125 | 0,125 | 0,250 |

6.2.2 Des outils seront mis en place pour favoriser la structuration des filières

Des outils communs administratifs et de gestion accompagneront les professionnels à s'engager dans une logique de structuration de filières : centre de gestion, mise en place de services comptables et juridiques communs, groupements d'employeurs

Un Centre Technique Aquacole devra intégrer les fonctions techniques (amélioration des procédés, productions des larves et sélection des géniteurs après transfert par l'IFREMER), de gestion, de pépinière d'entreprise, et de formation.

Une instance fédérative des activités du tourisme bleu devrait mettre en cohérence l'action des divers opérateurs et le développement d'activités dans le tourisme bleu induites par une forte demande touristique et martiniquaise (promenade et découverte des fonds blancs, location de navires ou d'engins de plage- kayaks, paddle, randonnées en jet ski, opérateurs de « whale watching », clubs de plongée, de découverte des fonds sous marins...)

A l'échelle du bassin maritime des Antilles une plate-forme d'échanges sur les énergies marines mettra en place des programmes conjoints de recherche et de développement, des projets d'expérimentations de nouvelles technologies en milieu insulaire pour le développement de nouveaux modes de production, des projets communs de formation et de renforcement des capacités dans le secteur des énergies renouvelables

| | Cout total | UE/Interreg | Etat/CPER | CTM/CPER | Privés |
|--------------------------------------|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| Outils collectifs de structuration | 0,100 | | 0,025 | 0,025 | 0,050 |
| Centre Aquacole | 1,000 | | 0,500 | 0,500 | |
| Instance fédérative du tourisme bleu | 0,100 | | 0,025 | 0,025 | 0,050 |
| Total | 1,200 | | 0,550 | 0,550 | 0,100 |

6.2.3 Ces outils devraient permettre une meilleure mise en cohérence des activités de valorisation et de diversification

On accompagnera également le développement des investissements productifs en aquaculture, en veillant plus particulièrement à améliorer la capacité à détecter les maladies.

Dans un souci d'efficacité, les investissements de transformation des produits de la mer et des produits d'aquaculture seront mutualisés sur les mêmes sites.

| | Plan de financement (en M€) | | | | |
|--------------------------|-----------------------------|--------------|------|--------------|--------------|
| | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés |
| Tourisme bleu (1) | | | | | |
| Aquaculture | 2,100 | 1,500 | | 0,500 | 0,100 |
| Transformation | 1,350 | 1,000 | | 0,300 | 0,050 |
| Energie (2) | - | - | - | - | - |
| Déconstruction (3) | - | - | - | - | - |
| Total | 3,450 | 2,500 | | 0,800 | 0,150 |

(1) 221 Accompagner la performance globale
(2) 122 Structurer autour de l'économie bleue
(3) 632 Rationaliser l'équipement des zones portuaires

5.3 RATIONALISER LA GESTION DES ESPACES PORTUAIRES

Le paysage portuaire martiniquais se caractérise par la multiplicité et la disparité des Autorités ; l'Etat en matière de sécurité maritime, le Grand Port Maritime compétent sur l'ensemble des espaces à l'exception des ports départementaux, des ports de plaisance et des zones maritimes déclarées d'intérêt communautaire ; la CTM responsable de l'aménagement et l'équipement des ports de pêche ; les ports de plaisance sont de compétence communale ou intercommunale.

En plus des infrastructures et des équipements portuaires, ces ports disposent de zones d'activités à destination multiple (commerciale, industrielle), créant parfois des conflits d'usage.

Or le développement des ports ne peut s'envisager sans une vision globale de l'aménagement du territoire et sans la définition d'un cadre pour des relations interportuaires.

L'objectif est de mettre en œuvre, dans le respect des différentes autorités portuaires, une stratégie cohérente de la gouvernance portuaire et interportuaire. Il s'agit également, en tenant compte du fort lien terre-mer, de garantir le maintien et l'émergence d'activités de développement qui permettent de faire de ces zones de véritables bassins économiques.

5.3.1 Il faudra organiser la gestion des espaces portuaires

Un Schéma Directeur Portuaire permettra de définir les orientations stratégiques de long terme permettant l'exercice cohérent des différentes compétences, parfois sur des espaces communs.

Ce Schéma explorera les pistes pour l'exercice cohérent de toutes les compétences, parfois sur des espaces communs pouvant être mutualisés pour des usages différents.

Dans ce cadre, les initiatives en faveur d'un fonctionnement optimisé des ports et de leurs espaces contigus seront soutenues pour créer par exemple des conseils interportuaires, en mettant en place une programmation interportuaire des investissements ou en mutualisant des services (comme des capitaineries).

Dans le même ordre d'idée, il conviendra de déterminer le meilleur mode de gestion et d'exploitation des équipements publics et privés sur les zones littorales.

Des outils communs de gestion portuaire permettront d'accompagner la mutualisation des services : conseils interportuaires, capitaineries.

| | Cout total | Etat | CTM | Privés |
|--------------------------|------------|-------|-------|--------|
| Schéma Directeur | 0,100 | 0,050 | 0,050 | |
| Outils de fonctionnement | 0,100 | 0,025 | 0,025 | 0,050 |
| Total | 0,200 | 0,075 | 0,075 | 0,050 |

6.3.2 Rationnaliser les équipements des Ports sur l'ensemble du territoire

La modernisation des Ports de Pêche permettra de garantir l'installation des équipements de manutention, l'amélioration des conditions sanitaires et d'hygiène, l'objectif étant de favoriser l'amélioration des conditions de travail, mais aussi d'accompagner la transition écologique et énergétique des infrastructures portuaires.

L'optimisation de la fonction du port de commerce. Le développement des routes maritimes devrait générer un certain nombre d'activités, qu'il convient dès aujourd'hui d'anticiper par un redimensionnement des activités et des métiers vers la logistique et les services connexes (réparation de qualité à destination des barges, des vraquiers, des bateaux de marchandises...), développement de compétences sous-marines (découpage, sciage, soudure, renflouage...)

De même, le potentiel existant dans la construction de plaisance et du nautisme sera renforcé pour le développement des activités de construction, de déconstruction et de réparation navale.

Une mutualisation des infrastructures devrait permettre d'organiser sur le même site le transport maritime de passagers, un accueil croisière et plaisance.

Des infrastructures légères d'accueil, type coffre d'amarrage, permettront d'augmenter la capacité notamment sur les sites de St Pierre et de Trois-Ilets.

Dans l'enceinte du Grand Port, une zone sera dédiée au stockage et carénage pour répondre à la forte demande enregistrée ces dernières années.

| | Plan de financement | | | | | | |
|-------------------|---------------------|-------|----------|----------|-------|----------------|--------|
| | CT | Etat | UE/FEDER | UE/FEAMP | CTM | Autres publics | Privés |
| Ports de pêche | 6,500 | 0,500 | | 4,800 | 1,200 | | |
| Port de commerce | 2,000 | 1,250 | 0,300 | | 0,050 | 0,400 | |
| Port de Plaisance | 5,500 | 1,400 | 1,650 | | 0,450 | 1,100 | 0,900 |
| Total | 14,000 | 3,150 | 1,950 | 4,800 | 1,700 | 1,500 | 0,900 |

5.4 ASSURER L'ATTRACTIVITE DES METIERS DE LA MER

Les nouvelles orientations stratégiques retenues permettront de faire émerger une panoplie de métiers de la mer allant des métiers de la pêche et de l'aquaculture à tous les métiers liés aux activités portuaires et à la Marine Marchande, en passant par les métiers liés à la protection de l'environnement ou au développement des loisirs.

Le déficit d'image et de visibilité qui caractérisait jusqu'à présent les métiers liés à la mer devrait graduellement diminuer pour faire place à une plus grande attractivité pour les nouvelles générations.

5.4.1 Accompagner la professionnalisation et le transfert de compétences

Un dispositif spécifique d'accompagnement technique sera mis à disposition des acteurs de la pêche et de l'aquaculture, des techniciens spécialisés leur permettant de mieux appréhender à la fois le montage des dossiers d'installation et le suivi technique.

Cette mesure intégrera le réseau des accompagnateurs publics

Une bourse cédants-repreneurs permettra de bien identifier les candidats à la reprise, pour lesquels un parcours de professionnalisation et une aide à l'installation pourra être mis en place.

| | Cout total | Plan de financement | | | |
|---|------------|---------------------|------|-----|--------|
| | | UE | Etat | CTM | Privés |
| Réseau Bourse cédants- repreneurs Aide à l'installation | | | | | |

5.4.2 Dans la continuité de ces différentes actions, et en lien avec le Cluster Maritime de la Martinique, et en partenariat avec les acteurs de la formation : l'Ecole de Formation Professionnelle aux Métiers Maritimes et Aquacoles (EFPMA), l'Université des Antilles (UA) l'Éducation Nationale et les Socio-professionnels, il s'agira d'adapter les formations aux mutations souhaitées.

On actualisera le CEP pour redéfinir les référentiels de formation pour intégrer les nouveaux métiers. Le contrat d'études prospectives (CEP) en cours de révision devra permettre de déterminer précisément le potentiel de création d'emploi et les secteurs d'avenir en s'appuyant sur l'étude de 2016 sur l'économie bleue à la Martinique.

Les cartes de formations sera ajustée aux évolutions des nouveaux métiers identifiés dans l'économie bleue.

Il sera mis en œuvre, via le Cluster Maritime de la Martinique, un Plan d'information et de sensibilisation aux métiers de la Mer.

Des initiatives seront prises pour moderniser les installations et structures pédagogiques pour accompagner la mutation vers les nouveaux besoins recensés dans l'exploitation économique du domaine maritime.

| | Cout total | Plan de financement | | |
|---------------------|------------|---------------------|------|-------|
| | | UE | Etat | CTM |
| CEP (1) | - | - | - | - |
| Carte de formation | - | - | - | - |
| Sensibilisation (2) | - | - | - | - |
| Modernisation EFPMA | 11 | 4 | | 7 |
| Total | 11,000 | 4,000 | | 7,000 |

(1) en cours

621 Conforter le cluster

Avec une attractivité dégradée par la faible performance des structures touristiques, une spécialisation balnéaire qui accentue la saisonnalité, et une lisibilité moyenne de l'offre, la Martinique n'arrive pas à se démarquer pour profiter de l'évolution constante qui caractérise le tourisme international.

Une évolution qui s'est accompagnée de nombreuses mutations :

De nouveaux segments (séniors, classe moyenne), de nouvelles destinations plus compétitives, de nouveaux usages et pratiques numériques, ont modifié les conditions du marché.

Par ailleurs, aux mutations sociétales (nouvelles attentes des clientèles avec recherche d'authenticité, hébergements insolites, retour à la nature,) se greffent désormais des mutations environnementales (réchauffement climatique, montée des eaux, menaces des récifs coralliens, invasion de sargasses...), avec un impact plus conséquent sur les territoires insulaires à petite dimension.

C'est dire que les questions sociétales et environnementales doivent être appréhendées de manière spécifique, dans le repositionnement stratégique souhaité.

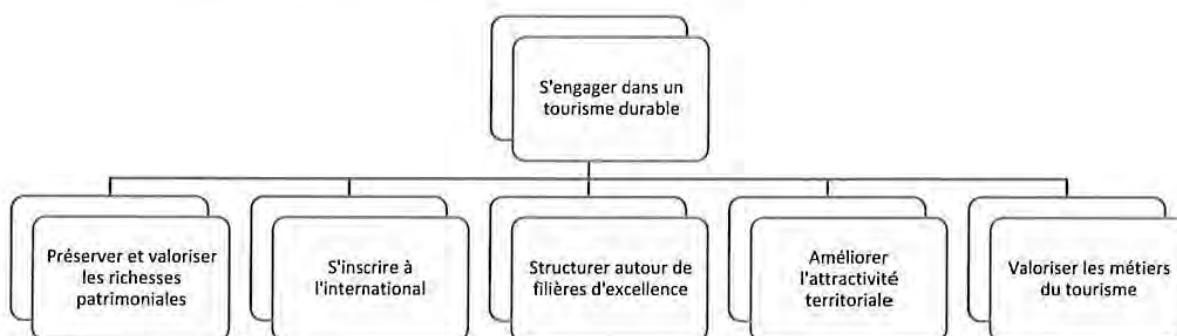
Il ne s'agit pas aujourd'hui pas tant de « garantir des activités économiques viables à long terme » ...**mais aussi** « de faire un usage optimal des ressources environnementales...élément clé du développement du tourisme, en préservant les processus écologiques essentiels et en contribuant à la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité. »...et « de respecter l'authenticité socioculturelle des communautés d'accueil, conserver leur patrimoine culturel bâti et vivant, ainsi que leurs valeurs traditionnelles... » ... pour apporter à tous les acteurs des retombées socio-économiques équitablement réparties, notamment des possibilités d'emploi et de revenus stables... », ⁶.

La Martinique devra donc pour s'engager dans un tourisme durable :

- 1) Préserver et protéger la richesse environnementale, l'authenticité socio-culturelle, la richesse architecturale, les valeurs traditionnelles pour en faire des éléments durables de différenciation du tourisme martiniquais ;

⁶⁶ Définition du tourisme durable prônée par l'Organisation Mondiale du Tourisme

- 2) Garantir des activités viables à long terme et assurer un meilleur niveau de rentabilité aux entreprises touristiques
- 3) Structurer autour de filières d'excellence pour en améliorer la compétitivité
- 4) Veiller à une répartition équitable des aménagements sur l'ensemble du territoire, et assurer une meilleure attractivité territoriale
- 5) Offrir à tous les acteurs des opportunités d'emploi et de revenus stables qui garantissent des retombées socio-économiques équitablement réparties, gage de meilleure cohésion sociale.



7.1 PRESERVER ET VALORISER LES RICHESSES NATURELLES ET CULTURELLES

Le patrimoine naturel, immatériel ou culturel constitue une richesse indéniable pour la valorisation touristique.

Mais ce sont généralement les richesses qui présentent le plus d'intérêt qui sont les plus exposées aux pressions humaines. Ces menaces sont aujourd'hui renforcées par des agressions d'origine environnementale.

La volonté clairement affichée de s'engager une démarche de tourisme durable oblige à mettre en place une approche anticipatrice de protection et de valorisation.

7.1.1 L'action prioritaire consistera en la protection et la mise en valeur patrimoine naturel, immatériel et culturel

Il s'agira dans ce cadre de recenser et de référencer les sites patrimoniaux emblématiques (jardins, sentiers pédestres, sentiers botaniques...). La mise en circuits de découvertes, soutenue par une démarche de labellisation, devra se décliner à termes en une organisation de manifestations d'envergure structurante et innovante.

La préservation de l'intégrité physique et du caractère attrayant des paysages, la valorisation des sites terrestres et marins constituera une action phare.

Les opérations qui seront mises en œuvre mettront l'accent sur la sauvegarde, la restauration et la valorisation de la biodiversité et des paysages, dans le respect des équilibres écologiques.

Elles devront s'organiser en cohérence avec les orientations retenues dans le cadre de la structuration de la filière « Bien-Etre-Nature » (mesure 7.3.1)

Respecter et mettre en valeur le patrimoine historique, les cultures authentiques, les traditions culturelles, les arts et l'artisanat et autres activités créatives sera également une priorité. Un travail de recensement et de classement de ce patrimoine complété par une

mise en cohérence des différentes labellisations (« Ville et pays d'Art et d'Histoire », « Jardins Remarquables », Maisons des Illustres ») permettra de mettre en valeur à grande et à petite échelle, des sites historiques patrimoniaux.

| Plan de financement | | | | | | | |
|---------------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Total | UE | Interreg | Leader | CTM | Etat | A.Publics |
| Patrimoine naturel | 12,000 | 6,000 | 1,000 | 0,200 | 1,800 | 2,500 | 0,500 |
| Patrimoine culturel | 11,100 | 5,000 | 1,200 | 0,200 | 1,500 | 2,700 | 0,500 |
| Total | 23,100 | 11,000 | 2,200 | 0,400 | 3,300 | 5,200 | 1,000 |

7.1.2 L'anticipation des menaces environnementales

Du fait de sa topographie, de l'urbanisation et l'industrialisation, la Martinique est ouverte à la pollution diffuse ou ponctuelle des eaux terrestres et des eaux de baignade.

Par ailleurs, les effets du changement climatique (élévation des niveaux des mers, augmentation de la fréquence et de la violence des marées et des tempêtes, érosion des plages et réduction des possibilités d'aménagement en zones côtières), sont autant de menaces pour le patrimoine naturel qui faisait jusque-là la notoriété de la Martinique.

Cette double menace doit être anticipée, en lien avec les pays de la Caraïbe, dans le cadre de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC). Cette démarche qui réunit tous les acteurs de l'aménagement, de la gestion et de l'exploitation des côtes, facilite la gestion commune des problématiques.

Un programme de recherche développé avec les pays voisins permettra de mieux comprendre et mieux anticiper les menaces environnementales liées au réchauffement climatique et à la montée des eaux. Une attention plus particulière sera portée aux outils de connaissance, d'évaluation et de modélisation sur l'évolution du trait de côte.

Un plan d'action pour la requalification de l'état écologique des eaux de baignade des sites les plus exposés priorisera les zones dites à enjeu : les zones où l'usage des produits sanitaires impacte les cours d'eaux et les bas des bassins versants, où la pollution organique drainée par les zones industrielles impacte les zones côtières et les baies, les zones littorales touristiques...

| Plan de financement (en M€) | | | | |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Coût total | UE/PO | UE/Interreg | CTM |
| Outils de modélisation | 1,000 | | 0,750 | 0,250 |
| Requalification eaux de baignade | 3,000 | 2,000 | | 1,000 |
| Total | 4,000 | 2,000 | 0,750 | 1,250 |

7.2 GARANTIR DES ACTIVITES VIABLES A LONG TERME POUR MIEUX S'INSCRIRE A L'INTERNATIONAL

Le tourisme se veut être l'un des moteurs de la croissance économique de la Martinique.

Mais une image standardisée, orientée principalement sur le balnéaire et se traduisant par une saisonnalité marquée de la Destination, fragilise les structures touristiques.

La Martinique est par ailleurs distancée par les marchés concurrents qui ont déployé une stratégie numérique offensive en matière de commercialisation.

L'objectif est aujourd'hui, au regard des nouvelles tendances et des nouveaux comportements, de requalifier et restructurer le tourisme martiniquais pour le positionner durablement sur le

marché international.

7.2.1 L'action prioritaire consistera à renforcer la visibilité sur les marchés extérieurs.

La Marque Martinique reflétera la différenciation du produit Martinique, soit en s'adossant à une marque dont la notoriété n'est plus à faire (UNESCO, Villes et pays d'histoire, Grandes Randonnées...) soit en conceptualisant une marque ombrelle cohérente qui définisse l'Identité Martinique.

L'objectif est de décliner une image positive et cohérente. L'attrait de l'environnement naturel et culturel, le niveau de bien-être garanti par un bon niveau de sûreté et de sécurité, l'assurance d'un art de vivre et d'une qualité de vie devront être des éléments clés de cette différenciation.

Cette réflexion intégrera la réflexion globale menée pour la Marque Martinique.

| | Plan de financement | | |
|-------------------|---------------------|-----------|----------|
| | Cout total | Etat/CPER | CTM/CPER |
| Marque Martinique | 0,300 | 0,150 | 0,150 |
| Total | 0,300 | 0,150 | 0,150 |

7.2.2 Différentes initiatives seront lancées pour relever le niveau de performance des structures touristiques.

L'évaluation des aides existantes (subventions, exonérations fiscales et sociale, CICE...) permettra d'en vérifier la pertinence et la cohérence, puis de trouver les bases argumentaires pour négocier avec les instances nationales et européennes les dispositifs les plus adéquats. (cf mesure 211 Etablir une nouvelle cartographie des dispositifs d'aide)

Mais d'ores et déjà, un certain nombre d'outils seront déployés pour mieux accompagner l'entreprise touristique.

La foncière tourisme apportera une réponse à la reconstitution de l'offre touristique.

Le faible niveau de rentabilité aggravé par la saisonnalité des recettes et le niveau de charges incompressibles limite la capacité des opérateurs touristiques à maintenir un niveau de qualité acceptable.

La foncière tourisme sera conçue un outil dédié, doté d'une capacité financière évolutive en fonction des opérations, qui permettra à l'opérateur touristique d'améliorer son offre, en externalisant le risque de la restructuration, de la construction ou de la réhabilitation.

L'outil créé sera capitalisé par des investisseurs institutionnels (BPI, CDC...), qui auront pour mission première de rechercher des investisseurs privés en respectant les exigences d'équilibre et de rentabilité.

Les orientations stratégiques seront définies en lien avec les actionnaires, et en cohérence avec le STDEII.

Cet outil sera couplé avec un dispositif de labellisation des infrastructures touristiques, s'appuyant sur une démarche qualité et se présentant sous forme d'une offre combinée d'outils techniques et financiers (investissement, formation, commercialisation, communication, prise en compte de l'environnement...), pour accompagner l'entreprise touristique dans sa globalité.

Pour mieux comprendre l'environnement économique, un Observatoire apportera des données factuelles et prospectives sur la filière, mettra en place une veille stratégique permettant d'identifier les marchés rentables à long terme, les mutations des attentes des clients, les tendances et l'évolution des habitudes et des goûts...

| | Cout total | Cout total public | UE/PO | Etat/CPER | CTM/PO | CTM | Autres publics | Privés |
|------------------|------------|-------------------|--------|-----------|--------|-------|----------------|--------|
| Cartographie (1) | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Foncière | 10 | - | - | - | - | - | 10 | - |
| Labellisation | 51,800 | 44,800 | 24,000 | 0,800 | 7,200 | 2,800 | 10,000 | 7,000 |
| Observatoire (2) | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 61,800 | 44,800 | 24,000 | 0,800 | 7,200 | 2,800 | 20,000 | 7,000 |

(1) Ingénierie administrative

(2) cf 211 Créer un nouvel écosystème d'accompagnement

7.2.3 Faire du numérique un atout stratégique de commercialisation

Alors que les nouvelles destinations voisines déploient une stratégie numérique agressive pour leurs campagnes de promotion et de communication, la Martinique a pour l'instant intégré de manière marginale ces nouveaux usages.

Des initiatives fortes seront prises pour prendre en compte les nouvelles formes de consommation des voyages et faire émerger des nouveaux services aux visiteurs.

La réalisation d'un site internet sera l'action phare.

Il sera développé dans cette perspective un contenu dynamique et multilingues pour alimenter les autres supports numériques (newsletter, réseaux sociaux, site mobile...)

Des espaces thématiques dédiés seront créés en fonction des spécificités des cibles : (professionnels de séjour, croisière, MICE, Bureau des Tournages, Observatoire)

Des partenariats seront établis avec des acteurs privés en mesure de fournir du contenu pour le site internet

Une action de promotion et de communication sur le marché France et les marchés de diversification permettra d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de promotion sur les cibles génériques et les niches identifiées par des outils classiques : Salons, éductours, newsletter, workshops

Afin d'améliorer la qualité et la fiabilité des informations, il sera réalisé un audit ergonomique du site, l'objectif étant de définir les parcours de navigation préférentiels et mettre en œuvre les évolutions sur le design du site avec des parcours personnalisés selon le profil de l'internaute.

Le lancement auprès des acteurs touristiques martiniquais d'une campagne d'information, d'incitation et de qualification de leurs données permettra de mettre en place de convention d'engagement et de visibilité entre les acteurs privés.

Les moyens numériques (réseaux sociaux et mobiles) seront priorisés sur l'ensemble du parcours du touriste. Il sera élaboré pour se faire, une stratégie d'animation par les Réseaux sociaux. Des outils pour développer des expériences numériques multi-écrans (infrastructures et contenus) et proposer une information consultable sur différents types d'écran (ordinateur, tablette, téléphone, télévision connectée, bornes interactives, ...)

Le trafic des sites internet de la destination sera développé pour contribuer à l'image et la notoriété de la destination.

Des campagnes marketing web seront lancées sur les moteurs de recherche (Google...), les sites thématiques selon nos cibles et en cohérence avec les salons de promotion, les réseaux sociaux. Parallèlement, un programme relationnel prospect (récupération des données de contact dans les salons, aéroport...), sera élaboré pour faciliter la mise en place de campagnes emailing/mobile personnalisées avec des offres adaptées aux profils.

| | Plan de financement | | |
|-------------------------|---------------------|--------------|--------------|
| | Cout total | ETAT/CPER | CTM/CPER |
| Stratégie numérique CMT | | 0,500 | 0,500 |
| Total | 1,000 | 0,500 | 0,500 |

7.2.4 Garantir une meilleure accessibilité par l'ouverture du ciel martiniquais

La Martinique bénéficie d'une faible accessibilité internationale.

Il y a lieu, pour rompre avec cet isolement aérien, d'ouvrir le ciel martiniquais à l'international.

Ce volontarisme sera décliné sur les destinations identifiées en étroite collaboration avec la SAMAC et le Comité Martiniquais du Tourisme sur les longues distances.

La priorité restera au marché français qu'il conviendra de renforcer. *Sur la Province*, des liaisons directes saisonnières seront lancées à partir de certaines villes (Marseille, Bordeaux...).

S'agissant de l'Europe, on ciblera les marchés à fort potentiel (Allemagne, Grande Bretagne, Europe du Nord) en mettant à profit le contexte géopolitique favorable au développement de la destination Martinique considérée comme sûre.

Les dessertes actuelles des USA entre New York, Boston, et Washington développées par Norwegian, seront pérennisées, tandis que des dessertes au départ de nouvelles villes, en intégrant une offre low cost à l'offre des compagnies régulières seront privilégiées.

Pour l'Amérique du sud, la priorité sera donnée à l'amélioration de la connectivité entre la Martinique et certains pays émetteurs d'Amérique du Sud ayant du potentiel, notamment l'Argentine, le Chili, et le Brésil.

Les actions prioritaires pour la Caraïbe devraient permettre d'intensifier les flux entre la Martinique et les autres îles, en s'appuyant sur les concepts de contrats multi-destinations.

Il conviendra par ailleurs de profiter des nouvelles opportunités telles que la recherche, par les transporteurs caribéens, de nouveaux modèles pour pérenniser leurs activités. Le développement, dans ce cadre, de la croisière tête de ligne au départ de la Martinique constitue un moteur de mobilité intra-caribéenne à privilégier.

Cette dynamique d'ouverture à l'international devra être confortée par des dispositifs facilitant la mobilité des acteurs, ou favorisant le développement des transactions commerciales.

En lien avec les services de l'Etat, une attention sera portée à la politique des visas ou à la mise en œuvre d'espaces « duty-free ».

7.3 STRUCTURER LE PRODUIT MARTINIQUE AUTOUR DE FILIERES D'EXCELLENCE.

La faible structuration des filières touristiques expose les entreprises martiniquaises à la concurrence grandissante des places étrangères, pour les secteurs « ouverts » comme la plaisance ou la croisière, où à la concurrence de l'activité informelle pour des secteurs « fermés » comme la restauration ou les activités de loisirs.

Il importe donc de s'engager dans un programme de structuration pour offrir une gamme de produits compétitifs et de qualité au touriste martiniquais.

7.3.1 Le cluster tourisme en assurant la mise en synergie des acteurs du monde du tourisme, de la commercialisation, du monde de financement, de l'Université, aura vocation à stimuler et à donner de la visibilité aux différentes filières par des actions collectives.

La mise en place d'une veille économique, l'élaboration des modèles d'organisation, de commercialisation, de management innovant, le développement d'outils pour alimenter une stratégie numérique offensive, la conception d'une politique globale de communication et d'évènementiel qui mette en exergue les différentes couleurs et genres artistiques, culturels et sportifs, permettant de rationaliser la programmation...sont autant d'actions qui pourront être développées pour rationaliser la programmation des activités et donner de la visibilité aux filières.

Le cluster aura également vocation à décliner des plans d'actions par filières.

Ces filières ont été identifiées par les socio-professionnels : « Bien-être Nature- art de vivre » ; « Saveurs, Gastronomie et Spiritourisme » ; « Croisière » ; « Plaisance et nautisme » ; « Culture, Cinéma et Musique » ; « Affaires » ; « activités sportives ».

Ces plans devront comprendre notamment l'identification des leviers fiscaux, réglementaires, douaniers à actionner pour favoriser l'attractivité et la compétitivité de la filière concernée ; l'élaboration d'un plan de formation, en fonction des grandes tendances d'innovation, des attentes du marché, et de l'évolution des métiers ; le référencement des produits, des infrastructures support, des projets collaboratifs nécessaires au développement de la filière ; la déclinaison et la mise en œuvre de la stratégie appropriée pour rechercher et mobiliser les financements indispensables.

| | Cout total | Plan de financement (en M€) | | |
|-------------------------|------------|-----------------------------|---------|--------|
| | | Etat/PIA | CTM/PIA | Privés |
| Investissements cluster | 0, 810 | 0,300 | 0,300 | 0,210 |
| Fonctionnement cluster | 0,600 | 0,150 | 0,150 | 0,300 |

| | | | | |
|-------|-------|-------|-------|-------|
| Total | 1,410 | 0,450 | 0,450 | 0,510 |
|-------|-------|-------|-------|-------|

7.3.2 Les entreprises créées dans le milieu du tourisme répondent souvent au prisme de la création de son propre emploi, se développant dans la plupart des cas dans un cadre familial ou dans l'informel. Elles répondent peu aux exigences de compétitivité et de qualité souhaitées par la clientèle.

Des aides à des fonctions supports partagés seront octroyés pour faciliter la mise en place de groupements d'employeurs, de gestion et comptabilité partagée, de plateformes d'achat, de plateformes de commercialisation.

Parallèlement, des incitatifs permettront de les aider à référencer et à labelliser leurs produits souvent originaux. L'objectif est de leur assurer une meilleure lisibilité et en faire des maillons identitaires dans la chaîne globale du tourisme.

7.3.3 Des actions seront également initiées pour encourager les entreprises de tourisme à prêter davantage attention à la nature de leurs intrants en associant plus directement les entreprises de fourniture de biens et services.

La mise en place de partenariats avec les relais logistiques régionaux et les bassins portuaires, les pôles artisanaux, pour garantir des flux d'approvisionnement en produits, en quantité et en qualité, auprès des exploitants agricoles, les marins-pêcheurs et les artisans

| | | Plan de financement (en M€) | | | | |
|--------------------------------------|--|-----------------------------|-----------|-------|----------------|--------|
| | | Coût total | UE/Leader | CTM | Autres publics | Privés |
| Outils collectifs | | 0,500 | - | 0,250 | | 0,250 |
| Coopération entre petits opérateurs | | 1,250 | 0,500 | 0,250 | 0,250 | 0,250 |
| Coopération avec autres filières (1) | | - | - | - | | - |
| Total | | 1,750 | 0,500 | 0,500 | 0,250 | 0,500 |

1) Cf mesure

7.4 GARANTIR UN MEILLEUR AMENAGEMENT TOURISTIQUE, GAGE D'ATTRACTIVITE TERRITORIALE

L'aménagement de zones dédiées est capital pour le tourisme durable. Il permet non seulement de respecter les orientations convenues, mais aussi de limiter des développements qui pourraient être préjudiciables à la viabilité économique du tourisme à court ou long terme. L'objectif recherché est de déterminer et d'aménager, tout en maîtrisant le foncier et en le requalifiant, des superficies nécessaires à la création des nouvelles structures d'hébergement, d'animation et de services pour garantir une meilleure attractivité.

7.4.1 Ces aménagements seront réalisés suivant les critères déjà définis par le Schéma

d'Aménagement Régional (SAR)/ Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM).

L'action phare consistera, sur la base d'études réalisées, en la création et l'équipement d'aménagement touristique sur un ou plusieurs sites concernés.

Des actions ciblées permettront le développement d'une Zone de Mouillage Organisée en dynamisant l'activité avec la création de commerces, de services, d'hébergements sur la zone côtière attenante dans le Nord Caraïbe.

De nombreux sites touristiques ou de bâti à vocation touristique (La Pagerie, le Golf, le Fonds St Jacques, le CDST, l'Hippodrome de Carrère...) présentent un potentiel de développement incontestable par la qualité des sites et de l'environnement.

Ils sont aujourd'hui largement sous-exploités ou exploités dans des conditions répondant peu aux exigences de compétitivité, de rentabilité et d'attractivité.

Sur la base d'un état des lieux du patrimoine public à dimension touristique, un audit permettra d'identifier les modalités de gestion appropriées à chaque site et d'élaborer un programme de réhabilitation sous forme de « Grands Chantiers d'intérêt Touristique ». Ces chantiers pourront être réalisés sous forme de chantiers d'insertion.

L'accent sera également mis sur la réalisation d'équipements structurants (croisière, le nautisme, grande plaisance...)

| | Plan de financement | | | | |
|-----------------|---------------------|--------|--------|----------------|-------|
| | CT | UE/PO | CTM | Autres publics | Etat |
| EAT | | | | | 0,500 |
| ZMO | | | | | |
| Patrimoine | 52,880 | 20,000 | 10,000 | 22,000 | 0,380 |
| Infrastructures | | | | | |
| touristiques | | | | | |
| Total | 52,880 | 23,000 | 10,000 | 19,000 | 0,880 |

7.4.2 Des initiatives seront encouragées pour rendre visibles ces points d'intérêt

Les points d'intérêt touristiques sont peu lisibles ou parfois peu accessibles (transport, moyens de paiement, horaires d'ouverture...)

Une signalétique harmonieuse sera mise en place, en cohérence sur tout le territoire, sur la base d'une charte graphique commune. La déclinaison, qui sera effectuée par les EPCI, pourra faire ressortir l'identité de chaque territoire.

Des actions seront également initiées pour assurer une accessibilité régulière des sites. En concertation avec les transporteurs privés (taxis de place, taxi collectifs, organisation des transporteurs...) et en cohérence avec l'organisation des transports publics, ces initiatives pourront prendre la forme d'un soutien à un plan d'actions présenté par un collectif de professionnels du transport.

Afin de garantir les admissions partout et à tout moment, la CTM expérimentera, sur les sites dont elle assure la gestion, le paiement en dollar. Cette expérimentation pourra être généralisée par la suite à tous les sites publics.

De la même manière, on s'assurera, de manière expérimentale, de l'ouverture des sites stratégiques les jours fériés et les week-ends.

| | | | Plan de financement | | | |
|--------------|-------|-------|---------------------|--------------|--------------|----------------|
| | | | Cout total | UE | CTM | Autres Publics |
| Signalétique | | | 1,050 | 0,500 | 0,100 | 0,450 |
| Organisation | privé | du | 0,100 | 0,025 | 0,025 | |
| transport | | | | | | 0,050 |
| Management | des | sites | - | - | - | - |
| publics | | | | | | |
| Total | | | 1,150 | 0,525 | 0,125 | 0,450 |

7.5 POURVOIR POUR TOUS DES OPPORTUNITES D'ACTIVITES ET D'EMPLOI.

Aujourd'hui, en dépit de la contribution du secteur à l'économie, les emplois du tourisme, en grande partie faiblement qualifiés, sont faiblement rémunérateurs, pour l'employé en particulier et pour la Martinique en général.

Et le tourisme, malgré les opportunités induites par les nouvelles tendances, reste encore une voie d'intégration professionnelle peu exploitée.

7.5.1 L'action prioritaire consistera à développer une politique offensive et prospective de sensibilisation, de qualification et de professionnalisation pour mieux faire connaître l'ensemble des métiers du tourisme et la diversité des parcours potentiels dans ce secteur.

Sur la base de l'actualisation du Contrat d'Etudes Prospectives et de l'élaboration d'une Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriales, le plan de formation et de professionnalisation des acteurs devra décliner une approche métiers et une approche transverse (pratique des langues, services à la clientèle, e-tourisme...).

En lien avec l'Education Nationale et les acteurs de la formation, l'adaptation des programmes d'éducation et de formation devrait permettre une pratique de l'anglais dès le plus jeune âge, et à une sensibilisation de tous les métiers liés au tourisme.

Des partenariats forts devront être tissés avec le Rectorat et l'Université des Antilles pour conforter la spécialisation « tourisme » dans les programmes de formation secondaire et universitaire intégrant des formations continues diplômantes et un cursus complet délivrant des diplômes correspondant à tous les niveaux de qualification

Ces différentes actions seront complétées par l'Engagement Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC), dispositif permettant d'accompagner les entreprises et les salariés dans les mutations économiques que rencontrent les filières stratégiques.

Il est convenu, avec les partenaires, par ce dispositif, de permettre notamment aux structures touristiques et à leurs salariés de se saisir des opportunités offertes par la révolution digitale pour s'adapter en continu à leur environnement.

| | | Plan de financement (en M€) | | | | | |
|--------------|--------------|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
| | Cout total | UE | CTM | CTMPIA | Etat | Etat/PIA | Autres publics |
| CEP (1) | | | | | | | |
| Formation | 1,000 | 0,750 | 0,100 | | | | 0,150 |
| EDEC | 1,000 | | 0,250 | 0,050 | 0,500 | 0,050 | 0,150 |
| Total | 2,000 | 0,750 | 0,350 | 0,050 | 0,500 | 0,050 | 0,300 |

(1) en cours

7.5.2 Le développement du tourisme durable, synonyme d'équité sociale, doit permettre, en élargissant le potentiel d'intégration professionnelle du tourisme, de faire profiter les retombées économiques et sociales du tourisme à tous et d'offrir des opportunités d'emploi aux populations éloignées du marché de l'emploi comme aux personnes qualifiées.

L'immersion sera encouragée pour favoriser la découverte des métiers du tourisme, l'expérience ayant démontré la capacité de cet outil à constituer une levée des freins à l'accès au travail. Des outils spécifiques pour accompagner à la fois le chef d'entreprise et la personne en immersion seront développés pour garantir l'efficacité de cette action.

L'intégration progressive de l'économie informelle (offre d'hébergement, guide touristique, vente ambulante...), sera facilitée par le biais d'incitatifs à la démarche qualité et à la performance globale pour encourager la formalisation de petites entreprises de tourisme individuelles ou collectives.

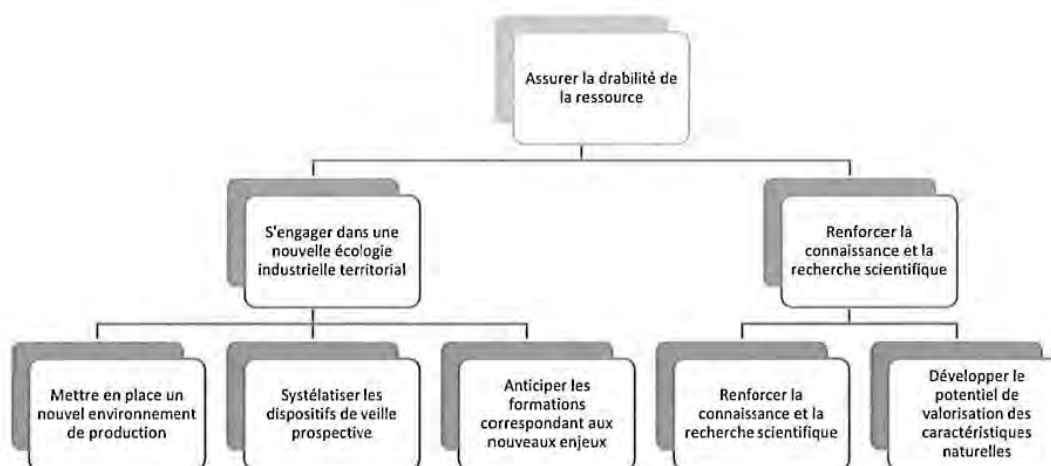
| Plan de financement | | | | | |
|---------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Cout total | UE | CTM/AFE | Etat/AFE | CTM |
| Economie informelle | 0,275 | - | 0,150 | 0,125 | |
| Immersion | 0,600 | 0,400 | | | 0,200 |
| Total | 0,875 | 0,400 | 0,150 | 0,125 | 0,200 |

ANNEXE N°2 À LA DÉLIBÉRATION N°18- 02-1

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-02-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

FICHES ACTION

ASSURER LA DURABILITE DE LA RESSOURCE



| AXE 1 | ASSURER LA DURABILITE DE LA RESSOURCE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|---|-----------------------------|-----|-------|-------|--|--|--|-------|-------|-----|-------|--|-------------------|-------|-------|--|-------|-------|------------------------|-------|-------|--|-------|-------|-------|-------|-------|--|-------|-------|
| n°1.1 | CREER LES BASES D'UNE ECOLOGIE INDUSTRIELLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 1.1.1 | Se doter d'outils organisationnels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | L'organisation de la production en Martinique, extravertie, repose sur des flux d'import-export de/vers des marchés très éloignés, générant un déficit économique et écologique structurel. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif est d'accompagner, dans le cadre de zones de production identifiées, un nouveau mode d'exploitation plus efficace des ressources naturelles et des matières produites sur le territoire. Cet objectif s'impose, dans un contexte où les acteurs économiques ont intérêt à s'inscrire dans le nouveau mode de production circulaire pour sécuriser leur approvisionnement sur le long terme. La création de boucles fermées rationalisant et optimisant le recours aux ressources naturelles et aux matières produites, est une piste à privilégier. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | Action 1 : Réaliser une étude de métabolisme La connaissance des flux d'énergie et de matériaux est un préalable essentiel s'il l'on souhaite créer de nouvelles boucles de valeur fermées. <i>L'étude de métabolisme</i> , qui s'appuie sur une démarche d'analyse des flux physiques au sein d'un territoire, permet de répondre à cet enjeu. La compréhension des flux sortants (émissions, déchets, produits finis) et des flux entrants (stocks et variations), permet de déduire et de vérifier la faisabilité de nouvelles boucles de valeurs à (re) créer. Les résultats de l'étude permettront de mieux appréhender la connaissance des flux physiques du territoire et l'estimation des gains environnementaux réalisables par la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie d'écologie industrielle , mettant en exergue les nouvelles filières circulaires . Action 2 : Créer un outil de référencement du foncier <i>L'outil numérique de référencement foncier</i> permettra de cerner les friches agricoles, industrielles et commerciales à valoriser ou à restaurer pour accueillir les nouvelles activités. Cette cartographie numérique devra impérativement intégrer une dimension environnementale permettant de mettre en avant la préservation des espèces animales et végétales, des espaces marins et sous-marins, terrestres et souterraines, à protéger. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| mesures associées | 213 Inciter à la structuration des filières 511 Eviter la déprise foncière et requalifier les terres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freins à lever | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires | Collectivités, Chambres consulaires, Socio-professionnels, EPCI, banques... | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | CPER 2014-2020 121 Développement de l'économie circulaire PO 2014-2020 61 Diminuer la production de déchets et augmenter les quantités valorisées <table><tr><th colspan="6">Plan de financement (en M€)</th></tr><tr><th></th><th>Total</th><th>UE/PO</th><th>CTM</th><th>Etat/</th><th></th></tr><tr><td>Etude métabolisme</td><td>0,200</td><td>0,100</td><td></td><td>0,050</td><td>0,050</td></tr><tr><td>Outil de référencement</td><td>0,200</td><td>0,100</td><td></td><td>0,050</td><td>0,050</td></tr><tr><td>Total</td><td>0,400</td><td>0,200</td><td></td><td>0,100</td><td>0,100</td></tr></table> | Plan de financement (en M€) | | | | | | | Total | UE/PO | CTM | Etat/ | | Etude métabolisme | 0,200 | 0,100 | | 0,050 | 0,050 | Outil de référencement | 0,200 | 0,100 | | 0,050 | 0,050 | Total | 0,400 | 0,200 | | 0,100 | 0,100 |
| Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Total | UE/PO | CTM | Etat/ | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Etude métabolisme | 0,200 | 0,100 | | 0,050 | 0,050 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Outil de référencement | 0,200 | 0,100 | | 0,050 | 0,050 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 0,400 | 0,200 | | 0,100 | 0,100 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2018 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre d'outils créés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Nombre de filières circulaires créées ou confortées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe n° 1 | ASSURER LA DURABILITE DE LA RESSOURCE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--|-----------------------------|-------|-------|--|--|--|------------|----|------|-----|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-----|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 1.1 | CRER LES BASE d'UNE NOUVELLE ECOLOGIE INDUSTRIELLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 1.1.2 | Systematiser les outils de veille strategique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | La faible anticipation de l'évolution de chaque secteur, de l'appréciation des mutations, expliquent en partie pourquoi l'appareil de production correspond aux évolutions des marchés. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il s'agit de s'appuyer sur des indicateurs reflétant les évolutions internationales et sur l'analyse territoriale des besoins en emploi et en formation pour accompagner et anticiper les mutations envisagées ou imposées. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Mettre en place un système de veille stratégique de l'emploi. L'objectif est de surveiller l'environnement du marché du travail à l'échelle de la Martinique et à l'échelle internationale afin de mieux explorer les opportunités d'emploi et de formation. Ce système couvrira notamment la veille juridique pour identifier les évolutions réglementaires et les éventuels freins juridiques à lever pour l'émergence de certaines filières, la veille sociétale pour renseigner sur les évolutions des mœurs, des mentalités, des comportements ; la veille technologique, pour mieux évaluer les opportunités de formation et d'emploi en perspective.</p> <p>Action 2 : Elaborer ou actualiser les Contrats d'Etudes Prospectives (CEP) pour apprécier et anticiper les évolutions qualitatives et quantitatives des métiers. L'objectif est d'obtenir des indicateurs fiables pour élaborer une politique prospective de la formation initiale et de la formation continue adaptée aux mutations du territoire et de l'organisation du travail.</p> <p>Action 3 : Systematiser la gestion territoriale de l'emploi et des compétences (GPECT) pour garantir une adéquation entre l'offre de travail et les évolutions du marché du travail, secteur privé et public confondus.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | AGEFMA | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | CTM, CREFOP, UA, Rectorat | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Modalités opérationnelles | La Cité des Métiers pourrait être localisé dans le patrimoine de la CTM (en centre-ville et en rez-de-chaussée). Le coût présenté ici représente le coût de l'équipement du local | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>CPER 2014-2020 511 Soutien de l'action de l'OREF 521 Soutien de l'action du CARIF PO FSE ETAT 2014-2020 2.1 Accroître la fréquentation des programmes de formation et la participation aux actions de gestion prévisionnelle des compétences</p> <table><tr><th colspan="5">Plan de financement (en M€)</th></tr><tr><th></th><th>Coût total</th><th>UE</th><th>Etat</th><th>CTM</th></tr><tr><td>Dispositif de veille</td><td>1,000</td><td>0,500</td><td>0,200</td><td>0,300</td></tr><tr><td>GPECT</td><td>0,500</td><td>0,200</td><td>0,100</td><td>0,200</td></tr><tr><td>CEP</td><td>0,600</td><td>0,200</td><td>0,200</td><td>0,200</td></tr><tr><td>Total</td><td>2,100</td><td>0,900</td><td>0,500</td><td>0,700</td></tr></table> | Plan de financement (en M€) | | | | | | Coût total | UE | Etat | CTM | Dispositif de veille | 1,000 | 0,500 | 0,200 | 0,300 | GPECT | 0,500 | 0,200 | 0,100 | 0,200 | CEP | 0,600 | 0,200 | 0,200 | 0,200 | Total | 2,100 | 0,900 | 0,500 | 0,700 |
| Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Coût total | UE | Etat | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dispositif de veille | 1,000 | 0,500 | 0,200 | 0,300 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| GPECT | 0,500 | 0,200 | 0,100 | 0,200 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CEP | 0,600 | 0,200 | 0,200 | 0,200 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 2,100 | 0,900 | 0,500 | 0,700 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2018 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre et types d'études réalisés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Nombre et nature des formations innovantes dispensées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|---|-----------|----------|-----------|----------|---------|----------|--------|-----------------------------|---|---|---|---|---|---|-------------------------------------|---|---|---|---|---|---|----------------------------------|---|---|---|---|---|---|-------|---|---|---|---|---|---|
| Axe n° 1 | ASSURER LA DURABILITE DE LA RESSOURCE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | CREER LES BASES D'UNE NOUVELLE ECOLOGIE INDUSTRIELLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 1.1.3 | Anticiper dans la mise en place de formations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | La faible anticipation sur l'évolution des métiers et des mutations des marchés est une des raisons qui explique l'inadéquation entre le marché du travail et les besoins du territoire. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il importe, à tous les niveaux d'éducation, de formation et de professionnalisation, de susciter et d'accompagner l'émergence de nouveaux métiers correspondant aux nouveaux enjeux. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Anticiper dans la mise en place des formations initiales Très en amont, la priorité consistera à renforcer la collaboration déjà effective entre les acteurs de l'éducation et de la formation ((Education Nationale, Familles, accompagnateurs sociaux...), avec les entreprises et les administrations publiques, pour assurer une meilleure prise en compte des évolutions technologiques, organisationnelles, sociétales <i>dans l'élaboration des cartes de formation initiale</i></p> <p>Action 2 : Anticiper et participer à l'élaboration des cartes de formation professionnelle Dans le cadre du CREFOP (Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle), la concertation entre les acteurs des politiques d'emploi et de formation sera confortée pour mieux identifier les besoins lors de l'élaboration de la carte régionale des formations professionnelles.</p> <p>Action 3 : Anticiper dans la carte de formation universitaire On anticipera dans la formulation des cartes de formation universitaire, en lien avec l'Université des Antilles et le milieu socio-économique, pour disposer d'une offre de formation cohérente avec nouvelles pratiques de production et les spécialisations émergentes.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres outils liés | 232 Créer une Marque ombrelle Martinique 321 Soutenir les efforts d'innovation entrepreneuriale à forte valeur ajoutée 333 Créer ou requalifier des ZAE en pôles labellisés 411 Créer une Plateforme pour l'Emploi | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM et autres partenaires publics et privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Services de l'Etat (DIECCTE, DRRT ...); EPCI; Université des Antilles; Socioprofessionnels; Chambres consulaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | CPER 2014-2020 511 Soutien de l'OREF PIA, Volet entreprises innovantes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | <table><tr><td></td><td>Total</td><td>Etat/CPER</td><td>CTM/CPER</td><td>CTM/PIA</td><td>Etat/PIA</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Carte de formation initiale</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr><tr><td>Cartes de formation professionnelle</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr><tr><td>Carte de formation universitaire</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr><tr><td>Total</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr></table> | | Total | Etat/CPER | CTM/CPER | CTM/PIA | Etat/PIA | Privés | Carte de formation initiale | - | - | - | - | - | - | Cartes de formation professionnelle | - | - | - | - | - | - | Carte de formation universitaire | - | - | - | - | - | - | Total | - | - | - | - | - | - |
| | Total | Etat/CPER | CTM/CPER | CTM/PIA | Etat/PIA | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Carte de formation initiale | - | - | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cartes de formation professionnelle | - | - | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Carte de formation universitaire | - | - | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | - | - | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Échéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de créations de pôles d'innovation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultat | Volume d'aides attribuées sur l'innovation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe n° 1 | ASSURER LA DURABILITE DE LA RESSOURCE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--|-----------|----------|---------|----------|--------|--|-------|-----------|----------|---------|----------|--------|-------------------|-------|--|--|-------|-------|-------|-------|-------|--|--|-------|-------|-------|
| .2 | RENFORCER LA CONNAISSANCE, LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE et l'INNOVATION | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 1.2.1 | Amplifier la recherche et l'innovation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Des facteurs structurels de l'économie martiniquaise constituent des freins objectifs à l'innovation : la nature du tissu économique, composé principalement de petits établissements (TPE/PME) ; leur faible capacité à s'organiser et à entretenir des liens avec le monde de la recherche. On observe cependant un fort potentiel d'innovation avec l'émergence de nouvelles filières qu'il faut accompagner | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il s'agit de favoriser l'émergence des Pôles d'innovation pour créer un environnement propice, par une dynamique d'échanges entre le monde de l'entreprise, le monde de la recherche, l'Université, les acteurs de la finance, à l'émergence de projets collaboratifs. Ces Pôles auront vocation à mener un certain nombre d'actions communes au bénéfice de leurs membres. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Favoriser l'émergence de Pôles d'innovation</p> <p>Ces Pôles ont vocation à mettre en place une veille stratégique et mener des études filières, en lien avec la Plateforme pour l'emploi, pour caractériser les filières, recenser les besoins, évaluer les grandes tendances d'innovation, les attentes du marché.</p> <p>Cette veille devrait porter sur les aspects juridiques et réglementaires pour identifier tous les freins (fiscaux, douaniers...) constituant un frein à l'émergence des filières identifiées.</p> <p>Ces Pôles devront également mettre en œuvre une politique d'animation, de promotion, de sensibilisation. Il s'agit, en lien avec la Marque Martinique, de caractériser les filières et de conceptualiser les outils permettant d'en garantir la lisibilité sur le marché interne comme sur les marchés extérieurs.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres outils liés | 232 Créer une Marque ombrelle Martinique 321 Soutenir les efforts d'innovation entrepreneuriale à forte valeur ajoutée 333 Créer ou requalifier des ZAE en pôles labellisés 411 Créer une Plateforme pour l'Emploi | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM et autres partenaires publics et privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Services de l'Etat (DIECCTE, DRRT ...) ; EPCI ; Université des Antilles ; Socioprofessionnels ; Chambres consulaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | PIA, Volet entreprises innovantes/Structuration de filières <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>Total</th><th>Etat/CPER</th><th>CTM/CPER</th><th>CTM/PIA</th><th>Etat/PIA</th><th>Privés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Pôle d'Innovation</td><td>8,600</td><td></td><td></td><td>2,150</td><td>2,150</td><td>4,300</td></tr> <tr> <td>Total</td><td>8,600</td><td></td><td></td><td>2,150</td><td>2,150</td><td>4,300</td></tr> </tbody> </table> | | | | | | | Total | Etat/CPER | CTM/CPER | CTM/PIA | Etat/PIA | Privés | Pôle d'Innovation | 8,600 | | | 2,150 | 2,150 | 4,300 | Total | 8,600 | | | 2,150 | 2,150 | 4,300 |
| | Total | Etat/CPER | CTM/CPER | CTM/PIA | Etat/PIA | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pôle d'Innovation | 8,600 | | | 2,150 | 2,150 | 4,300 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 8,600 | | | 2,150 | 2,150 | 4,300 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Échéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de créations de pôles d'innovation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultat | Volume d'aides attribuées sur l'innovation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|---|-------|----------|--------|----------|--------|---------|--------|---------------------|-------|-------|--|-------|--|-------|--------------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|----------------------|--|--|--|--|--|--|--------------------|--|--|--|--|--|--|-------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Axe n° 1 | ASSURER LA DURABILITE DE LA RESSOURCE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| .2 | RENFORCER LA CONNAISSANCE, LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE et l'INNOVATION | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 1.2.2 | Renforcer la connaissance sur la valorisation des ressources terrestres et sous-terrestres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Malgré l'existence de nombreuses structures de recherche, d'études scientifiques, le volume de la connaissance sur les ressources naturelles reste incomplet. Les potentialités de valorisation des ressources terrestres et sous-terrestres sont sous-exploités, faute d'une politique offensive de recherche-innovation. L'agro-transformation reste limitée à l'agro-alimentaire. Une industrie des granulats s'est développée à partir de l'exploitation des carrières, mais sans impact structurant pour l'économie. Il en est de même pour l'exploitation forestière. Le potentiel de valorisation des eaux sous-terraines reste encore largement inexploré. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Le développement d'une stratégie volontariste en matière de recherche-développement pour favoriser l'émergence de projets innovants dans de nouvelles filières est une voie à conforter. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | Action 1 : S'orienter vers l'agroécologie La priorité ira à l'amélioration de la qualité de la terre, en intensifiant les recherches sur les nouvelles pratiques pour une production agricole durable, l'agroécologie et une meilleure gestion des déchets agricoles Action 2 : Développer l'agro-transformation Cette action permettra de prioriser la recherche-innovation sur les procédés en matière d'agro-transformation valorisant sur place les ressources ou favorisant l'utilisation des sous-produits et déchets de l'activité agricole ou industrielle (aliments pour animaux, sous-produits agricoles et agro-industriels, déchets transformables en combustible, en pâte à papier ou en engrais.) Action 3 : Faire évoluer l'exploitation minière et forestière pour une construction durable On développera un programme de recherche, à partir du bois, des granulats et du recyclage des matériaux de démolition, pour la conception de produits écologiques : matériaux thermiques, antisismiques, anticycloniques.... Action 4 : Rationnaliser la gestion des eaux grâce aux ressources sous-terraines Dans la perspective du réchauffement climatique qui va accentuer les périodes de sécheresse et limiter la ressource en eau, il s'agit de renforcer le programme de prospection de la ressource en eau souterraine. Outre la prospection, ce programme devra permettre de sécuriser le réseau de distribution de l'eau, en créant des forages de secours en eau souterraine, et en stockant la ressource en réservoirs. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | Entreprises publiques ou privées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires | Centre de Recherche, BRGM, Services de l'Etat; Université des Antilles ; Socioprofessionnels ; | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | PO FEDER –FSE 2010-2014 Axe 1 : Innovation et transfert de technologie PIA : Entreprises Innovantes <table><tr><td></td><td>Total</td><td>UE</td><td>Etat/PIA</td><td>CTM/UE</td><td>CTM/PIA</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Agro-transformation</td><td>1,300</td><td>1,000</td><td></td><td>0,260</td><td></td><td>0,040</td></tr><tr><td>Agroécologie</td><td>10,400</td><td>5,000</td><td>0,200</td><td>1,500</td><td>0,200</td><td>3,500</td></tr><tr><td>Construction durable</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Eau sous-terrainne</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Total</td><td>11,700</td><td>6,000</td><td>0,200</td><td>1,760</td><td>0,200</td><td>3,540</td></tr></table> | | Total | UE | Etat/PIA | CTM/UE | CTM/PIA | Privés | Agro-transformation | 1,300 | 1,000 | | 0,260 | | 0,040 | Agroécologie | 10,400 | 5,000 | 0,200 | 1,500 | 0,200 | 3,500 | Construction durable | | | | | | | Eau sous-terrainne | | | | | | | Total | 11,700 | 6,000 | 0,200 | 1,760 | 0,200 | 3,540 |
| | Total | UE | Etat/PIA | CTM/UE | CTM/PIA | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Agro-transformation | 1,300 | 1,000 | | 0,260 | | 0,040 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Agroécologie | 10,400 | 5,000 | 0,200 | 1,500 | 0,200 | 3,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Construction durable | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Eau sous-terrainne | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 11,700 | 6,000 | 0,200 | 1,760 | 0,200 | 3,540 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Échéancier | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs réalisation | Nombre de créations de pôles d'innovation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultat | Volume d'aides attribuées sur l'innovation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe n° 1 | ASSURER LA DURABILITE E LA RESSOURCE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|---|-----------------------------|-----------|----------|--------|---------|--------|--|--|--|-------|----|-----------|----------|--------|---------|--------|--------------------------|-------|-------|--|--|-------|--|-------|---------------------------|--------|-------|--|-------|-------|-------|-------|-------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|-----------------|--|--|--|--|--|--|--|------------------------|--|--|--|--|--|--|--|-------|--------|-------|--|-------|-------|-------|-------|
| 1.2 | RENFORCER LA CONNAISSANCE ET LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE et l'INNOVATION | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 1.2.3 | Faire de la mer un espace de coopération pour la recherche | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | <p>L'exploitation de la Mer est quasi-exclusivement limitée à une pêche principalement côtière, alors que le potentiel au large reste largement inexploité.</p> <p>Une orientation nouvelle des marins pêcheurs et des opérateurs touristiques vers des métiers du tourisme, de l'environnement se déploient sans que les logiques de gestion et de préservation de la biodiversité soient complètement intégrées dans ces nouvelles pratiques.</p> <p>Le développement de l'énergie marine est encore balbutiant et mérite d'être confortée par des études complémentaires sur le potentiel existant au large de la Martinique (énergie thermique, éolienne, houlomotrice, stockage de gaz liquide...)</p> <p>Et les opportunités offertes par l'ouverture des routes maritimes internationales sont à explorer.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif est de développer la recherche-innovation pour faire émerger des filières s'appuyant sur une valorisation maitrisée et structurée des activités liées à la mer. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Mettre en place une Plateforme de connaissance de la biodiversité marine et des écosystèmes</p> <p>La plateforme préconisée assurera la centralisation des études et de la connaissance sur le milieu marin et des interactions entre les écosystèmes et les activités d'origine anthropiques. Elle assurera la programmation (et la mise en cohérence) des travaux de recherche relatifs à la biodiversité marine.</p> <p>Cela permettra d'identifier les possibilités de valorisation (biotechnologies, valorisation des sargasses, pharmacopées...) et de résilience des milieux (suivi des zones polluées notamment par le chlordécone).</p> <p>Action 2 : Finaliser les études sur le navire du futur</p> <p>Les programmes de recherche devront également cibler pour développer dans des conditions durables, l'exploitation au large, (pour la capture de nouvelles certaines ressources telles que les langoustines, calamars), en accompagnant la conception du navire du futur, moins dépendant au carburant.</p> <p>Action 3 : Elaborer à l'échelle de la Caraïbe une plate-forme sur les énergies marines</p> <p>Cette plateforme mettra en place des programmes conjoints de recherche et de développement, des projets d'expérimentations de nouvelles technologies en milieu insulaire pour le développement de nouveaux modes de production, des projets communs de formation et de renforcement des capacités dans le secteur des énergies renouvelables</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires | Centre de Recherche, BRGM, Services de l'Etat; Université des Antilles ; Socioprofessionnels ; | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PO FEDER –FSE 2010-2014</p> <p>Mesure 1-1-2 Valorisation économique de produits/ressources endogènes et filières intégrées</p> <p>FEAMP/69 : Transformation des produits de la pêche</p> <p>PIA territorial : Entreprises innovantes</p> <table><tr><th colspan="8">Plan de financement (en M€)</th></tr><tr><th></th><th>Total</th><th>UE</th><th>Etat/CPER</th><th>Etat/PIA</th><th>CTM/UE</th><th>CTM/PIA</th><th>Privés</th></tr><tr><td>Valorisation halieutique</td><td>0,660</td><td>0,500</td><td></td><td></td><td>0,130</td><td></td><td>0,030</td></tr><tr><td>Valorisation biodiversité</td><td>10,400</td><td>5,000</td><td></td><td>0,200</td><td>1,500</td><td>0,200</td><td>3,500</td></tr><tr><td>Plateforme de la biodiversité</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Navire du futur</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Plateforme énergétique</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Total</td><td>11,060</td><td>5,500</td><td></td><td>0,200</td><td>1,630</td><td>0,200</td><td>3,530</td></tr></table> | Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | Total | UE | Etat/CPER | Etat/PIA | CTM/UE | CTM/PIA | Privés | Valorisation halieutique | 0,660 | 0,500 | | | 0,130 | | 0,030 | Valorisation biodiversité | 10,400 | 5,000 | | 0,200 | 1,500 | 0,200 | 3,500 | Plateforme de la biodiversité | | | | | | | | Navire du futur | | | | | | | | Plateforme énergétique | | | | | | | | Total | 11,060 | 5,500 | | 0,200 | 1,630 | 0,200 | 3,530 |
| Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Total | UE | Etat/CPER | Etat/PIA | CTM/UE | CTM/PIA | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Valorisation halieutique | 0,660 | 0,500 | | | 0,130 | | 0,030 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Valorisation biodiversité | 10,400 | 5,000 | | 0,200 | 1,500 | 0,200 | 3,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plateforme de la biodiversité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Navire du futur | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plateforme énergétique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 11,060 | 5,500 | | 0,200 | 1,630 | 0,200 | 3,530 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de créations de pôles d'innovation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de | Volume d'aides attribuées sur l'innovation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | |
|----------|--|
| résultat | |
|----------|--|

| Axe n° 1 | ASSURER LA DURABILITE DE LA RESSOURCE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--|-----------------------------|----------|-----------|--------|---------|--------|--|--|--|-------|----|----------|-----------|--------|---------|--------|---------------------------|-------|-------|--|-------|-------|-------|-------|---------------------|--------|--------|-------|--------|-------|--|--|-----|--------|--------|-------|-------|-------|-------|--------|------------------------|--------|--------|--|-------|-------|--|--------|-------|---------|--------|-------|--------|--------|-------|--------|
| 1.2 | RENFORCER LA CONNAISSANCE, LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE et l'INNOVATION | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 1.2.4 | Développer une expertise dans la valorisation circulaire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Le développement des activités de production repose quasi-exclusivement sur des flux d'import-export, alors que les caractéristiques ou les ressources endogènes restent peu valorisés. Ce modèle enferme la Martinique dans un déficit économique et écologique structurel. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif est de faire émerger de nouvelles pratiques qui permettent , de s'appuyer davantage sur les ressources endogènes pour créer des flux internes et des boucles fermées de valeur ajoutée sur le territoire, pour réduire le déficit économique et écologique. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Faire des risques naturels une opportunité économique Le développement des expertises sur de la gestion et la prévention des risques majeurs pourra donner lieu à des dispositifs innovants (diffuser de nouvelles pratiques dans la gestion de l'habitat collectif ou les éco-quartiers, renforcer le bâti public pour en faire des bâtiments de gestion de crise...) Ces nouvelles pratiques pourront se décliner à terme se décliner en de nombreuses liaisons latérales (moyens d'analyse, solutions de traitement, gestion de crise...) permettant de créer des boucles de nouvelles valeurs ajoutées scientifiques et de services.</p> <p>Action 2 : Développer les énergies renouvelables Un soutien spécifique sera apporté pour accompagner les initiatives individuelles ou la collaboration d'entreprises pour expérimenter ou déployer des systèmes de production d'énergies renouvelables</p> <p>Action 3 : Faire émerger des nouvelles activités de retraitement, de recyclage, de valorisation En lien avec le Schéma de l'Economie circulaire en cours d'élaboration, on appuiera toutes les actions visant à encourager une gestion durable des ressources à partir des procédés moins impactant pour l'environnement et plus économes en ressource.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires | Centre de Recherche, BRGM, Services de l'Etat (DEAL, DRRT ...); EPCI; Université des Antilles | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PO FEDER –FSE 2010-2014 5.3 Diminuer la vulnérabilité face aux risques majeurs FEADER 4.2 Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles FEAMP 69 Transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture CPER 2014-2020 111 Réduction de la vulnérabilité sismique 121 Gestion et valorisation des déchets et développement de l'économie circulaire 123 Valorisation des algues brunes des sargasses 634 Développement et compétitivité des filières agricoles</p> <table><tr><th colspan="8">Plan de financement (en M€)</th></tr><tr><th></th><th>Total</th><th>UE</th><th>Interreg</th><th>Etat/CPER</th><th>CTM/UE</th><th>A.Publ.</th><th>Privés</th></tr><tr><td>Valorisation Biodiversité</td><td>9,500</td><td>5,000</td><td></td><td>2,000</td><td>0,750</td><td>1,000</td><td>0,750</td></tr><tr><td>Gestion des risques</td><td>84,000</td><td>34,000</td><td>2,000</td><td>40,000</td><td>8,000</td><td></td><td></td></tr><tr><td>ENR</td><td>67,600</td><td>30,000</td><td>1,000</td><td>8,300</td><td>2,000</td><td>6,300</td><td>20,000</td></tr><tr><td>Recyclage/valorisation</td><td>41,000</td><td>20,000</td><td></td><td>5,000</td><td>1,300</td><td></td><td>14,700</td></tr><tr><td>Total</td><td>202,100</td><td>90,500</td><td>3,000</td><td>55,300</td><td>12,410</td><td>7,300</td><td>35,590</td></tr></table> | Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | Total | UE | Interreg | Etat/CPER | CTM/UE | A.Publ. | Privés | Valorisation Biodiversité | 9,500 | 5,000 | | 2,000 | 0,750 | 1,000 | 0,750 | Gestion des risques | 84,000 | 34,000 | 2,000 | 40,000 | 8,000 | | | ENR | 67,600 | 30,000 | 1,000 | 8,300 | 2,000 | 6,300 | 20,000 | Recyclage/valorisation | 41,000 | 20,000 | | 5,000 | 1,300 | | 14,700 | Total | 202,100 | 90,500 | 3,000 | 55,300 | 12,410 | 7,300 | 35,590 |
| Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Total | UE | Interreg | Etat/CPER | CTM/UE | A.Publ. | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Valorisation Biodiversité | 9,500 | 5,000 | | 2,000 | 0,750 | 1,000 | 0,750 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gestion des risques | 84,000 | 34,000 | 2,000 | 40,000 | 8,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ENR | 67,600 | 30,000 | 1,000 | 8,300 | 2,000 | 6,300 | 20,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Recyclage/valorisation | 41,000 | 20,000 | | 5,000 | 1,300 | | 14,700 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 202,100 | 90,500 | 3,000 | 55,300 | 12,410 | 7,300 | 35,590 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de projets de recherche accompagnés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | |
|-------------------------|---|
| Indicateurs de résultat | Volume d'aide attribué sur les filières circulaires |
|-------------------------|---|

AMELIORER LA COMPETITIVITE DES ENTREPRISES



| | | | | | |
|--------------------------------|--|-------|------|----------|----------------|
| AXE 2 | GARANTIR UN MEILLEUR NIVEAU DE COMPETITIVITE AUX ENTREPRISES | | | | |
| n°2.1 | ELABORER UNE NOUVELLE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT | | | | |
| Mesure 2.1.1 | Mettre en place une nouvelle méthode d'accompagnement | | | | |
| Diagnostic | Des dispositifs d'accompagnement aux entreprises, conçus de manière non concertée par l'Etat, les Collectivités, les Chambres consulaires... sont dispensés, suivant la logique du « fil de l'eau », pour soutenir des projets accompagnés de manière plus ou moins efficace, par des acteurs intervenant de manière éparse et isolée. Cette situation outre qu'elle diminue l'efficacité des soutiens apportés, (le taux de mortalité des entreprises reste important), crée un développement anarchique. | | | | |
| Objectif | Il est nécessaire de rationaliser l'offre pour en améliorer la lisibilité et l'efficacité. De nouvelles pratiques seront également mises en œuvre pour inciter les porteurs à présenter des projets en cohérence avec les orientations stratégiques arrêtées, et selon des critères garantissant à terme une meilleure viabilité des projets. | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Etablir une nouvelle cartographie des dispositifs Il s'agit d'identifier, puis d'évaluer l'ensemble des dispositifs d'aides directs et indirects existants (subventions, exonérations fiscales et sociales, régimes douaniers spécifiques, dérogations...) accordés aujourd'hui par l'Union Européenne, l'Etat, les Collectivités et autres acteurs économiques. Cet exercice de recensement et d'évaluation permettra d'établir une cartographie des dispositifs existants, d'en vérifier la pertinence, et au regard des mutations internes et internationales, de référencer les dispositifs à supprimer, à maintenir, à refondre ou à imaginer.</p> <p>Action 2 : Créer un nouvel écosystème pour l'accompagnement des entreprises La priorité consistera désormais à développer les appels à projets pour mieux orienter et impliquer les porteurs de projets dans la mise en œuvre des orientations stratégiques arrêtées. En lien avec les Chambres Consulaires et les EPCI, un réseau unique des accompagnateurs publics, appuyé sur des cabinets conseils labellisés, apportera une assistance ciblée, en fonction du moment de vie de l'entreprise, de l'amorçage au développement à l'international, en passant par l'anticipation des difficultés ou la structuration des filières. Ce réseau sera adossé à une plateforme collaborative permettant d'une part, de repérer et de rendre lisible l'intégralité des dispositifs d'accompagnement technique et financier, et d'autre part d'assurer le suivi du parcours du porteur de projet, du montage à la post-crétion. Un plan d'actions communes permettra à l'ensemble des acteurs publics de mettre en œuvre des mesures conjointes de sensibilisation, d'animation et d'information. L'ensemble de ce nouvel écosystème sera nourri par l'Observatoire de l'Economie, avec des données factuelles et prospectives, permettant de mener des études filières, mettre en place une veille stratégique, pour recenser les grandes tendances d'innovation, les attentes du marché</p> | | | | |
| mesures associées | 221 Accompagner la performance globale de l'entreprise 224 Inciter à la structuration des filières | | | | |
| Pilote | CTM | | | | |
| Mise en œuvre opérationnelle | Action 1 : Un Comité Technique sera mis en place pour mener le recensement et l'évaluation. Il élaborera à partir de l'évaluation, la feuille de route des négociations à mener avec l'Etat et la Commission Européenne, pour établir une nouvelle cartographie des aides en fonction des orientations stratégiques arrêtées. | | | | |
| Freins à lever | Négociation et Notification des nouveaux régimes d'aides spécifiques auprès de la Commission Européenne. | | | | |
| Partenaires | Collectivités, Chambres consulaires, Socio-professionnels, EPCI, banques... | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | Financements propres CTM Dispositif « Territoires Fragiles » Agence France Entrepreneurs-CTM | | | | |
| | Total | CTM | Etat | Etat/AFE | Ch.Consulaires |
| Cartographie | - | - | - | - | - |
| Réseau | 0,250 | 0,125 | | 0,125 | |
| Plateforme numérique | 0,070 | 0,070 | | - | |
| Observatoire | 0,200 | 0,050 | | | 0,15 0 |
| Total | 0,520 | 0,245 | | 0,125 | 0,150 |
| Echéancier de réalisation | Action 1 : 2017-2018 : Recensement et évaluation des aides 2018 : Négociations avec le Gouvernement et l'Union Européenne Action 2 : 2017 | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre d'appels à projets initiés Nombre de dispositifs d'aides nouveaux ou renouvelés | | | | |
| Indicateurs de résultats | Nombre d'entreprises aidées (volume, catégorie, filière) Taux d'attribution (nombre de demandes/nombre d'aides) | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--|-------------------|-----------|-----|----|------|--------|--|--|-------|-------------------|-----------|-----|----|------|--------|-------|----|----|---|---|----|--|----|
| AXE 2 | GARANTIR UN MEILLEUR NIVEAU DE COMPETITIVITE AUX ENTREPRISES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2.2 | ACCOMPAGNER L'ECLOSION DES ENTREPRISES DU FUTUR | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 2.2.1 | Accompagner la performance globale de l'entreprise | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Les dispositifs proposés aujourd'hui privilégient l'investissement, minimisant le rôle de l'organisation managériale ou de la prise en compte des enjeux environnementaux dans la performance de l'entreprise. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il s'agit d'accompagner les besoins des entreprises à tous les stades de leur existence (création, développement, difficulté, reprise, transmission...), et en fonction des enjeux (social, économique, environnemental) pour offrir une chaîne complète et cohérente d'accompagnement financier sur l'ensemble du parcours de l'entreprise. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | Action 1 : Favoriser la création et le développement des entreprises Un dispositif spécifique sera destiné aux Primo-créateurs et/ou aux publics fragiles cherchant à s'insérer économiquement. Pour les entreprises en phase de création et de développement, un soutien financier sera apporté pour les investissements corporels et incorporels nécessaires à la réalisation du projet Action 2 : Des aides à l'emploi permettront de renforcer les ressources humaines de l'entreprise. Cette action concerne toutes les catégories de travailleurs, avec une attention particulière pour les jeunes qualifiés sans expérience et les seniors. Action 4 : Anticiper et gérer la difficulté. Ce dispositif innovant s'articule autour d'un pré-diagnostic sur la base des éléments financiers de l'entreprise, des indicateurs macro-économiques et des indicateurs de référence ; d'un diagnostic complet sur les aspects stratégiques, organisationnels et financiers ; des préconisations en fonction du diagnostic qui donnera lieu à un plan d'actions Action 5 : Accompagner les entreprises à la transition écologique et énergétique Action 6 : Accompagner à l'international (mesure 242) Action 7 : Développer la Reprise-transmission (mesure 422) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres mesures associées | 211 Mettre en place une nouvelle méthode d'accompagnement 241 Favoriser le développement à l'international de l'entreprise 422 Développer la reprise transmission | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mise en œuvre opérationnelle | L'ensemble de ces dispositifs feront l'objet de mesures incitatives et dérogatoires pour les territoires fragiles. Des outils spécifiques seront déclinés dans le cadre du réseau d'accompagnement et en s'appuyant sur les EPCI | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Banques, Chambres consulaires, Organismes socio-professionnels, ADEME, EPCI, Organismes financiers | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | PO FEDER-FSE 2014-2020 3-2-2 structuration et diversification de la production Dispositifs CTM M€ <table><tr><td></td><td>Total</td><td>Cout total public</td><td>CTM/Feder</td><td>CTM</td><td>UE</td><td>Etat</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Total</td><td>48</td><td>34</td><td>6</td><td>8</td><td>20</td><td></td><td>14</td></tr></table> | | | | | | | | | Total | Cout total public | CTM/Feder | CTM | UE | Etat | Privés | Total | 48 | 34 | 6 | 8 | 20 | | 14 |
| | Total | Cout total public | CTM/Feder | CTM | UE | Etat | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 48 | 34 | 6 | 8 | 20 | | 14 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre d'entreprises informées Nombre d'entreprises aidées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Taux de survie des entreprises aidées (1an, 3ans, 5ans) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe n° 2 | GARANTIR UN MEILLEUR NIVEAU DE COMPETITIVITE AUX ENTREPRISES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--|-----------------------------|--------|---------|----------|--------|--|--|--|-------|----|--------|---------|----------|--------|----------------------------|--------|--------|-------|-------|-------|-------|--------------------|---|---|---|---|---|---|-------|--------|--------|-------|-------|-------|-------|
| 2.2 | ACCOMPAGNER L'ECLOSION DES ENTREPRISES DU FUTUR | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 2.2.2 | Soutenir les efforts d'innovations entrepreneuriales à forte valeur ajoutée | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | L'essentiel des innovations en Martinique relève plutôt de l'innovation incrémentale ou de l'adaptation que de l'innovation, pour des produits, services ou technologies existants. En effet, afin de limiter les risques, les entreprises martiniquaises, à l'écoute de leurs marchés, améliorent constamment leurs produits sans véritablement introduire de changements radicaux des concepts de base ou des business modèles afférents. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif est de promouvoir et d'augmenter les capacités de recherche pour révéler le potentiel d'innovation dans les domaines identifiés comme prioritaires. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | Action 1 : Structurer et accélérer les maturations des démarches d'innovation Il s'agit de structurer et d'accélérer les maturations technologiques, marketing et économiques des démarches d'innovation pour aider les entreprises à identifier et à maîtriser les risques liés à l'innovation puis à élaborer des programmes d'innovation ; améliorer les pratiques de management de l'innovation au sein de la TPE ; mobiliser les meilleures ressources humaines, technologiques et financières nécessaires à la maturation et à la mise en œuvre du projet. Cela devrait permettre de favoriser la création ou l'amélioration de nouveaux produits/services, afin d'accéder à de nouveaux débouchés ou marchés ; l'introduction ou l'amélioration de nouveaux procédés afin d'améliorer la compétitivité des entreprises ; l'application de nouveaux outils marketing et commerciaux procurant un avantage concurrentiel significatif ; les changements d'organisation reposant sur l'introduction de nouveaux outils de management, des systèmes d'information ; l'émergence de nouvelles entreprises bâties sur des modèles économiques différents et intégrant des attentes sociétales fortes (transformation digitale, équilibres sociaux...) Action 2 : Développer l'accompagnement des TPE-PME dans leurs démarches d'innovation et la mise en réseau des innov'acteurs L'accompagnement des PME dans leurs démarches d'innovation est une mission actuellement assurée par le réseau CAP INNOVATION. Ce réseau a pour mission la mise en place d'actions d'animation et de professionnalisation des acteurs de l'accompagnement de l'innovation. CAP INNOVATION vise également à favoriser le rapprochement des entreprises avec les acteurs de l'innovation et les acteurs de l'innovation entre eux. Ce dispositif intégrera le réseau unique d'accompagnement et bénéficiera des outils mis à disposition de l'ensemble des partenaires : plateforme collaborative, actions collectives d'animation... | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres mesures liées | 111 Mettre en place une nouvelle méthode d'accompagnement public | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM/ Martinique Développement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Services de l'Etat (DIECCTE, DRRT ...) ; Université des Antilles Socioprofessionnels ; Chambres consulaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Organisation opérationnelle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | PO FEDER-FSE 2014-2020 1-1-1 Valorisation économique de l'expertise issue de la gestion et de la prévention des risques majeurs 1-1-2 Valorisation économique de produits issus des ressources endogènes et filières intégrées locales 1-1-3 Edition de services, applications numériques et logicielles 1-1-4 Méthodes et outils de régulation des relations sociales PIA, Volet entreprises innovantes Dispositif partenarial CTM-BPI <table><tr><th colspan="7">Plan de financement (en M€)</th></tr><tr><th></th><th>Total</th><th>UE</th><th>CTM/UE</th><th>CTM PIA</th><th>Etat/PIA</th><th>Privés</th></tr><tr><td>Entreprises innovantes (1)</td><td>20,800</td><td>10,000</td><td>3,000</td><td>0,400</td><td>0,400</td><td>7,000</td></tr><tr><td>Cap Innovation (1)</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr><tr><td>Total</td><td>20,800</td><td>10,000</td><td>3,400</td><td>0,400</td><td>0,400</td><td>7,000</td></tr></table> <p>(1) Pour mémoire. Cf Axe 1.2 Renforcer la connaissance et la recherche-innovation (2) Pour mémoire cf 211 Nouvel écosystème d'accompagnement/Réseau d'accompagnement</p> | Plan de financement (en M€) | | | | | | | | Total | UE | CTM/UE | CTM PIA | Etat/PIA | Privés | Entreprises innovantes (1) | 20,800 | 10,000 | 3,000 | 0,400 | 0,400 | 7,000 | Cap Innovation (1) | - | - | - | - | - | - | Total | 20,800 | 10,000 | 3,400 | 0,400 | 0,400 | 7,000 |
| Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Total | UE | CTM/UE | CTM PIA | Etat/PIA | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Entreprises innovantes (1) | 20,800 | 10,000 | 3,000 | 0,400 | 0,400 | 7,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cap Innovation (1) | - | - | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 20,800 | 10,000 | 3,400 | 0,400 | 0,400 | 7,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre entreprises aidées en innovation technologique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Volume d'aides accordées /projet d'innovation technologiques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe n° 2 | GARANTIR UN MEILLEUR NIVEAU DE COMPETITIVITE AUX ENTREPRISES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|---|-------|-------|-------|--------|--|------------|----|-----|------|--------|--------------------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------------------|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 2 2. | ACCOMPAGNER L'ESSOR DE L'ENTREPRISE du FUTUR | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 2.2.3 | Assurer la transformation numérique des entreprises | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | <p>Les difficultés structurelles des petites et moyennes entreprises (insuffisance de financement, difficultés d'exploitation, faible productivité...) s'accroissent dans un contexte mondialisé où la technologie devient prépondérante, au détriment des techniques managériales.</p> <p>La dématérialisation croissante du monde physique amplifie cette situation, les entreprises traditionnelles ayant du mal à absorber le choc organisationnel qui en découle.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | <p>L'objectif est d'accompagner l'entreprise à intégrer progressivement dans son organisation l'émergence des nouvelles technologies - objets connectés, cloud, big data, robotique... - pour mieux se positionner sur le marché interne et international</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Créer un fonds d'amorçage et de croissance pour la transformation numérique des startups</p> <p>Les startups sont des entreprises qui sont soumises à des risques importants relatifs à leurs modèles économiques non stabilisés. L'objectif est de faciliter l'octroi de prêts bancaires en partageant une part du risque avec le banquier. Il pourra s'agir de financer par exemple la conception et le développement de produits ou services nouveaux (recherche, développement, industrialisation, commercialisation...), l'introduction d'une technologie ou technique nouvelle dans un des processus de l'entreprise (fabrication, commercialisation, gestion.)</p> <p>Action 2 : Assurer la transformation numérique des entreprises</p> <p>Il s'agit d'impulser la transition des entreprises vers le digital en les encourageant au développement de l'utilisation des TIC. Cette transformation permettra d'améliorer leur compétitivité. Cette action pourra aussi ouvrir des perspectives de diversification de production de biens et d'emplois qualifiés.</p> <p>Action 3 : Accompagner les reconfigurations des formes de travail par l'innovation managériale</p> <p>L'objectif est de favoriser l'utilisation des outils numériques (collaboratif, Internet des objets, géolocalisation, etc.) pour engendrer des nouvelles formes de création de valeur dans le cadre d'innovations organisationnelles, ou sociales, de nouvelles pratiques de management.</p> <p>Dans ce cadre, le développement du télétravail pourra être soutenu. Il s'agira, par l'usage obligatoire et systématique des TIC, de diffuser plus rapidement des usages numériques à plus forte valeur ajoutée, et d'améliorer ainsi la performance de l'entreprise.</p> <p>Action 4 : Soutenir les initiatives des structures collectives</p> <p>Cette action permettra de financer les actions collectives relatives à la structuration des filières, et notamment celles des associations d'entreprises du numérique (Martinique Tech, Open IT, etc.) qui cherchent à assurer la promotion des usages et des technologies du numérique à travers des actions collectives (Tiers- lieux d'incubation, conférences, mutualisation de moyens, etc.), l'objectif étant de consolider les entreprises de la filière</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | 311 Assurer le maillage numérique du territoire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires | ETAT, EPCI, CTM, Chambres consulaires, Organisations patronales, Pôle emploi, Rectorat, | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Organisation opérationnelle | Des AAP seront lancés pour stimuler l'émergence des dossiers | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PO FEDER-FSE 2014-2020</p> <p>Mesure 1.1.3 innovation numérique</p> <p>Mesure 3.2.3 transformation numérique des entreprises</p> <p>CPER 2014-2020</p> <p>723 Usages et services numériques</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>Coût total</th><th>UE</th><th>CTM</th><th>Etat</th><th>Privés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Outils individuels</td><td rowspan="2">6,000</td><td rowspan="2">3,000</td><td rowspan="2">0,500</td><td rowspan="2">0,500</td><td rowspan="2">2,000</td></tr> <tr> <td>Innovations managériales</td></tr> <tr> <td>Outils collectifs</td><td>1,000</td><td>0,250</td><td>0,125</td><td>0,125</td><td>0,500</td></tr> <tr> <td>Total</td><td>7,000</td><td>3,250</td><td>0,625</td><td>0,625</td><td>2,500</td></tr> </tbody> </table> | | | | | | Coût total | UE | CTM | Etat | Privés | Outils individuels | 6,000 | 3,000 | 0,500 | 0,500 | 2,000 | Innovations managériales | Outils collectifs | 1,000 | 0,250 | 0,125 | 0,125 | 0,500 | Total | 7,000 | 3,250 | 0,625 | 0,625 | 2,500 |
| | Coût total | UE | CTM | Etat | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Outils individuels | 6,000 | 3,000 | 0,500 | 0,500 | 2,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Innovations managériales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Outils collectifs | 1,000 | 0,250 | 0,125 | 0,125 | 0,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 7,000 | 3,250 | 0,625 | 0,625 | 2,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de suivi/de résultats | <p>Nombre d'entreprises subventionnées</p> <p>Nombre d'institutions et d'entreprises expérimentant le télétravail</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------|---|-----------|----------|-----------|----------|---------|----------|--------|---------|-------|-------|-------|--|--|--|-----------------------|-------|--|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| AXE 2 | GARANTIR UN MEILLEUR NIVEAU DE COMPETITIVITE AUX ENTREPRISES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1.2 | ACCOMPAGNER à L'ESSOR DES ENTREPRISES DU FUTUR | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 224 | Inciter à la structuration des filières | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | La politique actuelle consiste à soutenir, au fil de l'eau, de nombreux projets conçus dans une logique individuelle. La notion de filière reste encore peu intégrée, y compris dans les démarches d'accompagnement. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | La nouvelle dynamique de structuration en filières souhaitée suppose la mise en place d'un parcours d'accompagnement des entreprises, de la détection à la structuration par grappes ou en filières. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Accompagner la création ou à la consolidation des grappes d'entreprises</p> <p>Il s'agit d'injecter des financements croisés (dispositifs d'emploi, approvisionnement, R&D mutualisé, information, formation, commercialisation, communication, investissements corporels ou incorporels, études ...) dans des grappes d'entreprises déjà constituées ou en cours de constitution, pour la mise en œuvre de projets collectifs ou collaboratifs.</p> <p>Action 2 : Inciter à la création ou au renforcement des Pôles d'innovation.</p> <p>Les Pôles d'Innovation ont vocation à stimuler l'activité d'innovation par la mutualisation des informations, la conduite et la transmission des travaux de recherche scientifique et technique, le partage des équipements et de savoir-faire, ainsi qu'à contribuer de manière effective au transfert de connaissances, à la mise en réseau, à la collaboration entre les entreprises et organismes qui constituent le Pôle.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres mesures associées | 322 Accompagner l'action des pôles d'innovation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freins juridiques à lever | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Comités de filières, EPCI, Chambres consulaires, Organismes socio-professionnels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>Programme d'Investissements d'Avenir régionalisé (PIA) Volet Structuration de filières CPER 2014-2020 631 Soutenir la structuration de filières</p> <table><tr><td></td><td>Total</td><td>Etat/CPER</td><td>CTM/CPER</td><td>CTM/PIA</td><td>Etat/PIA</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Grappes</td><td>2,300</td><td>0,600</td><td>1,700</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Pôle d'Innovation (1)</td><td>8,600</td><td></td><td></td><td>2,150</td><td>2,150</td><td>4,300</td></tr><tr><td>Total</td><td>2,300</td><td>0,600</td><td>1,700</td><td>2,150</td><td>2,150</td><td>4,300</td></tr></table> <p>(1) Pour mémoire, cf mesure 121 Pôles d'innovation</p> <p>M€</p> | | Total | Etat/CPER | CTM/CPER | CTM/PIA | Etat/PIA | Privés | Grappes | 2,300 | 0,600 | 1,700 | | | | Pôle d'Innovation (1) | 8,600 | | | 2,150 | 2,150 | 4,300 | Total | 2,300 | 0,600 | 1,700 | 2,150 | 2,150 | 4,300 |
| | Total | Etat/CPER | CTM/CPER | CTM/PIA | Etat/PIA | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Grappes | 2,300 | 0,600 | 1,700 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pôle d'Innovation (1) | 8,600 | | | 2,150 | 2,150 | 4,300 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 2,300 | 0,600 | 1,700 | 2,150 | 2,150 | 4,300 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Déchéancier de réalisation | 2017-2019 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation (suivi) | Nombre de grappes d'entreprises accompagnées Nombre de filières aidées à la structuration | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Taux d'attribution (nombre de demandes/nombre d'aides) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

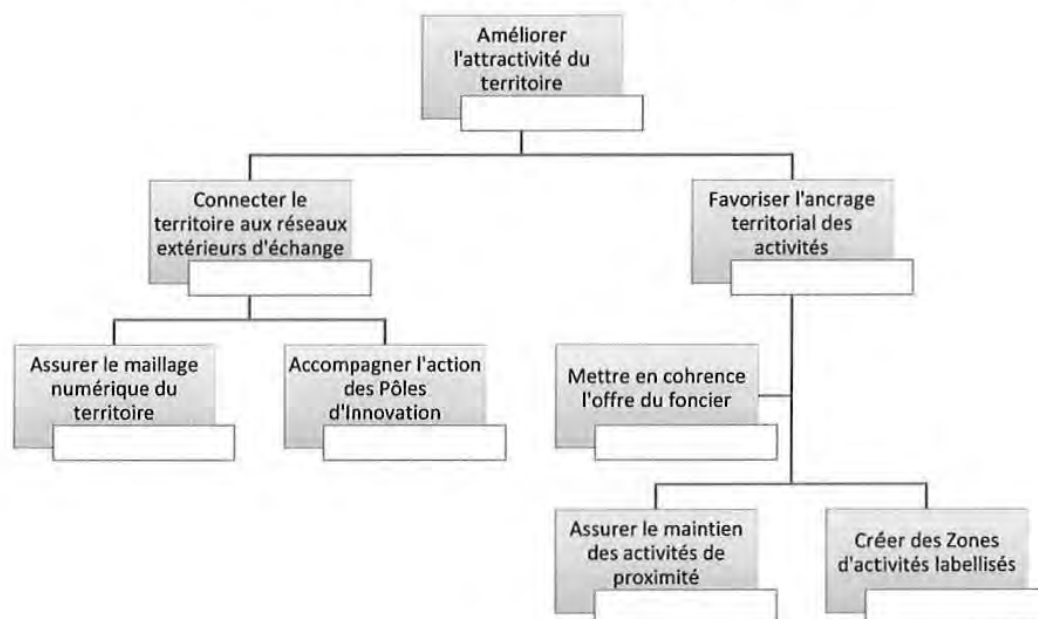
| Axe 2 | GARANTIR UN MEILLEUR NIVEAU DE COMPETITIVITE AUX ENTREPRISES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|----|-------|-------|--------|--|------------|----|------|-----|--------|-------------------------|-------|--|--|-------|-------|-----------------------------|-------|--|-------|-------|--|-------|-------|--|--|-------|-------|
| 2.3 | ACCOMPAGNER L'ESSOR DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 2.3.1 | Soutenir les nouvelles démarches entrepreneuriales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | <p>On assiste depuis quelques années à la baisse tendancielle des financements classiques, alors que de nouvelles démarches entrepreneuriales voient le jour.</p> <p>Il existe cependant un nombre restreint de dispositifs spécifiques pour accompagner ce nouveau mode d'entreprendre. Dans le même temps, des besoins d'appui au montage et au suivi de dossiers de ce nouveau type de projets se font sentir, et la nécessité d'accompagner pour l'obtention de l'agrément ESUS (Entreprises Solidaires d'Utilité Sociale) devient plus prégnante.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il s'agit de créer un environnement financier et de conseil propice à l'émergence et au développement des entreprises socialement responsables. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Créer une réseau unique d'accompagnement Ce dispositif veillera à mettre en synergie les acteurs de l'accompagnement et du financement de l'entrepreneuriat classique et de l'entrepreneuriat social pour répondre, sur mesure et en fonction du contexte, aux attentes du porteur. Il devra garantir la bonne prise en charge tout au long du parcours, du candidat à l'entrepreneuriat social.</p> <p>Action 2 : Créer des dispositifs spécifiques de financement Des dispositifs financiers individuels pour favoriser le démarrage, le développement des entreprises sociales, associatives, des SCIC, des SCOOP seront accompagnés d'outils techniques pour augmenter la professionnalisation des acteurs concernés : outils de pilotage, aide au recrutement de personnes qualifiées, prise en charge des coûts pédagogiques de formation des permanents...</p> <p>Ils seront confortés par des dispositifs spécifiques pour mobiliser l'épargne privée via les fondations ou associations reconnues d'utilité publique ; les mécénats financiers, en nature, en compétences ; la mise à disposition de salariés</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres outils liés | 111 Mettre en place une nouvelle méthode d'accompagnement public | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Etat, EPCI, Martinique Développement, Chambres consulaires, CRESS, AGEPHIP, centres de formation, URASS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freins techniques juridiques ou réglementaires à lever | Mise en cohérence des actions et coordination des acteurs | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>Cout total</th><th>UE</th><th>Etat</th><th>CTM</th><th>Privés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dispositifs individuels</td><td>1,000</td><td></td><td></td><td>0,750</td><td>0,250</td></tr> <tr> <td>Réseau (1) d'accompagnement</td><td>0,250</td><td></td><td>0,125</td><td>0,125</td><td></td></tr> <tr> <td>Total</td><td>1,000</td><td></td><td></td><td>0,750</td><td>0,250</td></tr> </tbody> </table> <p>(1) Pour mémoire (cf 211)</p> | | | | | | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | Dispositifs individuels | 1,000 | | | 0,750 | 0,250 | Réseau (1) d'accompagnement | 0,250 | | 0,125 | 0,125 | | Total | 1,000 | | | 0,750 | 0,250 |
| | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dispositifs individuels | 1,000 | | | 0,750 | 0,250 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réseau (1) d'accompagnement | 0,250 | | 0,125 | 0,125 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 1,000 | | | 0,750 | 0,250 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Montant de l'intervention publique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Taux d'attribution (nombre de demandes/nombre d'aides | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe 2 | GARANTIR UN MEILLEUR NIVEAU DE COMPETITVITE AUX ENTREPRISES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|---|-------|-------|------|----------------|--------|--|--|------------|----|-----|------|----------------|--------|------------------------|-------|-------|-------|---|--|-------|------|-------|-------|-------|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--|-------|-------|
| 2.3 | ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 232 | Faire émerger un environnement propice au développement de l'ESS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Les entreprises sociales peu structurées et peu professionnalisées ont du mal à répondre aux exigences de rentabilité et de viabilité du marché. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il s'agit de promouvoir de nouveaux outils pour inciter les entreprises à s'organiser en groupes, à se structurer par grappes. Pour cela, les entreprises bénéficieront du support de structures spécialisées pour les accompagner collectivement dans leurs différents cycles de vie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | Action 1 : Inciter à la mutualisation par des actions collectives Cette action doit permettre le renforcement des structures bénéficiaires par la mise en place de plateformes techniques ou logistiques, à la mise en place d'ensembliers d'insertion permettant des achats groupés, des actions collectives, ou la structuration en grappes. Elle pourra prendre la forme d'un plan d'actions portés par deux ou plus structures. Action 2 : Conforter ou aider à l'émergence des Pactes Territoriaux de Coopération Economique en accompagnant les acteurs d'une même filière (associations, coopératives, collectivités territoriales, entreprises classiques, universités...) à s'associer autour d'un projet commun pour favoriser le développement territorial local. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres mesures liées | 211 Nouvelle méthode d'accompagnement 431 Structurer et professionnaliser les acteurs de l'ESS 432 Développer une approche territoriale de l'insertion 433 Placer l'entreprise au cœur de l'insertion | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mise en œuvre opérationnelle | Action 1 : Cette action se mettra en œuvre sous forme d'appel à projets pour identifier le pilote | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | ETAT, Martinique Développement, Chambres consulaires, CRESS, EPCI, associations de services à la personne, AGEPHIP... | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | PO FSE ETAT 2014-2020 32 Assurer l'animation et la coordination de l'offre d'insertion 33 Accroître les compétences et la professionnalisation des acteurs 34 Accroître la capacité d'insertion des populations défavorisées <table border="1"><thead><tr><th></th><th>Cout total</th><th>UE</th><th>CTM</th><th>ETAT</th><th>Autres publics</th><th>Privés</th></tr></thead><tbody><tr><td>Dispositifs collectifs</td><td>1,250</td><td>0,750</td><td>0,375</td><td>-</td><td></td><td>0,125</td></tr><tr><td>PTCE</td><td>1,500</td><td>0,600</td><td>0,200</td><td></td><td>0,400</td><td>0,300</td></tr><tr><td>Total</td><td>2,750</td><td>1,300</td><td>0,575</td><td></td><td>0,400</td><td>0,500</td></tr></tbody></table> (1) cf mesure 211 | | | | | | | | Cout total | UE | CTM | ETAT | Autres publics | Privés | Dispositifs collectifs | 1,250 | 0,750 | 0,375 | - | | 0,125 | PTCE | 1,500 | 0,600 | 0,200 | | 0,400 | 0,300 | Total | 2,750 | 1,300 | 0,575 | | 0,400 | 0,500 |
| | Cout total | UE | CTM | ETAT | Autres publics | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dispositifs collectifs | 1,250 | 0,750 | 0,375 | - | | 0,125 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PTCE | 1,500 | 0,600 | 0,200 | | 0,400 | 0,300 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 2,750 | 1,300 | 0,575 | | 0,400 | 0,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2018-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de grappes d'entreprises constitués dans | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Taux d'évolution des aides de l'ESS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe n° | GARANTIR UN MEILLEUR NIVEAU DE COMPETITIVITE AUX ENTREPRISES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|---|-------------|-------|-------|----------------|--------|--|-----------------------------|--|--|--|--|--|--|--|-------|-------------|------|-----|----------------|--------|---------------------------|-------|-------|--|-------|--|--|-----------------------|-------|-------|--|-------|--|-------|------------------|-------|--|-------|-------|--|-------|----------------------|-------|-------|--|-------|-------|--|-----------------------|-------|--|--|-------|-------|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 2.4 | DEPLOYER UNE STRATEGIE DE CONQUETE A L'INTERNATIONAL | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 2.4.2 | Développer le potentiel à l'ouverture à l'international | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | La Martinique, comme le reste des pays de la Caraïbe, fait face à des difficultés économiques dues notamment à un modèle économique qui s'appuie essentiellement sur une production agricole spécialisée (banane et rhum) dédiée principalement aux marchés européens. L'ouverture des entreprises martiniquaises dans le bassin caribéen et vers l'extérieur est restée pendant très longtemps une priorité secondaire. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | La Martinique a approfondi son intégration régionale sur le plan politique (membre associé de l'OECO et de l'AEC). Il faut aujourd'hui poursuivre l'intégration économique et commerciale des entreprises, ceci pouvant être précurseur pour un positionnement à l'international. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Accompagner l'entreprise à l'international Cette mesure se mettra en œuvre sous différentes formes : une aide financière pour les démarches à l'export, la prise en charge d'un cadre export chargé de poursuivre la prospection de nouveaux marchés, le financement d'actions individuelles ou collectives s'inscrivant dans le cadre de missions de prospection commerciales (foires, salons, etc.), d'actions de promotion collective ou de formations spécifiques à l'international ; le financement des frais relatifs à la constitution du groupement à l'international</p> <p>Action 2 : Créer des Plateformes linguistiques La Martinique baigne dans un bassin régional particulièrement riche linguistiquement où se côtoient l'anglais, l'espagnol, le créole, le néerlandais, le français. Cette action vise à la création de plateformes linguistiques pour faciliter les interactions entre entreprises, jeunes, consommateurs...caribéens ou martiniquais.</p> <p>Action 3 : Intensifier les démarches d'échanges et favoriser les échanges de savoir-faire. Cette mesure permettra de financer des courants d'échanges, entre d'une part les entreprises martiniquaises innovantes, les instituts ou de centres de recherche publics, et d'autre part les entreprises et instituts et centres de recherche homologues caribéens ayant développé des technologies, des compétences et des ressources qui peuvent s'insérer dans un circuit économique et innovant commun.</p> <p>Action 4 : Développer une plateforme numérique à l'export Il s'agit de mettre à disposition une structure fédérative qui aura pour but de vendre à l'international les savoirs faire traditionnels et innovants de la Martinique, sous la base d'une mutualisation des moyens et des ressources à l'export.</p> <p>Action 5 Accroître la Coopération universitaire Dans une logique d'échanges de connaissances et de débouchés académiques et professionnelles, cette action doit permettre, aux universités martiniquaise, régionales et américaines de mettre en place de formations diplômantes communes. La recherche universitaire pourrait ainsi être un levier d'une meilleure intégration régionale et internationale pour la Martinique.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | 141 Développer l'esprit d'ouverture à l'international 142 Créer un nouvel environnement pour attirer les investisseurs privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM en lien avec les chambres consulaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires | CTM, AFD-BPI France, Technopole de la CACEM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freins juridiques ou réglementaires | Déficit d'accessibilité et de liaisons aériennes (dont fret) régulières et rapides entre la Martinique et le reste de la Caraïbe/du monde Absence d'harmonie douanière ou de normes (de qualité et de fiabilité) communes qui rendent l'offre martiniquaise de produits et de services très peu concurrentielle Absence d'harmonisation du droit des affaires dans la Caraïbe (OHADAC) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>INTERREG 2014-2020 OS 1 Transfrontalier/ OS 3 Transnational : Renforcer la diversification économique des territoires à travers le transfert de connaissances et la commercialisation de produits innovants OS 2 Transfrontalier/ OS4 Transnational Créer un environnement propice au développement d'un courant d'affaires entre les territoires OS16 Accroître la mobilité étudiante et professionnelle au sein de l'espace Caraïbe CPERD 2014-2020 621 Dispositif d'appel à projet en faveur de l'export et PRIE) 622 du CPERD 2014-2020 : Renforcement du dispositif VIE</p> <table><tr><th colspan="7">Plan de financement (en M€)</th></tr><tr><th></th><th>Total</th><th>UE/Interreg</th><th>Etat</th><th>CTM</th><th>Autres publics</th><th>Privés</th></tr><tr><td>Plateformes linguistiques</td><td>0,500</td><td>0,300</td><td></td><td>0,200</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Echanges savoir-faire</td><td>0,200</td><td>0,100</td><td></td><td>0,025</td><td></td><td>0,075</td></tr><tr><td>Devpmnt internal</td><td>0,250</td><td></td><td>0,100</td><td>0,100</td><td></td><td>0,050</td></tr><tr><td>Coopération univers.</td><td>0,200</td><td>0,100</td><td></td><td>0,050</td><td>0,050</td><td></td></tr><tr><td>Plateforme à l'export</td><td>0,100</td><td></td><td></td><td>0,050</td><td>0,050</td><td></td></tr><tr><td>Total</td><td>1,250</td><td>0,500</td><td>0,100</td><td>0,425</td><td>0,100</td><td>0,125</td></tr></table> | | | | | | | Plan de financement (en M€) | | | | | | | | Total | UE/Interreg | Etat | CTM | Autres publics | Privés | Plateformes linguistiques | 0,500 | 0,300 | | 0,200 | | | Echanges savoir-faire | 0,200 | 0,100 | | 0,025 | | 0,075 | Devpmnt internal | 0,250 | | 0,100 | 0,100 | | 0,050 | Coopération univers. | 0,200 | 0,100 | | 0,050 | 0,050 | | Plateforme à l'export | 0,100 | | | 0,050 | 0,050 | | Total | 1,250 | 0,500 | 0,100 | 0,425 | 0,100 | 0,125 |
| Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Total | UE/Interreg | Etat | CTM | Autres publics | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plateformes linguistiques | 0,500 | 0,300 | | 0,200 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echanges savoir-faire | 0,200 | 0,100 | | 0,025 | | 0,075 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Devpmnt internal | 0,250 | | 0,100 | 0,100 | | 0,050 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Coopération univers. | 0,200 | 0,100 | | 0,050 | 0,050 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plateforme à l'export | 0,100 | | | 0,050 | 0,050 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 1,250 | 0,500 | 0,100 | 0,425 | 0,100 | 0,125 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre d'action pour développement à l'international (information, prospection...) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Nombre de projets export aidés (secteur d'activité, nature des actions, volume, conséquences...) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|-------|-----------|----------------|--------|--|--|-------|-----|-----------|----------------|--------|-----------------|-------|-------|-------|--|--|---------------------------|-------|-------|-------|-------|--|-----------------------|---|---|---|--|--|---------------------------------|---|---|---|--|--|---------------|-------|-------|--|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Axe n° 2 | GARANTIR UN MEILLEUR NIVEAU DE COMPETITIVITE AUX ENTREPRISES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2.4 | DEPLOYER UNE STRATEGIE DE CONQUETE INTERNATIONALE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 2.4.2 | Donner une plus grande lisibilité aux « affaires » Martinique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | La Martinique exporte de manière quasi-exclusive ses produits sur les marchés européens garantis. Sa lisibilité est très faible et dépasse rarement ce cadre protecteur. Et elle attire de manière très marginale les investisseurs internationaux. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif principal est de soutenir le développement à l'international des entreprises. Il s'agit également de créer un environnement pour attirer les investisseurs étrangers. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Créer une Marque Ombrelle « Martinique ». Cette Marque devrait permettre de caractériser, en interne, le produit ou le service Martinique, tout en lui donnant une lisibilité à l'international.</p> <p>Action 2 : Créer un Comité Régional Stratégique de Promotion, en charge d'élaborer une stratégie de communication offensive et positive sur les marchés extérieurs. Cet outil devrait également permettre d'anticiper ou de mieux gérer les situations de crise (sanitaire, environnementale...),</p> <p>Action 3 : Créer un Fonds Territorial d'Investissement en lien avec les financières existantes de la place (AFD, CDC...) Ce fonds servira de levier auprès des banques internationales ou caribéennes (Caribbean Development Bank, Inter-American Development Bank, ...) ou de grands investisseurs internationaux</p> <p>Action 4 : Lancer des appels à projets à l'international sur la base d'une base numérique d'affaires. Le guide des investissements à la Martinique (Français et Anglais), mis en ligne sur plusieurs sites (CTM, CCIM, CMT, Martinique Développement, Agence Française pour les Investissements Internationaux...) donnera une lisibilité aux acteurs internationaux souhaitant investir en Martinique.</p> <p>Action 5 : Constituer ou conforter un site « Martinique Diaspora » Le fait que ces compétences trouvent facilement à s'employer ailleurs témoigne de leur qualité, et constitue une belle vitrine de ce que la Martinique peut receler comme expertises de haut niveau. Il faut donc, d'où qu'ils exercent, les intégrer dans la dynamique de restructuration engagée.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | 241 Développer le potentiel d'ouverture à l'international 242 Donner une plus grande lisibilité aux « affaires » Martinique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM – Chambres consulaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés et mise en œuvre opérationnelle | Organisations socio-professionnelles, UA, Chambres consulaires, associations professionnelles et chefs d'entreprises qualifiés, CMT, Etat (Douanes, Dieccte, DRCE, Missions Economiques Françaises), AFD, BEI, Diaspora Martiniquaise Etrangers : Délégations européennes dans la Caraïbe, Banque Caribéenne de développement, Banque Inter-Américaine de Développement, Caribbean Export Development Agency, partenaires financiers caribéens. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freins juridiques ou réglementaires | Action 2 : Pour éviter d'éventuels effets doublons avec les missions du Comité Martiniquais du Tourisme, on assurera la meilleure mise en synergie possible de tous les acteurs en charge de la promotion à l'extérieur. Action 3 : Etudier et négocier avec l'Etat les dispositifs nécessaires à la mise en place d'un cadre fiscal favorable aux investissements privés (conventions de non double imposition avec les pays de la Caraïbe, zones franches....) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | CPER 2014-2020 Dispositif d'appels à projets en faveur de l'export <table><tr><td></td><td>Total</td><td>CTM</td><td>Etat/Cper</td><td>Autres publics</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Marque ombrelle</td><td>0,300</td><td>0,150</td><td>0,150</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Base numérique d'affaires</td><td>0,100</td><td>0,025</td><td>0,025</td><td>0,050</td><td></td></tr><tr><td>Fonds Territorial (1)</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Comité Territorial de Promotion</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Site Diaspora</td><td>0,125</td><td>0,025</td><td></td><td></td><td>0,100</td></tr><tr><td>Total</td><td>0,525</td><td>0,200</td><td>0,175</td><td>0,050</td><td>0,100</td></tr></table> <p>(1) cf Outils financiers</p> | | | | | | | Total | CTM | Etat/Cper | Autres publics | Privés | Marque ombrelle | 0,300 | 0,150 | 0,150 | | | Base numérique d'affaires | 0,100 | 0,025 | 0,025 | 0,050 | | Fonds Territorial (1) | - | - | - | | | Comité Territorial de Promotion | - | - | - | | | Site Diaspora | 0,125 | 0,025 | | | 0,100 | Total | 0,525 | 0,200 | 0,175 | 0,050 | 0,100 |
| | Total | CTM | Etat/Cper | Autres publics | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Marque ombrelle | 0,300 | 0,150 | 0,150 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Base numérique d'affaires | 0,100 | 0,025 | 0,025 | 0,050 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Fonds Territorial (1) | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Comité Territorial de Promotion | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Site Diaspora | 0,125 | 0,025 | | | 0,100 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 0,525 | 0,200 | 0,175 | 0,050 | 0,100 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017: sensibiliser les partenaires martiniquais et étrangers sur les nouvelles orientations ; questions fiscales 2018 : renforcement des dispositifs financiers existants, mise en place réseau d'information et de savoir-faire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation (suivi) | Nombre d'appels à projets Nombre et montants des investissements internationaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Taux d'évolution des investissements internationaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

AMELIORER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE



| Axe n°3 | ASSURER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|---|--------|--------|--------|----------------|--|----|----|------|-----|----------------|-----------------------|---------|--------|--------|--------|--------|----------------------|--------|-------|-------|-------|-------|----------------------|--|--|--|--|--|-------|---------|--------|--------|--------|--------|
| 3.1 | OUVRIR LE TERRITOIRE AUX RESEAUX D'ECHANGE EXTERIEURS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 3.1.1 | Assurer le maillage et l'ouverture numérique du territoire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Les évolutions numériques sont incontournables dans une Martinique qui doit simultanément s'ajuster aux grandes mutations internationales, et trouver des réponses aux fractures sociales, économiques et territoriales qui la caractérisent. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il s'agit de se doter de moyens collectifs et individuels, d'infrastructures et d'usages numériques pour créer un Territoire intelligent, des Villes Intelligentes, des quartiers intelligents, et offrir ainsi les meilleures conditions de développement aux populations et aux entreprises. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Soutenir le déploiement du très haut débit par de la fibre optique (FTTH) en priorité sur les zones dont les coûts de construction de ligne sont les moins chers sur le territoire puis dans les zones de montée en débit en dernière phase.</p> <p>Action 2 : Développer une plate-forme territoriale OPEN DATA L'ouverture des données publiques aux citoyens offre des perspectives de création de valeurs dans tous les secteurs de l'économie Martiniquaise. La plateforme numérique OPEN DATA mettra à disposition des citoyens et des entreprises les données produites par l'ensemble de la puissance publique martiniquaise ainsi que des services numériques exploitant ces données.</p> <p>Action 3 : Favoriser l'éclosion des villes intelligentes Il s'agira de soutenir les projets visant à utiliser les TIC comme vecteur de développement et de cohésion sociale auprès des citoyens. Il s'agit également de simplifier la vie des citoyens grâce aux nouveaux usages offerts par le numérique et de les accompagner dans leur appropriation de ceux-ci au travers de la médiation numérique. Les secteurs de l'administration, de l'éducation/formation et de la santé seront plus particulièrement soutenus. L'objectif est également de faire évoluer les actuelles cyber-bases en véritables Espaces Publics Numériques pour le développement de quartiers numériques, lieu permettant d'exploiter le numérique pour résoudre les problèmes de proximité.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres mesures | 212 Favoriser l'essor des entreprises du futur | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Collectivités locales, EPCI | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Organisation opérationnelle | Un Appel A Projets sera lancé pour favoriser l'émergence de services numériques issus de la donnée publique. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PO FEDER FSE 2014-2020 Mesure 2.1.2 du Augmenter l'offre de service public numérique</p> <p>CPER 2014-2020</p> <p>Mesure 71 du CPER 2014-20 : Couverture du territoire en très haut débit</p> <p>Mesure 722/723 du CPER 2014-2020 : Résorption des zones blanches de téléphonie mobile</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>CT</th><th>UE</th><th>EtaT</th><th>CTM</th><th>Autres publics</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Aménagement numérique</td><td>110.000</td><td>24.500</td><td>29.900</td><td>40.000</td><td>15.600</td></tr> <tr> <td>Plateforme Open Data</td><td>15.000</td><td>4.500</td><td>1.000</td><td>5.000</td><td>4.500</td></tr> <tr> <td>Villes intelligentes</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Total</td><td>125.000</td><td>29.000</td><td>30.900</td><td>45.000</td><td>20.100</td></tr> </tbody> </table> | | | | | | CT | UE | EtaT | CTM | Autres publics | Aménagement numérique | 110.000 | 24.500 | 29.900 | 40.000 | 15.600 | Plateforme Open Data | 15.000 | 4.500 | 1.000 | 5.000 | 4.500 | Villes intelligentes | | | | | | Total | 125.000 | 29.000 | 30.900 | 45.000 | 20.100 |
| | CT | UE | EtaT | CTM | Autres publics | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Aménagement numérique | 110.000 | 24.500 | 29.900 | 40.000 | 15.600 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plateforme Open Data | 15.000 | 4.500 | 1.000 | 5.000 | 4.500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Villes intelligentes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 125.000 | 29.000 | 30.900 | 45.000 | 20.100 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Échéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | <p>Nombre d'entreprises couvertes par le HD/THD</p> <p>Nombre d'entreprises sensibilisés usage numérique</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Taux de couverture du territoire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

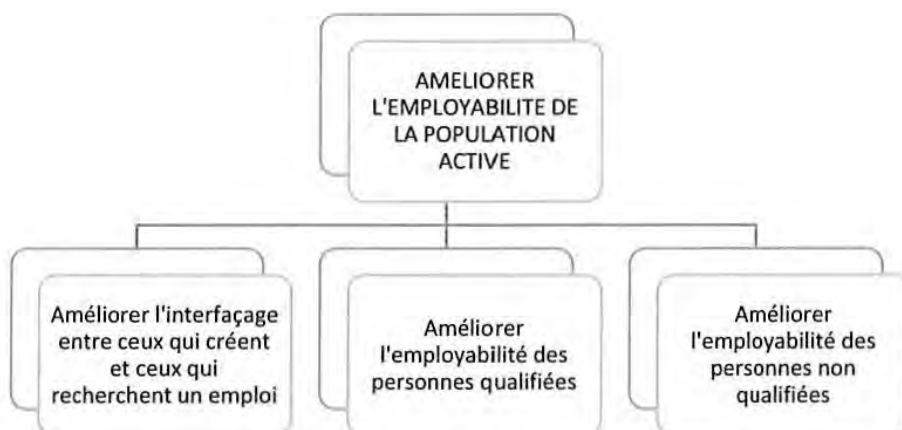
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------|--|-----------|----------|-----------|----------|---------|----------|--------|-----------------------|-------|--|--|-------|-------|-------|-------|-------|--|--|-------|-------|-------|
| Axe n° 3 | ASSURER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.1 | OUVRIR LE TERRITOIRE AUX RESEAUX D'ECHANGES EXTERIEURS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 3.1.2 | Accompagner l'action des Pôles d'Innovation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | <p>Des facteurs structurels de l'économie martiniquaise constituent des freins objectifs à l'innovation : la nature du tissu économique, composé principalement de petits établissements (TPE/PME) induit de très faibles capacités de recherche et d'investissement dans l'innovation ; la faiblesse des fonds propres et la sous-capitalisation des entreprises ; le manque de visibilité sur les marchés extérieurs et une dégradation continu du contexte économique.</p> <p>On observe cependant un fort potentiel d'innovation avec l'émergence de nouvelles filières de diversification et de nombreuses activités de niche.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il s'agit de favoriser l'émergence des Pôles d'innovation pour créer un environnement propice, par une dynamique d'échanges entre le monde de l'entreprise, le monde de la recherche, l'Université, les acteurs de la finance, à l'émergence de projets collaboratifs. Ces Pôles auront vocation à mener un certain nombre d'actions communes au bénéfice de leurs membres. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Mettre en place une veille stratégique et mener des études filières, en lien avec la Plateforme pour l'emploi, pour caractériser les filières, recenser les besoins, évaluer les grandes tendances d'innovation, les attentes du marché.</p> <p>Cette veille devrait porter sur les aspects juridiques et règlementaires pour identifier tous les freins (fiscaux, douaniers...) à l'émergence de la filière.</p> <p>Action 2 : Renforcer la Recherche et Développement et soutenir le transfert technologique dans les domaines de spécialisation</p> <p>L'objectif est d'intensifier les liens entre les infrastructures de recherche et les structures de valorisation afin de pallier le manque de structure technologique et de recherche. Ces pôles seront entre autres, en charge de réaliser les prestations techniques (soutien à la conception de nouveaux produits et nouveaux procédés de fabrication, tests, prototypage, certification, etc.) ou d'organisation (marketing, management...), de veille technologique.</p> <p>Action 3 : Développer une ingénierie financière adaptée pour favoriser l'émergence et la mise en œuvre de projets innovants collaboratifs et structurants</p> <p>Le Pôle d'Innovation aura pour mission de détecter les projets d'innovation collaboratifs (entreprises, laboratoires ou structures de R&D), de favoriser le portage collectif ces projets, pour faciliter la recherche de financements extérieurs.</p> <p>Action 4 : Développer une politique d'animation et de promotion</p> <p>Il s'agit, en lien avec la Marque Martinique, de caractériser les filières et de conceptualiser les outils permettant d'en garantir la visibilité sur le marché interne comme sur les marchés extérieurs.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres outils liés | 232 Créer une Marque ombrelle Martinique 321 Soutenir les efforts d'innovation entrepreneuriale à forte valeur ajoutée | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Services de l'Etat (DIECCTE, DRRT ...); EPCI; Université des Antilles; Socioprofessionnels; Chambres consulaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PIA, Volet structuration de filières</p> <table><tr><td></td><td>Total</td><td>Etat/CPER</td><td>CTM/CPER</td><td>CTM/PIA</td><td>Etat/PIA</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Pôle d'Innovation (1)</td><td>8,600</td><td></td><td></td><td>2,150</td><td>2,150</td><td>4,300</td></tr><tr><td>Total</td><td>8,600</td><td></td><td></td><td>2,150</td><td>2,150</td><td>4,300</td></tr></table> <p>1) Pour mémoire (cf mesure 121 Pôles d'innovation)</p> | | Total | Etat/CPER | CTM/CPER | CTM/PIA | Etat/PIA | Privés | Pôle d'Innovation (1) | 8,600 | | | 2,150 | 2,150 | 4,300 | Total | 8,600 | | | 2,150 | 2,150 | 4,300 |
| | Total | Etat/CPER | CTM/CPER | CTM/PIA | Etat/PIA | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pôle d'Innovation (1) | 8,600 | | | 2,150 | 2,150 | 4,300 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 8,600 | | | 2,150 | 2,150 | 4,300 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Échéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation (suivi) | Nombre de créations de pôles d'innovation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultat (pilotage) | Volume d'aides attribuées sur l'innovation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------|---|-------|-------|--------|--|--|-------|-----|------|--------|------------------------|-------|-------|-------|--|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| AXE 3 | ASSURER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3-2 | INCITER à L'ANCRAGE TERRITORIAL DES ACTIVITES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 3.2.1 | Mettre en cohérence l'offre de foncier et d'immobilier économique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | La dynamique de création, plus ou moins soutenue en fonction des territoires, mérite d'être accompagnée par une meilleure lisibilité et une mise en cohérence de l'offre d'immobilier. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif est de rationaliser les interventions en mettant à disposition des acteurs économiques, dans une logique d'aménagement du territoire, des outils permettant de mieux identifier l'offre et la demande de foncier et d'immobilier d'entreprise. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Se doter d'un outil de référencement de foncier et d'immobilier d'entreprises. L'objectif est d'identifier les possibilités foncières sur chaque territoire et de répondre à la problématique des entrepreneurs à la recherche de solutions d'hébergement. Cet outil prendra la forme d'une plateforme numérique de cédants/offrants de l'immobilier d'entreprise (locaux, bureaux, entrepôts, foncier, etc.)</p> <p>Action 2 : Favoriser l'accès à l'immobilier d'entreprise Cette action permettra de soutenir l'initiative à la création et à l'implantation d'activités. Elle sera privilégiée dans le cadre de la redynamisation des centres-bourgs ou dans la requalification des Zones d'Activité Economiques.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres mesures liées | 113 : Créer des espaces thématiques dédiées à des filières | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM/EPCI | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Modalités opérationnelles | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Banques, Chambres consulaires, Organismes socio-professionnels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>Dispositifs propres CTM</p> <table><tr><td></td><td>Total</td><td>CTM</td><td>EPCI</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Outil de référencement</td><td>0,200</td><td>0,100</td><td>0,100</td><td></td></tr><tr><td>Aides à l'immobilier</td><td>3,800</td><td>0,500</td><td>2,000</td><td>1,300</td></tr><tr><td>Total</td><td>4,000</td><td>0,600</td><td>2,100</td><td>1,300</td></tr></table> | | | | | | Total | CTM | EPCI | Privés | Outil de référencement | 0,200 | 0,100 | 0,100 | | Aides à l'immobilier | 3,800 | 0,500 | 2,000 | 1,300 | Total | 4,000 | 0,600 | 2,100 | 1,300 |
| | Total | CTM | EPCI | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Outil de référencement | 0,200 | 0,100 | 0,100 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Aides à l'immobilier | 3,800 | 0,500 | 2,000 | 1,300 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 4,000 | 0,600 | 2,100 | 1,300 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation (suivi) | Nombre d'entreprises accompagnés Montant de subventions octroyées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Montant d'outils financiers mobilisés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------|--|-------|--------|---------|----------|-----------|----------------|-----------|----------------|--------|---------------------------------|-------|--|-------|-------|-------|-------|--|-------|-----------------------------|--------|-------|--------|--|--|-------|-------|--|-------|--------|-------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Axe n ° 3 | ASSURER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.2 | INCITER à L'ANCRAGE TERRITORIAL DES ACTIVITES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 3.2.2 | Accompagner la création et le maintien des activités de proximité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Le développement des zones d'activité et des pôles commerciaux ont fragilisé les centres – bourg des communes, en perte de vitalité. Or, ces espaces de vie et d'animation ont un rôle central à jouer au regard des problématiques liées au vieillissement de la population. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il s'agit d'utiliser les activités de proximité pour en faire un outil de de revitalisation des bourgs ruraux. L'objectif est de rendre plus lisible l'offre commerciale et touristique de ces bourgs. Les acteurs majeurs de la redynamisation des centres bourgs seront mobilisés autour d'une stratégie pertinente et pérenne de développement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Mettre en œuvre un plan d'accompagnement de requalification des entreprises. Ce plan comprendra l'accompagnement individuel des commerces à une démarche qualité par l'élaboration préalable d'un audit stratégique, organisationnel, commercial..., l'objectif étant de les pérenniser dans une logique de maintien et de création d'emplois et d'activités. Il intégrera également des actions collectives à l'initiative de 2 entreprises et plus pour mener à bien des projets collaboratifs dans l'objectif de dynamiser l'activité commerciale, artisanale et touristique.</p> <p>Action 2 : Accompagner la redynamisation des centre-bourgs Cette action permettra d'accompagner les Villes, dans le cadre de leur programme de restructuration. Elle permettra également de financer des aménagements et des infrastructures de proximité concourant à la revitalisation et à l'amélioration de l'attractivité des centres-bourgs (requalification des façades, des espaces publics, petite opération de voirie favorisant la circulation et les modes de déplacements doux..., prioritairement dans le Nord de la Martinique.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | 112 Accompagner la performance globale des entreprises 113 Inciter à la structuration des entreprises 121 Accompagner les nouvelles démarches entrepreneuriales dans l'ESS 122 Accompagner la structuration des filières ESS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | EPCI et Communes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | Mesure 322 du PO FEDER 2014-2020 Actions visant à la structuration et de la production Mesure 323 du PO FEDER 2014-2020 Produits et services numériques des entreprises <table><tr><td></td><td>Total</td><td>UE</td><td>CTM</td><td>CTM/AFE</td><td>Etat/AFE</td><td>Etat/CPER</td><td>Autres publics</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Requalification des entreprises</td><td>1,625</td><td></td><td>0,275</td><td>0,225</td><td>0,225</td><td>0,500</td><td></td><td>0,400</td></tr><tr><td>Dynamisation centres-bourgs</td><td>27,800</td><td>2,800</td><td>15,000</td><td></td><td></td><td>2,500</td><td>7,500</td><td></td></tr><tr><td>Total</td><td>29,425</td><td>2,800</td><td>15,275</td><td>0,225</td><td>0,225</td><td>3,000</td><td>7,500</td><td>0,400</td></tr></table> | | Total | UE | CTM | CTM/AFE | Etat/AFE | Etat/CPER | Autres publics | Privés | Requalification des entreprises | 1,625 | | 0,275 | 0,225 | 0,225 | 0,500 | | 0,400 | Dynamisation centres-bourgs | 27,800 | 2,800 | 15,000 | | | 2,500 | 7,500 | | Total | 29,425 | 2,800 | 15,275 | 0,225 | 0,225 | 3,000 | 7,500 | 0,400 |
| | Total | UE | CTM | CTM/AFE | Etat/AFE | Etat/CPER | Autres publics | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Requalification des entreprises | 1,625 | | 0,275 | 0,225 | 0,225 | 0,500 | | 0,400 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dynamisation centres-bourgs | 27,800 | 2,800 | 15,000 | | | 2,500 | 7,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 29,425 | 2,800 | 15,275 | 0,225 | 0,225 | 3,000 | 7,500 | 0,400 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2018-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre d'entreprises accompagnées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Volume d'aides octroyées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | |
|--------------------------------|---|------------|---------|-------|-------|----------------|
| Axe n° 3 | ASSURER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE | | | | | |
| 3.2 | INCITER à L'ANCRAGE TERRITORIAL DES ACTIVITES | | | | | |
| Mesure 3.2.3 | Créer ou requalifier des ZAE ou des anciens sites de production pour faire des pôles labellisés de production | | | | | |
| Diagnostic | Les zones d'activité sont caractérisées par une forte mixité d'activités (commerce, industrie, artisanat, services) génératrice de conflits d'usage. La plupart d'entre elles, anciennes et dégradées, sont handicapées par une implantation anarchique d'activités en inadéquation avec les besoins ou les ressources du territoire. | | | | | |
| Objectif | L'ambition poursuivie est de renforcer l'attractivité et la compétitivité des territoires, par une meilleure lisibilité d'espaces déjà dédiés aux activités économiques. | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Mettre en œuvre un plan d'action de requalification, Il s'agira de compléter l'étude diagnostic déjà réalisée sur les ZAE publiques avec une approche privée, et en fonction des spécialisations ou re-spécialisations envisagées, assurer la mise en place préalable d'un plan d'action de requalification assorti d'un plan de déplacement inter-entreprises.</p> <p>Action 2 : Accompagner la mise en place de Parc d'Activités économiques ou d'espaces thématiques dédiés Cette action se fera en intégrant la double dynamique d'aménagement du territoire et de complémentarité par filière, avec la prise en compte notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la valorisation des énergies renouvelables. • les problématiques de l'énergie et du climat, des déchets, de la pollution, des déplacements, de l'eau, de la biodiversité et des paysages y sont abordés. • la valorisation de l'artisanat : les artisans d'art, les artistes, les restaurateurs, pâtisseries, traiteurs, glaciers, , • l'agro-transformation pour la valorisation de la pharmacopée, de la cosmétique, la gestion des déchets agricoles | | | | | |
| Pilote | EPCI.... | | | | | |
| Partenaires associés | Centres de recherche, Chambres consulaires | | | | | |
| Métiers à anticiper | Managers des ZAE | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | Mesure 31 du PO FEDER 2014-2020 Améliorer la compétitivité des entreprises par leur implantation dans des lieux d'accueil offrant des services et des équipements mutualisés | | | | | |
| | | Cout total | UE | Etat | CTM | Autres publics |
| | ZAE | 40,000 | 18 ,000 | 3,300 | 3.300 | 15.400 |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de ZAE requalifiés | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Montant d'aides allouées | | | | | |

AMELIORER L'EMPOYABILITE DE LA POPULATION ACTIVE



| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------|--|----------------|------|-------|--------|--|--|-----------------------------|--|--|--|--|--|--|------------|----|------|-----|--------|--------------------------|---|---|---|---|---|------------------|-------|-------|--|-------|--|-------|-------|-------|--|-------|--|
| Axe n°4 | AMELIORER LA PERFORMANCE GLOBALE ET L'EMPLOYABILITE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 4.1. | SE DOTER D'OUTILS D'INTERFAÇAGE EMPLOYEURS-EMPLOYES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 411 | Mettre en place des outils de communication | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | De nombreux outils pour accompagner à l'emploi sont déjà mis en œuvre par les acteurs de l'Education (Education Nationale, Familles, Associations...), de l'Emploi (Pôle Emploi, Organismes de formation, AGEFMA, LADOM...), les acteurs économiques (Associations, Entreprises, chambres consulaires), les acteurs de l'accompagnement (accompagnateur social, accompagnement de l'entreprise). Ces outils sont déployés, de manière souvent non concertée, créant chevauchement, inefficience, voire neutralisation. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif est de rendre lisibles simultanément sur une plateforme unique, ou dans un lieu unique, les dispositifs mis en œuvre par les différents acteurs concernés par l'emploi. Cela devrait favoriser la connaissance des missions respectives des différents acteurs, le maillage entre les différentes compétences, la multiplication les transferts de données entre les différents cercles, et in fine, l'amélioration de l'efficacité collective des outils jusque-là mis en œuvre de manière séparée. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | Action 1 : Créer une Plateforme pour l'emploi Il s'agit d'élargir le dispositif l'Emploi Store de Pôle Emploi à l'ensemble des acteurs. Conçue et animée par Pôle emploi, Emploi Store est la plateforme des services digitaux (web et mobile) de l'emploi, ouverte à tous ceux qui souhaitent évoluer professionnellement ou en recherche d'emploi. Elle permet d'accéder facilement, à partir d'un lieu dédié, aux services digitaux de l'emploi, aujourd'hui dispersés dans l'univers web et mobile. Action 2 : Créer une Cité des Métiers Cet outil de territoire permet à l'ensemble des acteurs de se fédérer autour d'un projet de mise en commun de leurs ressources (accueil, conseils et outils pertinents) dans le but d'aider qualifiés et moins qualifiés à anticiper et à accompagner les transitions professionnelles et construire leur avenir professionnel. Elle offre dans un lieu unique , des services et des prestations pour accompagner à l'emploi | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | Pôle Emploi/CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | AGEFMA, CREFOP, UA | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <table><tr><td colspan="6">Dispositif CTM</td></tr><tr><td colspan="6">Plan de financement (en M€)</td></tr><tr><td></td><td>Cout total</td><td>UE</td><td>Etat</td><td>CTM</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Plateforme pour l'emploi</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr><tr><td>Cité des Métiers</td><td>0,800</td><td>0,400</td><td></td><td>0,400</td><td></td></tr><tr><td>Total</td><td>0,800</td><td>0,400</td><td></td><td>0,400</td><td></td></tr></table> | Dispositif CTM | | | | | | Plan de financement (en M€) | | | | | | | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | Plateforme pour l'emploi | - | - | - | - | - | Cité des Métiers | 0,800 | 0,400 | | 0,400 | | Total | 0,800 | 0,400 | | 0,400 | |
| Dispositif CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plateforme pour l'emploi | - | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cité des Métiers | 0,800 | 0,400 | | 0,400 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 0,800 | 0,400 | | 0,400 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2018 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de suivi et de résultats | Evolution du taux de chômage | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe n°4 | AMELIORER LA PERFORMNCE GLOBALE ET L'EMPLOYABILITE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|---|--------|------|-------|--------|--|-----------------------------|--|--|--|--|--|--|------------|----|------|-----|--------|----------------|-------|--------|--|-------|-------|----------------------|-------|-------|--|-------|-------|--------------|--------|-------|--|-------|-------|
| 4.1 | SE Doter d'outils d'interfacage | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 4.1.2 | Placer l'entreprise au cœur de l'insertion et de l'intégration professionnelle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | L'organisation des parcours d'insertion ou d'intégration est aujourd'hui très faiblement articulée avec le monde du travail. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Cette mesure doit permettre de favoriser l'insertion et l'intégration professionnelle par l'entreprise en mettant en place des outils pour rendre plus attractifs et plus efficaces les partenariats avec le monde du travail. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | Action 1 : Former les chefs d'entreprise à former L'action des tuteurs et des maîtres d'apprentissage sera améliorée par la mise en place de formations pour accueillir les jeunes, échanger avec les centres de formation, permettre de comprendre les enjeux de la formation qualifiante, les missions et rôles des différents acteurs en présence. Action 2 : Créer un Espace Apprentissage Cet espace permettra de préparer et le jeune et l'employeur dans la mise en œuvre du contrat. Il assurera la mise en relation des jeunes et des employeurs pour les préparer à la mise en œuvre du contrat. Le jeune sera accompagné dans la résolution des difficultés financières, les difficultés de transport, des difficultés familiales...pour éviter les ruptures de contrat. Les employeurs y trouveront une assistance administrative pour sélectionner le jeune, pour formaliser le contrat. Des modules de formation seront également assurés pour mieux comprendre et accompagner le jeune. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Etat, Acteurs de l'insertion, Mission pour l'emploi, Organismes de formation, syndicats professionnels, organismes paritaires, entreprises, OPCA, PLIE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | PO ETAT FSE 2014-2020 3.1 Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion CPER 2014-2020 Mesure 53 du CPER 2014-2020 : Sécuriser les parcours professionnels des personnes fragilisées Mesure 54 du CPER 2014-2020 : Soutenir les actions spécifiques à destination des jeunes <table><tr><th colspan="6">Plan de financement (en M€)</th></tr><tr><th></th><th>Cout total</th><th>UE</th><th>Etat</th><th>CTM</th><th>Privés</th></tr><tr><td>Tutorat</td><td>3,000</td><td>2,000,</td><td></td><td>0,800</td><td>0,200</td></tr><tr><td>Apprentissage</td><td>7,500</td><td>5,000</td><td></td><td>2,000</td><td>0,500</td></tr><tr><td>Total</td><td>10,500</td><td>7,000</td><td></td><td>2,800</td><td>0,700</td></tr></table> | | | | | | Plan de financement (en M€) | | | | | | | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | Tutorat | 3,000 | 2,000, | | 0,800 | 0,200 | Apprentissage | 7,500 | 5,000 | | 2,000 | 0,500 | Total | 10,500 | 7,000 | | 2,800 | 0,700 |
| Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Tutorat | 3,000 | 2,000, | | 0,800 | 0,200 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Apprentissage | 7,500 | 5,000 | | 2,000 | 0,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 10,500 | 7,000 | | 2,800 | 0,700 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de jeunes suivis | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Nombre de créateurs d'entreprises accompagnés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

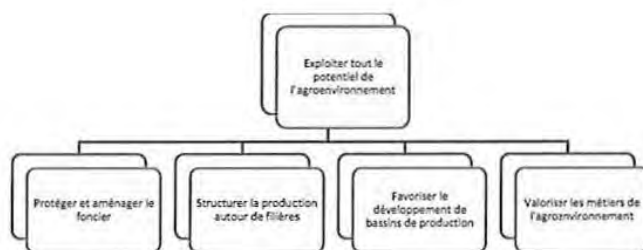
| Axe n° 4 | AMELIORER LA PERFORMANCE GLOBALE ET L'EMPLOYABILITE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--|-------|-------|-----|--------|--|-----------------------------|--|--|--|--|--|--|------------|----|------|-----|--------|-----------|-------|-------|-------|--|-------|------------------------|---------------------------|-------|-------|-------|-------|--|-------|
| 4.2 | ANTICIPER POUR MIEUX ACCOMPAGNER LES QUALIFIES A L'EMPLOI | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 4.2.1 | Mieux intégrer les mutations technologiques pour accompagner la restructuration de l'entreprise | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | La faible anticipation de l'évolution de chaque secteur, de l'appréciation des mutations technologiques du marché international, expliquent en partie pourquoi l'employabilité (c'est-à-dire la capacité à trouver et à évoluer dans un emploi) est faible, y compris chez les personnes qualifiées.. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il s'agit de s'appuyer sur les outils de veille qui identifient les évolutions internationales et des Contrats d'Eudes Prospectives (CEP) et des Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPECT) qui intègrent l'analyse territoriale en continu des besoins en emploi, pour anticiper les formations à mettre en place tout au long de la vie des salariés pour accompagner la restructuration de l'entreprise. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Anticiper et accompagner les mutations technologiques et économiques pour accompagner l'intégration professionnelle des qualifiés Ces actions de formation qui cibleront les salariés déjà en activité favoriseront leur adaptation aux mutations économiques, au changement du marché de l'emploi, pour les maintenir actifs et performants dans le cadre de leurs parcours professionnels.</p> <p>Action 2 : Renforcement des capités managériales des chefs d'entreprises Dans le cadre de la restructuration économique des entreprises, seront également financées des actions d'accompagnement des chefs d'entreprises pour le renforcement des capacités managériales.</p> <p>Action 3 : Accompagnement à la structuration des filières et des entreprises Seront de même soutenues les actions innovantes de structuration collective des entreprises et de filières tel que diagnostics de filière, de groupements d'employeurs, de groupements d'entreprises, ou de démarches collectives de Gestion Prévisionnelle de compétences.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | CTM, CREFOP, UA, Rectorat | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PO FSE ETAT 2014-2020</p> <p>2.1 Accroître la fréquentation des programmes de formation et la participation aux actions de gestion prévisionnelle des compétences</p> <table><tr><th colspan="5">Plan de financement (en M€)</th><th></th></tr><tr><th></th><th>Cout total</th><th>UE</th><th>Etat</th><th>CTM</th><th>Privés</th></tr><tr><td>Mutations</td><td rowspan="3">6,600</td><td rowspan="3">5,000</td><td rowspan="3">1,300</td><td rowspan="3"></td><td rowspan="3">0,300</td></tr><tr><td>Capacités managériales</td></tr><tr><td>Structuration de filières</td></tr><tr><td>Total</td><td>6,600</td><td>5,000</td><td>1,300</td><td></td><td>0,300</td></tr></table> | | | | | | Plan de financement (en M€) | | | | | | | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | Mutations | 6,600 | 5,000 | 1,300 | | 0,300 | Capacités managériales | Structuration de filières | Total | 6,600 | 5,000 | 1,300 | | 0,300 |
| Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mutations | 6,600 | 5,000 | 1,300 | | 0,300 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Capacités managériales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Structuration de filières | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 6,600 | 5,000 | 1,300 | | 0,300 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2018 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre et types d'études réalisés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Nombre et nature des formations innovantes dispensées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe n°4 | AMELIORER LA PERFORMANCE GLOBALE ET L'EMPLOYABILITE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------------|---|-----------------------------|------|-----------|-------|----------------|--------|--|--|--|------------|----|------|-----------|-----|----------------|--------|-------------------|-------|-------|---|-------|-------|--|---|-------------------------------|-------|---|---|-------|-------|-------|---|---------------------------|-------|--|--|--|-------|-------|---|----------------------------------|-------|-------|--|-------|-------|--|-------|----------------------|-------|--|--|--|-------|--|-------|-------|-------|-------|--|-------|-------|-------|-------|
| 1.2 | ANTICIPER POUR MIEUX POUR À L'EMPLOI DES QUALIFIES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 4.2.2 | Mieux intégrer les mutations démographiques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | <p>Le phénomène de vieillissement touche également la population des chefs d'entreprises, alors que parallèlement, un grand nombre de qualifiés quittent le pays.</p> <p>Il faut mettre à profit ces deux mouvements pour élaborer des dispositifs spécifiques permettant à la fois bénéficier des savoirs des anciennes générations et des compétences des jeunes qualifiés.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif est de créer un nouvel environnement plus propice à l'intégration professionnelle des nouvelles générations qualifiées, en intégrant la problématique du vieillissement. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Lancer une étude mobilité Compte tenu des menaces annoncées en termes de déséquilibre démographique à l'horizon 2030, il s'agit d'identifier les outils pouvant garantir le rééquilibrage de la structure par âge. Cette action prendra la forme, sur la base des conclusions des outils de veille stratégique, d'une étude sur les créneaux porteurs et les métiers identifiés comme en tension ou en potentielle émergence à l'horizon 2030-2050. Cette étude sera accompagnée d'une politique de communication permanente à destination des jeunes qualifiés et notamment de ceux installés à l'étranger, via le site « Diaspora Martinique ».</p> <p>Action 2 : Favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs. Cette action permettra de lancer des appels à candidatures, en s'appuyant sur la base numérique d'affaires. Un accompagnement à la création (sous la forme de cycles de formation+ soutien à la création) sera proposé aux candidats retenus. Seront privilégiés les métiers « jeunes » à fort potentiel tels que les métiers liés à la valorisation des richesses naturelles ; les métiers de l'environnement ; les métiers du tourisme ; le numérique...</p> <p>Action 3 : Favoriser l'immersion des jeunes qualifiés en entreprise Des dispositifs d'immersion pourront être formalisés dans le cadre d'un contrat d'engagement mutuel permettant au jeune de transférer ses compétences techniques à des entreprises en mutation technologique, et à l'entreprise d'offrir au jeune la possibilité d'acquérir des compétences transversales, notamment en matière de gestion managériale ou de gestion comptable. Elle se conclura par une formation à la création d'entreprises Cette action sera privilégiée sur les zones sensibles ou fragilisées.</p> <p>Action 4 : Faciliter la transmission-crétion Dans ce cadre, seront priorisés les métiers « vieillissants » à fort potentiel tels que les métiers très qualifiés qui requièrent la transmission d'expérience (dirigeants d'entreprises, cadres administratifs et financiers, personnels d'études et de recherche...) Cette action sera accompagnée de la mise en place une bourse « cédants-repreneurs ».</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | Chambres consulaires, Organisations patronales, | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires | EPCI, communes, Groupements d'entreprises, syndicats professionnels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autre mesure liée | 232 Créer un nouvel environnement pour attirer les investisseurs privés 411 Systématiser les outils de veille stratégique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bénéficiaires | Créateurs d'entreprises en création et post-transmission | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PO Etat FSE 8.5 Accroître la formation des salariés/mutations PO FEDER-FSE 2014-2020 8-2 Augmenter l'emploi par la création d'entreprises pérennes CPER 2014-2020 Mesure 541 Favoriser l'accès à l'emploi par la création d'entreprises et d'act</p> <table><tr><th colspan="8">Plan de financement (en M€)</th></tr><tr><th></th><th>Cout total</th><th>UE</th><th>Etat</th><th>Etat/CPER</th><th>CTM</th><th>Autres publics</th><th>Privés</th></tr><tr><td>Etude filière (1)</td><td>1,200</td><td>0,500</td><td>-</td><td>0,200</td><td>0,500</td><td></td><td>-</td></tr><tr><td>Base numérique d'affaires (2)</td><td>0,100</td><td>-</td><td>-</td><td>0,025</td><td>0,025</td><td>0,050</td><td>-</td></tr><tr><td>Bourse cédants-repreneurs</td><td>0,300</td><td></td><td></td><td></td><td>0,150</td><td>0,150</td><td>-</td></tr><tr><td>Formation création d'entreprises</td><td>6,745</td><td>5,000</td><td></td><td>0,145</td><td>1,500</td><td></td><td>0,100</td></tr><tr><td>Reprise-transmission</td><td>1,000</td><td></td><td></td><td></td><td>0,250</td><td></td><td>0,750</td></tr><tr><td>Total</td><td>9,345</td><td>5,500</td><td></td><td>0,370</td><td>2,425</td><td>0,200</td><td>0,850</td></tr></table> <p>(1) Pour mémoire cf 111 Systématiser les outils prospectifs (2) Pour mémoire cf 241 Créer un nouvel environnement pour s'inscrire à l'international</p> | Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | Cout total | UE | Etat | Etat/CPER | CTM | Autres publics | Privés | Etude filière (1) | 1,200 | 0,500 | - | 0,200 | 0,500 | | - | Base numérique d'affaires (2) | 0,100 | - | - | 0,025 | 0,025 | 0,050 | - | Bourse cédants-repreneurs | 0,300 | | | | 0,150 | 0,150 | - | Formation création d'entreprises | 6,745 | 5,000 | | 0,145 | 1,500 | | 0,100 | Reprise-transmission | 1,000 | | | | 0,250 | | 0,750 | Total | 9,345 | 5,500 | | 0,370 | 2,425 | 0,200 | 0,850 |
| Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Cout total | UE | Etat | Etat/CPER | CTM | Autres publics | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Etude filière (1) | 1,200 | 0,500 | - | 0,200 | 0,500 | | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Base numérique d'affaires (2) | 0,100 | - | - | 0,025 | 0,025 | 0,050 | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bourse cédants-repreneurs | 0,300 | | | | 0,150 | 0,150 | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Formation création d'entreprises | 6,745 | 5,000 | | 0,145 | 1,500 | | 0,100 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Reprise-transmission | 1,000 | | | | 0,250 | | 0,750 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 9,345 | 5,500 | | 0,370 | 2,425 | 0,200 | 0,850 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Échéancier de réalisation | 2018-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de formations dispensées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Nombre de jeunes qualifiés installés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe n°4 | AMELIORER LA PERFORMANCE GLOBALE ET L'EMPLOYABILITE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--|-----------------------------|-------|-------|--|--|--|------------|----|-----|------|------------|-------|---|-------|-------|----------------------|-------|-------|-------|---|--------------------------|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|-------|---|
| I.3 | CREER UN LIEN ENTRE INSERTION ET EMPLOI | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 4.3.1 | Structurer les interventions des acteurs économiques et sociaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | <p>La Martinique connaît une situation d'urgence sur la question de l'insertion. Les jeunes, les femmes et les seniors sont particulièrement concernés par cette situation qui s'explique, entre autres choses, par un déficit d'accessibilité et de lisibilité des dispositifs d'accompagnement.</p> <p>Le tissu d'accompagnateurs sociaux cohabite par ailleurs avec le secteur d'accompagnement à la création d'entreprises, ce mode de fonctionnement contribuant à maintenir en situation d'insertion des publics qui auraient vocation à intégrer de manière effective la population active.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Cette mesure doit permettre d'améliorer la visibilité des services offerts et en faciliter l'accès. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Structurer un réseau unique d'accompagnateurs publics</p> <p>L'objectif est, en lien avec les Chambres Consulaires et les EPCI, de rationaliser l'accompagnement des publics en insertion.</p> <p>Cette mesure doit par ailleurs permettre de créer des passerelles pour créer ainsi un lien entre insertion et développement économique,</p> <p>Ce réseau devra être adossé à un espace dédié permettant de repérer et de rendre lisible l'intégralité des dispositifs d'accompagnement technique et financier et permettant de suivre le parcours du porteur de projets.</p> <p>Action 2 : Professionnaliser les acteurs sociaux</p> <p>Cette action permettra l'élaboration de bilans de compétences des personnels des métiers des services sociaux ; la formation et la qualification des personnels des métiers des services sociaux, la réalisation d'audits, d'études permettant d'évaluer la qualité des prestations offertes.</p> <p>Action 3 : Améliorer l'efficacité de l'offre d'insertion.</p> <p>Des actions seront mises en œuvre pour assurer la mise en cohérence des actions d'animation et d'information ; la réalisation d'audits, d'études ; l'élaboration d'offres et de services adaptés</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM, Acteurs économique et sociaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autre mesure liée | Mettre en place une nouvelle méthode d'accompagnement public | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires a | EPCI, chambres consulaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PO ETAT FSE 2014-20203.</p> <p>3.2 Accroître le nombre de projets d'animation et de coordination de l'offre d'insertion</p> <p>3.3 Accroître les compétences et la professionnalisation des métiers des services sociaux, de santé et à la personne afin d'en améliorer l'efficacité</p> <table><tr><th colspan="5">Plan de financement (en M€)</th></tr><tr><th></th><th>Cout total</th><th>UE</th><th>CTM</th><th>Etat</th></tr><tr><td>Réseau (1)</td><td>0,250</td><td>-</td><td>0,250</td><td>0,250</td></tr><tr><td>Professionnalisation</td><td>3,500</td><td>2,500</td><td>1,000</td><td>-</td></tr><tr><td>Structuration de l'offre</td><td>2,000</td><td>1,500</td><td>0,500</td><td>-</td></tr><tr><td>Total</td><td>5,500</td><td>4,000</td><td>1,500</td><td>-</td></tr></table> <p>cf mesure 211 Nouvelles méthodes d'accompagnement public</p> | Plan de financement (en M€) | | | | | | Cout total | UE | CTM | Etat | Réseau (1) | 0,250 | - | 0,250 | 0,250 | Professionnalisation | 3,500 | 2,500 | 1,000 | - | Structuration de l'offre | 2,000 | 1,500 | 0,500 | - | Total | 5,500 | 4,000 | 1,500 | - |
| Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Cout total | UE | CTM | Etat | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réseau (1) | 0,250 | - | 0,250 | 0,250 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Professionnalisation | 3,500 | 2,500 | 1,000 | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Structuration de l'offre | 2,000 | 1,500 | 0,500 | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 5,500 | 4,000 | 1,500 | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de projets accompagnés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultat | Taux de création d'entreprises sociales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--------|---------------------|--------|----------------|--|--|--|------------|----|------|-----|----------------|--|-------|-------|-------|--|--|---------------------|--------|--------|--|--------|-------|------------------------------------|-------|--|--|-------|-------|-------|--------|--------|-------|--------|-------|
| Axe n° 4 | AMELIORER LA PERFORMANCE GLOBALE ET L'EMPLOYABILITE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4.2 | CREER UN LIEN ENTRE INSERTION ET EMPLOI | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 4.3.2 | Développer une approche territoriale pour gagner le pari de l'insertion | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | La multiplicité et la diversité des statuts et des secteurs concernés, la dispersion des nombreux acteurs qui offrent des outils de nature et de qualité variable, nuisent à l'efficacité des actions. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il importe aujourd'hui, en s'appuyant sur les acteurs territoriaux, d'assurer une meilleure accessibilité des différentes interventions des professionnels de l'accompagnement. L'objectif est d'améliorer l'efficacité du dispositif en se rapprochant des publics défavorisés pour, à terme, à les rapprocher durablement du marché du travail. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | Action 1 : Renforcer les mesures de repérage des situations de pauvreté et de précarité. Cette action de repérage des populations très éloignés de l'emploi, en lien avec les acteurs territoriaux, permettra de proposer en conséquence des parcours individualisés et renforcés vers. Action 2 Mettre en place des outils pour les jeunes décrocheurs Il s'agira, grâce au renforcement des liens entre les acteurs pédagogiques (Education Nationale, Famille, structures associatives...) de mieux prendre en compte sur les problématiques du décrochage scolaire. L'action se mettra en œuvre en relation étroite entre les acteurs territoriaux et le Rectorat pour alimenter une plateforme de lutte contre le décrochage scolaire, chargée de recueillir les données pour mieux analyser l'état des lieux de chaque bassin de formation. Action 3 : Territorialiser la mise en œuvre des actions d'insertion Il s'agira de renforcer la coordination des acteurs territoriaux pour offrir une combinaison d'outils allant de l'accompagnement individualisé à une aide renforcée à la recherche d'emploi, en passant par des actions répondant aux besoins appropriés en termes de formation. Seront priorisées dans ce cadre les jeunes en situation de précarité et de pauvreté, les femmes chefs de famille monoparentale et les seniors. Action 4: Territorialiser la formation en développant un partenariat avec les EPCI et les communes pour créer des espaces spécifiques (à partir de localisations existantes, types écoles maternelles qui ferment) pour permettre aux organismes de formation de s'implanter durablement. Ces espaces pourraient servir de relais pour déployer des activités (rencontres, forums...) Cette action devra nécessairement se mettre en place en complémentarité avec les cyber-bases ou les Espaces numériques pour lutter contre la fracture numérique en offrant des outils de formation en ligne | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | EPCI, chambres consulaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Acteurs sociaux, structures d'insertion par l'activité économique, Chambres consulaires, EPCI, AGEFHIP, AGEFMA, centres de formations, UA | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | PO FSE ETAT 3.1 Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion 3.4 Accroître la capacité d'insertion des populations défavorisées présentes sur les territoires infra départementaux <table><tr><td></td><td colspan="5">Plan de financement</td></tr><tr><td></td><td>Coût total</td><td>UE</td><td>Etat</td><td>CTM</td><td>Autres publics</td></tr><tr><td>Plateforme de lutte contre le décrochage</td><td>4,200</td><td>4,000</td><td>0,200</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Actions d'insertion</td><td>70,000</td><td>30,000</td><td></td><td>30,000</td><td>3,000</td></tr><tr><td>Territorialisation de la formation</td><td>2,500</td><td></td><td></td><td>2,000</td><td>0,500</td></tr><tr><td>Total</td><td>76,700</td><td>34,000</td><td>0,200</td><td>39,000</td><td>3,500</td></tr></table> | | Plan de financement | | | | | | Coût total | UE | Etat | CTM | Autres publics | Plateforme de lutte contre le décrochage | 4,200 | 4,000 | 0,200 | | | Actions d'insertion | 70,000 | 30,000 | | 30,000 | 3,000 | Territorialisation de la formation | 2,500 | | | 2,000 | 0,500 | Total | 76,700 | 34,000 | 0,200 | 39,000 | 3,500 |
| | Plan de financement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Coût total | UE | Etat | CTM | Autres publics | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plateforme de lutte contre le décrochage | 4,200 | 4,000 | 0,200 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Actions d'insertion | 70,000 | 30,000 | | 30,000 | 3,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Territorialisation de la formation | 2,500 | | | 2,000 | 0,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 76,700 | 34,000 | 0,200 | 39,000 | 3,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultat | Evolution du taux de décrochage scolaire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DE L'AGROENVIRONNEMENT



| Axe n° 5 | EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DE L'AGROENVIRONNEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------------|---|-----------------------------|-------|-------|--|--|--|------------|----|------|-----|------------------------|-------|-------|---|-------|------------------|---|---|---|---|---------------------------|-------|-------|-------|-------|---------------------|-------|-------|---|-------|--------------------|-------|-------|---|-------|-------|-------|-------|--|-------|
| 5.1 | PROTEGER et AMENAGER LE FONCIER | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 5.1.1 | Préserver le foncier agricole et requalifier les terres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | La Surface Agricole Utile (SAU) a été réduite de 36% au cours des trois dernières décennies, du fait de la pression foncière due à une urbanisation non maîtrisée. En dépit des outils règlementaires existants (dispositifs « terres en friche », convention de mise à disposition propriétaire/SAFER, bail à ferme, ZAP) les terres agricoles restent fortement exposées à la déprise foncière, à la friche, au déclassement vers l'urbanisation. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectifs | Il s'agit de rendre opérationnels ces dispositifs pour parvenir à maîtriser la contraction continue de la SAU, anticiper la mise en friche, et faciliter par la mise en place d'un vrai plan de protection, la remise en production et la transmission des terres. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | Action 1 : Optimiser l'organisation et la gestion de la Banque de terres Dans un souci d'efficacité, les activités menées par la Banque de terres et la SAFER seront mises en cohérence et en synergie. Cette action devra prendre la forme d'une évaluation des actions menées par les deux acteurs et déboucher sur un Plan d'action intégrant notamment la problématique de la transmission. Action 2 : Rendre les Zones Agricoles Protégées obligatoires. Il s'agit d'identifier la mesure coercitive permettant de rendre les Zones d'Aménagement Protégées obligatoires dans les documents d'urbanisme et de planification. Cette mesure, qui devrait être d'ordre législative (et qui pourrait prendre la forme d'une habilitation), suppose la concertation préalable la plus large entre l'ensemble des acteurs politiques, économiques, environnementaux.... Action 3 : Améliorer la connaissance sur le foncier Pour améliorer la connaissance des sols, l'atlas de la sole agricole et le Vigie Foncier seront immédiatement lancés. La cartographie des sols, en lien avec l'outil de référencement du foncier, mettra en évidence les friches agricoles, les sols, forêts, eaux marines, terrestres et souterraines, mangroves, étangs, marais...à restaurer ou à revaloriser. Ces actions sont préalables à la mise en place d'un véritable Plan de protection. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | 111 S'engager dans une nouvelle écologie industrielle/identifier les espaces convertibles en zones labellisés de production. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | Chambre d'Agriculture | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires | SAFER, Chambre d'agriculture, DAAF, EPCI, communes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freins juridiques réglementaires | Faire adopter une mesure législative coercitive pour rendre les ZAP obligatoires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | PDRM 2014-2020 7.1.1 : Aménagement foncier et protection des espaces agricoles 16.7.1 : Accompagnement de la reconquête des terres en friche <table><tr><th colspan="5">Plan de financement (en M€)</th></tr><tr><th></th><th>Coût total</th><th>UE</th><th>Etat</th><th>CTM</th></tr><tr><td>Banque de Terres SAFER</td><td>0,500</td><td>0,375</td><td>-</td><td>0,125</td></tr><tr><td>Habilitation ZAP</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr><tr><td>Outil de cartographie (1)</td><td>0,200</td><td>0,100</td><td>0,050</td><td>0,050</td></tr><tr><td>Atlas/Vigie foncier</td><td>0,200</td><td>0,150</td><td>-</td><td>0,050</td></tr><tr><td>Plan de protection</td><td>1,000</td><td>0,750</td><td>-</td><td>0,250</td></tr><tr><td>Total</td><td>1,700</td><td>1,275</td><td></td><td>0,425</td></tr></table> (1) Pour mémoire cf Mesure 111 S'engager dans une nouvelle écologie industrielle territoriale | Plan de financement (en M€) | | | | | | Coût total | UE | Etat | CTM | Banque de Terres SAFER | 0,500 | 0,375 | - | 0,125 | Habilitation ZAP | - | - | - | - | Outil de cartographie (1) | 0,200 | 0,100 | 0,050 | 0,050 | Atlas/Vigie foncier | 0,200 | 0,150 | - | 0,050 | Plan de protection | 1,000 | 0,750 | - | 0,250 | Total | 1,700 | 1,275 | | 0,425 |
| Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Coût total | UE | Etat | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Banque de Terres SAFER | 0,500 | 0,375 | - | 0,125 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Habilitation ZAP | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Outil de cartographie (1) | 0,200 | 0,100 | 0,050 | 0,050 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Atlas/Vigie foncier | 0,200 | 0,150 | - | 0,050 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan de protection | 1,000 | 0,750 | - | 0,250 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 1,700 | 1,275 | | 0,425 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de ZAP mis en œuvre | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Evolution de la SAU | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe n° 5 | EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DE L'AGRO-ENVIRONNEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|-----------------------------|-------|-------|--------|--|--|--|------------|----|------|-----|--------|----------------------------------|-------|-------|--|-------|--|---------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|--|--|-------|--|--|-------|-----------------|-------|--|--|-------|--|------------------------------------|-------|-------|--|-------|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 5-1 | PROTEGER et AMENAGER LE FONCIER | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 5.1.2 | Soutenir un programme d'aménagement des terres agricoles | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Le mode d'utilisation des espaces terrestres et sous-terrestres retenue aujourd'hui explique la faible performance du secteur de l'agroenvironnement : le système d'irrigation ne permet pas de répondre aux besoins en eau en période de sécheresse alors que la ressource en eau sous-terrainne reste peu exploitée ; le programme d'électrification des exploitations se fait indépendamment des potentialités de valorisation énergétique à partir des ressources naturelles (soleil, vent) ou produites (lisiers, bio-déchets). Le désenclavement individuel et collectif, en l'absence d'une cartographie globale expose à une absence d'optimisation. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectifs | Il s'agit mettre en place des outils prospectifs permettant de rationaliser l'utilisation des espaces terrestres et sous-terrestres pour augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources, tout en diminuant les effets sur l'environnement. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Rationaliser le système d'irrigation Cette action prendra la forme d'un schéma directeur sur l'irrigation pour identifier les équipements nécessaires en réseaux hydrauliques collectifs. Ce schéma sera complété par le renforcement du programme de prospection de la ressource en eau qui étudiera notamment la possibilité de sécuriser le réseau de distribution de l'eau, en créant des forages de secours en eau souterraine, et/ou en stockant la ressource en réservoirs...</p> <p>Action 2 : Moderniser le programme d'électrification des exploitations agricoles Cette mesure prendra la forme d'un schéma de rationalisation de la Gestion commune des déchets organiques pour identifier les sources (bagasse, déchets organiques, déchets ménagers, lisier....) permettant de valoriser et de rationaliser l'important gisement en énergie renouvelable que constituent ces résidus. Parallèlement, des outils seront mis en œuvre pour inciter à réduire la consommation d'énergie ou à produire de l'énergie renouvelable pour assurer l'autoconsommation de l'exploitation.</p> <p>Action 3 : Poursuivre et améliorer le désenclavement individuel et collectif Cette mesure vise, s'appuyant sur la cartographie des terres agricoles, à rationaliser les aménagements fonciers nécessaires à la création, au maintien ou à l'amélioration des voies d'accès et de désenclavement des exploitations agricoles et forestières. Il devra intégrer un programme d'électrification durable.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | 121 Exploiter le potentiel de l'agro-evironnement 511 Eviter la déprise foncière et requalifier les terres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires | Chambre d'agriculture, DAAF, DEAL, ONF | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PDRM 2014-2020 4.1 « modernisation des exploitations agricoles. 4.3.1 « hydraulique agricole collective » 4.3.2 - Création et rénovation de voiries rurales et forestières et aménagements fonciers</p> <p>CPER 2014-2020 634 Développement et compétitivité des filières agricoles</p> <table><tr><th colspan="6">Plan de financement (en M€)</th></tr><tr><th></th><th>Cout total</th><th>UE</th><th>Etat</th><th>CTM</th><th>Privés</th></tr><tr><td>Schéma Directeur de l'Irrigation</td><td>0,300</td><td>0,225</td><td></td><td>0,075</td><td></td></tr><tr><td>Irrigation collective et individuelle</td><td>3,700</td><td>2,000</td><td>1,000</td><td>0,200</td><td>0,500</td></tr><tr><td>Désenclavement collectif et individuel</td><td></td><td>1,000</td><td></td><td></td><td>0,500</td></tr><tr><td>Electrification</td><td>2,500</td><td></td><td></td><td>1,000</td><td></td></tr><tr><td>Schéma rationalisation des déchets</td><td>0,300</td><td>0,100</td><td></td><td>0,075</td><td></td></tr><tr><td>Total</td><td>6,800</td><td>3,450</td><td>1,000</td><td>1,350</td><td>1,000</td></tr></table> <p>(1) Cf mesure 121 Exploiter le potentiel de l'agroenvironnement</p> | Plan de financement (en M€) | | | | | | | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | Schéma Directeur de l'Irrigation | 0,300 | 0,225 | | 0,075 | | Irrigation collective et individuelle | 3,700 | 2,000 | 1,000 | 0,200 | 0,500 | Désenclavement collectif et individuel | | 1,000 | | | 0,500 | Electrification | 2,500 | | | 1,000 | | Schéma rationalisation des déchets | 0,300 | 0,100 | | 0,075 | | Total | 6,800 | 3,450 | 1,000 | 1,350 | 1,000 |
| Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Schéma Directeur de l'Irrigation | 0,300 | 0,225 | | 0,075 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Irrigation collective et individuelle | 3,700 | 2,000 | 1,000 | 0,200 | 0,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Désenclavement collectif et individuel | | 1,000 | | | 0,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Electrification | 2,500 | | | 1,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Schéma rationalisation des déchets | 0,300 | 0,100 | | 0,075 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 6,800 | 3,450 | 1,000 | 1,350 | 1,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe n° 5 | EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DE L'AGRO-ENVIRONNEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------|--|-----------------------------|-------|-----------------------------|--------|--|--|--|--|------------|----|------|-----|--------|---------------------------------|--------|--------|-------|-------|-------|-----------------------|-------|-------|-------|-------|--|-----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|-------|-------|-------|
| 5-1 | PROTEGER ET REQUALIFIER LE FONCIER | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 5.1.3 | Développer des méthodes alternatives de production | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | <p>L'utilisation intensive et néfaste des pesticides dans l'agriculture, bien qu'en nette diminution ces dernières années, a conduit à la diminution de la qualité des terres.</p> <p>Par ailleurs, l'utilisation intensive des parcelles s'est traduite par la baisse de fertilité des sols.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectifs | Il s'agit de développer une agriculture plus saine, respectueuse de l'environnement et garantissant une sécurité alimentaire. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Favoriser la diversification « agro-écologique ». Le soutien sera apporté aux exploitations développant des méthodes alternatives permettant de re-fertiliser les sols sera privilégie pour inciter aux apports d'amendements privilégiant les matières organiques locales ; l'accompagnement de nouveaux modes de production intégrant bonnes pratiques et biotechnologies, le développement d'exploitation aquaponique, méthodes agro-environnementales Seront également privilégiées les principes qui prévalent dans la durabilité des systèmes naturels : limitation des usages de produits phytosanitaires, diversité fonctionnelle, recyclage, contrôles phytosanitaires adaptés et durables. Pour accompagner cette dynamique, un guide la production agro-écologique sera réalisé.</p> <p>Action 2 : Développer l'agriculture biologique Cette mesure permettra d'accompagner les exploitations pratiquant déjà ou s'engageant à pratiquer l'agriculture biologique, selon de nouvelles méthodes qui ont un intérêt indéniable pour l'économie mais qui génèrent surcoûts et manques à gagner.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | Exploitants agricoles ou structures collectives | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Chambre d'agriculture, DAAF, INRA, CIRAD, IT2, CTCS, FREDON | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PDRM 2014-2020 3.1 Nouvelles participations des agriculteurs et des groupements d'agriculteurs/aides à l a participation à des démarches qualifiées 3.2 Coûts résultants des activités d'information et de promotion mises en œuvre par des groupements de producteurs sur le marché intérieur 4.4 : Investissements non productifs liés à la réalisation d'objectifs agroenvironnementaux et climatiques 10.1 Paiements en faveur des engagements agri environnementaux et climatique 10.2 Conservation et utilisation et du développement durables des ressources génétiques en agriculture 11 Aide à la conversion/au maintien de l'agriculture biologique CPER 2014-2020 634 Développement et compétitivité des filières agricoles</p> <table><tr><th colspan="2"></th><th colspan="5">Plan de financement (en M€)</th></tr><tr><th></th><th>Cout total</th><th>UE</th><th>Etat</th><th>CTM</th><th>Privés</th></tr><tr><td>Diversification agro-écologique</td><td>17,000</td><td>10,000</td><td>1,000</td><td>5,000</td><td>1,000</td></tr><tr><td>Guide agro-écologique</td><td>0,100</td><td>0,050</td><td>0,025</td><td>0,025</td><td></td></tr><tr><td>Aide agriculture biologique</td><td>1,500</td><td>0,500</td><td>0,500</td><td>0,300</td><td>0,200</td></tr><tr><td>Total</td><td>18,600</td><td>10,550</td><td>1,525</td><td>5,325</td><td>1,200</td></tr></table> | | | Plan de financement (en M€) | | | | | | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | Diversification agro-écologique | 17,000 | 10,000 | 1,000 | 5,000 | 1,000 | Guide agro-écologique | 0,100 | 0,050 | 0,025 | 0,025 | | Aide agriculture biologique | 1,500 | 0,500 | 0,500 | 0,300 | 0,200 | Total | 18,600 | 10,550 | 1,525 | 5,325 | 1,200 |
| | | Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diversification agro-écologique | 17,000 | 10,000 | 1,000 | 5,000 | 1,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Guide agro-écologique | 0,100 | 0,050 | 0,025 | 0,025 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Aide agriculture biologique | 1,500 | 0,500 | 0,500 | 0,300 | 0,200 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 18,600 | 10,550 | 1,525 | 5,325 | 1,200 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Nombre d'actions Nombre de personnes sensibilisées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Part de l'agroécologie dans les pratiques agricoles | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|----|------------|-----|--------|-----|--------|------------------|--|--|--|--|--|-------------------|--|--|--|--|--|-------------------|--|--|--|--|--|---------------------|--|--|--|--|--|-------|--|--|--|--|--|
| Axe n° 5 | EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DE L'AGRO-ENVIRONNEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5-2 | STRUCTURER AUTOUR DE FILIERES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 5.2.1 | Assurer le maintien du positionnement des filières traditionnelles sur les marchés extérieurs | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | <p>Aujourd'hui, la filière banane est menacée sous la pression des négociations, menées sur l'égide de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui ont abouti depuis 1993 à une suppression progressive des tarifs douaniers.</p> <p>La canne est également menacée, les demandes de revalorisation du contingentement sollicitées auprès de la Commission Européenne ayant été toutes refusées depuis 2011.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectifs | Il convient aujourd'hui d'améliorer le niveau de compétitivité et de qualité de ces produits pour garantir le maintien de leur positionnement sur les marchés européens et autres marchés. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Accompagner l'action des professionnels Les efforts des professionnels pour s'engager dans une démarche de durabilité économique, sociale et environnementale continueront à être soutenus, notamment dans le cadre du Plan « Banane Durable 2 ». De même, les travaux de recherche pour améliorer la qualité ou lutter contre la maladie seront poursuivis. Ces travaux privilégieront le cadre de la coopération avec les pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine.</p> <p>Action 2 : Conforter le positionnement du rhum à l'international Cette action doit être menée selon une double approche : l'approche foncière pour reconquérir les terres et l'approche technologique pour faire évoluer les pratiques agronomiques et améliorer les rendements. Les actions menées par la SICA Canne-Union pour accompagner les planteurs à replanter environ 600 hectares par an seront soutenues. Des recherches seront menées pour améliorer la qualité et le rendement.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | 232 Créer un nouvel environnement pour attirer les investisseurs privés 732 Structurer les filières tourisme autour de produits d'excellence | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | UGPBAN, SICA Canne Union | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freins techniques juridiques ou réglementaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PDRM 2014-2020 1.2 : Activités de démonstration et actions d'information 4.2 : Investissements en transformation, commercialisation et/ou développement de produits agricoles 16.2 : Mise au point de nouveaux produits, pratiques, procédés et technologies dans les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation et de la foresterie</p> <p>PO FEDER REGION 2014-2020 111 Valorisation économique des produits issus des ressources endogènes et filières intégrées locales</p> <table><tr><td></td><td>Cout total</td><td>UE</td><td>Etat</td><td>CTM</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Banane durable 2</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Recherche qualité</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Plantations canne</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Recherche rendement</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Total</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table> <p>Pour mémoire, cf mesure 122 Exploiter le potentiel des mesures terrestres et sous-terrestres</p> | | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | Banane durable 2 | | | | | | Recherche qualité | | | | | | Plantations canne | | | | | | Recherche rendement | | | | | | Total | | | | | |
| | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Banane durable 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Recherche qualité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plantations canne | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Recherche rendement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Evolution des exportations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Taux de pénétration des marchés extérieurs | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|--|--------------|-----------------------------|--------------|--------------|----------------|--------------|--|--|--|------------|-----------|-------------|----------|-----|----------------|--------|-----------------------|-------|--|--|-------|-------|--|-------|-----------------------------|-------|--|-------|--|-------|--|-------|------------------------------|-------|-------|--|-------|-------|-------|-------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|
| Axe n° 5 | EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DE L'AGROENVIRONNEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5-2 | STRUCTURER AUTOUR DES FILIERES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 5.2.2 | Conforter l'essor de l'agro-transformation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | <p>La valorisation des produits agricoles reste limitée à l'agro-alimentaire.</p> <p>La recherche-innovation sur les procédés en matière d'agro-transformation valorisant sur place les ressources ou favorisant l'utilisation ou le recyclage énergétique des sous-produits et déchets de l'activité agricole ou industrielle, a été peu privilégiée.</p> <p>Peu d'attention est accordée à l'exploitation minière et l'exploitation forestière.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectifs | <p>Il s'agit d'offrir des outils dédiés pour conforter l'essor de l'agro-transformation pour accompagner l'émergence de nouvelles activités autour de la valorisations des ressources terrestres et sous-terrestres.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Organiser un Pôle d'Innovation autour du Pôle Agro-alimentaire de la Martinique</p> <p>Ce Pôle mettra en réseau, les entreprises, petites et grandes, les laboratoires de recherche, les structures d'expérimentation, les établissements de formation ...pour favoriser le développement de projets collaboratifs de recherche et développement, rechercher des financements, et permettre à terme de passer à la mise sur le marché de nouveaux produits et services..</p> <p>Action 2 : Définir des Programmes de Recherche & innovation appropriés</p> <p>Le Pôle permettra de mieux ajuster le programme de recherches aux réalités du terrain. Il s'agira plus particulièrement d'évaluer le potentiel de l'agro-transformation : valorisation des cultures énergétiques et de la canne à sucre, valorisation de la biodiversité ; l'amélioration des process de production valorisant la pharmacopée ; biotechnologies..., valorisation de l'exploitation forestière ou minière pour une construction durable,...</p> <p>Action 3 : Accompagner la création d'une pépinière dédiée à l'agro-transformation</p> <p>L'objectif est de proposer des locaux adaptés aux exigences en matière de sécurité et de fonctionnalité des principaux procédés d'agro-transformation ; des services administratifs mutualisés proposés classiquement, mais également des services spécifiques (fourniture des fluides nécessaires aux process, espaces de stockage...).</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Chambre d'agriculture ; DAAF ; Instituts de recherche et d'expérimentation ; PNM ; PARM ; CAEC (Campus Agro Environnemental de la Caraïbe) ; Technopole | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freins juridiques ou réglementaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PDRM 2014-2020</p> <p>16-1 Soutien aux projets des groupes opérationnels</p> <p>INTERREG</p> <p>PIA/Volet structuration de filières</p> <table><tr><td></td><td colspan="7">Plan de financement (en M€)</td></tr><tr><td></td><td>Cout total</td><td>UE/Feader</td><td>UE/Interreg</td><td>Etat/PIA</td><td>CTM</td><td>Autres publics</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Pôle d'innovation (1)</td><td>1,200</td><td></td><td></td><td>0,500</td><td>0,500</td><td></td><td>0,200</td></tr><tr><td>Programmes de recherche (1)</td><td>0,500</td><td></td><td>0,325</td><td></td><td>0,075</td><td></td><td>0,100</td></tr><tr><td>Pépinière agrotransformation</td><td>4,900</td><td>0,500</td><td></td><td>0,400</td><td>0,400</td><td>1,100</td><td>2,500</td></tr><tr><td>Total</td><td>4,900</td><td>0,500</td><td>0,325</td><td>0,400</td><td>0,400</td><td>1,100</td><td>2,500</td></tr><tr><td colspan="8">(1) Pour mémoire cf mesure 121</td></tr><tr><td colspan="8">(2) Pour mémoire cf mesure 122</td></tr></table> | | Plan de financement (en M€) | | | | | | | | Cout total | UE/Feader | UE/Interreg | Etat/PIA | CTM | Autres publics | Privés | Pôle d'innovation (1) | 1,200 | | | 0,500 | 0,500 | | 0,200 | Programmes de recherche (1) | 0,500 | | 0,325 | | 0,075 | | 0,100 | Pépinière agrotransformation | 4,900 | 0,500 | | 0,400 | 0,400 | 1,100 | 2,500 | Total | 4,900 | 0,500 | 0,325 | 0,400 | 0,400 | 1,100 | 2,500 | (1) Pour mémoire cf mesure 121 | | | | | | | | (2) Pour mémoire cf mesure 122 | | | | | | | |
| | Plan de financement (en M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Cout total | UE/Feader | UE/Interreg | Etat/PIA | CTM | Autres publics | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pôle d'innovation (1) | 1,200 | | | 0,500 | 0,500 | | 0,200 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Programmes de recherche (1) | 0,500 | | 0,325 | | 0,075 | | 0,100 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pépinière agrotransformation | 4,900 | 0,500 | | 0,400 | 0,400 | 1,100 | 2,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 4,900 | 0,500 | 0,325 | 0,400 | 0,400 | 1,100 | 2,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| (1) Pour mémoire cf mesure 121 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| (2) Pour mémoire cf mesure 122 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de projets d'innovation soutenus | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Evolution du taux de création de projets d'agro-transformation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

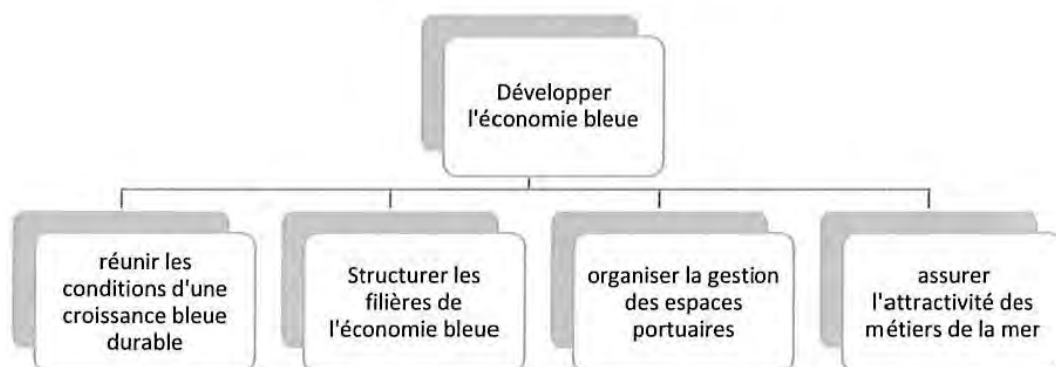
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|-----------|-----------|-------|----------------|--------|--|--|------------|-----------|-----------|-----|----------------|--------|---------------------------------|-------|-------|--|-------|--|--|--------------------|-------|-------|-------|-------|--|-------|-----|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Axe n° 5 | EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DE L'AGRO-ENVIRONNEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5-3 | FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DE BASSINS DE PRODUCTION | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 5.3.1 | Mutualiser pour améliorer la rentabilité des exploitations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Les filières sont peu organisées sur le plan de la chaîne logistique. Il n'existe pas en effet de réseaux fiables d'approvisionnement, de conditionnement et de distribution de la production agricole, permettant en des lieux mutualisés, d'avoir une offre collective et densifiée. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectifs | <p>L'objectif est également de permettre aux producteurs de bénéficier d'espaces dédiés de stockage et de conditionnements. Il s'agit de favoriser la création de circuits courts et de marchés de proximité, et de structurer l'offre groupée en direction de la grande distribution.</p> <p>Il s'agit également de répondre aux exigences de rentabilité et de densification, en encourageant les démarches de mutualisation pour améliorer le niveau de compétitivité des entreprises</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Favoriser la mutualisation des moyens techniques et administratifs Cette action financera la mise en place de groupements d'employeurs, de plateformes de mutualisation des fonctions technique, comptable, administrative et juridique. Elle favorisera la création et le développement de Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA)</p> <p>Action 2 : Organiser les plateformes relais Il s'agit de mettre en place des plateformes relais de collecte et de distribution de proximité pour mutualiser les fonctions logistiques (collecte, stockage, équipements légers de conditionnements). Ces plateformes permettront d'accompagner les initiatives de commercialisation en circuits courts pour alimenter les marchés de proximité et les bourgs, et assurer une offre régulière Ils pourront être configurés pour la collecte et le stockage des déchets agricoles</p> <p>Action 3 : Mettre en place une plateforme logistique territoriale /Marché D'intérêt Régional Cette plateforme offrira des installations logistiques et fonctionnelles pour regrouper les grossistes, les importateurs, les acteurs de la grande distribution et de la petite transformation. Le Laboratoire Territorial d'Analyses sera associé à cette démarche pour vérifier la traçabilité des produits. Un observatoire des prix et des produits permettra de garantir une pratique cohérente des prix.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Chambre d'agriculture - EPCI - Communes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freins techniques juridiques ou réglementaires | Optimiser l'utilisation des aides européennes (POSEI) dédiées à la diversification pour le marché interne./Ouvrir l'accès aux aides à la commercialisation, aux petits volumes de production écoulés en circuits courts (aides découplées). | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PDRM 2014-2020 16.4 : Coopération horizontale et verticale entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en vue de la mise en place de plateformes logistiques permettant de promouvoir les circuits d'approvisionnement courts et les marchés locaux PIA/Volet structuration de filières</p> <table><tr><td></td><td>Cout total</td><td>UE/Feader</td><td>Etat/cper</td><td>CTM</td><td>Autres publics</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Moyens techniques et financiers</td><td>0,500</td><td>0,425</td><td></td><td>0,075</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Plateformes relais</td><td>1,500</td><td>0,500</td><td>0,250</td><td>0,250</td><td></td><td>0,500</td></tr><tr><td>MIR</td><td>12,000</td><td>4,000</td><td>2,000</td><td>2,000</td><td>3,000</td><td>1,000</td></tr><tr><td>Total</td><td>14,000</td><td>4,925</td><td>2,250</td><td>2,325</td><td>3,000</td><td>1,500</td></tr></table> | | | | | | | | Cout total | UE/Feader | Etat/cper | CTM | Autres publics | Privés | Moyens techniques et financiers | 0,500 | 0,425 | | 0,075 | | | Plateformes relais | 1,500 | 0,500 | 0,250 | 0,250 | | 0,500 | MIR | 12,000 | 4,000 | 2,000 | 2,000 | 3,000 | 1,000 | Total | 14,000 | 4,925 | 2,250 | 2,325 | 3,000 | 1,500 |
| | Cout total | UE/Feader | Etat/cper | CTM | Autres publics | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens techniques et financiers | 0,500 | 0,425 | | 0,075 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plateformes relais | 1,500 | 0,500 | 0,250 | 0,250 | | 0,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MIR | 12,000 | 4,000 | 2,000 | 2,000 | 3,000 | 1,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 14,000 | 4,925 | 2,250 | 2,325 | 3,000 | 1,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------|--|-----------|------------|-----------|-----|------------|-------|-------|-------|--------------|---|---|---|-------|-------|-------|-------|
| réalisation | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | - Nombre de professionnels qui s'inscrivent dans les dynamiques de mutualisation | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | - Nombre de structures dédiées à la mutualisation créées | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Axe n° 5 | EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DE L'AGRO-ENVIRONNEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5.2 | FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DE BASSINS DE PRODUCTION | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 5.3.2 | Accompagner les évolutions numériques et technologiques | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Les couts prohibitifs de raccordement numérique incitent les promoteurs à s'installer sur les zones les plus denses et les plus rentables, ce qui exclut une grande partie de territoires ruraux. Par ailleurs, les modèles technico-économiques et les parcours scientifiques utilisés par les agriculteurs restent obsolètes, ce qui réduit le niveau de rentabilité des exploitations. | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectifs | L'objectif est de permettre aux agriculteurs de bénéficier des avantages du numérique et d'améliorer la diffusion de l'information de recherche développement. | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | Action1 : Assurer la couverture numérique des zones blanches. Il s'agit, par la couverture des zones blanches, notamment en milieu rural de faciliter et de développer les services et les usages numériques. Action 2 : Utiliser le Service D'expérimentation Agro-écologiques (SEA) pour mettre à disposition des agriculteurs un Pôle Territorial d'expérimentation Cet espace dédié, délivrant un service de proximité aux agriculteurs. Il s'agit d'assurer une meilleure adéquation entre les travaux d'appui technique et de recherche et les besoins exprimés par le terrain. Il sera recherché la meilleure articulation du SEA avec le Pôle Innovation | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | 311 Assurer le maillage économique du territoire 522 Accompagner l'émergence de nouvelles filières /Pôle d'Innovation | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Chambre d'agriculture ; DAAF ; PARM ; FREDON ; PNM Instituts de recherche, de développement et d'expérimentation | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freins juridiques ou réglementaires | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | PDRM 2014-2020 <ul style="list-style-type: none">• Mesure 1 : Transfert de connaissances et actions d'information• Mesure 2 : services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement sur l'exploitation• Mesure 7.3 Infrastructures à haut débit <table><tr><td></td><td>Cout total</td><td>UE/Feader</td><td>CTM</td></tr><tr><td>Haut débit</td><td>4,700</td><td>4,000</td><td>0,700</td></tr><tr><td>SEA/Pôle (1)</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr><tr><td>Total</td><td>4,700</td><td>4,000</td><td>0,700</td></tr></table> <p>(1) Cf mesure 121 Exploiter tout le potentiel de l'agroenvironnement</p> | | Cout total | UE/Feader | CTM | Haut débit | 4,700 | 4,000 | 0,700 | SEA/Pôle (1) | - | - | - | Total | 4,700 | 4,000 | 0,700 |
| | Cout total | UE/Feader | CTM | | | | | | | | | | | | | | |
| Haut débit | 4,700 | 4,000 | 0,700 | | | | | | | | | | | | | | |
| SEA/Pôle (1) | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 4,700 | 4,000 | 0,700 | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de suivi et de résultats | Nombre de familles raccordées au numérique | | | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe n° 5 | EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DE L'AGRO-ENVIRONNEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|---|--------|------------|----------|---------|----------|---------|-----|--------|-----|---|---|--|--|--|--|--|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--|------------------|-------|-------|--|--|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 5-4 | VALORISER LES METIERS DE L'AGRO-ENVIRONNEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 5.4.1 | Développer un Plan de formation pour le développement des métiers et de compétences dans l'agroenvironnement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | <p>Le niveau de formation initiale des chefs d'exploitation ou co exploitants est globalement faible : en 2010, 9% ont fait des études de niveau supérieur ; 53% d'entre eux n'ont aucun diplôme. Seulement 17,22% des exploitants ont une formation élémentaire et complète.</p> <p>Les femmes constituent un public fragilisé : 45% n'ont aucun diplôme, et 3/4 n'ont suivi aucune formation agricole.</p> <p>Malgré l'existence d'un réseau d'enseignement agricole public et privé, on déplore l'absence de lien entre les programmes développés et les besoins et problématiques de terrain. L'offre de formation est de plus en plus ajustée aux objectifs de développement de l'agro-transformation</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectifs | L'objectif est de s'appuyer sur une véritable ingénierie de la formation pour construire un projet de formation qui identifie précisément les besoins et redonne à chaque acteur son rôle (Enseignement secondaire et supérieur, Chambre d'Agriculture, Centres de formation d'adultes, Centre d'apprentissage) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Actualiser le Contrat d'Etudes Prospectives (CEP) - Agriculture pour faire évoluer l'offre de formation et faire émerger de nouvelles compétences dans l'agroenvironnement</p> <p>Action 2 : Mettre en place un Plan de formation Ce Plan de formation renforcera l'offre de formation notamment dans les cycles supérieurs en adaptant régulièrement celle-ci aux mutations (biodiversité, biotechnologie, métiers de l'environnement, gestion de l'eau...) Un soutien spécifique sera apporté au développement de l'apprentissage et à l'accompagnement spécifique des femmes</p> <p>Action 3 : Développer une Démarche qualité/labellisation à l'ensemble des formateurs Une démarche qualité/labellisation sera déployée à l'attention des formateurs pour garantir l'intégration dans les modules pédagogiques des nouvelles orientations stratégiques arrêtées.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilotes | Chambre d'agriculture - DAAF | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires | - Enseignement agricole, ministère de l'agriculture, EPFLPA | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PDRM 2014-2020</p> <ul style="list-style-type: none">• Mesure 1 : transfert de connaissances et actions d'information• Mesure 2 : services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement sur l'exploitation <p>PIA, Volet Ingénierie de la formation</p> <table><tr><th></th><th>Cout Total</th><th>UE/Fse</th><th>Etat</th><th>Etat/PIA</th><th>CTM/PIA</th><th>CTM</th><th>Privés</th></tr><tr><td>CEP</td><td>-</td><td>-</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Formation</td><td>1,500</td><td>0,500</td><td>0,500</td><td>0,050</td><td>0,050</td><td>0,400</td><td></td></tr><tr><td>Démarche qualité</td><td>1,000</td><td>0,500</td><td></td><td></td><td></td><td>0,150</td><td>0,350</td></tr><tr><td>Total</td><td>2,500</td><td>1,000</td><td>0,500</td><td>0,050</td><td>0,050</td><td>0,550</td><td>0,350</td></tr></table> | | Cout Total | UE/Fse | Etat | Etat/PIA | CTM/PIA | CTM | Privés | CEP | - | - | | | | | | Formation | 1,500 | 0,500 | 0,500 | 0,050 | 0,050 | 0,400 | | Démarche qualité | 1,000 | 0,500 | | | | 0,150 | 0,350 | Total | 2,500 | 1,000 | 0,500 | 0,050 | 0,050 | 0,550 | 0,350 |
| | Cout Total | UE/Fse | Etat | Etat/PIA | CTM/PIA | CTM | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CEP | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Formation | 1,500 | 0,500 | 0,500 | 0,050 | 0,050 | 0,400 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Démarche qualité | 1,000 | 0,500 | | | | 0,150 | 0,350 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 2,500 | 1,000 | 0,500 | 0,050 | 0,050 | 0,550 | 0,350 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|-----------------------|--|--|--|--|--|---------------------------|--|--|--|--|--|---------|--|--|--|--|--|
| 5 | EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DE L'AGRO-ENVIRONNEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5-4 | VALORISER LES METIERS DE L'AGRO-ENVIRONNEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 5.4.2 | Accompagner la transmission des savoirs | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Le vieillissement du secteur agricole s'accroît (le ratio des moins de 35 ans sur les plus de 55 ans n'est que de 10,53 en 2010), alors qu'on assiste en parallèle à une faible dynamique de reprise-installation, de transferts d'exploitations et de connaissances. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectifs | Il s'agit d'harmoniser et partager les outils et les modes d'intervention, afin de renforcer l'attractivité des métiers de l'agriculture et d'augmenter le nombre de candidats à l'installation en agriculture, en favorisant notamment la transmission intergénérationnelle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | Action 1 : Mettre en place une Plateforme d'encadrement technique, avec un service de conseil en réseau, coordonné par la Chambre d'Agriculture. Il s'agira pour la Chambre d'Agriculture, en concertation avec l'ensemble des partenaires, de mettre à la disposition des agriculteurs, en groupement ou pas, d'un panel de conseillers techniques, en nombre et qualité suffisants pour répondre à tous leurs besoins. Les actions menées se feront en cohérence avec celles menées par les groupements sur les problématiques liées à la programmation, à la qualité et la commercialisation des produits. Action 2 : Accompagner les transmissions d'exploitations et l'installation de jeunes agriculteurs Cette action prendra la forme d'une bourse offrant/cédant notamment pour faciliter l'installation des jeunes, un accompagnement personnalisé pour chaque candidat à l'installation ; l'installation progressive et la pré-installation et, permettre l'accompagnement des installations tardives (hors DJA) Action 3 : Développer un dispositif de tutorat Un échange de savoir-faire et transmission inter-générationnelles sera valorisé par un dispositif de tutorat | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | 4.1.2 Développer un Plan de formation pour le développement des métiers & compétences agricoles | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | Chambre d'agriculture | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | CTM- Établissements de formation agréés, centres techniques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freins juridiques ou réglementaires | Régime d'aide d'Etat à rechercher au vu de la difficulté avec la mesure PDM Articulation à trouver avec le FSE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | PDRM 2014-2020 • Mesure 1 : transfert de connaissances et actions d'information • Mesure 2 : services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement sur l'exploitation Moyens financiers de VIVEA, du FAFSEA <table><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Encadrement technique</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Bourse cédants-repreneurs</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Tutorat</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table> | | | | | | | Encadrement technique | | | | | | Bourse cédants-repreneurs | | | | | | Tutorat | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Encadrement technique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bourse cédants-repreneurs | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Tutorat | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de suivi et de résultats | Suivi du nombre de transmissions intergénérationnelles Suivi de prestations de conseil | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

DEVELOPPER L'ECONOMIE BLEUE



| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------|--|----------|-------|-------|----------------|--|--|------------|----------|------|-----|----------------|----------------------------|---|---|---|---|---|-----------------------------|---|---|---|---|---|---------------------------------|-------|---|-------|-------|---|-------|-------|---|-------|-------|---|
| Axe n°6 | DEVELOPPER UNE ECONOMIE BLEUE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6.1 | REUNIR LES CONDITIONS D'UNE CROISSANCE BLEUE DURABLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 6.1.1 | Garantir la qualité de l'environnement maritime régional | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Les écosystèmes littoraux sont particulièrement menacés par les changements climatiques, les pollutions et l'urbanisation du littoral. La volonté clairement affichée d'engager d'exploitation durablement les ressources halieutiques oblige à mettre en place une démarche anticipatrice et intégrée Terre-Mer. Cette démarche construite doit impérativement être construite en partenariat avec les pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif est, sur des problématiques communes, de développer une approche concertée visant à mieux connaître l'environnement marin, à améliorer la sensibilisation sur le bon état écologique des eaux marines | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | Action 1 : Elaborer un Programme Commun d'Actions prioritaires à développer à l'échelle régionale et internationale Il s'agit d'élaborer avec les pays voisins un programme de recherche sur la connaissance du milieu marin, la gestion de la ressource commune pour les espèces migratrices, la prévention des pollutions ou de protection de la biodiversité... Les réflexions devraient intégrer la compréhension des phénomènes marins naturels et récurrents qui menacent la qualité du milieu et concourent à sa dégradation et/ou sa modification (invasion des algues « sargasses », arrivée d'espèces invasives...) avec des implications sanitaire, écologique et économique. Les problématiques mondiales, mais à impact immédiat pour la Martinique (sécurité maritime, réchauffement climatique, immigration...) devront également être abordées. Action 2 : Créer une Plateforme de connaissance de la biodiversité marine et des écosystèmes La plateforme préconisée assurera la centralisation des études et de la connaissance sur le milieu marin et des interactions entre les écosystèmes et les activités d'origine anthropiques. Elle permettra de mettre en place des actions innovantes en faveur de la transition écologique en mer pour identifier les possibilités de valorisation (biotechnologies, valorisation des sargasses...) et de résilience des milieux (suivi des zones polluées notamment par le chlordécone). Action 3 : Elaborer programme pour aménager et gérer l'espace marin. En lien avec le Parc Naturel Marin mais aussi avec le Conservatoire du littoral, l'Office national des forêts et le Parc Naturel Régional, cette action vise à créer et aménager des « infrastructures » nautiques : mouillages écologiques, sentiers sous-marins, sentiers dans la mangrove. Ce programme permettra également de soutenir les actions en faveur de l'entretien des milieux (gestion des espaces naturels, régulation de la sur fréquentation, nettoyage des plages et des fonds marins, récupérations des épaves et des bateaux hors d'usage...) . | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres outils liés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilotes | Cluster Maritime de la Martinique/Université des Antilles | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | CTM, DM, AFB, Ambassadeurs, Instituts de recherche, Ifremer, Adepam, partenaires de la Caraïbe et partenaires internationaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Organisation opérationnelle | Ces actions supposent la mise en place d'une instance de coordination et de concertation entre les acteurs martiniquais pour identifier les problématiques à partager avec les partenaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | FEAMP 2010 38 Limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin Dispositifs Parc Naturel Marin <div>ME</div> <table><tr><td></td><td>Cout Total</td><td>UE/FEAMP</td><td>Etat</td><td>CTM</td><td>Autres publics</td></tr><tr><td>Programme de recherche (1)</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr><tr><td>Plateforme biodiversité (1)</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr><tr><td>Préservation des milieux marins</td><td>0,700</td><td>-</td><td>0,500</td><td>0,200</td><td>-</td></tr><tr><td>Total</td><td>0,700</td><td>-</td><td>0,500</td><td>0,200</td><td>-</td></tr></table> <div>Cf 121 Exploiter tout le potentiel</div> | | | | | | | Cout Total | UE/FEAMP | Etat | CTM | Autres publics | Programme de recherche (1) | - | - | - | - | - | Plateforme biodiversité (1) | - | - | - | - | - | Préservation des milieux marins | 0,700 | - | 0,500 | 0,200 | - | Total | 0,700 | - | 0,500 | 0,200 | - |
| | Cout Total | UE/FEAMP | Etat | CTM | Autres publics | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Programme de recherche (1) | - | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plateforme biodiversité (1) | - | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Préservation des milieux marins | 0,700 | - | 0,500 | 0,200 | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 0,700 | - | 0,500 | 0,200 | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Échéancier de réalisation | 2017 : Mise en place du groupe de concertation 2018 : Intégration dans les groupes de réflexion | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | |
|---------------------------------|--|
| réalisation | |
| Indicateurs de résultats | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|-----------------|-------------|------------|---------------|--|--|-------------------|-----------------|-------------|------------|---------------|---|-------|-------|--|-------|-------|----------------------------|-------|--|-------|--|--|--|-------|-------|--|-------|-------|------------------------|-------|-------|-------|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Axe n°6 | DEVELOPPER UNE ECONOMIE BLEUE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6.2 | REUNIR LES CONDITIONS D'UNE CROISSANCE BLEUE DURABLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 6.2.1 | Favoriser le développement durable des activités de pêche | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Compte tenu des pratiques de pêche, la ressource côtière s'est raréfiée, alors que le potentiel de déploiement de la pêche au large est sous-exploité. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif est de mettre en place les outils permettant de rationaliser l'effort de pêche sur la côte tout en permettant de développer la pêche au large. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Préserver la pêche côtière. Pour garantir le maintien de la pêche côtière, des actions permettant de restaurer la productivité des écosystèmes seront confortées, notamment par l'installation de récifs artificiels, le marquage des zones de protection des zones fonctionnelles halieutiques, l'aide à l'acquisition de matériels sélectifs.</p> <p>Action 2 : Aider à la reconversion Des incitatifs seront par ailleurs mis en place pour accompagner la réduction de l'effort de pêche sur le plateau continental (aides sociales, complément de pensions, reconversion ou diversification d'activité).</p> <p>Action 3 : Développer le potentiel de l'exploitation au large Il s'agit d'accompagner le développement de la production au large pour l'exploitation durable de nouvelles ressources (calamars, langoustines), en développant, dans des conditions de sécurité, les techniques et les pratiques de pêche respectueuses de l'environnement, et en favorisant l'acquisition de navires adaptés répondant aux exigences de la transition écologique et énergétique.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres outils liés | 122 Structurer autour de l'économie bleue | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | DM, CTM, CRPEM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | DM, Comité des Pêches, AFIPAM, CDPMEM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freins juridiques à lever | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Organisation opérationnelle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>FEAMP 2014-2020 38 Limitation de l'incidence de la pêche sur les milieux marins et adaptation de la pêche à la protection des espèces 41.1 Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique (motorisation) 32 Santé et sécurité</p> <table><tr><td></td><td>Coût total</td><td>UE/FEAMP</td><td>Etat</td><td>CTM</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Limitation des incidences de la pêche sur le milieu</td><td>0,700</td><td>0,500</td><td></td><td>0,150</td><td>0,050</td></tr><tr><td>Aides à la diversification</td><td>0,500</td><td></td><td>0,500</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Dispositifs durables pour pêche au large</td><td>0,700</td><td>0,500</td><td></td><td>0,150</td><td>0,050</td></tr><tr><td>Conditions de sécurité</td><td>1,100</td><td>0,800</td><td>0,250</td><td></td><td>0,050</td></tr><tr><td>Total</td><td>3,000</td><td>1,800</td><td>0,750</td><td>0,300</td><td>0,150</td></tr></table> | | | | | | | Coût total | UE/FEAMP | Etat | CTM | Privés | Limitation des incidences de la pêche sur le milieu | 0,700 | 0,500 | | 0,150 | 0,050 | Aides à la diversification | 0,500 | | 0,500 | | | Dispositifs durables pour pêche au large | 0,700 | 0,500 | | 0,150 | 0,050 | Conditions de sécurité | 1,100 | 0,800 | 0,250 | | 0,050 | Total | 3,000 | 1,800 | 0,750 | 0,300 | 0,150 |
| | Coût total | UE/FEAMP | Etat | CTM | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Limitation des incidences de la pêche sur le milieu | 0,700 | 0,500 | | 0,150 | 0,050 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Aides à la diversification | 0,500 | | 0,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dispositifs durables pour pêche au large | 0,700 | 0,500 | | 0,150 | 0,050 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Conditions de sécurité | 1,100 | 0,800 | 0,250 | | 0,050 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 3,000 | 1,800 | 0,750 | 0,300 | 0,150 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Échéancier de réalisation | 2018-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de suivi et de résultats | Part de la production locale dans la consommation totale des produits de la pêche | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | |
|--|--|
| | |
|--|--|

| | |
|--------------------------------|---|
| Axe n°6 | DEVELOPPER L'ECONOMIE BLEUE |
| 6.2 | STRUCTURER LES FILIERES DE L'ECONOMIE BLEUE |
| Mesure 6.2.1 | Conforter l'action du cluster maritime de la Martinique |
| Diagnostic | Le Cluster Maritime de la Martinique a permis de mettre en réseau, des entreprises, petites et grandes, des laboratoires de recherche, des structures d'expérimentation, des conseillers, et des établissements de formation, les acteurs de la finance du monde de l'économie bleue. Son action, peu lisible aujourd'hui, est à conforter. |
| Objectif | Il s'agit de renforcer les moyens du Cluster Maritime de la Martinique pour accompagner la structuration des filières classiques de la pêche et de l'aquaculture, en veillant à une bonne articulation avec les filières innovantes. L'objectif est d'assurer d'une part une meilleure lisibilité de ces filières, et une amélioration de leur niveau de compétitivité d'autre part. |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Accompagner les démarches initiées pour la création d'une interprofession de la pêche La démarche de création d'une interprofession sera soutenue en accompagnant les actions interprofessionnelles et en aidant la filière aval à se structurer (encadrement de la filière de premier achat et de marchandes de poisson),</p> <p>Action 2 : Mettre en place un Plan d'Information et de Sensibilisation aux métiers de la Mer. Il s'agit sur la base du CEP en cours de révision, d'identifier les métiers traditionnels et innovants liés à la mer et d'élaborer, en lien avec les acteurs de la formation, des orientations en matière de formation. Ces orientations devront faire l'objet d'un plan de promotion et de communication auprès des acteurs économiques, des étudiants, des opérateurs internationaux.</p> <p>Action 3 : Développer des programmes de recherche Un programme sera dédié à la recherche pour introduire notamment de nouvelles espèces autochtones à haute valeur ajoutée (algues, crustacées, mollusques...) pour l'aquaculture S'agissant de l'énergie marine, des études complémentaires devront être menées sur le potentiel existant au large de la Martinique (énergie thermique, éolienne, houlomotrice, stockage de gaz liquide...), sur le potentiel de refroidissement des bâtiments par l'eau de mer (système SWAC).</p> <p>Action 4 : Mettre en place un système de veille juridique. Il s'agit notamment de cerner les évolutions et les mutations concernant l'économie bleue, et d'identifier les leviers administratifs à actionner ou les freins juridiques à lever pour faire émerger des filières structurées.</p> |
| Pilote | Cluster Maritime de la Martinique |
| Partenaires associés | CTM, DM, Comité des Pêches, AFIPAM, CDPMEM, IFREMER, CRPME, ADEME, EPCI, DEAL |
| Moyens financiers mobilisables | PIA, Volet structuration de filières |

| | Actions collectives de structuration | Cout total | Etat/PIA | CTM/PIA | Privés |
|----------------------------|--------------------------------------|------------|----------|---------|--------|
| | | 0,500 | 0,125 | 0,125 | 0,250 |
| | Total | 0,500 | 0,125 | 0,125 | 0,250 |
| Échéancier de réalisation | | | | | |
| Indicateurs de suivi | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | | | | | |

| | |
|--------------------------------|--|
| Axe n°6 | DEVELOPPER UNE ECONOMIE BLEUE |
| 6.2 | STRUCTURER LES FILIERES DE L'ECONOMIE BLEUE |
| Mesure 6.2.2 | Développer les outils de structuration |
| Diagnostic | Les filières classiques et innovantes de l'économie bleue peinent à émerger, faute d'outils de structuration. |
| Objectif | Il s'agit de renforcer les filières classiques et de favoriser l'émergence des filières innovantes en les dotant d'outils de structuration. |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Développer des outils communs administratifs et de gestion Cette action vise à mettre en place des structures collectives pour accompagner les professionnels à s'engager dans une logique de structuration de filières : centre de gestion, mise en place de services comptables et juridiques communs, groupements d'employeurs</p> <p>Action 2 : Mettre en place un Centre Technique Aquacole. Ce centre technique devra intégrer les fonctions techniques (amélioration des procédés, productions des larves et sélection des géniteurs après transfert par l'IFREMER), de gestion, de pépinière d'entreprise, et de formation.</p> <p>Action 3 : Elaborer à l'échelle du bassin maritime des Antilles une plate-forme d'échanges sur les énergies marines Cette plateforme mettra en place des programmes conjoints de recherche et de développement, des projets d'expérimentations de nouvelles technologies en milieu insulaire pour le développement de nouveaux modes de production, des projets communs de formation et de renforcement des capacités dans le secteur des énergies renouvelables.</p> <p>Action 4 : Encourager la mise en place d'une instance fédérative des activités du tourisme bleu et soutenir ces initiatives notamment pour les promouvoir et les développer au regard des potentiels</p> <p>Action 5 : Structurer les activités autour de la construction/déconstruction navale Le développement des activités de commerce international va générer des activités et des métiers vers la logistique et les services connexes (réparation de qualité à destination des barges, des vraquiers, des bateaux de marchandises...), développement de compétences sous-marines (découpage, sciage, soudure, renflouage...) De même, le potentiel de développement de la plaisance et du nautisme induira de nouvelles activités de construction, de déconstruction et de réparation navale qu'il convient de rationaliser</p> |
| Pilote | Cluster Maritime de la Martinique, comité filières, organismes de socio-professionnels |
| Partenaires associés | DM, Comité des Pêches, AFIPAM, CDPMEM, IFREMER, CRPMEM, ADEME, EPCI, DEAL |
| Moyens financiers mobilisables | Dispositif CTM, volet structuration de filières Interreg 2014-2020 Soutenir le développement des ENR dans la Caraïbe O PIA, Volet structuration de filières |

| | | Cout total | UE/Interreg | Etat/PIA | CTM/PIA | CTM | Privés |
|----------------------------|---|------------|-------------|----------|---------|-------|--------|
| | Outils structuration | 0,100 | | 0,025 | 0,025 | | 0,050 |
| | Centre Aquacole | 1,000 | | 0,500 | 0,500 | | |
| | Plateforme énergie marine (1) | 0,500 | 0,325 | | | 0,175 | |
| | Tourisme bleu | 0,100 | | | | 0,050 | 0,050 |
| | Construction/Dec. | 0,150 | | | | 0,075 | 0,075 |
| | Total | 1,350 | | 0,525 | 0,525 | 0,125 | 0,175 |
| Échéancier de réalisation | | | | | | | |
| Indicateurs de suivi | Nombre de structures collectives créées | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Evolution des métiers dans l'économie bleue | | | | | | |

| | |
|--------------------|---|
| Axe n°6 | DEVELOPPER UNE ECONOMIE BLEUE |
| 6.3 | ORGANISER LA GESTION DES ESPACES PORTUAIRES |
| Mesure 6.3.1 | Mettre en place les outils organisationnels |
| Diagnostic | <p>Le paysage portuaire martiniquais se caractérise par la multiplicité et la disparité des Autorités : l'Etat en matière de sécurité maritime, /le Grand Port Maritime compétent sur l'ensemble des espaces ; la CTM pour l'aménagement et l'équipement des ports de pêche ; les communes pour les ports de plaisance</p> <p>En plus des infrastructures et des équipements portuaires, ces ports disposent de zones d'activités, à destination multiple (commerciale, industrielle), créant parfois des conflits d'usage. Par ailleurs, ces différents ports ont développé peu de relations entre eux.</p> <p>Or l'avenir des ports de la Martinique ne peut s'envisager sans vision globale de l'aménagement du territoire dans une logique interportuaire .</p> |
| Objectif | Dans le respect des différentes autorités portuaires, il s'agit d'élaborer une stratégie portuaire et de transport maritime permettant une cohérence d'ensemble et favorisant les relations interportuaires. Il s'agit également, en tenant compte du fort lien terre-mer, de garantir le maintien et l'émergence d'activités qui permettent de concilier les usages, dans le respect de la protection des espaces naturels et des écosystèmes marins. |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Elaborer le Schéma Directeur Portuaire</p> <p>L'objectif est de définir les orientations stratégiques de long terme permettant l'exercice cohérent des différentes compétences, parfois sur des espaces communs.</p> <p>Il s'agira de voir, sur ces espaces, le mode de fonctionnement portuaire le plus adapté pour les aménagements et équipements spécialisés ou mutualisés, de déterminer le meilleur mode de gestion et d'exploitation des équipements publics et privés sur le littoral.</p> <p>Action 2 : Elaborer des outils communs de gestion portuaire</p> <p>Cette action permettra de financer des outils de mutualisation des services : conseils interportuaires, capitaineries</p> |
| Autres outils liés | |
| Pilote | Cluster Maritime de la Martinique |

| | | | | | | | | |
|--------------------------------|--|------------|----|----------|---------|-------|----------------|--------|
| Partenaires | DM, EPCI, Communes concernées, organisations professionnelles | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | | | | | | | | |
| | | Cout total | UE | Etat/Pia | CTM/Pla | CTM | Autres publics | Privés |
| | Schéma Directeur | 0,100 | | | | 0,050 | 0,050 | |
| | Outils de fonctionnement | 0,100 | | 0,025 | 0,025 | | | 0,050 |
| | Total | 0,200 | | 0,025 | 0,025 | 0,050 | 0,050 | 0,050 |
| Échéancier de réalisation | 2017 Mise en place du Comité de Pilotage et lancement de l'étude | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre d'actions collectives accompagnées | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Nombre d'espaces interportuaires accompagnés | | | | | | | |

| | |
|----------------|---|
| Axe n°6 | DEVELOPPER L'ECONOMIE BLEUE |
| 6.3 | ORGANISER LA GESTION DES ESPACES PORTUAIRES |
| Mesure 6.3.2 | Rationaliser les équipements portuaires |
| Diagnostic | La Martinique est équipée d'infrastructures et de superstructures dans les zones portuaires (quai,avitaillement, ateliers, chambres froides, bancs de pêche, case à pêche...). Ces équipements sont parfois surdimensionnés au regard de la population de pêcheurs, et/ou sous-équipés Ces ports de pêche cohabitent avec des ports à destination multiple (ports de plaisance, port de commerce...), créant parfois des conflits d'usage. |
| Objectif | Il s'agit de mettre en œuvre une stratégie cohérente pour moderniser tout en rationalisant les équipements de ports existants. L'objectif est d'optimiser la gestion des espaces pour en faire des bassins économiques structurants. |
| Plan d'actions | Action 1 : Rationaliser les équipements des Ports Territoriaux de Pêche Cette action devrait permettre la modernisation du matériel et des équipements de manutention, l'amélioration des conditions sanitaires et d'hygiène, l'objectif étant de favoriser l'amélioration des conditions de travail. Ces équipements devraient également permettre de positionner des équipements de stockage, de commercialisation, voire de première transformation des produits de la mer. Action 2 : Optimiser la fonction du port de commerce Le développement des routes maritimes internationales devrait générer un certain nombre d'activités, qu'il convient dès aujourd'hui d'anticiper par un redimensionnement des infrastructures. Action 3 : Mutualisation des infrastructures pour la croisière, le nautisme et la plaisance Une mutualisation des infrastructures devrait permettre d'organiser sur le même site le transport maritime de passagers et un accueil « croisière ». Des infrastructures légères d'accueil, type coffre d'amarrage, permettront d'augmenter la capacité notamment sur les sites de St Pierre et de Trois-Îlets. Dans l'enceinte du Grand Port, une zone sera dédiée au stockage et carénage pour répondre à la |

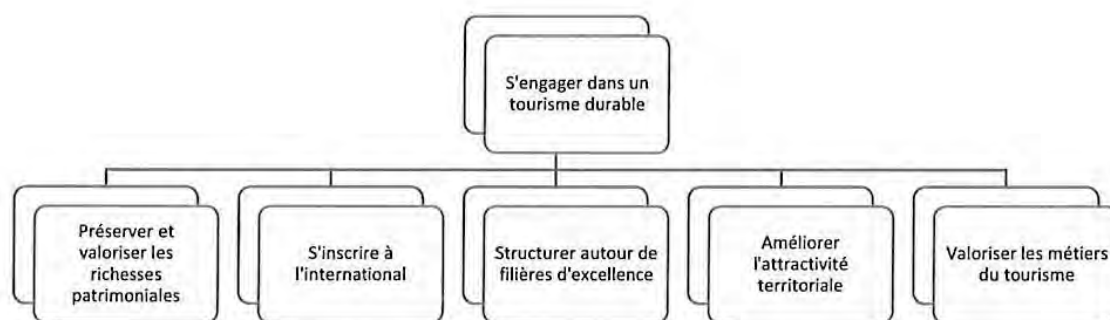
| | | | | | | | | |
|--------------------------------|---|--------|-------|----------|----------|-------|----------------|--------|
| | forte demande enregistrée ces dernières années | | | | | | | |
| Autres outils liés | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | |
| Partenaires associés | Comité des Pêches, Organisations professionnelles | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | Mesure 43 PO FEAMP : Ports de pêche – débarquements –halls de criées et abris CPER 2014-2020 643 Aménagement du Bassin de Radoub 647 Coffres d'amarrage aux Anses d'Arlets et à St Pierre 661 Promotion des activités de nautisme | | | | | | | |
| | | CT | Etat | UE/FEDER | UE/FEAMP | CTM | Autres publics | Privés |
| | Ports de pêche | 6,500 | 0,500 | | 4,800 | 1,200 | | |
| | Port de commerce | 2,000 | 1,250 | 0,300 | | 0,050 | 0,400 | |
| | Port de Plaisance | 5,500 | 1,400 | 1,650 | | 0,450 | 1,100 | 0,900 |
| | Total | 14,000 | 3,150 | 1,950 | 4,800 | 1,700 | 1,500 | 0,900 |
| Échéancier de réalisation | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | | | | | | | | |

| | |
|----------------|--|
| Axe n°6 | DEVELOPPER L'ECONOMIE BLEUE |
| 6.4 | ASSURER L'ATTRACTIVITE DES METIERS DE LA MER |
| Mesure 6.4.1 | Accompagner la professionnalisation et le transfert de compétences |
| Diagnostic | <p>Les métiers de la mer sont largement identifiés au secteur de la pêche et de l'aquaculture, dont l'image reste dégradée.</p> <p>Le secteur est marqué par ailleurs par un faible niveau de technicité et de qualification.</p> |
| Objectif | Il s'agit de relever le niveau de technicité et de professionnalisation dans les métiers de la pêche et de l'aquaculture, notamment dans la perspective du développement de l'exploitation au large et du redéploiement de l'aquaculture. Il s'agit également d'assurer la transmission dans des meilleures conditions de qualification. |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Mettre en place un dispositif spécifique d'accompagnement technique Il sera mis à disposition des acteurs de la pêche et de l'aquaculture, des techniciens spécialisés leur permettant de mieux appréhender à la fois le montage des dossiers d'installation et le suivi technique. Cette mesure intégrera le réseau des accompagnateurs publics</p> <p>Action 2 : Favoriser la reprise-transmission Une bourse cédants-repreneurs permettra de bien identifier les candidats à la reprise, pour</p> |

| | | | | | | |
|--------------------------------|--|------------|----|------|-----|--------|
| | lesquels un parcours de professionnalisation et une aide à l'installation pourra être mis en place. | | | | | |
| Autres outils liés | 211 Mettre en place une nouvelle méthode d'accompagnement 423 Mieux intégrer les mutations démographiques | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | |
| Partenaires associés | CRPMEM – EFPMA – DIECCTE – DM– COOPAQUAM (société coopérative aquaculteurs de Martinique) ; Cluster Maritime | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | PO FEDER/FSE | | | | | |
| | Mesure 8-1-3: Améliorer l'emploi par la création d'entreprises pérennes. | | | | | |
| | | Cout total | UE | Etat | CTM | Privés |
| | Réseau | | | | | |
| | Bourse cédants-repreneurs | | | | | |
| | Aide à l'installation | | | | | |
| | Total | | | | | |
| Échéancier de réalisation | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | | | | | | |

| | |
|----------------|---|
| Axe n°6 | DEVELOPPER L'ECONOMIE BLEUE |
| 6.4 | ASSURER L'ATTRACTIVITE DES METIERS DE LA MER |
| Mesure 6.4.2 | Contribuer à une plus grande notoriété des métiers de la mer |
| Diagnostic | Les métiers de la mer couvrent une large panoplie des métiers de la pêche et de l'aquaculture à tous les métiers liés aux activités portuaires en passant par les métiers de la marine marchande, de la construction et réparation navale, de l'étude et de la protection de l'environnement, de l'exploitation de ses ressources, des sports nautiques, au tourisme, à l'administration et à la Marine Nationale. Cette large panoplie des métiers est non encore couverte par des formations. Le déficit d'image de ces métiers ne contribue pas à attirer les nouvelles générations. |
| Objectif | Il s'agit d'élargir le panel de formations offertes en lien avec les besoins identifiés, en partenariat avec les acteurs de la formation (UA, Éducation Nationale, Ecole de Formation Professionnelle aux Métiers Maritimes et Aquacoles, CREFOP) et les professionnels de l'économie bleue |
| Plan d'actions | Action 1 - Actualiser le CEP et redéfinir les référentiels de formation pour intégrer les nouveaux métiers Le contrat d'études prospectives (CEP) en cours de révision devra permettre de déterminer précisément le potentiel de création d'emploi et les secteurs d'avenir en s'appuyant sur l'étude de 2016 sur l'économie bleue à la Martinique. Action 2: Adapter les cartes de formations aux évolutions des nouveaux métiers Il s'agit au regard des nouveaux besoins des professionnels, d'adapter les formations aux |

| | | | | | |
|--------------------------------|---|------------|-------|------|-------|
| | nouveaux métiers identifiés dans l'économie bleue Action 3 : Mettre en œuvre, via le Cluster Maritime de la Martinique, un Plan d'information et de sensibilisation aux métiers de la Mer. Action 4 : Moderniser les installations et structures pédagogiques pour accompagner la mutation vers les nouveaux besoins recensés dans l'exploitation économique du domaine maritime. | | | | |
| Autres outils liés | 621 Conforter l'action du Cluster Maritime de la Martinique | | | | |
| Pilote | CTM – Cluster maritime martiniquais | | | | |
| Partenaires associés | CRPMEM – EFPMA – DIECCTE – DM – LPO (lycée polyvalent du Marin) – COOPAQUAM (société coopérative aquaculteurs de Martinique), CREFOP... | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | PO FEDER/FSE 2014-2020 10-2-2: Moderniser et conforter les installations et structures pédagogiques maritimes | | | | |
| | | Cout total | UE | Etat | CTM |
| | CEP (1) | - | - | - | - |
| | Carte de formation | - | - | - | - |
| | Sensibilisation (2) | - | - | - | - |
| | Modernisation EFPMA | 11 | 4 | | 7 |
| | Total | 11,000 | 4,000 | | 7,000 |
| | (1) en cours (2) 621 Conforter le cluster | | | | |
| Échéancier de réalisation | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | | | | | |
| Indicateurs de résultats | | | | | |



| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--|--------|--------------------------|-----------|----------|--------|-----------|-----------|--|--|--|-------|-------|-------------|-----------|----------|--------|-----------|-----------|--------------------|--------|-------|-------|--|-------|-------|-------|-------|---------------------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| AXE 7 | S'ENGAGER DANS UN TOURISME DURABLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7.1 | PRESERVER ET VALORISER LES RICHESSES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 7.1.1 | Accompagner la valorisation du patrimoine environnemental et culturel | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | <p>La Martinique bénéficie de sites terrestres et marins d'une beauté exceptionnelle dont la valorisation peut contribuer à améliorer sa notoriété et sa visibilité à l'international. Le patrimoine bâti, culturel, immatériel constitue également une richesse indéniable.</p> <p>Ces atouts variés, à fort potentiel touristique, sont peu valorisés.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif est de tirer parti du potentiel du patrimoine à dimension touristique par la mise en place d'une stratégie offensive de protection et de valorisation. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Préserver l'intégrité physique et le caractère attrayant des paysages, des sites terrestres et marins/Valoriser la biodiversité</p> <p>L'objectif est de recenser les sites et paysages, qui feront l'objet d'une mise en protection ou mise en valeur particulière, dans le respect des équilibres écologiques.</p> <p>Action 2 : Mettre en valeur le patrimoine bâti, mobilier, immatériel, les cultures authentiques, les traditions culturelles, les arts et l'artisanat. Un travail de recensement et de classement, soutenu par une démarche de mise en cohérence des différentes labellisations (« Ville et pays d'Art et d'Histoire », « Jardins Remarquables », Maisons des Illustres »), permettra d'entamer un processus de labellisation des sites historiques ou culturels à repérer, à préserver, à valoriser.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | <p>Action 1 : PNRM,</p> <p>Action 2 : Acteurs publics et privés</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires | EPCI, DEAL, DAC, Communes, ONF | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Modalités opérationnelles | Un appel à projets permettra d'identifier les produits devant faire l'objet d'entretien, de restauration, de labélisation. Ces produits feront l'objet, dans un second temps, d'une mise en circuits de découverte. Cette démarche sera également développée avec les pays de la Caraïbe, dans le cadre du « tourisme multi-destination ». | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PO FEDER-FSE 2014-2020</p> <p>6.3.1 Actions en faveur de la biodiversité</p> <p>6.3.2 Valorisation du patrimoine culturel</p> <p>FEADER/Leader Espace Sud</p> <p>7.5.1 Promotion des activités touristiques</p> <p>7.6.1 Mise en valeur du patrimoine culturel et naturel</p> <p>FEADER/Leader CACEM</p> <p>7.5 Investissements à l'usage du public dans les espaces récréatifs et touristiques</p> <p>7.6 Etudes et investissements liés à l'entretien du patrimoine naturel et culturel</p> <p>16.7.1 Recensement et élaboration d'une stratégie touristique</p> <p>CPER 2014-2020</p> <p>15 Infrastructures culturelles</p> <p>Interreg 2014-2020</p> <p>OS 7 Transfrontalier/OS 9 Transnational Mieux protéger et valoriser le patrimoine naturel caribéen</p> <p>OS 8 Transfrontalier/OS 10 Transnational Accroître l'attractivité touristique du territoire de coopération au travers de la mise en valeur conjointe de son patrimoine naturel et culturel</p> <table><tr><td></td><td colspan="8">Plan de financement (M€)</td></tr><tr><td></td><td>Total</td><td>UE/PO</td><td>UE/Interreg</td><td>UE/Feader</td><td>CTM/CPER</td><td>CTM/UE</td><td>Etat/CPER</td><td>A.publics</td></tr><tr><td>Patrimoine naturel</td><td>11,800</td><td>6,000</td><td>1,000</td><td></td><td>1,300</td><td>0,500</td><td>2,500</td><td>0,500</td></tr><tr><td>Patrimoine culturel</td><td>11,300</td><td>5,000</td><td>1,200</td><td>0,200</td><td>1,200</td><td>0,500</td><td>2,700</td><td>0,500</td></tr><tr><td>Total</td><td>23,100</td><td>11,000</td><td>2,200</td><td>0,200</td><td>2,500</td><td>1,000</td><td>5,200</td><td>1,000</td></tr></table> | | Plan de financement (M€) | | | | | | | | | Total | UE/PO | UE/Interreg | UE/Feader | CTM/CPER | CTM/UE | Etat/CPER | A.publics | Patrimoine naturel | 11,800 | 6,000 | 1,000 | | 1,300 | 0,500 | 2,500 | 0,500 | Patrimoine culturel | 11,300 | 5,000 | 1,200 | 0,200 | 1,200 | 0,500 | 2,700 | 0,500 | Total | 23,100 | 11,000 | 2,200 | 0,200 | 2,500 | 1,000 | 5,200 | 1,000 |
| | Plan de financement (M€) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Total | UE/PO | UE/Interreg | UE/Feader | CTM/CPER | CTM/UE | Etat/CPER | A.publics | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Patrimoine naturel | 11,800 | 6,000 | 1,000 | | 1,300 | 0,500 | 2,500 | 0,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Patrimoine culturel | 11,300 | 5,000 | 1,200 | 0,200 | 1,200 | 0,500 | 2,700 | 0,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 23,100 | 11,000 | 2,200 | 0,200 | 2,500 | 1,000 | 5,200 | 1,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2018-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre d'appels à projets lancés, nombre de projets financés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | Nombre d'opérations ou de manifestations ayant fait l'objet d'une labélisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| AXE 7 | S'ENGAGER DANS UN TOURISME DURABLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------------|---|-------|-------------|--------|--------------|--|------------|-------|-------------|--------|--------------|------------------------|-------|--|-------|--|-------|----------------------------------|-------|-------|--|-------|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 7-1 | PRESERVER ET VALORISER LES RICHESSES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 7.1.2 | Anticiper les menaces environnementales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Les menaces portées au patrimoine environnemental par les pressions et les pollutions d'origine humaine, sont aujourd'hui renforcées par les effets du changement climatique. Cette situation qui accentue la vulnérabilité, expose les populations locale et touristique. Elle réduit sensiblement les possibilités d'aménagement en zones côtières. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il y a lieu, en optimisant les possibilités de coopération régionale et internationale, de développer des programmes de recherche, de créer des réseaux d'échanges et d'expertise sur les menaces environnementales et sur la gestion de ces risques, questions d'envergure internationales. L'objectif est également d'apporter une réponse plus immédiate à la question de la qualité des eaux de baignade | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | <p>Action 1 : Élaborer des outils de connaissance, d'évaluation et de modélisation. Cette action permettra, en lien avec les pays de la Caraïbe, et dans le cadre des GIZC (gestion intégrée des zones côtières), de réaliser des recherches permettant de comprendre et mieux anticiper les menaces environnementales liées à la montée des eaux. Une attention plus particulière sera portée à l'évolution du trait de côte.</p> <p>Action 2 : Elaborer un plan d'action pour la requalification de l'état écologique des eaux de baignade des sites les plus exposés. Ce Plan d'action priorisera les zones dites à enjeu, et notamment les zones où l'usage des produits sanitaires impacte les cours d'eaux et les bas des bassins versants, où la pollution organique drainée par les zones industrielles impacte les zones côtières et les baies, les zones littorales touristiques.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | ONF, DEAL, CMT, EPCI, Communes, Organismes socio-professionnels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PO FEDER-FSE 2014-2020 6.2.2 Améliorer la qualité des eaux de baignade par une meilleure gestion des eaux usées CPER 2014-2020 3.2.2 Connaissance du patrimoine et stratégie pour la biodiversité INTERREG 2014-2020 OS 5 Transfrontalier/OS 6 Transnational : Prévenir et renforcer la capacité de réponse aux risques naturels</p> <p style="text-align: right;">M€</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>Coût total</th><th>UE/PO</th><th>UE/Interreg</th><th>CTM/PO</th><th>CTM/Interreg</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Outils de modélisation</td><td>1,000</td><td></td><td>0,750</td><td></td><td>0,250</td></tr> <tr> <td>Requalification eaux de baignade</td><td>3,000</td><td>2,000</td><td></td><td>1,000</td><td></td></tr> <tr> <td>Total</td><td>4,000</td><td>2,000</td><td>0,750</td><td>1,000</td><td>0,250</td></tr> </tbody> </table> | | | | | | Coût total | UE/PO | UE/Interreg | CTM/PO | CTM/Interreg | Outils de modélisation | 1,000 | | 0,750 | | 0,250 | Requalification eaux de baignade | 3,000 | 2,000 | | 1,000 | | Total | 4,000 | 2,000 | 0,750 | 1,000 | 0,250 |
| | Coût total | UE/PO | UE/Interreg | CTM/PO | CTM/Interreg | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Outils de modélisation | 1,000 | | 0,750 | | 0,250 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Requalification eaux de baignade | 3,000 | 2,000 | | 1,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 4,000 | 2,000 | 0,750 | 1,000 | 0,250 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Modalités opérationnelles | Ces actions devront se faire en cohérence avec les schémas directeurs régionaux (SAR, SDAGE) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2018-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de projets d'amélioration des eaux de baignade menées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de | Evolution de l'indice de la qualité des eaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | |
|-----------|--|
| résultats | |
|-----------|--|

| Axe n° 7 | S'ENGAGER DANS UN TOURISME DURABLE | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|---|-----------|----------|--|------------|-----------|----------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 7.2 | S'INSCRIRE A L'INTERNATIONAL | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 7.2.1 | Renforcer la visibilité sur les marchés extérieurs | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | La Martinique offre une image touristique standardisée, orientée principalement sur le balnéaire, qui induit une saisonnalité marquée. Elle souffre par ailleurs d'une absence de visibilité, notamment face à une politique commerciale très agressive des destinations concurrentes. | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Les actions prioritaires viseront à développer une marque permettant de mettre en exergue la différenciation du produit Martinique. Cette marque devra être portée à la fois par la population résidente et par les acteurs professionnels internes et externes qui adhéreront aux valeurs de ce nouveau positionnement. | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Elaborer une définition partagée de la Marque Martinique/ Cette définition devra refléter la différenciation du produit Martinique, soit en s'adossant à une marque dont la notoriété n'est plus à faire (UNESCO, Villes et pays d'histoire, Grandes Randonnées...) soit en conceptualisant une marque ombrelle cohérente qui définisse l'Identité Martinique. Elle intégrera les déclinaisons et des démarches de labélisation déjà existantes (Qualité Tourisme, Marque M...) L'attrait de l'environnement naturel et culturel, le niveau de bien-être garanti par un bon niveau de sûreté et de sécurité, l'assurance d'un art de vivre et d'une qualité de vie devront être des éléments clés de cette différenciation. Cette action se fera dans le cadre de la définition de la Marque Territoriale</p> <p>Action 2 : Déployer une stratégie de positionnement en interne et à l'extérieur</p> | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | 241 Créer un nouvel environnement pour attirer les investisseurs privés 242 Développer le potentiel de l'ouverture à l'international | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CMT | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Socio-professionnels de tous les secteurs | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | CPER 2014-2020 Mesure 62 du CPER Favoriser l'ouverture à l'international <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>Coût total</th><th>Etat/CPER</th><th>CTM/CPER</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marque</td><td>0,300</td><td>0,150</td><td>0,150</td></tr> <tr> <td>Total</td><td>0,300</td><td>0,150</td><td>0,150</td></tr> </tbody> </table> | | | | Coût total | Etat/CPER | CTM/CPER | Marque | 0,300 | 0,150 | 0,150 | Total | 0,300 | 0,150 | 0,150 |
| | Coût total | Etat/CPER | CTM/CPER | | | | | | | | | | | | |
| Marque | 0,300 | 0,150 | 0,150 | | | | | | | | | | | | |
| Total | 0,300 | 0,150 | 0,150 | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2017 -2018 Mise en place du Groupe de réflexion 2018-2019 Mise en œuvre de l'action | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de suivi | Nombre d'actions de positionnement menés à l'extérieur | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de touristes reçus | | | | | | | | | | | | | | |

| Axe n° 7 | S'ENGAGER DANS UN TOURISME DURABLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--|---|--------|-----------|--------|-------|----------------|--------|--|------------|-------------------|-------|-----------|--------|-----|----------------|--------|------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|----------|--------|---|---|---|---|---|--------|---|---------------|--------|--------|--------|-------|-------|-------|--------|-------|------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|-------|--------|--------|--------|-------|-------|-------|--------|-------|
| 7.2 | S'INSCRIRE A L'INTERNATIONAL | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 7.2.2 | Améliorer la performance économique des structures touristiques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Le tourisme est l'un des moteurs de la croissance économique de la Martinique, mais il peine à se développer selon des logiques de compétitivité. Les dispositifs de soutien existants n'ont pas à ce jour, eu les effets escomptés. Et les indicateurs de performance (taux d'occupation, chiffres d'affaire/chambre louée...) montrent que la Martinique a du mal à soutenir la concurrence des autres îles de la Caraïbe. Cet handicap de compétitivité diminue son attractivité pour les investisseurs et exploitants hôteliers potentiels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il s'agit de développer des dispositifs qui permettent de relever le niveau de compétitivité et d'attractivité économique. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Evaluer les dispositifs existants et élaborer, en lien avec l'Etat et la Commission Européenne, des outils financiers adaptés</p> <p>Action 2 : Mettre en place la Foncière tourisme. Il s'agira d'un outil qui permettra, par le biais de l'externalisation de l'acquisition des murs et du financement des travaux de création ou de réhabilitation, de diminuer des charges d'exploitation. Ce dispositif sera mis en place par les partenaires privés. La CTM y participera en tant que questeur et définira en lien avec les actionnaires les orientations stratégiques</p> <p>Action 3 : Développer un programme de Labélisation des infrastructures touristiques Cette démarche qualité se déclinera sous forme de package intégrant investissement, formation, commercialisation, communication, environnement...et permettra une montée en gamme de produits offerts.</p> <p>Action 4 : Mettre en place un Observatoire L'Observatoire de l'Economie proposera des données factuelles et prospectives sur la filière, permettra une veille stratégique, pour recenser les grandes tendances d'innovation, les attentes du marché.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | 2.11 Mettre en place une nouvelle méthode d'accompagnement public | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | Organismes financiers et bancaires, DIECCTE, BPI, CDC | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PO FEDER-FSE 3.2.1 Environnement financier des entreprises 3.2.4 Industrie du tourisme FEADER 751 Promotion des activités touristiques CPER 2014-2020 633 Créer un fonds d'ingénierie touristique</p> <table> <tr> <th></th><th>Coût total</th><th>Coût total public</th><th>UE/PO</th><th>Etat/CPER</th><th>CTM/PO</th><th>CTM</th><th>Autres publics</th><th>Privés</th></tr> <tr> <td>Cartographie (1)</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr> <tr> <td>Foncière</td><td>10,000</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>10,000</td><td>-</td></tr> <tr> <td>Labellisation</td><td>51,800</td><td>44,800</td><td>24,000</td><td>0,800</td><td>7,200</td><td>2,800</td><td>10,000</td><td>7,000</td></tr> <tr> <td>Observatoire (1)</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr> <tr> <td>Total</td><td>59,200</td><td>44,200</td><td>24,000</td><td>0,800</td><td>7,200</td><td>2,800</td><td>20,000</td><td>7,000</td></tr> </table> <p>(1) cf mesure 211 nouvelle méthode d'accompagnement public</p> | | | | | | | | | Coût total | Coût total public | UE/PO | Etat/CPER | CTM/PO | CTM | Autres publics | Privés | Cartographie (1) | - | - | - | - | - | - | - | - | Foncière | 10,000 | - | - | - | - | - | 10,000 | - | Labellisation | 51,800 | 44,800 | 24,000 | 0,800 | 7,200 | 2,800 | 10,000 | 7,000 | Observatoire (1) | - | - | - | - | - | - | - | - | Total | 59,200 | 44,200 | 24,000 | 0,800 | 7,200 | 2,800 | 20,000 | 7,000 |
| | Coût total | Coût total public | UE/PO | Etat/CPER | CTM/PO | CTM | Autres publics | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cartographie (1) | - | - | - | - | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Foncière | 10,000 | - | - | - | - | - | 10,000 | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Labellisation | 51,800 | 44,800 | 24,000 | 0,800 | 7,200 | 2,800 | 10,000 | 7,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Observatoire (1) | - | - | - | - | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 59,200 | 44,200 | 24,000 | 0,800 | 7,200 | 2,800 | 20,000 | 7,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier réalisation | de | Action 1,2 4, 2017-2018 Action 3 : 2018-2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs réalisation | de | Nombres d'opérations labellisées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs | de | Taux d'occupation des hôtels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | |
|--------------------------------|--|---|-----------|
| résultats | | | |
| AXE 7 | | S'ENGAGER DANS UN TOURISME DURABLE | |
| 7.2 | | S'INSCRIRE A L'INTERNATIONAL | |
| Mesure 7.2.3 | | Faire du numérique un atout stratégique de commercialisation | |
| Diagnostic | | Alors que les nouvelles destinations voisines déploient une stratégie numérique agressive, les formes d'organisation et de commercialisation en Martinique ont de manière marginale intégré l'émergence de nouveaux usages numériques. | |
| Objectif | | Des initiatives permettront d'adapter l'organisation du secteur aux nouvelles opportunités, et de prendre en compte les nouvelles formes de consommation des voyages qui se font désormais via des sites spécialisés. Elles devraient également permettre de faire émerger des nouveaux services aux visiteurs. | |
| Plan d'actions | | <p>Action 1 : Enrichir les espaces numériques en reconfigurant un site internet d'envergure Il s'agit d'alimenter la base de contenu statique, dynamique et multi-lingue (production de textes, vidéos...) tout en mettant en œuvre des actions d'animation web (opérations commerciales, ventes privées,...). Des espaces thématiques dédiés seront créées en fonction des spécificités des cibles: Espace professionnels de séjour ; Espace croisière ; Espace MICE ; Espace Bureau des Tournages ; Espace observatoire...). Et de partenariats seront passés avec des acteurs privés en mesure de fournir du contenu pour le site internet</p> <p>Action 2 : Intensifier la promotion/communication sur le marché France et les marchés de diversification Cette action permettra d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de promotion sur les cibles génériques et les niches identifiées par des outils classiques : Salons, éductours, newsletter, workshops...</p> <p>Action 3 : Améliorer l'ergonomie, la qualité et la fiabilité des informations Il sera réalisé un audit ergonomique du site pour définir les parcours de navigation préférentiels et mettre en œuvre les évolutions sur le design du site avec des parcours personnalisés selon le profil de l'internaute Le lancement auprès des acteurs touristiques martiniquais d'une campagne d'information, d'incitation et de qualification de leurs données permettra de mettre en place de convention d'engagement et de visibilité entre les acteurs privés.</p> <p>Action 4 : Prioriser des moyens numériques (réseaux sociaux et mobiles) sur l'ensemble du parcours du touriste Une stratégie d'animation par les Réseaux sociaux sera alimentée par la production de contenu par le CMT et par les utilisateurs...</p> <p>Action 5 : Optimiser des supports numériques L'objectif est également de développer un programme relationnel prospect par la récupération des données de contact (salons, aéroport,...), la mise en place de campagne emailing/mobile personnalisées avec des offres adaptées aux profils</p> | |
| Pilote | | Comité Martiniquais du Tourisme | |
| Partenaires associés | | CMT, EPCI, Organismes socio-professionnels | |
| Moyens financiers mobilisables | | CPER 2014-2020 723 Usages et services du numérique | |
| | | | |
| | | Cout total | ETAT/CPER |
| | | | 0,500 |
| | | 0,500 | CTM/CPER |
| | | | 0,500 |
| Total | | 1,000 | 0,500 |
| Échéancier de mise en œuvre | | 2017-2019 | |
| Indicateurs de mise en œuvre | | Nombre d'outils numériques créés | |

| | |
|--------------------------|-------------------------------|
| Indicateurs de résultats | Taux de fréquentation du site |
|--------------------------|-------------------------------|

| Axe n° 7 | S'ENGAGER DANS UN TOURISME DURABLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|---|------|-----|----|--|------------|------|-----|----|-------|---|---|---|---|-----------|---|---|---|---|-------|---|---|---|---|
| 7.2 | S'INSCRIRE A L'INTERNATIONAL | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 7.2.4 | Améliorer l'accessibilité internationale | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | <p>Une nouvelle dynamique se met en place néanmoins avec le développement de marchés européens à fort potentiel (Allemagne, Grande Bretagne, Europe du Nord), la pérennisation des dessertes actuelles vers l'Amérique du Nord agrémentée d'une offre low cost et de dessertes aériennes directes saisonnières entre New York, Boston et Washington par Norwegian, l'amélioration de la desserte vers l'Amérique du Sud et la consolidation de la connectivité vers des pays de la Caraïbe.</p> <p>L'accessibilité de la Martinique peut néanmoins être réduite, compte tenu de la politique de visas, plus restrictive que dans l'espace Schengen.</p> <p>Par ailleurs, l'absence de zone duty free, limite son attractivité touristique</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif est de garantir une meilleure attractivité touristique en faisant évoluer la politique de visas et la réglementation douanière relative à l'aménagement des zones franches. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Faire évoluer la politique des visas</p> <p>En lien avec les services de l'Etat et la Commission Européenne, il s'agira d'étudier toutes les évolutions législatives ou réglementaires permettant de faciliter la mobilité des personnes vers la Martinique</p> <p>Action 2 Faire évoluer la réglementation douanière en zone aéroportuaire</p> <p>Il s'agit en lien avec les services de l'Etat, de mettre en cohérence la politique en matière de TVA et en matière d'octroi de mer</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | SAMAC, CMT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | CTM, organisation socio-professionnels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>Cout total</th><th>Etat</th><th>CTM</th><th>UE</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Visas</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr> <tr> <td>Duty Free</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr> <tr> <td>Total</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr> </tbody> </table> | | | | | Cout total | Etat | CTM | UE | Visas | - | - | - | - | Duty Free | - | - | - | - | Total | - | - | - | - |
| | Cout total | Etat | CTM | UE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Visas | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Duty Free | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freins réglementaires ou juridiques | <p>Réglementation européenne sur l'Espace Shengen</p> <p>Réglementation douanière</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de suivi | Nombre de nouvelles lignes aériennes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de réalisation | Taux d'occupation des hôtels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| AXE 7 | S'ENGAGER DANS UN TOURISME DURABLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--|----------|---------|--------|--|--|------------|----------|---------|--------|-----------------|-------|-------|-------|-------|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 7-3 | STRUCTURER LE TOURISME AUTOUR DE PRODUITS D'EXCELLENCE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 7.3.1 | Favoriser la création d'un cluster tourisme | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Les filières du tourisme sont peu structurées et peu lisibles sur le marché martiniquais comme à l'international. Elles fonctionnent par ailleurs de manière isolée, bénéficiant peu de l'effet positif des interdépendances entre activités. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif est de mettre en place un cluster tourisme permettant de stimuler et de structurer l'offre touristique en mettant en place des outils collectifs garantissant une meilleure lisibilité et un meilleur niveau de compétitivité.. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'Actions | Action 1 / Mettre en place des actions collectives Le Cluster devra : <ul style="list-style-type: none">- mettre en œuvre une veille économique pour identifier les mutations des marchés- élaborer des modèles d'organisation, de commercialisation, de management innovant- développer des outils pour alimenter une stratégie numérique offensive- définir une politique globale de communication et d'évènementiel, permettant de rationaliser la programmation sur l'année- ... Action 2 : Décliner des plans d'actions par filières Le Cluster Tourisme aura également vocation à développer pour chaque filière un plan d'action qui comprendra notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'identification des leviers fiscaux, réglementaires, douaniers à actionner pour favoriser l'attractivité et la compétitivité de la filière concernée- l'élaboration d'un plan de formation. En fonction des grandes tendances d'innovation, des attentes du marché, aider les acteurs de la formation à identifier les spécialisations à décliner en fonction de l'évolution des métiers.- le référencement des produits, des infrastructures support, des projets collaboratifs nécessaires au développement de la filière- la déclinaison et la mise en œuvre de la stratégie appropriée pour rechercher et mobiliser les financements indispensables.- | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | Consortium | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | CTM, CMT, EPCI, Socio-professionnels, Chambres consulaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Modalités opérationnelles | Le consortium sera identifié par appels à projets | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres actions liées | 111 Mettre en place une nouvelle méthode d'accompagnement public | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <div>PIA 3 : Structuration de filières CPER 2014-2020 : 631 Soutenir la structuration de filières 633 Créer un fonds d'ingénierie touristique</div> <table><tr><th></th><th>Cout total</th><th>Etat/PIA</th><th>CTM/PIA</th><th>Privés</th></tr><tr><td>Investissements</td><td>0,810</td><td>0,300</td><td>0,300</td><td>0,210</td></tr><tr><td>Fonctionnement</td><td>0,600</td><td>0,150</td><td>0,150</td><td>0,300</td></tr><tr><td>Total</td><td>1,410</td><td>0,450</td><td>0,450</td><td>0,510</td></tr></table> | | | | | | Cout total | Etat/PIA | CTM/PIA | Privés | Investissements | 0,810 | 0,300 | 0,300 | 0,210 | Fonctionnement | 0,600 | 0,150 | 0,150 | 0,300 | Total | 1,410 | 0,450 | 0,450 | 0,510 |
| | Cout total | Etat/PIA | CTM/PIA | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Investissements | 0,810 | 0,300 | 0,300 | 0,210 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Fonctionnement | 0,600 | 0,150 | 0,150 | 0,300 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 1,410 | 0,450 | 0,450 | 0,510 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | 2018- 2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | |
|----------------------------|----|---|
| Indicateurs de réalisation | de | Nombre d'actions communes menées |
| Indicateurs de résultats | de | Evolution du taux d'occupation des hôtels |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|---|-------------------------------|------------|-----------|------------|----------|-----------|--------|-------------------|---|---|---|--|--|---|-------------------------|---|-------|-------|--|--|-------|-----------------------|-------|--|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| AXE 7 | S'ENGAGER DANS UN TOURISME DURABLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7-3 | STRUCTURER LE TOURISME AUTOUR DE PRODUITS D'EXCELLENCE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 7-3-2 | Aider à la structuration par grappes d'entreprises | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Les entreprises créées dans le milieu du tourisme répondent souvent au prisme de la création du propre emploi, se développant dans la plupart des cas dans un cadre familial ou dans l'informel. Elles répondent peu aux exigences de compétitivité et de qualité souhaitées par la clientèle. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il s'agit de référencer et mieux organiser les produits souvent originaux offerts par les Très Petites Entreprises. L'objectif est de leur assurer une meilleure lisibilité et en faire des maillons identitaires dans la chaîne globale du tourisme. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Action 1 : Elaborer des dispositifs collectifs pour les fonctions support Des aides à des fonctions partagés (groupements d'employeurs, gestion et comptabilité partagée, partage d'installations...) seront octroyées pour accompagner la structuration économique des TPE. Action 2 : Favoriser la mise en réseau des Très Petites entreprises La création d'outils d'espaces collectifs dédiés (outils numériques collectifs, plateformes d'achat, plateformes de commercialisation) sera soutenue pour impliquer les porteurs de projets dans la logique de structuration ou de projets collaboratifs. On favorisera également la création ou la consolidation des grappes d'entreprises par le biais de financements croisés (emploi, formation, recherche...) au bénéfice de plusieurs entreprises. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Modalités opérationnelles | Ces actions se mettront en œuvre sous forme d'appels à projets. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | CMT, EPCI, Organismes socio-professionnels, Chambres consulaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres action liée | 111 Mettre en place une nouvelle méthode d'accompagnement public | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | CPER 2014-2020 631 Soutenir la structuration de filières FEADER 2014-2020 16.3 Coopération entre petits opérateurs pour l'organisation de processus de travail communs et le partage d'installations et de ressources, ainsi que pour le développement et la commercialisation de services touristiques liés au tourisme rural Leader CAESM 2014-2020 <table><tr><td></td><td>Cout total</td><td>UE/Feader</td><td>CTM/Feader</td><td>CTM/Cper</td><td>Etat/Cper</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Fonctions support</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td></td><td></td><td>-</td></tr><tr><td>Coop. petits opérateurs</td><td>1</td><td>0,500</td><td>0,250</td><td></td><td></td><td>0,250</td></tr><tr><td>Grappes d'entreprises</td><td>0,200</td><td></td><td></td><td>0,050</td><td>0,050</td><td>0,100</td></tr><tr><td>Total</td><td>1,200</td><td>0,500</td><td>0,250</td><td>0,050</td><td>0,050</td><td>0,350</td></tr></table> <p>(1) Cf 111 Nouvel écosystème d'accompagnement</p> | | Cout total | UE/Feader | CTM/Feader | CTM/Cper | Etat/Cper | Privés | Fonctions support | - | - | - | | | - | Coop. petits opérateurs | 1 | 0,500 | 0,250 | | | 0,250 | Grappes d'entreprises | 0,200 | | | 0,050 | 0,050 | 0,100 | Total | 1,200 | 0,500 | 0,250 | 0,050 | 0,050 | 0,350 |
| | Cout total | UE/Feader | CTM/Feader | CTM/Cper | Etat/Cper | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Fonctions support | - | - | - | | | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Coop. petits opérateurs | 1 | 0,500 | 0,250 | | | 0,250 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Grappes d'entreprises | 0,200 | | | 0,050 | 0,050 | 0,100 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 1,200 | 0,500 | 0,250 | 0,050 | 0,050 | 0,350 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de réalisation | de | 2018- 2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de | de | Nombres de projets collectifs | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | |
|--------------------------|---|
| réalisation | |
| Indicateurs de résultats | Nombre de filières créées ou confortées |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|---|--------|--------|----------------|-----------|----------------|-----------|-----|--------|--------|-------|-------|-------|-----|-------|-------|-------|-------|--|------------|--------|--------|--------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|-------|-------|
| AXE 7 | S'ENGAGER DANS UN TOURISME DURABLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7-4 | AMELIORER L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 7-4-1 | Favoriser l'émergence de Pôles d'Activités Touristiques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | <p>Le Schéma d'Aménagement Régional a identifié un certain nombre de superficies à aménager pour en faire des zones d'attractivité touristiques. Des études d'ingénierie ont été lancées pour certaines zones. Mais aucun investissement durable n'a été réalisé à ce jour.</p> <p>De nombreux espaces publics à dimension touristique présentent un potentiel de développement en raison de la qualité de leur site et de leur environnement, mais sont exploités dans des conditions répondant peu aux exigences de compétitivité.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'enjeu essentiel est d'améliorer l'attractivité touristique de l'ensemble du territoire en aménageant ou en réaménageant des sites naturels, culturels, architecturauxemblématiques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Créer et équiper l'espaces d'aménagement touristiques Sur ces espaces, il s'agit de créer ou de restructurer des infrastructures et des équipements supports d'attractivité touristique et de création d'emplois et d'activités. Sur la base des études déjà réalisées, on veillera à mener à bien un projet d'aménagement structurant dans un des EAT identifié pr le SAR.</p> <p>Action 2 : Créer et équiper des Zones de Mouillage organisées Des actions ciblées seront organisées pour dynamiser l'activité avec la création de commerces, de services, d'hébergements aux alentours des ZMO. L'objectif de la mise en œuvre de ce mouillage, est d'organiser l'amarrage tout en luttant contre le mouillage sauvage, favoriser le développement économique des communes attenante, tout en mettant tout en œuvre pour préserver les fonds marins.</p> <p>Action 3 : Requalifier le patrimoine touristique public : Sur la base d'un état des lieux du patrimoine public à dimension touristique, un audit sera mené pour identifier les modalités de gestion appropriée à chaque site Un vaste Programme de réhabilitation des sites patrimoniaux touristiques pouvant être conçu comme centre d'attraction touristique sera mis en œuvre.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | CMT, EPCI, Organismes socio-professionnels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>Mesure 8-4 du PO FEDER-FSE 2014-2020 Augmenter la création de richesses et d'emplois pour la valorisation du potentiel touristique CPER 2014-2020 611 Création d'un Centre d'Arts 612 Projets à dimension culturelle et patrimoniale relevant des EAT 613 Infrastructures culturelles de premier plan</p> <table><tr><td></td><td>CT</td><td>UE/PO</td><td>CTM</td><td>Autres publics</td><td>Etat/CPER</td></tr><tr><td>EAT</td><td>22,500</td><td>11,000</td><td>7,000</td><td>4,000</td><td>0,500</td></tr><tr><td>ZMO</td><td>4,000</td><td>1,000</td><td>1,000</td><td>2,000</td><td></td></tr><tr><td>Patrimoine</td><td>23,380</td><td>11,000</td><td>11,000</td><td>1,000</td><td>0,380</td></tr><tr><td>Total</td><td>49,880</td><td>23,000</td><td>19,000</td><td>8,000</td><td>0,880</td></tr></table> | | CT | UE/PO | CTM | Autres publics | Etat/CPER | EAT | 22,500 | 11,000 | 7,000 | 4,000 | 0,500 | ZMO | 4,000 | 1,000 | 1,000 | 2,000 | | Patrimoine | 23,380 | 11,000 | 11,000 | 1,000 | 0,380 | Total | 49,880 | 23,000 | 19,000 | 8,000 | 0,880 |
| | CT | UE/PO | CTM | Autres publics | Etat/CPER | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| EAT | 22,500 | 11,000 | 7,000 | 4,000 | 0,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ZMO | 4,000 | 1,000 | 1,000 | 2,000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Patrimoine | 23,380 | 11,000 | 11,000 | 1,000 | 0,380 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 49,880 | 23,000 | 19,000 | 8,000 | 0,880 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de | 2017-2019 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | |
|----------------------------|----------------------------|
| réalisation | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de projets réalisés |
| Indicateurs de résultats | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------|---|-------|------------|-------|----------------|--------|----------------|--------|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|--|---------------------------------|-------|-------|--|-------|--|-------|------------------------------|---|---|--|---|---|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| AXE 7 | S'ENGAGER DANS UN TOURISME DURABLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7-4 | AMELIORER L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 7-4-2 | Assurer la lisibilité de ces joyaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | .Les points d'intérêt touristiques sont peu lisibles ou parfois peu accessibles (transport, moyens de paiement, horaires d'ouverture...) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | L'objectif est d'améliorer l'attractivité touristique de la Destination en soutenant toutes les initiatives visant à | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Plan d'Actions | <p>Action 1 : Mettre en place une signalétique harmonieuse Il s'agit d'élaborer en cohérence sur tout le territoire, une charte graphique et une signalétique commune. La déclinaison, qui sera effectuée par les EPCI, pourra faire ressortir l'identité de chaque territoire</p> <p>Action 2 : Assurer une accessibilité régulière des sites Cette action qui se mettra en œuvre en cohérence avec l'organisation des transports publics, fera l'objet d'une concertation avec les transporteurs privés (taxis de place, taxi collectifs, organisation des transporteurs. Elle prendra la forme d'un soutien à un plan d'actions présenté par un collectif de professionnels du transport</p> <p>Action 3 : Faciliter les admissions partout et à tout moment Il s'agit de garantir le paiement en dollar dans tous les sites publics, notamment ceux régis par la CTM. De la même manière, il conviendra de s'assurer de l'ouverture des sites stratégiques les jours fériés et les week-ends</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | EPCI, Groupements professionnels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | CMT, EPCI, Organismes socio-professionnels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bénéficiaires | Entreprises du tourisme | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>FEADER 7.5 Investissements à l'usage du public dans les infrastructures récréatives, les informations touristiques et les infrastructures touristiques à petite échelle CPER 2014-2020 631 Structuration des filières</p> <table><tr><td></td><td>Cout total</td><td>UE/PO</td><td>UE /FEADER</td><td>CTM</td><td>Autres Publics</td><td>Privés</td></tr><tr><td>Signalétique</td><td>0,900</td><td>0,400</td><td>0,100</td><td>0,100</td><td>0,300</td><td></td></tr><tr><td>Organisation privé du transport</td><td>0,100</td><td>0,025</td><td></td><td>0,025</td><td></td><td>0,050</td></tr><tr><td>Management des sites publics</td><td>-</td><td>-</td><td></td><td>-</td><td>-</td><td>-</td></tr><tr><td>Total</td><td>1,000</td><td>0,425</td><td>0,100</td><td>0,125</td><td>0,300</td><td>0,050</td></tr></table> | | Cout total | UE/PO | UE /FEADER | CTM | Autres Publics | Privés | Signalétique | 0,900 | 0,400 | 0,100 | 0,100 | 0,300 | | Organisation privé du transport | 0,100 | 0,025 | | 0,025 | | 0,050 | Management des sites publics | - | - | | - | - | - | Total | 1,000 | 0,425 | 0,100 | 0,125 | 0,300 | 0,050 |
| | Cout total | UE/PO | UE /FEADER | CTM | Autres Publics | Privés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Signalétique | 0,900 | 0,400 | 0,100 | 0,100 | 0,300 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Organisation privé du transport | 0,100 | 0,025 | | 0,025 | | 0,050 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Management des sites publics | - | - | | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 1,000 | 0,425 | 0,100 | 0,125 | 0,300 | 0,050 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Echéancier de | 2018-2019 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | |
|----------------------------|---|
| réalisation | |
| Indicateurs de réalisation | Nombre de projets réalisés Nombre de labellisations octroyés |
| Indicateurs de résultats | |

| | | | | | | |
|--------------------------------|---|------------|-------|---------|----------|--------------|
| Axe n° 7 | S'ENGAGER DANS UN TOURISME DURABLE | | | | | |
| 7.5 | VALORISER LES METIERS DU TOURISME | | | | | |
| Mesure 6.5.1 | Lancer un programme de qualification et de professionnalisation | | | | | |
| Diagnostic | Les emplois dans les filières du tourisme sont en grande majorité faiblement qualifiés. En effet, même si le nombre de jeunes diplômés a augmenté ces dernières années, on note une faible intégration dans l'emploi des jeunes diplômés. Pourtant, le tourisme, compte tenu des nouvelles tendances et des nouveaux comportements du touriste, représente une vraie voie d'intégration professionnelle. | | | | | |
| Objectif | Pour accompagner la nouvelle stratégie de développement touristique, consolider les emplois touristiques et les pérenniser, il est nécessaire de développer un plan de professionnalisation et de qualification offrant une large panoplie dans les métiers du tourisme. | | | | | |
| Plan d'actions | <p>Action 1 : Actualiser le CEP / Elaborer un GPEC territorial L'actualisation du CEP tourisme est en cours.</p> <p>Action 2 : Mettre en place un plan de formation et de professionnalisation des acteurs : Il importe de renforcer le professionnalisme grâce à une approche thématique (pratique des langues, services à la clientèle...), une approche transverse (alternance, immersion...) et une approche territoriale Il convient également de développer la formation des jeunes et des demandeurs d'emplois en sensibilisant aux métiers du tourisme par les immersions en entreprise, la découverte des métiers et le renforcement de la pratique des langues dès le primaire ; en expérimentant de nouvelles formes d'alternance ; en organisant des parcours de formation adaptés</p> <p>Action 3 : Mettre en place un outil spécifique pour favoriser la montée en compétences des salariés en s'appuyant sur le dispositif EDEC (Engagement Développement de l'Emploi et des Compétences) Il mobilise pour cela des outils d'anticipation ou d'accompagnement des mutations économiques au sein des branches, des territoires et des entreprises. L'EDEC prévu sur les entreprises touristiques ciblera prioritairement : <ul style="list-style-type: none"> - L'évolution technologique (le numérique, le digital) - La transition écologique - Les évolutions de la relation clientèle et les nouvelles attentes du client qui sont les enjeux des mutations économiques d'aujourd'hui.</p> | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | |
| Partenaires associés | AGEFMA et acteurs du Tourisme | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | Mesure 8-4 du PO FEDER-FSE 2014-2020 Augmenter la création de richesses et d'emplois pour la valorisation du potentiel touristique Dispositif EDEC /DIECCTE | | | | | |
| | | Cout total | UE/PO | CTM/PIA | Etat/PIA | Etat/Dieccte |
| | CEP | - | | - | - | - |

| | | | | | | | | |
|---------------------------|----|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | | Plan de formation | 1,000 | 0,800 | 0,050 | | 0,150 | |
| | | EDEC | 1,000 | 0,600 | 0,050 | 0,050 | 0,200 | 0,100 |
| | | Total | 2,000 | 1,400 | 0,100 | 0,200 | 0,200 | 0,100 |
| Echéancier de réalisation | de | 2017-2020 | | | | | | |
| Indicateurs de suivi | de | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | de | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--|-------|------------|--------|-----|--------|--|-----------|-------|-------|-------|--|--|------------------|-------|-------|-------|-------|--|
| Axe n° 7 | S'ENGAGER DANS UN TOURISME DURABLE | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7.5 | VALORISER LES METIERS DU TOURISME | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 7.5.2 | Elargir le potentiel d'intégration professionnelle du tourisme | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Diagnostic | Le développement du tourisme durable, synonyme d'équité sociale, doit permettre de faire profiter les retombées économiques et sociales du tourisme à tous et d'offrir des opportunités d'emploi aux populations éloignées du marché de l'emploi comme aux personnes qualifiées. | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif | Il est important parallèlement de faire connaître l'ensemble des métiers du tourisme et la diversité des parcours potentiels dans ces filières, pour tendre vers une meilleure intégration professionnelle. L'objectif est de rechercher une répartition large et juste des bénéfices économiques et sociaux du tourisme dans l'ensemble de la population, en améliorant les opportunités d'emploi, les revenus et les services proposés à la fois aux personnes qualifiées et aux populations les plus fragilisées. | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | <p>Action 1 : Favoriser l'immersion des jeunes en entreprises</p> <p>Il s'agit de favoriser la découverte des métiers du tourisme par les immersions en entreprise et en expérimentant de nouvelles formes d'alternance, l'expérience ayant démontré la capacité de ces formes de partenariat à constituer une levée des freins à l'accès au travail.</p> <p>Action 2 : Assurer l'intégration progressive des petites structures dans l'économie formelle</p> <p>L'offre informelle d'hébergement, de guide touristique, de vente ambulante, de pratiques sportives ou culturelles...) pourra être améliorée par le biais d'incitatifs pour encourager la création de petites entreprises de tourisme individuelles ou collectives. Des démarches qualité et un accompagnement global de la performance accompagneront ces actions pour rendre plus visibles ces structures.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pilote | CTM | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires associés | AGEFMA et acteurs du Tourisme | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moyens financiers mobilisables | <p>PO FEDER-FSE 2014-2020</p> <p>8-2 Augmenter le taux d'emploi des Neets</p> <p>AFE Accompagnement dans les territoires fragiles</p> <table><tr><td></td><td>Cout total</td><td>UE</td><td>CTM</td><td>Privés</td><td></td></tr><tr><td>Immersion</td><td>1.500</td><td>1.000</td><td>0.500</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Démarche qualité</td><td>1.000</td><td>0.500</td><td>0.150</td><td>0.350</td><td></td></tr></table> | | Cout total | UE | CTM | Privés | | Immersion | 1.500 | 1.000 | 0.500 | | | Démarche qualité | 1.000 | 0.500 | 0.150 | 0.350 | |
| | Cout total | UE | CTM | Privés | | | | | | | | | | | | | | | |
| Immersion | 1.500 | 1.000 | 0.500 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Démarche qualité | 1.000 | 0.500 | 0.150 | 0.350 | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | |
|---------------------------|-----------|-------|-------|-------|-------|--|--|
| | Total | 2,500 | 1,500 | 0,650 | 0,350 | | |
| Echéancier de réalisation | 2017-2020 | | | | | | |
| Indicateurs de suivi | | | | | | | |
| Indicateurs de résultats | | | | | | | |



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-03-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-03-1

PORTANT PARTENARIAT ENTRE LA BANQUE PUBLIQUE D'INVESTISSEMENT ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS D'AVENIR (PIA) / LANCEMENT D'APPELS À PROJETS

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 1^{er} février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'appel à projets qui sera fait en partenariat avec la Banque Publique d'Investissement, l'Assemblée de Martinique autorise le lancement des trois (3) appels à projets pour :

- Concours d'innovation dénommés « projets d'innovation »
- Accompagnement et structuration de filières
- Ingénierie de formation professionnelle.

ARTICLE 2 : Est approuvé le plan de financement défini comme suit, et relatif aux projets retenus dans le cadre des appels à projets mentionnés à l'article 1 :

| | |
|-------|--------|
| BPI | 2,7 M€ |
| CTM | 2,7 M€ |
| ----- | |
| TOTAL | 5,4 M€ |

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée aux chapitres 936 et 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-04-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-04-1

PORTANT VERSEMENT À MADAME D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU CARREFOUR AU DROIT DE LA RD 1 (PR 47 + 270) PARCELLE C 1378 - QUARTIER BONNAIRE AU FRANCOIS

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n° CP/612-08 du 24 juillet 2008 déterminant l'indemnisation des riverains en réparation des dommages et désordres occasionnés à leurs biens immobiliers suite à l'exécution des ouvrages publics décidée par la Collectivité ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-8-1 du 19 janvier 2016 portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif, pour décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement à Madame d'une indemnité d'un montant de cent neuf euros (109 €) pour les dommages causés à ses cultures suite aux travaux d'aménagement du carrefour au droit de la Route Départementale n° 1 (PR 47+270), sis quartier Bonnaire au François.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et signer tout document tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-04-2-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-04-2

PORTANT VERSEMENT À MONSIEUR D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT DE TALUS PAR ENROCHEMENT AU DROIT DE LA RDN°5 (PR 11+000) AU SAINT-ESPRIT

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n° CP/612-08 du 24 juillet 2008 déterminant l'indemnisation des riverains en réparation des dommages et désordres occasionnés à leurs biens immobiliers suite à l'exécution des ouvrages publics décidée par la Collectivité ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-8-1 du 19 janvier 2016 portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif, pour décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement à Monsieur d'une indemnité d'un montant de cinq cent quatre vingt quatorze euros (594 €) pour les dommages causés à ses cultures sur sa propriété cadastrée section R n°72, suite aux travaux de confortement du talus par enrochements au droit de la Route Départementale n° 5 (PR 11+000), sis quartier Valatte au Saint-Esprit.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et signer tout document tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-04-3-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-04-3

**PORTANT VERSEMENT À MONSIEUR D'UNE INDEMNITÉ
POUR DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES
OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE
RÉPARATION DE CANALISATION DU PISE AU SAINT-ESPRIT**

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n° CP/612-08 du 24 juillet 2008 déterminant l'indemnisation des riverains en réparation des dommages et désordres occasionnés à leurs biens immobiliers suite à l'exécution des ouvrages publics décidée par la Collectivité ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-8-1 du 19 janvier 2016 portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif, pour décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement à Monsieur d'une indemnité d'un montant de mille sept cent quarante trois euros (1 743 €) pour les dommages causés à ses cultures sur sa propriété cadastrée section H n°452 suite aux travaux de réparation d'une canalisation du PISE sis au quartier Bontemps Lacour à Saint-Esprit.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et signer tout document tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-06-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-06-1

PORTANT PARTENARIAT AVEC BUSINESS FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 1^{er} février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le partenariat de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) avec l'agence BUSINESS France dans le cadre du dispositif « Business opportunities ».

ARTICLE 2 : L'Agence de développement économique de la CTM, Martinique Développement, est désignée dans le cadre de ce partenariat comme référent de BUSINESS FRANCE pour le volet « INVEST ».

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour poursuivre les échanges avec l'Agence BUSINESS France et signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-07-1-DE
Date de télétransmission : 22/03/2018
Date de réception préfecture : 22/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-07-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION DE COOPÉRATION POUR LE CINÉMA ET L'IMAGE ANIMÉ ENTRE L'ÉTAT, LE CENTRE NATIONAL DU CINÉMA ET DE L'IMAGE ANIMÉE (CNC) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) AINSI QU'UNE CONVENTION D'APPLICATION FINANCIÈRE AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2017

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture et patrimoine le 30 janvier 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer la convention de coopération pour le cinéma et l'image animée entre l'Etat, le Centre National du Cinéma et de l'Image animée et la Collectivité Territoriale de Martinique pour 2017-2019 ainsi que la convention d'application financière au titre de l'exercice budgétaire 2017.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

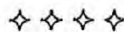
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION N° 18-07-1



Depuis les premières lois de décentralisation, l'Etat, le Centre national du cinéma et de l'image animée et les collectivités territoriales coopèrent afin de développer le secteur du cinéma et de l'audiovisuel dans les territoires.

Cette politique s'est structurée depuis 10 ans autour de conventions de coopération qui couvrent un champ très large : la création, la production, l'exploitation en salles, la diffusion, l'éducation à l'image ainsi que la sauvegarde et la diffusion du patrimoine cinématographique. Les régions sont désormais des partenaires à part entière des secteurs du cinéma, de l'audiovisuel et de l'image animée.

Cette politique de développement dans le secteur cinématographique et audiovisuel menée avec les Régions a permis :

- de nourrir la diversité culturelle par la représentation de tous les univers cinématographiques et audiovisuels ;
- d'accroître l'attractivité des territoires en créant des emplois grâce à la structuration d'une filière ;
- de maintenir un parc de salles de cinéma dense, moderne et diversifié ;
- de renforcer le lien social, l'esprit critique et de renouveler les publics grâce aux dispositifs d'éducation à l'image ;
- de concourir à l'animation culturelle du territoire à travers des festivals et en sauvegardant le patrimoine cinématographique.

La politique Etat- CNC- Région a toujours été envisagée par les partenaires dans sa globalité, chaque action soutenue ayant un impact sur les autres.

Pour les années 2017-2019, à la suite de la concertation des acteurs territoriaux initiée par le CNC et de son Tour de France des régions, les partenaires souhaitent renouveler et approfondir la politique ainsi menée afin d'encourager la mise en place d'écosystèmes locaux et le développement d'une économie de la création, en favorisant l'articulation entre politique culturelle et politique de développement économique.

1. Le renforcement de la politique de soutien à la création et à la production d'œuvres de qualité

Par leur intervention conjointe, le CNC et la collectivité territoriale de Martinique (ci-après CTM), ont pour objectif de contribuer à la diversité culturelle, en soutenant des œuvres de qualité, en contribuant au renouvellement de la création et des talents en matière cinématographique et audiovisuelle, et en accompagnant la filière professionnelle en région.

1.1. L'émergence et le renouveau des talents

L'avenir de la filière passe par l'accompagnement des auteurs et le renouveau des talents dans leur diversité. L'auteur doit être repéré puis soutenu et accompagné pour créer toute œuvre animée (fiction, animation, documentaire, expérimental et nouveaux médias).

Par son soutien sélectif à l'écriture et au développement d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles, la CTM permet à l'auteur de se consacrer à sa création.

La CTM accorde des bourses de résidence aux auteurs afin de les sortir de leur isolement en cofinancement avec le CNC selon la modalité du 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité.

1.2. Les projets d'œuvres pour les nouveaux médias

La création s'est emparée des spécificités offertes par les nouveaux médias et les nouveaux usages. En découlent des œuvres innovantes qui se caractérisent par leur diversité (séries digitales, narrations interactives, applications mobiles, expériences en réalité virtuelle, etc...).

Ces œuvres nourrissent la diversité culturelle. Afin d'encourager la création de ces contenus audiovisuels innovants, la CTM accorde un soutien sélectif en vue de contribuer au financement de l'écriture, du développement et de la production de projets d'œuvres pour les nouveaux médias en cofinancement avec le CNC.

1.3. Les œuvres cinématographiques de courte durée

Le renouvellement des talents et du tissu professionnel passe par la production d'œuvres cinématographiques de courte durée. Ce secteur économiquement fragile reste une étape essentielle dans la structuration d'une filière et le renouveau des talents.

Ainsi, la CTM accorde un soutien sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée en cofinancement avec le CNC selon la modalité du 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité.

1.4. Les œuvres cinématographiques de longue durée et la production audiovisuelle

Le CNC soutient la **production d'œuvres cinématographiques de longue durée et d'œuvres audiovisuelles** afin d'assurer au public une grande diversité de l'offre culturelle, en particulier d'œuvres françaises, et pour contribuer à structurer un secteur créateur de richesses et d'emplois. La production de ces œuvres est également source d'attractivité pour le territoire.

La CTM accorde un soutien sélectif à la production d'œuvres cinématographiques et d'œuvres audiovisuelles en cofinancement avec le CNC selon les modalités du dispositif de 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité.

2. Le renforcement de l'attractivité du territoire et de la structuration des filières

Afin de renforcer l'attractivité du territoire, plusieurs mécanismes d'incitation fiscale ont été mis en place : le crédit d'impôt pour les dépenses de production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles et le crédit d'impôt pour les dépenses de production exécutive d'œuvres étrangères. L'amélioration des modalités de mise en œuvre de ces dispositifs en 2016 permet de relocaliser des tournages en France et de développer la production.

Un projet de création d'un **bureau d'accueil de tournage** est actuellement en cours afin de :

- faciliter l'accueil des tournages et déployer une offre de services associée dont l'offre de service de production exécutive et de travaux de post-production.
- recenser et faire connaître la diversité des talents de Martinique (producteurs, auteurs, scénaristes, réalisateurs, comédiens, figurants), techniciens, intermittents du spectacle, industries techniques, installations / infrastructures, décors disponibles, notamment à travers les bases TAF et décors opérées par Film France ;
- promouvoir les avantages financiers (mécénats, fondations locales, ...) et fiscaux du territoire tel que le crédit d'impôt international, le crédit d'impôt audiovisuel et cinéma, la LODEOM renforcée, etc...)

3. L'innovation dans l'éducation à l'image et la citoyenneté pour inventer le public de demain

La démocratisation des outils de création et de diffusion des images, l'omniprésence des écrans, la massification des flux et le formatage commercial des contenus imposent d'accompagner les regards particulièrement du jeune public. L'enjeu est de comprendre comment sont faites les images, de favoriser l'expression artistique et de proposer une approche sensible des œuvres.

Ces démarches constituent aujourd'hui une priorité des politiques publiques, car lire et écrire le monde qui nous entoure – pour mieux l'appréhender dans toute sa complexité – ne passe pas uniquement par le texte mais également par les images.

3.1. Dans le temps scolaire : Le maintien des dispositifs nationaux d'éducation à l'image

L'éducation à l'image s'appuie notamment sur des dispositifs nationaux, dont le CNC est à l'origine, visant à donner aux élèves, de la maternelle à la terminale, une culture cinématographique par la fréquentation des œuvres et des créateurs. Quatre opérations ont ainsi vu le jour : « **Ecole et Cinéma** », « **Collège au Cinéma** », « **Lycéens et apprentis au Cinéma** » ainsi que les enseignements obligatoires et facultatifs de spécialité cinéma-audiovisuel en série L des lycées. Elles sont fondées sur des principes identiques : la découverte des films en salle de cinéma, la rencontre avec des professionnels et les métiers du cinéma et de l'audiovisuel et le travail pédagogique conduit par les enseignants et les partenaires culturels à partir de documents réalisés spécialement à leur intention.

Le CNC finance les coordinations nationales de ces dispositifs que la CTM et l'Etat mettent en œuvre sur le territoire.

3.2. Le hors temps scolaire : le maintien du dispositif Passeurs d'images

Le CNC a mis en œuvre le dispositif **Passeurs d'images** en direction des publics en difficulté d'accès aux pratiques cinématographiques.

La réussite de cette opération repose sur un partenariat entre les ministères chargés de la culture et de la communication et plus particulièrement des Directions des affaires culturelles, de l'éducation nationale, de l'agriculture, de la politique de ville, de la santé et de la jeunesse et des sports ainsi qu'avec les collectivités territoriales et les professionnels du cinéma.

Le CNC finance la coordination nationale de ce dispositif que la CTM et l'Etat mettent en œuvre sur leur territoire. La CTM et l'Etat en coordination avec le CNC, décident de prolonger leur partenariat pour développer **Passeurs d'images** en coopération avec les autres services ministériels concernés.

4. Les pôles régionaux d'éducation aux images et la nécessité d'innover

Les pôles régionaux d'éducation aux images ont pour missions principales d'animer le réseau des partenaires éducatifs, culturels et artistiques à l'échelle régionale, d'être des centres régionaux de ressources et de documentation, de coordonner et développer la formation des professionnels, des médiateurs culturels, des animateurs de quartiers, des formateurs.

La CTM étudie la possibilité de mettre en place un pôle régional d'éducation aux images.

5. Un maillage adapté en termes de diffusion culturelle

5.1. La diffusion d'une offre diversifiée

Les festivals de cinéma ont un rôle clé dans l'aménagement culturel du territoire, dans l'exposition des œuvres les plus exigeantes ainsi que dans la découverte et l'accompagnement des jeunes talents participant aussi à leur insertion professionnelle. Ce sont des acteurs de proximité de la diversité cinématographique et audiovisuelle. Ils contribuent au rayonnement des territoires dans lesquels ils se déroulent et participent pleinement à l'économie.

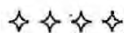
Les festivals annuels organisés en Martinique :

- Rencontres Cinéma Martinique,
- Festival « Prix de Court »,
- Rencontres autour du Festival Européen du Film d'Education,
- Les Révoltés du monde
- Anses d'Arlet film festival (AAF)

5.2. Le réseau de diffusion culturelle

A l'initiative du CNC, plusieurs opérations nationales permettent de faire découvrir au public des œuvres appartenant à un genre particulier. Parmi elles, le Mois du film documentaire est relayée sur le territoire par l'Etat et la CTM.

Par ailleurs, le réseau Passeurs d'images offre sur tout le territoire un accès au cinéma et à l'audiovisuel, par des projections et des ateliers, notamment à destination des publics éloignés de l'offre culturelle (quartiers prioritaires, zones rurales...).



Ainsi, pour la durée de la convention, les partenaires se donnent comme objectifs prioritaires :

- Le renforcement de la politique de soutien à la création et à la production d'œuvres de qualité
- Le renforcement de l'attractivité du territoire et de la structuration de la filière ;
- L'innovation dans l'éducation à l'image et la citoyenneté pour inventer le public de demain ;
- L'étude de l'opportunité de mettre en place un pôle d'éducation à l'image et la nécessité d'innover.
- Un maillage adapté en termes de diffusion culturelle.

MODALITES TECHNIQUES

Vu le code du cinéma et de l'image animée, notamment ses articles L. 111-2 (2°), L.112-2, R. 112 et D.311-1 ;

Vu le Règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée, notamment son article 113-2 ;

Vu le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (RGEC) ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-4, L. 1511-2 et L. 4211-1 (6°) ;

Considérant le protocole interministériel du 4 décembre 2006 relatif au dispositif « Lycéens et apprentis au cinéma » ;

Considérant le cahier des charges du 6 septembre 2004 relatif au dispositif « Collège au cinéma » ;

Considérant le protocole d'accord interministériel relatif au dispositif « Passeurs d'Images » du 26 octobre 2009 ;

Considérant la Charte relative aux Pôles régionaux d'éducation aux images ; (<http://www.cnc.fr/web/fr/les-poles-regionaux>) ;

Considérant la circulaire de la ministre de la culture et de la communication du 8 juin 2016 relative au soutien d'artistes et d'équipes artistiques dans le cadre de résidences,

Vu l'arrêté délibéré n° 16-418-1-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu l'arrêté délibéré n° du de la Collectivité Territoriale de Martinique autorisant le Président du Conseil Exécutif à signer la présente convention ;

Vu le budget du Centre national du cinéma et de l'image animée pour 2017 ;

ENTRE

L'État, représenté par le Préfet de la Région Martinique, Monsieur Franck ROBINE, ci-après désigné « l'État (DAC-Martinique) »,

Le Centre national du cinéma et de l'image animée, représenté par sa Présidente, Madame Frédérique BREDIN, ci-après désigné « le CNC »,

ET

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, ci-après désignée « CTM »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet le développement du secteur cinématographique et audiovisuel en Martinique pour la période 2017-2019. Les signataires s'engagent à mener une politique conjointe dans les domaines de la création et de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles, de la diffusion culturelle, de l'éducation artistique à l'image et du développement des publics.

Les partenaires concluent chaque année une convention d'application financière.

ARTICLE 2 - Rappel du cadre juridique général

Les aides de la CTM constitutives d'une aide d'Etat en application de l'article 107§1 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne sont compatibles avec la réglementation européenne en matière d'aide d'Etat. La CTM s'engage à mettre ses dispositifs d'aides en conformité avec les règles communautaires, notamment celles du Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (RGEF).

Les dispositifs d'aides de la CTM ne comportent pas de dispositions contraires au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dans des domaines autres que les aides d'Etat, en vue d'éviter toute discrimination, au sein de l'Union, en raison de la nationalité des bénéficiaires des aides, et d'assurer notamment la liberté d'établissement, de circulation des marchandises et de libre prestation des services.

TITRE I : SOUTIEN À LA CRÉATION ET À LA PRODUCTION

ARTICLE 3 – Fonds territorial d'aide à la création et à la production

Dans le cadre de la présente convention conclue pour les années 2017-2019, la CTM gère un fonds d'aide sélective à la création et à la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles, selon les dispositions prévues aux articles 2, 4, 5, 6, 7, 8, et 9 de la présente convention.

Sous réserve d'un apport minimum de trois cent mille euros (300.000 €) de la CTM et du maintien de l'apport de la CTM dans les dispositifs d'éducation à l'image, le CNC, sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire et de ses possibilités budgétaires accompagne financièrement l'effort de la CTM par des apports dont les modalités sont détaillées dans les articles 4, 5, 6, 7, et 8. Les apports financiers du CNC sont subordonnés au respect des conditions de sélectivité dans lesquelles les aides sont accordées, telles qu'elles sont définies à l'article 9.

Le montant total des engagements financiers annuels du CNC en faveur de la CTM dans le cadre de la présente convention au titre du fonds d'aide à la production pour la production cinématographique (longue durée et courte durée) et audiovisuelle ne peut excéder deux millions d'euros (2 000 000 €).

ARTICLE 4 - Soutien à l'émergence et au renouveau des talents

4.1- Le déploiement de l'opération Talents en Court

La CTM étudie la possibilité de confier à une association choisie en partenariat avec l'Etat (DAC-Martinique) la charge de déployer sur le territoire régional l'opération Talents en court. Elle doit mettre en œuvre des actions répondant à la Charte Talents en court.

A la condition d'une intervention annuelle minimum de cinq mille euros (5 K€), le CNC accompagne financièrement l'effort de la CTM dans la limite de 5 K€ par territoire régional et par an sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire et de ses disponibilités financières et de la remise par les bénéficiaires d'un rapport d'activité et d'un bilan financier annuel.

4.2- Le soutien sélectif à l'écriture et au développement

La CTM accorde un soutien sélectif à l'écriture et au développement d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles selon les modalités suivantes.

Les aides à l'écriture s'adressent à tout réalisateur ou scénariste d'œuvre cinématographique ou audiovisuelle qui propose un synopsis ou un projet de scénario.

Les aides au développement sont destinées à participer aux frais de préparation et d'écriture, de démarches auprès des diffuseurs et des coproducteurs. Elles sont accordées à une entreprise de production cinématographique ou de production audiovisuelle constituée sous forme de société commerciale.

- Critères et procédure d'attribution

Les aides de la CTM sont attribuées après avis du comité de lecture, en considération notamment de la nature du sujet, ainsi que des caractéristiques et des qualités des projets.

- Montants des aides

Ces aides prennent la forme de subvention :

La CTM fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de plafonds précisés à l'annexe technique de la présente convention. Ces aides n'entraînent pas automatiquement l'attribution d'un soutien à la production si la demande en est faite ultérieurement.

La CTM fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de plafonds précisés à l'annexe technique de la présente convention. Ces aides n'entraînent pas automatiquement l'attribution d'un soutien à la production si la demande en est faite ultérieurement.

- Participation financière du CNC

Le CNC accompagne financièrement l'effort prévisionnel de la CTM par une subvention forfaitaire globale annuelle destinée à accroître l'intervention financière de la CTM dans ce domaine. Seuls les projets ayant reçu un avis positif du comité de lecture inscrit dans le procès-verbal sont comptabilisés pour le calcul de la participation effective du CNC. Après remise du bilan qualitatif et quantitatif annuel fourni par la CTM et d'une attestation des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la CTM, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

4.3- Soutenir l'auteur par l'octroi d'une bourse de résidence

La CTM accorde un soutien aux auteurs afin de leur permettre de travailler au sein d'une résidence qui leur donne accès à un suivi par un tuteur, des échanges avec d'autres auteurs, à des masterclass répondant à la circulaire de la ministre de la culture et de la communication du 8 juin 2016 relative au soutien d'artistes et d'équipes artistiques dans le cadre de résidences afin de réaliser leur projet (fiction, animation, documentaire, expérimental et nouveaux médias).

La CTM soutient notamment les auteurs pour leur participation aux ateliers d'écriture organisés chaque année en Corse, au mois de novembre par le GREC – Groupe de Recherches et d'essais cinématographiques.

- Critères et procédure d'attribution

Les aides de la CTM sont attribuées après avis du comité de lecture, en considération notamment de la nature du sujet, ainsi que des caractéristiques et des qualités des projets

- Montants des aides

Ces aides prennent la forme de bourses de résidence.

La CTM fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite d'un plafond précisé à l'annexe technique de la présente convention.

Ces aides n'entraînent pas automatiquement l'attribution d'un soutien à la production si la demande en est faite ultérieurement.

- Participation financière du CNC

Le CNC accompagne financièrement l'effort prévisionnel de la CTM selon la modalité du 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité destinée à accroître l'intervention financière de la CTM dans ce domaine dans la limite de soixante-quinze mille euros (75 000 €) par an et par convention sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 18 de la présente convention. Seuls les projets ayant reçu un avis positif du comité de lecture inscrit dans le procès-verbal sont comptabilisés pour le calcul de la participation effective du CNC.

Après remise du bilan qualitatif et quantitatif annuel fourni par la CTM et d'une attestation des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la CTM, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

ARTICLE 5 – Aide aux projets d'œuvres pour les nouveaux médias

La CTM accorde un soutien à l'écriture, au développement, et, le cas échéant, à la production, de projets d'œuvres pour les nouveaux médias avec l'accompagnement du CNC.

Les projets d'œuvres pour les nouveaux médias s'entendent comme des projets d'œuvres, à l'exclusion des jeux vidéo, spécifiquement destinées à une exploitation sur des services ou sous forme de services, mis à disposition du public par tout terminal, fixe ou mobile, permettant l'accès à l'internet.

• Eligibilité

Sont éligibles les projets répondant aux critères suivants :

- La qualité d'écriture de l'argumentaire et la filmographie du réalisateur sont jugés par le comité de lecture comme présentant des garanties suffisantes à la qualité de l'œuvre

- Le tournage n'a pas débuté avant la date limite de dépôt de dossiers
- Les projets remplissent les conditions d'éligibilité au soutien financier à la production d'œuvres audiovisuelles du CNC

Les aides à l'écriture sont accordées à des auteurs.

Les aides au développement et à la production sont accordées à des entreprises de production déléguées constituées sous forme de sociétés commerciales.

S'agissant des aides à la production, les œuvres doivent être financées par un apport en numéraire effectué en application d'un contrat conclu, avant la fin de la réalisation de l'œuvre, entre l'entreprise de production et un ou plusieurs partenaires financiers établis en France.

- Critères et procédure d'attribution

Les aides de la CTM sont attribuées après avis du comité de lecture, en considération notamment de l'originalité de l'œuvre, de sa contribution à la diversité de la création, de la qualité de l'écriture du projet ainsi que de l'adéquation du projet aux médias sur lesquels il sera exploité et du public visé. Pour les aides à la production, il est également tenu compte des perspectives de diffusion ou de commercialisation et de la viabilité économique du projet.

- Montants des aides

Ces aides prennent la forme de subventions.

La CTM fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de plafonds en annexe de la présente convention.

Le montant des aides au développement versées pour une même œuvre ne peut excéder 50 % des dépenses définitives de développement de l'œuvre.

Le montant des aides à la production versées pour une même œuvre ne peut excéder 50 % du coût définitif de production de l'œuvre.

En outre, les aides versées par la CTM ne peuvent avoir pour effet de porter à plus de 50 % du coût définitif de production de l'œuvre le montant total des aides publiques accordées.

- Participation financière du CNC

Le CNC accompagne l'effort de la CTM par une subvention annuelle forfaitaire destinée à accroître l'intervention de la CTM dans ce domaine sans que son engagement ne puisse dépasser trois cent mille euros (300 000 €) par an sur ce volet.

Seuls les projets ayant reçu un avis positif du comité de lecture inscrit dans le procès-verbal sont comptabilisés pour le calcul de la participation effective du CNC.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la participation du CNC les aides accordées par la CTM aux projets répondant aux catégories suivantes :

- déclinaison d'œuvres audiovisuelles ou cinématographiques préexistantes ;
- œuvres remplissant les conditions d'éligibilité aux aides à la production des œuvres audiovisuelles du CNC (« Fonds de Soutien Audiovisuel (FSA) web ») ;
- ouvrages de référence (encyclopédies, atlas) et services d'information ;
- concepts fondés sur un programme de flux ;
- services d'information ou purement transactionnels ;
- productions institutionnelles ;
- contenus à caractère strictement promotionnel ou publicitaire.

Après remise du bilan quantitatif et qualitatif annuel fourni par la CTM et d'une attestation de la réalisation des projets aidés et des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la CTM, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

ARTICLE 6 - Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée

La CTM accorde un soutien sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée avec l'accompagnement du CNC.

- Eligibilité

Les aides à la production sont accordées à des entreprises de production sous forme de sociétés commerciales.

Sont éligibles les œuvres cinématographiques d'une durée inférieure ou égale à 60 minutes, appartenant aux genres de la fiction, du documentaire, de l'animation et de l'expérimental.

La CTM s'engage à prendre toutes les dispositions pour que les aides aux œuvres cinématographiques de courte durée bénéficient à l'emploi et soient subordonnées au respect de la législation sociale par le producteur.

- Critères et procédure d'attribution

Les aides de la CTM sont attribuées après avis du comité de lecture, en considération notamment de la nature du sujet, des caractéristiques, des qualités de réalisation des œuvres.

- Montants des aides

Ces aides prennent la forme de subventions.

Le montant total des aides publiques ne peut excéder 80% du coût définitif de l'œuvre ou, en cas de coproduction internationale, de la participation française. Lorsque la production de l'œuvre cinématographique de courte durée n'est pas soutenue par le CNC, la CTM s'engage à contrôler le respect du seuil d'intensité des aides publiques.

- Participation financière du CNC

Le CNC accompagne l'effort de la CTM par une subvention annuelle destinée à accroître l'intervention de la CTM dans ce domaine.

L'engagement financier prévisionnel du CNC est calculé selon la modalité du 1€ du CNC pour 2€ engagés par la CTM sur son budget propre sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 18 de la présente convention.

Sont comptabilisées dans le calcul de la participation effective du CNC, les œuvres cinématographiques de courte durée ayant reçu un avis positif du comité de lecture inscrit dans le procès-verbal et bénéficiant d'une aide votée par la CTM d'un montant égal ou supérieur à quinze mille euros (15 000 €) ou de l'aide de plusieurs collectivités territoriales bénéficiant de l'apport du CNC au titre du dispositif du « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité » d'un montant cumulé égal ou supérieur à vingt mille euros (20 000 €).

Après remise du bilan quantitatif et qualitatif annuel fourni par la CTM et d'une attestation de la réalisation des projets aidés et des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la CTM,

sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

ARTICLE 7 - Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée

La CTM accorde un soutien sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée afin de favoriser la création d'œuvres de qualité avec l'accompagnement du CNC sous réserve d'une intervention annuelle de cent mille euros (100 000 €) de la part de la CTM.

- Eligibilité

Les aides à la production sont accordées à des entreprises de production sous forme de sociétés commerciales.

Sont éligibles les œuvres cinématographiques d'une durée de plus de 60 minutes.

- Critères et procédure d'attribution

Les aides de la CTM sont attribuées après avis du comité de lecture, en considération notamment de la nature du sujet, des caractéristiques, des qualités et des conditions de réalisation des œuvres.

- Montants des aides

Ces aides prennent la forme de subventions.

Le montant total des aides publiques ne peut excéder 50% du coût définitif de l'œuvre ou, en cas de coproduction internationale, de la participation française. Des dérogations peuvent être accordées dans la limite de 60 % pour les œuvres difficiles ou à petit budget (première et deuxième œuvre d'un réalisateur ou œuvre dont le coût de production est inférieur ou égal à un million deux cent cinquante mille euros (1 250 000 €).

- Participation financière du CNC

L'engagement financier prévisionnel du CNC est calculé selon la modalité du 1€ du CNC pour 2€ engagés par la CTM sur son budget propre sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 18 de la présente convention.

Ne sont comptabilisées pour le calcul de la participation effective du CNC que les œuvres cinématographiques de longue durée ayant reçu un avis positif du comité de lecture inscrit dans le procès-verbal, pour lesquelles l'entreprise de production déléguée bénéficie de l'agrément des investissements ou de l'agrément de production délivré par le CNC; et qui ont bénéficié d'une aide votée par la CTM d'un montant égal ou supérieur à :

- cent mille euros (100 000 €) pour les œuvres cinématographiques de fiction et d'animation. Dans le cas où l'œuvre reçoit le soutien de plusieurs collectivités territoriales bénéficiant de l'apport du CNC au titre du dispositif du « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité », le montant cumulé des aides attribuées par les collectivités doit être égal ou supérieur à cent cinquante mille euros (150 000 €) ;
- cinquante mille euros (50 000 €) pour les œuvres cinématographiques documentaires. Dans le cas où l'œuvre reçoit le soutien de plusieurs collectivités territoriales bénéficiant de l'apport du CNC au titre du dispositif du « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité », le montant cumulé des aides attribuées par les collectivités doit être égal ou supérieur à soixante mille euros (60 000 €).

Après remise du bilan quantitatif et qualitatif annuel fourni par la CTM et d'une attestation de la réalisation des projets aidés et des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la CTM, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

ARTICLE 8 - Aide à la production d'œuvres audiovisuelles, magazines télévisés et captation de spectacle

8-1 Soutien à la production d'œuvres audiovisuelles

La CTM accorde un soutien sélectif à la production d'œuvres audiovisuelles appartenant aux genres de la fiction, du documentaire et de l'animation, destinées à une première diffusion à la télévision ou à une première mise à disposition du public sur une plateforme Internet, avec l'accompagnement du CNC sous réserve d'une intervention annuelle de cent mille euros (100 000 €) de la part de la CTM.

• Eligibilité

Les aides à la production sont accordées à des entreprises de production sous forme de sociétés commerciales.

Les œuvres répondent aux conditions d'éligibilité aux aides à la production des œuvres audiovisuelles du CNC (« Fonds de Soutien Audiovisuel (FSA) télévisé ou web »).

• Critères et procédure d'attribution

Les aides de la CTM sont attribuées après avis du comité de lecture, en considération notamment de la nature du sujet, des caractéristiques, des qualités et des conditions de réalisation des œuvres.

• Montants des aides

Ces aides prennent la forme de subventions.

Le montant total des aides publiques ne peut excéder 50% du coût définitif de l'œuvre ou, en cas de coproduction internationale, de la participation française sauf pour les œuvres difficiles ou à petit budget.

Le seuil d'intensité peut s'élever à 60 % pour les œuvres difficiles ou à petit budget définies comme suit : une œuvre difficile est une œuvre présentant un caractère innovant, peu accessible ou délicat, en considération, notamment, du sujet, du format, de la dramaturgie, de la réalisation ou des conditions de production ; une œuvre à petit budget est celle dont le budget total est inférieur ou égal à cent mille euros (100.000 €) par heure.

Le seuil d'intensité d'aide publique est porté à 80 % pour les œuvres difficiles appartenant au genre documentaire de création dont le budget total est inférieur ou égal à cent cinquante mille euros (150 000 €) par heure.

• Participation financière du CNC

L'engagement financier prévisionnel du CNC est calculé selon la modalité du 1€ du CNC pour 2€ engagés par la CTM sur son budget propre sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 18 de la présente convention.

Ne sont prises en compte pour le calcul de la participation effective du CNC que les œuvres ayant reçu un avis positif du comité de lecture inscrit dans le procès-verbal, ayant obtenu l'autorisation préalable délivrée par le CNC et appartenant aux catégories suivantes :

- œuvres de fiction unitaires ou sous forme de séries ;
- œuvres d'animation unitaires ou sous forme de séries ;
- œuvres documentaires unitaires d'une durée minimum de 52 minutes ou sous forme de séries comportant au minimum 2 épisodes d'une durée minimum de 26 minutes.

En outre, les conditions suivantes doivent être réunies :

- a) Dans le cas d'une coproduction, le bénéficiaire de l'aide de la CTM est l'entreprise de production déléguée qui sollicite l'aide à la production du CNC ou bien l'entreprise de production déléguée mentionnée dans l'accord de pré-achat avec le diffuseur.
- b) Lorsqu'il s'agit d'une œuvre unitaire, cette dernière bénéficie d'une aide votée d'un montant égal ou supérieur à :
 - vingt-six mille euros (26 000 €) pour les œuvres de fiction d'une durée égale ou inférieure à 26 minutes. Dans le cas où l'œuvre reçoit le soutien de plusieurs collectivités territoriales bénéficiant de l'apport du CNC au titre du dispositif du « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité », le montant cumulé des aides attribuées par les collectivités doit être égal ou supérieur à trente-cinq mille euros (35 000 €) ;
 - trente-quatre mille euros (34 000 €) pour les œuvres de fiction d'une durée égale ou supérieure à 26 minutes. Dans le cas où l'œuvre reçoit le soutien de plusieurs collectivités territoriales bénéficiant de l'apport du CNC au titre du dispositif du « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité », le montant cumulé des aides attribuées par les collectivités doit être égal ou supérieur à quarante-cinq mille euros (45 000 €) ;
 - quinze mille euros (15 000 €) pour les œuvres documentaires d'une durée égale ou supérieure à 52 minutes. Dans le cas où l'œuvre reçoit le soutien de plusieurs collectivités territoriales bénéficiant de l'apport du CNC au titre du dispositif du « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité », le montant cumulé des aides attribuées par les collectivités doit être égal ou supérieur à vingt-cinq mille euros (25 000 €).
- c) Lorsqu'il s'agit d'une série télévisée, la CTM fixe le montant de l'aide attribuée dans la limite du plafond de cent cinquante mille (150 000 €) indiqué en annexe de la présente convention. L'œuvre bénéficie d'une aide votée par la CTM d'un montant au moins égal aux seuils définis ci-dessus pour les œuvres unitaires de même catégorie.

Après remise du bilan quantitatif et qualitatif annuel fourni par la CTM et d'une attestation de la réalisation des projets aidés et des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la CTM, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

8-2 Soutien aux magazines télévisés et à la captation de spectacles

La CTM apporte son soutien financier à la production de magazines télévisés présentant un intérêt d'ordre culturel et à la captation de spectacles à des fins de diffusion et/ou d'archivage de l'œuvre enregistrée.

ARTICLE 9 - Fonctionnement du fonds territorial d'aide à la création et à la production

La CTM s'engage à doter le fonds territorial d'aide à la création et à la production mis en place pour la période 2017-2019, dans les conditions précitées, des moyens humains et logistiques nécessaires pour assurer son bon fonctionnement, notamment en termes de transparence des

procédures, d'instruction et de suivi des dossiers, de fonctionnement du comité de lecture et de délais de paiement aux bénéficiaires.

La CTM s'engage à prendre toutes les dispositions pour que les aides bénéficient à l'emploi et soient subordonnées au respect de la législation sociale par le producteur. Elle est attentive aux productions s'inscrivant dans une démarche ECOPROD.

a) Transparence des procédures

Le règlement du fonds d'aide, les critères d'intervention de la CTM et la procédure d'examen des projets sont communiqués aux demandeurs d'aides lors du retrait des dossiers. Ils donnent également lieu, par ailleurs, à une communication publique à l'intention des professionnels, sur le site Internet de la CTM et sur tout autre support approprié.

b) Comité de lecture

Les projets candidats à l'obtention d'une aide sont soumis à l'examen d'un comité de lecture.

Un règlement intérieur du comité est établi et adopté par la CTM, transmis à la DAC et au CNC, puis communiqué aux professionnels.

Le comité est composé majoritairement de professionnels du cinéma et de l'audiovisuel, nommés *intuitu personae* et représentatifs des différentes branches de la profession ; il comprend des professionnels extérieurs à la CTM.

La liste des membres du comité, ainsi que toute modification dans sa composition, sont communiquées à la DAC et au CNC.

Le comité fait l'objet d'un renouvellement régulier par moitié ; chaque membre ne peut rester plus de 6 ans au sein du comité ; les membres titulaires disposent de suppléants pour les remplacer en cas d'empêchement.

Le conseiller chargé du cinéma et de l'audiovisuel de la DAC-MARTINIQUE ou un autre représentant de la DAC-MARTINIQUE, ou, le cas échéant, un représentant du CNC, reçoit les dossiers au même titre que les autres membres, ainsi que toute documentation utile. Il participe de plein droit aux travaux du comité, où il bénéficie d'une voix consultative. Il veille aux modalités selon lesquelles les œuvres susceptibles de bénéficier de l'abondement du CNC sont examinées par le comité de lecture en conformité avec les dispositions du présent article. Il veille également à ce qu'elles aient reçu un avis positif de ce comité.

Chaque année, un calendrier fixant les dates des réunions du comité et les dates limites de dépôt des dossiers des différentes sessions est élaboré et communiqué aux professionnels ainsi qu'au CNC et à la DAC-MARTINIQUE.

Préalablement à chaque réunion du comité, les membres disposent d'un délai minimum d'un mois pour étudier les dossiers.

La CTM s'engage à organiser un nombre suffisant de réunions du comité (une réunion par semestre minimum), de telle sorte que les décisions d'attribution des aides interviennent dans des délais compatibles avec le financement et la réalisation des projets.

Les propositions du comité permettent à la collectivité d'assurer une réelle sélectivité dans les décisions d'attribution des aides.

Tous les membres du comité s'engagent à assurer la confidentialité des débats et des délibérations.

Les réunions du comité font l'objet d'un procès-verbal qui est communiqué à tous les membres, à la DAC-MARTINIQUE et au CNC.

Lorsqu'un membre du comité est concerné à titre personnel par un dossier figurant à l'ordre du jour, il se retire pendant les discussions sur ce dossier et pendant les opérations de vote. Le procès-verbal du comité mentionne le départ et le retour de l'intéressé.

Sur la base des avis émis par le comité, les projets sont ensuite examinés par le Conseil exécutif de la CTM qui prend les décisions d'attribution des aides. Ces arrêtés délibérés sont communiqués au CNC et à la DAC-MARTINIQUE dès leur publication.

c) Suivi des dossiers

La CTM s'engage à mettre en œuvre un dispositif efficace d'information des demandeurs et des bénéficiaires des aides, leur permettant de connaître l'évolution de leur dossier (du stade de la prise en compte de la demande d'aide à son versement, le cas échéant).

d) Convention avec les bénéficiaires

Une convention liant la CTM et le bénéficiaire précise les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide, et fixe les obligations du bénéficiaire.

En ce qui concerne les aides à la production, et compte tenu des difficultés de trésorerie des sociétés de production, la CTM fait ses meilleurs efforts pour verser une partie significative de son aide avant ou au début du tournage et verser le solde dans des délais raisonnables.

Le modèle de convention pour chaque type de soutien est communiqué par la CTM à la DAC-MARTINIQUE et au CNC.

Le CNC peut demander à la CTM communication des dossiers des projets ainsi soutenus en vue notamment de s'assurer de la cohérence des informations fournies par les bénéficiaires auprès des services de la CTM et du CNC.

e) Communication

Dans les conventions passées avec les bénéficiaires des aides, la CTM veille à ce que le générique des œuvres aidées dans le cadre des dispositifs prévus aux articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 de la présente convention comporte la mention « avec le soutien de la Collectivité Territoriale de Martinique, en partenariat avec le CNC ».

ARTICLE 10 – Le renforcement de l'attractivité du territoire et de la structuration de la filière

10-1 Accueil des tournages et soutien à la Commission du film

La mission de commission du film que la CTM souhaite mettre en place, en accord avec l'État et le CNC, doit s'engager à respecter la charte du réseau Film France.

Le CNC finance la Commission nationale du Film France qui fédère 41 bureaux aisément identifiés et joignables par les producteurs.

La CTM doit apporter son soutien financier au fonctionnement et aux activités de la Commission du film. La CTM a la possibilité de solliciter l'aide financière forfaitaire du CNC pour son lancement.

10-2 Formation professionnelle relative aux métiers de la création, de la production et de l'accueil des tournages

Afin d'alimenter la production et de faire émerger de nouveaux talents, la CTM et l'Etat (DAC) accompagnent des actions de formations professionnelles.

Doc Amazonie Caraïbe est un programme de formations à destination de jeunes auteurs et producteurs, porteurs d'un projet de documentaire de création et résidents dans l'espace Amazonie Caraïbe. Ce programme vise à favoriser la création d'un réseau de professionnels indépendants dans les domaines de la réalisation, de la production et de la diffusion de films documentaires de création à l'échelle de l'Amazonie et de la Caraïbe.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2017 à 2019, la CTM et l'Etat (DAC-Martinique) cofinancent les actions de formation professionnelle relative aux métiers de la création, de la production et de l'accueil des tournages.

TITRE II : SOUTIEN A LA DIFFUSION CULTURELLE, A L'EDUCATION ARTISTIQUE ET AU DEVELOPPEMENT DES PUBLICS

ARTICLE 11 – Actions de diffusion culturelle

a) Soutien aux festivals

La CTM et l'Etat (DAC-Martinique) financent conjointement un certain nombre de festivals qui se déroulent sur le territoire (*Rencontres Cinéma Martinique, Festival « Prix de Court », Anses d'Ariet film festival, Les Révoltés du Monde*).

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire et de la remise par les bénéficiaires d'un rapport d'activité et d'un bilan financier annuel, la CTM et l'Etat (DAC-Martinique) décident de poursuivre leur soutien à ces festivals.

b) Soutien aux opérations nationales de diffusion culturelle relayées sur le territoire régional

La CTM et l'Etat (DAC-Martinique) décident de prolonger leur soutien à Tchoc en Doc pour la mise en œuvre de l'opération Mois du film documentaire sur le territoire régional

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire et de la remise par ce bénéficiaire d'un rapport d'activités et d'un bilan financier annuel, la CTM et l'Etat (DAC-Martinique) décident de poursuivre leur soutien à cette structure.

c) Actions spécifiques

L'Etat (DAC-Martinique) finance d'autres actions dont le détail est mentionné en annexe de la convention d'application financière, en faveur de la diffusion culturelle et l'initiation aux pratiques cinématographiques sur le territoire (ateliers d'écriture et de réalisation, options cinéma...) dans le cadre scolaire ou dans le cadre de la politique de la ville.

ARTICLE 12 - Pôle régional d'éducation aux images

Les missions des pôles régionaux d'éducation aux images sont définies par une charte nationale (<http://www.cnc.fr/web/fr/les-poles-regionaux>). La CTM, en coordination avec l'Etat

(DAC-Martinique) et le CNC, étudie la possibilité de mettre en place un tel pôle répondant aux exigences de la charte.

ARTICLE 13 – Dispositifs « Ecole et cinéma », « Collège au cinéma » et "Lycéens et apprentis au cinéma"

La CTM et l'État (DAC-Martinique), en coordination avec le CNC, décident de prolonger leur partenariat pour développer le dispositif « *Ecole et cinéma* », « *Collège au cinéma* » et « *Lycéens et apprentis au cinéma* » mis en œuvre dans le cadre du protocole interministériel du 4 décembre 2006.

Au plan national, le CNC prend en charge financièrement les copies numériques et la conception des documents pédagogiques des films du dispositif et organise les rencontres nationales de l'ensemble des partenaires. Il soutient également financièrement le site internet « Transmettre le cinéma ».

Pour la période 2017-2019, l'association Cadice Ciné Woulé assure la mise en œuvre et la coordination de l'opération sur l'ensemble du territoire de la CTM.

Un comité de pilotage territorial, comprenant les représentants des différents partenaires de l'opération, est mis en place. Il définit les grands objectifs de cette politique. Il choisit les films proposés et les actions d'accompagnement, sur proposition du coordinateur de l'opération. Il procède à l'évaluation de l'opération à partir des documents de bilan fournis par le coordinateur régional.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2017-2019, la CTM et l'État (DAC-Martinique) cofinancent le dispositif « *Ecole et cinéma* », « *Collège au cinéma* », « *Lycéens et apprentis au cinéma* », chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à l'association CADICE - Ciné Woulé. Une convention tripartite, établie sur la base d'un programme d'actions sera signée entre les partenaires financiers et la coordination.

ARTICLE 14 – Les dispositifs d'éducation à l'image hors temps scolaire

La CTM et l'État (DAC-Martinique), en coordination avec le CNC, décident de prolonger leur partenariat pour soutenir le développement des opérations « Passeurs d'images »

- Protocole d'accord

Le protocole d'accord interministériel du 26 octobre 2009 définit le cadre des opérations inscrites dans le dispositif « **Passeurs d'images** ».

- Comité de pilotage territorial

Un comité de pilotage est mis en place à l'initiative du Directeur des Affaires culturelles et sous la responsabilité du Préfet de Région. Il se réunit au moins une fois par an. Il fixe le cadre et les orientations territoriales du dispositif pour l'année, en lien avec les orientations du comité national et procède à l'évaluation des actions menées chaque année. Il valide les projets "Passeurs d'Images".

- Mise en œuvre et coordination territoriale

La coordination et la mise en œuvre des opérations sur le territoire de la CTM pour les années 2017 à 2019 sont confiées à l'association CADICE Ciné Woulé. Sa mission, définie dans le protocole d'accord, consiste à aider et soutenir la mise en place de projets, à proposer des

actions de formation et à assurer le lien entre les porteurs de projets et la coordination nationale.

La coordination régionale propose pour validation auprès du comité de pilotage territorial, le cadre, les objectifs et les orientations régionales du dispositif, les modalités de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation de l'opération qui peuvent être déclinés sous la forme de cahier des charges.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2017 à 2019, la CTM et l'Etat (DAC-MARTINIQUE) cofinancent sur le territoire de la CTM « Passeurs d'images », chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la mise en œuvre et de la coordination de cette opération.

Une convention tripartite entre les partenaires financiers (CTM et Etat (DAC-Martinique) et l'association Cadice Ciné Woulé sera établie sur la base d'un programme d'actions.

ARTICLE 15 – L'accompagnement des professionnels en festivals et salons

Ce fonds spécifique est destiné à soutenir les œuvres sélectionnées notamment à l'occasion de festivals et dans le cadre des marchés professionnels ; les auteurs réalisateurs et producteurs étant régulièrement invités à présenter leurs films hors de Martinique et à représenter la Martinique.

TITRE III : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

ARTICLE 16 – Durée et renouvellement de la convention

La présente convention est conclue pour les années 2017 à 2019.

Des dispositions nouvelles pourront être proposées par chaque signataire chaque année et donner lieu à des avenants.

ARTICLE 17 – Evaluation de la convention

Une évaluation de l'ensemble des champs couverts par la présente convention sera effectuée par la CTM chaque année avant le 31 mars de l'année n+1. Dans cette perspective, la CTM rédige un bilan qualitatif, quantitatif et financier qu'elle adresse au CNC et à la DAC avant le 31 mars de l'année n+1.

La CTM s'engage également à évaluer les résultats et les modalités de fonctionnement du fonds territorial d'aide à la création et à la production, en prenant notamment en compte les points de vue des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel.

En cas d'absence de communication de ce bilan et /ou du non-respect par la CTM des engagements qu'elle souscrit dans le cadre de l'article 9 de la présente convention, le CNC peut être conduit à remettre en cause son intervention financière.

Article 18 – Dispositions financières

Les dispositions financières font l'objet chaque année d'une convention d'application financière, établie dans le respect des procédures et des échéances respectives liées à l'élaboration du

budget de chacun des partenaires. La CTM transmet au CNC et à la DAC la copie des arrêtés délibérés relatifs au budget primitif consacré aux actions concernées par la présente convention dans le mois suivant leur publication.

Les partenaires signataires de la présente convention veilleront à ce que l'octroi et la liquidation des aides soient subordonnés à la régularité de la situation des bénéficiaires au regard de leurs obligations sociales.

En ce qui concerne le fonds territorial d'aide à la création et à la production, le CNC verse son apport en deux fois, dans les conditions précisées dans la convention d'application financière.

Les sommes pouvant bénéficier de l'abondement du CNC affectées à des enveloppes spécifiques (aide à la production des œuvres cinématographiques de courte durée, aide à la production des œuvres cinématographiques de longue durée, aide à la production des œuvres audiovisuelles) peuvent, à condition d'une demande écrite de la collectivité avant le dernier comité de lecture de l'année civile concernée et avec l'accord exprès du CNC, dans la limite de cinquante mille euros (50 000 €) être transférées à une autre enveloppe.

En fonction de ses disponibilités financières et en fonction du respect par la CTM des dispositions de la présente convention, le CNC peut ne pas appliquer strictement le dispositif du « 1€ du CNC pour 2€ des collectivités » à l'abondement du fonds territorial d'aide à la création et à la production.

ARTICLE 19 – Actions de communication

Les actions de communication relatives aux opérations prévues par la présente convention devront mentionner la participation de l'État, du CNC et de la CTM.

Les brochures d'information sur le fonds d'aide territorial (sous forme papier ou électronique), les invitations et autres documents promotionnels publiés par la CTM devront faire état du partenariat financier avec le CNC. Il en est de même pour les invitations et autres documents promotionnels relatifs aux avant-premières et aux projections exceptionnelles d'œuvres aidées par la CTM dans le cadre des dispositifs prévus aux articles 4 à 9 de la présente convention.

En cas de manquement à cette disposition, le CNC se réserve le droit de minorer son intervention financière pour l'année en cours et pour les années ultérieures.

[Concernant les mentions figurant au générique des films aidés, voir l'article 10]

ARTICLE 20

La présente convention sera publiée au Bulletin officiel du Centre national du cinéma et de l'image animée, disponible sur le site internet du CNC (www.cnc.fr).

ARTICLE 21 – Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit et avant son expiration, par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 22 – Règlement des différends

En cas de survenance d'un différend entre les parties, celles-ci s'engagent à se réunir, aux fins de conciliation, dans les 30 jours qui suivent l'exposé du différend, lequel aura été porté par l'une des parties à la connaissance des autres au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION N° 18-07-1

**CONVENTION D'APPLICATION FINANCIÈRE
AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2017**

**DE LA CONVENTION DE COOPÉRATION
POUR LE CINÉMA ET L'IMAGE ANIMÉE**

2017-2019

ENTRE

L'ÉTAT

**(Ministère de la Culture
- Préfecture de Martinique -
- Direction des affaires culturelles DAC
de Martinique)**

**LE CENTRE NATIONAL DU CINÉMA
ET DE L'IMAGE ANIMÉE (CNC)**

ET

**LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
(CTM)**

Vu le code du cinéma et de l'image animée, notamment ses articles L. 111-2 (2°), R. 112-5 et R. 112-23 ;

Vu le Règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée, notamment son article 113-2 ;

Vu la délibération n° 2010/CA/03 du 30 novembre 2010 du Conseil d'administration du Centre national du cinéma et de l'image animée relative aux conditions générales d'autorisation et de passation des contrats, conventions, accords-cadres et marchés ;

Vu le décret du 27 juin 2013 portant nomination de la présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée- Mme Frédérique Bredin ;

Vu la décision du 15 juillet 2013 de la Présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée portant délégation de signature ;

Vu le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (RGEC) ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-4, L. 1511-2 et L. 4211-1 (6°) ;

Vu la convention de coopération pour le cinéma et l'image animée pour la période 2017-2019, notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté délibéré n°..... du de la Collectivité territoriale de Martinique adoptant les règlements d'intervention en matière de cinéma ;

Vu l'arrêté délibéré n°..... du de la Collectivité territoriale de Martinique autorisant son Président à signer la présente convention ;

Vu le budget du Centre national du cinéma et de l'image animée pour 2017 ;

Vu le budget primitif 2017 de la Collectivité.

ENTRE

L'État, représenté par le préfet de la Martinique, Monsieur Franck Robine, ci-après désigné « l'État »,

Le Centre national du cinéma et de l'image animée, représenté par sa Présidente, Madame Frédérique BREDIN, ci-après désigné « le CNC »,

ET

La Collectivité territoriale de Martinique, représentée par le Président du conseil exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JÉANNE, ci-après désignée « la Collectivité territoriale de Martinique »,

En application de la convention de coopération pour le cinéma et l'image animée pour la période 2017-2019, signée entre l'Etat, le Centre national du cinéma et de l'image animée et la Collectivité territoriale de Martinique en date du et notamment de son article 18 relatif aux dispositions financières, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - ENGAGEMENTS FINANCIERS DES PARTENAIRES.

L'engagement prévisionnel global de chacun des partenaires de la convention à la mise en œuvre des axes contractuels pour l'année 2017 s'établit comme suit :

| | |
|--|----------------|
| Collectivité territoriale de Martinique | 500 000..... € |
| Etat (Préfecture de Martinique – DAC Martinique) | 206 300..... € |
| CNC | 186 000..... € |

En tout état de cause, l'engagement définitif global du CNC ne peut excéder le montant indiqué ci-dessus.

L'engagement prévisionnel des partenaires est réalisé sous forme de subvention.

ARTICLE 2 - TABLEAU FINANCIER RÉCAPITULATIF 2017

Le présent tableau détaille l'engagement prévisionnel de chacun des partenaires propres à chaque action engagée. Ces engagements sont réalisés sous forme de subvention.

| ACTIONS | ETAT (DAC) ⁽¹⁾ | CNC | CTM | TOTAL |
|--|---------------------------|----------|-----------|-----------|
| <i>Titre I – Article 4</i> 4.2 - Le soutien sélectif à l'écriture et au développement | - | 10 000 € | 22 000 € | 32 000 € |
| <i>Titre I – Article 4</i> 4.3 – Soutenir l'auteur par l'octroi d'une bourse de résidence | - | 5 000 € | 10 000 € | 15 000 € |
| <i>Titre I – Article 5</i> Aide aux projets d'œuvres pour les nouveaux médias | - | 5 000 € | 11 000 € | 16 000 € |
| <i>Titre I – Article 6</i> 4.3 - Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée | - | 15 000 € | 30 000 € | 45 000 € |
| <i>Titre I – Article 7</i> Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée | - | 90 000 € | 180 000 € | 270 000 € |
| <i>Titre I – Article 8.1</i> Soutien à la production d'œuvres audiovisuelles | - | 61 000 € | 122 000 € | 183 000 € |

| | | | | |
|---|----------------------|--|------------------|-----------------------|
| Titre I – Article 10 10.2 – Formation professionnelle | - | - | 15 000 € | 15 000 € |
| Titre II – Article 11 a) Soutien aux festivals b) Actions spécifiques | 35 500 € 69 800 € | - | 70 000 € | 105 500 € 69 800 € |
| Titre II – Article 13 Ecole et cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma | 30 000 € | 1 357 006 € (pour mémoire) ⁽²⁾ | 10 000 € | 40 000 € |
| Titre II – Article 14 Passeurs d'image | 71 000 € | 295 000 € (pour mémoire) ⁽³⁾ | 20 000 € | 91 000 € |
| Titre II – Article 15 Accompagnement des professionnels en festivals et salon | | | 10 000 € | 10 000 € |
| TOTAUX | 206 300 € | 186 000 € | 500 000 € | 892 300 € |

(1) Les actions soutenues par la DAC sont indiquées sous réserve de la présentation des documents budgétaires et administratifs par leurs bénéficiaires, de l'attribution définitive des dotations budgétaires correspondantes à la DAC Martinique en 2017 et du visa de contrôleur financier;

(2) Les montants sont indiqués pour mémoire et ne sont pas comptabilisés. Ils concernent en effet les dispositifs d'éducation au cinéma que le CNC soutient au plan national : prise en charge financière des copies numériques et conception des documents pédagogiques, soutien des associations nationales agissant dans ce domaine. Montant des subventions 2016 : Ecole et cinéma 505 968 € ; Collège au cinéma 590 219 € ; Lycéens et apprentis au cinéma : 260 819 €

(3) Au plan national, le CNC soutient l'association coordinatrice de l'opération « Passeurs d'images ». Le montant indiqué est le montant de la subvention accordée en 2016.

ARTICLE 3 - SUBVENTIONS DE LA DAC DE MARTINIQUE

Les subventions de la DAC de Martinique, d'un montant de 206 300 € sont imputées sur le programme 224.

Elles seront versées directement aux associations concernées selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 4 - SUBVENTIONS DU CNC

Les subventions du CNC à la CTM, d'un montant prévisionnel global de 186 000 €, seront versées en deux fois à l'ordre de Monsieur le payeur de Martinique, la Banque de France, sur le compte suivant : 3J130000000, Code banque 30001, Code guichet 00064, Clé 25, soit 95 500 € à la signature de la présente convention. Le solde intervient à la suite de la réception du bilan visé à l'article 17 de la convention de coopération pour le cinéma et l'image animée pour la période 2017-2019, des arrêtés délibérés des conseils exécutifs, de l'attestation des sommes effectivement mandatées par projet ou par œuvre.

Pour chaque action indiquée ci-dessous, le montant total versé par le CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la CTM, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel.

Ces subventions sont imputées comme suit :

• **Titre I - Article 4.2**

« Soutien sélectif à l'écriture et au développement » sur le budget du CNC, compte 6165733, code d'intervention D2385 :

5 000 € à la signature,

le solde au plus tard le 31 décembre 2020, après réception d'un bilan qualitatif et quantitatif de l'action et des documents visés dans le présent article.

• **Titre I - Article 4.3**

« Soutenir l'auteur par l'octroi d'une bourse de résidence » sur le budget du CNC, compte 6165733, code d'intervention D2385 :

5 000 € à la signature,

• **Titre I - Article 5**

« Aide aux projets d'œuvres pour les nouveaux médias » sur le budget du CNC, compte 6165733, code d'intervention D2385 :

2 500 € à la signature,

le solde au plus tard le 31 décembre 2020, après réception des documents visés dans le présent article et réception d'une lettre de la CTM attestant la réalisation effective des projets aidés.

• **Titre I - Article 6**

« Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée » sur le budget du CNC, compte 6165733, code d'intervention D2385 :

7 500 € à la signature,

le solde au plus tard le 31 décembre 2020, après réception des documents visés dans le présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'agrément des investissements ou l'agrément de production délivré par le CNC.

• **Titre I - Article 7**

« Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée » sur le budget du CNC, compte 6165733, code d'intervention D2385 :

45 000 € à la signature,

le solde au plus tard le 31 décembre 2020, après réception des documents visés dans le présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'agrément des investissements ou l'agrément de production délivré par le CNC.

• **Titre I - Article 8.1**

« Aide à la production d'œuvres audiovisuelles » sur le budget du CNC, compte 6165733, code d'intervention D2385 :

30 500 € à la signature,

le solde au plus tard le 31 décembre 2020, après réception des documents visés dans le présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'autorisation préalable délivrée par le CNC.

L'ordonnateur de la dépense est la Présidente du CNC, et le comptable assignataire, l'Agent comptable du CNC.

ARTICLE 5 - SUBVENTIONS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Les subventions de la Collectivité territoriale de Martinique, d'un montant global de 500 000 €, seront versées de la manière suivante : après arrêtés délibérés du Conseil exécutif, conformément aux règlements d'intervention en matière d'aide à la création et à la production cinématographique et audiovisuelle et conformément au règlement des subventions de la GTM.

ARTICLE 6 - CLAUSE DE REVERSEMENT

S'il apparaît que les engagements des contractants ne sont pas tenus en tout ou partie dans les mêmes délais, chaque partie peut demander le reversement du montant de sa contribution aux opérations qui ne sont pas réalisées.

ARTICLE 7 - DISPOSITION FINALE

La présente convention ne peut en aucun cas être opposée aux présents signataires par les personnes morales ou leurs représentants cités à la présente, celle-ci ne valant engagement qu'entre les signataires.

La présente convention est signée en six exemplaires originaux

A....., le

Pour la Collectivité territoriale de Martinique, le
président du conseil exécutif

Pour l'Etat,
le préfet de la Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

Franck ROBINE

Pour le Centre national
du cinéma et de l'image animée,
la Présidente

Le chef de mission de contrôle général
économique et financier,

~~Pour la Présidente et pour la mission,
le directeur général délégué,~~

hx
U

ANNEXE

Détails des actions de diffusion culturelle à l'article 11 a) – Titre II

| Festivals | ÉTAT (DAC) | CTM | TOTAL |
|--------------------------------------|-----------------|-----------------|------------------|
| Les révoltés du monde | 10 000€ | 15 000 € | 25 000 € |
| Rencontres cinéma Martinique | 10 000€ | 30 000 € | 40 000 € |
| Anses d'Arlet film festival | 5000€ | 10 000 € | 15 000 € |
| Festival européen du fil d'éducation | 8000€ | - | 8 000€ |
| Prix de court | 2500€ | 15 000 € | 17 500 € |
| TOTAL | 35 500 € | 70 000 € | 105 500 € |

Détail des actions de diffusion culturelle à l'article 11 c) Titre II

| Action | ÉTAT (DAC) |
|--|-----------------|
| CEil du doc (ateliers de réalisation de documentaires pour des collèges et des lycées généraux, professionnels et agricoles) | 41 000 € |
| Option cinéma lycée de Bellevue (EAC) | 2 850€ |
| Atelier cinéma « 100 ans de jeunesse » lycée de Bellevue : | 5150 € |
| Décroche tes images (atelier de lecture d'images audiovisuelles) | 5 800 € |
| Boum Kaliko.: atelier de réalisation de dessins animés et de documentaires à destination de jeunes de quartiers en politique de la ville | 15 000 € |
| TOTAL | 69 800 € |



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-08-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-08-1

PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE LA DÉLIBÉRATION N° 14-2120-2 (OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE À MADAME POUR L'ÉCRITURE D'UN DOCUMENTAIRE INTITULÉ "DARTAGNAN LAPORT, FACTEUR DE TAMBOURS")

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 14-1721-1 du 13 novembre 2014 portant mise en place de critères d'attribution des aides culturelles et patrimoniales ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 14-2120-2 du 16 décembre 2014 portant octroi d'une aide financière à Madame pour l'écriture d'un documentaire intitulé « Dartagnan Laport, facteur de tambours » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, Conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 30 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 30 janvier 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 14-2120-2 susvisée est modifié comme suit :

« La Collectivité Territoriale de Martinique cofinancera pour un montant de cinq mille euros (5 000 €) l'écriture d'un documentaire intitulé « Dartagnan Laport, le sang du tambour » par Mme ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-09-1-DE
Date de télétransmission : 22/03/2018
Date de réception préfecture : 22/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-09-1

PORTANT AVENANT N° 1 À LA CONVENTION DU 26 AVRIL 2016 PASSÉE ENTRE L'ÉTAT, LE COPAREF ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DU PLAN « 1 MILLION DE FORMATIONS POUR LES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI »

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code du travail, notamment ses articles L6121-1 et suivants ;

Vu la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu l'instruction n° DGEFP/PFC/2016 du 8 mars 2016 relative au déploiement du plan « 1 million de formations pour les personnes en recherche d'emploi » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-91-1 du 25 avril 2016 portant mise en place du plan 500 000 formations supplémentaires ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la convention conclue le 26 avril 2016 entre l'État, la Collectivité Territoriale de Martinique et le (Comité Paritaire Interprofessionnel Régional pour l'Emploi et la Formation Professionnelle (COPAREF Martinique) dans le cadre du Plan d'Urgence pour l'Emploi Programme National ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Les articles 3-2, 6 et 7 de la convention du 26 avril 2016 passée entre l'État, la Collectivité Territoriale de Martinique et le COPAREF Martinique relative à la mise en oeuvre du plan « 1 million de formations pour les personnes en recherche d'emploi » sont modifiés par l'avenant ci-annexé.

ARTICLE 2 : Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment ledit avenant.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





PLAN « 1 MILLION DE FORMATIONS POUR LES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI »

AVENANT n° 1 à LA CONVENTION DU 26 AVRIL 2016 ENTRE L'ETAT, LE COPAREF MARTINIQUE ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

ENTRE

L'État représenté par Monsieur Fabrice RIGOULET-ROZE, Préfet de la Martinique
Ci-après désigné « l'État »,

La Collectivité territoriale de Martinique, représenté par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du conseil exécutif de Martinique,
Ci-après désigné « la CTM »

Le Comité Paritaire Interprofessionnel Régional pour l'Emploi et la Formation Professionnelle,
Ci-après désigné « le COPAREF »,

- Vu la loi n°2014-288 du 5 mars relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,
- Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- Vu l'instruction n° DGEFP/PFC/2016 du 8 mars 2016 relative au déploiement du plan « un million de formations pour les personnes en recherche d'emploi »,
- Vu les articles L 6121-1 et suivants du code du travail,
- Vu la délibération n° 16-91-1 du 25 avril 2016 portant mise en place du plan 500.000 formations supplémentaires,
- Vu la convention du 26 avril 2016 entre l'Etat, la Collectivité Territoriale de Martinique et le COPAREF Martinique,
- Vu la délibération n° _____ du _____ 2018 portant avenant à la convention du 26 avril 2016

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 : Objet de l'avenant

Cet avenant a pour objet de rétablir le chiffre socle 2015 ayant servi de base de calcul pour les objectifs chiffrés à atteindre au titre du plan « un million de formations » et de dresser le bilan des entrées en formation en 2016 dans le cadre de ce plan.

Article 2 : bilan physico-financier des entrées en formation réalisées entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2016 au vu du socle 2015 recalculé :

Article 2-1 : Socle 2015

Le premier alinéa de l'article 3-2 de la convention quadripartite du 26 avril 2016 est modifié comme suit :

« la CTM s'engage à maintenir sur l'année 2016, au niveau des réalisations 2015, l'effort de formation à destination des personnes en recherche d'emploi réalisé en 2015, soit :

- 12 165 000 euros de dépenses de formation mandatés dans les comptes de l'exercice 2015 de la CTM, attestées par un certificat visé par le comptable public,
- tel qu'il apparaît dans la base BREST de la DARES, 1292 places de formation.

Pôle emploi s'engage à maintenir sur l'année 2016 son effort de formation de 2015 soit 2938. Au total pour la Martinique, l'effort de formation en 2015 était de 4230. »

Article 2-2 : bilan physico-financier des entrées en formation réalisées entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2016

Ce bilan est réalisé à partir des données suivantes :

- La base BREST de la DARES
- Les données financières fournies par la Région
- Les données financières fournies par Pôle emploi.

Le cumul sur l'année 2016 des entrées en formation s'élève, selon les données redressées de la base BREST de la DARES, à 8 100 entrées de personnes à la recherche d'emploi inscrites à Pôle emploi et 8 800 entrées de l'ensemble des personnes en recherche d'emploi.

Les éléments de bilan détaillés seront présentés en CREFOP courant 2017.

Au regard des engagements prévus dans la convention quadripartite du 26 avril 2016 et de leur déclinaison opérationnelle dans la convention CTM-Pôle emploi, en date du 30 juin 2016, les réalisations de 2016 telles qu'elles ressortent de la base BREST au 21/02/17 dépassent l'objectif de la convention.

Article 3 : versements du solde de la convention

L'article 6 de la convention quadripartite est remplacé par les dispositions suivantes :

« 6.3 Solde de la convention

Le versement du solde est calculé au vu du nombre d'entrées en formation du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 réalisées sur financement de la CTM ou de Pôle emploi au bénéfice des personnes en recherche d'emploi, établi par la base BREST de la DARES.

Il est égal au montant total de l'engagement financier de l'Etat au titre de la tranche 2016, soit 11 394 000 euros, multiplié par le taux de réalisation des formations supplémentaire au 31 décembre 2016 (dans la limite de 92%) et minoré par le montant des deux premiers versements.

Le taux de réalisation des formations supplémentaires est calculé selon la formule suivante :

- Au numérateur, la différence entre :
 - Le nombre d'entrées en formation réalisées sur financement de la CTM et de Pôle emploi au bénéfice des personnes en recherche d'emploi du 1er janvier au 31 décembre 2016.
- Et
- La somme des engagements propres de la CTM et de Pôle emploi, soit 4 230, telle qu'établit par la base BREST de la DARES en 2016 soit respectivement 1 292 pour la CTM et 2 938 pour Pôle emploi.
- Au dénominateur, le nombre d'entrées supplémentaires en formation à réaliser au total au titre de la tranche 2016, soit 3 798.

Au plus tard le 30 juin 2018, les signataires réalisent un bilan physico-financier global du plan. Ils s'engagent à mettre à disposition les dépenses précises qu'ils ont réalisées au titre des entrées en formation des personnes en recherche d'emploi entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016.

Ces éléments seront partagés entre les parties et seront restitués au CREFOP courant 2018.

Le solde de la tranche 2016 est égal au montant total de l'engagement de compensation de l'Etat au titre de la tranche 2016, multiplié par le taux de réalisation des formations supplémentaires de la tranche 2016 au 31 décembre 2016, minoré du premier versement opéré sur cette tranche.

Si le résultat est négatif, la CTM reverse le trop-perçu.

Si non, le solde est versé par l'Etat à la CTM, dans la limite d'un double plafond :

- La somme de ce solde avec le premier versement effectué par l'Etat ne peut excéder le montant l'engagement pris par l'Etat au titre de la tranche 2016 ;
- La somme de ce solde et du premiers versement ne peut excéder le produit entre le nombre d'entrées de formation supplémentaires réalisées au bénéfice des personnes en recherche d'emploi sur financement de la CTM ou de Pôle emploi et le coût moyen de 3 000 € par entrée.

La CTM informe l'Etat du montant final de ses reversements à Pôle emploi et de la part des versements de l'Etat qu'elle a conservée.

Si la différence entre les mandatements effectués par la CTM et le montant des financements de l'Etat restant à la CTM est inférieure à l'engagement de la CTM mentionné à l'article 6.2 la CTM reverse la différence à l'Etat (trop perçu).

Les versements de l'Etat à la Collectivité Territoriale de Martinique sont effectués par virement au compte ouvert au nom de :

NOM du bénéficiaire : PAIERIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE
SIRET du bénéficiaire : 200 055 507 00012
Domiciliation agence : BDF PARIS BANQUE CENTRALE
IBAN : FR16 3000 1000 643J 1300 0000 025
Code établissement : 30001
Code guichet : 00064
N° de compte : 3J130000000
Clé RIB : 25

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de la région Martinique.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des finances publiques de la région Martinique.

Article 4 :

La 2^{ème} phrase du 1^{er} alinéa de l'article 7 de la convention quadripartite du 26 avril 2016 est modifiée comme suit :

« Son échéance est prévue au 30 juin 2018 »

Article 5 :

Toutes les autres modalités de la convention quadripartite restent inchangées.

Fait à Fort de France, le

Préfet de la région
Martinique

Président de la CTM

Président du COPAREF

Vice-président du COPAREF



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-10-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-10-1

PORTANT ACQUISITION D'UNE PARCELLE CADASTRÉE AL N°331 D'UNE SUPERFICIE DE 2 901 M2, PROPRIÉTÉ DES HÉRITIERS

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis du service des domaines en date du 30 avril 2015 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 2 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique d'une parcelle de terre cadastrée AL n°331, d'une superficie de 2 901 m², propriété des héritiers .

Ladite acquisition s'inscrit dans le cadre de la réalisation des travaux de confortement et de construction d'un ouvrage hydraulique au PR 12+900 de la route nationale n°1 (RN1) dans la rampe Nord de Augrain.

ARTICLE 2 : A titre d'indemnisation, les héritiers de recevront la somme de cent seize mille euros (116 000,00 €) pour la cession de la parcelle susvisée à la Collectivité Territoriale de Martinique, selon la répartition définie par le notaire désigné.

ARTICLE 3 : L'indemnité due aux cédants est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-11-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-11-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 16 novembre au 31 décembre 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-12-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-12-1

PORTANT APPROBATION DU SCHÉMA DE L'AUTONOMIE 2018 - 2023 DES PERSONNES AGÉES ET DES PERSONNES HANDICAPÉES

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-70-1 du 25 avril 2016 portant lancement des travaux d'élaboration du schéma de l'autonomie ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 29 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 1^{er} février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le Schéma territorial de l'autonomie 2018 – 2023 des personnes âgées et des personnes handicapées de la Martinique, tel que joint en annexe.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-12-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

Collectivité Territoriale de Martinique



Schéma de l'autonomie des Personnes âgées – Personnes en situation de handicap 2018-2023

Projet

Décembre 2017

Éditorial

PROJET

PROJET

Sommaire

| | |
|--|------------|
| Éditorial..... | 2 |
| Sommaire | 4 |
| Introduction..... | 5 |
| I. Le contexte d'élaboration du schéma autonomie 2018-2023..... | 5 |
| 1) Un schéma s'inscrivant dans un contexte législatif et institutionnel renouvelé | 5 |
| 2) Un schéma Autonomie pour la Collectivité Territoriale de Martinique..... | 9 |
| II. La méthodologie d'élaboration du Schéma | 10 |
| PARTIE 1 : Diagnostic des besoins..... | 12 |
| I. Contexte socio-démographique de la Martinique | 12 |
| 1) Données socio-démographiques | 12 |
| Plusieurs indicateurs soulignent une précarité plus importante des populations résidant sur Cap Nord, notamment sur les communes les plus au nord : plus de 85 % de foyers non imposés, des montants de retraites largement inférieurs à la moyenne de l'île, etc.2) La perte d'autonomie en chiffres..... | 18 |
| 3) Prospectives : quelle(s) évolution(s) de la population à anticiper ? | 21 |
| II. Diagnostic des besoins du territoire | 26 |
| 1) Prévenir le handicap et la perte d'autonomie | 28 |
| 2) Soutenir la vie au domicile | 33 |
| 3) Adapter, moderniser et diversifier l'offre d'accueil et d'hébergement | 43 |
| 4) Coordonner les acteurs autour des parcours et favoriser l'accès à l'offre du territoire pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap | 60 |
| 5) Favoriser l'accès à la vie sociale et professionnelle | 65 |
| 6) Développer la filière économique du secteur de l'autonomie | 73 |
| PARTIE 2 : Plan d'actions 2018-2023..... | 80 |
| Axe stratégique 1 : Préserver et développer l'autonomie de tous pour rendre la société martiniquaise plus inclusive | 82 |
| Axe stratégique 2 : Faciliter les parcours de vie pour maintenir l'autonomie..... | 91 |
| Axe stratégique 5 : Anticiper les évolutions socioéconomiques pour préserver l'autonomie | 108 |
| Dispositif de gouvernance du plan d'actions..... | 112 |
| Annexes..... | 114 |
| La dépendance à domicile, quelle(s) évolution(s) à envisager ?..... | 114 |
| Quelles hypothèses pour l'évolution de la dépendance | 114 |
| Evolution de la dépendance à l'échelle départementale : principaux résultats | 116 |
| Les besoins en EHPAD | 120 |
| Indicateurs utilisés, hypothèses réalisées et méthodologie..... | 120 |
| Les besoins théoriques calculés..... | 122 |
| Glossaire..... | 123 |

Introduction

I. Le contexte d'élaboration du schéma autonomie 2018-2023

1) Un schéma s'inscrivant dans un contexte législatif et institutionnel renouvelé

Un contexte législatif des politiques d'autonomie en constante évolution

- ❖ La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale



Une nouvelle dynamique attentive au bien-être et à l'épanouissement des personnes a été initiée par la loi du 2 janvier 2002 qui positionne le Conseil Départemental comme **chef de file de l'action sociale et médico-sociale**. Le code de l'action sociale et des familles (CASF) précise les objectifs assignés au schéma d'organisation sociale et médico-sociale, dont un volet est consacré aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap.

*« Les schémas d'organisation sociale et médico-sociale [...] :
Apprécient la nature, le niveau et l'évolution des besoins sociaux et médico-sociaux de la population ;
Dressent le bilan quantitatif et qualitatif de l'offre sociale et médico-sociale existante ;
Déterminent les perspectives et les objectifs de développement de l'offre sociale et médico-sociale et, notamment, ceux nécessitant des interventions sous forme de création, transformation ou suppression d'établissements et services [...] ;
Précisent le cadre de la coopération et de la coordination entre les établissements et services [...] ;
Définissent les critères d'évaluation des actions mises en œuvre dans le cadre des schémas. »*

CASF, Article L.312-4

Ce schéma autonomie a dès lors vocation à **identifier les besoins sociaux et médico-sociaux de la population de Martinique**, à réaliser **un bilan de l'offre sociale et médico-sociale du territoire** et à **rendre compte des besoins de développement de l'offre** (notamment en termes de créations, transformations ou suppressions d'établissements et services).

Il est à noter que le schéma d'organisation sociale et médico-sociale est élaboré en cohérence avec les schémas d'organisation sanitaire mentionnés aux articles L.6121-1 et 6121-3 du Code de la Santé Publique.

- ❖ La loi du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.



La **Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA)** est créée par la loi du 30 juin 2004. Il s'agit d'un établissement public en charge de financer des actions gérées par les Départements et favorisant notamment l'autonomie des personnes âgées dépendantes et des personnes handicapées. La CNSA joue également un rôle d'expertise et d'appui technique.

A ce titre, elle suit notamment **les plans nationaux dédiés aux personnes âgées et aux personnes handicapées** : Plan Alzheimer, Plan Bien Vieillir, Plan Cancer, Plan Handicap visuel, Plan de solidarité grand âge, Plan Autisme, Schéma national d'organisation sociale et médico-sociale pour le handicap rare, Plan d'action national AVC (accidents vasculaires cérébraux).

❖ La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales



Le rôle du Département dans le domaine de l'action sociale et médico-sociale a été renforcé par la loi du 13 août 2004. Celle-ci stipule que « **le Département définit et met en œuvre la politique d'action sociale** » en tenant compte des compétences confiées à l'État et aux autres collectivités et qu'il coordonne les actions menées sur son territoire.

❖ La loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées



La loi du 11 février 2005 rénove l'action publique en matière de handicap. En premier lieu, elle élargit le champ du handicap en reconnaissant **les troubles psychiques et cognitifs comme pouvant relever d'une situation de handicap**, dans la continuité de la loi n° 96-1076 du 11 décembre 1996 qui insérait l'autisme dans le champ du handicap.

De plus, d'un point de vue institutionnel et organisationnel, la loi crée **les Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH)**. Il s'agit de groupements d'intérêt public placés sous la tutelle administrative et financière du Président du Conseil départemental. Celles-ci mettent en place une équipe pluridisciplinaire chargée d'évaluer les besoins de la personne en situation de handicap, ainsi qu'une Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) chargée de prendre les décisions relatives aux droits de la personne.

La loi de 2005 **instaure en outre le droit à la compensation des conséquences du handicap** quels que soient l'origine et la nature de la déficience, l'âge ou le mode de vie de la personne concernée. Elle affirme le droit à suivre une scolarité dans le milieu ordinaire, au sein de l'école de quartier, en fonction du projet personnalisé de scolarisation **pour les enfants porteurs de handicap**.

Cette loi fonde enfin la **notion de convergence des politiques en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées**, convergence indispensable au vu des problématiques nouvelles soulevées par la multiplication du nombre de personnes handicapées vieillissantes. En prenant acte de la similarité des besoins et préoccupations des personnes handicapées et âgées, la loi vise à définir des principes et modalités identiques de compensation de la perte d'autonomie afin de supprimer les barrières et éviter les ruptures de prises en charge.

❖ La loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoires » du 21 juillet 2009



La loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoires » (dite HPST) du 21 juillet 2009 institue un changement dans l'organisation des compétences de l'État dans les administrations déconcentrées. Elle crée les **Agences Régionales de Santé (ARS)**, remplaçant une partie des attributions des Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS) et des Caisses Régionales d'Assurance Maladie, pour décliner la politique nationale de la santé et la piloter au niveau régional. Sous tutelle des ministères chargés de la santé, des personnes âgées, des personnes handicapées et de l'assurance maladie, elles sont de fait le **nouvel interlocuteur étatique principal du Conseil départemental depuis le 1^{er} janvier 2010**. Elles sont coordonnées par le Comité National de Coordination des ARS et leur relais est assuré au niveau départemental par des délégations territoriales.

La loi HPST instaure en outre **une procédure d'appel à projets**, à laquelle doivent se conformer les projets de création, transformation ou extension d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux (ESSMS), notamment les projets s'inscrivant dans le cadre des orientations du schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale.

Outre ces différentes lois ayant contribué à des évolutions majeures du cadre législatif, deux textes récents ont des impacts majeurs sur les politiques de l'autonomie, à savoir **la loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement**, votée le 29 décembre 2015 et la **loi de Modernisation de notre système de santé** du 26 janvier 2016.

Les principaux impacts de la loi d'adaptation de la société au vieillissement

La loi relative à l'Adaptation de la Société au Vieillissement réforme l'action du Conseil Départemental dans le domaine de l'autonomie des personnes âgées. Son ambition est de répondre aux conséquences du vieillissement de la population en :

- **Anticipant** les premiers facteurs de risque de la perte d'autonomie ;
- **Adaptant** les politiques publiques au vieillissement ;
- **Améliorant** la prise en charge des personnes en perte d'autonomie.

La loi renforce le rôle de chef de file de l'action sociale et médico-sociale du Département. Entrée en vigueur en janvier 2016, elle implique notamment :

- **Le pilotage départemental de la Conférence des Financeurs pour la prévention de la perte d'autonomie**, nouveau mode de gouvernance interinstitutionnel chargé d'assurer la cohérence des politiques de prévention sur le territoire et d'élaborer un programme coordonné d'actions s'appuyant sur un diagnostic partagé.
- **La réforme importante de l'APA** (Allocation Personnalisée d'Autonomie) pour les personnes âgées les plus dépendantes nécessite de tenir compte de la réévaluation des plans d'aide à l'aune d'un nouvel outil d'évaluation multidimensionnel couplé à la mise en place de nouveaux plafonds. Selon les situations préexistantes, ce dispositif doit avoir pour effet global l'augmentation du nombre d'heures d'intervention à domicile pour les personnes âgées et une diminution de leur participation.
- **La reconnaissance d'un « droit au répit » pour les proches aidants** dans le cadre de l'APA. La loi vise à mieux reconnaître la place des aidants dans l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie, à repérer leur épuisement. Elle renforce la solvabilisation des proches aidants des bénéficiaires de l'APA en leur permettant de d'accéder à des dispositifs de répit, dont le forfait hospitalisation, via une aide financière dédiée. Ce soutien s'appuie notamment sur la mise en place d'un référentiel d'évaluation multidimensionnel.
- **La réforme du régime de l'autorisation des services d'aide à domicile** qui fait passer l'ensemble des services sous le régime de l'autorisation départementale invite les Départements à engager une réflexion de fonds sur la structuration du secteur et sur ses évolutions.

La création du **Conseil Territorial de la Citoyenneté et de l'Autonomie** (CTCA), chargé d'assurer la participation des personnes âgées et des personnes handicapées à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques de l'autonomie dans le Département. Il est notamment consulté pour avis sur le schéma départemental ainsi que le projet régional de santé. Ce comité remplace le Comité Départemental des Retraités et des Personnes Âgées (CODERPA) et le Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées (CDCPH). La mise en place d'un « forfait autonomie », qui permet de financer les dépenses non médicales tendant à préserver l'autonomie des résidents dans les «

résidences autonomie » Néanmoins, les **dispositions du CASF sur les résidences autonomie ne s'appliquent pas dans les DOM et les Collectivités d'Outre-Mer.**

Le déploiement de la Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT) dans le secteur du handicap

La récente loi de Modernisation de notre Système de santé introduit dans son article 89, la mise en place du dispositif de **Réponse Accompagnée pour Tous (RAPT)** sur l'ensemble du territoire national au plus tard le 1^{er} janvier 2018. Ce dispositif s'appuie sur le rapport Piveteau publié en 2014, visant à permettre « un parcours de vie sans rupture, pour les personnes en situation de handicap et leurs proches ».

Cette réforme en profondeur nécessite de revoir l'ensemble des pratiques des opérateurs et des financeurs dans la lecture des besoins et la construction de l'offre de prestations, en passant d'une logique de « places » à une logique de « parcours ». La nomenclature **SERAFIN PH** (Services et Etablissements Réforme pour une Adéquation des FINancements aux parcours des Personnes Handicapées) constitue le nouveau référentiel du secteur et invite à raisonner davantage en termes de « prestation de service » adaptable aux besoins d'accompagnement que de « places ».

Cette réforme comprend :

- **La mise en place du dispositif permanent d'orientation**, qui représente l'objet le plus visible du déploiement national, avec la construction des Projets d'Accompagnement Global (PAG).
- **Le déploiement d'une réponse territorialisée**, avec la mise en place d'une coordination territoriale et le développement de contrats partenariaux pour éviter les ruptures de parcours, ainsi que l'intégration d'objectifs de qualité et d'adaptation de l'offre dans la contractualisation.
- **La création d'une dynamique d'accompagnement et de soutien par les pairs**, par le renforcement de l'implication des personnes concernées et des associations dans la prise de décision, ainsi que le développement de la formation, de l'accompagnement et de la conciliation par les pairs.
- **L'accompagnement au changement des pratiques**, avec la simplification des tâches administratives et des processus de traitement de l'ensemble des acteurs du champ du handicap et l'adaptation de leurs systèmes d'information pour renforcer les échanges et faciliter la mise en œuvre de l'accompagnement.

2) Un schéma Autonomie pour la Collectivité Territoriale de Martinique

Les objectifs de la démarche

Les politiques de l'autonomie de la Collectivité Territoriale de la Martinique étaient portées précédemment par deux schémas sectoriels (celui des personnes en situation de handicap et celui des personnes âgées) pour la période 2009-2013.



Le choix d'un schéma unique 2018-2023, réunissant ces deux domaines d'action publique, vise deux objectifs majeurs :

- 1/ Favoriser une **vision globale** de la perte d'autonomie par la **coopération** d'acteurs confrontés à des **problématiques convergentes** ;
- 2/ Apporter une **réponse adaptée à la situation de chacun** quel que soit son âge, l'origine de sa perte d'autonomie, son lieu de vie et son projet.

Un schéma autonomie pour une collectivité unique

Le choix d'un schéma unique de l'autonomie pour la période 2018-2023 fait écho au **statut spécifique de la Collectivité Territoriale de Martinique**, collectivité unique aux compétences propres.

La loi constitutionnelle du 28 mars 2003 a offert la possibilité aux départements et régions d'outre-mer de se doter d'une collectivité nouvelle réunissant les compétences de ces deux échelons territoriaux. Suite aux référendums organisés en Guyane et en Martinique en 2010, deux nouvelles collectivités uniques ont vu le jour.

La **Collectivité Territoriale de Martinique, créée par la loi du 27 juillet 2011 et installée en 2015, cumule les compétences exercées auparavant par le conseil départemental et le conseil régional, à savoir :**

- Le développement économique
- L'aménagement du territoire et le transport
- Le développement culturel, scientifique et sportif
- L'éducation et la formation
- Le développement sanitaire et social
- La coopération régionale



Le statut et les compétences de la CTM invitent dès lors à concevoir une **politique globale de l'autonomie**, réunissant les différents champs d'actions de la collectivité pour favoriser la transversalité des solutions et la coopération des différents acteurs. Pour autant, il est important de ne pas donner à ce schéma une importance trop large, ce dernier ne devant pas s'imposer comme l'unique réponse aux enjeux qui impactent le territoire martiniquais et, notamment, le vieillissement prononcé de la population.

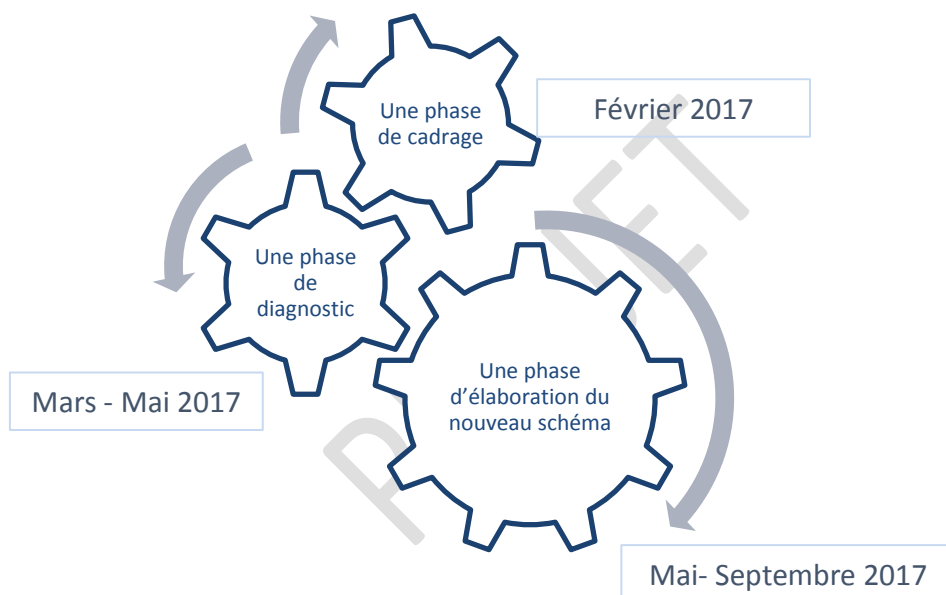
Le schéma de l'autonomie est une réponse à ce phénomène de fond mais ne saurait en être la seule.

II. La méthodologie d'élaboration du Schéma

La méthodologie d'élaboration du Schéma relève de quatre partis-pris :

- 1) **Favoriser une approche participative**, en mobilisant au maximum les acteurs du territoire et les partenaires (institutionnels, privés, associatifs) de la CTM
- 2) **Viser un plan utile, efficace à court terme et durable**, pour assurer un impact rapide à la hauteur du défi que représente le développement de la perte d'autonomie
- 3) **Veiller à être innovant**, afin d'apporter des solutions à la diversité des parcours des usagers et à l'évolution des besoins
- 4) **S'adapter aux spécificités locales**, notamment au statut de collectivité unique, pour répondre au mieux aux besoins des Martiniquais

La démarche de construction du nouveau Schéma s'est déroulée en trois grandes étapes de cadrage, de diagnostic et enfin d'élaboration du schéma selon le déroulé suivant :



Différents outils ont été déployés dans la phase de diagnostic pour cerner et analyser les spécificités du territoire, à travers une approche participative, mobilisant les différents acteurs du territoire.

- **Analyses statistiques et documentaires**

Divers documents transmis par la CTM ont pu être analysés. Ils ont été complétés par le recueil de données statistiques disponibles (STATISS, données ARS, données CTM, données INSEE...) mais aussi par l'étude de documents et données communiqués par les partenaires de la CTM.

- **Analyse comparative interdépartementale**

Cette analyse s'est appuyée sur les informations issues de bases de données publiques : INSEE (2013), DREES (2014), STATISS (2015), DGI (2015) et CAF (2015). Les départements comparés étaient la Guadeloupe et la Réunion. Les données ont également été comparées aux moyennes nationales. L'analyse s'est portée sur des données sociodémographiques, des données économiques et d'aides sociales ainsi que des données relatives à l'offre médicale et médico-sociale.

- **Projections sociodémographiques sur le territoire**

Des projections ont été réalisées afin de mener 3 analyses :

- ✓ Une étude des évolutions démographiques à venir ;
- ✓ La détermination du nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile en fonction d'un certain nombre d'hypothèses concernant l'évolution de la dépendance ;
- ✓ La détermination en fonction des deux paramètres précédents du nombre de bénéficiaires de l'APA en EHPAD et par conséquent le nombre de places à créer par rapport à celles actuellement autorisées.

L'échelle d'analyse est le département et les horizons définis sont 2018, 2023 et 2028

- **Entretiens des directions de la CTM et principaux partenaires**

Des entretiens ont été conduits avec la Direction générale de la CTM, des partenaires institutionnels (CGSS, ARS, DJSCS, ...), divers réseaux (Maia, réseau gérontologique) ainsi que des associations.

- **Réunion de 5 groupes de travail de diagnostic**

5 groupes de travail ont été réunis les 28 et 29 mars 2017 sur les thématiques suivantes :

1. Développement économique de la filière (17 participants)
2. Soutenir le maintien à domicile (33 participants)
3. L'offre d'accueil et d'hébergement (42 participants)
4. Accès au droit, coordination et information (24 participants)
5. Prévention de la perte d'autonomie (24 participants)

Ces groupes avaient pour objectif d'enrichir le diagnostic du regard croisé des différents partenaires territoriaux pour s'assurer de son adéquation et de sa pertinence. Aussi, ils ont permis de :

- Mobiliser une intelligence collective
- Compléter les connaissances par les expertises de chacun
- Échanger autour des enseignements issus des analyses précédentes
- Compléter le diagnostic des besoins du territoire

Dans le cadre de la seconde phase de travail visant à identifier les actions à potentiellement mettre en œuvre dans le cadre du futur schéma, les 5 groupes de travail ont été à nouveau mobilisés pour permettre à une intelligence collective de faire émerger des propositions pertinentes au regard des enjeux locaux. Par ailleurs, des entretiens complémentaires ont été réalisés et des analyses documentaires ont été menées.

C'est la somme de tous ces apports qui a été mobilisée puis arbitrée (selon différents principes : effectivité, moyens, rapidité, etc.) pour permettre la définition du plan d'actions ainsi formalisé.

PARTIE 1 : Diagnostic des besoins

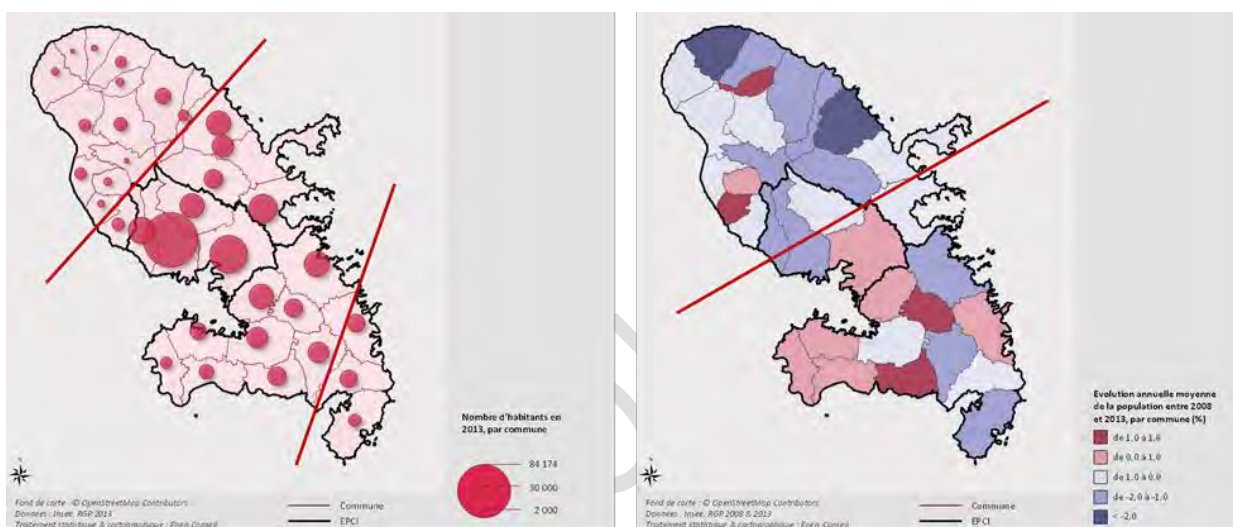
I. Contexte socio-démographique de la Martinique

1) Données socio-démographiques

Une population martiniquaise concentrée autour de Fort-de-France et qui connaît une évolution négative, en particulier au nord de l'île

La Martinique comptait 386 486 habitants en 2013, avec une concentration de la population à Fort de France et au centre de l'île. 22% des Martiniquais vivent à Fort de France.

La Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique, ainsi que le sud-ouest de l'île apparaissent ainsi relativement moins peuplés.



La Martinique a connu une croissance démographique négative entre 2008 et 2013, avec une évolution annuelle moyenne de - 0,6 %. Aussi, la population a diminué de 3,1 % entre 2008 et 2013, (passant de 373 409 habitants à 385 551). La Communauté d'Agglomération du Pays Nord est particulièrement touchée par cette diminution de la population.

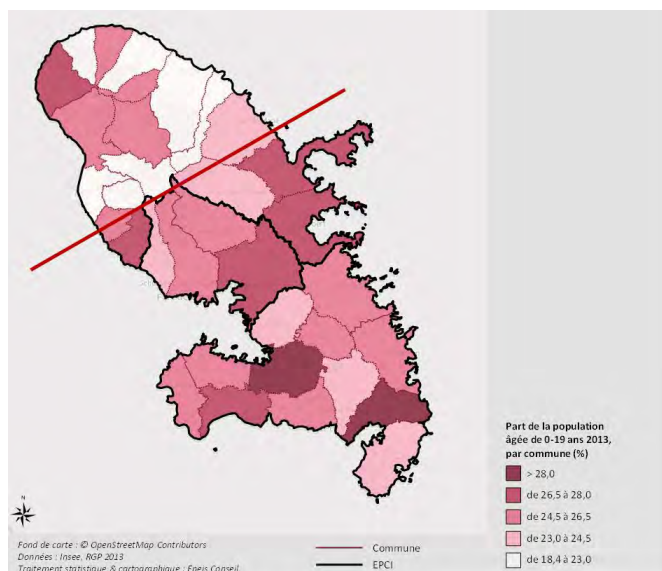
Une population de 0-19 ans qui représente un quart de la population totale, et présente en plus forte proportion au sud de l'île

Sur l'ensemble du territoire, les moins de 20 ans représentent 25,3 % de la population, une proportion plus élevée que la moyenne nationale (24,6 %). La population des moins de 20 ans est cependant en fort déclin (-2,6 % annuels entre 2008 et 2013). La CACEM (Communauté d'Agglomération Centre Martinique)¹ et la CAESM (Communauté d'Agglomération Espace Sud Martinique)² connaissent une proportion plus importante des moins de 20 ans, notamment sur les communes du Marin et Rivière-Salée, tandis qu'ils représentent une part moins importante sur Cap Nord (Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique)³.

¹ Fort-de-France, Lamentin, Saint-Joseph, Schœlcher.

² Les Anses-d'Arlet, Le François, Saint-Esprit, Le Diamant, Le Marin, Sainte-Luce, Ducos, Rivière-Salée, Vauclin, Rivière-Pilote, Saint-Anne et Trois-Ilets

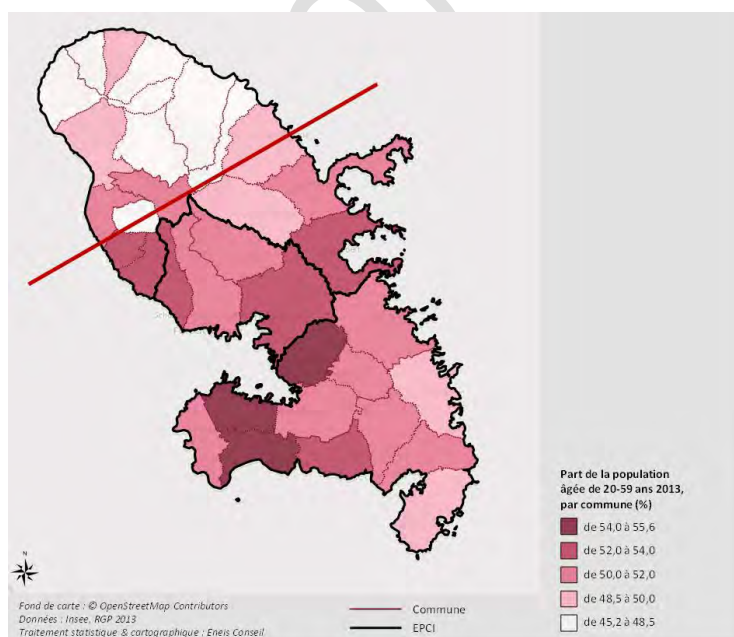
³ 18 communes membres : Ajoupa-Bouillon - Basse-Pointe - Bellefontaine - Carbet - Case-Pilote - Fonds-Saint-Denis - Grand-Rivière - Gros-Morne - Lorrain - Macouba - Marigot - Morne-Rouge - Morne-Vert - Prêcheur - Robert - Saint-Pierre - Sainte-Marie - Trinité



Des actifs qui représentent plus de la moitié de la population, présents en plus grande proportion au centre et au sud de l'île

La population des 20-59 ans est présente en plus fortes proportions sur la CACEM et la CAESM (notamment au Diamant, Ducos et Trois-Ilets), tandis qu'elle représente moins de la moitié de la population dans plusieurs communes au nord. Sur l'ensemble de l'île, les 20-59 ans représentent 51,6 % de la population, une proportion comparable à la moyenne nationale (51,4 %).

Cette classe d'âge connaît cependant une évolution négative entre 2008 et 2013 (-2,6 % par an), tandis qu'elle augmente sur l'ensemble de la France (+0,24%).

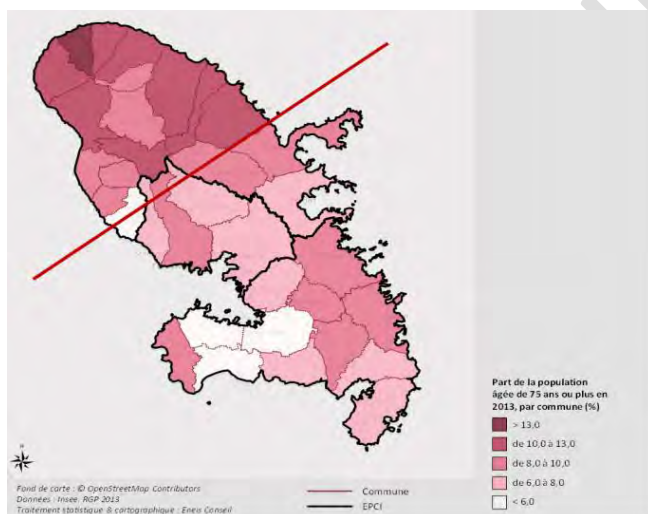
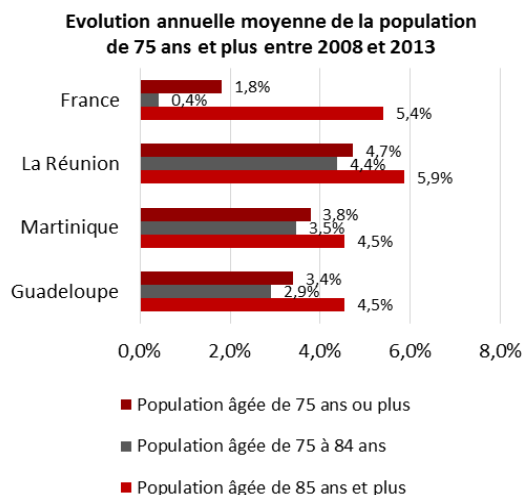
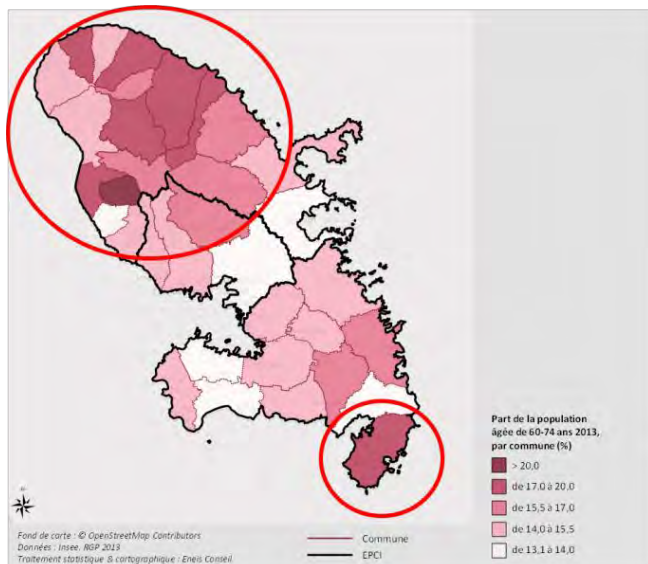


Les jeunes retraités concentrés plutôt au nord et à l'extrême sud

Les personnes âgées de 60 à 74 ans sont globalement plus représentées sur Cap Nord ainsi que sur la commune de Sainte-Anne, où elles constituent plus d'un quart de la population. Les personnes âgées de 60-74 ans sont par ailleurs relativement peu présentes sur la CACEM et la CAESM. Sur l'ensemble du territoire, les jeunes retraités représentent 15 % de la population totale.

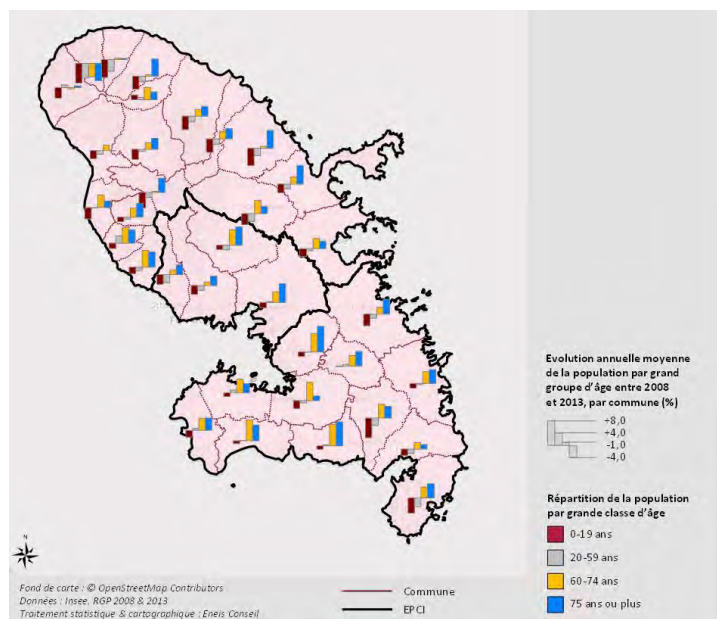
Une population de plus de 75 ans concentrée au nord de l'île, et en forte augmentation

Les personnes âgées de plus de 75 ans sont présentes en forte proportion sur Cap Nord. On compte 8,2 % de personnes âgées de plus de 75 ans sur l'ensemble de la population. Cette population est en forte augmentation : + 3,8 % annuels, soit deux points de plus que l'évolution au niveau national (1,8 %).



Un vieillissement global de la population

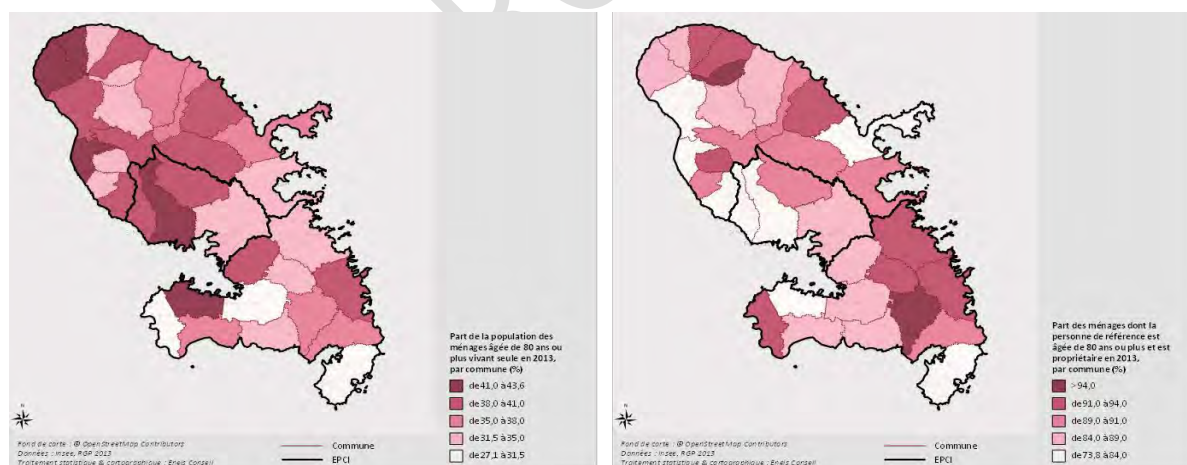
Sur l'ensemble du territoire, la population des moins de 20 ans connaît une croissance négative (-2,63% par an), tandis que la population des plus de 60 ans est en forte croissance. Cette tendance est particulièrement significative sur la CAESM, où les 60-74 ans et les plus de 75 ans connaissent une évolution de plus de 4% sur certaines communes (Sainte-Luce, Le Diamant, Ducos...). Cap Nord et l'extrême sud de l'île sont eux marqués par un fort déclin des 0-19 ans. La Martinique connaît dès lors un phénomène de vieillissement de sa population.



Des disparités territoriales en ce qui concerne les personnes âgées vivant seules et les ménages propriétaires de leur logement

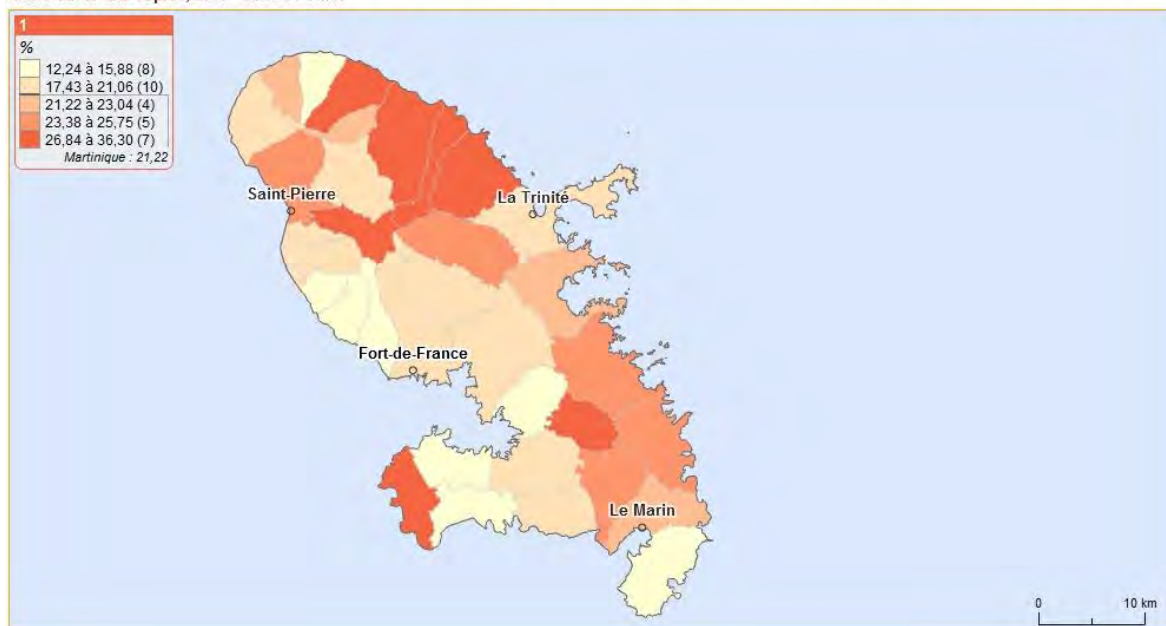
Il y a 17 488 ménages de plus de 80 ans en Martinique. 37,9 % d'entre eux sont des personnes qui vivent seules, une proportion moins élevée que la moyenne nationale (49 %). Ces proportions sont plus élevées sur la Communauté d'Agglomération du Centre et le Pays Nord de la Martinique, notamment à Fort de France et sur le territoire Nord Caraïbe, atteignant plus de 41 %.

La côte caribéenne recense moins de ménages dont la PRM (personne de référence du ménage) est âgée de 80 ans et propriétaire de son logement. Ces proportions sont plus fortes au sud-est.



A l'échelle de la Martinique, 21,22% des personnes de 55 ans et plus touchent le minimum vieillesse du régime général (ou un complément de retraite). Cette proportion varie selon le territoire considéré : ainsi, plus d'un quart des personnes de 55 ans et plus touchent le « minimum vieillesse » à Basse-Pointe, au Lorrain ou à Fonds Saint-Denis, ainsi que plus au sud du territoire à Saint-Esprit ou Les Anses-d'Arlet.

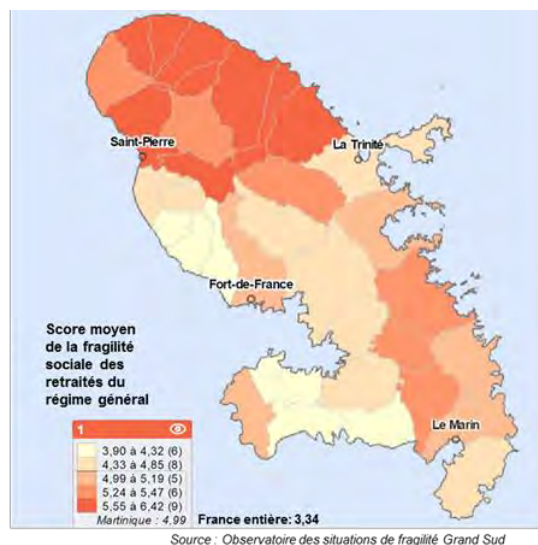
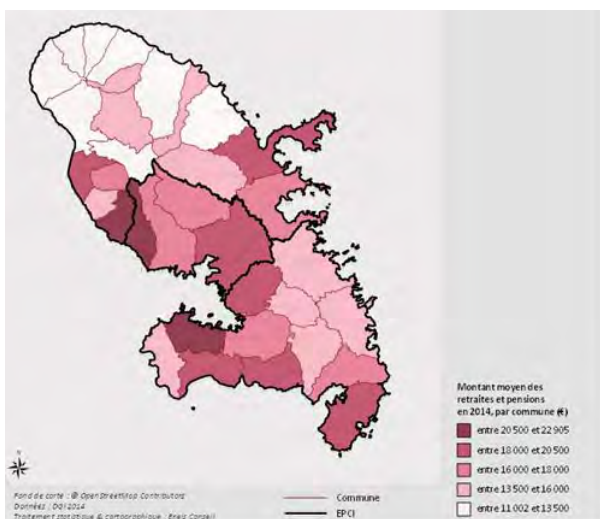
Part des retraités bénéficiaires du minimum vieillesse et/ou d'un complément de retraite / nombre total de retraités du régime général, Population totale de 55 ans et plus, 2016 - source : CNAV



Des disparités territoriales importantes, avec un cumul des fragilités au Nord

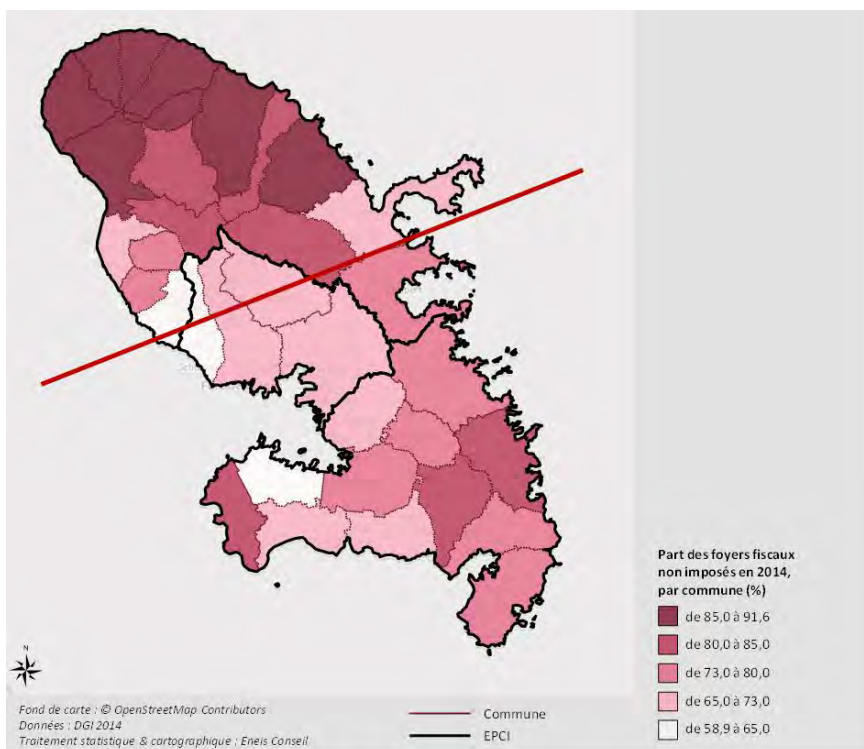
Il existe de fortes disparités territoriales entre la CACEM et la CAESM, où les montants de retraite sont plus élevés, et Cap Nord, où le montant moyen des retraites est globalement inférieur à 13 500 € par an. Sur l'ensemble de l'île, le montant moyen annuel des retraites est de 17 100 € (contre 22 613 € au niveau national).

Le score de fragilité de l'Observatoire des fragilités est par ailleurs particulièrement élevé au nord de l'île. Ce score, établi à partir des bases de données de la CGSS, compile des indicateurs économiques et d'isolement social : exonération de la CSG, minimum vieillesse, pension de réversion...



Une part importante de foyers à bas revenus, principalement au Nord

Cap Nord accueille la plus grande proportion de foyers fiscaux non-imposés, qui représentent plus de 85 % des foyers fiscaux sur certaines communes (Sainte-Marie, Basse-Pointe, Le Prêcheur...). Ce chiffre reste à relativiser car sur les 231 558 foyers fiscaux présents sur l'île, 73 % d'entre eux ne sont pas imposés.



Les points clés à retenir

❖ Une évolution démographique négative

La population martiniquaise diminue. C'est le cas notamment des moins de 20 ans. La Martinique fait notamment face à un enjeu de renouvellement de la population actuellement active et prochainement en âge de partir à la retraite.

❖ Un vieillissement prononcé de la population, plus ou moins important selon les territoires

Le vieillissement de la population est particulièrement marqué en Martinique, avec une population des 75 ans ou plus qui augmente plus rapidement qu'au niveau national. Cette tranche d'âge est représentée au Nord dans de plus grandes proportions (10 % de la population). Les plus de 60 ans représentent désormais près d'1/4 de la population. Cette évolution touche quasiment l'ensemble des communes, mais elle est plus forte dans la CACEM et la CAESM.

❖ Des inégalités territoriales fortes, avec des disparités importantes entre agglomérations

Plusieurs indicateurs soulignent une précarité plus importante des populations résidant sur Cap Nord, notamment sur les communes les plus au nord : plus de 85 % de foyers non imposés, des montants de retraites largement inférieurs à la moyenne de l'île, etc.2) La perte d'autonomie en chiffres



Autonomie : capacité d'une personne à assurer les actes de la vie quotidienne. La perte d'autonomie conduit à la dépendance.

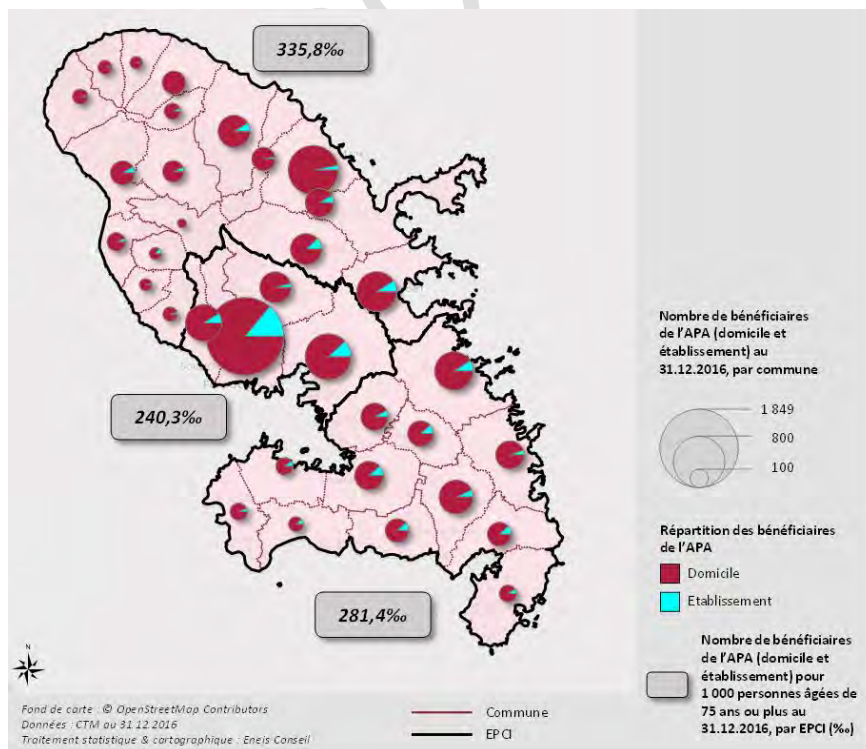
Perte d'autonomie : englobe les capacités intellectuelles, cognitives et motrices. Elle s'observe dans les cas d'invalidité, chez les personnes âgées ou atteintes de pathologies

Des bénéficiaires de l'APA très largement à domicile et présents en plus grandes proportions sur la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique

On comptait 8 749 bénéficiaires de l'APA en 2013 en Martinique, soit 276 bénéficiaires pour 1 000 personnes âgées de 75 ans ou plus. Cette proportion est comparable à la Guadeloupe (265 %), mais supérieure à la moyenne nationale (209 %).

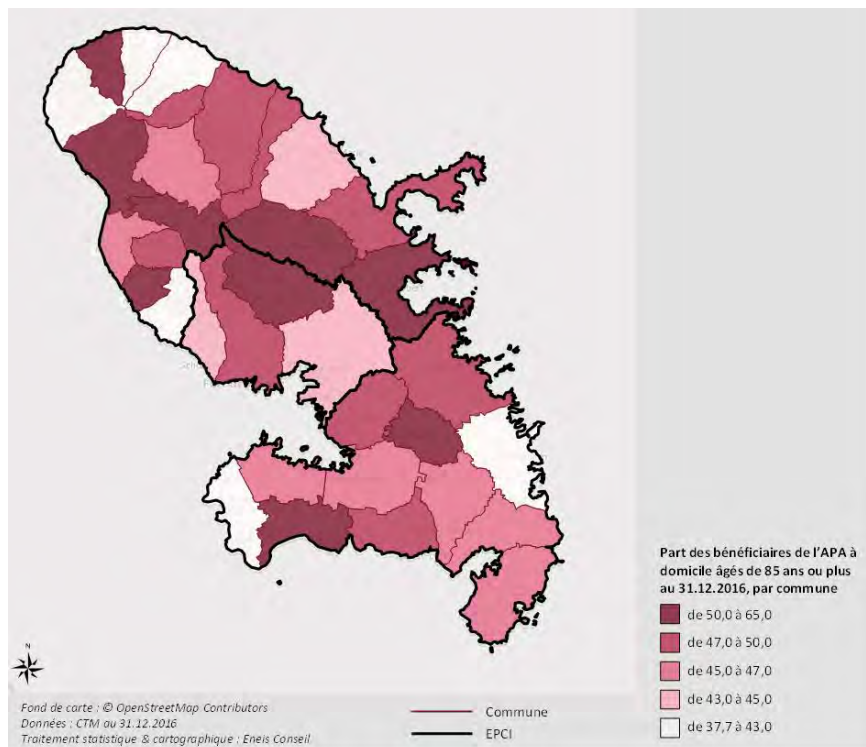
Une forte concentration des bénéficiaires de l'APA s'observe autour de Fort de France (en lien avec la densité de la population). En revanche, la proportion des bénéficiaires de l'APA est nettement plus élevée sur Cap Nord (339 bénéficiaires pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus contre 240 pour la CACEM et 281 pour la CAESM).

Une très large majorité (86%) des bénéficiaires perçoivent l'APA à domicile plutôt qu'en établissement. Cette proportion est plus élevée dans d'autres DOM (91 % en Guadeloupe, 92 % à la Réunion) mais elle reste largement supérieure à la moyenne nationale (59 % de bénéficiaires de l'APA à domicile).



Près de la moitié des bénéficiaires APA ont 85 ans ou plus

La part des bénéficiaires de l'APA à domicile âgés de plus de 85 ans atteint 50 % dans plusieurs communes de Martinique, notamment sur les communes autour de Fort de France : St Joseph, Gros-Morne, Le Robert, etc. Sur l'ensemble de l'île, 3 887 bénéficiaires APA sont âgés de plus de 85 ans, soit 47,7 % de l'ensemble des bénéficiaires APA.

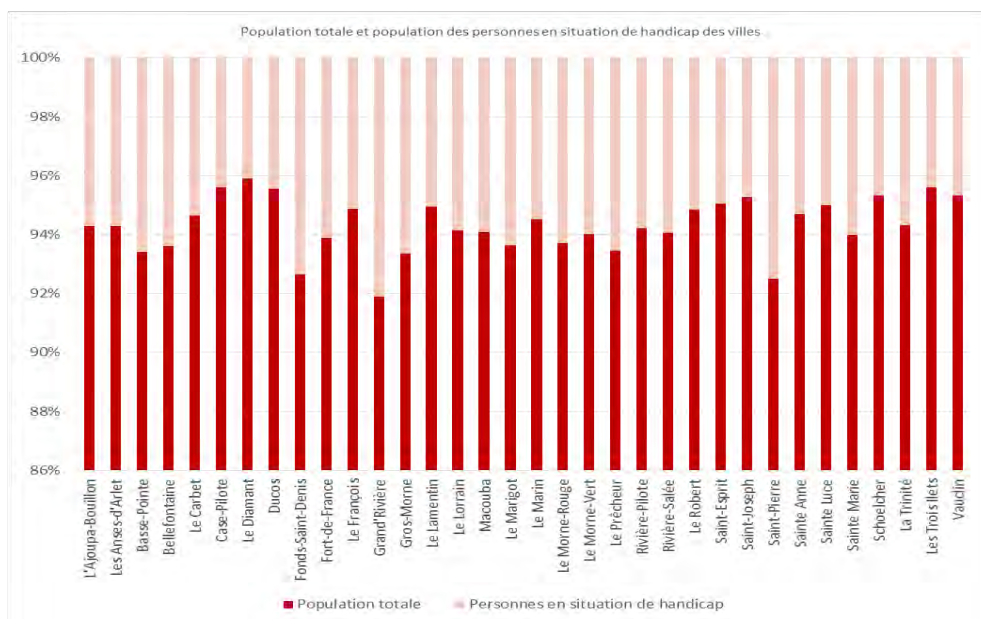


Des personnes en situation de handicap plus nombreuses dans les villes les plus peuplées

Le nombre de personnes en situation de handicap est le plus important dans les villes les plus peuplées, notamment à Fort de France (5 661 personnes), au Lamentin (2 042), au Robert (1 305), à Sainte-Marie (1 145), au François (1 017) et à Schoelcher (1 009).

Toutefois, ces populations sont les plus représentées à Grand-Rivière (8,82 %, soit 50 habitants sur 567), à Saint-Pierre (356 personnes pour 4 396 habitants, soit 8,10 %) et à Fonds-Saint-Denis (67 personnes pour 843 habitants, soit 7,95 %).

Selon les données de la MDPH pour 2016, 25 000 personnes sont reconnues sur le territoire alors que selon l'enquête Handicap santé 2008 de l'INSEE Martinique, 64 600 personnes pourraient avoir cette reconnaissance (17% de la population).



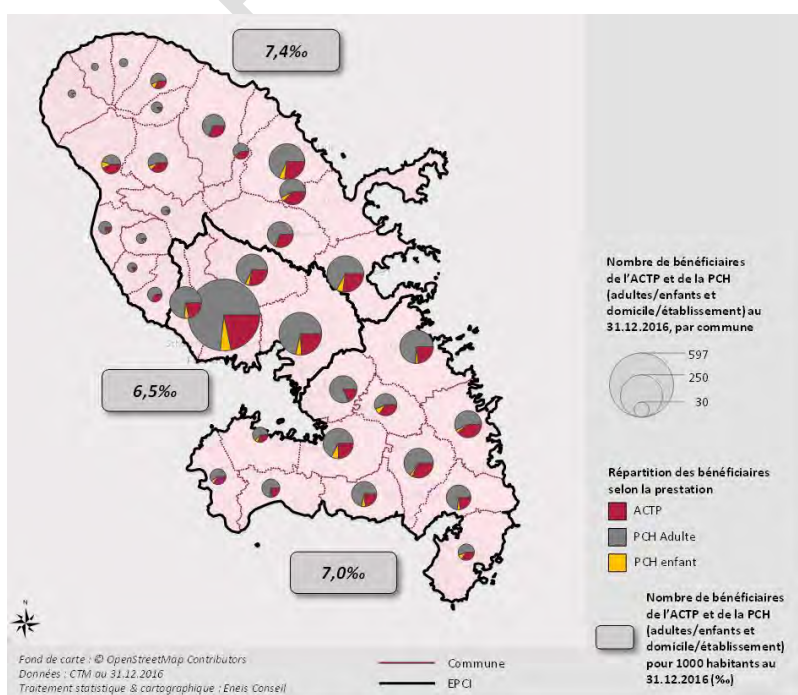
Source : Insee –MDPH Martinique, 2015, repris par « Etats des lieux, regards croisés », Handi-pacte, 2014.

Une proportion de bénéficiaires ACTP/PCH supérieure à la moyenne nationale

La Martinique compte **2 648 bénéficiaires de l'ACTP et de la PCH**, soit **6,9 bénéficiaires pour 1 000 habitants**. Ce taux se situe au-dessus de la moyenne nationale (4,9%).

Sur l'ensemble des communes, une majorité de ces personnes sont bénéficiaires de la PCH adulte, et environ un quart de ces personnes sont bénéficiaires de l'ACTP. **128 enfants sont bénéficiaires de la PCH** sur l'ensemble du territoire.

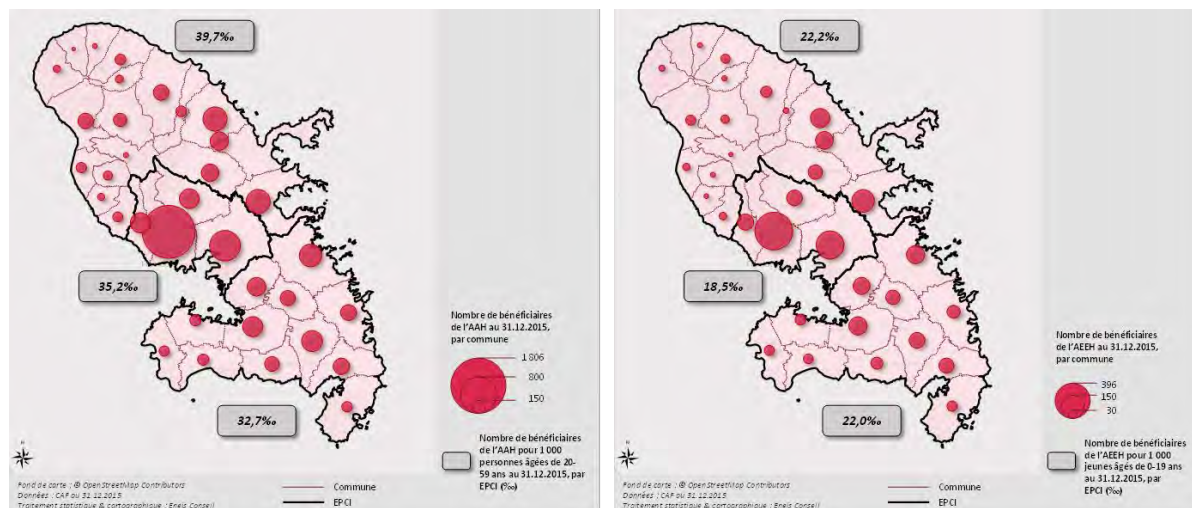
Cap Nord compte une plus grande proportion de bénéficiaires de l'ACTP et de la PCH (7,4 pour 1 000 habitants), et une faible proportion de bénéficiaires de la PCH enfants.



Des bénéficiaires de l'AAH et de l'AEH présents sur l'ensemble des communes, dans des proportions variées

Il y a 35,6 bénéficiaires de l'AAH pour 1 000 personnes âgées de 20-59 ans en Martinique. Le nombre total de bénéficiaires de l'AAH est de 7 079. Cap Nord compte une proportion plus élevée de bénéficiaires de l'AAH. Il y a relativement moins de bénéficiaires de l'AAH sur la CAESM.

On compte 20,6 bénéficiaires de l'AEH pour 1 000 personnes âgées de 0 à 19 ans, soit 2 008 bénéficiaires de l'AEH au total. Ces bénéficiaires sont présents en proportions plus importantes sur la CAESM et Cap Nord.



Les points clés à retenir

- ❖ La Martinique connaît une part importante de personnes âgées (dont bénéficiaires de l'APA) qui vivent à domicile.
- ❖ De même, la part des Martiniquais en situation de handicap est élevée.
- ❖ Les effectifs d'allocataires sont concentrés sur la CACEM ; mais les fragilités sont exacerbées sur le Nord de l'île (cf. score de fragilité de l'Observatoire des fragilités de la CGSS).

3) Prospectives : quelle(s) évolution(s) de la population à anticiper ?

Le modèle de projections démographiques utilisé

Plusieurs exercices de prospective démographique ont été réalisés à l'échelle départementale ces dernières années. Cependant, en comparant tous les résultats obtenus pour l'année 2013 aux effectifs réellement présents en 2013, tous les exercices prospectifs font état d'une surestimation importante des effectifs. Cela tient notamment à la perte d'habitants de la Martinique durant les dernières années. Ce phénomène de décroissance démographique non anticipé dans les différents travaux est dû à une émigration massive, une baisse de la natalité et à une attractivité limitée due notamment à la forte diminution de la production de nouveaux logements au sein de l'ensemble du territoire martiniquais.

Il convient, avant de présenter la méthodologie mise en œuvre, de préciser que les projections ne sont en aucun cas des prévisions. Les projections démographiques sont le résultat d'un ensemble de calculs mettant en avant l'évolution de la population dans les années à venir selon la réalisation de certaines hypothèses posées en amont de la projection. Ces dernières ne sont pas nécessairement réalisables et n'ont pas de valeurs probabilistes. Elles sont issues de l'observation des comportements passés. On parle de perspectives démographiques pour l'ensemble des hypothèses émises. Lorsque ces dernières sont assorties d'un certain degré de réalisation, ces

perspectives se transforment en prévisions. Les projections démographiques ne sont donc en aucun cas de simples prévisions. Leur principal objectif est d'éclairer le devenir quantitatif du nombre d'habitants en faisant certaines hypothèses de maintien, prolongement, accentuation ou diminution des tendances passées.

Afin de quantifier au mieux les différents besoins, un nouvel exercice de prospective a été réalisé. Les projections démographiques réalisées pour la Martinique sont ainsi définies par trois scénarii. Ces derniers sont caractérisés par un jeu d'hypothèses relatives à l'évolution de certains phénomènes socio-démographiques dans les prochaines années, phénomènes dont l'évolution façonne la structure par âge et sexe de la population, ainsi que des hypothèses relatives à l'évolution à venir du nombre de nouveaux logements. **L'objectif de ces projections est de montrer l'évolution du nombre d'habitants et de la structure par âge si un nombre donné de logements sont construits et si un certain nombre de phénomènes socio-démographiques se produisent donnant ainsi une amplitude maximale au sein de laquelle la population peut évoluer. La réalisation des hypothèses est sujette à la mise en place de certaines actions par les collectivités et de l'attractivité du territoire.**

- **Le scénario haut** se base entre 2013 et 2028 sur la construction d'un nombre important de nouveaux logements comparativement aux deux autres scénarii. Il fait le postulat que ce seront essentiellement des logements de grande taille permettant de faire venir des ménages composés d'un nombre important de personnes au regard des deux autres scénarii. Afin de définir une borne maximale d'évolution, il est fait comme hypothèse que la taille des ménages néo-résidents augmente fortement suite à l'installation sur le territoire, via notamment une fécondité importante. Hypothèse est également faite que l'espérance de vie va augmenter. Si ces actions et ces phénomènes socio-démographiques sont respectivement menés et réalisés, la structure réelle par âge et sexe de la population en 2028 se rapprochera de celle obtenue par ce scénario.
- **Le scénario bas** se base entre 2013 et 2028 sur la construction d'un nombre limité de nouveaux logements comparativement aux deux autres scénarii. Il fait le postulat que ce seront essentiellement des logements de taille plus petite permettant de faire venir en moyenne des ménages de taille moins importante au regard des deux autres scénarii. Afin de définir une borne minimale d'évolution, il est fait comme hypothèse que la taille de ces ménages néo-résidents augmente de façon modérée suite à l'installation sur le territoire du fait d'une fécondité plus limitée. Hypothèse est également faite que l'espérance de vie va augmenter. Si ces actions et ces phénomènes socio-démographiques sont respectivement menés et réalisés, la structure réelle par âge et sexe de la population en 2028 se rapprochera de celle obtenue par ce scénario.
- **Le scénario central** est un scénario intermédiaire aux deux précédemment cités. Il s'agit d'une poursuite des tendances démographiques passées.

Comme indiqué précédemment, l'un des facteurs de la décroissance démographique est la chute importante du nombre de nouveaux logements produits sur l'ensemble du territoire, passant de près de 3 000 par an au début des années 2000 à 1 600 en moyenne depuis 2010. A ce titre, bien que les différents documents programmatiques fassent état d'une production de logements importante dans les prochaines années, le nombre de logements à venir considéré dans cet exercice prospectif est volontairement revu à la baisse. Les différents chiffres indiqués sont basés sur les différents rythmes de production des dernières années.

- Le scénario central est une poursuite des tendances, soit environ 1 800 logements par an à l'échelle du département
- Le scénario haut mise une amélioration de la capacité de production, soit environ 2 000 logements par an

- Le scénario bas fait l'hypothèse inverse et suggère une capacité de production plus faible atteignant de façon continue les plus bas niveaux observés ces dernières années (1 600 logements par an).

Au vu du bilan démographique réalisé en amont de la projection, **trois scénarios d'évolution** ont été définis quant à l'évolution du nombre d'habitants présents dans les années à venir sur le territoire : un **scénario central**, un **scénario bas** et un **scénario haut**. **Ces derniers sont basés sur la combinaison de plusieurs hypothèses, elles-mêmes déduites de l'observation des comportements sociodémographiques observés** entre 1990 et 2013 et caractérisées par un ensemble d'indicateurs. L'exercice des projections consiste à faire des hypothèses quant à l'évolution à venir de ces indicateurs et par conséquent à faire des hypothèses quant à l'évolution à venir de phénomènes socio-démographiques façonnant la structure par âge et sexe de la population aux horizons définis. **Les projections démographiques ont pour objectif de donner une amplitude maximale au sein de laquelle la population peut évoluer dans les années à venir.** De ce fait comme évoqué précédemment, le scénario bas est le résultat d'un ensemble d'hypothèses pessimistes tandis que le scénario haut est quant à lui plus optimiste quant à l'évolution à venir de la population au regard des tendances passées. **Le scénario à privilégier est le scénario central qui prolonge les tendances socio-démographiques observées entre 1990 et 2013**, les scénarios haut et bas ayant principalement une vertu pédagogique et servant à définir des bornes maximales et minimales au sein desquelles la population va évoluer dans les prochaines années.

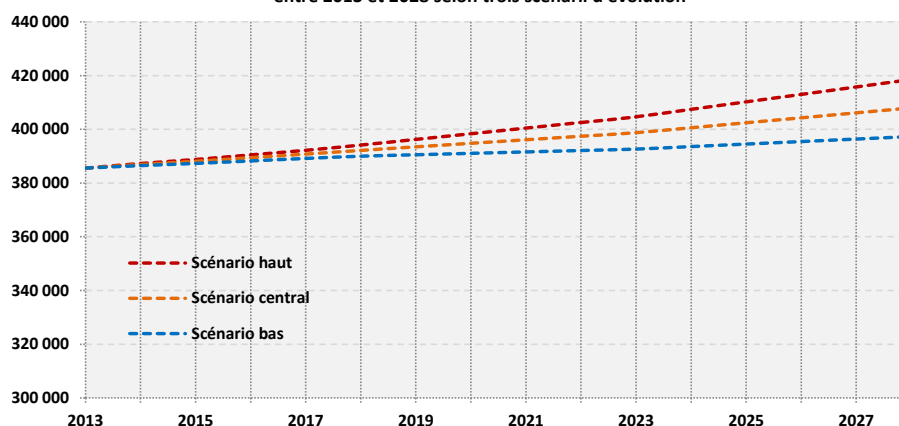
Evolution de la population : principaux résultats

❖ Vers une croissance démographique à l'échelle de la Martinique

Les projections démographiques réalisées pour la Martinique sont définies par trois scénarios. Ces derniers sont caractérisés par un jeu d'hypothèses relatives à l'évolution à venir du nombre de logements et de certains phénomènes socio-démographiques, phénomènes dont l'évolution façonne la structure par âge et sexe. La réalisation de ces hypothèses est sujette à la mise en place de certaines actions par la Collectivité (voir introduction méthodologique précédente). Dans ce cadre, si les hypothèses définissant le scénario central se confirment, le nombre d'habitants devrait augmenter, passant de 385 558 à près de 408 000 entre 2013 et 2028, soit une hausse annuelle moyenne de 0,4 %.

Si les hypothèses du scénario haut se confirment, caractérisées par une intensification de certains phénomènes socio-démographiques et une production accrue de logements, le nombre d'habitants devrait s'accroître de façon plus importante dépassant 418 000 habitants en 2028, soit une hausse annuelle moyenne de 0,5 % durant l'ensemble de la période étudiée.

Evolution du nombre d'habitants au sein du département
entre 2013 et 2028 selon trois scénarii d'évolution



Source : Insee, RGP 2013, Ensis Conseil, Modèle de projections démographiques locales

A l'inverse, si la réalité à venir en termes de fécondité, mortalité, migrations et production de logements se rapproche des hypothèses posées par le scénario bas, la population du département devrait connaître une croissance plus modérée de ses effectifs, de l'ordre de +0,2%/an d'ici à 2028 soit 11 700 habitants en plus en l'espace de 15 ans.

Quel que soit le scénario envisagé, le territoire devrait connaître un regain démographique dans les prochaines années notamment dû à la mise à disposition d'un certain nombre de logements et correspondant à une volonté de la Collectivité de relancer la croissance démographique via le renforcement de son attractivité. Le solde naturel serait le principal moteur de la croissance démographique du territoire, accompagné d'un solde migratoire également positif mais de moindre intensité. Il est également rappelé que les évolutions présentées sont sujettes à la réalisation de phénomènes strictement démographiques (augmentation de l'espérance de vie, hausse éventuelle de la fécondité).

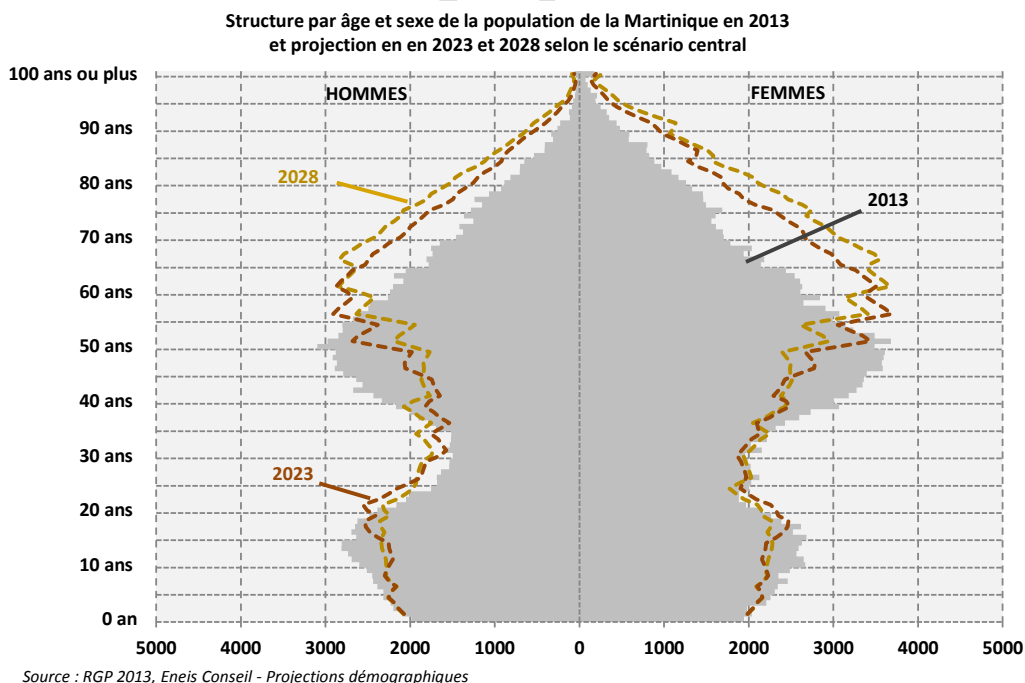
- ❖ Vers une confirmation des phénomènes de gérontocroissance et de vieillissement de la population



Gérontocroissance : augmentation du nombre de personnes âgées dans une population

Vieillissement : augmentation de la part des personnes âgées dans la population totale

La comparaison de la pyramide des âges en 2013 avec celle de 2028 met en avant des évolutions différentes selon les groupes d'âges considérés. En deçà de 60 ans, les effectifs devraient globalement diminuer, comme l'indique la pyramide ci-dessous.



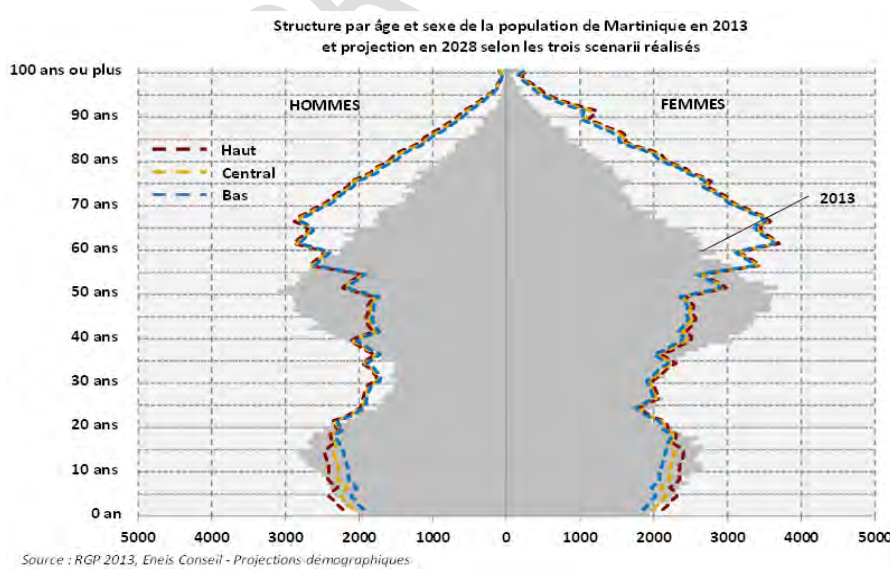
| Evolution de la population à l'échelle départementale selon le groupe d'âge considéré entre 2013 et 2025 | | | | | | |
|---|-------------------|----------|-----------|-----------|----------------|----------------|
| | Population totale | 0-19 ans | 20-59 ans | 60-74 ans | 75 ans ou plus | 85 ans ou plus |
| Scénario Haut | 0,5% | -0,3% | -0,7% | 2,9% | 4,1% | 5,3% |
| Scénario Central | 0,4% | -0,6% | -0,8% | 2,8% | 3,9% | 4,9% |
| Scénario Bas | 0,2% | -1,0% | -0,9% | 2,7% | 3,6% | 4,4% |

Source : Projections démographiques

A l'inverse, passant de 89 083 à 125 004 personnes, la population âgée de 60 ans ou plus devrait s'accroître de 3,2% entre 2013 et 2028, confirmant le phénomène de gérontocroissance déjà observé ces dernières années. Cette hausse d'effectifs serait la plus importante observée au sein de la population. Néanmoins, selon les classes d'âges considérées, les effectifs n'évolueraient pas de la même façon. En effet, les jeunes seniors (60-74 ans) devraient connaître une augmentation plus modérée (+3,9%/an) de leurs effectifs d'ici à 2028 que la population âgée de 75 ans ou plus durant la même période (+4,9%/an).

Passant de 23,1% à 35,0% la part des personnes âgées de 60 ans ou plus devrait augmenter de 11,9 points d'ici 2028 (selon le scénario central) confirmant ainsi également le vieillissement de la population déjà observé depuis quelques années à l'horizon 2028. Le vieillissement de la population s'explique essentiellement par l'augmentation de l'espérance de vie et le départ d'une population jeune diminuant leur poids au sein de la population globale au profit des personnes âgées.

L'analyse des résultats pour les scénarii haut et bas à l'échelle départementale indique des évolutions proches exceptées pour les 0-5 ans, pour lesquels les différences entre les 3 scénarii sont les plus marquées. **Au-delà de 60 ans, quelle que soit l'évolution de l'espérance de vie envisagée, la population âgée devrait connaître une hausse de ses effectifs. L'indice de vieillesse devrait atteindre 128,8 pour le scénario bas contre 123,0 pour le scénario haut, suggérant ainsi que l'arrivée d'une population plus jeune via des migrations accentuées (hypothèse du scénario haut) aurait pour conséquence de ralentir le vieillissement démographique.**



Les données Omphales (projections Insee 2010) confirment les analyses réalisées par ENEIS, notamment sur l'accélération du phénomène de gérontocroissance. Selon ces données, seules les populations âgées d'au moins 60 ans connaissent une évolution à la hausse dans les années à venir :

- **Pour les personnes de 60 à 79 ans**, une augmentation de 59 478 à 118 000 personnes en 2040 est attendue;
- **Pour les personnes de 80 ans et plus** : le passage de 14 673 à 52 000 personnes en 2040 est prévu.

| Répartition de la population martiniquaise par grands groupes d'âges (Insee, Omphale, 2010) | 2007 | | 2020 | | 2030 | | 2040 | |
|--|----------|------|----------|------|----------|------|----------|------|
| | Effectif | % | effectif | % | effectif | % | effectif | % |
| Moins de 20 ans | 113 556 | 28,6 | 99 000 | 23,8 | 93 000 | 21,9 | 88 000 | 20,8 |
| 20-59 ans | 210 026 | 52,8 | 201 000 | 48,6 | 177 000 | 42,0 | 166 000 | 39,4 |
| 60-79 ans | 59 478 | 15,0 | 91 000 | 21,8 | 118 000 | 27,8 | 117 000 | 27,5 |
| 80 ans ou plus | 14 673 | 3,7 | 24 000 | 5,8 | 35 000 | 8,2 | 52 000 | 12,2 |
| Ensemble | 397 733 | 100 | 415 000 | 100 | 423 000 | 100 | 423 000 | 100 |

II. Diagnostic des besoins du territoire

La CTM a lancé les travaux pour l'élaboration de ce schéma en Juin 2016, via une journée de mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux concernés. À travers leurs propositions, 5 thématiques sont particulièrement ressorties, entraînant la création d'autant de groupes de travail.

1. **Prévenir le handicap et la perte d'autonomie**
2. **Soutenir la vie au domicile**
3. **Adapter, moderniser et diversifier l'offre d'accueil et d'hébergement**
4. **Coordonner les acteurs autour des parcours et favoriser l'accès à l'offre du territoire pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap**
5. **Développer la filière économique du secteur de l'autonomie**

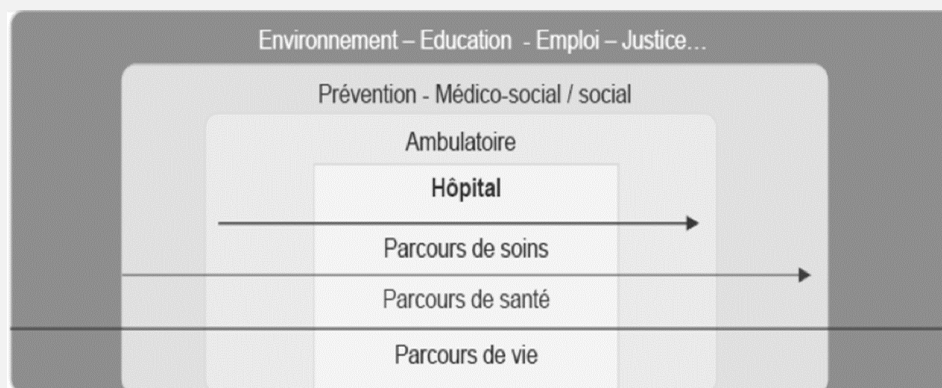
Dans leur travail de définition du nouveau schéma, les responsables locaux ont souhaité agir dans la continuité et ont donc décidé de continuer à s'appuyer sur ces groupes partenariaux, ce qui explique cette approche thématique du diagnostic.

Il est à noter que la thématique « **l'accès à la vie sociale et professionnelle** » apparaissant essentielle suite aux premiers travaux, elle a été rajoutée dans les travaux.

Il faut également souligner que la CTM, en phase avec l'actualité (lancement de la définition du 4^e plan autisme notamment), a cherché à prendre particulièrement en compte, à travers ses réflexions, la thématique de l'autisme et a veillé à y apporter des réponses dans le cadre de son nouveau schéma de l'autonomie.

Parcours de vie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap :

La notion de **parcours** est au cœur de la conception des politiques de l'autonomie. Le terme recouvre divers aspects, de la dimension sanitaire à l'aspect personnel d'un projet de vie. Aussi, trois parcours peuvent être distingués :



- **Le parcours de soins**, consistant dans le recours aux soins de premiers recours, aux services hospitaliers des urgences, à l'hospitalisation à domicile, aux soins de suite et de réadaptation ou à une Unité de soins de longue durée (USLD) ;
- **Le parcours de santé**, consistant dans l'articulation des soins avec la prévention sociale, l'offre et l'accompagnement médico-social, les programmes et offres de maintien et retour à domicile ;
- **Le parcours de vie**, réunissant l'ensemble des actions destinées à rendre agréable l'environnement (scolarisation, prévention de la désinsertion professionnelle, réinsertion, logement) se basant sur la coordination des acteurs.

1) Prévenir le handicap et la perte d'autonomie

Enjeux réglementaires : la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie



La loi ASV met en place la Conférence des financeurs pour prévenir la perte d'autonomie. Le texte prévoit cette instance de coordination des financements visant à développer les politiques de prévention de la perte d'autonomie.

L'enjeu pour la CTM est dès lors de **définir sa ligne stratégique en matière de prévention de la perte d'autonomie.**

Les missions de la Conférence des financeurs sont les suivantes :

- **Etablir un diagnostic des besoins** des personnes âgées de 60 ans et plus résidant sur le territoire départemental ;
- **Recenser les initiatives** locales ;
- **Définir un programme coordonné de financement** des actions individuelles et collectives de prévention, en complément des prestations légales ou réglementaires.

Il ne s'agit pas d'un dispositif de mutualisation des financements mais **un lieu de coordination institutionnelle.**

Modalités de fonctionnement prévues par la loi

Composition :

- Présidence : Président du Conseil Départemental ;
- Vice-présidence : DG-ARS ;
- Membres : Département, EPCI, ARS, Caisses de retraite, Caisses d'assurance maladie, ANAH,...

Public cible : les personnes âgées de 60 ans et +
Périmètre : actions individuelles et collectives de prévention

- Accès aux équipements et aides techniques individuelles ;
- Forfait autonomie ;
- Prévention par les SAAD et les SPASAD ;
- Soutien aux proches aidants ;
- Actions collectives de prévention.

Constats



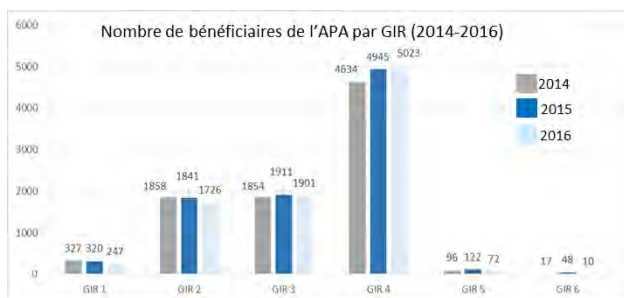
Dépendance : incapacité pour une personne d'effectuer les gestes essentiels de la vie quotidienne.



Degré d'autonomie : porte autant sur l'autonomie physique, (activités qu'une personne âgée peut effectuer seule comme se laver, s'habiller, se déplacer, etc.) que sur l'autonomie mentale (se situer dans le temps, savoir discuter et se comporter de façon cohérente).

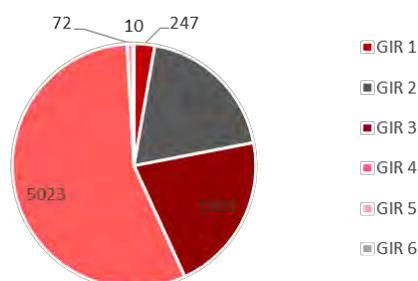
En Martinique, 1 973 bénéficiaires de l'APA sont fortement dépendants (247 bénéficiaires en GIR 1 et 1 726 en GIR 2) : ils représentent 22 % des bénéficiaires de l'APA (données au 31/12/2016 - CTM).

Les **taux de dépendance des personnes âgées observés sont supérieurs à ceux observés en France métropolitaine**, quel que soit l'âge considéré.



Source : CTM

Répartition des bénéficiaires de l'APA par GIR (données au 31/12/2016)



Les **taux de dépendance augmentent fortement après 85 ans**. Une hausse du niveau de dépendance va s'observer : de 2007 à 2030, le nombre de personnes dépendantes âgées de 85 à 89 ans va doubler tandis que le nombre de personnes dépendantes de plus de 90 ans va tripler.

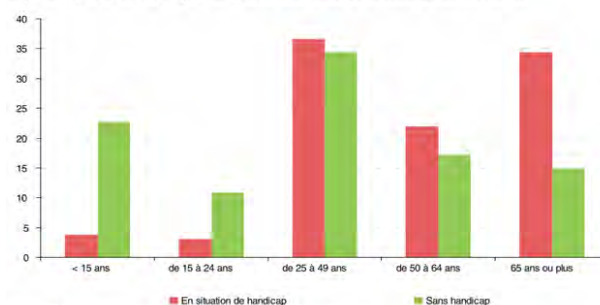
Taux de dépendance en Martinique et en France Métropolitaine

| Part des personnes dépendantes dans la population totale | Unité : % | |
|--|------------|--------|
| | Martinique | France |
| 60 - 69 ans | 2,6 | 2,5 |
| 70 - 79 ans | 7,3 | 6,6 |
| 80 - 89 ans | 18,7 | 16,8 |
| 90 ans et + | 47,0 | 39,5 |

Source : Insee-Enquête Handicap Santé, Recensement de la population 2007

De plus, en Martinique en 2008, 73 000 personnes sont en situation de handicap, soit 18 % de la population. 6 % ont un handicap reconnu. Plus de la moitié d'entre elles sont âgées de 50 ans et plus et la dépendance croît avec l'âge⁴.

Répartition des personnes par âge en situation de handicap ou non en Martinique en 2008 (en %)



Lecture : 36 % des personnes en situation de handicap sont âgées de 25 à 49 ans.
Source : Insee, Enquête Handicap-santé, 2008.

Répartition par type de déficiences chez les seniors en situation de handicap (en %)

| Déficiences | 50 à 59 ans | 60 à 74 ans | 75 ans et plus | Ensemble |
|---------------|-------------|-------------|----------------|----------|
| Vue | 55,7 | 75,0 | 68,0 | 67,4 |
| Mouvement | 34,9 | 47,0 | 61,6 | 48,6 |
| Psychologique | 30,0 | 27,9 | 42,4 | 33,4 |
| Ouïe | 8,8 | 14,8 | 26,0 | 16,9 |
| Parole | 7,3 | 2,6 | 6,8 | 5,4 |
| Autre | 5,4 | 0,4 | 5,9 | 3,7 |

Lecture : 68 % des seniors de 75 ans ou plus déclarent des problèmes relatifs à la vue.

Champ : personnes en situation de handicap âgées de 50 ans et plus.

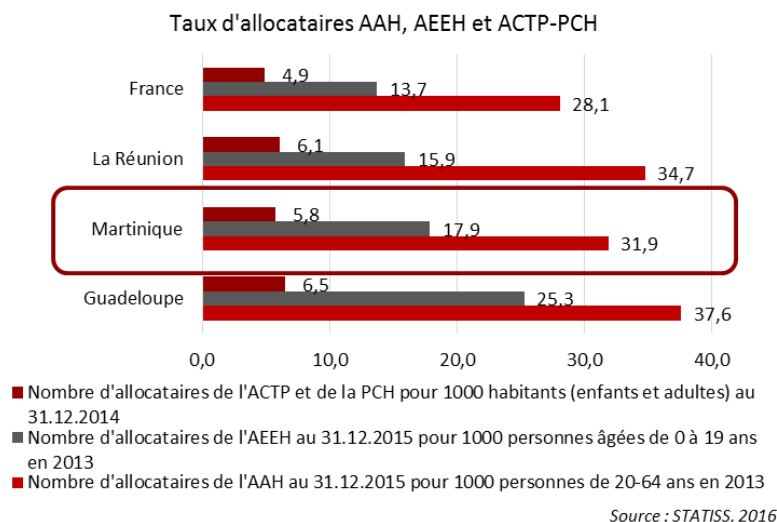
Source : Insee, Enquête Handicap-Santé ménages, 2008.



La prévalence du handicap croît avec l'âge : un nombre de personnes en situation de handicap qui risque d'augmenter avec le vieillissement démographique et la persistance des maladies chroniques.

On compte 1 958 bénéficiaires de la PCH (enfants et adultes) au 31/12/2016, soit près de 7 bénéficiaires pour 1 000 habitants (6 en 2014). Le taux d'allocataires de l'AAH et l'AAEH est supérieur à la moyenne nationale.

⁴ INSEE, Enquête Handicap – Santé 2016



Les points clés à retenir

La Martinique est un **territoire vieillissant** connaissant une **progression de la dépendance**.

Sa population est **potentiellement plus exposée à la survenance d'un handicap ou d'une incapacité** (18,2 % de la population en situation de handicap, soit 73 000 Martiniquais⁵).

Le **handicap identifié**⁶ en Martinique concerne **13 % des personnes en situation de handicap** :

- ✓ Identifié uniquement : 7,1 %
- ✓ Reconnu et identifié : 0,8 %
- ✓ Ressenti et identifié : 2,9 %
- ✓ Ressenti, reconnu et identifié : 3,3 %

Le handicap reconnu concerne quant à lui :

- ✓ Reconnu uniquement : 2,4 %
- ✓ Reconnu et ressenti : 0,7 %
- ✓ Ressenti uniquement : 2,1 %

Une **augmentation des handicaps est observée avec l'âge** (57,5 % des personnes souffrant de handicap ont plus de 60 ans, soit 42 000 personnes⁷).

⁵ Enquête INSEE 2008

⁶ Handicap ressenti : fait de se sentir handicapé et de se déclarer comme tel

Handicap identifié : impossibilité à effectuer une tâche courante

Handicap reconnu : reconnaissance administrative du handicap

⁷ Enquête INSEE 2008

Diagnostic de l'offre

- ❖ Forces, faiblesses et pistes de réflexion



Points positifs

- **De nombreuses actions dédiées à la prévention de la perte d'autonomie sont réalisées en Martinique. Elles sont financées ou portées par :**
 - **La CGSS dans le cadre de l'appel à projet « Bien vieillir en Martinique »** (avec en 2017, un appel à projet s'articulant autour de 3 axes : Informer et conseiller ; Développer les actions collectives de prévention ; Accompagner les retraités fragilisés)
 - **L'Agence Régionale de Santé**, au titre de la prévention et dans le cadre de l'Animation territoriale via les CLS
 - Dans le cadre du **PAERPA**, une dizaine d'ateliers mis en place par les mondes associatifs et les hôpitaux sur divers sujets : obésité, Parkinson, nutrition, mémoire, prévention des chutes... (Le Lamentin, La Trinité, Fort-de-France, Le Robert, Sainte Marie, Schœlcher)
 - Des **CCAS mobilisés** et qui proposent des ateliers de sensibilisation et de prévention (chutes, nutrition, mémoire, Parkinson...)
 - Les **ateliers santé ville** à Sainte-Marie, Schœlcher, Fort-de-France et au Lamentin
 - L'association Saint-Vincent-de-Paul qui met en place le **dispositif MONALISA**
- **Plusieurs dispositifs et outils existants pourraient appuyer le renforcement du dépistage précoce du handicap, et en particulier :**
 - **Un CAMSP** (au CHU) d'une capacité de 170 places (dont 80 places autorisées en 2014 mais non installées à ce jour)
 - **Le réseau périnatalité** (réseau de santé Périnat Matnik)
 - **Un centre périnatal de proximité** et le réseau des PMI.



Axes de réflexion et d'amélioration

- **La coordination et le travail partenarial sont à consolider pour assurer une meilleure couverture territoriale :**
 - **Une articulation à est prévoir avec l'ARS et la Stratégie de santé pour les Outre-Mer** qui prévoit de mettre en cohérence les stratégies des pouvoirs publics pour le dépistage précoce des handicaps.
 - **Des actions de repérage et de prévention** de la fragilité chez les sujets âgés sont à favoriser en relation avec la Conférence des financeurs.
 - La poursuite d'organisation de journées et colloques pluri-thématiques mobilisant les professionnels par territoire sur la problématique de la perte d'autonomie doit permettre **d'impliquer et sensibiliser les acteurs peu ou pas impliqués.**
 - **Renforcer le dépistage précoce**, et notamment scolaire

Les enjeux et questionnements dans le cadre de ce nouveau schéma



- **Le travail de la Conférence des financeurs pour coordonner et arbitrer le financement des actions :**
 - Quelle feuille de route pour cette instance?
 - Comment, à travers cette conférence, favoriser une plus grande articulation des financeurs des actions de prévention (mise en cohérence des priorités de chacun, cofinancements, articulation des appels à projets...)?
 - **L'articulation des plans de prévention de la perte d'autonomie pour réduire les inégalités sociales et territoriales :**
 - Quelles thématiques doivent aujourd'hui être mieux prises en compte (secteurs personnes âgées et personnes handicapées)?
 - Quelle coordination mettre en place avec l'Agence régionale de santé ?
 - Par quels leviers élargir les publics touchés par les actions de prévention ?
 - Comment augmenter la visibilité des actions proposées ?
 - Comment poursuivre le travail sur la qualité d'accompagnement et la prévention de la perte d'autonomie à domicile (outils de repérage, circuits de signalement, comités d'éthiques en établissement...)?
 - **Le repérage des personnes isolées / vulnérables :**
 - Comment améliorer les remontées d'information et les outils permettant de repérer les fragilités?
 - Quelle grille de repérage commune aux différents acteurs?
 - Quels axes stratégiques de formations proposer aux professionnels ?
-

2) Soutenir la vie au domicile

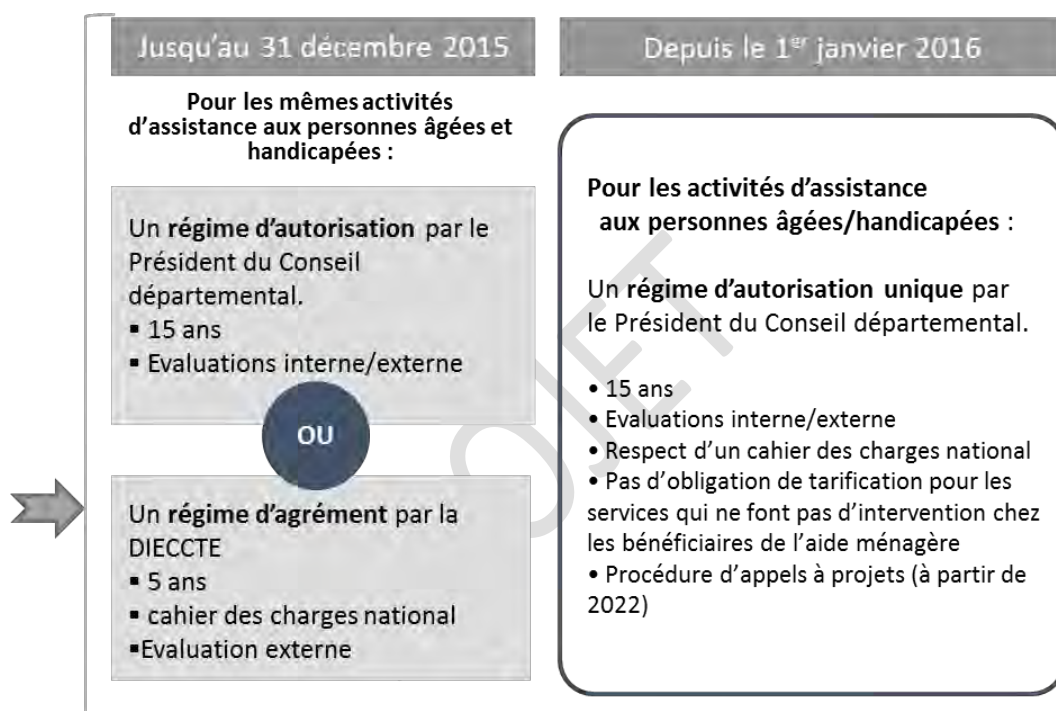
Enjeux réglementaires : soutien à domicile et droit au répit

La loi ASV implique des évolutions en matière de soutien à domicile et en particulier :



- **La revalorisation des plafonds mensuels de l'APA et la réduction du reste à charge ;**
- **La grille AGGIR complétée par une évaluation multidimensionnelle** des besoins du demandeur et de son/ses aidant(s) ;
- **Un régime unique d'autorisation des SAAD**, par les Conseils départementaux.

L'enjeu pour la CTM est **d'assurer la structuration du secteur de l'aide à domicile et accompagner les services désormais sous son autorité.**



La loi ASV apporte également des évolutions en matière de soutien aux aidants, en fixant les **principes du « droit au répit »**.

En effet, les proches aidants font figure de nouvelle cible des interventions des Conseils départementaux : « Le département définit et met en œuvre l'action sociale en faveur des personnes âgées **et de leurs proches aidants** (...). » (Article L113-2 du CASF, modifié par la loi ASV).

Les aidants de bénéficiaires de l'APA pourront bénéficier d'une **aide financière dédiée** – 500 € par an et par personne aidée - **pour des dispositifs de répit**.

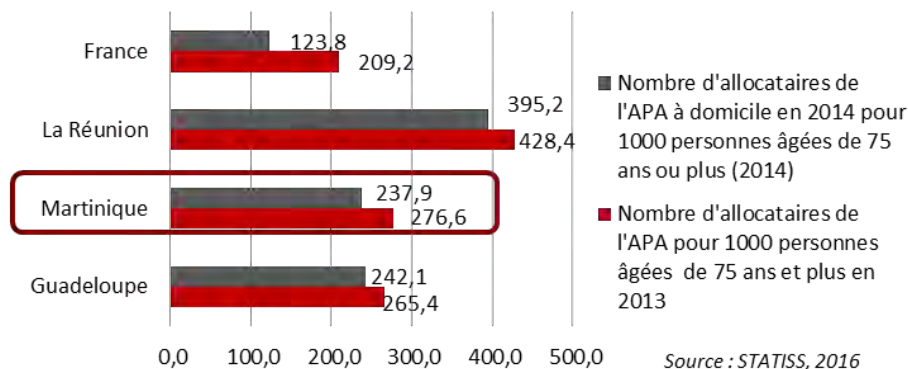
L'articulation et la **diversification de l'offre de service et d'accompagnement des aidants** se mettent en œuvre par la mise en place d'une stratégie commune dans le cadre de la Conférence des financeurs, l'extension des possibilités de co-financement dans le cadre la section IV du budget de la CNSA et l'expérimentation de services de relais à domicile.

De plus, les proches-aidants sont pris en compte dans le nouveau **référentiel d'évaluation de l'APA**.

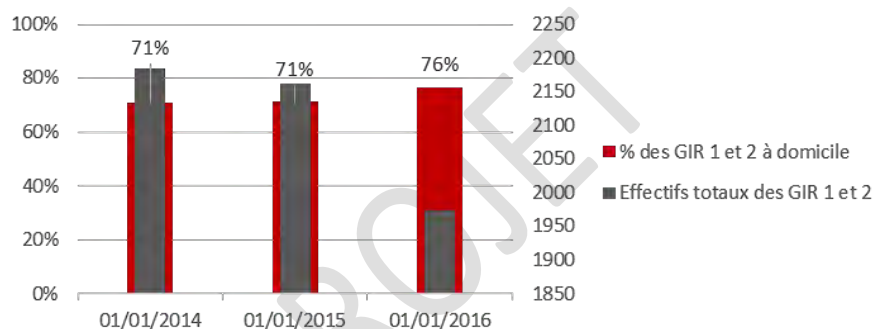
Le développement des **dispositifs de répit et de soutien aux aidants pour prévenir leur épuisement et améliorer la qualité de vie au domicile** constitue dès lors un enjeu pour la CTM.

Constats

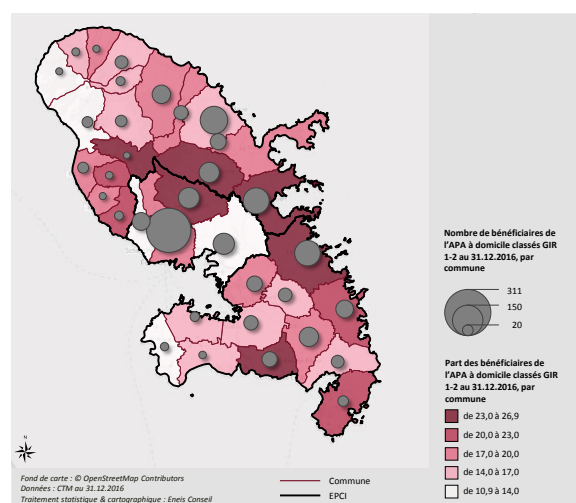
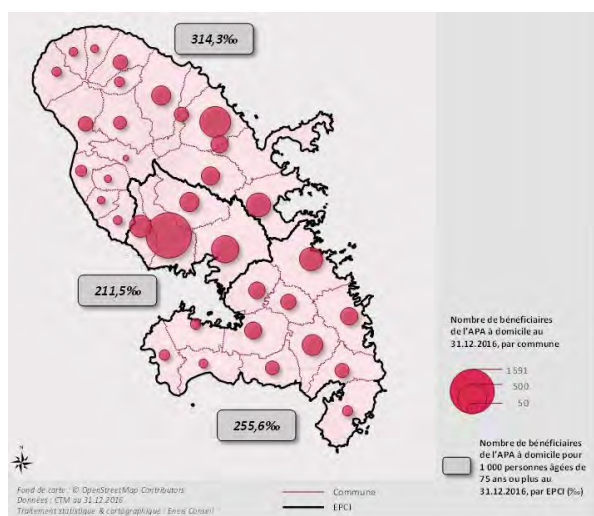
On dénombre **278 bénéficiaires de l'APA pour 1 000 Martiniquais** âgés de 75 ans et plus, contre 209 au niveau national. **86 % des allocataires de l'APA sont allocataires de l'APA à domicile.** **20,5 % des bénéficiaires de l'APA à domicile sont fortement dépendants.**



Si le nombre de bénéficiaires de l'APA fortement dépendants est en diminution, une **hausse de la part des GIR 1 et 2 vivant à domicile** s'observe néanmoins.



Pour 1 000 personnes âgées, **314,3 sont bénéficiaires de l'APA à domicile dans la CA du Pays Nord**, contre 238 sur l'ensemble de l'île et 124 au niveau national. Les **bénéficiaires fortement dépendants (GIR 1 et 2)** sont présents en plus grand nombre dans les **communes de la côte Atlantique de Cap Nord et de la CAESM, ainsi qu'à Saint Joseph, Sainte Luce et Font-Saint-Denis**.⁸

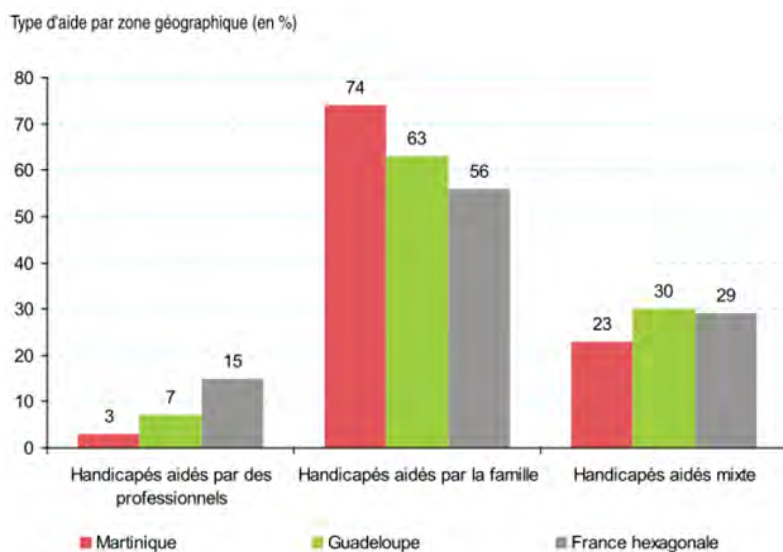


⁸ Données à prendre avec précaution considérant le nombre très élevé de bénéficiaires pour lequel le GIR n'est pas renseigné

Des **solidarités familiales** jouent, facilitant le soutien à domicile. **La plupart des personnes âgées de 80 ans et plus ne vivent pas seules** à domicile mais en ménage avec un / plusieurs aidant/s potentiel/s. Cependant, des acteurs identifient des situations de grande vulnérabilité avec des personnes âgées potentiellement très isolées et ayant de faibles niveaux de ressources.

La présence d'une aide professionnelle ne se substitue pas au soutien familial. D'après l'enquête « Handicap » réalisée par l'INSEE en 2008 :

- **42 %** des personnes handicapées sont aidées. (30 900 personnes)
- **74 %** sont aidées par leur famille (55 % en France hexagonale)
- **3 %** bénéficient d'une aide professionnelle
- **23 %** d'une aide mixte.



Lecture : 74 % des familles aident les personnes en situation de handicap en Martinique.
Champ : les personnes en situation de handicap aidées.
Source : Insee, Enquête Handicap-Santé ménages, 2008.

84 % des personnes âgées de 80 ans et plus sont propriétaires de leur logement et **86 % vivent dans une maison**. 20 % des personnes handicapées déclarent avoir des difficultés pour accéder aux pièces de leur logement et 18 % pour accéder à leur entrée d'immeuble⁹.

| | Population des ménages âgés de 80 ans ou plus vivant seule en 2013 | Part de la population des ménages âgés de 80 ans ou plus vivant seule en 2013 |
|-------------------|--|---|
| Guadeloupe | 6 751 | 42,3% |
| Martinique | 6 630 | 37,9% |
| La Réunion | 5 373 | 32,9% |
| France | 1 582 934 | 49,0% |

⁹ Source : Insee, septembre 2016, enquête 2008

Les points clés à retenir

Les **publics bénéficiaires de l'APA vivent majoritairement à domicile** (86%) et connaîtront des **besoins de prise en charge croissants**.

Une **progression de la part des personnes âgées bénéficiaires de l'APA avec de forts niveaux de dépendance à domicile** s'observe en Martinique.

38 % des Martiniquais âgés de 80 ans et plus vivent seuls (41 % sur la CACEM), contre 49 % au niveau national.

Un **tiers des personnes en situation de handicap est limité dans ses activités quotidiennes**.

Le **logement n'est pas toujours adapté à la dépendance ou au handicap**.

Les **personnes âgées et en situation de handicap restent entourées** : les proches aidants sont potentiellement nombreux, notamment auprès de personnes très dépendantes, et qui vieillissent avec leurs aidés.

La **solidarité familiale tend à s'effriter** avec l'évolution des modes de vie, les migrations professionnelles et un accroissement des cohabitations intergénérationnelles subies.

Prospective

- Une **augmentation attendue du nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile** en GIR 1 et 2 est attendue : ils représenteront au moins 300 personnes supplémentaires d'ici 2023 (+ 25%).¹⁰



EVOLUTION DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APA A DOMICILE PAR GIR
SELON LE SCÉNARIO OPTIMISTE, INTERMÉDIAIRE ET PESSIMISTE

| | 2017 | Scénario optimiste | | Scénario intermédiaire | | Scénario pessimiste | |
|--------------|--------------|--------------------|---------------|------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | | 01.01.2023 | 01.01.2028 | 01.01.2023 | 01.01.2028 | 01.01.2023 | 01.01.2028 |
| GIR 1-2 | 1 503 | 1 884 | 2 090 | 1 884 | 2 090 | 2 329 | 2 865 |
| GIR 3-4 | 6 638 | 8 000 | 8 662 | 10 550 | 13 034 | 10 106 | 12 259 |
| TOTAL | 8 141 | 9 884 | 10 752 | 12 434 | 15 124 | 12 434 | 15 124 |

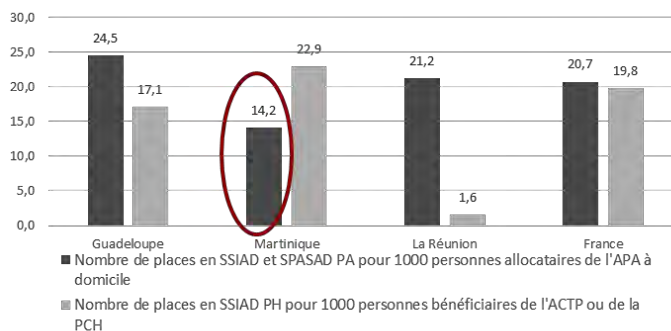
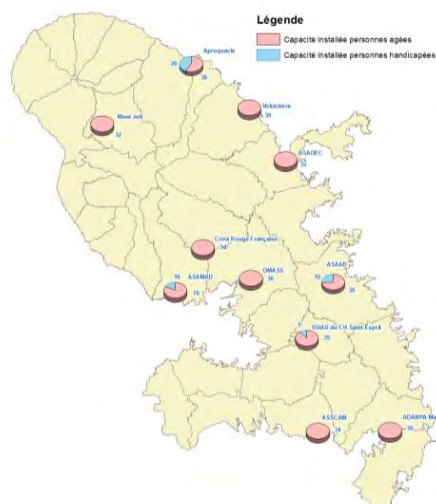
Source : Eneis Conseil, projections démographiques scénario central & projections de personnes dépendantes

Diagnostic de l'offre

- ❖ Un **taux d'équipement en services de soins infirmiers à domicile à renforcer pour les personnes âgées**

Avec 51 places autorisées (toutes installées), le **nombre de places offertes par les services de soins infirmiers à domicile pour adultes handicapés est le plus élevé des territoires comparés** et représente 45,9 % de l'offre présente dans la région Antilles-Guyane.

¹⁰ Cf. annexe du document pour des éléments plus détaillés de prospective



Source : données ARS et STATISS

A l'inverse, le **taux d'équipement de places en SSIAD ou SPASAD pour personnes âgées est le plus bas** de l'échantillon de comparaison – ce qui **peut être partiellement compensé par l'offre libérale** (densité d'infirmiers libéraux importante).

| | Nombre d'infirmiers au 01/01/2016 | Nombre d'infirmiers libéraux (01/01/2016) pour 100 000 habitants (2013) |
|-------------------|-----------------------------------|---|
| Guadeloupe | 1 680 | 418 |
| Martinique | 1 503 | 390 |
| La Réunion | 2 142 | 256 |
| France | 116 896 | 178 |

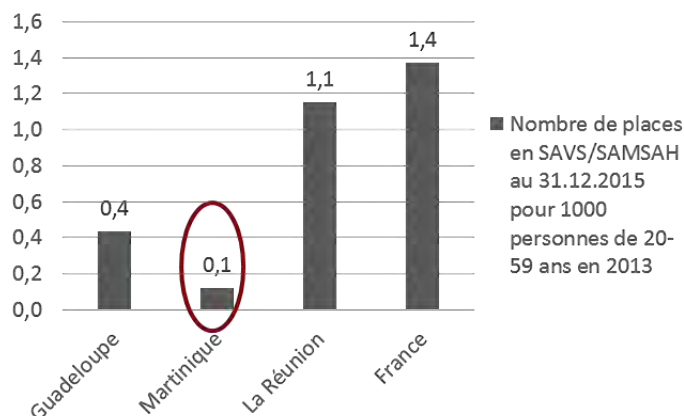
Source : données STATISS

Tous les territoires de proximité (à l'exception du Nord Caraïbe) disposent de **places en SSIAD à la fois pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap**.

| SSIAD pour Personnes Agées et Personnes Handicapées - Capacité globale | | | | | | Source : ARS |
|--|-----------------|--------------------|-----------|--------------------|-----------|----------------------------------|
| Zones et Communes | Nom du Service | Capacité autorisée | | Capacité installée | | Places autorisées par zone PA/PH |
| | | PA | PH | PA | PH | |
| Lorrain | Aproquavie | 30 | 20 | 30 | 20 | |
| Sainte Marie | Volonterre | 46 | 0 | 46 | 0 | |
| Trinité | ASADEC | 40 | 0 | 40 | 0 | |
| Nord Atlantique | | 116 | 20 | 116 | 20 | 136 |
| Morne Rouge | Montjoly | 40 | 0 | 40 | 0 | |
| Nord Caraïbe | | 40 | 0 | 40 | 0 | 40 |
| Fort de France | ASAMAD | 70 | 16 | 70 | 16 | |
| Fort de France | Croix Rouge | 54 | 0 | 54 | 0 | |
| Lamentin | OMASS | 39 | 0 | 30 | 0 | |
| Centre | | 163 | 16 | 154 | 16 | 179 |
| Sainte Luce | ASSCAM | 34 | 0 | 34 | 0 | |
| Saint Esprit | CH Saint Esprit | 35 | 5 | 35 | 5 | |
| François | ASAAD | 30 | 10 | 30 | 10 | |
| Marin | ADARPA | 39 | 0 | 39 | 0 | |
| Sud | | 138 | 15 | 138 | 15 | 153 |
| TOTAL | 11 | 457 | 51 | 448 | 51 | 508 |

- ❖ Des services de maintien en milieu ordinaire des personnes en situation de handicap à développer fortement.

Le taux d'équipement en SAVS et SAMSAH est très insuffisant et à développer en faveur des adultes en situation de handicap. **La Martinique compte un seul SAMSAH** (25 places pour personnes cérébrolésées ou avec troubles cognitifs) géré par l'association AARPHA (Association d'Aide à la Réinsertion des Personnes Handicapées suite à des Accidents). Elle ne compte aucun SAVS. Les



missions des SAVS tendraient parfois à glisser sur le SAMSAH.

Par ailleurs, le territoire compte **deux Groupes d'entraide mutuelle (GEM)** pour personnes handicapées psychiques.

| | | | |
|---------------------|------------|--------------------|------------|
| GEM Centre | Schoelcher | Association Klarté | psychiques |
| GEM Nord Atlantique | Trinité | Equinoxe | psychiques |

En ce qui concerne les enfants en situation de handicap, on recense **6 SESSAD pour un total de 414 places**. Par ailleurs, il existe **3 CMPP** (pour un total de 25 000 séances en 2016), ouverts à tous (sans notification MDPH) ainsi qu'un **CAMSP**, situé au CHUM, de 250 places autorisées mais seulement 170 installées.

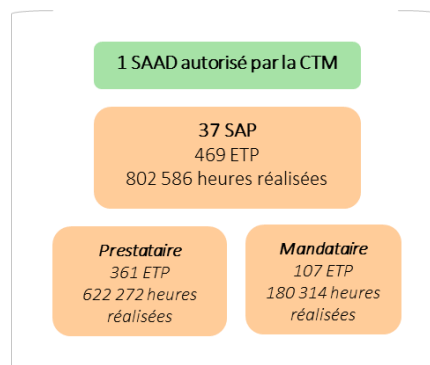
| | | | | |
|-------------------------------|------------------------------------|-----------|--------------------------|------------|
| SESSAD Les flamboyants | Fort-de-France (centre) | | Polyhandicap | 22 |
| SESSAD | Sainte-Marie (Nord-Atlantique) | ADAPEI | Autistes | 34 |
| SESSAD Alyzés | Antennes : Lamentin, Robert, Marin | ASSISE | DI 130 - Autistes 35 | 165 |
| SESSAD ALOES | Ducos Saint-Joseph, Rivière-Pilote | GCMPH | DI | 81 |
| SESSAD - LA MYRIAM | Lamentin (centre) | la MYRIAM | Troubles du comportement | 20 |
| SESSAD AMEDAV | Schoelcher (Nord Caraïbe) | AMEDAV | DA-DV | 92 |
| TOTAL SESSAD | | | | 414 |

| | | | | |
|----------------------------------|--|-------|----|---------------|
| CMPP LA RENCONTRE | Fort de France (Centre) | | DI | 7 749 |
| CMPP Max CARISTAN | Fort de France (Centre) | ACMPP | DI | 7 200 |
| CMPP INTERSECTORIEL ALOES | Antennes : Saint-Joseph, Ducos, Lamentin, Rivière-Pilote, Schoelcher | GCMPH | DI | 9 918 |
| TOTAL CMPP (séances) | | | | 24 867 |

❖ Un secteur des services à domicile à structurer suite à la loi ASV

38 services d'aide à domicile désormais sous l'autorité de la CTM doivent se conformer au cahier des charges national.

2 680 bénéficiaires de l'APA recourent à un service en mode prestataire en 2016 : une grande majorité (5 460 bénéficiaires) recourt à un intervenant en gré à gré (emploi direct). Ce recours massif qui pourrait s'expliquer par l'absence d'offre de service (la part des bénéficiaires de l'APA faisant appel à un service prestataire est plus élevée sur les communes de taille importante notamment celles de la CACEM).



❖ Des dispositifs de répit diversifiés et en développement mais qui ne parviennent pas toujours à toucher leurs cibles

Un **développement des dispositifs temporaires et de répit est observé ces dernières années** :

- 6 nouveaux accueils de jour autonomes ont été autorisés depuis 2012, avec au total :

Autorisation conjointe CTM/ARS :

- **4 Centres d'accueil de jour autonomes pour personnes âgées dépendantes** (12 places par CAJ) réparties sur le territoire et portés exclusivement par le secteur privé associatif.
- 12 places sont à installer sur le Centre (FDF)

27 places en CAJ pour personnes en situation de handicap

36 places en CAJ pour personnes âgées dépendantes

Autorisation exclusive ARS :

- **2 CAJ pour personnes en situation de handicap** :
 - CAJ du Lamentin (Adapei) pour autistes et personnes avec TED, avec 12 places installées.
 - CAJ de Morne-Rouge (Aproquavie) pour tous types de handicap avec 15 places installées (30 autorisées).

- Une **expérimentation** d'un dispositif de week-end de répit, couplée à une action de « baluchonnage » a été lancée.

- En 2013, une **plateforme de répit des aidants familiaux** a été créée. Elle propose :

- Des formations, des conférences, de la documentation
- Une écoute et un soutien psychologique
- Une information sur l'offre existante

- Les interventions de **l'Association Martiniquaise des Aidants Familiaux** se sont développées (ex: création d'un réseau de proximité de l'aidant).

- Des actions de soutien aux aidants proposées par différents acteurs institutionnels ou associatifs, comme par exemple :

- France Alzheimer propose ateliers et formations en adéquation avec les besoins
- Les « week-end poz' »
- Ou encore les ateliers mensuels de la CGSS

Une offre d'hébergement temporaire et d'accueil de jour est présente au sein des structures existantes mais des perspectives de développement sont à envisager :

72 places d'accueil de jour (AJ) et hébergement temporaire (HT) pour personnes en situation de handicap au sein d'établissement

- ✓ 10 places d'AJ et 7 places d'HT en FAM
- ✓ 40 places d'AJ en foyers de vie
- ✓ 15 places d'AJ en MAS

52 places d'AJ/HT en EHPAD

- ✓ 24 places d'AJ et 28 places d'HT en EHPAD

- Ces dispositifs ne sont **pas nécessairement perçus comme une offre de répit pour les aidants**. Ils apparaissent confrontés à des problèmes similaires qu'en métropole : faible taux d'occupation, détournement d'usage (l'hébergement temporaire est utilisé comme solution d'urgence).

- **L'accès à l'hébergement temporaire, en EHPAD notamment, pourrait être fluidifié**: un travail est à poursuivre pour s'appuyer sur l'HT et l'AJ comme leviers d'ouverture des EHPAD vers l'extérieur (changement de l'image des EHPAD, intégration de l'EHPAD comme une étape du parcours résidentiel...).

- **L'articulation entre l'accueil de jour, l'hébergement temporaire et les services intervenant en soutien à domicile** (SSIAD, SAAD, SAMSAH) est à renforcer.

❖ *Forces, faiblesses et pistes de réflexion*



Points positifs

- **Le territoire rattrape son retard en matière d'offre de services en milieu ordinaire à destination des personnes âgées et des personnes en situation de handicap**, au travers notamment :
 - D'une augmentation des places en SSIAD (en 2017 : 448 places installées pour les personnes âgées ; 51 pour les adultes handicapés).
 - D'une augmentation de places en SESSAD (273 en 2010 ; 414 en 2017) et en SAMSAH
 - De la création de 8 SPASAD Intégrés dans le cadre d'une expérimentation de deux ans.
- **Une offre de soutien aux aidants est en développement** à travers :
 - Une offre d'accompagnement et de répit (plateforme de soutien et de répit à Fort-de-France)
 - Un réseau de proximité des aidants mis en place par l'Association des aidants familiaux (écoute, formation...).
 - Le développement de l'offre en CAJ
 - Le financement du répit dans le cadre de l'APA...
- **Des initiatives visent de plus à lutter contre l'isolement**
 - Par exemple, la plateforme d'écoute téléphonique « Lutte contre l'isolement » créée en 2015 à Schœlcher.
- **Un comité de coordination autour de l'habitat** a été mis en place par la CGSS et mobilise la CTM, l'ARS et le réseau handicap pour accompagner les adaptations du logement lors du retour à domicile.

Axes de réflexion et d'amélioration

- **e secteur reste à structurer et à déployer sur le territoire** (*pour les bénéficiaires de l'APA un recours encore très important au gré à gré (67 % des bénéficiaires de l'APA recourent à un service d'aide en gré à gré, 33 % via un service prestataire)*), notamment face à un enjeu de montée en compétences des intervenants (formations continues, VAE...)
- **Le nombre de places en SSIAD pour personnes âgées, en SAVS et SAMSAH est encore très insuffisant** : cette offre doit continuer d'être renforcée au regard des besoins qui iront probablement croissants.
- **Une nouvelle population émerge** (enfants souffrant de troubles envahissants du comportement par exemple) : une offre de places en CAMSP en particulier pour les 0-3 ans et en SESSAD est à renforcer.
- Des interventions en faveur de **l'adaptation du domicile à la dépendance** à développer, en veillant à proposer une communication adaptée (beaucoup de public cible illettré, créolophone, ...)
- **L'offre de répit est encore faible au regard des besoins potentiels** et nécessite
 - Un besoin d'évaluation et renforcement de l'encadrement du répit (médical, économique et clinique; encadrer les pratiques (baluchonnage sauvage ?) et de formation des professionnels,
 - Une offre autour du répit pour les aidants de personnes en situation de handicap peu connue et donc une communication à renforcer,
 - Des freins à l'accès à l'offre de répit à lever, notamment des freins financiers (dispositions en faveur de la solvabilisation des aidants prévues par la loi ASV).

Les enjeux et questionnements dans le cadre de ce nouveau schéma

- **La structuration et le développement de l'offre de soutien à domicile et l'articulation des interventions :**
 - Comment organiser des réponses de qualité pour les personnes à très fort niveau de dépendance au domicile ? Comment améliorer les articulations entre services intervenant au domicile autour de ces personnes, en particulier entre SAAD et services de soins ?
 - Comment accompagner la modernisation des services à domicile ? Comment accompagner les services d'aide à domicile autorisés vers plus de qualité (respect du cahier des charges national), tout en assurant une couverture équitable du territoire et un reste à charge maîtrisé pour l'utilisateur ?
 - Comment sécuriser les articulations entre les différents intervenants à domicile (SAAD, SSIAD – infirmiers libéraux, SAMSAH,...) ? Quelles opportunités de développement d'une offre de SPASAD ?
 - Comment renforcer l'offre d'accompagnement et de soutien en milieu ouvert pour les enfants et adultes en situation de handicap ? (développement d'une offre de SAVS ? SESSAD ?)
- **Le renforcement de l'offre de soutien aux aidants non professionnels :**
 - Comment anticiper la mise en œuvre des dispositions de la loi ASV sur la solvabilisation des aidants (aide financière) ?
 - Comment mieux articuler l'action des différents financeurs et mettre en cohérence les actions portées sur le territoire ?
 - Comment assurer une plus grande lisibilité / visibilité de l'offre disponible pour répondre aux différents besoins des aidants ?
 - Comment mettre en place et suivre l'application de l'article 2 de la Charte Romain Jacob (« Valoriser l'accompagnement ») ?
 - Quelles solutions nouvelles ou innovantes pour renforcer l'offre de répit existante ? (service / accueil de nuit ? Café des aidants couplées à des activités occupationnelles pour les aidés ?...)
- **L'adaptation du logement et les TIC comme leviers du maintien à domicile :**
 - Comment mieux mettre en lien l'offre existante et la demande de logements adaptés ?
 - Comment anticiper davantage la question de l'adaptation du logement de la personne ? Comment limiter les freins financiers rencontrés par les personnes ? Quelle mobilisation des bailleurs ?



3) Adapter, moderniser et diversifier l'offre d'accueil et d'hébergement

Enjeux réglementaires : offre d'hébergement et développement des CPOM

La loi ASV apporte des évolutions en matière d'offre d'hébergement, à savoir :



- **La sécurisation du développement de l'offre de résidences-services** avec une volonté de mieux maîtriser et rendre plus transparentes les charges pour les résidents.
- **La clarification des règles relatives aux tarifs d'hébergement en EHPAD** : cela passe pour les établissements non habilités à l'aide sociale, par la normalisation de la tarification relative à l'hébergement et la définition des prestations socles couvertes par les tarifs, par la transmission d'informations tarifaires des hébergements vers la CNSA et par la mise à la disposition du grand public via un portail internet ainsi que par la réforme des appels à projets.



A noter que si la loi ASV prévoit un développement des logements-foyers rebaptisés « résidences autonomie », les dispositions du CASF sur les résidences autonomie ne s'appliquent pas dans les DOM et les Collectivités d'Outre-Mer.

La loi ASV prévoit également le développement des CPOM pour les établissements et services médico-sociaux du champ de l'autonomie avec **l'instauration des CPOM** définissant des objectifs en matière d'activité, de qualité de prise en charge, d'accompagnement et d'intervention. L'article 75 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 et l'article 89 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 ont rendu **obligatoire la signature d'un CPOM pour tous les établissements et services médico-sociaux du champ de l'autonomie** (hormis les structures expérimentales), qu'ils relèvent de la compétence tarifaire exclusive du directeur général de l'ARS ou conjointe avec le président du conseil départemental. Il est prévu **une période de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2016 pour conclure l'ensemble des CPOM.**

L'enjeu pour la CTM est dès lors **d'anticiper le développement des CPOM en définissant une stratégie de réponse aux besoins des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.**

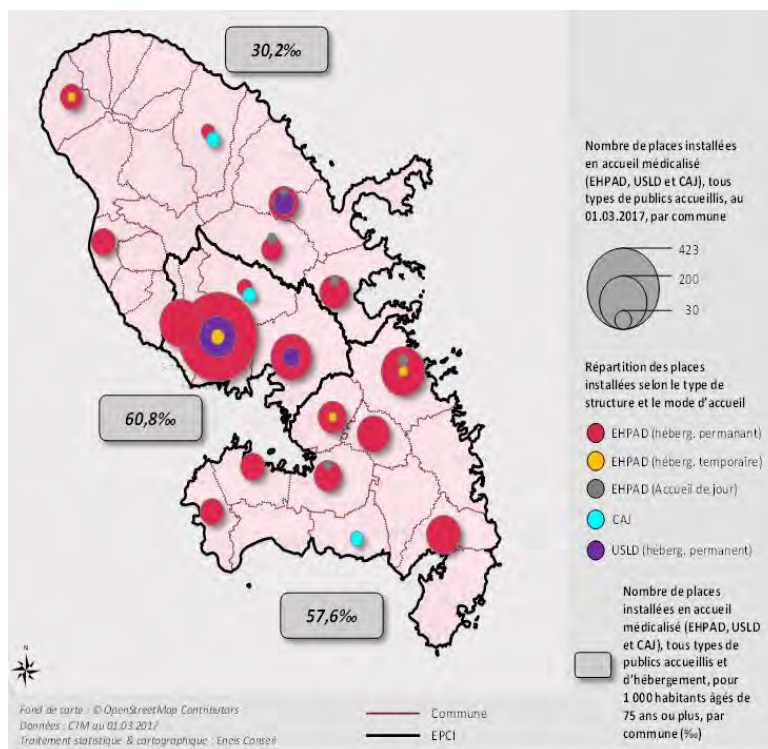
Diagnostic de l'offre

- ❖ Une offre médicalisée pour personnes âgées dépendantes nettement inférieure à la moyenne nationale, avec des taux de couverture plus faibles sur la communauté d'agglomération du Pays Nord Martinique

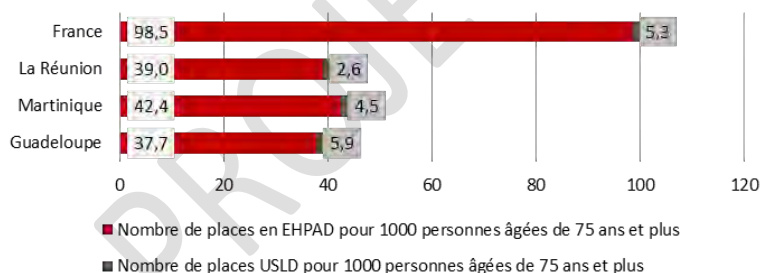
Avec plus de 600 places en EHPAD créées depuis 2012, le taux d'équipement s'est amélioré, mais le plan de rattrapage, qui prévoyait la création de 1 000 places, n'a pas encore été entièrement réalisé. On compte **46,9 places en EHPAD et USLD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus en Martinique, contre 103,8 au niveau national (1 407 places en EHPAD installées).**

La CACEM est nettement mieux dotée en places d'accueil médicalisé, avec 60,8 places pour 1 000 personnes âgées, contre 30,2 places sur Cap Nord. L'île compte 140 places installées d'USLD, mais concentrées au centre, et 48 places en Centre d'Accueil de Jour réparties sur les 3 EPCI.

Comme évoqué ci-dessus, il existe **un nombre relativement faible de places en accueil temporaire** (hébergement temporaire et accueil de jour) : il existe 0,3 place en accueil de jour EHPAD et 1,1 place en HT pour 1 000 personnes âgées de 75 ans ou plus, soit nettement moins que les moyennes nationales (1,8 ‰ en AJ et 21,8 ‰ en HT).



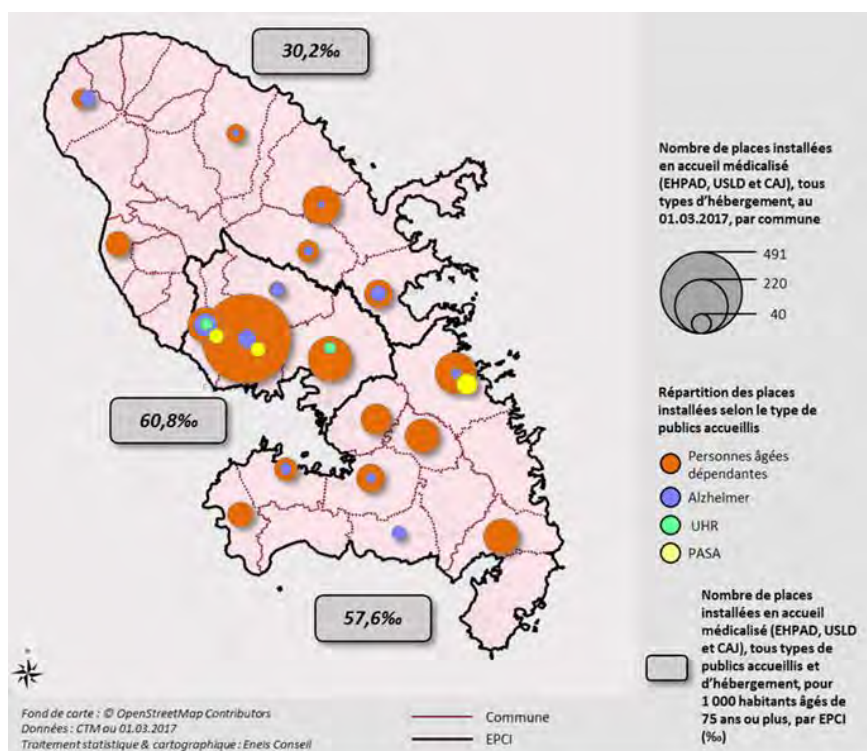
Equipement en établissements médicalisés pour personnes âgées au
31/12/2015



- ❖ Une offre de places pour les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer et les personnes âgées dépendantes relativement bien répartie sur le territoire

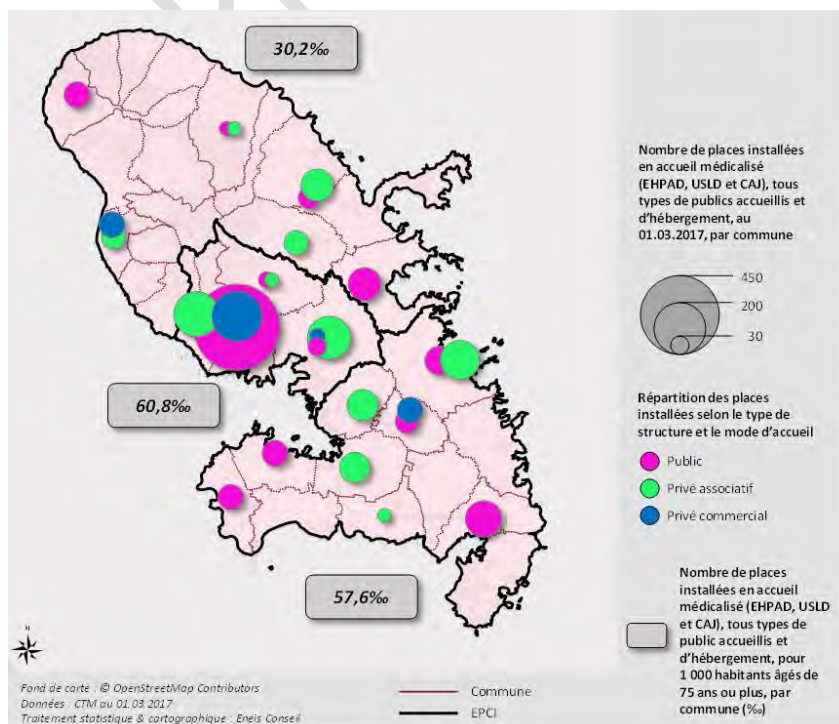
Sur l'ensemble de l'île, on **compte 1 609 places en accueil médicalisé**, dont **138 places Alzheimer**, **26 places en UHR** (Unité d'hébergement renforcé) et **56 places PASA** (pôle d'activités et de soins adaptés). Depuis 2012, 4 PASA et 2 UHR ont été mis en place.

Les **places PASA et UHR sont concentrées sur la CACEM et sur la commune du François**, tandis que les places Alzheimer et Personnes âgées dépendantes sont mieux réparties sur le territoire, avec toutefois des zones blanches notamment sur le Nord.



- ❖ Une majorité de places en structure publique et une offre en établissement privé qui se concentre au centre

Une majorité des places en accueil médicalisé sont proposées par des structures publiques : 714 places sont disponibles en établissements publics, 544 dans des structures associatives et 175 en établissements privés commerciaux. Les lits en structure privée commerciale sont plutôt situés sur la CACEM, tandis que les lits en structure publique et associative sont répartis sur l'île.



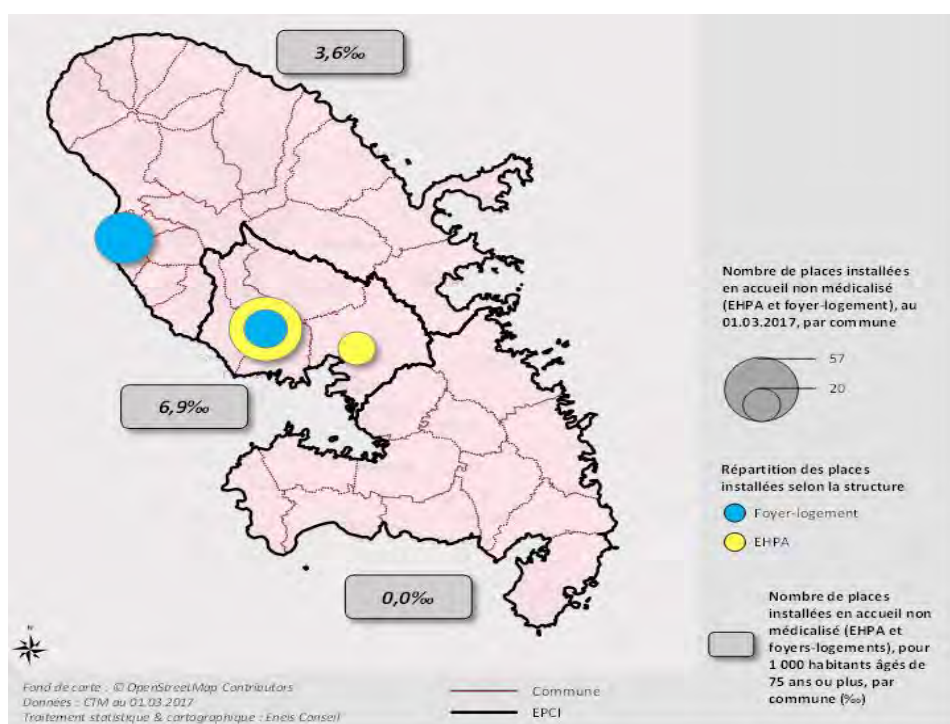
❖ Une offre non médicalisée très faible et concentrée au Centre

La Martinique compte uniquement **56 places installées en foyer logement, soit 1,8 place en foyers logement pour 1 000 personnes âgées de 75 ans ou plus** (à titre de comparaison, on compte 18,5 places en foyer logement pour 1 000 personnes âgées au niveau national).

Par ailleurs, on recense **72 places en EHPA** (accueil non médicalisé en petites unités de vie), ces dernières étant concentrées sur la CACEM. Tous ces établissements sont gérés par une entreprise du secteur privé lucratif.

De plus, on observe une **forte disparité en termes d'offre non-médicalisée sur l'île** : l'Espace Sud ne compte aucune place, et Cap Nord ne compte que 3,6 places en Foyer logement pour 1 000 personnes âgées, et aucune place en EHPA.

L'offre étant essentiellement destinée à rompre l'isolement pour des personnes âgées autonomes, elle a été peu développée en Martinique compte tenu des **solidarités familiales plus accentuées** que dans d'autres départements.



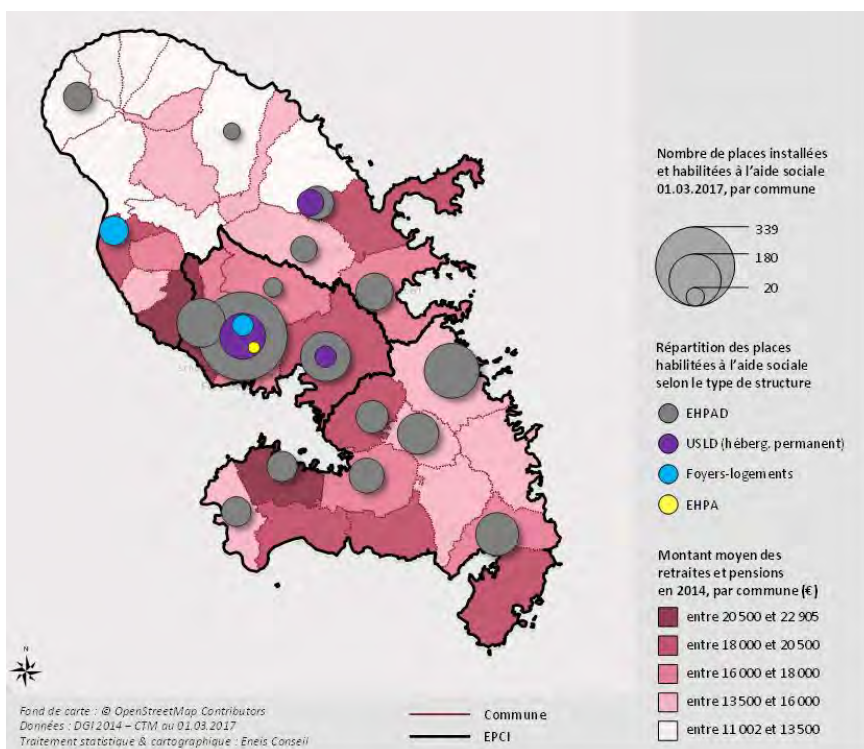
| | Localisation géographique | Capacité autorisée | Capacité installée | Capacité habilitée |
|----------------------------------|---------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| EHPA « La Joie de Vivre » | Fort-de-France | 13 | 13 | 0 |
| EHPA « Family Home » | Fort-de-France | 8 | 8 | 6 |
| EHPA « Le Flamboyant » | Fort-de-France | 12 | 12 | 0 |
| EHPA « Résidence de l'Age d'Or » | Fort-de-France | 24 | 24 | 0 |
| EHPA « Foyer Tabitha » | Le Lamentin | 15 | 15 | 0 |

❖ Plus de 8 places sur 10 habilitées à l'aide sociale

La Martinique compte **1 409 places habilitées à l'aide sociale**, dont **1 195 en EHPAD**. Cela représente :

- 82% des places installées en établissement pour personnes âgées
- 85% des places installées en EHPAD

Les places habilitées à l'aide sociale en Foyer-logement ou en EHPA sont concentrées sur la CACEM.



- ❖ Des places en familles d'accueil qui permettent de compléter l'offre d'accueil non médicalisée

La Martinique compte **66 familles d'accueil** proposant une capacité de **175 places** – le suivi, l'accompagnement de ces familles et l'orientation des personnes vers ces places est délégué à l'Association Martiniquaise pour la promotion et l'Insertion de l'Âge d'Or.

45 places non occupées sont pourtant disponibles, soit un taux d'occupation de 74 %. La majorité des places occupées le sont par des personnes âgées.

| L'accueil familial en 2016 (données CTM) | |
|--|--|
| Nombre de familles agréées | 66 |
| Capacité d'accueil | 175 |
| Nombre de personnes hébergées | 131 |
| Personnes handicapées hébergées | 47 (dont 40 bénéficiaires de l'aide sociale) |
| Personnes âgées hébergées | 84 (dont 64 bénéficiaires de l'aide sociale) |

A titre de comparaison, la Guadeloupe dispose de 404 places en famille d'accueil : 118 ont l'agrément pour l'accueil des personnes âgées uniquement, 275 ont l'agrément d'accueil pour personnes âgées et personnes en situation de handicap et 12 ont l'agrément pour l'accueil des personnes en situation de handicap uniquement.

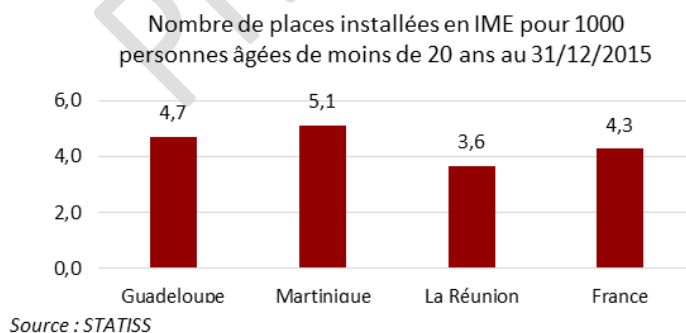
- ❖ Une offre en IME diversifiée et un taux d'équipement supérieur au taux national

La Martinique compte 500 places en IME – soit un taux d'équipement plus élevé que les territoires de comparaison. Sur ces 500 places, on identifie:

- des places à la fois en Instituts Médico-pédagogiques (IMP, 253 places) et en Instituts médico-professionnels (IMPro, 217) – pourtant, des acteurs soulignent les délais d'attente avant d'intégrer un IMPro, et de difficiles passerelles avec les ESAT.
- 60 places pour des enfants présentant des troubles du spectre autistique (5 structures concernées).
- 30 places en établissement d'éducation spécialisée (EES).

| Dénomination sociale de la structure | Localisation géographique | Association gestionnaire | Public Accueilli | Capacité autorisée | Capacité installée/financée |
|--------------------------------------|--------------------------------|--------------------------|---------------------------------|--------------------|-----------------------------|
| IMP "ROMAINE SAVON" | Morne-Rouge (Nord Caraïbe) | A.D.A.P.E.I | 12 Austistes ; 33 DI | 45 | 45 |
| IMPRO "ROMAINE SAVON" | Morne-Rouge (Nord Caraïbe) | | DI et troubles associés | 45 | 45 |
| IMP SAINTE-MARIE | Sainte-Marie (Nord Atlantique) | | DI, 8 pl. autistes non occupées | 52 | 52 |
| IMPRO PELLETIER | Lamentin (centre) | | DI (et troubles associés) | 50 | 50 |
| IMP PELLETIER | Lamentin (centre) | | DI - 8 Autistes (14 TED) | 50 | 50 |
| IMP LES FOUGERES | Fort-de-France (centre) | AAPH | DI | 60 | 60 |
| IMPRO "LES FOUGERES" | Fort-de-France (centre) | | DI | 52 | 52 |
| IMP "EN CAMÉE" | Rivière-Pilote (Sud) | AASM | DI | 46 | 46 |
| IMPRO "PREFONTAINE" | Rivière-Pilote (Sud) | | DI | 60 | 60 |
| E.E.S "LES LUCIOLES" | Lamentin (centre) | Martinique Autisme | Austistes | 30 | 30 |
| IMPRO L'ENVOLÉE | Lamentin (centre) | | Austistes | 10 | 10 |
| TOTAL IME | | | | 500 | 500 |

Données ARS 2017



- ❖ Un nombre de places en ITEP limité et une absence d'offre à destination des enfants déficients moteur

Si l'offre en IME est bien développée, l'île compte seulement un ITEP de 30 places. Par ailleurs, 40 places sont dédiées à des déficients auditifs et déficients visuels (gérées par l'association pour

l'Education des Déficients Auditifs et Visuels). Un établissement est dédié aux enfants et adolescents polyhandicapés (avec internat) et près de 25 000 séances sont réalisées en CMPP.

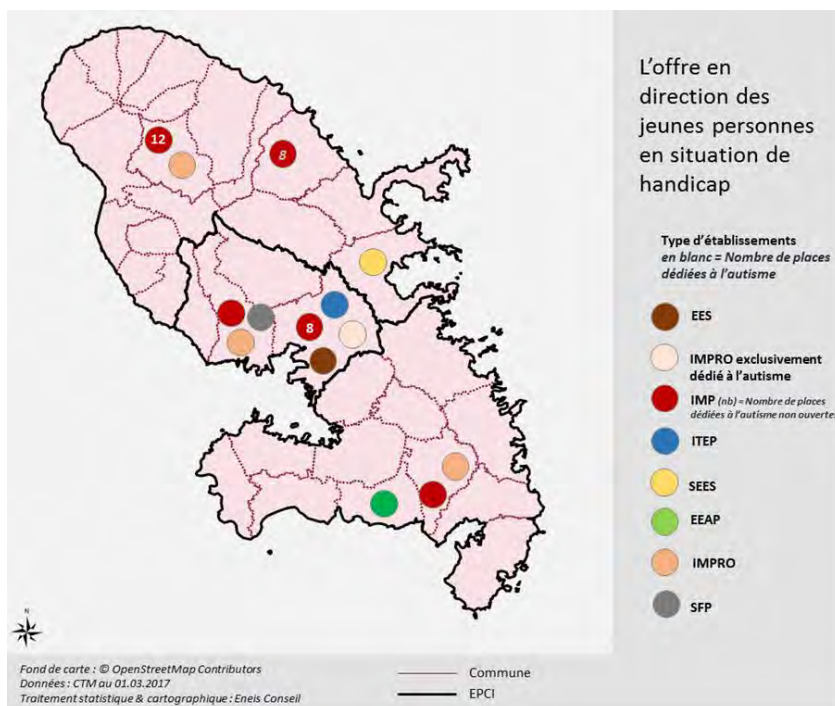
La Martinique ne compte pas de places dédiées aux enfants en situation de déficience motrice.

| Dénomination sociale de la structure | Localisation géographique | Association gestionnaire | Public Accueilli | Capacité autorisée | Capacité installée/ financée |
|--------------------------------------|---|--------------------------|--------------------------|--------------------|------------------------------|
| EEAP Ti-Baume | Sainte-Luce (Sud) | ADAPEI | Polyhand., IMC | 36 | 36 |
| | | | | | |
| SEES-HA | Robert | AMEDAV | DA-DV | 16 | 16 |
| SFP | Fort-de-France | | DA-DV | 24 | 24 |
| TOTAL Etablmts SENSORIELS | | | 40 | 40 | |
| | | | | | |
| ITEP - LA MYRIAM | Lamentin (centre) | la MYRIAM | Troubles du comportement | 30 | 30 |
| | | | | | |
| CMPP LA RENCONTRE | Fort-de-France (Centre) | ACMPP | DI | | 7 749 |
| CMPP Max CARISTAN | Fort-de-France (Centre) | | DI | | 7 200 |
| CMPP INTERSECTORIEL ALOES | Antennes : Saint-Joseph, Ducos, Lamentin, Rivière-Pilote, Schœlcher | GCMPIH | DI | | 9 918 |
| TOTAL CMPP (séances) | | | | | 24 867 |

Données ARS 2017

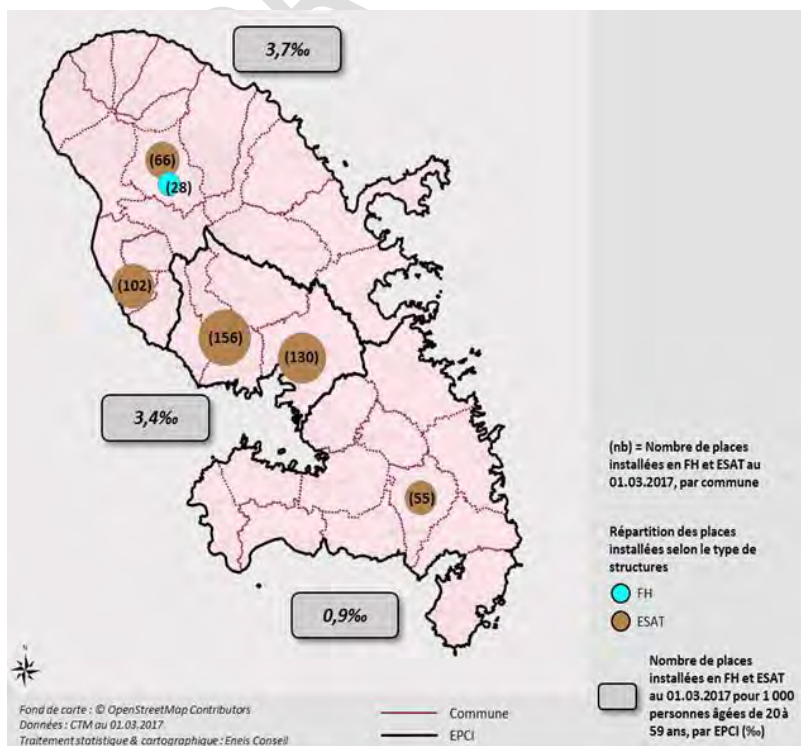
- ❖ Une offre à destination des enfants en situation de handicap relativement bien répartie sur l'île avec néanmoins des zones non couvertes

L'offre répartie à destination des enfants en situation de handicap est présente sur tout le territoire mais concentrée au centre de l'île. On observe par ailleurs une offre envers les enfants autistes présente au Nord et au Centre, mais absente au sud. Les modes d'accueil des jeunes en situation de handicap apparaissent enfin diversifiées.



❖ Seulement un foyer d'hébergement de 28 places pour plus de 500 places en ESAT

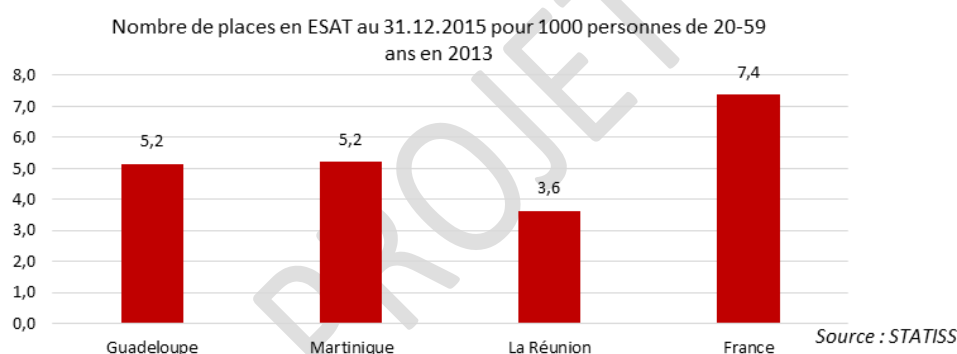
L'offre en Établissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT) est répartie sur toute l'île (essentiellement sur la côte caribéenne) mais **seul le Nord propose un foyer d'hébergement de 28 places** (foyer d'hébergement Mespont pour travailleurs en ESAT, privé associatif).



Avec 509 places (toutes autorisées et installées), **le taux d'équipement reste pourtant en deçà de la moyenne nationale** et les acteurs pointent des difficultés à obtenir une place en ESAT, puis à trouver des solutions pour les travailleurs handicapés vieillissants (quelles solutions après l'ESAT?). En Martinique, comme pour les autres départements français, l'enjeu est aujourd'hui de pouvoir adapter l'offre de travail en ESAT au marché de l'emploi d'une part et aux débouchés commerciaux d'autre part (réflexion engagée sur le sujet).

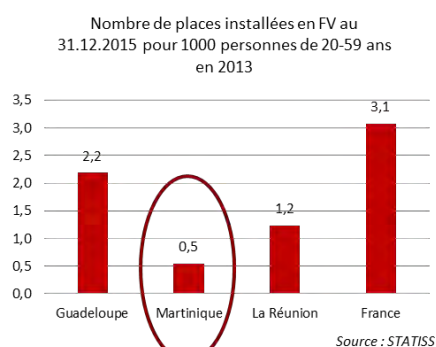
| Dénomination sociale de la structure | Localisation géographique | Association gestionnaire | Public Accueilli | Capacité installée/financée |
|--------------------------------------|---------------------------|--------------------------|-------------------|-----------------------------|
| ESAT Bellefontaine | Bellefontaine (NC) | AAPH | DI | 102 |
| ESAT Morne-Rouge | Morne-Rouge (NC) | ADAPEI | DI | 66 |
| ESAT Pelletier | Lamentin (centre) | | DI | 100 |
| ESAT Hors-Murs | Lamentin (centre) | | DI | 30 |
| ESAT Karaïba | Rivière-Pilote (Sud) | AASM | DI | 55 |
| ESAT Rivière l'Or | Fort-de-France (centre) | | DI | 50 |
| ESAT Les orchidées | Fort-de-France (centre) | AARPHA | DI, Autistes, TC | 81 |
| ESAT CAT'APPAHM | Fort-de-France (centre) | APPAHM | Déf. sensorielles | 25 |
| TOTAL ESAT | | | | 509 |

Source : ARS 2017

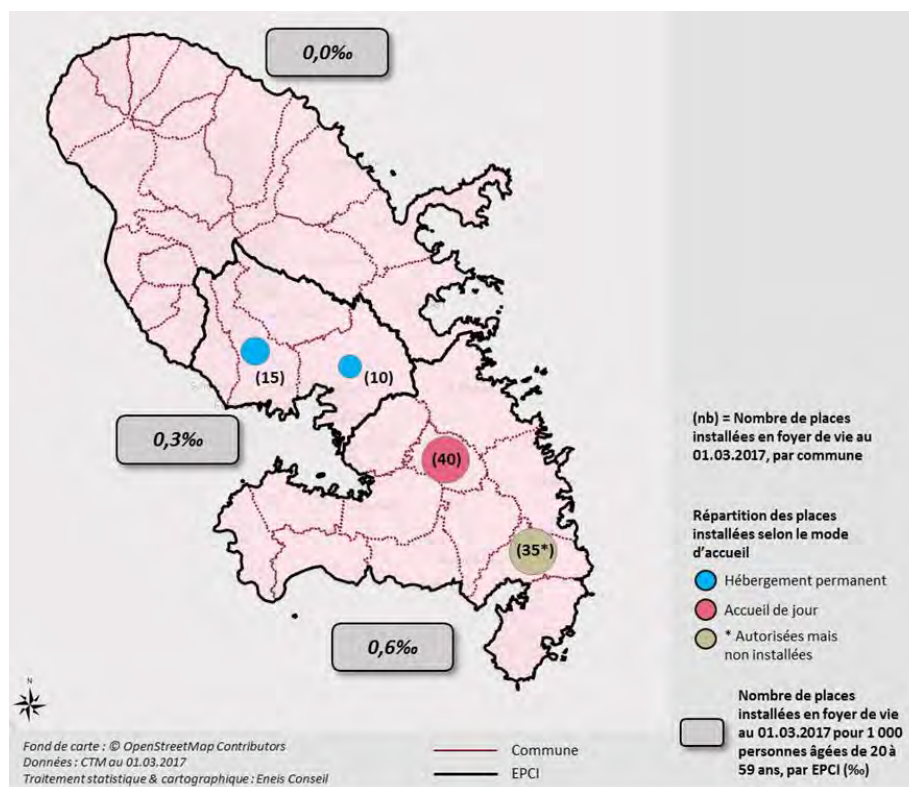


❖ Un nombre de places en foyers de vie encore faible

Sur l'ensemble de l'île, **seules 40 places en accueil de jour sont proposées**. Ces places ne sont **disponibles qu'au sud de la Martinique**. Le territoire CACEM offre les 25 uniques places d'hébergement permanent de l'île pour adultes handicapés psychiques démontrant un certain manque sur cette offre, notamment pour les adultes porteurs de déficience intellectuelle (à noter que le gestionnaire de la structure dispose d'une autorisation d'extension de 35 places supplémentaires qui devrait permettre la mise en service, en 2019, de 60 places relocalisées au Marin).



Le taux d'équipement en foyer de vie (hébergement complet) est ainsi l'un des plus faibles de l'échantillon de comparaison alors qu'il y aurait 278 orientations en FV ou FH en 2015 selon la MDPH.



❖ Une offre de places en FAM et en MAS en progression

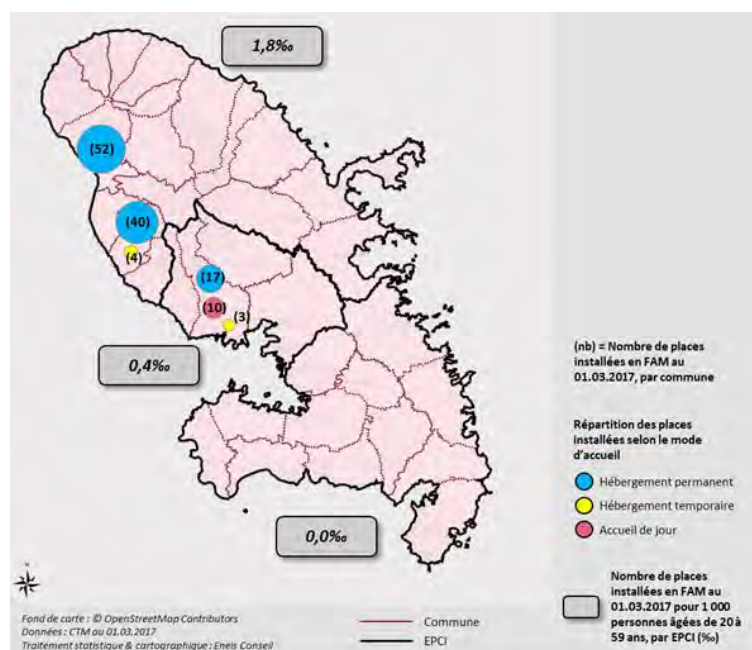
Seule la côté Caribéenne dispose de places en foyer d'accueil médicalisé (FAM). Le Nord est le mieux pourvu puisqu'il propose 92 places d'hébergement permanent. Le Sud ne dispose d'aucune place. Seul **un accueil de jour de 10 places est présent dans l'île** (à Schoelcher) ainsi que **7 places en hébergement temporaire**.

Le nombre de places installées a légèrement augmenté ces dernières années et on compte encore 8 places autorisées mais non installées.

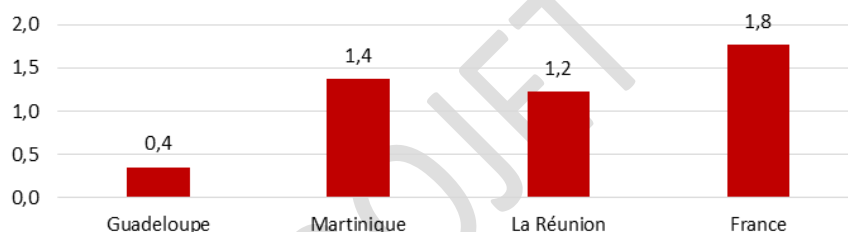
Sur les 3 FAM installés, 2 sont adossés à un établissement public hospitalier, le 3e est géré par l'Association des Familles de Traumatisés Crâniens de la Martinique.

| | Public | Places installées | Commune |
|---|-------------------------------|---|----------------|
| FAM public hospitalier « Bel Air » | Adultes handicapés psychiques | <ul style="list-style-type: none"> • 40 places installées en HP • 4 places installées en HT | Morne-Vert |
| FAM public hospitalier « Surcouf » | Adultes handicapés psychiques | <ul style="list-style-type: none"> • 52 places installées en HP (60 autorisées) | Saint-Pierre |
| FAM privé associatif AFTCM | Traumatisés crâniens | <ul style="list-style-type: none"> • 17 places installées en HP • 3 places installées en HT • 10 places installées en AJ | Fort-de-France |

Source : CTM 2017



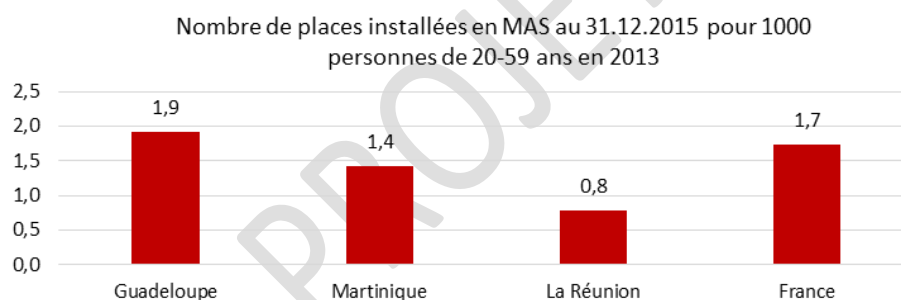
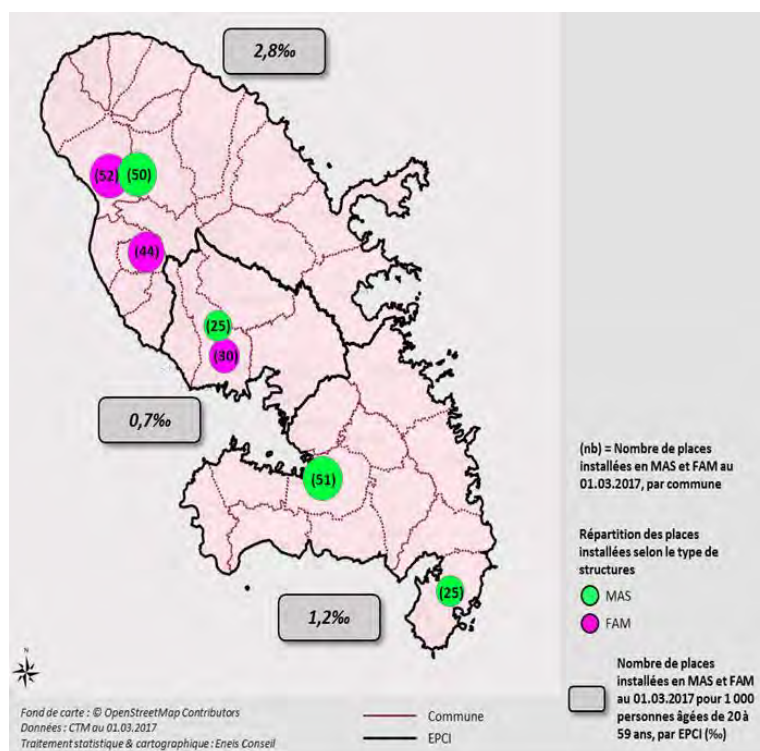
Nombre de places installées FAM au 31.12.2015 pour 1000 personnes de 20-59 ans en 2012



Concernant les **Maisons d'Accueil spécialisé (MAS)**, le territoire apparaît relativement couvert. Le nombre de places installées a augmenté entre 2015 et 2017 passant de 139 à 151 (dont 50 places pour autistes). Un projet de MAS dédiée aux personnes handicapées vieillissantes est autorisé et reste à installer (35 places d'ici 2 ans).

| Dénomination sociale de la structure | Localisation géographique | Gestionnaire | Public accueilli | Capacité autorisée | Capacité installée/financée |
|--|--|--------------------------|------------------------------------|--------------------|-----------------------------|
| M.A.S "ARC EN CIEL" | Fort-de-France (Centre) | Martinique Autisme | Autistes 15 AJ - 10 Héb. | 35 | 25 |
| M.A.S "H. PELAGE" | Rivière Salée (Sud) | ADAPEI | Polyhandicap | 59 | 51 |
| M.A.S SAINT-PIERRE + Palourdes | Saint-Pierre (Nord Caraïbe) : 50 places Sainte Anne (Sud) : 25 places | Hôpital Maurice DESPINOY | Hand. psychique et autistes (25pl) | 75 | 75 |
| MAS Personnes handicapées vieillissantes | Trinité ? | Fondation partagé et vie | Tous handicaps polyhandicaps PHV | 35 | 0 |

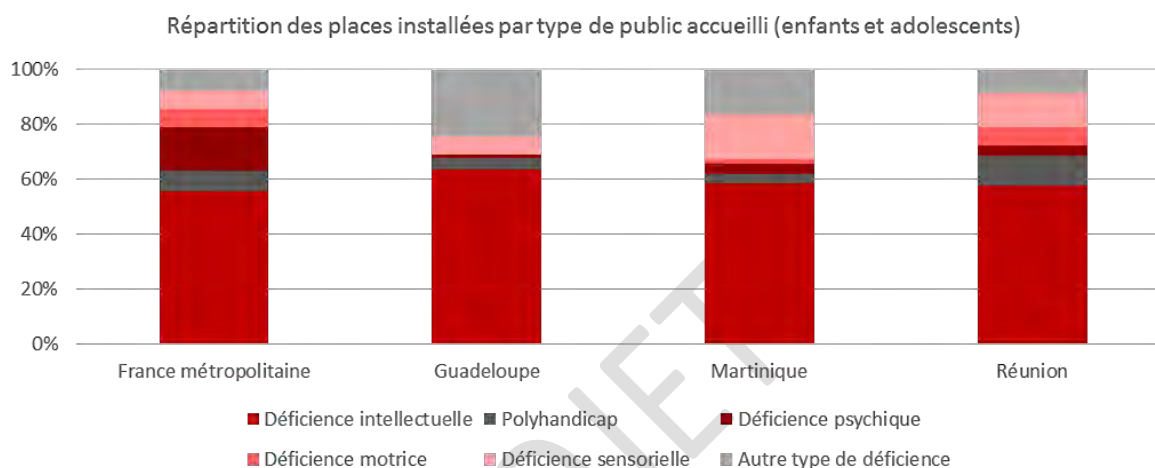
Source : ARS, 2017



❖ Une offre d'accueil globalement supérieure pour l'accueil des enfants et des adolescents

Concernant l'accueil des enfants et adolescents en situation de handicap (pour des places installées par type de public – hors SESSAD), l'offre d'accueil selon les déficiences reste **globalement supérieure aux territoires de comparaison**. Elle se démarque légèrement des autres territoires, puisque la Martinique présente une capacité proportionnellement plus importante de places pour les déficiences sensorielles.

| Données Statiss 2016 – au 31.12.2015 | France métropolitaine | Guadeloupe | Martinique | Réunion |
|--------------------------------------|-----------------------|------------|------------|---------|
| Déficiência intellectuelle | 57 032 | 439 | 438 | 864 |
| Polyhandicap | 7893 | 30 | 25 | 163 |
| Déficiência psychique | 16 483 | 7 | 30 | 62 |
| Déficiência motrice | 6734 | 0 | 10 | 100 |
| Déficiência sensorielle | 6929 | 47 | 122 | 185 |
| Autre type de déficiência | 7854 | 168 | 124 | 128 |



❖ Forces, faiblesses et pistes de réflexion



Points positifs

- **La Martinique a connu une augmentation du nombre de places en EHPAD et USLD** (1 559 places d'hébergement permanent) et dispose d'une offre d'accueil spécialisé pour une prise en charge adaptée des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée (places dédiées au sein d'EHPAD ou USLD, 2 UHR, 4 PASA).
- **Plus de 8 places d'hébergement sur 10** (médicalisé et non médicalisé) sont **habilitées à l'aide sociale**.
- L'offre de **places en familles d'accueil** est limitée mais vient compenser l'offre réduite en accueil non médicalisé.
- Le **taux d'équipement pour l'enfance en situation de handicap est au-dessus de la moyenne nationale**.
- L'offre de places en FAM et en MAS est en progression (avec un projet de MAS pour personnes handicapées vieillissantes).
- Un **collectif de directeurs des ESAT** a été créé en 2015 afin de constituer un réseau permettant de mutualiser les connaissances et les projets d'actions.
- La mise en place de l'outil « via trajectoire » en lien avec l'ARS permet un accompagnement des publics vers les structures les mieux adaptées.

△ Axes de réflexion et d'amélioration

- **Le taux d'équipement en hébergement médicalisé est encore faible** : la Martinique dispose de 46,9 places en EHPAD et USLD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus, contre 103,8 au niveau national.
- **L'offre d'accueil non médicalisé** (logement foyer, EHPA) demeure **peu développée**, et elle est essentiellement portée par le secteur privé lucratif.
- **Les évolutions démographiques amenées à impacter le niveau de besoins en places en structures** posent l'enjeu d'une réponse à y apporter.
- **Certaines offres sont peu ou pas représentées pour les enfants en situation de handicap** (handicap physique et déficience motrice). On compte seulement 1 ITEP pour tout le territoire (au Lamentin).
- **Des passerelles sont à mettre en place entre établissements aux moments charnières des parcours de vie** :
 - **Entre IM-pro et ESAT**, ainsi qu'un travail sur le parcours des **travailleurs handicapés vieillissants** à mener (cf. expérimentation d'accompagnement renforcé en sortie d'IMPro).
 - **Par la création d'unités pour PHV au sein des MAS et FAM** pour permettre une adaptation des accompagnements.
- Pour les adultes en situation de handicap, **l'offre d'accueil reste encore faible** :
 - **Pour les adultes exerçant une activité professionnelle en milieu protégé** (seulement un foyer d'hébergement de 28 places, un taux de couverture en ESAT inférieur au niveau national) : un lien entre foyers d'hébergement et ESAT est-il à reconsidérer et un travail sur le parcours des travailleurs handicapés vieillissants doit-il être mené ?
 - Concernant l'offre d'accueil et offre occupationnelle, on dénombre très **peu de places en foyers de vie** ainsi que **peu de places en accueil de jour ou hébergement temporaire en MAS ou FAM**.
- La Martinique est confrontée à un enjeu de **couverture territoriale** avec une offre médico-sociale essentiellement concentrée sur le territoire de la CACEM alors que les besoins sont diffus.

Projections des besoins¹¹

Les projections démographiques réalisées à l'échelle départementale ont mis en avant une augmentation du nombre de personnes âgées de plus 60 ans et ce, quel que soit le scénario envisagé, d'ici à 2023 et 2028.

Cette augmentation du nombre de personnes âgées et potentiellement dépendantes aura ainsi nécessairement une répercussion sur les besoins de créations de places en accueil médicalisé.

| Taux actuels d'institutionnalisation (2016) | | |
|---|---------|---------|
| | GIR 1-2 | GIR 3-4 |
| Martinique | 30% | 5% |
| France | 65% | 20% |

¹¹ Voir annexe

Cet exercice prospectif de définition des besoins est basé sur l'évolution à venir des taux d'institutionnalisation des GIR 1-2 et des GIR 3-4. A l'échelle de la CTM ce taux est de 30% pour les GIR 1-2, c'est-à-dire que 30% des GIR 1-2 résident en établissement et 70% à domicile. Pour les GIR 3-4, le taux d'institutionnalisation est égal à 5%. Ces valeurs sont nettement inférieures à celles observées à l'échelle nationale où les taux d'institutionnalisation sont respectivement de 65% et 20% pour les GIR 1-2 et GIR 3-4.

3 scénarios d'évolution des taux d'institutionnalisation : hypothèses de travail

- Pour les trois scénarios cités, il est également fait comme hypothèse que la part des GIR 5-6 en établissement diminue de 5 points pour les 5 ans. Elle est actuellement de 10 %.
- **Maintien des taux d'institutionnalisation observés actuellement** : l'objectif de ce scénario est de montrer les besoins en EHPAD si les taux sont maintenus constants sous-entendant ainsi le déploiement de moyens conséquents pour répondre aux besoins à domicile étant donné l'évolution du nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile.
- **Fixation des taux nationaux** : ce scénario a une vertu pédagogique et a pour objectif d'indiquer la volumétrie de places à créer si la CTM s'oriente dès à présent vers un « rapatriement important » des GIR 1-2 et 3-4 en établissement en vue de disposer des même taux d'institutionnalisation qu'à l'échelle nationale.
- **Augmentation progressive des taux d'institutionnalisation** : ce scénario est un intermédiaire aux deux autres et fixe une montée progressive des taux d'institutionnalisation des GIR 1-2 et 3-4 sans pour autant atteindre les valeurs nationales d'ici 2028. Ce scénario fait ainsi le postulat d'un développement visant à diversifier les réponses quant à la prise en charge des personnes dépendantes en établissements et à domicile.

| | Maintien des taux d'institu. | Fixation des taux nationaux | Augmentation progressive |
|---|--|-----------------------------|----------------------------|
| Nombre de places autorisées en EHPAD | 1 599 places | | |
| Taux d'institutionnalisation des GIR 1-2 | 30% en 2023 30% en 2028 | 65% en 2023 65% en 2028 | 40% en 2023 50% en 2028 |
| Taux d'institutionnalisation des GIR 3-4 | 5% en 2023 (valeur actuelle) 5% en 2028 (valeur actuelle) | 20% en 2023 20% en 2028 | 10% en 2023 15% en 2023 |
| Part des résidents dépendants venant d'un autre département (GIR 1-4) | 0% | | |
| Part des résidents classés GIR 5-6 | 5% en 2023 et 0% en 2028 (10% en 2018) | | |

| | | Nombre de places à créer d'ici 2023 (durant la période du schéma) selon l'évolution des taux d'institutionnalisation et de la dépendance à domicile | | |
|---|------------------------|---|--|-----------------------------------|
| | | Scénarii relatifs à l'évolution des taux d'institutionnalisation des GIR 1-2 et 3-4 | | |
| | | Maintien des taux aux valeurs observées ces dernières années | Fixation de taux similaires aux valeurs nationales | Augmentation progressive des taux |
| Scénarii relatifs à l'évolution de la dépendance à domicile | Scénario optimiste | -280 | 4719 | 847 |
| | Scénario intermédiaire | -136 | 4761 | 866 |
| | Scénario pessimiste | 44 | 4737 | 857 |

En considérant les résultats à l'échelle du territoire ainsi que le scénario du maintien du taux d'institutionnalisation, il est constaté que la CTM dispose d'un nombre de places nécessaires pour pallier les évolutions à venir d'ici 2023 et 2028. Ce constat n'est cependant pas valable dans le cas où l'évolution de la dépendance à domicile se rapprocherait du scénario pessimiste (une quarantaine de places à créer d'ici 2023).

Si la CTM envisage de disposer de taux d'institutionnalisation similaires à ceux du niveau national, il faudrait ainsi créer plus de 4 700 places d'ici 2023. Ce chiffre dépasse les 5 000 si on considère

l'horizon 2028 et atteint près de 6 000 dans le cas où la dépendance évoluerait de la façon fixée par le scénario pessimiste.

Si la CTM se positionne sur un scénario d'augmentation progressive des taux d'institutionnalisation, il faudrait ainsi créer près de 850 places durant le schéma (taux d'institutionnalisation fixé à 40% pour les GIR 1-2 et 10% pour les GIR 3-4).

Dans le premier et le troisième cas, un travail simultané autour de l'amélioration des conditions de soutien à domicile pour des personnes très dépendantes devra être poursuivi

Les points clés à retenir

- **Une augmentation des besoins en accueil pour personnes âgées est à anticiper, à la fois :**
 - En raison de l'évolution rapide du nombre de personnes âgées
 - Pour permettre un accès à un hébergement médicalisé pour des personnes âgées très dépendantes aujourd'hui majoritairement à domicile : **seulement 30% des bénéficiaires de l'APA en GIR 1 et 2 vivent en établissement** (contre 65% à l'échelle nationale).
- **Des réponses aux besoins d'accueil et d'hébergement des publics handicapés vieillissants seront à fortement développer dans les années à venir.**
- Un nombre de familles d'accueil peu important (175 dont 131 occupées majoritairement par des personnes âgées (64,1%)) qu'il faut faire évoluer positivement tout en veillant à mieux informer autour de ce dispositif (pour les publics cibles mais aussi pour les potentielles familles d'accueil)

PROJET

Les enjeux et questionnements dans le cadre de ce nouveau schéma

- **L'adaptation de l'offre d'hébergement médico-social pour mieux répondre aux besoins des personnes âgées :**
 - Comment prendre en compte l'évolution des publics accueillis en EHPAD (recul de l'âge d'entrée en EHPAD, augmentation du GMP, troubles cognitifs ou psychiatriques) dans un contexte financier contraint ?
 - Comment réhabiliter l'image des établissements auprès des personnes âgées et de leurs familles ?
 - Comment fluidifier les passages entre les différentes offres d'hébergement pour personnes âgées (Foyers logements, Petites unités de vie, EHPAD) ? Quelle articulation avec les acteurs du domicile ?
- **L'adaptation de l'offre d'hébergement médico-social pour mieux répondre aux besoins des personnes handicapées :**
 - Comment mieux répondre aux besoins des personnes handicapées vieillissantes ?
 - Comment améliorer l'accompagnement des personnes souffrant de troubles psychiques ou de troubles du comportement en lien avec le sanitaire ? Comment adapter l'offre existante pour répondre aux besoins spécifiques des personnes en situation de handicap psychique ?
 - Dans quelle mesure et à quelles conditions le lien entre foyers d'hébergement et ESAT doit-il être reconsidéré pour mieux répondre aux besoins des publics ?
- **Quelles solutions innovantes pour renforcer la diversité des réponses ?**
 - Développer des unités pour personnes handicapées vieillissantes au sein des MAS et des FAM ? Au sein des EHPAD ?
 - Des solutions nouvelles à imaginer pour le logement/l'hébergement des personnes âgées ? (Résidences intergénérationnelles ? MARPA ? EHPAD à domicile ? ...)
 - Comment renforcer l'offre de places en famille d'accueil ?



4) *Coordonner les acteurs autour des parcours et favoriser l'accès à l'offre du territoire pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap*

Enjeux réglementaires : coordination des acteurs



Suite au rapport Piveteau « Zéro sans solution » la loi Santé introduit le « devoir collectif de permettre un parcours de vie sans rupture, pour les personnes en situation de handicap et leurs proches ». Cela se traduit par plusieurs évolutions majeures de l'accompagnement des personnes en situation de handicap :

- ✓ Pour chaque personne, la loi indique que la MDPH est en charge d'élaborer une « **réponse accompagnée** » (Plan d'accompagnement global).
- ✓ La loi préconise de faire de **l'orientation un processus permanent et partagé**, capable d'anticiper les besoins et de réagir aux urgences.
- ✓ La loi engage les gestionnaires à élaborer des « **réponses modulaires** » plutôt que d'offrir seulement des « **places** ».

Les enjeux pour la CTM sont dès lors de **mettre progressivement en œuvre la réponse accompagnée pour tous (RAPT) en coordination avec la MDPH**. Ce nouveau paradigme de l'action publique nécessitera notamment **une plus grande coordination des différents financeurs (dont CTM et ARS) et acteurs institutionnels (ex: Education Nationale)**

La loi ASV détaille également des orientations en faveur de la coordination des acteurs. De **nouvelles dispositions de l'article L.113-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles, modifié par la loi ASV**, réaffirment l'enjeu du travail partenarial au service des personnes âgées et de leurs aidants.

« Le département :

- *Définit et met en œuvre l'action sociale en faveur des personnes âgées et de leurs aidants.*
- *Coordonne, dans le cadre du schéma départemental, les actions menées par les différents intervenants, définit des secteurs géographiques d'intervention, détermine les modalités d'information, de conseil et d'orientation du public sur les aides et les services relevant de sa compétence.*
- ***Coordonne, dans le respect de leurs compétences, l'action des acteurs chargés de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques intéressant les conditions de vie des personnes âgées, en s'appuyant notamment sur la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées et sur le conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie, qu'il préside.***
- *Veille à la **couverture territoriale et à la cohérence des actions** respectives des organismes et des professionnels qui assurent des missions d'information, d'orientation, d'évaluation et de coordination des interventions destinées aux personnes âgées, notamment **les CLIC et les MAIA.*** »

Le renforcement de la cohérence et de la lisibilité des actions et des dispositifs de coordination existants sur le territoire fait donc figure d'enjeu pour la CTM dans le cadre de ce nouveau schéma.

Outre les évolutions réglementaires de la loi Santé et de la loi ASV, la coordination des acteurs et l'accès aux soins se traduit également dans la **Charte Romain Jacob**.

Elle décline en 12 articles des orientations **en faveur de l'amélioration de l'accès aux soins des personnes en situation de handicap**. Elle n'a **pas de caractère contraignant** mais s'adresse à l'ensemble des acteurs des champs sanitaires et médico-sociaux **comme fil conducteur pour toute initiative ou action locale**.

Elle pose comme principes la fédération des acteurs, la promotion d'un parcours sans rupture, le déploiement d'un accès spécifiques pour les personnes en situation de handicap et la levée des freins à l'accès aux soins.

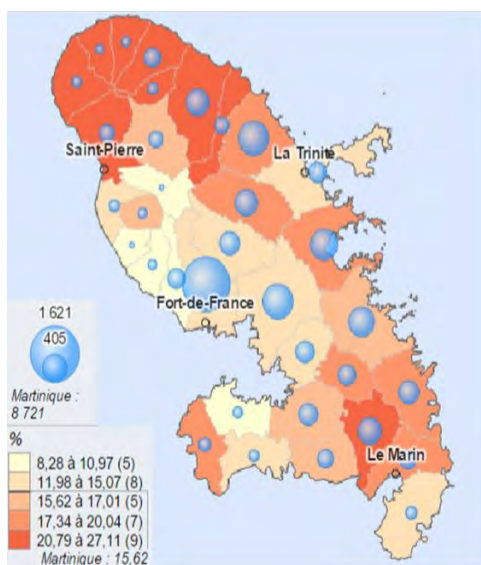


- Art.1 - Valoriser l'image que la personne handicapée perçoit d'elle-même
- Art.2 - Valoriser l'accompagnement
- Art.3 - Exprimer les besoins
- Art.4 - Intégrer la santé au parcours de vie des personnes en situation de handicap
- Art. 5 - Construire une culture professionnelle commune
- Art. 6 - Coordonner le parcours de santé
- Art. 7 - Organiser l'accès aux soins et à la prévention
- Art. 8 - Faciliter et développer l'accès aux soins ambulatoires
- Art. 9 - Prévenir et adapter l'hospitalisation avec ou sans hébergement
- Art.10 - Améliorer la réponse aux urgences médicales
- Art.11 - Faciliter le recours aux technologies de l'information et de la communication
- Art. 12 - Mettre en œuvre et évaluer la présente charte

Constats

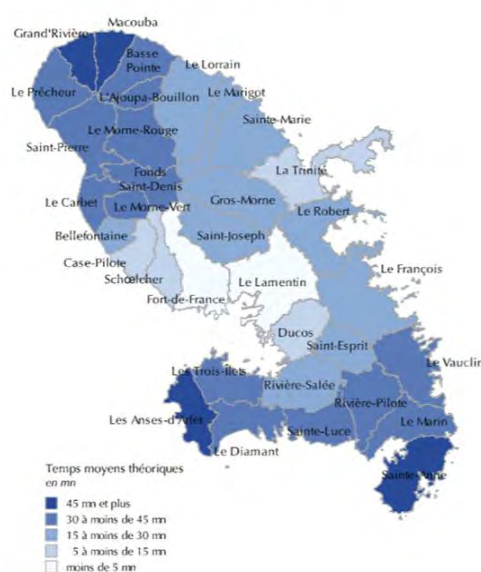
- **Les publics cibles n'ont pas recours aux soins de manière équivalente** en Martinique :
 - Les taux de couverture de l'ACS sont très variables d'un territoire à l'autre, phénomène pouvant s'expliquer par de fortes disparités de niveaux de vie.
 - L'offre de soins de premier recours est déficitaire sur certaines communes ; mais l'accès aux soins de médecin généraliste n'est pas forcément corrélé à la présence ou l'absence de médecins sur la commune.
- L'accessibilité géographique à un établissement de santé est relativement rapide (22 minutes en moyenne en 2010)
-

Nombre et part des assurés sociaux âgés de 65 ans et plus du régime général bénéficiaires de l'Aide à l'acquisition d'une Complémentaire Santé en 2015



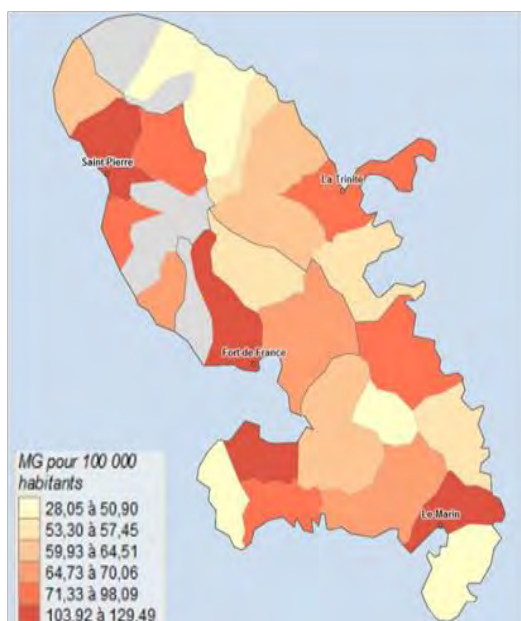
Source: Observatoire des fragilités de la CGSS

Temps moyens théoriques d'accès à un établissement de santé en Martinique en 2010

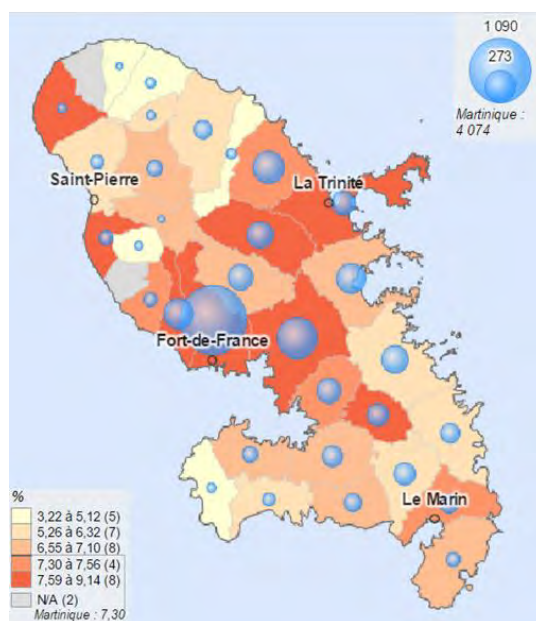


Source : PMSI 2010 - Insee IGN 2013.

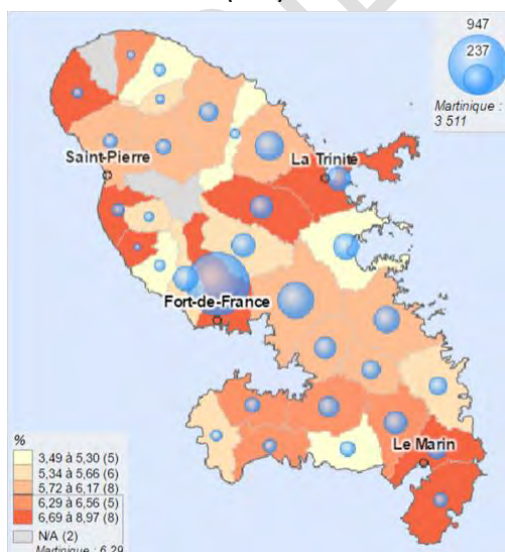
Densités de médecins généralistes en activité en 2015



Nombre et part des assurés sociaux âgés de 65 ans et plus du régime général et sans médecin traitant en 2015



Nombre et part des assurés sociaux âgés de 65 ans et plus du régime général n'ayant pas eu d'acte remboursé par la CGSS durant les 24 derniers mois (2015)



Les points clés à retenir

- Les besoins de prise en charge sanitaire sont importants en raison d'une prévalence importante des maladies chroniques, en particulier chez les personnes handicapées âgées (*d'après l'enquête INSEE de 2008, la prévalence des maladies chroniques s'élève à 90% chez les personnes âgées en situation de handicap, 48% chez les personnes âgées sans handicap*) : se pose un enjeu d'articulation des prises en charge médicales, médico-sociales et sociales, notamment à domicile.
- Des ruptures sont identifiées dans les parcours des personnes âgées et des personnes en situation de handicap en raison, notamment :

- D'un défaut de coordination (ex : Ville – Hôpital)
- Ou d'un défaut d'offre (ex : quelles passerelles entre structures et services aux moments charnières de la vie ? (Jeunes adultes en situation de handicap ; personnes handicapées vieillissantes)
- **Une population fragile peut avoir davantage de difficultés à accéder aux droits** pour différentes raisons : complexité des démarches, accessibilité des administrations pour les personnes en situation de handicap...

Diagnostic de l'offre

❖ Forces, faiblesses et pistes de réflexion



Points positifs

- La **réponse accompagnée pour tous** est mise en place dans le courant de l'année 2017.
- La définition d'un « **parcours personnes âgées et handicap** » est jugé comme prioritaire par l'ARS sur les dernières années de mise en œuvre du PRS.
- Il existe une multiplicité d'espaces et de dispositifs de coordination :
 - Une **MAIA** opérationnelle sur l'ensemble du territoire, qui intervient essentiellement pour les cas complexes de personnes âgées Alzheimer ou présentant des troubles apparentés (une seconde en cours de réflexion)
 - Un **réseau gérontologique**, qui intervient en appui des professionnels de soins de premier recours pour des personnes âgées de 75 ans et plus en situation de fragilité
 - Un **réseau autonomie**, qui vise à coordonner le parcours de santé des adultes en perte d'autonomie, en situation de complexité bio psycho sociale, dans un but de maintien à domicile, sans limite d'âge
 - Le **CLIC « Espace senior »** de la CTM, situé à Fort-de-France, qui joue également un rôle d'information et d'orientation pour les personnes âgées et leur entourage
 - Une **Plate-forme territoriale d'appui à la coordination des parcours complexes (PTA)** en cours de mise en place.
- La **MDPH** est identifiée sur le territoire comme la principale « porte d'entrée ». Des conventions de partenariat ont été établies avec 4 CCAS.
- Des documents structurants ont pu être établis à l'échelle de certaines communes (par exemple, le schéma gérontologique communal de Schœlcher 2013-2017)



Axes de réflexion et d'amélioration

- La **clarification** du rôle de chacun en matière de coordination et de structuration du parcours de la personne âgée et de la personne en situation de handicap demeure un enjeu.
- Une articulation de l'ensemble des acteurs pour la définition **de référentiels, d'outils voire de formations communs** est nécessaire. Elle concerne :
 - Les professionnels de santé de ville
 - Les professionnels hospitaliers (dont services des urgences)
 - Le secteur médico-social
 - Le secteur social
- La **coordination avec les acteurs locaux est à renforcer** (CCAS et associations locales notamment) en lien avec les missions d'information et d'accompagnement.

Les enjeux et questionnements dans le cadre de ce nouveau schéma



- **L'articulation des interventions et la limitation des ruptures de parcours**
 - Comment inviter les acteurs martiniquais à s'inscrire dans les actions de la Charte Romain Jacob ?
 - Comment limiter les ruptures dans l'accompagnement des publics (ex. sorties d'hospitalisation pour les personnes âgées, secteurs de l'enfance handicapée/adultes handicapés ; secteurs de la protection de l'enfance/enfance handicapée)?
 - Comment poursuivre le décroisement du social, du médico-social et du sanitaire?
 - Quelles sont les modalités d'une contribution des établissements à un parcours de soins des patients à la fois mieux coordonné, plus personnalisé et également plus efficient ?
 - Quelles modalités de coordination et de mobilisation avec les soins de ville ? Quelle place pour les réseaux de santé et la PTA et quelle lisibilité de leurs interventions?
 - Comment poursuivre la mise en œuvre des préconisations du Rapport Piveteau (« Zéro sans solution ») ?
 - **Mieux mesurer les déterminants du parcours**
 - Comment mettre en place une définition commune de la notion de parcours ?
 - Comment répondre aux besoins liés aux pathologies chroniques, tant en ressources humaines qu'en modalité de prise en charge nouvelles au détriment du tout curatif?
 - Comment mobiliser les acteurs pour aborder le patient au-delà de la pathologie ?
 - Comment coordonner les soins dispensés par chacun des soignants selon une réelle volonté de partager les savoirs, les connaissances ?
 - Comment favoriser la définition collective des objectifs des soins et les indicateurs de résultats pour les patients et les familles ?
 - **Renforcer l'accès au droit et à l'information**
 - Comment renforcer l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap dans leurs démarches d'accès aux droits?
 - Quelle place pour les acteurs de proximité tels que les mairies et les CCAS?
 - Quelle articulation avec les dispositifs et les institutions existantes? (CLIC, Réseaux, MDPH, ...)
-

5) Favoriser l'accès à la vie sociale et professionnelle

Enjeux réglementaires : mesures relatives à l'accessibilité



Plusieurs textes définissent et imposent la notion d'accessibilité pour tous. Il s'agit en particulier de la loi de février 2005 relative à « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées », posant l'accessibilité généralisée comme une obligation. L'enjeu pour la CTM est dès lors d'intégrer la question de « **l'accessibilité à tout pour tous** » de manière transversale dans

l'ensemble de ses compétences.



- **Loi du 11 février 2005** pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » apporte des évolutions fondamentales pour répondre aux attentes du public en situation de handicap. Un des principes majeurs de cette loi est **l'obligation d'une accessibilité généralisée dans tous les domaines de la vie sociale favorisant un usage autonome et aisé des équipements, des services et des espaces.**



- **Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu.** Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente ». (article R111-19-2 du Code de la Construction et de l'Habitation).



- **La mobilité réduite** : étendue pour ce qui concerne la chaîne de déplacement à : « toutes les personnes ayant des difficultés pour utiliser les transports publics, telle que, par exemple, personnes souffrant de handicaps sensoriels et intellectuels, personnes en fauteuil roulant, personnes handicapées des membres, personnes de petite taille, personnes âgées, femmes enceintes, personnes transportant des bagages lourds et personnes avec des enfants (y compris enfants en poussette) ». Directive 2001/85/CE du Parlement et du Conseil Européen du 20 novembre 2001.

Constats

Quelques chiffres sur la mobilité et l'accès aux transports des personnes en situation de handicap¹²

- 33 % conduisent régulièrement une automobile.
- 8 % indiquent avoir des difficultés à utiliser les transports en communs.
- 10 % sont dans l'impossibilité de les utiliser.
- 9 % n'ont pas ou peu de transport en commun à leur disposition.
- **L'exiguïté des voiries** et des trottoirs existants, qu'ils soient publics ou privés et **la vétusté** de certains bâtiments existants (E.R.P.) sont des freins à l'accessibilité.



Des enjeux de géographie et de typologie des reliefs

- Le territoire dispose d'un **relief très vallonné** (notamment sur Cap Nord),
- **L'insularité** et le **climat tropical humide** abîment, de façon accélérée, certains appareillages et aides techniques



¹² Le handicap en Martinique : Une question d'âge et un entourage omniprésent – Dossier Insee Martinique, n°4, Septembre 2016

Des données sur le logement des personnes en situation de handicap¹³

- 75 % des personnes en situation de handicap résident dans une maison indépendante
- 25 % vivent en appartement.
- 40 % habitent dans des logements situés en rez-de-chaussée.
- Moins de 1 % de celles habitant dans les étages supérieurs d'immeubles dispose d'un ascenseur.
- 10 % habitent dans un logement sur plusieurs niveaux.
- 20 % des personnes handicapées déclarent avoir des difficultés pour accéder aux pièces de leur logement
- 18 % déclarent avoir des difficultés pour accéder à leur entrée d'immeuble.



La Martinique compte proportionnellement **plus de personnes en situation de handicap actives** (ou bien en emploi ou bien à la recherche d'un emploi) que dans les autres territoires d'outre-mer ou qu'en France métropolitaine. Néanmoins, la **part des personnes en situation de handicap se déclarant être au chômage est relativement très élevée (14%)**.

| % | Martinique | France Métropolitaine | Autre DOM |
|--------------------------|------------|-----------------------|-----------|
| Autre situation | 15 | 13 | 15 |
| Chômeur (inscrit ou non) | 14 | 6 | 12 |
| Etudiante | 2 | 2 | 3 |
| Femme ou homme au foyer | 5 | 6 | 20 |
| Occupe un emploi | 24 | 24 | 20 |
| Retraité | 40 | 49 | 31 |

Source : Insee, enquête Handicap-Santé 2008, publication octobre 2016

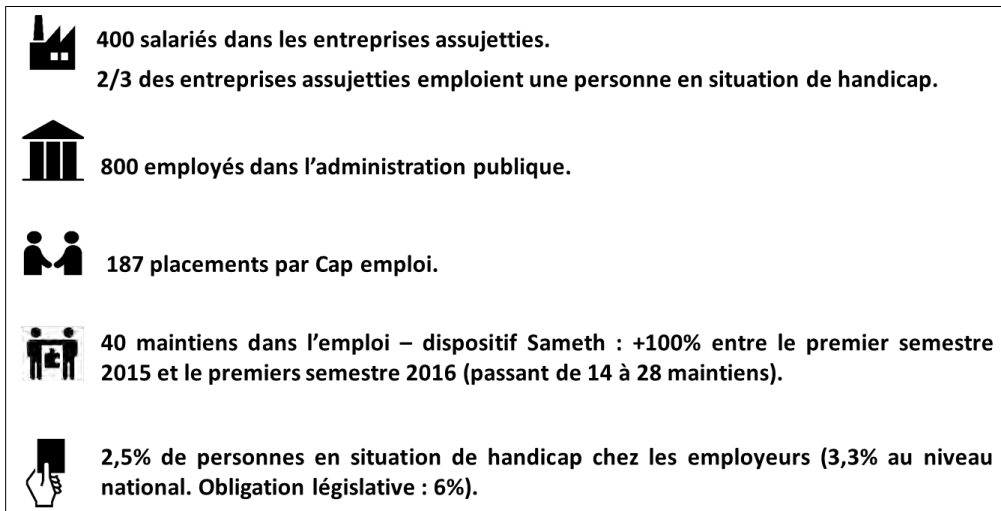
En décembre 2014 :

- 3% des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont des personnes en situation de handicap (soit 1 400 personnes) ;
- 9% des travailleurs en situation de handicap sont en activité réduite (17% pour le reste de la population de la région) ;
- 52% des demandeurs d'emploi en situation de handicap sont des femmes ;
- 66% des personnes en situation de handicap et de chômage de longue durée sont des femmes (45% de très longue durée ; 55% d'hommes)
- **Durée moyenne d'inscription au chômage** : 1 157 jours pour une personne en situation de handicap (786 jours pour tout public).

Source : Etats des lieux « regards croisés », Handi-pacte, 2014

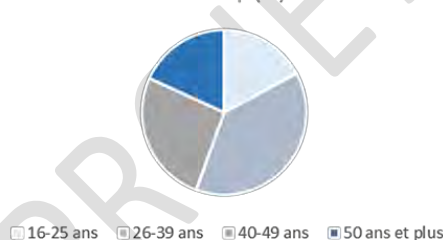
¹³ Le handicap en Martinique : Une question d'âge et un entourage omniprésent – Dossier Insee Martinique, n°4, Septembre 2016

Quelques chiffres sur l'emploi des personnes en situation de handicap



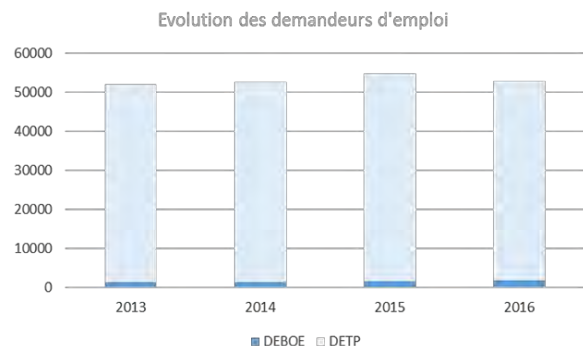
Une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en situation de handicap alors que la part globale des demandeurs d'emplois baisse

Âge des chercheurs d'emploi en situation de handicap (%)

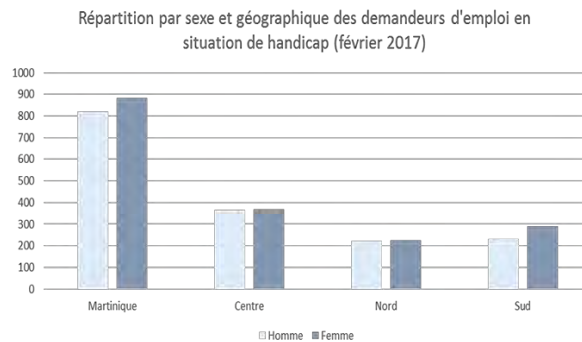


La majorité des demandeurs d'emploi en situation de handicap ont moins de 40 ans (38 %). Les personnes de 50 ans au moins en situation de handicap demandeur d'emploi représentent 18 % des chômeurs en situation de handicap. Parmi les personnes en situation de handicap, les femmes sont les plus représentées, notamment au Sud :

| | | | |
|---------------------|----------------|--------------|---------------|
| ○ Martinique : 1702 | • Centre : 733 | • Nord : 448 | • Sud : 521 |
| Hommes : 820 | Hommes : 365 | Hommes : 223 | Hommes : 239 |
| Femmes : 882 | Femmes : 368 | Femmes : 225 | Femmes : 2289 |



Source : Le tableau de bord régional. Emploi et chômage des personnes handicapées. Premier semestres 2016, Agefiph, 2016.



Source : Bulletin Marché du travail - Dircette Martinique, Février 2017 - Dircette-Nostra (Pôle emploi).

Une majorité de personnes en situation de handicap possède un faible niveau de qualification.

A noter que la part des personnes ayant un niveau de qualification inférieur à VI augmente.

Le domaine des services à la personne est le domaine d'emploi le plus recherché par les personnes en situation de handicap (26%, soit 459 demandeurs d'emploi). Les choix d'orientation et de reconversion professionnelle sont basés sur les activités pour lesquelles les niveaux VI, V voire IV sont suffisants. La priorité est donnée à l'accès à l'emploi rapide mais pas forcément durable permettant d'accéder à une source de revenus et d'éviter un éloignement du monde du travail.

Caractéristiques des Demandeurs d'Emploi dans la région en 2016

| Sexe et âge | % DEBOE | % DETP |
|---|---------|--------|
| Femmes | 53% | 58% |
| 50 ans et plus | 46% | 31% |
| Formation & qualification | | |
| Niv. de formation inférieur au CAP (Vbis et VI) | 35% | 25% |
| Niveau de formation Bac et + (I à IV) | 22% | 35% |
| Faible niveau de qualification (manœuvre, OS, employé non qualifié) | 40% | 32% |
| Durée du chômage | | |
| Chômeurs de longue durée (≥ 1 an) | 66% | 54% |
| Chômeurs de très longue durée (≥ 2 ans) | 49% | 36% |
| Chômeurs depuis 3 ans et plus | 38% | 26% |

Source : Le tableau de bord régional. Emploi et chômage des personnes handicapées. Premier semestre 2016. Agefiph, 2016.

Caractéristique des demandeurs d'emploi de Cap emploi

- 865 personnes accompagnées dont 527 orientées par Pôle emploi.
- 253 nouvelles personnes ont été prises en charge.
- Ainsi : 64% ont entre 26 et 49 ans
- 54% ont un niveau V (CAP/BEP)
- 36% ont un handicap moteur (64% d'autres types que moteur)
- 71% ont une durée d'inactivité de 24 mois et +

Source : Handipacte Martinique, Etats des lieux, Regard croisés, 2014

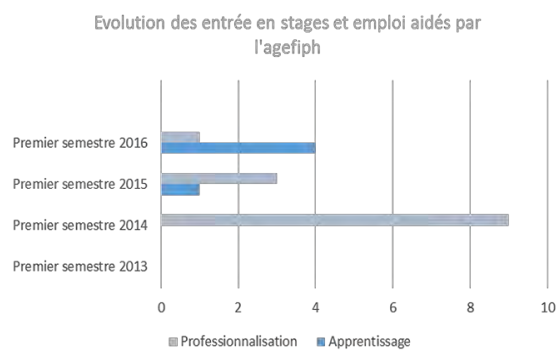
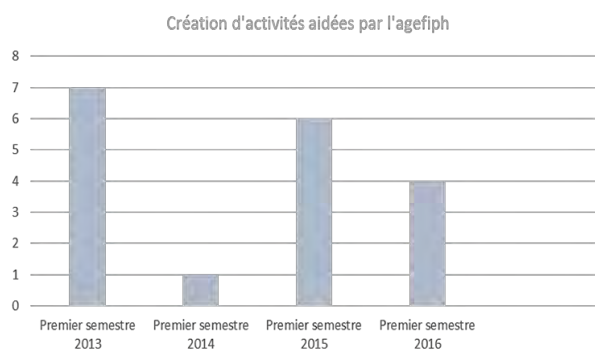
Une baisse de l'aide à la création d'entreprises est observée par l'Agefiph¹⁴, ainsi qu'une baisse des entrées en contrats professionnalisant (-67% en un an) et une augmentation des entrées en contrat d'apprentissage (+300%).

Selon l'enquête réalisée par Handipacte en 2014, les acteurs rencontrent¹⁵:

- Des difficultés à repérer et identifier le public, une méconnaissance des handicaps ainsi qu'un faible niveau de qualification qui rendent les recrutements difficiles.
- La contrainte d'une éventuelle réorganisation ou réaménagement des horaires de travail.
- Des moyens financiers moindres et ne permettant pas d'opérer des projections en termes de recrutement,
- Des décisions stratégiques et opérationnelles arrêtées par les ministères nationaux, dont dépendent certaines institutions, et rallongeant la procédure de mobilisation des dispositifs de l'Etat (les contrats aidés et alternés) pour un double résultat : gagner en compétences et surtout en qualification.

¹⁴ Association de gestion du fond pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées. Elle a pour missions de favoriser l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées dans les entreprises privées.

¹⁵ Résultat de l'enquête consultable dans « Etats des lieux, Regards croisés », Handipacte, 2014.



Source : Le tableau de bord régional. Emploi et chômage des personnes handicapées. Premier semestre 2016, Agefiph, 2016.

D'après l'étude sur l'accessibilité des manifestations événementielles de la DEAL Martinique (Juillet 2014), **près de la moitié des personnes souffrant de handicap** ne peuvent avoir d'activité de loisirs faute de revenus suffisants. **L'accessibilité représente près de la moitié des motifs invoqués** par les personnes handicapées pour justifier leur non-participation à des événements.

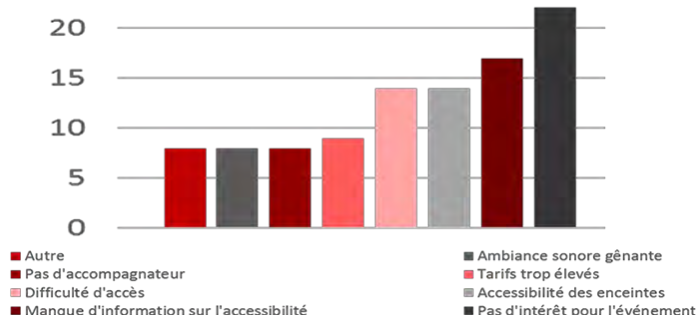
Raisons empêchant la pratique d'activité de loisirs (%)

| | Martinique | France Métropolitaine | Autres TOM |
|---------------------------------------|------------|-----------------------|------------|
| Revenus insuffisants | 46 | 36 | 57 |
| Manque de temps | 40 | 61 | 38 |
| Aucune de ces raisons | 16 | 12 | 10 |
| Problèmes de santé ou un handicap | 11 | 11 | 7 |
| Accès difficile / impossible | 7 | 3 | 6 |
| L'attitude et comportement des autres | 1 | 2 | 3 |
| Sentiment d'insécurité | 1 | 11 | 1 |

Source : Insee, Enquête Handicap-santé, 2008

Deal Martinique – Accessibilité des manifestations événementielles – Juillet 2014

Raison empêchant la fréquentation des manifestations événementielles (%)



Les points clés à retenir

- **Des difficultés d'accès à l'offre existante en lien avec la question de la mobilité :**
 - Des difficultés de mobilité liées à l'organisation des transports et la topographie du territoire
 - Des difficultés liées à l'organisation territoriale de l'offre (offre de soins, offre médico-sociale, offre de loisirs...) – concentrée au Centre de la Martinique.
- **Une population fragile avec de faibles niveaux de ressources** (des effectifs d'allocataires qui sont concentrés sur la CACEM ; mais des fragilités qui sont exacerbées sur le Nord de l'île : 15 % de la population totale est située en zone fragile, essentiellement au Nord) : de potentiels freins financiers à l'accès à l'offre, notamment l'offre de loisirs.
- **Au manque de ressources s'ajoute le manque d'accessibilité** (ou d'information sur l'accessibilité) comme principales causes de non-participation à des événements chez les personnes en situation de handicap.
- **Des freins à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap :**
 - Du point de vue des employeurs : des difficultés à appréhender certains handicaps pour envisager le parcours le plus approprié, un manque de connaissance des acteurs du handicap et des aides/mesures en faveur de leur embauche...
 - Pour les personnes en situation de handicap à la recherche d'un emploi : un niveau de qualification en moyenne moins élevé que les autres demandeurs d'emploi.
 - Une difficulté à accéder à l'auto-entrepreneuriat.

Diagnostic de l'offre

- ❖ Forces, faiblesses et pistes de réflexion



Points positifs

- **Concernant l'accès à la vie professionnelle**
 - Des projections d'offres d'emploi sont disponibles dans de nombreux domaines pour les personnes en situation de handicap.
 - Un recrutement s'effectue dans toutes les fonctions publiques pour les personnes en situation de handicap.
 - L'Agefiph met en œuvre diverses actions pour favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap
 - Une augmentation sur trois ans des entrées en contrats de professionnalisation et d'apprentissage s'observe.
- **Concernant les autres enjeux d'accessibilité et d'accès à la vie sociale**
 - Des interventions permettent le développement des accessibilités
 - Dans le champ des transports (réseau Mozaïk, établissements recevant du public, développement des entreprises de transports des PMR...)
 - Par la diffusion d'un guide à l'attention des organisateurs regroupant les critères à prendre en compte (DEAL en 2013) informant des normes et règlements d'accessibilité et à l'attention des collectivités (2014)
 - Des dispositifs visent à lutter contre l'isolement : ex: Plateforme d'écoute téléphonique « Lutte contre l'isolement » à Schœlcher.

 Axes de réflexion et d'amélioration

➤ **Concernant l'accès à la vie professionnelle**

- Avec 509 places (toutes autorisées et installées), le taux d'équipement reste pourtant en deçà de la moyenne nationale et les acteurs pointent des difficultés à obtenir une place – un enjeu d'adaptation de l'offre de travail en ESAT au marché de l'emploi d'une part et aux débouchés commerciaux d'autre part (réflexion engagée sur le sujet)
- De nombreux freins à l'accès à l'emploi des travailleurs en situation de handicap du point de vue des employeurs sont identifiés
- Un enjeu se pose autour de la formation initiale et professionnelle des actifs en situation de handicap : l'offre de formation en direction des personnes en situation de handicap est en baisse -18,95% (source : *Etats des lieux « regards croisés », Handi-pacte, 2014*).

➤ **Concernant les autres enjeux d'accessibilité et d'accès à la vie sociale**

- Les aménagements urbains ne répondent pas suffisamment aux besoins de mobilité (trottoirs, parcours sonores...).
- L'offre d'animation – (loisirs, culturelle) en structures ou à domicile pourrait être renforcée.
- La diversité des types de handicap est insuffisamment prise en compte (ex. difficulté pour les personnes en situation de handicap psychique d'utiliser les transports en commun aux heures de pointe, etc. ; cécité, surdité et aménagement de signalements sonores).

Les enjeux et questionnements dans le cadre de ce nouveau schéma

L'accès à la vie professionnelle

- Quelles offres développer, à travers le schéma, pour favoriser l'accès à la vie socio-professionnelle des personnes en situation de handicap ?
- Comment mieux mobiliser les différentes compétences de la CTM en vue de renforcer l'accès à la formation ? De lever les freins à l'emploi des demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi ?



La promotion des offres culturelles, sportives et de loisirs adaptées et accessibles :

- Comment, à travers le schéma Autonomie, soutenir les initiatives menées en faveur de l'accessibilité de l'offre sportive, culturelle et de loisirs ? Comment élargir des publics visés et prendre en compte tous les types de handicap ?
- Quel accès à l'information sur les initiatives existantes sur les territoires ? Quels lieux ressources à l'échelle locale ?

La prise en compte des enjeux de mobilité et de transport :

- Comment poursuivre le développement d'offres de transports adaptés en tenant compte de la diversité des besoins et des territoires ?
- Comment encourager le développement des services de transport à la demande ?
- Quels outils pour favoriser la déambulation dans les villes et les rues ?

L'accès à la vie sociale

- Comment approfondir le travail sur l'accès à la vie sociale mené par les établissements ? Comment poursuivre le renforcement de la place des usagers dans les processus d'évaluation et de décision ?
 - Quelle offre d'animation pour les personnes vivant à leur domicile ?
 - Quels leviers pour promouvoir les services, dans un contexte de développement d'une filière économique spécifique ?
 - Comment prendre en compte la diversité des handicaps sur cette question de l'accès à la vie sociale (et notamment le handicap psychique) ?
-

6) Développer la filière économique du secteur de l'autonomie

Définition et enjeux nationaux



La **Silver Economie** se définit comme l'économie au service des seniors : elle recouvre l'ensemble des activités économiques touchant ce public. Il ne s'agit donc pas d'un secteur mais plutôt d'un écosystème croisant différents secteurs.

D'après le portail officiel de la « Silver Economie » : « Comme son nom l'indique, la Silver Economie n'est pas un marché mais une économie transversale qui trouve des déclinaisons dans de nombreux marchés. Ainsi, à l'instar de la Green Economie, le vieillissement de la population est une véritable lame de fond qui va impacter tous les secteurs : loisirs, transport, alimentation, sécurité, santé, domicile, habitat collectif, assurance, assistance, téléphonie, internet, sport...etc. Tous ces marchés sont déjà en train de s'adapter ou de se décliner sur des segments liés au vieillissement de la population et au bien-vieillir. La croissance attendue du PIB français issu de la Silver Economie est de 0,25% par an »



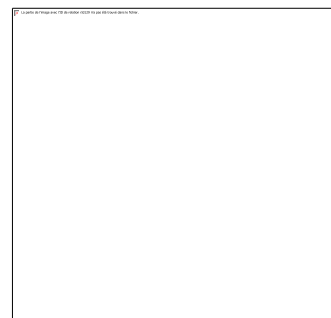
Face aux enjeux de vieillissement de la population et la nécessité de structurer la Silver Economie, un Contrat de filière de la « Silver Economie »¹⁶ a été signé en décembre 2013. Il se décompose en 6 axes :

- Créer les conditions d'émergence d'un grand marché de la Silver Economie
- Favoriser le développement d'une offre compétitive
- Exporter les produits et les technologies de la Silver Economie
- Professionnaliser les acteurs de la Silver Economie
- Communiquer positivement sur les âgés et le « bien vieillir » auprès du grand public et des distributeurs
- Créer des innovations dans le champ de la Silver Economie

Constats

❖ Positionnement des acteurs de la Silver Economie

D'après le rapport d'étude de mai 2015 de la CCIM sur la Silver Economie¹⁷, la **Silver Economie représente 117 entreprises et 13 associations**, soit respectivement 1 415 salariés et 746 salariés. L'enquête menée dans le cadre de l'étude révèle également 21 acteurs potentiels (susceptibles de devenir des acteurs de la Silver Economie à un horizon 3 ans).



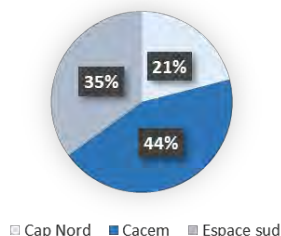
Le **chiffre d'affaires global du domaine s'élève à 61M€**. Les secteurs d'activité les plus représentés sont la santé (36%), le domaine du cosmétique et bien-être (17%), la distribution alimentaire (11%), les services à la personne (SAP, 9%), le transport (9%), le loisir et le tourisme (9%), l'habitat (sanitaire, domotique, hébergement adapté, 4%) et le service à domicile (1%).

¹⁶ « La Silver Economie, une opportunité pour la France » (décembre 2013), rapport du Commissariat général à la stratégie et à la prospective

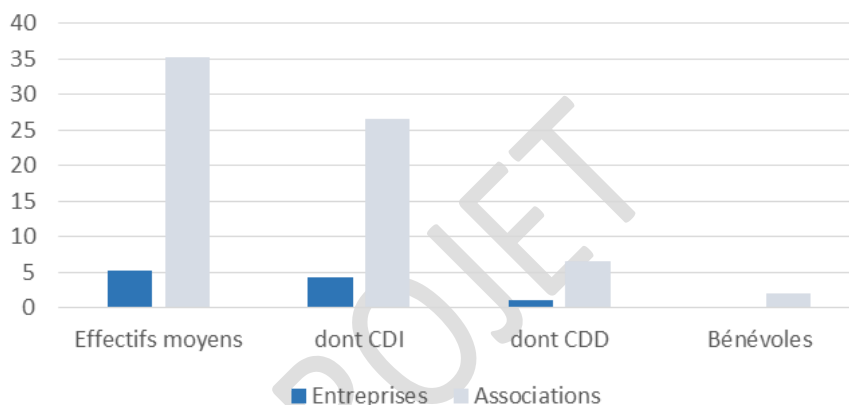
¹⁷ « Etude Silver Economie : identification de la filière en Martinique », juillet 2015

Concernant les acteurs économiques de la filière de la Silver Economy, il est à noter que si les trois EPCI recensent des entreprises de la filière, le Sud en est moins pourvu. La majorité des entreprises « silver économiques » se trouvent au centre de l'île.

Lieux d'implantation des entreprises (%)



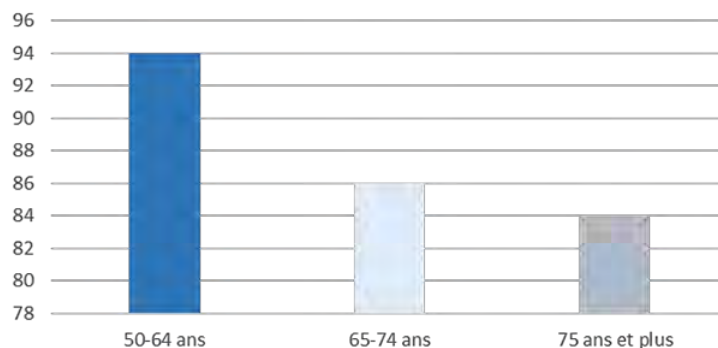
Taille des acteurs de la filière



Source : CCIM, Etudes filière, « La silver économie : identification des acteurs de la filière en Martinique, Septembre 2016.

La clientèle des entreprises de la « Silver Economy » est très largement dominée par une clientèle de particuliers installée en Martinique, les autres clients pouvant être des associations, des entreprises ou des collectivités. Toutes les catégories de seniors sont représentées en termes de tranche d'âge ainsi qu'en termes de degré d'autonomie.

Part des clients selon les classes d'âge (%)



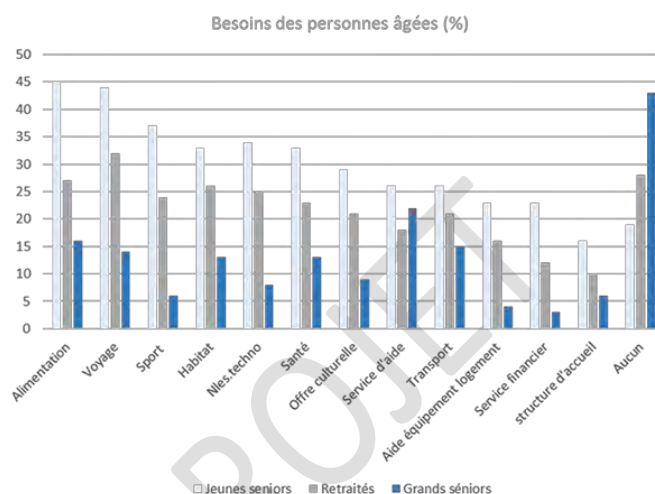
Source : CCIM, Etudes filière, « La silver économie : identification des acteurs de la filière en Martinique, Septembre 2016.

❖ Les seniors consommateurs : des profils de consommation différents selon l'avancée en âge

L'âge peut influencer le comportement de consommation des individus. Si les seniors encore en activité ont un comportement de consommation similaire à celui des 25-44 ans, leurs pratiques évoluent à partir de 65 ans. En effet, les postes de dépenses qui augmentent pour les retraités sont essentiellement l'alimentation, le logement ainsi que les biens et services divers (qui incluent les services de soins personnels). Les postes transports, loisirs et culture diminuent après 65 ans mais restent à un niveau élevé.¹⁸

L'intérêt et les besoins exprimés diminuent avec l'âge et la perte d'autonomie : les **grands seniors** (75 ans et plus) **sont près de la moitié à déclarer ne pas avoir de besoins particuliers**¹⁹, tandis que les boomers (50-64 ans) sont ceux qui expriment les plus grands besoins dans le plus grand nombre de domaines. Selon l'enquête, les attentes des seniors (65-74 ans) en matière de transports portent essentiellement sur les transports en commun : fréquence de passage, tarifs pour les seniors....

Les besoins exprimés par les personnes âgées de 50 ans et plus et les personnes dépendantes ou en perte d'autonomie



Source : CCIM, *Besoins des seniors*, « La silver économie : Besoins des seniors et perspectives d'emplois », CCI Martinique, Septembre 2016.

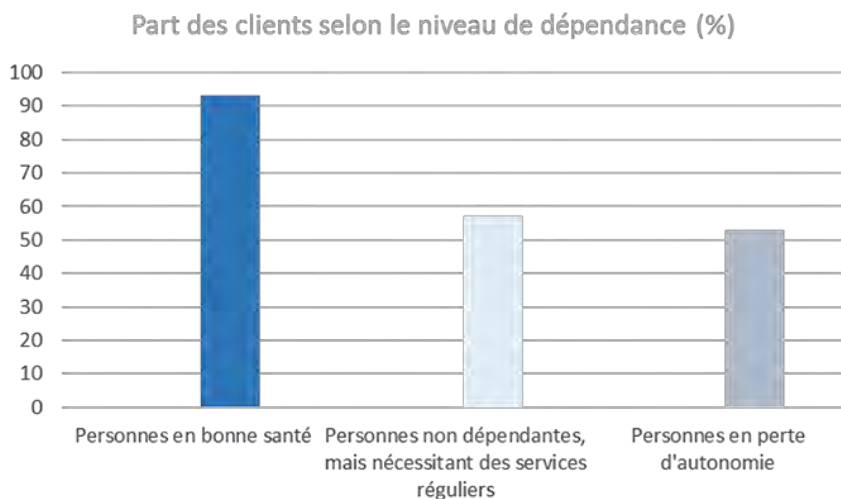
Enquête réalisée auprès de 453 seniors (153 boomers ; 150 retraités ; 150 grands seniors).

Les **besoins exprimés par les personnes âgées de 50 ans et plus et les personnes dépendantes ou en perte d'autonomie sont variables**. Si toutes les classes d'âges seniors ont recours aux biens et services des acteurs de la filière, c'est parmi la classe d'âge des seniors « boomers » que les clients sont le plus nombreux (94 % de la tranche fait appel aux produits, biens et services de la filière). A noter que plus l'âge est avancé, moins les individus de la classe d'âge font appel aux acteurs de la filière.

Plus le niveau de dépendance est prononcé, moins la part de clients de la filière est importante. C'est parmi les personnes se déclarant en bonne santé que la consommation est la plus importante (93%, contre 53% pour les personnes en perte d'autonomie). Il semble que les seniors actifs soient consommateurs de tous les services, alors que les Grands seniors (âgés de 75 ans et plus) paraissent ne faire appel qu'à une offre plus restreinte.

¹⁸ D'après CCIM, Silver Economie – rapport d'étude 2015

¹⁹ Enquête réalisée auprès de 453 seniors (153 boomers, 150 retraités, 150 grands seniors)



Source : CCIM, Etudes filière, « La silver économie : identification des acteurs de la filière en Martinique, Septembre 2016.

❖ Perspectives de la Silver Economie

Selon les projections de la CCI, un **doublement de l'emploi actuel d'ici 2040 est à prévoir** dont près de la moitié des nouveaux emplois seront consacrés aux services à la personne. Des perspectives chiffrées peuvent être établis au regard des différentes études recensées dans le rapport sur la Silver Economie de mai 2015 :

Le potentiel de développement en personnel médical identifié pour les différents personnels agissant dans le secteur est détaillé ci-dessous :

| Secteurs | Nombre de création d'emplois (sur la période) | Source | Hypothèses | Observations |
|---|---|---|--|--|
| Aide à domicile pour les personnes âgées dépendantes | 1 200 (2010-2020) | Antianéchos n°25 (2012) | Constance des taux de recours actuels aux professionnels et du temps moyen passé par ceux-ci au domicile des personnes âgées dépendantes | Postes d'aide-ménagère et d'auxiliaire de vie |
| Hébergement pour personnes âgées dépendantes | 200 (2010-2020) | Antianéchos n°25 (2012) | 0,5 ETP par place d'hébergement 400 places supplémentaires nécessaires sur la période | Aides-soignants et agents de service hospitalier |
| Construction de logements neufs | 20 000 (2015-2030) | INSEE-DEAL (2014) / Traitement V.E.V Consulting | 1,2 ETP par logement 2 200 logements par an, dont une partie due au vieillissement de la population | |
| Adaptation / rénovation de logements pour les personnes âgées | 2 250 (2015-2030) | V.E.V Consulting | 18 emplois (4,5 ETP an) par million d'euros de travaux 33 millions par an investis | |
| Commerce de proximité (Densification du réseau des épiceries et supérettes) | 2 000 (période non spécifiée) | étude AFD-CCIM (2013) | N.D. | |

Certains secteurs sont retenus comme prioritaires au travers des différentes études ou documents des collectivités²⁰. Elles peuvent être synthétisées par le tableau suivant²¹

Potentiel de développement en personnel médical et effectifs de l'offre générale au sein de la CCIM

| Catégorie de personnel | 2008 | 2010 | 2015 | 2020 |
|---|------|------|------|------|
| Personnel de direction | 45 | 47 | 54 | 62 |
| Personnel des services généraux | 92 | 98 | 112 | 128 |
| Personnel d'encadrement | 10 | 11 | 12 | 14 |
| Personnel éducatif, social et d'animation | 46 | 49 | 56 | 63 |
| Personnel médical et paramédical | 32 | 34 | 39 | 44 |
| Infirmière DE | 73 | 77 | 89 | 101 |
| Aide soignant | 234 | 248 | 284 | 323 |
| Agent de service hospitalier | 216 | 229 | 261 | 298 |
| Ensemble | 747 | 793 | 907 | 1034 |

Source : Enquête Ehpa 2007

²⁰ Plan d'actions de développement de Martinique (PADM 2013-2014), le Programme opérationnel Convergence 2014-2020, la Stratégie de spécialisation intelligente (S3 : Smart Specialization Strategy) comme travail préparatoire au PO, la Stratégie régionale de l'innovation (SRI 2013), le Schéma d'aménagement régional (SAR 2015) et les stratégies de développement territoriale et les schémas de cohérence territoriale (SCOT) des communautés d'agglomération

²¹ CCIM Silver Economie Rapport d'étude mai 2015

| Vallée |  |  | Interfaces avec la Silver Économie | Stratégie de développement |
|--|---|---|--|--|
| Logement, construction et écoconstruction | Vieillesse de la population, déshabitation, performance énergétique du bâti, construction parasismique | Secteur fortement dépendant de la commande publique, comportement législatif des majors nationaux | Adaptation des logements (PMR) | Réalisation de travaux d'intérêt régional : infrastructures routières, ZAE, mise aux normes parasismiques des bâtiments publics, accessibilité handicapés, logements sociaux |
| Économie numérique | Nombreux ingénieurs TIC Martiniquais, Fertilisation croisée des secteurs : e-Tourisme, e-learning, e-santé | Concurrence internationale dématérialisée, Secteur atomisé | Domotique, téléassistance, vente à distance | Deployment du haut débit et formation des personnes et autres secteurs d'activités aux usages des TIC |
| Agro-transformation | Savoir-faire, potentiel important pour les activités de transformation de produits locaux (fruits et légumes) dans un contexte d'engouement pour les produits de qualité (produits biologiques, diététiques, labellisés...) | Forte concurrence de produits importés, même sur les produits alimentaires artisanaux | Désir d'alimentation saine des seniors | Intégration des TIC dans les processus de production, vulgarisation des process qualité sécurité environnement, développement des circuits courts de commercialisation |
| Valorisation de la biodiversité végétale et marine | Biodiversité riche de la Martinique | Secteur émergent, marché de niches où les investisseurs hésitent à prendre position | Pharmacopée traditionnelle et cosmétique pour seniors en valorisant les produits locaux | ZAE, Parc d'innovations Partenariat public-privé pour réaliser les investissements à externalités positives |
| Services à la personne (SAP) | Vieillesse de la population | Demande peu solvable | SAP en direction des personnes âgées | Professionnalisation des acteurs Dispositifs de validation et de reconnaissance des compétences |
| Tourisme et développement culturel | Économie des loisirs, Capital naturel et culturel de la Martinique | Image de la destination et forte concurrence par les prix des pays voisins | Tourisme gris Desirs de loisirs des jeunes seniors et jeunes retraités, disposant de temps libre | Diversification de l'offre, notamment en lien avec le tourisme culturel |
| Nautisme | Positionnement géographique et savoir-faire : voilerie, électronique embarquée... | Forte concurrence des pays voisins | Attraction de plaisanciers seniors à haut pouvoir d'achat | Labellisation de type Odyssée Construction de marinas et ports à sec |
| Transport | Autorité organisatrice des transports unique (AOTU) créée en 2015 | Congestion routière Problématique du dernier kilomètre | Transport à la demande | Développement du transport collectif Facilitation du transport à la demande |

Près de la moitié des entreprises identifiées comme étant actrices de la « Silver Économie » envisage de proposer davantage de services ou produits adaptés aux besoins des seniors dans les prochaines années. Les projets de développement concernent principalement le domaine de la santé.

Un tiers des entreprises interrogées identifient un besoin de formation, principalement la formation des auxiliaires de vie ou les formations autour des maladies affectant particulièrement les personnes âgées et la pharmaceutique. Un peu moins de la moitié des acteurs envisageant à se développer dans la Silver Économie sont prêts à recruter pour cela.

Néanmoins, un certain nombre de freins sont identifiés par les acteurs pour le développement de la Silver Économie, et en particulier des freins d'ordre financier (insuffisance de fonds). Dans une moindre mesure sont également cités la faiblesse du pouvoir d'achat de la clientèle, la mauvaise connaissance des produits et services de la Silver économie ou encore des enjeux de financement, de contexte économique ou de poids des charges.

Ces difficultés font écho aux enjeux soulevés par le contrat de filière national (2013). Des freins spécifiques à la Martinique s'ajoutent à ceux-ci à savoir l'étroitesse du territoire, son ultra-périphéricité et la prépondérance des risques naturels. De plus, les entreprises martiniquaises ont généralement faiblement recours aux TIC.

Le rapport de la CCIM sur la Silver Economie met en évidence les leviers actionnables identifiés par les acteurs interrogés. Une majorité d'entre eux expriment des besoins d'accompagnement, et notamment un besoin de conseil en financement ou en gestion et développement.

PROJET

PARTIE 2 : Plan d'actions 2018-2023

Synthèse des fiches actions

| Axes stratégiques | Objectifs | Libellés actions |
|---|--|--|
| Axe 1 : Rendre la société martiniquaise plus inclusive pour préserver et développer l'autonomie de tous. | <i>Objectif 1 : Conforter la coordination des acteurs et l'articulation des politiques de prévention de la perte d'autonomie.</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n° 1 : Renforcer la coordination des acteurs et l'articulation des plans de prévention de la perte d'autonomie dans le cadre de la Conférence des financeurs : favoriser son évolution vers les personnes en situation de handicap. |
| | <i>Objectif 2 : Affiner le repérage des personnes âgées ou en situation de handicap isolées et vulnérables.</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n°2 : Définir des outils et des critères de repérage partagés |
| | <i>Objectif 3 : Engager une réflexion sur le développement de solutions de mobilité pour les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap.</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n°3 : Favoriser la réalisation d'études à l'échelle du territoire sur les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. |
| | <i>Objectif 4 : Rendre accessible l'information pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n°4 : Mettre en œuvre du transport à la demande. • Fiche action n°5 : Améliorer l'accessibilité des services publics aux publics âgés et en situation de handicap. • Fiche action n°6 : Adapter les supports d'informations à l'endroit des publics cibles. |
| Axe 2 : Faciliter les parcours de vie pour maintenir l'autonomie | <i>Objectif 5 : Mobiliser les acteurs autour de la mise en œuvre des préconisations de la démarche « une réponse accompagnée pour tous » et notamment du dispositif d'orientation permanent.</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n° 7 : Poursuivre la mise en œuvre de la réponse accompagnée pour tous. |
| | <i>Objectif 6 : Optimiser l'orientation des publics à travers une coordination renforcée des acteurs</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n° 8 : Réaliser une étude de faisabilité de la mise en place d'une Maison territoriale de l'autonomie (MTA). • Fiche action n° 9 : Former les relais de proximité pour améliorer l'accompagnement des publics. • Fiche action n° 10 : Mettre en place une plateforme d'interconnaissances et sensibiliser les professionnels sur l'offre locale pour structurer un parcours d'accès aux informations et d'orientation. |
| Axe 3 : Renforcer l'accompagnement au domicile et l'aide aux aidants | <i>Objectif 7 : Accompagner la structuration du secteur de l'aide à domicile.</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n° 11 : Structurer le secteur de l'aide à domicile et réaliser une étude d'opportunité sur le déploiement de CPOM. |
| | <i>Objectif 8 : Optimiser et développer le recours et l'accès aux solutions de répit.</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n° 12 : Accompagner l'évolution de l'offre : accueil de jour, d'hébergement temporaire et autres solutions innovantes. |
| | <i>Objectif 9 : Développer et optimiser le recours et l'accès aux solutions de répit.</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n° 13 : Développer l'offre de SAVS et SAMSAH. • Fiche action n° 15 : Former les professionnels de tous secteurs à une meilleure connaissance du handicap psychique. |

| Axe stratégiques | Objectifs | Libellés actions |
|---|--|---|
| Axe 4 : Diversifier et développer des solutions innovantes d'accueil et d'hébergement. | <i>Objectif 11 : Développer des solutions innovantes de logements intermédiaires et inclusives, entre le domicile et l'établissement.</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n° 16 : Réaliser une étude visant à définir un modèle martiniquais d'habitat intergénérationnel. |
| | <i>Objectif 12 : Augmenter l'offre et les services en foyer de vie ou foyer occupationnel pour les personnes en situation de handicap.</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n° 17 : Lancer les appels à projets pour des foyers de vie ou foyers occupationnels en tenant compte des secteurs sous-dotés. |
| | <i>Objectif 13 : Diversifier et développer l'offre de prise en charge spécialisée pour répondre aux besoins spécifiques</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n° 18 : Créer une offre innovante de prise en charge des personnes handicapées vieillissantes. • Fiche action n° 19 : Favoriser la médicalisation des petites unités de vie existantes. |
| Axe 5 : Anticiper les évolutions socio-économiques pour préserver l'autonomie | <i>Objectif 14 : Accompagner la structuration d'une filière économique</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n° 20 : Favoriser l'animation territoriale pour sensibiliser les acteurs martiniquais au développement de la filière. • Fiche action n° 21 : Développer la formation des acteurs publics et privés. |
| | <i>Objectif 15 : Faciliter la mobilisation des services en faveur de l'adaptation des logements</i> | <ul style="list-style-type: none"> • Fiche action n° 22 : Promouvoir l'adaptation et l'accessibilité des logements, notamment par la domotique. |

Axe stratégique 1 : Préserver et développer l'autonomie de tous pour rendre la société martiniquaise plus inclusive

Objectif 1 : Conforter la coordination des acteurs et l'articulation des politiques de prévention de la perte d'autonomie

| | |
|---|---|
| Axe stratégique n°1 : Préserver et développer l'autonomie de tous pour rendre la société martiniquaise plus inclusive | |
| Objectif 1 : Conforter la coordination des acteurs et l'articulation des politiques de prévention de la perte d'autonomie | |
| Action 1 : Renforcer la coordination des acteurs et l'articulation des plans de prévention de la perte d'autonomie dans le cadre de la Conférence des financeurs : favoriser son évolution vers les personnes en situation de handicap | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> La Martinique connaît un taux de dépendance très élevé : 22 % des bénéficiaires de l'APA (1 973 personnes) sont fortement dépendants (GIR 1 et 2). Les taux de dépendance des personnes âgées observés sont supérieurs à ceux observés en France Métropolitaine, quel que soit l'âge considéré. Les taux de dépendance augmentent fortement après 85 ans. Par ailleurs, de 2007 à 2030, le nombre de personnes dépendantes âgées de 85 à 89 ans va doubler tandis que le nombre de personnes dépendantes de plus de 90 ans va tripler. En Martinique en 2008, 73 000 personnes sont en situation de handicap, soit 18 % de la population. 6 % ont un handicap reconnu. Plus de la moitié d'entre elles sont âgées de 50 ans et plus. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>La Conférence des Financeurs de la prévention de la perte d'autonomie est une instance de coordination mise en œuvre par la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV) et qui vise à établir un diagnostic des besoins des personnes de plus de 60 ans sur le territoire départemental, recenser les initiatives locales et définir un programme coordonné de financement des actions individuelles et collectives de prévention.</p> <p>L'instance réunit en Martinique (depuis 2017) les acteurs engagés dans la prévention de la perte d'autonomie des publics âgés. Ces acteurs sont pour la plupart également investis dans le champ du handicap</p> <p>⇒ Faire évoluer la conférence des financeurs de Martinique, espace privilégié d'échanges et de coordination, vers la prise en compte renforcée des personnes handicapées.</p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM | <ul style="list-style-type: none"> ARS CGSS UDCCAS et CCAS Mutuelles Caisses de retraite Tout autre acteur associatif porteur d'actions de prévention |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Personnes âgées de plus de 60 ans (cadre de la Conférence des financeurs) Personnes handicapées | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <p>1) Poursuivre le développement de la Conférence des Financeurs</p> <ul style="list-style-type: none"> Finaliser une feuille de route pour la Conférence des Financeurs, ligne stratégique de la CTM en matière de prévention de la perte d'autonomie Réaliser un bilan des actions mises en œuvre chaque année dans le cadre de la Conférence des financeurs en mobilisant les porteurs d'action <p>2) Etudier l'évolution possible de l'instance vers les personnes handicapées</p> | |

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Définir avec les membres de l'instance en place l'évolution attendue pour favoriser son développement vers les personnes handicapées : identification d'un sens partagé, de modalités d'intervention communes, de projets précis, etc. • Prendre l'attache de la CNSA pour déterminer les conditions de bonne réalisation de cette évolution • Structurer précisément ces nouvelles modalités d'intervention auprès des personnes en situation de handicap, notamment en formalisant un document de cadrage spécifique, définissant les moyens, les objectifs, les acteurs, etc. à mobiliser |
| Niveau de priorité |
| <ul style="list-style-type: none"> • Niveau de priorité 1 (2018-2019) |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi |
| <p>Nombre de projets reçus dans le cadre des appels à projet de la Conférence des financeurs et évolution</p> <p>Nombre d'actions financées dans le cadre de la Conférence des financeurs et évolution</p> <p>Nombre de personnes en situation de handicap ayant bénéficié d'une action financée par la Conférence des financeurs et évolution</p> |

PROJET

Objectif 2 : Affiner le repérage des personnes âgées ou en situation de handicap isolées et vulnérables

| | |
|--|---|
| Axe stratégique n°1 : Préserver et développer l'autonomie de tous pour rendre la société martiniquaise plus inclusive | |
| Objectif 2 : Affiner le repérage des personnes âgées ou en situation de handicap isolées et vulnérables | |
| Action 2 : Définir des outils et des critères de repérage partagés | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> En Martinique en 2008, 73 000 personnes sont en situation de handicap, soit 18 % de la population. 6 % ont un handicap reconnu. Plus de la moitié d'entre elles sont âgées de 50 ans et plus. On compte 17 488 ménages de plus de 80 ans en Martinique, dont 37,9 % d'entre eux sont des personnes qui vivent seules. Ces publics vivent dans de l'habitat diffus, renforçant leur isolement ainsi que la difficulté de leur repérage et donc, <i>in fine</i>, leur accompagnement. Le score de fragilité de l'Observatoire des fragilités est par ailleurs particulièrement élevé au nord de l'île. Un réseau gérontologique intervient en appui des professionnels de soins de premier recours pour des personnes âgées de 75 ans et plus en situation de fragilité. Des documents structurants ont pu être établis à l'échelle de certaines communes (par exemple, le schéma gérontologique communal de Schœlcher 2013-2017), visant notamment une meilleure évaluation des besoins des retraités et un repérage à domicile des personnes âgées fragiles Plusieurs initiatives existent, visant à lutter contre l'isolement sur le territoire comme par exemple, la plateforme d'écoute téléphonique « allo bonjour » créée en 2015 à Schœlcher. Le CCAS de Schœlcher est d'ailleurs signataire de la charte MONALISA depuis le 6 janvier 2016. L'association Saint-Vincent-de-Paul a, par ailleurs, initiée la mise en œuvre de MONALISA sur une partie du territoire martiniquais. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>La fragilité est une notion complexe supposant un travail de définition : des projets de recherche pour cerner les critères définissant une situation de fragilité sont conduits sur le territoire. L'isolement est un facteur essentiel de la fragilité. D'autres critères peuvent contribuer à cette définition, en particulier le niveau de ressources ou le niveau d'exposition aux risques naturels du territoire. Ceux-ci sont en effet à prendre en considération, touchant toute la population mais pouvant rendre les personnes âgées particulièrement vulnérables.</p> <p>Cette définition de la fragilité doit être partagée : un outil de repérage ne peut être efficace que si les acteurs pouvant intervenir auprès des publics cibles se l'approprient pour avoir un langage commun en vue d'une mobilisation optimisée.</p> <p>⇒ <u>Disposer d'outils de repérage partagés et renforcer la dynamique de lutte contre l'isolement des personnes âgées à l'échelle du territoire (type démarche MONALISA (Mobilisation Nationale contre l'Isolement des Agés).</u></p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM | <ul style="list-style-type: none"> ARS MAIA CGSS UDCCAS, CCAS et communes ESSMS Secteur sanitaire (dont URPS et URML) Signataires de la charte MONALISA Associations du territoire (Association Saint-Vincent-de-Paul, AMDOR...) Membres de la Conférence des financeurs |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Personnes âgées en perte d'autonomie | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |

| | |
|--|---------------------------|
| <p>1) Elaborer une grille martiniquaise commune de repérage des fragilités</p> <ul style="list-style-type: none"> • S'appuyer sur les projets de recherche menés en Martinique visant à évaluer le nombre de personnes de plus de 65 ans fragiles en Martinique • Associer à cette élaboration les acteurs du territoire en s'appuyant sur l'ensemble des travaux ayant déjà pu être réalisés afin de favoriser, à terme, une meilleure appropriation de l'outil • Elaborer la grille de repérage des fragilités pour qu'elle soit utilisable par l'ensemble des professionnels et acteurs de proximité intervenant auprès du public en perte d'autonomie • Lier ces travaux sur le repérage des fragilités aux documents existants, en particulier le dispositif de suivi des personnes âgées vulnérables des CCAS, permettant ainsi un repérage des personnes susceptibles d'avoir besoin d'une évacuation d'urgence en cas de catastrophe naturelle. Veiller à une utilisation systématique de ces outils par les CCAS et à leur mise à jour régulière. <p>2) Diffuser cet outil et en favoriser l'appropriation par les acteurs de proximité (MAIA, CGSS, caisses de retraites, acteurs de terrain...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur la base d'une stratégie de déploiement élaborée au préalable, développer une information voire une sensibilisation/formation renforcée de certains acteurs identifiés comme clés sur le territoire (par exemple facteurs, SAAD, médecins généralistes, SSIAD...) • Solliciter les acteurs de terrain (associations notamment) pour un retour d'expérience sur l'utilisation de l'outil afin d'en dresser un bilan à fréquence et apporter les éventuelles modifications nécessaires. <p>3) Renforcer la communication autour du dispositif MONALISA comme outil de repérage et soutenir financièrement les actions de lutte contre l'isolement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elaborer un plan de communication pour toucher l'ensemble des associations du territoire sur le dispositif MONALISA, notamment en s'appuyant sur les ressources disponibles nationalement (documents de communication) • Apporter un soutien financier aux projets visant la lutte contre l'isolement, en soutenant les associations impliquées dans la démarche MONALISA • Inscrire dans le plan d'actions de la Conférence des financeurs la lutte contre l'isolement des personnes en perte d'autonomie à travers MONALISA pour légitimer ce dispositif et en assurer sa mise en œuvre • Engager, au niveau de la CTM, une réflexion sur l'animation d'un réseau des acteurs impliqués dans la démarche MONALISA | <p>Niveau de priorité</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> • Niveau de priorité 1 (2018-2019) | |
| <p>Indicateurs d'évaluation et de suivi</p> | |
| <p>Nombre de réunions multi-partenariales organisées pour la définition d'un outil de repérage Formalisation d'un outil de repérage des fragilités partagé Nombre d'acteurs martiniquais utilisant l'outil de repérage Réalisation d'un bilan de l'utilisation de l'outil (dont indicateurs qualitatifs sur le niveau d'appropriation par les différents acteurs) Nombre d'actions de communication autour de MONALISA Nombre d'acteurs du territoire signataires de la charte MONALISA Nombre de projets de lutte contre l'isolement recensés dans le cadre de la Conférence des financeurs Montant total dédié au soutien des projets de lutte contre l'isolement (dont Conférence des financeurs)</p> | |

| | |
|--|--|
| Axe stratégique n°1 : Préserver et développer l'autonomie de tous pour rendre la société martiniquaise plus inclusive | |
| Objectif 2 : Affiner le repérage des personnes âgées ou en situation de handicap isolées et vulnérables | |
| Action 3 : Favoriser la réalisation d'études à l'échelle du territoire sur les personnes âgées et les personnes en situation de handicap | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> Plusieurs acteurs locaux réalisent des études et produisent des données sur le territoire, dont l'OSM (Observatoire social de Martinique), l'ADUAM (Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de la Martinique), la CGSS (avec l'Observatoire des fragilités), la direction régionale de l'INSEE... La Plateforme d'Observation Sociale et Sanitaire (POSS) de Martinique réunit les partenaires impliqués dans l'observation sociale du territoire. Elle permet un partage des données entre acteurs et un échange autour des problématiques rencontrées par les populations. Elle réunit associations, observatoires locaux, collectivités territoriales, services de l'Etat, acteurs du soin, représentants des professionnels et des usagers... Pour autant, les données mobilisables pour mieux comprendre et donc accompagner les personnes en perte d'autonomie sont limitées, de nombreux domaines et thématiques n'étant pas enquêtés ou de façon trop peu régulière. Les acteurs locaux ont un besoin de données plus précises et actualisées sur les personnes âgées et/ou handicapées du territoire. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>Une meilleure connaissance partagée des problématiques du territoire favorise un travail partenarial à l'échelle du territoire et la réalisation d'actions conjointes plus efficaces car partant de diagnostics plus précis</p> <p>Une dynamique partenariale peut faciliter également des financements partagés pour la réalisation de ce type d'études (en lien avec la Conférence des financeurs notamment)</p> <p>⇒ Renforcer l'appui de la CTM pour la réalisation d'études spécifiques visant à mieux caractériser les besoins des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.</p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM DJSCS (en tant qu'animateur de la POSS) | <ul style="list-style-type: none"> Observatoires du territoire : OSM, direction régionale de l'INSEE, ADUAM, CGSS... Partenaires institutionnels participant à la Plateforme d'Observation Sociale et Sanitaire ARS MMPH |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Personnes âgées et personnes handicapées | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> Poursuivre le soutien de la CTM aux initiatives partenariales contribuant à une meilleure connaissance partagée du territoire, notamment en mobilisant des moyens (financiers, humains, techniques, ...) accessibles aux porteurs de projet(s) Contribuer à la diffusion des études dans le champ du vieillissement et du handicap (communication sur le site de la CTM, diffusion auprès des acteurs locaux...) Animer, avec la Plateforme d'Observation Sociale et Sanitaire, le partenariat autour de la « recherche » en lien avec les personnes en perte d'autonomie, notamment en identifiant les thématiques prioritaires sur lesquelles la réalisation d'études serait pertinente pour la CTM (par exemple dans le cadre de la Plateforme d'Observation Sociale et Sanitaire) | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 2 (2018-2023) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <ul style="list-style-type: none"> Nombre de participations de la CTM à des réunions partenariales concernant l'observation sociale Nombre de rencontres de la CTM avec les acteurs de l'observation sur le territoire (OSM, INSEE, ADUAM, CGSS...) Nombre d'études réalisées sur le territoire relayées par la CTM Nombre d'études sur les personnes âgées et les personnes handicapées auxquelles la CTM a contribué (partage de données ou bien financements) | |

Objectif 3 : Engager une réflexion sur le développement de solutions de mobilité pour les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap

| | |
|---|--|
| Axe stratégique n°1 : Préserver et développer l'autonomie de tous pour rendre la société martiniquaise plus inclusive | |
| Objectif 3 : Engager une réflexion sur le développement de solutions de mobilité pour les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap | |
| Action 4 : Mettre en œuvre du transport à la demande | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> Des interventions permettent le développement de l'accessibilité des personnes en perte d'autonomie dans le champ des transports (réseau Mozaïk, développement des entreprises de transports des PMR, transport à la demande, ...) D'après l'enquête Insee Martinique de septembre 2016, parmi les personnes en situation de handicap <ul style="list-style-type: none"> 33 % conduisent régulièrement une automobile. 8 % indiquent avoir des difficultés à utiliser les transports en communs. 10 % sont dans l'impossibilité de les utiliser. 9 % n'ont pas ou peu de transport en commun à leur disposition. Néanmoins, la mobilité est un enjeu d'importance sur le territoire martiniquais pour les habitants et a fortiori pour les personnes âgées et/ou souffrant de handicap. Ce défi qu'est la capacité à se déplacer impacte particulièrement les personnes en perte d'autonomie et renforce leur isolement. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| ⇒ Permettre, pour tout type de motifs, aux personnes confrontées à un manque de mobilité de se déplacer en créant un dispositif de transport à la demande | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM | <ul style="list-style-type: none"> CCAS et UDCCAS Intercommunalités CGSS Mutuelles Transporteurs agréés Associations ESMS |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Personnes âgées et personnes handicapées (ainsi que leurs aidants) | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> Définir – en lien avec les EPCI ayant développé une compétence en matière de déplacements - un cahier des charges pour la mise en œuvre de transport à la demande (quels bénéficiaires ? sous quelles conditions ? quelle prise en charge ? quels transporteurs agréés ?). Il est à noter que d'autres départements ont mis en place de tels dispositifs (Guadeloupe notamment), il serait intéressant de s'en rapprocher pour mieux calibrer le dispositif à mettre en place sur le territoire martiniquais Suite à la mise en œuvre de l'offre, informer et communiquer sur l'existence de l'offre auprès des publics cibles (site internet, via partenaires relais, ...) Construire des partenariats avec les ESSMS ou les associations pour permettre de lier prestation d'accompagnement et prestation de transport à la demande, individuelle ou collective | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 2 (2018-2023) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| Nombre de bénéficiaires du transport à la demande et évolution Nombre de partenariats signés | |

| | |
|--|--|
| Axe stratégique n°1 : Préserver et développer l'autonomie de tous pour rendre la société martiniquaise plus inclusive | |
| Objectif 3 : Engager une réflexion sur le développement de solutions de mobilité pour les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap | |
| Action 5 : Améliorer l'accessibilité des services publics aux publics âgés et en situation de handicap | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> Des interventions ont permis le développement de l'accessibilité notamment par la diffusion d'un guide à l'attention des organisateurs regroupant les critères à prendre en compte (DEAL en 2013) informant des normes et règlements d'accessibilité et à l'attention des collectivités (2014). Néanmoins, les aménagements urbains ne répondent pas suffisamment aux besoins de mobilité (trottoirs, parcours sonores...). La diversité des types de handicap est également insuffisamment prise en compte (ex. difficulté pour les personnes en situation de handicap psychique d'utiliser les transports en commun aux heures de pointe...). L'exiguïté des voiries et des trottoirs existants, qu'ils soient publics ou privés et la vétusté de certains bâtiments existants (E.R.P.) sont des freins à l'accessibilité. Outre la question de l'accessibilité physique des services existants pour les personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie, la question de l'accessibilité recouvre également l'enjeu du temps et de la facilité d'accès géographique des services (existence de transports publics ? localisation et répartition géographique de l'offre ? ...), mais aussi le coût du service. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>Depuis 2005 (loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées), la loi affirme le principe d'accessibilité généralisée.</p> <p>Par ailleurs, la loi NOTRe a rendu obligatoire la réalisation d'un Schéma d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP) pour une durée de 6 ans, par les départements. Le schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public doit permettre d'évaluer l'offre proposée, son développement nécessaire, les besoins émergents de la population et d'envisager de nouvelles solutions de services, de manière prospective. Il doit constituer un projet de territoire partagé et réalisé au bénéfice des populations. Le schéma d'amélioration doit également viser au renforcement de l'offre de services et à la mutualisation entre plusieurs intercommunalités en cas de déficit de services de proximité.</p> <p>⇒ Réaliser un schéma d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP)</p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM Préfecture | <ul style="list-style-type: none"> EPCI et communes Partenaires institutionnels de la CTM et de la Préfecture (ARS, CCIM, Education nationale, Pôle Emploi, CGSS...) |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Personnes âgées et personnes handicapées Plus généralement, tous les Martiniquais usagers des services publics | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> Dans le cadre des travaux pour élaborer le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public, inclure particulièrement la question de l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap et les personnes âgées. En fonction des résultats du diagnostic, définir un plan de développement d'une durée de six ans comportant d'une part, des objectifs quantitatifs et qualitatifs de renforcement de l'accessibilité des services au public et, d'autre part, des mesures permettant d'atteindre ces objectifs – étudier la possibilité de mettre en place des Maisons de Services au Public (MSAP) sur les infra-territoires Organiser des temps d'information et de sensibilisation à la question de l'accessibilité pour les personnes âgées et les personnes handicapées et d'information à destination de l'ensemble des acteurs concernés sur le territoire (<i>en lien avec l'action 6</i>). Porter une attention particulière à la question du handicap psychique pour favoriser l'accessibilité des services à ce public. | |

| |
|---|
| 3) Créer et faire vivre un réseau de conseil en accessibilité, mobilisable pour des aménagements publics et privés, réunissant des architectes, des ergothérapeutes et des techniciens martiniquais. |
| Niveau de priorité |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 2 (2018-2023) |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi |
| Rédaction du schéma d'accessibilité des services aux publics Nombre d'actions du schéma d'accessibilité visant les personnes âgées et les personnes handicapées Nombre de sensibilisation et formation réalisées sur le sujet |

PROJET

Objectif 4 : Rendre accessible l'information pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap

| | |
|---|--|
| Axe stratégique n°1 : Préserver et développer l'autonomie de tous pour rendre la société martiniquaise plus inclusive | |
| Objectif 4 : Rendre accessible l'information pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap | |
| Action 6 : Adapter les supports d'informations à l'endroit des publics cibles | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> Le CLIC « Espace Senior » de la CTM, situé à Fort-de-France, joue un rôle d'information et d'orientation pour les personnes âgées et leur entourage. Les CCAS et autres acteurs institutionnels (MMPH, etc.) peuvent également apporter un certain niveau d'information aux personnes en demande. Une information plus précise peut être apportée sur certaines thématiques par des acteurs plus spécialisés (par exemple la plateforme de répit des aidants créée en 2013 joue ce rôle d'information sur l'offre existante) Cependant, l'offre d'information accessible sur le territoire, même si elle est conséquente, reste diffuse, pas toujours visible et/ou lisible pour les publics cibles et leurs aidants. De plus, l'information et ses modalités de mobilisation ne sont pas toujours adaptées (sur la forme comme sur le fond) aux publics à qui elle est destinée (ex : dématérialisation renforcée) | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>L'information est indispensable pour favoriser un meilleur recours des usagers aux différentes prestations existantes : la question de l'information est étroitement liée à la celle de l'orientation et suppose un travail partenarial renforcé.</p> <p>⇒ <u>Proposer une information complète et homogène sur l'ensemble du territoire, également accessible à tous les publics via des canaux adaptés</u></p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM (service communication) | <ul style="list-style-type: none"> ARS CLIC MMPH CCAS et communes MAIA PTA / PAERPA Représentants d'usagers Tout acteur pouvant informer ou orienter le public |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Personnes âgées et personnes handicapées, potentiellement isolées ou éloignées de l'information | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> Centraliser les informations pertinentes en fonction des publics et veiller à leur actualisation Décliner les supports de communication en fonction des typologies de publics (Communication digitale, traduction en braille et audio, Information rédigée, information et communication radiophonique, spots télévisuels, outils, formulaires, brochures dématérialisées, etc.) | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 2 (2018-2023) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <p>Nombre de mises à jour du site internet de la CTM</p> <p>Nombre de formulaires et documents traduits pour les handicaps visuels/auditifs</p> <p>Nombre d'acteurs adoptant la charte de bonnes pratiques en matière de communication</p> | |

Axe stratégique 2 : Faciliter les parcours de vie pour maintenir l'autonomie

Objectif 5 : Mobiliser les acteurs autour de la mise en œuvre des préconisations de la démarche « une réponse accompagnée pour tous » (RAPT) et notamment du dispositif d'orientation permanent

| Axe stratégique n°2 : Faciliter les parcours de vie pour maintenir l'autonomie | |
|---|--|
| Objectif 5 : Mobiliser les acteurs autour de la mise en œuvre des préconisations de la démarche « une réponse accompagnée pour tous » et notamment du dispositif d'orientation permanent | |
| Action 7 : Poursuivre la mise en œuvre de la réponse accompagnée pour tous | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> En Martinique en 2008, 73 000 personnes sont en situation de handicap, soit 18 % de la population. 6 % ont un handicap reconnu. Plus de la moitié d'entre elles sont âgées de 50 ans et plus et la dépendance croît avec l'âge. On compte 2 626 bénéficiaires de l'ACTP et de la PCH (enfants et adultes) au 31 décembre 2016, soit près de 7 bénéficiaires pour 1 000 habitants (6 en 2014). Le taux d'allocataires de l'AAH et l'AAEH est supérieur à la moyenne nationale La mise en place de l'outil « Via Trajectoire » en lien avec l'ARS permet un accompagnement des publics vers les structures les mieux adaptées. Néanmoins, des ruptures surviennent dans les parcours des personnes handicapées : elles peuvent souvent être dues à un défaut de coordination entre acteurs. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>Le rapport Piveteau « Zéro sans solution » a posé les bases d'une démarche de réponse accompagnée pour tous. Cette démarche vise à garantir à toute personne en situation de handicap un parcours de vie sans rupture, à savoir leur donner accès à l'ensemble des actions destinées à rendre agréable son environnement (scolarisation, prévention de la désinsertion professionnelle, réinsertion, logement). Cette démarche suppose une collaboration renforcée des acteurs à travers un partenariat structuré.</p> <p>La démarche de réponse accompagnée pour tous se traduit notamment par le dispositif d'orientation permanent et la création du plan d'accompagnement global (PAG) en cas d'inadaptation des réponses ou d'indisponibilité d'une offre satisfaisante pour répondre aux besoins de la personne.</p> <p>⇒ Mettre en œuvre la démarche de Réponse Accompagnée pour tous en 2018</p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM ARS MMPH | <ul style="list-style-type: none"> ESMS Associations de représentants d'utilisateurs |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Personnes handicapées | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> 1) Définir le pilotage de la réponse accompagnée pour tous en Martinique : formaliser un plan d'action présentant les différents chantiers de déploiement à l'échelle du territoire ainsi que l'instance inter-partenaire pilotant ce déploiement 2) Définir le processus du dispositif d'accompagnement permanent de la MMPH (définition des PAG et réunions des GOS) 3) Permettre le déploiement d'une réponse territorialisée en associant l'ensemble des acteurs du territoire, par exemple via la signature d'une convention territoriale 4) Encourager la création d'une dynamique d'accompagnement et de soutien par les pairs, en nommant un pilote et en définissant les attendus 5) Accompagner le changement de pratiques de l'ensemble des acteurs concernés (information, formation) 6) Mettre en œuvre le système d'information relatif aux orientations en ESMS | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 1 (2018) | |

| Indicateurs d'évaluation et de suivi |
|--|
| Rédaction d'une feuille de route pour le pilotage de la Réponse Accompagnée |
| Nombre de réunions de l'instance de pilotage de la Réponse Accompagnée |
| Nombre de PAG et de GOS réunis |
| Signature d'une convention territoriale |
| Nombre d'actions développées en faveur de la pair-aidance |
| Nombre de formations réalisées impliquant une expertise d'usage |
| Nombre de réunions d'informations et nombre de formations visant à accompagner l'évolution des pratiques |

PROJET

Objectif 6 : Optimiser l'orientation des publics à travers une coordination renforcée des acteurs concernés

| | |
|---|--|
| Axe stratégique n°2 : Faciliter les parcours de vie pour maintenir l'autonomie | |
| <i>Objectif 6 : Optimiser l'orientation des publics à travers une coordination renforcée des acteurs concernés</i> | |
| Action 8 : Réaliser une étude de faisabilité de la mise en place d'une Maison territoriale de l'autonomie (MTA) | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> La MMPH est une structure bien identifiée par les acteurs locaux. Elle ouvre des droits aussi bien à des personnes handicapées qu'à des personnes âgées. La problématique des personnes handicapées vieillissantes est à cet égard prégnante. Cependant, c'est le sujet plus large de l'accompagnement des personnes non autonomes qui interpelle et milite en faveur d'une véritable politique de l'autonomie s'appuyant sur un outil adapté qui prend en compte la convergence de divers dispositifs en direction des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Les acteurs expriment ce besoin avec force. Ces missions sont assurées aujourd'hui, sans transversalité, respectivement par le CLIC de Fort-de-France (cf. action 6) et la MMPH. Il y a donc une opportunité à saisir de faire converger les politiques et dispositifs en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap sur le territoire | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>La convergence entre les politiques d'intervention auprès des personnes âgées dépendantes et auprès des personnes en situation de handicap se manifeste sur un plan opérationnel par un rapprochement des services en charge de la mise en œuvre de ces politiques et le développement d'une approche transversale.</p> <p>La mise en place de Maisons départementales de l'autonomie (MDA) fait l'objet de recommandations et de travaux de mise en œuvre depuis plusieurs années, et a connu un regain d'intérêt avec la mise en place de la loi ASV, ainsi qu'avec les travaux conduits par la CNSA sur le sujet.</p> <p>La dimension « territoriale » des MDA est essentielle dans la mesure où l'objectif des MDA est d'améliorer la coordination des acteurs et l'accès aux droits, à l'information et aux services des publics concernés. La CTM a vocation à territorialiser les modalités d'exécution de ses politiques publiques de l'autonomie. Cela implique un travail de mise en cohérence des différents territoires considérés d'une part, et des modalités opérationnelles de mise en œuvre des dispositifs d'autre part.</p> <p>⇒ Sécuriser les conditions de mise en œuvre d'une MTA de manière à assurer une meilleure efficacité à la fois dans l'accompagnement des publics cibles et dans la gestion administrative des dispositifs.</p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM MMPH | <ul style="list-style-type: none"> Ensemble du secteur, et notamment instances locales de coordination (MAIA et CLIC) |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Personnes âgées et personnes en situation de handicap | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> Réalisation d'une analyse fonctionnelle de l'ensemble des services œuvrant en lien avec les personnes âgées et/ou en situation de handicap en vue de l'établissement d'une cartographie détaillée des différents processus en place sur le territoire Réalisation d'une analyse des relations entre Siège et territoires dans le même champ, ainsi que d'une analyse des relations entre services gestionnaires du droit commun et services en charge des personnes âgées et/ou handicapées sur les territoires Identification des zones de capitalisation et des zones d'amélioration ainsi que des différents scénarii d'évolution envisageables en vue de la création d'une MTA (<i>définition des degrés d'intégration des différents services, des conditions de rapprochement des processus et des organisations en tenant notamment compte des enjeux en termes de systèmes d'information ; définition des différents formats de territorialisation possibles, etc.</i>) Identification des conditions effectives de déploiement du scénario final retenu de manière à accompagner l'arbitrage | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 2 (2018-2023) – à articuler avec le déploiement de la RAPT (voir action 7) | |

| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
|--|--|
| Effectivité de la réalisation de l'étude | |

| Axe stratégique n°2 : Faciliter les parcours de vie pour maintenir l'autonomie | |
|---|--|
| Objectif 6 : Optimiser l'orientation des publics à travers une coordination renforcée des acteurs concernés | |
| Action 9 : Former les relais de proximité pour améliorer l'accompagnement des publics | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> De nombreuses associations sont engagées sur le territoire martiniquais, qu'il s'agisse de gestionnaires d'établissements, d'acteurs de la prévention, de l'information ou de l'accompagnement des publics et de leurs familles. A titre d'illustration : <ul style="list-style-type: none"> Plusieurs CCAS en s'appuyant sur leur analyse des besoins sociaux (ABS) ont initié des projets de lutte contre l'isolement des personnes non autonomes, notamment des personnes âgées dépendantes ou en perte d'autonomie. L'Association Martiniquaise des Aidants Familiaux a développé diverses actions à destination des aidants. France Alzheimer propose ateliers et formations en adéquation avec les besoins Des « week-end poz' » sont mis en œuvre par l'association Happy Silvers et sensibilisent les participants au bien vieillir | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Les associations et plus largement les acteurs de proximité (CCAS, ...) sont un maillon essentiel pour l'accompagnement des publics, la prévention, la lutte contre l'isolement ou encore le soutien aux aidants. Elles sont des relais de proximité qui permettent de fluidifier les parcours <p>⇒ Développer la formation de ces relais et ainsi favoriser l'orientation des publics vers les dispositifs existants (en lien avec l'action 2)</p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM | <ul style="list-style-type: none"> MMPH Associations CCAS Professionnels de santé de proximité (pharmaciens, médecins, etc.) |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Acteurs de proximité Indirectement : Personnes âgées et personnes handicapées | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> Recenser l'ensemble des associations et services de proximité pour chaque territoire de proximité (Nord Atlantique, Nord Caraïbe, Centre et Sud) et les intégrer dans l'annuaire commun, à disposition des professionnels comme des usagers (<i>voir ci-après</i>), à articuler : <ul style="list-style-type: none"> Avec la mise en place du Répertoire Opérationnel des Ressources en cours de mise en place par l'ARS (<i>outil de description des ressources de l'offre de santé pour une région qui propose une information exhaustive de l'offre de santé régionale, sans cloisonnement entre la ville et l'hôpital, sur le champ du sanitaire, du médico-social, et à terme du social</i>). Avec la réalisation du SDAASP (cf. action 5) Sensibiliser les associations et services publics de proximité à ce rôle de relais et leur inscription dans un parcours des personnes âgées et des personnes handicapées, notamment en termes de diffusion de l'information sur l'offre existante Former plus spécifiquement les associations au repérage des fragilités (en lien avec l'action 2 permettant de définir une grille de repérage standard mobilisable par le plus grand nombre pour repérer la perte d'autonomie) pour en faire des relais à part entière, utilisant les outils partagés et en mesure de signaler toute situation complexe Développer les conventions de partenariat entre CCAS et MMPH | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 2 (2018-2023) | |

| Indicateurs d'évaluation et de suivi |
|--|
| Nombre de mises à jour de l'annuaire |
| Nombre d'acteurs ayant été formés au repérage des fragilités |

PROJET

| | |
|--|--|
| Axe stratégique n°2 : Faciliter les parcours de vie pour maintenir l'autonomie | |
| Objectif 6 : Optimiser l'orientation des publics à travers une coordination renforcée des acteurs concernés | |
| Action 10 : Mettre en place une plateforme d'interconnaissance et sensibiliser les professionnels sur l'offre locale pour structurer un parcours d'accès aux informations et d'orientation | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> Le CLIC « Espace senior » de la CTM, situé à Fort-de-France, joue un rôle d'information et d'orientation pour les personnes âgées et leur entourage. De nombreuses autres instances ou dispositifs encouragent la collaboration entre les acteurs (MAIA, démarche Réponse Accompagnée pour Tous, Conférence des financeurs, comité de coordination autour de l'habitat de la CGSS, réseau gérontologique et réseau autonomie, Plate-forme territoriale d'appui à la coordination des parcours complexes). | |
| Définition de l'action et finalité | |
| ⇒ Permettre un parcours sans rupture à tout usager en favorisant l'interconnaissance des acteurs | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM MMPH (MTA à terme) ARS | <ul style="list-style-type: none"> PTA MAIA CLIC Et l'ensemble des acteurs du territoire accompagnant les personnes âgées et les personnes handicapées |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Acteurs du territoire (acteurs institutionnels, gestionnaires d'ESSMS, ...) In fine : Personnes âgées et personnes handicapées | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <p>1) Favoriser l'interconnaissance des acteurs du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre un annuaire de l'ensemble des acteurs, outil numérique interactif permettant une identification et une clarification du rôle des acteurs (cf. action 9) et veiller à mobiliser des moyens dédiés à son actualisation régulière Favoriser des temps d'échanges entre les acteurs du territoire : forum institutionnel Vieillesse et Handicap (forme de Cluster) tous les ans ou deux ans, conférences professionnelles, focus Métier, ateliers institutionnels (connaissance mutuelle des dispositifs), comité de suivi de la mise en œuvre du Schéma... <p>2) Structurer le parcours d'accès aux informations des publics</p> <ul style="list-style-type: none"> Formaliser un protocole partenarial d'accueil et de suivi des différents publics, où les rôles de chacun et les coordinations à établir sont définies (à articuler avec l'étude de faisabilité de la mise en place d'une Maison territoriale de l'autonomie (MTA) – action 8 Proposer sur le site de la CTM une information exhaustive sur l'offre à destination des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, avec deux accès destinés respectivement aux usagers (avec un niveau d'information et de technicité adapté) et aux professionnels (en lien avec l'action 5) | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 2 (2018-2023) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <p>Réalisation d'un annuaire numérique</p> <p>Nombre de mises à jour de l'annuaire</p> <p>Création d'un espace d'information double sur le site de la CTM (usagers/ professionnels)</p> <p>Nombre de mises à jour du site internet de la CTM</p> <p>Rédaction d'un protocole d'accueil et de suivi des différents publics</p> | |

Axe stratégique 3 : Renforcer l'accompagnement au domicile et l'aide aux aidants

Objectif 7 : Accompagner la structuration du secteur de l'aide à domicile

| Axe stratégique n°3 : Renforcer l'accompagnement au domicile et l'aide aux aidants | |
|---|---|
| Objectif 7 : Accompagner la structuration du secteur de l'aide à domicile | |
| Action 11 : Structurer le secteur de l'aide à domicile et réaliser une étude d'opportunité sur le déploiement de CPOM | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Une très large majorité (86%) des bénéficiaires perçoivent l'APA à domicile plutôt qu'en établissement sur le territoire martiniquais. Cette proportion est plus élevée dans d'autres DOM (91 % en Guadeloupe, 92 % à la Réunion) mais elle reste largement supérieure à la moyenne nationale (59 % de bénéficiaires de l'APA à domicile). Ce pourcentage élevé est symptomatique de la spécificité des DOM où les personnes âgées désirent rester à domicile le plus longtemps possible. • La Martinique compte au 31 décembre 2016 2626 bénéficiaires de l'ACTP et de la PCH, soit 7 bénéficiaires pour 1 000 habitants. Ce taux se situe au-dessus de la moyenne nationale (4,9‰). • Le public client est en augmentation : les emplois nécessaires aux services d'aide à domicile devraient augmenter de 45 % en équivalent temps plein entre 2010 et 2020. • 2 680 bénéficiaires de l'APA recourent à un service en mode prestataire en 2016 : une grande majorité (5 460 bénéficiaires) recourt à un intervenant en gré à gré (emploi direct). • 38 services d'aide à domicile sont désormais sous l'autorité de la CTM et doivent se conformer au cahier des charges national. • Ce maintien à domicile prolongé apparaît comme une bonne dynamique mais soulève, indirectement, de nombreuses interrogations : l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou encore la bonne articulation des intervenants à domicile | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>Le secteur de l'aide à domicile constitue un axe fondamental de l'accompagnement des personnes âgées dépendantes, et devient, avec la mise en place de la loi d'Adaptation de la Société au Vieillessement, un levier important de la politique de prévention des Départements. Le champ de l'aide à domicile se caractérise par des besoins en termes de structuration / configuration du secteur et par la mise en place de nouveaux instruments de régulation (CPOM) qu'il est essentiel de déployer en disposant d'une vision fine et exhaustive des problématiques des différents services, et de la couverture territoriale qu'ils proposent.</p> <p>La loi ASV a étendu le champ de compétences de la CTM sur l'ensemble des SAAD du territoire (lui confiant notamment la responsabilité de l'autorisation des SAAD, et de leur conformité au cahier des charges national).</p> <p>La loi 2002-2 a contribué à rénover et moderniser l'action sociale. Elle favorise notamment la qualité de l'offre des établissements et des services (évaluations externes et internes rendues obligatoires, mise en place de nouveaux outils...)</p> <p>Parmi les outils de la loi 2002-2, le carnet de liaison est un support d'échanges écrits, laissé au domicile d'une personne accompagnée par un service, et qui permet les échanges entre les différents professionnels intervenant auprès de la personne</p> <p>⇒ <u>S'assurer d'une connaissance et d'une capacité de pilotage opérationnel complète de la part de la collectivité, puis de la définition d'une stratégie territorialisée et contextualisée en faveur du domicile et enfin, de la mise en œuvre opérationnelle des instruments que sont les CPOM. Afin de bien coordonner les interventions des acteurs au domicile, définir un outil partagé permettant l'échange d'informations entre professionnels</u></p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> • CTM • MMPH | <ul style="list-style-type: none"> • Services intervenants à domicile (SAAD, SSIAD, SAMSAH) • Réseau gérontologique et réseau autonomie • PTA • MAIA • CLIC • ARS |

| | |
|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • CGSS • Mutuelles • HAD • GCS e-santé Martinique |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Personnes âgées dépendantes et personnes en situation de handicap | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <p>1) Réalisation d'un diagnostic complet de l'ensemble des services autorisés (qu'ils soient nouvellement autorisés dans le cadre de la loi ASV ou anciennement autorisés) ; ce diagnostic doit notamment permettre d'identifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les zones et les poids d'intervention des SAAD sur les différents territoires martiniquais ; • les principales caractéristiques des SAAD en matière de qualité de service, de professionnalisation, de santé financière, de perspectives de développement, etc. <p>A travers ce diagnostic, il s'agira également d'interroger le dispositif SPASAD et son développement sur le territoire, notamment en fonction des enseignements issus de l'évaluation à venir de ce service.</p> <p>2) Identification des services susceptibles de pouvoir signer un CPOM avec la CTM, en fonction des résultats du diagnostic, et de la stratégie de couverture territoriale définie par la CTM. Cette dernière pourra, le cas échéant, introduire des clauses spécifiques dans certains CPOM dans le but de favoriser la mise en place d'actions de prévention, de sécuriser la couverture territoriale complète du territoire ou de déployer des missions d'intérêt général.</p> <p>3) Mise en place des CPOM à travers une négociation individuelle avec les services et adaptation du service en charge de la tarification aux nouvelles modalités de pilotage des SAAD sous CPOM (reporting, contrôle a posteriori, accompagnement, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Initier la réflexion, au niveau de la CTM et avec l'ensemble des partenaires concernés, sur la définition puis le déploiement d'un outil visant à planifier et à suivre de manière cohérente et continue l'ensemble des interventions (sanitaires et médico-sociales) assurées auprès de la personne dépendante âgée ou en situation de handicap à son domicile : un carnet de liaison (penser la dématérialisation de cet outil notamment) • Sensibiliser les services à domicile lors des échanges avec la CTM sur l'importance de la coordination entre services • Mettre en œuvre un travail de clarification (à travers des conventions si possible) des rôles de chacun intervenant à domicile par la clarification des actes relevant des SAAD, SSIAD, SAVS et SAMSAH. • Se saisir de la signature des CPOM et des dialogues de gestion pour assurer cette clarification et encourager l'usage d'outils type « carnet de liaison ». | |
| Niveau de priorité | |
| Niveau de priorité 1 (2018-2019) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <p>Degré d'exhaustivité des éléments de diagnostic</p> <p>Nombre de CPOM signés</p> <p>Taux de couverture géographique par les CPOM</p> <p>Développement d'un outil commun et partagé de suivi à domicile (type carnet)</p> <p>Généralisation de l'utilisation de cet outil</p> | |

Objectif 8 : Optimiser et développer le recours et l'accès aux solutions de répit

| | |
|--|---|
| Axe stratégique n°3 : Renforcer l'accompagnement au domicile et l'aide aux aidants | |
| Objectif 8 : Optimiser et développer le recours et l'accès aux solutions de répit | |
| Action 12 : Accompagner l'évolution de l'offre : accueil de jour, d'hébergement temporaire et autres solutions innovantes | |
| Éléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> 6 nouveaux accueils de jour autonomes ont été autorisés conjointement par l'ARS et la CTM depuis 2012. Le territoire compte 52 places d'accueil de jour et hébergement temporaire en EHPAD. On dénombre 72 places d'accueil de jour et hébergement temporaire pour personnes en situation de handicap. Le nombre de places en accueil temporaire s'avère relativement faible : il existe 0,3 place en accueil de jour en EHPAD et 1,1 place en Hébergement Temporaire pour 1 000 personnes âgées de 75 ans ou plus, soit nettement moins que les moyennes nationales (1,8 ‰ en AJ et 21,8 ‰ en HT). Ces dispositifs ne sont pas nécessairement perçus comme une offre de répit pour les aidants. Ils apparaissent confrontés à des problèmes similaires à ceux observés en métropole : faible taux d'occupation, détournement d'usage (l'hébergement temporaire est utilisé comme solution d'urgence). | |
| Définition de l'action et finalité | |
| ⇒ Optimiser le recours aux dispositifs de répit existants (accueil de jour et hébergement temporaire) | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM ARS | <ul style="list-style-type: none"> ESMS Plateforme de répit des aidants CLIC MAIA Associations (France Alzheimer...) |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Personnes âgées et proches aidants | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> Accompagner les établissements porteurs d'une offre d'accueil temporaire ou d'hébergement temporaire pour améliorer le recours à ces offres de répit : <ul style="list-style-type: none"> Elaborer des projets de service et d'accompagnement de l'évolution de l'offre des structures Encourager des actions de communication sur le répit Mener un travail autour de l'hébergement temporaire et de l'accueil de jour comme voies possibles d'ouverture des EHPAD vers l'extérieur (accueil temporaire comme étape du parcours résidentiel, valorisation de l'image des EHPAD...) Consolider les outils permettant de mieux connaître l'offre et les places d'accueil disponibles et, plus largement, renforcer le diagnostic des besoins (lien avec action 3) Développer l'hébergement temporaire et l'accueil de jour au sein des structures pour personnes handicapées adultes et enfants et au sein des EHPAD en articulant cette offre avec les acteurs du maintien à domicile (SSIAD, SAAD, SAMSAH...). | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 1 (2018-2019) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <p>Nombre de projets de service revus</p> <p>Nombre d'appels à projets lancés pour la création de structures d'accueil et d'hébergement temporaire. Evolution des taux d'occupation en accueil de jour et en hébergement temporaire</p> | |

Objectif 9 : Développer et optimiser le recours et l'accès aux solutions de répit

| | |
|---|--|
| Axe stratégique n°3 : Renforcer l'accompagnement au domicile et l'aide aux aidants | |
| Objectif 9 : Développer et optimiser le recours et l'accès aux solutions de répit | |
| Action 13 : Développer l'offre de SAVS et SAMSAH | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> La Martinique compte un seul SAMSAH (25 places pour personnes cérébrolésées ou avec troubles cognitifs mais une centaine de personnes en file active) géré par l'association AARPHA. Elle ne compte aucun SAVS. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>Les SAVS (services d'accompagnement à la vie sociale) et les SAMSAH (services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés) sont des services médico-sociaux accompagnant les adultes en situation de handicap.</p> <p>L'accompagnement des SAVS vise à maintenir ou restaurer les liens familiaux, sociaux, scolaires universitaires ou professionnels de la personne handicapée. En plus des prestations assurées par le SAVS, les SAMSAH proposent des soins et un accompagnement médical et paramédical en milieu ouvert.</p> <p>⇒ Développer l'offre de service pour favoriser l'accompagnement à domicile des personnes en situation de handicap physique, mental et psychique.</p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM (SAVS) ARS/CTM(SAMSAH) | <ul style="list-style-type: none"> ESMS |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Adultes en situation de handicap | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> Définition d'un cahier des charges pour les SAVS et les SAMSAH. Lancement des appels à projet pour la création de SAVS en fonction des profils de handicap Lancement des appels à projet conjoints CTM/ARS pour la création de SAMSAH. | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 1 (2018-2019) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <ul style="list-style-type: none"> Nombre de SAVS et de SAMSAH prévus dans les appels à projet par territoire prioritaire Nombre d'autorisations délivrées à l'issue de la période 2018-2019 | |

Objectif 10 : Soutenir les aidants familiaux et former les professionnels en contact avec le handicap

| | |
|--|--|
| Axe stratégique n°3 : Renforcer l'accompagnement au domicile et l'aide aux aidants | |
| Objectif 10 : Soutenir les aidants familiaux et former les professionnels en contact avec le handicap. | |
| Action 14 : Créer un dispositif de gestion des situations de crise pour le secteur du handicap psychique. | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> Isolement social des aidants lié à la méconnaissance de la maladie psychique et à la stigmatisation qui lui est souvent liée. La rupture avec le lien social est une conséquence : <ul style="list-style-type: none"> .des difficultés à parler aux autres, parfois même dans sa propre famille, de son vécu avec la personne handicapée psychique, . d'un sentiment de responsabilité, voire de culpabilité, . de la réduction des sorties et des vacances pour ne pas laisser la personne seule. Épuisement des aidants qui ont souvent du mal à passer le relais, pensant être seuls à savoir faire face ; leur propre vieillissement accroît cet épuisement tant moral que physique, le devenir de la personne handicapée devient porteur d'angoisse. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>Il s'agit d'un dispositif de soutien aux aidants familiaux visant à améliorer leur qualité de vie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) aide à une meilleure gestion des situations d'urgence (ligne d'écoute) b) information et éducation pour une meilleure compréhension des troubles c) accompagnement vers une démarche de résilience et de reconstruction. | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> ARS/CTM | <ul style="list-style-type: none"> associations du secteur CLSM CCAS GEM |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Aidants familiaux des usagers de la psychiatrie / handicap psychique | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ul style="list-style-type: none"> Définition d'un numéro d'appel d'urgence en lien avec une plate-forme de traitement des situations de crise Mobilisation des associations d'aidants familiaux pour un partage d'expériences (études de cas avec des professionnels du secteur) en vue de la réalisation de plaquettes d'informations à distribuer. | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 2 (-2019) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <ul style="list-style-type: none"> numéro de téléphone mis en service pour la plateforme nombre de guides distribués, de visites du site internet, d'appels téléphoniques. nombre de cas traités et types de réponses apportées. | |

Objectif 10 : Soutenir les aidants familiaux et former les professionnels en contact avec le handicap

| | |
|--|---|
| Axe stratégique n°3 : Renforcer l'accompagnement au domicile et l'aide aux aidants | |
| Objectif 10 : Soutenir les aidants familiaux et former les professionnels en contact avec le handicap. | |
| Action 15 : Former les professionnels de tous secteurs à une meilleure connaissance du handicap psychique | |
| Eléments de diagnostic | |
| <p>Le handicap psychique, autrefois assimilé à tort au handicap mental, suite à la mobilisation forte des familles, a été reconnu pour la première fois dans la Loi du 11 Février 2005.</p> <p>Mais il y a un gouffre de cette reconnaissance à la connaissance.</p> <p>En effet de tous les handicaps, c'est encore aujourd'hui, 12 ans après la loi, le plus méconnu car le plus complexe à appréhender. C'est également celui qui impacte le plus lourdement, et de façon imprévisible, la vie des personnes concernées. C'est enfin celui le plus en butte à la stigmatisation avec toutes les conséquences que cela suppose au quotidien pour ces personnes et leur famille.</p> <p>Il y a donc lieu d'utiliser tous les moyens et outils possibles afin de faire de l'inclusion sociale une réalité.</p> <p>Pour cela la lutte contre la stigmatisation passe par</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'information et l'éducation de l'ensemble de la population b) la formation de tous les professionnels susceptibles d'interagir avec ces personnes. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| Formation à la connaissance de la maladie psychiatrique de tout professionnel amené à intervenir dans le secteur. | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> ARS/CTM | <ul style="list-style-type: none"> acteurs du secteur (services, établissements, hôpitaux, administrations...) CLSM CCAS Associations de bénévoles. Organismes professionnels représentatifs des entreprises (CCI, Chambre des métiers...) |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Professionnels en charge de l'accompagnement social, notamment au sein des CCAS Professionnels des administrations d'Etat (police, gendarmerie, justice, centre pénitentiaire...), de la Santé et du Social et de l'information. Tous les partenaires et acteurs locaux, en matière de service, d'emploi, de vie sociale... | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ul style="list-style-type: none"> Campagne d'informations lancée dans les médias Intervention de professionnels du secteur dans le milieu scolaire Création de supports de communication à l'intention des familles et des partenaires : dépliants facilement accessibles, informations sur des actions thématiques organisées par des membres du réseau... Collaboration avec les établissements de formation des professions sociales, médico-sociales et paramédicales. | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 2 (-2019) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes formées Niveau de satisfaction des personnes formées. Nombre de formations organisées dans le secteur du handicap psychique. Nombre de campagnes d'information organisées | |

- Recensement des supports de communication élaborés et des actions menées.
- Questionnaires soumis au public lors d'actions de sensibilisation.

Axe stratégique 4 : Diversifier et développer des solutions innovantes d'accueil et d'hébergement

PROJET

Objectif 11 : Enrichir l'offre de service pour les personnes en situation de handicap

| | |
|---|--|
| Axe stratégique 4 : Diversifier et développer des solutions innovantes d'accueil et d'hébergement | |
| Objectif 11: Développer des solutions innovantes de logements intermédiaires et inclusives, entre le domicile et l'établissement | |
| Action 16 : Réaliser une étude visant à définir un modèle martiniquais d'habitat intergénérationnel | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> Les personnes de plus de 60 ans représentent 23,2% de la population en 2013 et sont, pour une grande part, propriétaires de leur logement. La Martinique compte une part importante de personnes âgées vivant seules à domicile (37,9% des personnes de plus de 80 ans vivent seules). Un grand nombre de personnes âgées souffrent à leur domicile par manque d'adaptation des logements mais surtout du fait de l'isolement. Parallèlement, le territoire martiniquais connaît des difficultés en matière de logements (souvent pas assez nombreux), notamment pour les publics précaires (financièrement) tels que les jeunes (la population de 0-19 ans représente un quart de la population totale en 2013). | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>L'habitat intergénérationnel vise à accueillir différentes générations (par exemple étudiants, personnes âgées ou encore familles) au sein d'un même ensemble résidentiel. Les personnes y vivent dans des logements autonomes, partageant un même ensemble résidentiel et plus ou moins d'espaces communs.</p> <p>⇒ <u>Lutter contre l'isolement et favoriser la solidarité entre générations en favorisant l'émergence d'habitats intergénérationnels innovants</u></p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM | <ul style="list-style-type: none"> Bailleurs sociaux Associations (ALS, etc.) Agences immobilières DEAL Intercommunalités CCAS et communes |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Personnes âgées et personnes handicapées Etudiants et familles. | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> Identifier un pilote pour la réalisation de l'étude, définir la mission et les objectifs du pilote (identification de partenaires, benchmark d'habitats intergénérationnels innovant sur d'autres territoires, élaboration du modèle retenu...) Réaliser l'étude à travers une approche la plus partenariale possible et en diffuser les résultats auprès des parties prenantes et partenaires impliqués Soutenir les projets émergents (humainement, financièrement, techniquement) | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 2 (2018-2023) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <p>Nombre de partenaires réunis ou mobilisés pour définir le modèle d'habitat intergénérationnel</p> <p>Réalisation de l'étude sur l'habitat intergénérationnel</p> <p>Nombre de projets d'habitat intergénérationnel élaborés</p> | |

Objectif 12 : Augmenter l'offre et les services en foyer de vie ou foyer occupationnel pour les personnes en situation de handicap

| | |
|---|---|
| Axe stratégique 4 : Diversifier et développer des solutions innovantes d'accueil et d'hébergement | |
| Objectif 12 : Augmenter l'offre et les services en foyer de vie ou foyer occupationnel pour les personnes en situation de handicap | |
| Action 17 : Lancer les appels à projets pour des foyers de vie ou foyers occupationnels en tenant compte des secteurs sous-dotés | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> Le nombre de places en foyer de vie est faible en Martinique : sur l'ensemble de l'île, seules 65 places sont proposées, dont 40 places en accueil de jour. Les places d'hébergement permanent se situent sur le territoire de la CACEM et celles de l'Accueil de Jour ne sont disponibles qu'au sud du territoire. L'offre d'hébergement permanent de l'île concerne les adultes handicapés psychiques démontrant un certain manque sur cette offre, notamment pour les adultes porteurs de déficience intellectuelle. Le Nord ne compte aucune place en foyers de vie. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>Les foyers de vie, aussi appelés foyers occupationnels, accueillent des adultes handicapés ayant une certaine autonomie. Ces établissements proposent des animations et des activités aux personnes accueillies.</p> <p>⇒ Augmenter l'offre de places en foyers de vie afin de répondre aux besoins du territoire non couverts</p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM ARS | <ul style="list-style-type: none"> ESMS Associations gestionnaires d'ESMS |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Adultes en situation de handicap disposant d'une certaine autonomie | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> Conforter, avec les données de la MMPH, les besoins pré-identifiés (<i>nombre de personnes sur listes d'attente, par type de handicap, et par territoire</i>) : un manque d'offre d'accueil de jour et permanent en foyer de vie au Nord de l'île (en lien avec l'action 3 et l'action 7) Définir le cahier des charges et rédiger l'appel à projets, en veillant à favoriser l'essor de propositions innovantes et à répondre au mieux aux besoins des adultes handicapés psychiques. | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 1 (2018-2019) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <p>Rédaction du cahier des charges</p> <p>Lancement des appels à projets</p> <p>Nombre de projets retenus</p> | |

Objectif 13 : Diversifier et développer l'offre de prise en charge spécialisée pour répondre aux besoins spécifiques

| | |
|---|--|
| Axe stratégique 4 : Diversifier et développer des solutions innovantes d'accueil et d'hébergement | |
| Objectif 13 : Diversifier et développer l'offre de prise en charge spécialisée pour répondre aux besoins spécifiques | |
| Action 18 : Créer une offre innovante de prise en charge des personnes handicapées vieillissantes | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> En Martinique en 2008, 73 000 personnes sont en situation de handicap, soit 18 % de la population. 6 % ont un handicap reconnu. Plus de la moitié d'entre elles sont âgées de 50 ans et plus et la dépendance croît avec l'âge. Un projet de MAS dédiée aux personnes handicapées vieillissantes est autorisé et reste à être installé (35 places d'ici 2 ans). | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>D'après le rapport de B. Azéma, et N. Martinez (2003), « une personne handicapée vieillissante est une personne qui a entamé ou connu sa situation de handicap (quelle qu'en soit la nature ou la cause) avant que de connaître par surcroît les effets du vieillissement. La situation de handicap a donc précédé le vieillissement. » (Définition retenue par l'ANESM).</p> <p>L'avancée en âge des personnes en situation de handicap pose donc la question d'une prise en charge spécifique, adaptée à leurs besoins.</p> <p>⇒ Permettre l'émergence, sur le territoire, d'un Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) dédié aux personnes handicapées vieillissantes</p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM ARS | <ul style="list-style-type: none"> MMPH ESMS |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Personnes handicapées vieillissantes | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> Préciser et détailler les besoins existants sur le territoire vis-à-vis de cette offre, en veillant particulièrement à une inscription géographique pertinente Lancer un appel à projet conjoint CTM – ARS pour la création de places pour les personnes en situation de handicap de plus de 60 ans | |
| Niveau de priorité | |
| Niveau de priorité 2 (2018-2023) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <p>Nombre de places créées pour les personnes en situation de handicap de plus de 60 ans</p> <p>Suivi du profil des usagers (âges, types de handicap...)</p> | |

| | |
|--|--|
| Axe stratégique 4 : Diversifier et développer des solutions innovantes d'accueil et d'hébergement | |
| <i>Objectif 13 : Diversifier et développer l'offre de prise en charge spécialisée pour répondre aux besoins spécifiques</i> | |
| Action 19 : Favoriser la médicalisation des petites unités de vie existantes | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> On recense sur le territoire martiniquais 72 places en EHPA, réparties en 5 établissements (accueil non médicalisé en petites unités de vie), ces dernières étant concentrées sur la CACEM. Il est à noter que tous ces établissements sont gérés par une entreprise du secteur privé lucratif. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>Les petites unités de vie accueillent au maximum 25 personnes âgées.</p> <p>Selon les petites unités de vie, l'accès aux soins est intégré à la prestation ou organisé à la demande, avec l'intervention de professionnels médicaux externes (libéraux...).</p> <p>⇒ <u>Favoriser l'accès aux soins des résidents et renforcer la présence de paramédicaux qualifiés auprès des résidents (AS/AMP/ASG/infirmier/kinésithérapeutes)</u></p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM ARS | <ul style="list-style-type: none"> Gestionnaires PUV SSIAD |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Personnes âgées de 60 ans et plus | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ul style="list-style-type: none"> Accompagner la contractualisation dans le cadre des CPOM pour renforcer la médicalisation en interne (ex : encourager le recrutement de professionnels paramédicaux au sein des PUV) Favoriser le conventionnement avec des SSIAD, Maisons ou centres de santé pour renforcer l'accès aux soins des résidents. | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 2 (2018-2023) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <p>Nombre de CPOM signés renforçant la médicalisation des structures</p> <p>Nombre et nature des conventions de partenariats réalisées entre les PUV et des professionnels de santé</p> | |

Axe stratégique 5 : Anticiper les évolutions socioéconomiques pour préserver l'autonomie

Objectif 14: Accompagner la structuration d'une filière économique

| Axe stratégique n°5 : Anticiper les évolutions socioéconomiques pour préserver l'autonomie | |
|--|--|
| Objectif 14: Accompagner la structuration d'une filière économique | |
| Action 20 : Favoriser l'animation territoriale pour sensibiliser les acteurs martiniquais au développement de la filière | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> La Silver Economie rassemble 117 entreprises et 13 associations sur le territoire martiniquais, soit respectivement 1 415 salariés et 746 salariés. Le chiffre d'affaires global du domaine s'élève à 61 M€ (d'après CCIM, mai 2015). Cette filière économique nouvelle est encore en phase de développement (à l'instar de la dynamique métropolitaine) avec un réel besoin de structuration : d'une part les publics et les acteurs ont une solvabilité fragile ; d'autre part les acteurs de la filière (privés, associatifs, publics) sont encore peu coordonnés. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>La Silver Economie se définit comme l'économie au service des seniors : elle recouvre l'ensemble des activités économiques touchant ce public. Il ne s'agit donc pas d'un secteur mais plutôt d'un écosystème croisant différents secteurs.</p> <p>⇒ Identifier un référent unique pour accompagner la structuration de la filière et favoriser l'essor pertinent de cette activité économique sur le territoire martiniquais (animation territoriale et mise en réseau, formation des acteurs...)</p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM | <ul style="list-style-type: none"> CCIM DIECCTE Entreprises du territoire Associations du territoire |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Acteurs publics et privés de la Silver Economie | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <p>1) Définir (en interne) le rôle de référent que souhaite et peut jouer la CTM vis-à-vis de la Silver-économie (objectifs poursuivis, stratégie, ...) et identifier les moyens à mobiliser en conséquence (tant humains, que financiers ou encore techniques) pour assurer ce rôle. Au regard des besoins du territoire, il serait intéressant que la CTM se donne pour missions, a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> D'animer le partenariat local (via salon annuel, groupes de travail, etc.) De sensibiliser/informer les publics cibles De suivre et piloter le développement de la filière sur le territoire (notamment le développement de la formation à destination des professionnels : cf. action 19) Etc. <p>2) Mobiliser les partenaires de la CTM sur cette filière pour conforter cette stratégie et la compléter en identifiant les missions de chaque acteur dans le réseau à mettre en place sur le territoire</p> | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 1 (2018-2019) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <p>Réalisation d'une évaluation des missions du référent</p> <p>Evolution du nombre d'entreprises et d'associations de la Silver Economie sur le territoire</p> <p>Evolution du chiffre d'affaires de la Silver Economie</p> | |

| Axe stratégique n°5 : Anticiper les évolutions socioéconomiques pour préserver l'autonomie | |
|---|---|
| Objectif 14 Accompagner la structuration d'une filière économique | |
| Action 21 : Développer la formation des acteurs publics et privés | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> La filière de la Silver Economie et ses spécificités sont très mal connues par les publics cibles mais aussi et surtout par les acteurs économiques pouvant y jouer un rôle : dans l'enquête réalisée en 2015 par la CCIM, 86% des entreprises interrogées (soit 190) n'ont jamais entendu parler de la Silver économie. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>Le contrat de filière de la « Silver Economie », engageant pouvoirs publics et acteurs privés, a été signé en décembre 2013 au niveau national. Un des 6 axes consiste à « professionnaliser les acteurs de la Silver Economie ». La formation professionnelle visant à développer les métiers est ainsi à développer.</p> <p>⇒ Valoriser la filière et renforcer son identification comme un secteur de développement à part entière sur le territoire martiniquais.</p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM : référent Silver Economie CTM : direction de la Formation Professionnelle | <ul style="list-style-type: none"> DIECCTE Acteurs privés et publics de la Silver Economie Organismes de formation |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Acteurs publics et privés de la Silver Economie | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> Définir les besoins en termes de formation des acteurs de la Silver Economie à travers une étude spécifique et l'actualisation des données en lien avec les publics cibles (cf. action 3) Imaginer et organiser des formations adaptées permettant de répondre aux besoins ainsi identifiés Communiquer sur l'offre de formation ainsi développée, notamment auprès des personnes employées mais également auprès des scolaires | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 2 (2018-2023) | |
| Indicateurs d'évaluation et de suivi | |
| <p>Nombre de formations réalisées et nombre de participants</p> <p>Niveau de satisfaction des participants</p> | |

Objectif 15 : Faciliter la mobilisation des services en faveur de l'adaptation des logements

| | |
|---|--|
| Axe stratégique n°5 : Anticiper les évolutions socioéconomiques pour préserver l'autonomie | |
| Objectif 15 : Faciliter la mobilisation des services en faveur de l'adaptation des logements | |
| Action 22 : Promouvoir l'adaptation et l'accessibilité des logements, notamment par la domotique | |
| Eléments de diagnostic | |
| <ul style="list-style-type: none"> D'après l'enquête Handicap INSEE (2008) : <ul style="list-style-type: none"> 84 % des personnes âgées de 80 ans et plus sont propriétaires de leur logement en Martinique et 86 % vivent dans une maison. 20 % des personnes handicapées déclarent avoir des difficultés pour accéder aux pièces de leur logement 18 % déclarent avoir des difficultés pour accéder à leur entrée d'immeuble dans du logement collectif. Un comité de coordination autour de l'habitat a été mis en place par la CGSS et mobilise la CTM, l'ARS et le réseau handicap pour accompagner les adaptations du logement lors du retour à domicile. Le recours à de la domotique permet de faciliter la vie à domicile selon les études disponibles, notamment pour les personnes en perte d'autonomie. | |
| Définition de l'action et finalité | |
| <p>La possibilité d'adapter les logements à la perte d'autonomie est une réalité en Martinique mais c'est une dynamique qui reste encore limitée, par manque de capacités de financement des propriétaires, de connaissance de l'offre et des acteurs compétents, etc. Au regard de ces éléments, il s'agit de veiller à faciliter l'accès aux financements pour les propriétaires, en favorisant la prise en compte de cet enjeu par les bailleurs, en favorisant une meilleure connaissance de l'offre existante sur le territoire, etc.</p> <p>⇒ Accompagner les personnes en perte d'autonomie pour une meilleure mobilisation de l'offre accessible sur le territoire</p> | |
| Pilote(s) | Partenaires concernés |
| <ul style="list-style-type: none"> CTM | <ul style="list-style-type: none"> ANAH Caisses de retraite Bailleurs sociaux CLIC CCAS Associations œuvrant dans le secteur du logement DEAL |
| Publics visés | |
| <ul style="list-style-type: none"> Personnes âgées et personnes handicapées à domicile | |
| Modalités de mise en œuvre – feuille de route | |
| <ol style="list-style-type: none"> Informers les propriétaires sur les aides existantes en matière d'adaptation du logement (aides des caisses de retraite, PCH logement, ANAH...) en veillant à l'accessibilité de l'information (cf. action 6) Sensibiliser les bailleurs sociaux à la problématique de la perte d'autonomie et rappeler les obligations légales en la matière Favoriser l'accès aux aides techniques et à la domotique plus particulièrement, par exemple dans le cadre de la conférence des financeurs Former et associer les acteurs intervenants à domicile aux possibilités d'adaptation et d'aménagement des logements | |
| Niveau de priorité | |
| <ul style="list-style-type: none"> Niveau de priorité 2 (2018-2023) | |

| Indicateurs d'évaluation et de suivi |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Réalisation d'une campagne de communication et d'information sur les aides d'adaptation du logement- Réunions ou temps d'échanges avec les bailleurs sociaux- Nombre d'actions portées dans le cadre de la Conférence des financeurs ayant trait aux aides techniques et à la domotique- Nombre de services ayant été sensibilisés ou ayant bénéficié de formation sur l'adaptation et l'aménagement des logements |

PROJET

Dispositif de gouvernance du plan d'actions

La méthodologie d'élaboration du Schéma de l'Autonomie 2018-2023 de la CTM déployée a suivi plusieurs principes forts, dont l'ambition de permettre **une très large participation des acteurs ressources et des partenaires clés** du territoire.

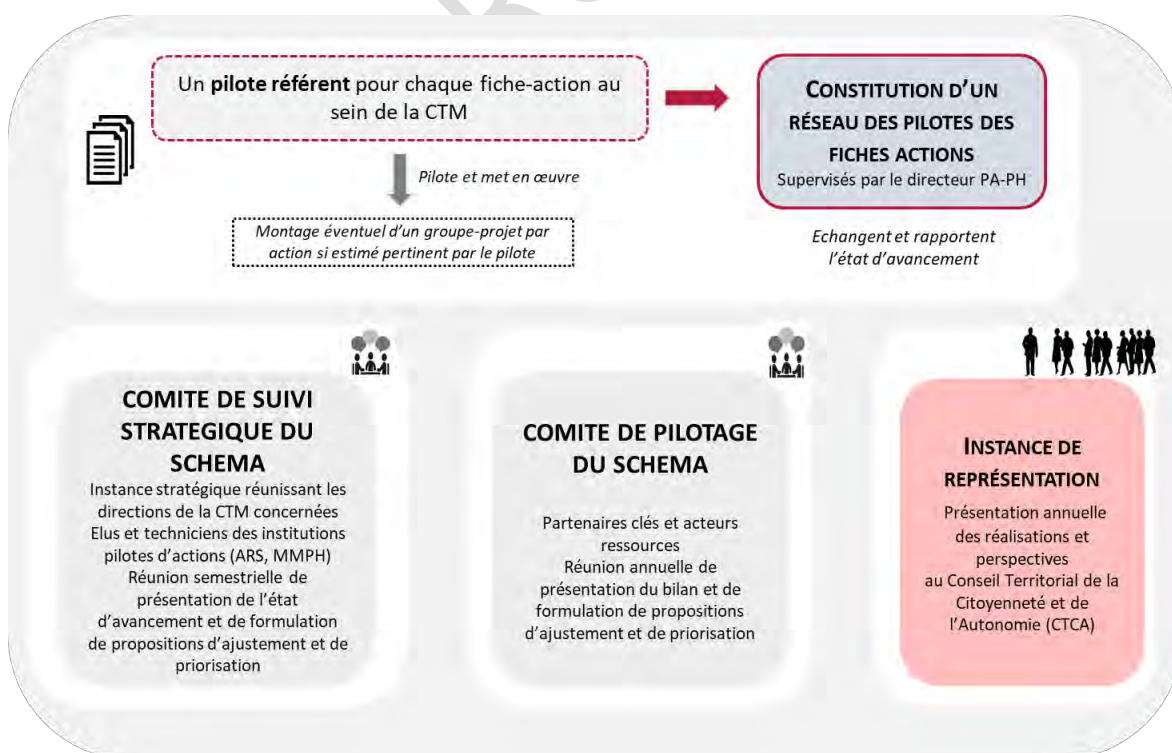
Ce principe s'est décliné au sein de **plusieurs temps de travail et outils** : plateforme collaborative, entretiens individuels et collectifs auprès de professionnels et de représentants d'utilisateurs, de nombreuses réunions de groupes de travail thématiques, etc. De plus, il faut souligner la mise en place d'un comité de pilotage de la démarche réuni de manière régulière et associant : représentants d'utilisateurs, représentants de gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico sociaux, partenaires institutionnels, ...

Ainsi, **l'ensemble des élus et techniciens de la CTM concernés par le projet, les professionnels des établissements médico-sociaux, les représentants associatifs et les représentants d'utilisateurs ont eu l'opportunité d'échanger**, suscitant ainsi les débats, la confrontation des points de vue et in fine l'enrichissement des travaux d'élaboration du présent Schéma.

Dans la continuité de cette approche partenariale et en cohérence avec les attentes des responsables de la CTM, il s'agit désormais de penser **la mise en place d'un dispositif de gouvernance pluri-partenaire** permettant d'assurer le suivi, le pilotage et l'animation de ce Schéma sur toute la durée de son déploiement (2018-2023).

Le schéma ci-après présenté précise ainsi ce dispositif retenu par le dernier comité de pilotage.

Dispositif de gouvernance du plan d'actions



Le premier niveau de gouvernance, permettant la mise en œuvre, la mobilisation des moyens et ressources et le suivi des actions, **consiste en l'identification d'un pilote référent pour chaque fiche-action**. Les référents identifieront, en fonction des besoins, s'il est nécessaire d'associer des partenaires au pilotage de leur action, à travers le **montage éventuel de groupe(s) projet** par action.

Par ailleurs, afin de permettre aux pilotes des fiches-actions d'échanger, de faire état de l'avancement et bilan des actions, de confronter leurs initiatives (voire les difficultés rencontrées), **un réseau des pilotes référents apparaît nécessaire** (supervisé par la direction de la planification). Il est à noter que les pilotes pourront également communiquer et continuer à échanger via la plateforme d'échanges mise en place pour l'élaboration du schéma.

Ce réseau a vocation à être réuni une fois par semestre (a minima) dans le cadre d'un **comité de suivi stratégique**, en présence de la direction générale et des directions concernées au niveau de la CTM, voire des principaux partenaires de la CTM associés à la mise en œuvre du schéma (ARS notamment). Ce comité sera chargé d'arbitrer les moyens à renforcer ou réallouer pour la mise en œuvre des actions du schéma et d'en dresser un bilan.

Un **Comité de pilotage du schéma** incarnera le deuxième niveau de suivi et d'évaluation du document directeur. Cette instance, déjà mobilisée pour l'élaboration du schéma, réunira les partenaires clés et acteurs ressources du champ de l'autonomie. Une réunion annuelle du comité de pilotage permettra la présentation du bilan annuel de mise en œuvre du Schéma (préparé en amont par les pilotes référents des fiches actions et validé par le comité de suivi stratégique), ainsi que la formulation de propositions d'ajustements et de priorisation des actions.

Intervenant ultérieurement à la rencontre du Comité de pilotage du Schéma, une réunion annuelle du **Conseil Territorial de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CTCA)**, instance de participation associant les usagers créée par la Loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement, interviendra afin de permettre une présentation du bilan annuel du Schéma Autonomie et de partager les perspectives.

L'ensemble de ces niveaux de gouvernance permettra ainsi d'**assurer un suivi fiable et une évaluation régulière de la mise en œuvre du Schéma**, tout en garantissant **l'ouverture d'espaces d'échanges et de participation directe** des partenaires et représentants d'usagers.

Enfin, et pour favoriser le suivi de la mise en œuvre des actions par les pilotes, **un outil a été formalisé et mis à la disposition des acteurs concernés** (notamment le directeur de l'Autonomie).

Annexes

La dépendance à domicile, quelle(s) évolution(s) à envisager ?

Quelles hypothèses pour l'évolution de la dépendance

- ❖ **Les projections de personnes âgées dépendantes ne considèrent ici que les personnes bénéficiant de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile, âgées de 60 ans et plus.** Les effectifs projetés de bénéficiaires sont obtenus en appliquant des taux de prévalence de l'APA à domicile à une population de personnes âgées de 60 ans ou plus **aux horizons 2023 et 2028 et estimée selon le scénario central des projections démographiques. Être dépendant signifie ici bénéficier de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile.**
- ❖ Trois scénarios de projection du nombre de bénéficiaires de l'APA ont été retenus : un scénario optimiste, un scénario intermédiaire et un scénario pessimiste*. Pour chacun d'entre eux, des hypothèses ont été posées quant à **la répartition par GIR des personnes âgées dépendantes estimées, et donc de l'évolution de la prévalence par niveau de dépendance.** Les projections de personnes dépendantes ont été réalisées à l'échelle départementale.

1) Scénario optimiste : l'hypothèse est faite que l'âge d'entrée en dépendance reculera, l'espérance de vie sans incapacité évoluant ainsi au même rythme que l'espérance de vie globale.

D'après les projections et les hypothèses établies par l'INSEE dans son scénario central, la mortalité du département baisserait au même rythme qu'en France, soit environ 5 années d'ici à 2040 ; l'espérance de vie à la naissance atteignant 81,2 ans pour les hommes et 87,4 ans pour les femmes en 2040 à l'échelle nationale. Cette évolution appliquée au département de la Martinique et hypothèse faite que cette évolution sera de plus en plus rapide, on estimera que d'ici à 2018, l'espérance de vie aura augmenté en moyenne d'une année, de deux années d'ici à 2023 et de trois d'ici 2028.

L'idée sous-jacente de ce scénario est d'estimer que les gains d'espérance de vie globale obtenus aux horizons 2023 et 2028 seront des gains d'espérance de vie sans incapacité : la durée de vie en dépendance resterait donc stable. Il s'agit donc ici de reculer les niveaux de dépendance par âge au même rythme que l'espérance de vie globale évolue. A titre d'exemple, il est considéré dans cet exercice et au vu de l'évolution de l'espérance de vie que les taux de prévalence des personnes âgées de 60 et 61 ans au 1er janvier 2017 seront atteints par les personnes âgées de 62 et 63 ans en 2023 et que les taux de ces derniers au 1er janvier 2017 ne seront atteints en 2023 que par les personnes âgées de 64 et 65 ans.

** Chacun de ces scénarios s'appuie sur les principales orientations anticipées de l'évolution de la dépendance de la DREES dans son exercice prospectif. « Projections du nombre de bénéficiaires de l'APA en France à l'horizon 2040-2060 – Sources, méthode et résultats », DREES, 2011, 45 p.*

2) Scénario intermédiaire : hypothèse est faite que la durée de vie vécue sans incapacité restera stable. Du fait de l'évolution continue de l'espérance de vie globale, ce serait donc la durée de vie en dépendance qui augmenterait. L'hypothèse posée pour ce scénario est donc que les taux de prévalence de l'APA par âge resteront stables.

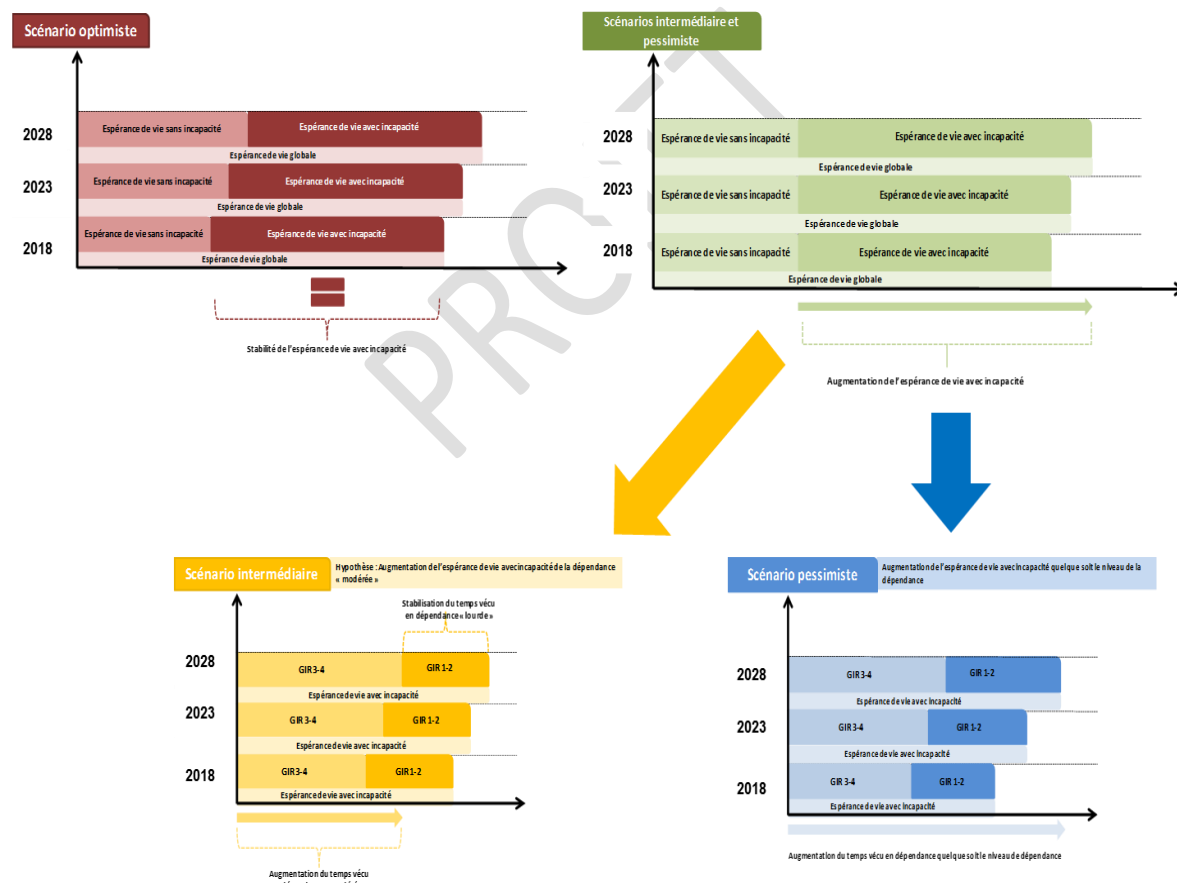
Malgré cette stabilité et du fait de la poursuite du phénomène de vieillissement de la population départementale, le nombre de bénéficiaires et **les taux de prévalence globaux estimés pour l'ensemble de la population âgée de plus de 60 ans augmentent « mécaniquement ».**

L'idée sous-jacente de ce scénario est d'estimer que la durée de vie en dépendance augmente chez les personnes appartenant aux GIR 3-4 (l'incertitude de l'évolution de la dépendance

concernerait la dépendance « modérée » - DREES) : maintenir constant les taux de prévalence revient à maintenir l'espérance de vie sans incapacité à son niveau actuel ce qui, combiné à une évolution continue de l'espérance de vie globale, a pour conséquence de faire vivre les personnes âgées plus longtemps en situation de dépendance.

Dans le scénario optimiste, hypothèse est faite que les gains d'espérance de vie sans incapacité se feraient de façon identique quel que soit le niveau de dépendance atteint : la répartition par GIR resterait donc stable (application de la ventilation des bénéficiaires de l'APA à domicile par GIR observée ces dernières années). **Ce second scénario, faisant l'hypothèse d'une évolution de la dépendance plus pessimiste pour les GIR 3-4, il est estimé que le nombre de personnes lourdement dépendantes (GIR 1-2) évoluerait de la même façon que dans le scénario optimiste ; le nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile pour les GIR 3-4 est déduit en ôtant au nombre total de bénéficiaires à domicile projetés, le nombre de bénéficiaires à domicile en GIR 1-2 obtenu dans le scénario optimiste (hypothèse 1 « stabilité de l'espérance de vie sans incapacité de la dépendance "modérée" »).**

3) Scénario pessimiste : les résultats par âge de ce scénario sont les mêmes que ceux obtenus dans le scénario intermédiaire. Toutefois, ce scénario est plus pessimiste puisqu'il fait l'hypothèse que la durée de vie en dépendance augmenterait pour l'ensemble des bénéficiaires, quel que soit leur niveau de dépendance (y compris pour les personnes âgées en situation de dépendance lourde).



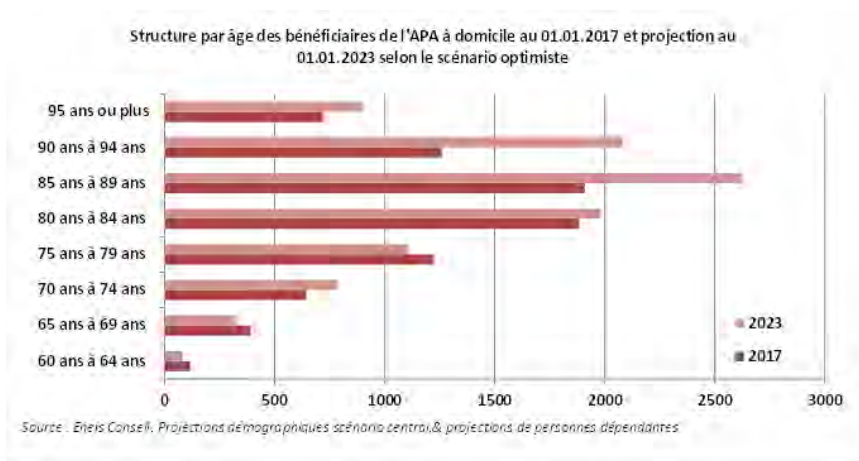
Evolution de la dépendance à l'échelle départementale : principaux résultats

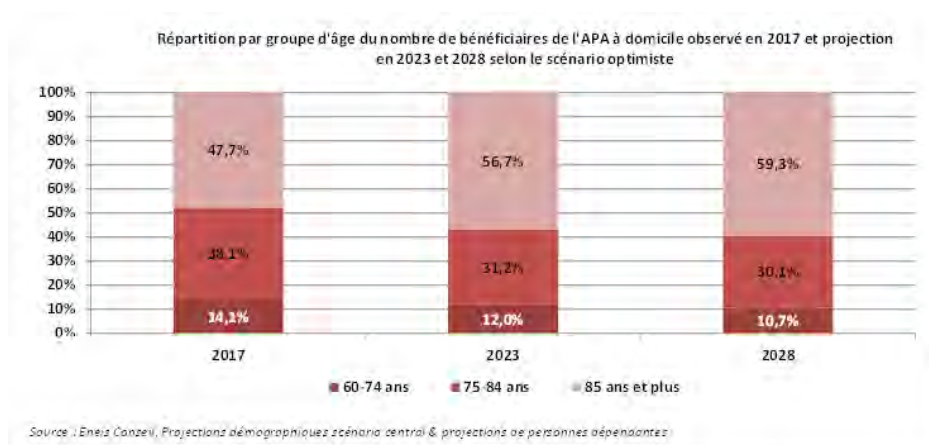
Un scénario optimiste qui fait état d'une hausse du nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile d'ici 2028 à l'échelle départementale, ainsi que de la diminution du taux de prévalence de l'APA à domicile

| 1er janvier | EVOLUTION DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APA A DOMICILE PAR GROUPE D'AGES QUINQUENNAUX | | | | | | | | |
|------------------------------------|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|----------------|
| | 60 ans à 64 ans | 65 ans à 69 ans | 70 ans à 74 ans | 75 ans à 79 ans | 80 ans à 84 ans | 85 ans à 89 ans | 90 ans à 94 ans | 95 ans ou plus | 60 ans ou plus |
| 2017 | 116 | 390 | 645 | 1 221 | 1 883 | 1 910 | 1 259 | 718 | 8 142 |
| 2023 | 81 | 325 | 784 | 1 106 | 1 981 | 2 624 | 2 080 | 903 | 9 884 |
| 2028 | 84 | 296 | 767 | 1 185 | 2 049 | 2 666 | 2 457 | 1 249 | 10 752 |
| Ecart absolu entre 2017 et 2023 | -35 | -65 | +139 | -115 | +98 | +714 | +821 | +185 | +1742 |
| Evolution entre 2017 et 2023, en % | -29,9% | -16,8% | +21,6% | -9,4% | +5,2% | +37,4% | +65,2% | +25,8% | +21,4% |
| Ecart absolu entre 2017 et 2028 | -32 | -94 | +122 | -36 | +166 | +756 | +1198 | +531 | +2610 |
| Evolution entre 2017 et 2028, en % | -27,9% | -24,0% | +19,0% | -2,9% | +8,8% | +39,6% | +95,1% | +74,0% | +32,1% |

- ❖ En posant comme hypothèse une augmentation de la durée de vie sans incapacité de 3 ans et donc une stabilité de la durée de vie en dépendance (les gains d'espérance de vie sont des gains d'espérance de vie sans incapacité d'ici à 2028), le nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile devrait augmenter mais de façon plus modérée comparativement aux deux autres scénarii.
- ❖ En effet, et ce de façon « mécanique », ce décalage des taux induit une légère baisse des taux de prévalence par âge, freinant l'accroissement du nombre possible de bénéficiaires. Si en 2017 la CTM comptait 80 bénéficiaires de l'APA à domicile pour 1000 personnes âgées de 60 ans et plus, ce rapport ne devrait plus s'établir, d'après ce scénario, qu'à 75 au 1er janvier 2028.
- ❖ Le nombre de bénéficiaires de l'APA à l'échelle départementale passerait ainsi de 8 142 en 2017 et près de 9 900 en 2023. Durant la période du schéma, le nombre de bénéficiaires devraient ainsi augmenter de près de 1 700 personnes.

Un scénario optimiste qui fait état d'un vieillissement des bénéficiaires





- ❖ Du fait du fort accroissement du nombre de personnes âgées et d'un recul de l'âge d'entrée en dépendance, au fil des ans, le processus de vieillissement ferait également varier la répartition par âge des bénéficiaires : le poids des personnes âgées de 85 ans et plus serait de plus en plus important comme le montre le graphique ci-dessus. L'âge moyen des bénéficiaires de l'APA à domicile devrait ainsi passer de 84,0 ans en 2017 à 85,3 ans en 2023 selon le scénario optimiste.
- ❖ L'évolution du nombre de personnes âgées dépendantes est fortement liée aux mouvements démographiques et au passage des générations dans les différentes classes d'âge. Il serait ainsi observé des évolutions différentes du nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile selon les classes d'âge. **Entre 2017 et 2023, les bénéficiaires de l'APA à domicile âgés de 60-74 ans devrait augmenter de façon modérée comparativement aux deux autres classes d'âges. Le nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile âgés de 85 ans ou plus augmenterait de façon importante passant de 3 887 en 2017 à près de 5 600 en 2023.** Cette hausse du nombre de bénéficiaires fortement âgés aurait pour conséquence la hausse de la proportion des bénéficiaires âgés de 85 ans ou plus. En effet, si en 2013 les 85 ans et plus pesaient pour 47,7% parmi l'ensemble des bénéficiaires de l'APA, cette part devrait atteindre 57% en 2023.
- ❖ D'ici le 1er janvier 2023, la part des GIR 1-2 devrait augmenter pour atteindre 19,1% (contre 18,5% en 2017). Le nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile classés GIR 1-2 devrait également augmenter passant 1 503 en 2017 à près de 1 900 en 2023.

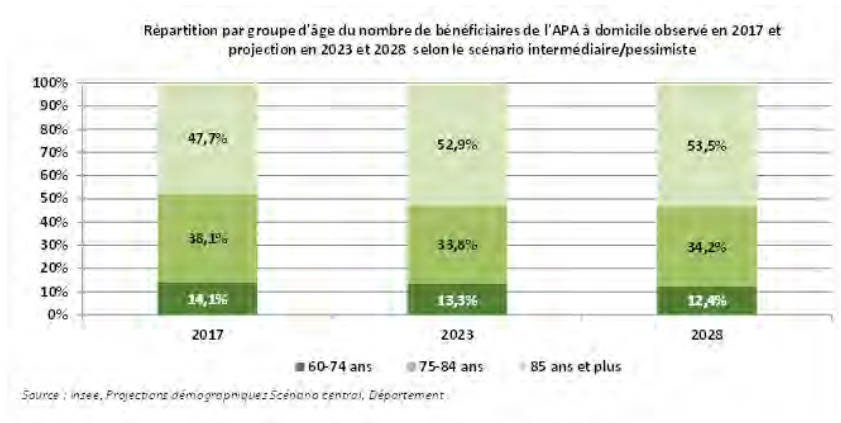
Un scénario intermédiaire/pessimiste qui fait état d'une forte hausse de la population dépendante

| 1er janvier | EVOLUTION DU TAUX DE PÉNÉTRATION DE L'APA A DOMICILE PAR GROUPE D'AGES QUINQUENNAUX | | | | | | | |
|------------------------------------|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|
| | 60 ans à 64 ans | 65 ans à 69 ans | 70 ans à 74 ans | 75 ans à 79 ans | 80 ans à 84 ans | 85 ans à 89 ans | 90 ans à 94 ans | 95 ans ou plus |
| 2017 | 116 | 390 | 645 | 1 221 | 1 883 | 1 910 | 1 259 | 718 |
| 2023 | 151 | 544 | 956 | 1 586 | 2 619 | 3 262 | 2 227 | 1 091 |
| 2028 | 154 | 629 | 1 087 | 1 968 | 3 201 | 3 603 | 2 980 | 1 502 |
| Ecart absolu entre 2017 et 2023 | 35 | 154 | 311 | 365 | 736 | 1 352 | 968 | 373 |
| Evolution entre 2017 et 2023, en % | 29,8% | 39,4% | 48,2% | 29,9% | 39,1% | 70,8% | 76,9% | 51,9% |
| Ecart absolu entre 2017 et 2028 | 38 | 239 | 442 | 747 | 1 318 | 1 693 | 1 721 | 784 |
| Evolution entre 2017 et 2028, en % | 32,6% | 61,2% | 68,5% | 61,2% | 70,0% | 88,6% | 136,7% | 109,2% |

Pour rappel, les scénarii intermédiaire et pessimiste donnent le même nombre total de bénéficiaires de l'APA. Seule la répartition par GIR est différente aux différents horizons.

- ❖ Ce scénario fait l'hypothèse d'une stabilité de la durée de vie sans incapacité. De ce fait, il induit l'accroissement de la durée de vie en dépendance puisque les hypothèses démographiques font quant à elles état d'une hausse de l'espérance de vie. **Ainsi, il est observé une forte augmentation du nombre de bénéficiaires qui suit celle de l'évolution**

du nombre de personnes âgées anticipée via les projections démographiques. Le nombre de bénéficiaires de l'APA passerait ainsi de 8 141 à près de 12 500 en 2023 soit une augmentation globale de +53% en l'espace de 10 années. Le taux de pénétration de l'APA à domicile passerait ainsi de 80 à 100 bénéficiaires de l'APAP à domicile pour 1 000 personnes âgées de 60 ans ou plus. **Comme pour le scénario optimiste, le nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile augmenterait fortement au-delà de 85 ans, ainsi que leur proportion comme le montre le graphique ci-dessus.**



- ❖ Le scénario intermédiaire fait l'hypothèse – à l'instar du scénario pessimiste - que la durée de vie vécue avec incapacité augmentera. Toutefois, l'hypothèse est également posée que cette hausse concernera uniquement la dépendance « modérée » : cette hypothèse sous-tend que l'incertitude de l'évolution de la dépendance concernerait uniquement la dépendance « modérée ».
- ❖ Le nombre de personnes lourdement dépendantes (GIR 1-2) évoluerait ainsi de manière identique à l'hypothèse optimiste, soit une légère hausse d'ici 2023.
- ❖ Le nombre de bénéficiaires de l'APA classés en GIR 3-4 quant à lui augmenterait de près de 60% à l'horizon 2023, soit une progression absolue de +3 900 bénéficiaires.

| 1er janvier | EVOLUTION DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APA A DOMICILE PAR GIR (scénario Intermédiaire) | | |
|------------------------------------|---|---------|--------|
| | GIR 1-2 | GIR 3-4 | TOTAL |
| 2017 | 1 503 | 6 638 | 8 141 |
| 2023 | 1 884 | 10 550 | 12 434 |
| 2028 | 2 090 | 13 034 | 15 124 |
| Ecart absolu entre 2017 et 2023 | 381 | 3 912 | 4 293 |
| Evolution entre 2017 et 2023, en % | 25,4% | 58,9% | 52,7% |
| Ecart absolu entre 2017 et 2028 | 587 | 6 396 | 6 983 |
| Evolution entre 2017 et 2028, en % | 39,0% | 96,4% | 85,8% |

- ❖ Dans le scénario pessimiste, hypothèse est ici faite d'une hausse de l'espérance de vie avec incapacité quel que soit le niveau de dépendance. Le poids de la dépendance lourde vis-à-vis de la dépendance modérée resterait donc ici le même.
- ❖ A répartition par GIR et par âge égale (identique à celle observée ces dernières années), le nombre de bénéficiaires en dépendance lourde (GIR 1-2) augmenterait de +55% et celui des dépendants « modérés » (GIR 3-4) de +53%, soit des hausses respectives de +826 et +3 468 bénéficiaires supplémentaires entre 2017 et 2023.

| 1er janvier | EVOLUTION DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APA A DOMICILE PAR GIR (scénario pessimiste) | | |
|------------------------------------|--|---------|--------|
| | GIR 1-2 | GIR 3-4 | TOTAL |
| 2017 | 1 503 | 6 638 | 8 141 |
| 2023 | 2 329 | 10 106 | 12 434 |
| 2028 | 2 865 | 12 259 | 15 124 |
| Ecart absolu entre 2017 et 2023 | 826 | 3 468 | 4 293 |
| Evolution entre 2017 et 2023, en % | 54,9% | 52,2% | 52,7% |
| Ecart absolu entre 2017 et 2028 | 1 362 | 5 621 | 6 983 |
| Evolution entre 2017 et 2028, en % | 90,6% | 84,7% | 85,8% |

Récapitulatif des résultats à l'échelle départementale

EVOLUTION DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APA A DOMICILE PAR GROUPE D'AGES QUINQUENNAUX SELON LE SCENARIO OPTIMISTE, INTERMEDIAIRE ET PESSIMISTE

| | 2017 | Scénario optimiste | | Scénario "intermédiaire et pessimiste" | |
|-----------------|-------------|--------------------|--------------|--|--------------|
| | | 01.01.2023 | 01.01.2028 | 01.01.2023 | 01.01.2028 |
| 60 ans à 64 ans | 116 | 81 | 84 | 151 | 154 |
| 65 ans à 69 ans | 390 | 325 | 296 | 544 | 629 |
| 70 ans à 74 ans | 645 | 784 | 767 | 956 | 1087 |
| 75 ans à 79 ans | 1221 | 1106 | 1185 | 1586 | 1968 |
| 80 ans à 84 ans | 1883 | 1981 | 2049 | 2619 | 3201 |
| 85 ans à 89 ans | 1910 | 2624 | 2666 | 3262 | 3603 |
| 90 ans à 94 ans | 1259 | 2080 | 2457 | 2227 | 2980 |
| 95 ans ou plus | 718 | 903 | 1249 | 1091 | 1502 |
| TOTAL | 8142 | 9884 | 10752 | 12434 | 15124 |

Source : Eneis Conseil, projections démographiques scénario central & projections de personnes dépendantes

EVOLUTION DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APA A DOMICILE PAR GIR SELON LE SCENARIO OPTIMISTE, INTERMEDIAIRE ET PESSIMISTE

| | 2017 | Scénario optimiste | | Scénario intermédiaire | | Scénario pessimiste | |
|--------------|--------------|--------------------|---------------|------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | | 01.01.2023 | 01.01.2028 | 01.01.2023 | 01.01.2028 | 01.01.2023 | 01.01.2028 |
| GIR 1-2 | 1 503 | 1 884 | 2 090 | 1 884 | 2 090 | 2 329 | 2 865 |
| GIR 3-4 | 6 638 | 8 000 | 8 662 | 10 550 | 13 034 | 10 106 | 12 259 |
| TOTAL | 8 141 | 9 884 | 10 752 | 12 434 | 15 124 | 12 434 | 15 124 |

Source : Eneis Conseil, projections démographiques scénario central & projections de personnes dépendantes

Les besoins en EHPAD

Indicateurs utilisés, hypothèses réalisées et méthodologie

Avec le développement de différents services sur l'ensemble du territoire départemental, le maintien à domicile est la première solution envisagée et utilisée par les personnes âgées. **Cela étant, le département se doit également de développer une offre de prise en charge dans les EHPAD afin de palier et anticiper les besoins à venir. En effet, d'ici à 2023 et 2028, les projections démographiques réalisées à l'échelle départementale ont mis en avant une augmentation du nombre de personnes âgées de plus 60 ans et ce, quel que soit le scénario envisagé.** Comme l'a montrée la partie précédente, cette hausse démographique aura également pour conséquence l'augmentation du nombre de personnes âgées dépendantes à domicile et ce quel que soit le scénario d'évolution de l'espérance de vie en dépendance ou non considéré. **Cette augmentation du nombre de personnes âgées et potentiellement dépendantes aura ainsi une répercussion sur les besoins en EHPAD.**

Afin d'estimer le nombre de places nécessaires (lits EHPAD) pour palier l'évolution du nombre de personnes âgées, un exercice de prospective de besoins a été réalisé, combinant à la fois les données sur l'évolution de la dépendance à domicile et des hypothèses sur l'évolution de la prise en charge à domicile et en établissements des GIR 1 à 4.

Comme pour les projections démographiques et les projections de personnes âgées dépendantes, cet exercice est basé sur l'évolution de certains indicateurs. Le degré de fiabilité de cet exercice est donc assujéti à la capacité des acteurs publics à mettre en place les actions nécessaires pour la réalisation des hypothèses. **Les projections de besoins ont été réalisées aux horizons 2023 et 2028 à l'échelle du département.**

Cet exercice prospectif de définition des besoins est basé sur l'évolution à venir des taux d'institutionnalisation des GIR 1-2 et des GIR 3-4. A l'échelle de la CTM ce taux est de 30% pour les GIR 1-2, c'est-à-dire que 30% des GIR 1-2 résident en établissement et 70% à domicile. Pour les GIR 3-4, le taux d'institutionnalisation est égal à 5%. Ces valeurs sont nettement inférieures à celles observées à l'échelle nationale où les taux d'institutionnalisation sont respectivement de 65% et 20% pour les GIR 1-2 et GIR 3-4.

Du fait d'écart important, 3 scénarii d'évolution des taux d'institutionnalisation ont été réalisés :

- ❖ **Maintien des taux d'institutionnalisation observés actuellement** : l'objectif de ce scénarii est de montrer les besoins en EHPAD si les taux sont maintenus constants sous-entendant ainsi le déploiement de moyens conséquents pour répondre aux besoins à domicile étant donné l'évolution du nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile.
- ❖ **Fixation des taux nationaux** : ce scénario a une vertu pédagogique et a pour objectif d'indiquer la volumétrie de places à créer si la CTM s'oriente dès à présent vers un « rapatriement important » des GIR 1-2 et 3-4 en établissement en vue de disposer des mêmes taux d'institutionnalisation qu'à l'échelle nationale.
- ❖ **Augmentation progressive des taux d'institutionnalisation** : ce scénario est un intermédiaire aux deux autres et fixe une montée progressive des taux d'institutionnalisation des GIR 1-2 et 3-4 sans pour autant atteindre les valeurs nationales d'ici 2028. Ce scénario fait ainsi le postulat d'un développement visant à diversifier les réponses quant à la prise en charge des personnes dépendantes en établissements et à domicile.

Pour les trois scénarii cités, il est également fait comme hypothèse que la part des GIR 5-6 en établissement diminue de 5 points pour les 5 ans. Elle est actuellement de 10%.

Tableau des hypothèses

| | Maintien des taux d'institu. | Fixation des taux nationaux | Augmentation progressive |
|---|--|--|----------------------------|
| Nombre de places autorisées en EHPAD | | 1 599 places | |
| Taux d'institutionnalisation des GIR 1-2 | 30% en 2023 30% en 2028 | 65% en 2023 65% en 2028 | 40% en 2023 50% en 2028 |
| Taux d'institutionnalisation des GIR 3-4 | 5% en 2023 (valeur actuelle) 5% en 2028 (valeur actuelle) | 20% en 2023 20% en 2028 | 10% en 2023 15% en 2023 |
| Part des résidents dépendants venant d'un autre département (GIR 1-4) | | 0% | |
| Part des résidents classés GIR 5-6 | | 5% en 2023 et 0% en 2028 (10% en 2018) | |

Calcul des besoins en EHPAD

A partir des bénéficiaires de l'APA à domicile classés GIR 1-2 et 3-4 et projetés à l'échelle départementale, il est possible de définir les besoins en EHPAD.

Pour cela :

1) On calcule les GIR 1-2 et 3-4 vivant à domicile et en établissement, originaires du département en divisant par l'inverse des taux d'institutionnalisation.

On en déduit les GIR 1-2 et 3-4 originaires du département vivant en établissement.

2) A ces GIR 1-4 vivant en établissement et originaires du département, on divise par l'inverse de la proportion des GIR 1-4 vivant hors département pour en déduire le nombre total de GIR 1-4 en établissement originaires ou non du département.

3) A ce total de GIR 1-4 en établissement originaires ou non du département, on divise par l'inverse de la part des GIR 5-6 en établissement pour en déduire le nombre de total de GIR 1-6 en établissement originaires ou non du département.

4) A ce total, on applique l'inverse d'un taux d'occupation de 98% pour en déduire le nombre total de places nécessaires en 2023 et 2028.

5) On compare le total obtenu aux places autorisées en 2017.

Les besoins en EHPAD découlent des projections démographiques et des projections de personnes dépendantes à domicile. De ce fait, trois chiffres de besoins en EHPAD sont présentés pour chacun des scénarii liés à l'évolution des taux d'institutionnalisation. De ce fait, au global 9 chiffres de besoins en EHPAD sont présentés à chaque date.

Les besoins théoriques calculés

| | | Nombre de places à créer d'ici 2023 (durant la période du schéma) selon l'évolution des taux d'institutionnalisation et de la dépendance à domicile | | |
|--|------------------------|---|--|--------------------------------------|
| | | Scenarii relatifs à l'évolution des taux d'institutionnalisation des GIR 1-2 et 3-4 | | |
| | | Maintien des taux aux valeurs observées ces dernières années | Fixation de taux similaires aux valeurs nationales | Augmentation progressive des taux |
| Scenarii relatifs à l'évolution de la dépendance à domicile | Scénario optimiste | -280 | 4719 | 847 |
| | Scénario intermédiaire | -136 | 4761 | 866 |
| | Scénario pessimiste | 44 | 4737 | 857 |

En considérant les résultats à l'échelle départementale ainsi que le scénario du maintien du taux d'institutionnalisation, il est constaté que la CTM dispose d'un nombre de places nécessaires pour pallier les évolutions à venir d'ici 2023 et 2028 (voir tableau l'horizon 2028 ci-après). Ce constat n'est cependant pas valable dans le cas où l'évolution de la dépendance à domicile se rapprocherait du scénario pessimiste (**une quarantaine de places à créer d'ici 2023**).

Si la CTM envisage de disposer de taux d'institutionnalisation similaires à ceux du niveau national, il faudrait ainsi créer plus de 4 700 places d'ici 2023. Ce chiffre dépasse les 5 000 si on considère l'horizon 2028 et atteint près de 6 000 dans le cas où la dépendance évoluerait de la façon fixée par le scénario pessimiste (voir tableau l'horizon 2028 ci-après).

Si la CTM se positionne sur un scénario d'augmentation progressive des taux d'institutionnalisation, il faudrait ainsi créer près de 850 places durant le schéma (taux d'institutionnalisation fixé à 40% pour les GIR 1-2 et 10% pour les GIR 3-4).

| | | Nombre de places à créer d'ici 2028 (durant la période du schéma) selon l'évolution des taux d'institutionnalisation et de la dépendance à domicile | | |
|--|------------------------|---|--|--------------------------------------|
| | | Scenarii relatifs à l'évolution des taux d'institutionnalisation des GIR 1-2 et 3-4 | | |
| | | Maintien des taux aux valeurs observées ces dernières années | Fixation de taux similaires aux valeurs nationales | Augmentation progressive des taux |
| Scenarii relatifs à l'évolution de la dépendance à domicile | Scénario optimiste | -220 | 5004 | 2315 |
| | Scénario intermédiaire | 14 | 5433 | 2618 |
| | Scénario pessimiste | 311 | 5895 | 2854 |

Les résultats présentés à l'horizon 2028 sont similaires à ceux de 2023, agrémentés des places à produire entre 2023 et 2028. Ainsi, si la CTM fait le choix d'une augmentation progressive des taux d'institutionnalisation des GIR 1-2 et 3-4, elle devra créer entre 2 300 et 2 800 places en EHPAD entre 2018 et 2028, dont près de 850 durant la période du schéma comme indiqué précédemment.

Même en maintenant les taux actuels, la CTM devrait créer un petit nombre de places sauf si l'évolution de la dépendance à domicile dans les prochaines années suivait celle indiquée via le scénario optimiste.

Glossaire

AAH : allocation aux adultes handicapés

ACS : aide à l'acquisition d'une complémentaire santé

ACTP : allocation compensatrice tierce personne

AEH : allocation d'éducation de l'enfant handicapé

AGEFIPH : association de gestion du fond pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées

AJ : accueil de jour

ANAH : agence nationale de l'habitat

APA : allocation personnalisée d'autonomie

ARS : Agence Régionale de Santé

ASV : loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement

CACEM : communauté d'agglomération centre Martinique

CAESM : communauté d'agglomération de l'espace sud de la Martinique

CAJ : centre d'accueil de jour

CAMSP : centre d'action médico-sociale précoce

CASF : code de l'action sociale et des familles

CCAS : centre communal d'action sociale

CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie

CDAPH : commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées

CGSS : Caisse Générale de Sécurité Sociale

CLIC : centre local d'information et de coordination

CLS : contrat local de santé

CMPP : centre médico-psycho-pédagogique

CNSA : caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

CPOM : contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens

EES : établissement d'éducation spécialisée

EHPA : établissement d'hébergement pour personnes âgées

EHPAD : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

ERP : établissement recevant du public

ESAT : établissement et service d'aide par le travail

FAM : foyer d'accueil médicalisé

FV : foyer de vie

HT : hébergement temporaire

IME : institut médico-éducatif

IMP : institut médico-pédagogique

IMPro : institut médico-professionnel

ITEP : institut thérapeutique éducatif et pédagogique

MAIA : méthode d'action pour l'intégration des services d'aides et de soins dans le champ d'autonomie

MARPA : maison d'accueil rural pour les personnes âgées
MAS : maison d'accueil spécialisée
MDPH : maison départementale des personnes handicapées
PAERPA : programme personnes âgées en risque de perte d'autonomie
PASA : pôle d'activité et de soins adaptés
PCH : prestation de compensation du handicap
PMR : personne à mobilité réduite
PTA : plateforme territoriale d'appui
RAPT : réponse accompagnée pour tous
SAAD : service d'aides et de soins à domicile
SAMSAH : service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés
SAP : service à la personne
SAVS : service d'accompagnement à la vie sociale
SEES : section d'éducation et d'enseignement spécialisée
SESSAD : service d'éducation spéciale et de soins à domicile
SPASAD : service polyvalents d'aides et de soins à domicile
SSIAD : service de soins infirmiers à domicile
UHR : unité d'hébergement renforcée
USLD : unité de soins longue durée

PROJET



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-21-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-21-1

PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POINT SERVICES AUX PARTICULIERS POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 29 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) à l'association Point Services Aux Particuliers pour la réalisation de son programme d'actions, au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association Point Services Aux Particuliers.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



Annexe à la délibération 18-21-1



**CONVENTION
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A
L'ASSOCIATION POINT SERVICES AUX PARTICULIERS
POUR LE PROGRAMME ACTIONS**

*Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17--1 du 2017 portant attribution d'une subvention à l'association Point Services Aux Particuliers pour la réalisation du programme d'actions, au titre de l'année 2016.*

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

**La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE
CS 30137, 97 201 Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »**

ET, d'autre part,

**L'Association POINT SERVICES AUX PARTICULIERS,
Représentée par M. habilité à représenter le co-contractant en sa
qualité de Président,
ayant son siège social sis : 4 Boulevard Allègre – 1^{er} étage – 97200 Fort-de-France
Dénommée ci-après le Partenaire**

PREAMBULE

L'Association Point Services Aux Particuliers a pour mission de faciliter les démarches administratives de la population et de favoriser les relations entre les particuliers et les acteurs économiques et sociaux du territoire.

L'association sollicite la Collectivité Territoriale de Martinique pour la réalisation d'actions d'accueil et d'information, au titre de l'année 2016.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire « POINT SERVICES AUX PARTICULIERS ».

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre du programme d'actions de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze (12) mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de six (6) mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de cinq mille euros (5 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) s'effectuera en deux fois :

- le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit trois mille cinq cent euros (3 500 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.
- le solde de 30% du montant total de la subvention soit mille cinq cent euros (1 500 €) au vu du rapport d'activités 2016 et du bilan financier final des dépenses correspondant à cette action, signé du président et du trésorier de l'association.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association POINT SERVICES AUX PARTICULIERS auprès de la banque Caisse Epargne

| Code banque | Code guichet | N° | Clé RIB |
|-------------|--------------|----|---------|
| | 00001 | | 79 |

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à un million cinq cent cinquante euros (1 550 000 €),
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède trois million cent euros

(3 100 000 €),

- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. À cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 11 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

En quatre exemplaires originaux.

Le

**Le Président de l'Association
POINT SERVICES AUX PARTICULIERS**

**Le Président du Conseil
Exécutif de la Collectivité
Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

PRESENTATION DU PROGRAMME D' ACTIONS 2016

Le programme d'activités de l'année 2016 de l'association POINT SERVICES AUX PARTICULIERS, a pour but de poursuivre les actions engagées sur divers points, tel que :

- la dynamisation de l'animation des réunions collectives,
- l'élaboration d'un plan de communication plus pertinent afin de mieux faire connaître les missions de l'association,
- l'augmentation du nombre d'interventions auprès des détenus,
- l'accentuation de l'accompagnement professionnel et l'éducation budgétaires auprès des adhérents

Afin d'assurer une lisibilité de ce programme et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

| | | |
|---|---|--|
| Coût de l'action 2016 208 000 € | Subvention demandée à la CTM 15 000 € | Taux de financement public global 88.07% |
| Montant demandé 2016 | | Taux de financement CTM |
| 15 000 € | | 7.21% |
| Charge les plus importantes | | |
| Rémunération de personnel : 91 585 € | | 44.03% |
| Services externes : 25 700 € | | 12.35% |
| Autres services extérieurs : 36 000 € | | 17.30% |
| Charges fixes de fonctionnement: 10 100 € | | 4.89% |

| | |
|---------------------------------|---|
| Objectifs : | l'objectif est d'accueillir, informer et accompagner les particuliers en difficultés face aux organismes publics ou autres. |
| b) Public(s) visé(s) : | la population |
| c) Localisation : | La Martinique |
| d) Moyens mis en œuvre : | moyens humains (intervenants). |

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

®Nombre de participants,

®Activités créées, domaine

®Leurs noms et prénoms,

®Leurs coordonnées postale et téléphonique,

®leur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

•Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-22-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-22-1

PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À L'ASSOCIATION DYENM POUR LA MISE EN PLACE DE SES PROGRAMMES D' ACTIONS 2016 ET 2017

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion économie sociale et solidaire le 6 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont attribuées des subventions d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) au titre de l'année 2016 et de dix mille euros (10 000 €) au titre de l'année 2017 à l'association DYENM pour la mise en place de ses programmes d'actions.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement des subventions mentionnées à l'article 1 sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association DYENM.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

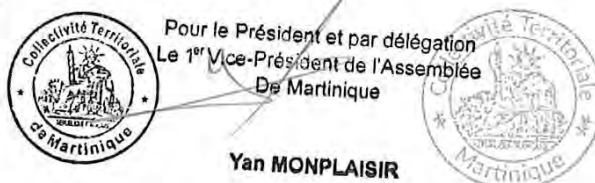
ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





Collectivité
Territoriale
de Martinique

L'association DYENM

représentée par Madame habilitée à représenter le co-
contractant en sa qualité de Présidente,
ayant son siège social sis : Relais de quartier- n°541 rue de la Valmenière- Volga
Plage- 97200 FORT- DE- FRANCE

Dénommé ci-après «Le partenaire»

PREAMBULE

L'association contribue à l'épanouissement de la jeunesse par le développement de la culture et du sport. Elle se donne comme objectif de favoriser l'expression des potentialités de la jeunesse comme de l'expérience des aînés et de permettre l'accomplissement de notre citoyenneté commune.

L'association sollicite la Collectivité Territoriale de Martinique pour la mise en place de ses programmes d'actions au titre des années 2016 et 2017.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire « **Association DYENM** »
Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;

- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en place du programme d'actions au titre des années 2016 et 2017 de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de cinq mille euros (5 000 €) au titre de l'année 2016 et dix mille euros (10 000 €) au titre de l'année 2017.

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) au titre de l'année 2016 s'effectuera en deux fois :

- le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit trois mille cinq cents euros (3 500 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.
- le solde de 30 % du montant total de la subvention soit mille cinq cent euros (1 500 €) sera versé au vu d'un compte rendu synthétique (5 pages maximum) et du bilan financier de l'action signé du Président et du Trésorier de l'association.

Le versement de la subvention d'un montant de dix mille euros (10 000 €) au titre de l'année 2017 s'effectuera en deux fois :

- le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit sept mille euros (7 000 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

- le solde de 30% du montant total de la subvention soit trois mille euros (3 000 €) sera versé au vu d'un compte rendu synthétique (5 pages maximum) et du bilan financier de l'action signé du Président et du Trésorier de l'association.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association «**DYENM**» auprès de la BRED

| Code banque | Code guichet | N° | Clé RIB |
|-------------|--------------|----|---------|
| | 00167 | | 44 |

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des

capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 € (un million cinq cent cinquante mille euros),
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 € (trois millions cent mille euros),
- la personne morale emploie plus de 50 (cinquante) salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € (cent cinquante-trois mille euros) d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée

avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 11 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

En quatre exemplaires originaux.

Le

**La Présidente de l'Association
«DYENM»**

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale
de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

PRESENTATION DE L'ACTION

Le projet de l'association DYENM, a pour objet de pallier à des besoins identifiés par les résidents ou éducateurs exerçant dans le quartier, la mise en place d'ateliers de loisirs, d'expression culturelle et d'animation ouverte à tous, d'un accompagnement social, insertion et développement local et également d'une aide à la scolarité.

Afin d'assurer une lisibilité de l'action et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

| | | |
|---|---|--|
| Coût des actions 2016 et 2017 105 000 € pour 2016 74 500 € pour 2017 | Subventions demandées à la CTM 17 500 € pour 2016 18 500 € pour 2017 | Taux de financement public global 85,42 % pour 2016 93,82 % pour 2017 |
| Montants demandés 2016 et 2017 | | Taux de financement CTM |
| 17 500 € pour 2016 | | 16,66 % pour 2016 |
| 18 500 € pour 2017 | | 24,83 % pour 2017 |
| Charges les plus importantes | | |
| Rémunération de personnel : 46 000 € (2016) et 30 600 € (2017) | | 43,80 % (2016) et 41 % (2017) |
| Autres services extérieurs : 21 000 € (2016) et 16 650 € (2017) | | 20 % (2016) et 22,34 % (2017) |
| Charges fixes de fonctionnement: 2 500 € (2016) et 2 150 € (2017) | | 2,38 % (2016) et 2,8 % (2017) |

a) Objectifs :

- Développer des activités d'animation dans le quartier de Volga Plage,
- Valoriser l'histoire, la mémoire, la culture du quartier,

- Permettre l'expression des talents,
- Accompagner la population dans ses démarches,
- Contribuer à la réussite scolaire et éducative des enfants,
- Œuvrer à l'égalité des chances,
- Renforcer l'accueil et l'intégration des personnes immigrées

b) Public(s) visé(s) : habitants du quartier Volga Plage

c) Localisation :

- Volga Plage et Fort de France

d) Moyens mis en œuvre : moyens humains, logistiques et matériels

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

- ®Nombre de personnes en insertion accompagnés,
- ®Activités créées, domaine
- ®Leurs noms et prénoms,
- ®leurs coordonnées postale et téléphonique,
- ®leur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

•Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-23-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-23-1

PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « LOCATAIRES DE VOIX DE VILLE » POUR L'ACTION « FÊTE DE LA FAMILLE 2016 »

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 6 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de mille euros (1 000 €) à l'association « Locataires de Voix de Ville », pour l'organisation de la manifestation « Fête de la Famille » au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association « Locataires de Voix de Ville ».

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



Annexe à la délibération 18-23-1



**CONVENTION
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A
L'ASSOCIATION LOCATAIRES DE VOIX DE VILLE
POUR L'ACTION « FETE DE LA FAMILLE 2016 »**

*Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17--1 du 2017 portant attribution d'une subvention à l'association LOCATAIRES DE VOIX DE VILLE pour l'organisation de la manifestation « Fête de la Famille », au titre de l'année 2016.*

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE
CS 30137, 97 201 Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »

ET, d'autre part,

L'Association LOCATAIRES DE VOIX DE VILLE,
Représentée par M. _____ habilité à représenter le co-contractant en sa
qualité de Président,
ayant son siège social sis : LCR Voix de Ville – 97200 Fort-de-France

Dénommée ci-après le Partenaire

PREAMBULE

L'Association Locataires de Voix de Ville est une structure qui facilite l'accès aux divers services ou activités de proximité aux habitants du quartier. Tout au long de l'année des projets d'animations ; ainsi que différentes actions sont menées afin de susciter la participation des résidents, de promouvoir et de développer des initiatives.

L'association sollicite la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'organisation de la manifestation « Fête de la Famille », au titre de l'année

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire « LOCATAIRES DE VOIX DE VILLE ».

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la réalisation de la manifestation « Fête de la Famille », au titre de l'année 2016, de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze (12) mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de six (6) mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de mille euros (1 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de mille euros (1 000 €) s'effectuera en une fois et sera versé:

- au vu du compte rendu de la réalisation de la manifestation et du bilan financier réel des dépenses, signé du président et du trésorier de l'association.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.
Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association
LOCATAIRES DE VOIX DE VILLE

auprès de la FORT DE FRANCE DE GAULLE

| Code banque | Code guichet | N° | Clé RIB |
|-------------|--------------|----|---------|
| 10107 | 00622 | | 72 |

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à un million cinq cent cinquante euros (1 550 000 €),
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède trois million cent euros (3 100 000 €),
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. À cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 11 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

En quatre exemplaires originaux.

Le

**Le Président de l'Association
LOCATAIRES DE VOIX DE VILLE**

**Le Président du Conseil
Exécutif de la Collectivité
Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

PRESENTATION DE L'ACTION « FETE DE LA FAMILLE »

Le projet de l'association LOCATAIRE DE VOIX DE VILLE, a pour but de rassembler toutes les familles du quartier et des avoisinants, afin de partager un moment de convivialité.

Afin d'assurer une lisibilité du projet et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

| | | |
|---|--|---|
| Coût de l'action 2016 3 700 € | Subvention demandée à la CTM 1 000 € | Taux de financement public global % |
| Montant demandé 2016 | | Taux de financement CTM |
| 1 000 € | | 27.02% |
| | | |
| Charges les plus importantes | | |
| Rémunération de personnel : 0€ | | % |
| Services externes : 2 300 € | | 62.16% |
| Autres services extérieurs : 0€ | | % |
| Charges fixes de fonctionnement: € | | % |

| | |
|---------------------------------|--|
| a) Objectifs : | l'objectif est rassembler toutes les familles du quartier et de partager un moment convivial |
| b) Public(s) visé(s) : | jeunes, enfants, adultes |
| c) Localisation : | Voix-de-ville, Fort-de-France |
| d) Moyens mis en œuvre : | moyens humains et moyens matériels |

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

®Nombre de participants

•Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-24-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-24-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « KARISKO » POUR LA MISE EN OEUVRE DE SES ACTIVITÉS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 29 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 6 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de dix mille euros (10 000 €) à l'association KARISKO pour la mise en oeuvre de ses activités au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association KARISKO.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-25-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-25-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION « LA BULLE À KRRISTOU » POUR LA MISE EN PLACE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 29 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 6 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) à l'association «La Bulle A Krristou» pour son programme d'actions au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association «La Bulle A Krristou».

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



Annexe à la délibération 18-25-1



**CONVENTION
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION
« LA BULLE A KRRISTOU »
POUR LA REALISATION DE SON PROGRAMME D' ACTIONS**

*Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17- du 2017 portant attribution d'une subvention à l'association « La Bulle A Krristou » pour la mise en œuvre de son programme d'actions au titre de l'année 2016.*

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS
30137, 97 201 Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »

ET, d'autre part,

L'Association « La Bulle à Krristou »

Représentée par Madame
sa qualité de Présidente,

habilitée à représenter le co-contractant en

ayant son siège social sis : 9, rue Lamartine- 97200 FORT DE FRANCE

Dénommée ci-après partenaire

PREAMBULE

L'association Cette association est un espace de créativité, qui a pour objectif principal de permettre aux familles et structures de concilier créativité et responsabilité

L'association «La Bulle à Krristou » sollicite la Collectivité Territoriale de la Martinique pour la réalisation de son programme d'actions 2016.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire «La Bulle à Krristou ».
Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre du programme d'actions de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze (12) mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de six (6 mois) pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de cinq mille euros (5 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) s'effectuera en deux fois :

- le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit trois mille cinq cent euros (3 500 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

- le solde de 30% soit mille cinq cent euros (1 500 €) du montant total de la subvention sera versé au vu d'un compte rendu synthétique de l'action (5 pages) et du bilan financier signé du Président et du trésorier.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association «La Bulle à Kkristou »

Auprès de la BRED

| Code banque | Code guichet | N° | Clé RIB |
|-------------|--------------|----|---------|
| 10107 | 00622 | | |

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à un million cinq-cent-cinquante mille euros (1 550 000 €),
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède trois millions cent mille euros

(3 100 000 €),

- la personne morale emploie plus de cinquante (50) salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8- LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 11 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

En quatre exemplaires originaux.

Le

**Le Président de l'Association
«La Bulle à Krristou »**

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

PRESENTATION DU PROGRAMME D' ACTIONS

Le projet de l'association «La Bulle à Krristou », a pour but de porter son programme d'actions dont l'objectif est de permettre aux familles et structures de concilier créativité et responsabilité.

Afin d'assurer une lisibilité de l'action et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

| Coût de l'action 2016 | Subvention demandée à la CTM | Taux de financement public global |
|---------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|
| 56 896 € | 10 000 € | 96.4 % |
| Montant demandé 2016 | | Taux de financement CTM |
| 10 000 € | | 17.5 7 % |
| | | |
| Charges les plus importantes | | |
| Rémunération de personnel : 15 593€ | | % |
| Autres services extérieurs : 13 290 € | | % |
| Charges fixes de fonctionnement: 0 € | | 0 % |

a) Objectifs :

l'objectif est de permettre aux familles et structures de concilier créativité et responsabilité. Les enfants doivent créer afin de stimuler leur esprit critique et leur capacité d'adaptation dans un monde de consommation.

**b) Public(s) visé(s) : public varié
familles- enfants -**

c) Localisation : La Martinique

**d) Moyens mis en œuvre : moyens
matériels- moyens humains -
moyens techniques**

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

- ®Nombre de personnes en insertion accompagnés,
- ®Activités créées, domaine
- ®Leurs noms et prénoms,
- ®leurs coordonnées postale et téléphonique,
- ®leur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

•Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-26-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-26-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION FORCE OUVRIÈRE CONSOMMATEURS (AFOC) POUR SON PROGRAMME D' ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 29 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 6 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de deux mille euros (2 000 €) à l'association Force Ouvrière Consommateurs (AFOC) pour son programme d'actions au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association AFOC.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



Annexe à la délibération 18-26-1



**CONVENTION
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION
FORCE OUVRIERE CONSOMMATEURS (AFOC)
POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS**

*Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17- du 2017 portant attribution d'une subvention à l'association AFOC pour la mise en œuvre de son programme d'actions.*

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

**La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS
30137, 97 201 Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »**

ET, d'autre part,

L'Association AFOC

Représentée par Monsieur **habilité à représenter le co-contractant**
en sa qualité de Président,
ayant son siège social sis : 41 rue Gabriel PERI - Terres-Sainville BP 461- 97200
FORT-DE-FRANCE

Dénommée ci-après partenaire

PREAMBULE

L'association AFOC a pour objectif la promotion des intérêts collectifs des consommateurs-salariés auprès des professionnels et pouvoirs publics par un partenariat économique et social, ainsi que leur défense individuelle au quotidien par le biais d'informations, de formations et de conseils.

L'association AFOC sollicite la Collectivité Territoriale de la Martinique pour la réalisation de son programme d'actions 2016.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire AFOC.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre du programme d'actions de l'association AFOC partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze (12) mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de six (6) mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de deux mille euros (2 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de deux mille euros (2 000 €) s'effectuera en deux fois :

- le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit mille quatre cents euros (1 400 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

- le solde de 30% du montant total de la subvention soit six cents euros (600 €) sera versé au vu d'un compte rendu synthétique de l'action (5 pages) et du bilan financier signé du Président et du trésorier.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association AFOC
Auprès de la SGBA

| Code banque | Code guichet | N° | Clé RIB |
|-------------|--------------|----|---------|
| 18079 | 06770 | | |

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à un million cinq-cent-cinquante mille euros (1 550 000 €),
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède trois millions cent mille euros (3 100 000 €),
- la personne morale emploie plus de cinquante (50) salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8- LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 11 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

En quatre exemplaires originaux.

**Le Président de l'Association
AFOC**

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

PRESENTATION DU PROGRAMME D' ACTIONS

Le projet de l'association AFOC, a pour but la réalisation de son programme d'actions, dont l'objectif est la promotion des intérêts collectifs des consommateurs-salariés auprès des professionnels et pouvoirs publics par un partenariat économique et social, ainsi que leur défense individuelle au quotidien par le biais d'informations, de formations et de conseils.

Afin d'assurer une lisibilité de l'action et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

| | | |
|--|--|---|
| Coût de l'action 2016 20 805.6 € | Subvention demandée à la CTM 6 000 € | Taux de financement public global 91.58 % |
| Montant demandé 2016 | Taux de financement CTM | |
| 6 000 € | 28.83 % | |
| | | |
| Charges les plus importantes | | |
| Rémunération personnel : 10 011.06€ | 48.11% | |
| Autres services extérieurs : 2645.42 € | 12.71 % | |
| Charges fixes de fonctionnement: 0 € | 0 % | |

a) Objectifs :

l'objectif est la promotion des intérêts collectifs des consommateurs-salariés auprès des professionnels et pouvoirs publics par un partenariat économique et social, ainsi que leur défense individuelle au quotidien par le biais d'informations, de formations et de conseils.

b) Public(s) visé(s) : Consommateurs

c) Localisation : La Martinique

d) Moyens mis en œuvre : moyens matériels- moyens humains - moyens techniques

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

- ⑧Nombre de personnes en insertion accompagnés,
- ⑧Activités créées, domaine
- ⑧Leurs noms et prénoms,
- ⑧leurs coordonnées postale et téléphonique,
- ⑧leur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

•Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-33-1-DE
Date de télétransmission : 26/03/2018
Date de réception préfecture : 26/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-33-1

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À
L'«UNION RÉGIONALE DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL/INSTITUT DE
FORMATION AUX MÉTIERS ÉDUCATIFS SANITAIRES ET SOCIAUX – L'OFFRE DE FORMATION
URASS-IFMES : UN LEVIER CLÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET
L'INSERTION PROFESSIONNELLE - N° MDFSE : 201704504 »**

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011;

Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 16 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 29 juillet 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 12 janvier 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 29 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 5 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FSE/CTM d'un montant de un million neuf cent quatre-vingt-sept mille huit cent soixante-quatre euros cinquante-huit centimes (1 987 864,58 €), soit 56,58 % de l'assiette éligible de 3 513 064,58 €, est attribuée à «Union Régionale des Associations du Secteur Sanitaire et Social/Institut de Formation aux Métiers Éducatifs Sanitaires et Sociaux – l'offre de formation URASS-IFMES : un levier clé pour le développement des compétences et l'insertion professionnelle - n° MDFSE : 201704504».

Le coût total éligible de l'opération se monte à trois millions cinq cent treize mille soixante-quatre euros cinquante-huit centimes (3 513 064,58 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme PO FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée comme suit :

- Pour la part FSE, s'élevant à neuf cent neuf mille deux cent vingt-huit euros cinquante-huit centimes (909 228,58 €), soit 25,88 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part territoriale, s'élevant à un million soixante-dix-huit mille six cent trente-six euros (1 078 636,00 €), soit 30,70 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50 % en crédit paiement en 2018,
- 50 % en crédit de paiement en 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-38-1-DE
Date de télétransmission : 26/03/2018
Date de réception préfecture : 26/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-38-1

PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF DE CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE (CIFRE)

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABÉ, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 24 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le dispositif de convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) tel qu'annexé à la présente délibération est adopté.

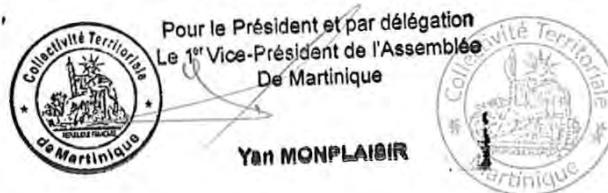
ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-38-1

DISPOSITIF CIFRE CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE

| |
|-----------------------------|
| CONTENU OPERATIONNEL |
|-----------------------------|

Descriptif

Le dispositif CIFRE permet à l'entreprise de bénéficier d'une aide financière pour recruter un jeune doctorant dont les travaux de recherche, encadrés par un laboratoire public de recherche, conduiront à la soutenance d'une thèse.

Le CIFRE associe trois partenaires :

- une entreprise, qui confie à un doctorant un travail de recherche objet de sa thèse ;
- un laboratoire, extérieur à l'entreprise, qui assure l'encadrement scientifique du doctorant ;
- un doctorant, titulaire d'un diplôme conférant le grade de master.

L'entreprise recrute en C.D.I. ou C.D.D. de 3 ans un jeune diplômé de grade master, avec un salaire brut minimum annuel de 23 484 euros (1 957 euros/mois), et lui confie un projet de recherche objet de sa thèse.

Elle reçoit pendant 3 ans de l'Association nationale de la recherche et de la technologie (A.N.R.T.), au nom de l'Etat, une subvention annuelle de 14 000 euros.

Un contrat de collaboration est établi entre l'entreprise et le laboratoire spécifiant les conditions de déroulement des recherches et les clauses de propriété des résultats obtenus par le doctorant.

Les travaux du doctorant sont éligibles au crédit d'impôt recherche (CIR) selon les mêmes critères que pour tout chercheur travaillant dans une entreprise.

Le dispositif CIFRE est garant d'un bon déroulement de la thèse dans de bonnes conditions financières pour le doctorant (plus de 90% des doctorants, toutes disciplines confondues, soutiennent leur thèse).

Le dispositif CIFRE a pour objectif de favoriser la mise en œuvre de projets de recherche s'appuyant sur la diversité institutionnelle et thématique du potentiel régional.

Sa vocation est notamment de

- favoriser le rapprochement des laboratoires de recherche avec le monde économique, social et de la santé régional ainsi que le transfert des résultats vers les secteurs utilisateurs.

- promouvoir des projets innovants ayant des retombées significatives en termes d'emploi.
- soutenir le développement de projets de recherche des entreprises au sens de la définition communautaire, et promouvoir l'acquisition et le transfert de connaissance de la recherche académique vers l'entreprise pour accélérer l'émergence de nouvelles applications, produits ou services, d'accompagner au mieux les projets des laboratoires de recherche en adéquation avec les besoins des entreprises et des territoires

Ce dispositif tend aussi à améliorer les conditions de formation des doctorants et à favoriser l'emploi scientifique des jeunes chercheurs par le biais d'un système d'allocations de recherche attractif d'une durée maximale de 36 mois fondé sur un financement par la CTM et d'une bourse CIFRE.

Destiné à ouvrir de nouveaux espaces de créativité, il devrait concerner des projets novateurs, fondés sur des projets susceptibles d'ouvrir de nouvelles voies de recherche

| |
|---|
| MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF |
|---|

La démarche comportera 2 volets :

1/L'appel à projets :

Il recensera les entreprises candidates et leurs besoins dans le but de soutenir le développement économique du territoire en renforçant la contribution des acteurs de la recherche à ce développement.

A travers ce nouveau dispositif dédié la CTM souhaite désormais privilégier le soutien à des projets de recherche académique, portés par des laboratoires de recherche et ayant un fort potentiel de développement socio-économique.

Cet appel à projets permettra d'identifier les projets en émergence et susceptibles de générer des innovations. La CTM cherche ainsi à accroître le rayonnement scientifique des laboratoires et leur attractivité pour les chercheurs et enseignants-chercheurs mais aussi, plus globalement, l'attractivité du territoire aux fins de développement économique, en facilitant notamment le transfert des savoirs et des technologies.

Consécutivement à cet appel à projets un appel à candidatures consistant à identifier et sélectionner les étudiants en master 2 au titre de l'année universitaire en cours sera proposé aux titulaires de master 2 ou équivalent

et futurs doctorants ayant un projet de recherche doctorale pour l'année universitaire au titre de laquelle le dispositif est sollicité.

Les thématiques privilégiées sont identifiées dans les documents stratégiques tels le Schéma régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI), le Schéma territorial de développement économique et d'internationalisation des entreprises (STDEII), la stratégie de spécialisation intelligente (S3).

Ces documents déclinent des orientations et les actions visant à amplifier le rayonnement scientifique de notre territoire et à développer la recherche au service de l'emploi et du développement économique

2/ L'accompagnement de l'entreprise et du doctorant :

2-1 l'entreprise :

L'entreprise pourra bénéficier d'une avance remboursable de trésorerie d'un montant maximum de 50 000 euros sans taux d'intérêt avec un différé de 6 mois permettant de financer les frais de fonctionnement et de petits équipements liés au projet de recherche .

Cette avance remboursable pourrait être gérée par Initiative Martinique Active.

L'entreprise obtiendra également le montant règlementaire du dispositif CIFRE via l'agence nationale de la recherche.

Cette avance remboursable est conditionnée à l'obtention du CIFRE.

2-2 le doctorant :

Le doctorant pourra disposer d'une allocation recherche durant la durée du CIFRE indexée sur les frais liés aux missions, recherche documentaire sur la base de la présentation d'un dossier comportant un budget prévisionnel annuel.

Le plafond de l'allocation recherche est fixée à 10 000 euros.

| |
|---------------------------|
| DEPENSES ELIGIBLES |
|---------------------------|

Les dépenses éligibles au titre de l'allocation recherche de la Collectivité sont :

Les frais d'installation sur le territoire du doctorant dès lors que son lieu de résidence précédant la demande se situe hors de la Martinique (transport, déménagement.

Les dépenses relatives à la recherche cofinancées par le CIFRE ne peuvent être éligibles au titre de l'allocation recherche.

| |
|---|
| MODALITES DE VERSEMENT ET DE SUIVI |
|---|

Une convention tripartite fixera les engagements réciproques des trois parties (Collectivité Territoriale de Martinique , entreprise, doctorant). Les modalités de versement seront définies dans le cadre de cette convention.

Le bénéficiaire doctorant s'engage à informer la Collectivité Territoriale de Martinique de l'état d'avancement de ses travaux de recherche et se conformer aux clauses de suivi définies dans la convention tripartite



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-39-1-DE
Date de télétransmission : 26/03/2018
Date de réception préfecture : 26/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-39-1

PORTANT ADOPTION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE LA MARTINIQUE ET L'UNIVERSITÉ DES ANTILLES RELATIVE À L'ADMISSION EN FORMATION EN MASSO-KINÉSITHÉRAPIE DE L'INSTITUT DE FORMATION EN MASSO-KINÉSITHÉRAPIE (IFMK) ANNICK LABONNE DU CHU MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 24 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 29 janvier 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la convention de partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), l'Université des Antilles et le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Martinique relative à l'admission en formation en masso-kinésithérapie de l'Institut de Formation en Masso-Kinésithérapie (IFMK) Annick Labonne du CHU Martinique pour une durée de 3 ans.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-40-1-DE
Date de télétransmission : 26/03/2018
Date de réception préfecture : 26/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-40-1

PORTANT AUTORISATION DE RENOUVELER LA CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE ET L'UNIVERSITÉ DES ANTILLES RELATIVE À L'ORGANISATION DES FORMATIONS EN SOINS INFIRMIERS CONDUISANT À LA DÉLIVRANCE DU GRADE LICENCE AUX INFIRMIERS DIPLOMÉS D'ÉTAT

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 24 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 29 janvier 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le renouvellement de la convention de partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), l'Université des Antilles et le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Martinique relative à l'organisation des formations en soins infirmiers conduisant à la délivrance du grade licence aux infirmiers diplômés pour une durée de 5 ans.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-41-1-DE
Date de télétransmission : 22/03/2018
Date de réception préfecture : 22/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-41-1

PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 5 DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET LE CARBET DES SCIENCES AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 ET RELATIF AUX « MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION »

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-168-1 du 18 mai 2017 portant octroi d'une subvention au Carbet des Sciences pour la réalisation de son programme d'activités 2017 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention signée le 11 juillet 2017 entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le Carbet des Sciences, ayant pour objet de définir les modalités de versement de la subvention allouée au Carbet des Sciences par la délibération n° 17-168-1 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 07 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la modification par avenant, de l'article 5 « Modalités de versement de la subvention » de la convention susvisée de partenariat conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le Carbet des Sciences au titre de l'année 2017.

Le nouvel article est rédigé comme suit :

« Les versements de cette somme se feront comme suit :

- 95%, soit la somme de deux cent quarante-cinq mille cent soixante-neuf euros et trente-cinq centimes (245 169,35 €) dès que le présent avenant sera rendu exécutoire,
- Le solde de 5%, soit douze mille neuf cent trois euros et soixante-cinq centimes (12 903,65 €) sur présentation :
 - d'un rapport financier détaillé des activités réalisées, certifié par un expert comptable ou commissaire aux comptes ;
 - d'un état précisant les actions définies en annexe, l'état effectif des réalisations par rapport aux objectifs (rapport d'activité). »

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et signer tout document tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération, notamment l'avenant joint en annexe.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique



Marie-France TOUL

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 18-41-1

REPUBLIQUE FRANCAISE



**AVENANT N°1
A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
AU TITRE DE L'ANNEE 2017**

| | |
|---|---|
| Bénéficiaire : CARBET DES SCIENCES | |
| Qualité du signataire : Président – Monsieur | |
| Nature juridique : Association loi 1901 | |
| Intitulé de l'opération : Programme d'activités au titre de l'année 2017 | |
| Budget de fonctionnement 2017 : | 658 280 € |
| Montant de l'aide Territoriale : | Deux cent cinquante-huit mille soixante-treize euros (258 073 €) |
| Imputation budgétaire : | Chapitre 936, fonction 67, article 6574 |
| Ordonnateur de la dépense | Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique |
| Comptable assignataire | Le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique |

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-
JEANNE, Rue Gaston DEFERRE CS 30137 97201 FORT DE France,
Etablissement public, Siret n° 200 055 507 00012, ci-après désigné la CTM,

d'une part,

Et

LE CARBET DES SCIENCES, ayant son siège social au 6448 Bois du
parc, 97212 Saint Joseph, représenté par son Président Monsieur

Vu la convention de partenariat 2017 du 11 juillet 2017, signée entre la CTM et
le Carbet des Sciences ;

Vu la délibération n°17-168-1 portant attribution d'une subvention au Carbet
des Sciences pour la réalisation de son programme d'activités 2017 ;

Vu l'article 5 relatif aux modalités de versement de la subvention,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

La convention sus-visée est ajustée par l'apport des précisions suivantes :

Article 1 : modalités de versement

Les versements de cette somme se feront comme suit :

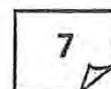
- 95 %, soit la somme de deux cent quarante-cinq mille cent soixante-neuf euros et trente-cinq centimes (245 169,35 €) dès que le présent avenant sera rendu exécutoire,
- le solde de 5%, soit douze mille neuf cent trois euros et soixante-cinq centimes (12 903,65 €) sur présentation :
 - d'un rapport financier détaillé des activités réalisées, certifié par un expert-comptable ou commissaire aux comptes ;
 - d'un état précisant les actions définies en annexe, l'état effectif des réalisations par rapport aux objectifs (rapport d'activité).

Article 2 : Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait à Fort- de- France, le

Le Président du
Carbet des Sciences

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de
Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-42-1-DE
Date de télétransmission : 22/03/2018
Date de réception préfecture : 22/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-42-1

PORTANT COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2017 AU 22 JANVIER 2018

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la collectivité territoriale ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier relative aux actions contentieuses de la collectivité territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux pour la période du 1^{ER} décembre 2017 au 22 janvier 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique



Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-43-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-43-1

**PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ATTRIBUÉE À LA VILLE DU CARBET POUR
L'OPÉRATION "TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU MARCHÉ COUVERT" À
L'OPÉRATION "ENTRÉE DE VILLE - AMÉNAGEMENT PIED DE FALAISE"
AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE AUX COMMUNES (ACTC) (EX ACRC)
PROGRAMME 2010 VILLE DU CARBET**

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE)

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°11-1483-16 du 4 octobre 2011 portant octroi d'une subvention à la ville du Carbet au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2010) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP - équipement, réseaux numérique le 2 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La subvention de cent quarante mille euros (140 000,00 €) allouée à la ville du Carbet pour les «travaux de réhabilitation et de mise aux normes du marché couvert au bourg » au titre du programme ACTC, ex ARPEL 2010, est réaffectée à l'opération « entrée de bourg : aménagement Pied de Falaise ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique.

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-45-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-45-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES MARINS PÊCHEURS DE SAINTE-ANNE POUR LA 25^{ÈME} ÉDITION DE LA FÊTE DES MARINS PÊCHEURS DE LA VILLE DE SAINTE-ANNE

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 5 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de deux mille euros (2 000 €) est attribuée à l'association des Marins Pêcheurs de la Ville de Sainte-Anne au titre de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique à la 25^{ème} édition de la fête des Marins Pêcheurs de la Ville de Sainte-Anne.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à l'attributaire sur présentation des pièces suivantes :

- Bilan d'activité de la manifestation signé par le Président de l'association,
- factures acquittées ou tous autres éléments de valeur probante,
- justificatif d'immatriculation, Statuts,
- RIB.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-47-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-47-1

PORTANT AUTORISATION DONNÉE À MADAME LOCATAIRE DE LA BANQUE DE TERRE POUR L'IMPLANTATION D'UN VERGER

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'autorisation donnée à Madame _____, locataire du lot N°5 du terrain territorial situé au Morne-Rouge au lieudit «Balisier» d'implanter un verger sur une surface de terre d'une superficie de 1 ha appartenant à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018/

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Marie-France TOUL

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-49-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-49-1

PORTANT CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À L'ORGANISATION PAR LA SOCIÉTÉ DES COURSES DE LA MARTINIQUE DE LA 3^{ÈME} ÉDITION DU GRAND PRIX HIPPIQUE DE LA CTM

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 29 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est fixée à quatre-vingt mille euros (80 000€) la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'organisation de la 3^{ème} édition du « Grand Prix Hippique de la CTM » par la Société des Courses de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.


ARTICLE 3 : La somme mentionnée à l'article 1 est versée selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-49-1



**REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE - FRATERNITE**

**CONVENTION PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA SOCIETE DES COURSES
DE LA MARTINIQUE A TITRE DE CONTRIBUTION A L'ORGANISATION DE LA 3^{EME} EDITION
DU GRAND PRIX HIPPIQUE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE.**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi d'orientation 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration publique territoriale de la République,

Vu la loi n°96-142 du 21 Février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales, portant notamment sur le devoir de contrôle de la Collectivité Territoriale (Article L.1611-4),

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration,

Vu le décret n°2001-495 du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques,

Il est passé conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique n° ,
dunovembre 2017, une convention.

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par son Président M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015 dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre - CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX
ci-après dénommée « la CTM »

d'une part,

ET

LA SOCIETE DES COURSES DE LA MARTINIQUE,

Représentée par son président, M. , dont le siège est sis à :
Hippodrome de Martinique – Maurice BRUERE DAWSON – N°1064 Carrère
97232 LAMENTIN

désignée dans tout ce qui suit par le mot « cocontractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses du cocontractant à titre de contribution à l'organisation de la 3ème Edition du Grand Prix Hippique de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n°17- de l'Assemblée de Martinique du décembre 2017, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à quatre-vingts mille euros (80 000 €).

2/ Le versement de cette somme, prélevé sur le chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, sera effectué selon les modalités suivantes :

- 70% de la somme, lorsque la convention est rendue exécutoire,
- le solde, sur présentation du bilan financier certifié par le président et le trésorier de l'association.

La somme versée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du cocontractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du cocontractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de ce grand prix hippique;
- 2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions ;
 - ↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.
 - ↳ En cas de présence d'autres logos institutionnels et à participation égale, le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique devra s'afficher dans l'ordre suivant : Etat, Collectivité Territoriale de Martinique, Communes.
 - ↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.
- 3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité des billets d'accès aux différentes manifestations ;
- 4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté ;

5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le cocontractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

**Le Président du
Conseil Exécutif**

Le Cocontractant

Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-50-1-DE
Date de télétransmission : 27/03/2018
Date de réception préfecture : 27/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-50-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE CINQ MILLE EUROS (5 000 €) A MONSIEUR DANS LE CADRE DE LA REALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2017-2018

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 29 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à Monsieur une subvention exceptionnelle d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) dans le cadre de la réalisation de sa saison sportive 2017-2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La somme mentionnée à l'article 1 est versée selon les modalités suivantes :

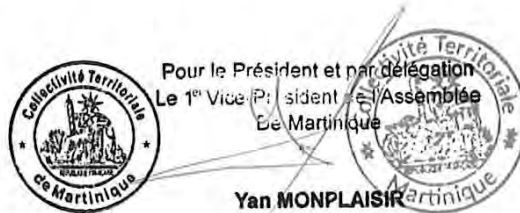
- 70 % lorsque la présente délibération est rendue exécutoire,
- le solde sur présentation du bilan financier et des justificatifs de dépenses correspondants.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention définissant les modalités d'attribution et d'utilisation de l'aide accordée.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique
Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-53-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-53-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DU 14 NOVEMBRE 2017

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique du 14 novembre 2017, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Marie-France TOUL

Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-56-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-56-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS (ONF) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) DANS LE CADRE DE LA RESTAURATION DE LA ZONE HUMIDE À L'ARRIÈRE DE LA ZONE INDUSTRIELLE LES MANGLES

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'environnement ;
Vu la loi n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer, notamment son article 37 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2013352-0009 relatif aux préconisations formulées par la Préfecture en raison des modifications résultant des travaux importants dans les zones de mangrove ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention entre l'Office National des Forêts (ONF) et la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) pour la réalisation de travaux de restauration de la zone humide dégradée à l'arrière de la zone industrielle les Mangles au Lamentin, comme mesure compensatoire suite aux travaux du transport collectif en site propre (TCSP) à Gaigneron.

ARTICLE 2 : Le montant de la dépense s'élève à cent soixante-deux mille six cent un euros et soixante-douze centimes Hors Taxe (162 601,72 € HT), soit cent soixante-seize mille quatre cent vingt-deux euros et quatre-vingt-sept centimes toutes taxes comprises (soit 176 422,87 € TTC).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée aux chapitres 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention pour la réalisation de travaux de restauration de la zone humide dégradée à l'arrière de la zone industrielle les Mangles au Lamentin, ainsi que tous actes ou documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-58-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-58-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 01 janvier au 07 février 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-59-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-59-1

PORTANT RÉALISATION DU DOCUMENTAIRE « DES GOYAVES POUR LA ROUTE » PAR LA SOCIÉTÉ PALAVIRÉ PRODUCTION

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 14-2120-1 du 16 décembre 2014 portant octroi d'une aide financière à la société Acis Productions pour la production d'un documentaire intitulé « Si proches » et la convention y afférente ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté délibéré n° 16-382-1 du 28 juillet 2016 portant modification de la convention n° 14-2120-1 du 16 décembre 2014, et la convention y afférente ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture et patrimoine le 26 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont approuvées les modifications à apporter à la convention n° 16-382-1 du 28 juillet 2016 portant d'une part sur le changement du titre du documentaire réalisé par la société Palaviré Productions, à savoir « Des goyaves pour la route » en lieu et place de « Si proches », et d'autre part, sur le report au 30 novembre 2017 du délai de remise des DVD.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et signer tout document tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-64-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-64-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 23 JANVIER AU 6 FÉVRIER 2018

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la collectivité territoriale ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier 2016 relative aux actions contentieuses de la collectivité territoriale de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :


ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux pour la période du 23 janvier au 6 février 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-66-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-66-1

PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ATTRIBUÉE À LA VILLE DU CARBERT POUR L'OPÉRATION « TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU CENTRE BOURG DE LA PLACE JULES GRÉVY » À L'OPÉRATION « RÉNOVATION – MISE EN ACCESSIBILITÉ DU CENTRE SPORTIF D'ACCUEIL ET D'HÉBERGEMENT » (AIDE COMPLÉMENTAIRE)

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°10-922-1 du 4 octobre 2011 portant octroi d'une subvention à la ville du Carbet au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programmes 2002, 2003, 2004) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande de la ville du Carbet ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 février 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 22 février 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 février 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 27 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La subvention de cinq cent quatre vingt un mille six cent trente trois euros (581 633,00 €) allouée à la ville du Carbet pour les « travaux d'aménagement du centre bourg de la place Jules Grévy » au titre du programme ACTC, ex ARPEL 2002, 2003, 2004, est réaffectée à l'opération « Rénovation mise en accessibilité du centre sportif d'accueil et d'hébergement » (aide complémentaire).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Mario-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-67-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-67-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA COOPÉRATIVE DES AQUACULTEURS DE MARTINIQUE (COOPAQUM) AU TITRE DE PARTICIPATION FINANCIÈRE AU PLAN D' ACTIONS POUR L' ANNÉE 2016

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 février 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 26 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quarante-neuf mille cent soixante-deux euros cinquante centimes (49 162,50 €) est attribuée à la Coopérative des Aquaculteurs de Martinique (COOPAQUAM) au titre de participation de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) au plan d'actions de l'année 2016.

ARTICLE 2 : Cette somme est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention.

A titre indicatif, la liquidation est programmée comme suit :

- 70% en crédit de paiement 2017,
- 30% en crédit de paiement 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 Mars 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Marie-France TOUL

Annexe à la délibération 18-67-1



CONVENTION N° xx-xxxx-17

Définissant les conditions d'attribution et d'utilisation d'une subvention à la **Coopérative des Aquaculteurs de Martinique** à titre de participation au programme d'actions pour 2016.

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil Exécutif, agissant aux termes de la délibération n°17-xxxx-1 du xxxx 2017.

Et

La Coopérative des Aquaculteurs de Martinique, ci-après désignée **COOPAQUAM**, représentée par son Président, M.

Article Objet

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation des interventions régionales accordées à la Coopérative des Aquaculteurs de Martinique (COOPAQUAM) dans le cadre de son programme d'actions 2016.

Article 2. Nature et étendue de l'opération

Pour la réalisation de ce programme, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé de contribuer à concurrence de **quarante neuf mille cent soixante deux euros et cinquante centimes (49 162.50€)** pour la réalisation des actions sur la période 2016.

Article 3. Obligations des parties

1°) La COPAQUAM, dans le cadre de l'opération visée, s'engage à :

- Mettre en œuvre le plan d'actions prévues sur l'année 2016 :
 1. Intensifier les relations avec les partenaires,
 2. Organiser et développer la production,
 3. Poursuivre la structuration de la filière,
 4. Accompagner les producteurs dans toutes démarches nécessaires au développement de leur outil de production.
- Fournir une planification réactualisée si nécessaire de réalisation des actions.
- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour augmenter les ressources propres à travers des initiatives privées,
- Mettre en place une comptabilité analytique,
- Maintenir le dialogue permanent avec la profession.
- Utiliser la subvention uniquement pour la réalisation du projet en cause et déclare être informé qu'il ne peut, sans autorisation formelle de la collectivité Territoriale de Martinique, reverser tout ou partie de ladite subvention à d'autres organismes
- Informer la Collectivité Territoriale de Martinique des autres aides que vous obtiendrez pour la mise en œuvre de ces mêmes actions
- Mentionner le concours financier de la Collectivité territoriale de Martinique, notamment en cas de publication de documents, d'organisation de manifestations, d'acquisition d'équipements ou de réalisation de travaux donnant lieu à publicité ou à des opérations de communication ;
- Faciliter le contrôle par la Collectivité de l'utilisation des fonds alloués.
- Adresser à la Collectivité territoriale de Martinique, les bilans et les comptes de résultat des années de réalisation du programme certifiés par un commissaire aux comptes désignés au sein de l'ordre des commissaires aux comptes de la Martinique.

Le non respect des dispositions de cet article pourrait, par décision unilatérale de la Collectivité Territoriale de Martinique, entraîner l'annulation du versement de la subvention.

2°) La Collectivité territoriale de Martinique s'engage à :

- Verser à la COOPAQUAM une subvention plafonnée à **QUARANTE NEUF MILLE CENT SOIXANTE DEUX EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (49 162.50 €)** prélevée sur le budget territorial au chapitre 936 fonction 6312, article 6574, pour la participation régionale au programme d'actions de l'année 2016,
- Accompagner la COOPAQUAM dans toutes les actions privilégiant la structuration de la filière.

- Soutenir les actions incitant les modifications législatives en faveur des aquaculteurs de la Martinique.

3°) Les deux parties s'engagent à :

- S'informer en amont mutuellement des actions menées concernant la filière.
- Répondre mutuellement aux avis sollicités par l'une ou l'autre.

Article 5. Modalités de versement de la subvention

La subvention fera l'objet des mandatements au titre de participation au programme d'actions de l'année 2016 :

- **Trente quatre mille quatre cent treize euros et soixante quinze centimes (34 413.75 €) représentant 70% de la subvention**, dès que la présente convention sera rendue exécutoire et sur présentation :
 - de la délibération du Conseil d'administration approuvant le programme d'actions 2016 et la participation financière de la COOPAQUAM
- **Le solde sera calculé au prorata des dépenses réalisées et sera mandaté sur présentation :**
 - du rapport d'activité détaillé de l'année 2016 signé par le Président, ainsi qu'un récapitulatif certifié exact des dépenses de fonctionnement effectuées et acquittées du programme d'actions,
 - du bilan et compte résultat de l'exercice 2016 approuvés par le commissaire aux comptes.

Article 6. Délai

La présente convention est valable pour une durée de dix-huit (18 mois) à compter de sa date notification.

Article 7. Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La Collectivité territoriale de Martinique pourra exiger le reversement des sommes indûment perçues par le maître d'ouvrage.

Article 8. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- la délibération n°17- xxxxxx-1 du xxxx 2017,
- Annexe technique et financière du programme d'actions.

Fait en six exemplaires originaux à Fort-de-France, le

Pour la COOPAQUAM,

Le Président

**Pour la collectivité Territoriale de
Martinique,**

Le Président du Conseil exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-68-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-68-1

PORTANT RÉAJUSTEMENT DES TARIFS DE LA PISCINE TERRITORIALE JEAN BALLY DU CARBET

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 27 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique décide d'adopter les nouveaux tarifs de la piscine territoriale Jean BALLY du Carbet, conformément à l'annexe jointe.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 Mars 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL

Annexe à la délibération 18-68-1

ANNEXE 1

NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE DE LA PISCINE JEAN BAILLY DU CARBET

1/ Bain libre

| Tarif/Tranche d'âge | Une entrée | Abonnement annuel (septembre - juillet) |
|---------------------|------------|--|
| Moins de 10 ans | 2,50 € | 80 € |
| Plus de 10 ans | 3,50 € | 130 € |

Tarif groupes

| | Une entrée |
|--------------------|------------|
| Plus de 10 enfants | 2 € |

2/ Cours

| | Aquagym | Aquaprofond | Aquapalm | Aquatrainig | Ecole de natation et jardin aquatique | Aquagym seniors |
|-----------------|------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|---|--------------------|
| 1 cours/semaine | 35 € le mois 80 € le trimestre | 35 € le mois 80 € le trimestre | 35 € le mois 80 € le trimestre | 35 € le mois 80 € le trimestre | 200 €/an 70 €/trimestre 2 ^{ème} enfant : 180 €/an 65 €/trimestre | 25 €/mois |
| 2 cours/semaine | 60 € le mois 145 € le trimestre | | | | | |

3/ Aquabike libre : 15 € / 30 mn

4/ Location ligne d'eau : Tarif normal : 22 € /ligne / heure

5/ Attestation de natation : 10 €

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-68-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-69-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-69-1

PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU COMPLÉMENT DE PRIX DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE À LA SAEM-PRSM DU GALION POUR LA CAMPAGNE 2018

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 Février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 23 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Un avis favorable est donné pour l'engagement d'une enveloppe prévisionnelle d'un montant de un million trois cent cinquante mille euros (1 350 000 €) au titre de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au complément de prix de la tonne de canne livrée à la SAEM-PRSM du Galion pour la campagne 2018 (dite aide à la balance).

ARTICLE 2 : Cette somme est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités définies par la convention signée avec l'Agence de Service et de Paiement (ASP).

ARTICLE 3 : Les fonds de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) sont versés à l'Agence de Service et de Paiement (ASP), établissement public ayant la charge d'allouer la prime aux planteurs dans la limite des dotations reçues de la CTM.

Les frais de gestion inhérents à la prestation effectuée par l'ASP seront à la charge de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment la convention avec l'Agence de Service et de Paiement (ASP) et la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF).


ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements et rectifications éventuels en cas d'erreurs ou d'omissions purement matérielles affectant la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 Mars 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Marie-France TOUL

Annexe à la délibération 18-69-1

ANNEXE

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Nbre planteurs Galion | 77 | 74 | 64 | 61 | 61 | 62 | 56 | 51 |
| Nbre planteurs total | 233 | 208 | 183 | 197 | 181 | 193 | 201 | 183 |
| Livraison canne SAEM (Tonne) | 70 287 | 68 994 | 47 368 | 42 872 | 39 665 | 46 605 | 49 080 | 39123 |
| Livraison canne total | 202227,93 | 206671,14 | 175305,93 | 177921,49 | 166882,52 | 207506,5 | 225950,66 | 208249,01 |
| Montant total aide à la balance | 2 155 089,15 € | 2 321 384,63 € | 1 912 755,37 € | 1 963 131,28 € | 2 137 195,16 € | 2 366 810,57 € | 2 488 953,00 € | 2 647 491,50 € |
| Etat | 999 999,99 € | 983 061,63 € | 1 120 974,15 € | 991 433,32 € | 969 811,66 € | 969 856,47 € | 991 664,00 € | 1 047 491,50 € |
| Département | 577 544,58 € | 669 161,50 € | 395 890,61 € | 485 848,98 € | 583 691,75 € | 698 477,05 € | 1 500 000,00 € | 1 600 000,00 € |
| Région | 577 544,58 € | 669 161,50 € | 395 890,61 € | 485 848,98 € | 583 691,75 € | 698 477,05 € | | |



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-70-1-DE
Date de télétransmission : 29/03/2018
Date de réception préfecture : 29/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-70-1

PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION N°17-85-1 DÉFINISSANT LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET D'UTILISATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE À LA SICA CANNE UNION DANS LE CADRE DU FINANCEMENT DE SON PROGRAMME D' ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement UE N°1408/2013 de la commission du 18 septembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'union Européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-209-1 du 19 mai 2017 portant mise en place d'un dispositif cadre du plan de restructuration de l'agriculture martiniquaise suite aux intempéries de l'année 2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-85-1 portant attribution d'une subvention à la Société d'Intérêt Collectif Agricole (SICA) CANNE UNION- Union des producteurs de canne de la Martinique pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2016 ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 23 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la modification de l'article 4 « modalités de mandatement de la subvention », de la convention n°17-85-1 conclue avec la SICA CANNE UNION, comme suit :

« Cette subvention fera l'objet des mandatelements suivants :

- Une avance de 70% dès que le présent avenant sera rendu exécutoire sur présentation du rapport d'activité 2016 ;
- Le solde sur présentation des documents suivants :
 - Le bilan et les comptes de résultats de l'exercice 2016, contrôlés par un expert-comptable et validés par l'Assemblée Générale correspondante ».

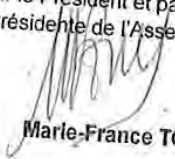
ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



Annexe à la délibération 18-70-1

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION N°17-85-1

Définissant les conditions d'attribution et d'utilisation d'une subvention allouée à la
La SICA Canne UNION dans le cadre du financement de son programme d'actions au titre de
l'année 2016

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil exécutif,
agissant aux termes des arrêtés délibérés n° 16-336-1 du 23 novembre 2016 et n°XXXXX du
XXXXXX.

Et

La SICA CANNE UNION représentée par son Président

Article 1. Modalités de versement de la subvention

L'article 4 de la convention n°17-85-1 est modifié comme suit :

Cette subvention fera l'objet des mandatements suivants :

- Une avance de 70% dès que le présent avenant sera rendu exécutoire et sur présentation du rapport d'activité 2016
- Le solde sur présentation des documents suivants :
 - ✓ le bilan et les comptes de résultats de l'exercice 2016, contrôlés par un expert-comptable et validés par l'Assemblée Générale correspondante.

Article 2. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- la convention n°17-85-1
- l'arrêté délibéré n° 16-336-1 du 23 novembre 2016
- l'arrêté délibéré n°xxxxx du xxxx de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Fait à Fort-de-France,
en quatre exemplaires originaux,

**Pour la SICA CANNE
UNION**

Le Président

**Pour la collectivité Territoriale
de Martinique**

Le Président du Conseil Exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-71-1-DE
Date de télétransmission : 26/03/2018
Date de réception préfecture : 26/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-71-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE A

«LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

ASSISTANCE TECHNIQUE- 2015-2017 - N° MDFSE : 201801082»

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européens pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 13 décembre 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 21 février 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique FSE d'un montant de un million deux cent soixante-seize mille neuf cent vingt et un euros (1 276 921,00 €), soit 85 % de l'assiette éligible de 1 502 260,00 €, est attribuée à «la Collectivité Territoriale de Martinique – Assistance Technique – 2015-2017 - n° MDFSE : 201801082 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à un million cinq cent deux mille deux cent soixante euros (1 502 260,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du Programme PO FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention pour la part FSE, s'élevant à un million deux cent soixante-seize mille neuf cent vingt et un euros (1 276 921,00 €), soit 85 % du coût total prévisionnel éligible, est une recette pour le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versé selon les modalités établies par convention.


ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.


Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston De Gaulle 97213 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone : 0596.59.64.83 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84
Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180302-18-73-1-DE
Date de télétransmission : 26/03/2018
Date de réception préfecture : 26/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-73-1

PORTANT REFONTE DES AIDES AUX ENTREPRISES

L'An deux mille dix-huit, le deux mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Georges CLEON (procuration à Raphaël MARTINE), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER (procuration à Lucien RANGON), Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Eugène LARCHER (procuration à Nadia LIMIER), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Christiane EMMANUEL), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis

Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

Vu les Lignes directrices concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers 2014/C 249/1 du 31/07/2014 ;

Vu le régime d'Aide d'Etat SA 41259 (2015/N) – France Régime d'aide notifié à la Commission européenne relatifs aux aides au sauvetage à la restructuration pour les PME en difficulté ;

Vu le régime NN 120/90 relatif aux opérations collectives ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA.40208 relatif aux aides en faveur de l'emploi des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, Conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 26 février 2018.
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée adopte le dispositif d'aides aux entreprises décliné autour des axes suivants :

- Aide à la création pour les TPE
- Aide à la création et au développement d'activités
- Aide à l'emploi
- Aide à la reprise - transmission
- Aide au conseil
- Aide au développement à l'international
- Aide aux entreprises en difficulté
- Aide à l'organisation et à la structuration des filières
- Aide aux actions collectives.

ARTICLE 2 : Le dispositif mentionné à l'article 1 fera l'objet d'une mise en oeuvre dès que la présente délibération sera exécutoire.

ARTICLE 3 : Le préambule, les fiches et les différents documents annexés à la présente, précisent le contenu et définissent les modalités de mise en oeuvre.

ARTICLE 4 : Les présentes dispositions s'appliqueront à tous les dossiers de demandes de concours financiers réputés complets et parvenus à la Collectivité à compter de la date d'adoption de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Les délibérations n° 13-1118-1 portant aide régionale à l'emploi et n°13-1533-1 portant modification de la délibération n°13-1118-1 sont abrogées.

ARTICLE 6 : Les annexes suivants de la délibération n°11-1433-2 portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axe 1 et 2 de la réforme des aides régionales – soutien et accompagnement des entreprises) sont abrogées :

- Soutien spécifique aux très petites entreprises
- Aide à la reprise et à la transmission d'entreprises
- Aide à la restructuration d'entreprises en difficulté
- Aide régionale à l'emploi
- Aide au développement à l'international
- Aide à l'immobilier d'entreprises
- Fonds de garantie pour le renforcement de la structure financière des entreprises
- Fonds de prêts microprojets
- Fonds de garantie pour les microprojets.

ARTICLE 7 : Les annexes suivantes de la délibération n°11-1433-2 portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axe 1 et 2 de la réforme des aides régionales – soutien et accompagnement des entreprises) s'appliqueront exclusivement au secteur du tourisme :

- Aide régionale à la création et au développement d'activités (ARCD A)
- Soutien aux actions collectives.

ARTICLE 8 : La délibération n°13-447-1 portant mise en place d'un dispositif d'accompagnement de la revitalisation économique des centres villes et centre bourg ne s'appliquera qu'au secteur du tourisme.

ARTICLE 9 : Ce dispositif s'adaptera automatiquement aux évolutions réglementaires communautaires et nationales.

ARTICLE 10 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 11 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 12 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018/



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR

Annexes à la délibération n°18-73-1

DISPOSITIF DES AIDES

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180302-18-73-1-DE
Date de télétransmission : 26/03/2018
Date de réception préfecture : 26/03/2018

Forte de son Schéma Territorial de Développement Economique d'innovation et d'Internationalisation (STEDII), la Collectivité Territoriale de Martinique a réalisé une refonte de son dispositif des aides aux entreprises en tenant compte :

- des importantes mutations et tendances de notre marché économique,
- des disparités de développement de notre territoire,
- des nouvelles activités et des nouveaux besoins de certains acteurs.

Ce nouveau dispositif apporte de la rationalité et de la pertinence dans le soutien financier que donne la Collectivité aux entreprises.

Le dispositif répond aux besoins de subvention de tout projet inférieur à 200 000 €. Au-delà de cette limite, notamment pour l'investissement, l'aide financière adéquate est celle des fonds européens, notamment le FEDER.

Le primo créateur d'une TPE, d'une startup est dorénavant aidé sur l'investissement, mais aussi sur des frais d'installation, sur le renforcement de fonds propres et sur d'autres postes nécessaires à la mise en place de son exploitation. Il s'agit de l'aide à la création pour les TPE.

L'aide à la création et au développement d'activité. Afin de conforter le tissu économique existant et éviter de fragiliser les acteurs économiques qui le constituent, la Collectivité Territoriale de Martinique portera son soutien financier dans certains secteurs d'activité considérés comme très concurrentiel, uniquement dans le cas de projets en développement demandé par des entreprises déjà installées.

Dans la poursuite des politiques menées précédemment, la CTM a porté des réponses aux déséquilibres de notre territoire et aux axes prioritaires retenus dans le STDEII, en modulant plus favorablement les taux d'intervention, quand l'objet de la demande de subvention est basé sur des zones ou des activités prioritaires. En matière de secteurs géographiques prioritaires, un soutien financier sera désormais apporté à certaines communes du sud, en retard de développement, en plus des communes du nord déjà priorisées.

La CTM a également voulu fortement favoriser toutes les démarches d'amélioration de l'activité professionnelle par de bonnes pratiques intégrant un développement durable (respect de l'environnement, économie d'énergie, consommation responsable, ...). Un bonus est applicable pour soutenir ces différentes démarches auprès des entreprises. L'obtention de label décerné par les Chambres Consulaires ou les Communauté d'Agglomération est aussi saluée par un bonus sur le taux d'intervention de la Collectivité. Cette mesure justifie la volonté de cohérence voulue par la CTM entre tous les partenaires économiques du territoire. Elle montre la détermination de la CTM à encourager les efforts des chefs d'entreprise qui améliorent leur exploitation, leur savoir-faire, leur métier, afin que l'offre générale du territoire monte en gamme et gagne en compétitivité.

Annexes à la délibération n°18-73-1

Les aides à l'emploi ont été reconfigurées pour mieux répondre aux mutations du marché. La volonté fondamentale de la CTM est de soutenir l'emploi, d'encourager les chefs d'entreprise à embaucher des personnes au chômage inscrites au Pôle Emploi de Martinique. Plusieurs critères sont revus pour répondre à cet objectif. Par ailleurs, il a fallu éviter les effets d'aubaine en supprimant les aides sur les contrats précaires (moins de 12 mois) et à temps partiel.

Les mesures prises ciblent l'accompagnement d'un emploi durable ou en passe de l'être, notamment dans les cas suivant :

- L'aide pour un CDD est possible s'il est de 12 mois au minimum avec un salaire au SMIC ou plus,
- Un CDI qui vient à la suite d'un CDD est aidé selon les caractéristiques du salarié, à condition que le CDD n'ait pas été préalablement subventionné,
- L'embauche de jeunes diplômés est toujours aussi fortement accompagnée, afin de permettre aux jeunes en Martinique d'avoir des offres possibles avec un salaire correspondant à leur niveau d'étude, malgré leur peu d'expérience,
- L'embauche de seniors expérimentés, trop longtemps au chômage, est bien encouragée,
- L'embauche de personnes en situation d'handicap bénéficie d'une aide à hauteur de 75% du salaire brut, selon les modalités de la mesure.

Les enjeux démographiques du vieillissement sont pris en compte par un outil spécifique d'aide à la reprise-transmission d'entreprise, qui est mis en place en lien avec les Chambres Consulaires. Cet outil s'adosse à **une bourse cédants-repreneurs** et peut prendre la forme d'une combinaison alliant formation et investissement, facilitant ainsi la transmission intergénérationnelle. En outre, ce nouveau dispositif permet aujourd'hui la reprise d'entreprises en difficulté par un tiers ou par les propres salariés de l'entreprise.

Toujours dans l'objectif de mieux accompagner les entreprises, la CTM propose l'aide au conseil qui prend en charge 50% des prestations de conseil, d'étude de faisabilité ou d'opportunité, dans le cas de recherche de nouvelle clientèle, de transfert de technologie, d'une relocalisation de l'exploitation, d'un plan de redressement d'une entreprise en difficulté, ... etc.

L'aide au développement à l'international vient compléter la stratégie qui est engagée au sein du STEDII. Il s'agit d'un accompagnement technique et financier de développement à l'international pour susciter les démarches à l'export, la prospection de nouveaux marchés, les actions de promotion collectives ou de formation spécifiques, pour améliorer ainsi le positionnement des produits martiniquais à l'export. Intégrer le processus de la CCIM, experte en matière d'export, est encouragé pour professionnaliser les initiatives des candidats et éviter l'impréparation du projet de développement. Le taux d'intervention de la CTM est majoré en conséquence.

Pour répondre aux problématiques conjoncturelles de la crise économique, l'aide aux entreprises en difficulté est désormais reformatée et il s'agit d'une **aide à la restructuration** pour rétablir la viabilité de l'entreprise. Elle est conditionnée par la présentation d'un **véritable plan de redressement et/ou de restructuration** fourni par le demandeur. Il doit présenter des solutions réalistes et réparatrices lui permettant de revenir à une meilleure situation. Cette aide est de 3 formes : une aide au renforcement des fonds propres, une aide à la reconstitution du besoin de fonds de roulement et une aide à la modernisation. Le maximum de l'aide est de 200 000 €.

Un volet pour entreprise individuelle en difficulté est proposé également, pour des montants plus modestes.

Le versement de l'aide se fera en plusieurs fois, pour que les sommes soient utilisées conformément au plan d'actions validé pour redresser l'entreprise.

De façon générale, le chef d'entreprise en création ou en développement ou en opération de reprise ou en difficulté devra avoir un apport privé dans son plan de financement. Cette mesure traduit l'implication du demandeur qui s'investit dans son projet. Ce plan de financement ne peut, en aucun cas, être composé que de fonds publics.

Afin de développer un écosystème favorable à l'émergence et à la croissance des filières du territoire, la création de comités de filières territoriales sera encouragée et fortement soutenue, pour les secteurs prioritaires définis dans le STDEII. L'aide à l'organisation et à la structuration des filières répond à cet objectif.

En matière d'aide aux actions collectives, 2 volets sont proposés, la promotion commerciale (salon, foire, etc.) et la dynamisation économique des centres-bourgs et centres-villes. En effet une attention particulière est portée aux actions répondant à cet objectif de dynamisation, pour maintenir les commerces de proximité et animer le territoire.

En résumé, le nouveau dispositif des aides traduit une nouvelle stratégie de la Collectivité Territoriale de Martinique en vue de consolider le tissu économique, de structurer à travers les acteurs les activités prioritaires et d'accompagner la mutation d'une nouvelle économie provoquée par la transition numérique.

Le nouveau dispositif est composé comme suit :

I – LES AIDES

Mesures/Définitions générales applicables à l'ensemble des aides, sauf cas particuliers précisés

1. Aide à la création pour les TPE
2. Aide à la création et au développement d'activités
3. Aide à l'emploi
4. Aide à la reprise – transmission
5. Aide au conseil
6. Aide au développement à l'International
7. Aide aux entreprises en difficulté
 - Aide à la restructuration (société)
 - Aide à la restructuration (entreprise individuelle)
8. Aide à l'organisation et à la structuration des filières
9. Aide aux actions collectives

II – LES ANNEXES (partie intégrante du dispositif)

- Annexe 1 : Définition des Entreprises bénéficiaires
- Annexe 2 : Définition des micros, petites et moyennes entreprises
- Annexe 3 : Définitions de l'Entreprise en difficulté
- Annexe 4 : Détermination des secteurs d'activités éligibles
- Annexe 5 : Détermination des activités prioritaires
- Annexe 6 : Liste des secteurs géographiques prioritaires
- Annexe 7 : Liste des professions réglementées
- Annexe 8 : Procédure, modalités de versements et obligations de suivi
- Annexe 9 : Les bases juridiques

MESURES / DEFINITIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES AIDES SAUF CAS PARTICULIERS PRECISES

- Les aides versées sont sous forme de subvention.
- Les aides des différentes mesures sont non cumulables avec une autre aide de la Collectivité portant sur la même assiette de dépenses éligibles et/ou le même projet.
- La subvention accordée est acceptée par le bénéficiaire avec la mise en place d'un suivi et d'un contrôle de l'entreprise ou du projet réalisé par la Collectivité, un organisme mandaté par la CTM ou un tiers (Martinique développement, ...).
- Dans le plan de financement devra obligatoirement figurer un apport privé provenant soit de ressources personnelles ou de financement extérieur (prêt bancaire, prêt d'honneur, ...). Il devra être d'au moins 10% des dépenses éligibles, pour les demandes portées par les TPE et 25 % au moins dans le cadre de l'ARCDA.
- Les diplômes requis dans certaines professions par les syndicats professionnels pour exercer seront exigés pour prétendre à l'obtention de l'aide (esthéticienne, coiffeur ...).
- Les conditions d'exercice fixées par les organismes professionnels, les consulaires ou les services de l'Etat (ADEME, ...) devront être justifiées dans le processus d'exploitation du demandeur pour prétendre à l'obtention de la subvention de la CTM (garage propre, imprimerie verte, ...).
- Les entreprises en franchise nationales et internationales sont inéligibles au présent dispositif.
- Pour les activités dans le domaine du tourisme, les demandeurs devront justifier de leur engagement d'adhésion à une démarche de normalisation (ex : classement, labellisation, respect des normes réglementaires en vigueur,...).
- Immobilisations corporelles : Travaux de bâtiment, équipements et machines, travaux pris en compte pour leur valeur HT. Sont exclus : les véhicules, utilitaires, camions, pick-up, engins de chantiers, tracto-pelle, etc. De façon générale, nous préconisons le leasing comme mode de financement des véhicules de tourisme ou professionnels.
- Immobilisations incorporelles : actifs relatifs à la réalisation de l'opération, consistant notamment en un transfert de technologie par l'acquisition de droits de brevets, de licences, de savoir-faire ou de connaissances techniques non brevetées, liés à l'investissement.

Aide à la création pour les TPE

CONTEXTE :

- Manque de fonds propres des entreprises
- Faible niveau de compétences des entrepreneurs
- Fragilité du tissu économique
- Etroitesse du marché
- Faiblesse de l'implication des banques

OBJECTIFS :

- Contribuer à la réussite des projets
- Encourager l'initiative économique et l'esprit entrepreneurial
- Favoriser la création d'emploi durable
- Soutenir leur accès au financement

BENEFICIAIRES :

- Très Petites entreprises (TPE) immatriculée depuis moins de 5 ans (CA < 60 000 €), quelle que soit leur forme juridique à l'exception des activités de meublés de tourisme, constituées en société commerciale à cet effet,
- Startups notamment du secteur des énergies renouvelables,
- Primo-créateurs et/ou bénéficiaires d'allocations spécifiques cherchant à s'insérer économiquement et remplissant les conditions suivantes :
 - Avoir suivi au préalable une formation (cursus, initiation...) liée à la création d'entreprise,
 - Avoir suivi une formation ou expérience en adéquation avec l'activité exercée.

SECTEURS ELIGIBLES

Tous les secteurs à l'exclusion des activités suivantes :

➤ Secteurs exclus :

- Sidérurgie
- Mine de charbon
- Construction navale
- Fibres synthétiques
- Transport et infrastructures correspondantes
- Production et à la distribution d'énergie et des infrastructures énergétiques
- Production, transformation et commercialisation de produits agricoles (annexe 1 du TFUE)
- Pêche et aquaculture relevant du règlement UE n°1379/2013
- Production et distribution d'énergie
- Services financiers, d'assurance
- Certaines professions réglementées
- Activités commerciales de grande distribution
- Activités immobilières

➤ **Activités exclues à la création sauf si zone non pourvue :**

- Restauration rapide
- Coiffure – esthétique
- Réparation automobile, Contrôle technique à l'exception de ceux pour poids lourds
- Prestations de conseil
- Boulangerie-pâtisserie
- Location de voiture

ACTIONS ELIGIBLES/ DEPENSES ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION

3 niveaux d'intervention de la Collectivité.

Volet 1

➤ **Dépenses éligibles**

Frais d'installation et de démarrage : dépôt de garantie, installation de compteur, premier stock, fonds propres,).

➤ **Taux d'intervention**

50% du coût HT des dépenses éligibles,
Subvention plafonnée à 5 000 €, portée à 20 000 € pour le secteur des énergies renouvelables.

Volet 2

➤ **Dépenses éligibles**

Investissement initial en immobilisations corporelles et incorporelles se rapportant à la création d'un établissement, et notamment sous forme de société commerciale pour les activités de tourisme.

Immobilisations corporelles : Travaux de bâtiment, équipements et machines, pris en compte pour leur valeur HT. Sont exclus : les véhicules, utilitaires, camions, pick-up, engins de chantiers, tracto-pelle, etc

Immobilisations incorporelles : actifs consistant en un transfert de technologie par l'acquisition de droits de brevets, de licences, de savoir-faire ou de connaissances techniques non brevetées, liés à l'investissement.

➤ **Taux d'intervention**

50% du coût HT de la dépense éligible, subvention plafonnée à 25 000 € par entreprise.

Volet 3

➤ **Concerne le chef d'entreprise**

Le chef d'entreprise qui a réalisé son exploitation peut bénéficier d'une aide forfaitaire. Cette aide est conditionnée à l'obtention des volets 1 ou 2

Conditions supplémentaires cumulatives :

- Travailleur non salarié,
- Inscription au Pôle emploi depuis au moins 6 mois,
- Aide sollicitée dans les 6 mois au plus tard suivant la demande d'investissement.

➤ **Montant d'intervention**

5 000 €, montant forfaitaire.

PARTICULARITES

- Les 3 volets sont cumulables,
- Aides non cumulables avec la mesure 6-2 du PDRM 2014-2020 (FEADER),
- Effet incitatif : La demande est recevable jusqu'à 2 ans après la première immatriculation de l'entreprise,
- Principe de non récurrence : une seule demande est recevable par promoteur primo-créateur, quel que soit le nombre d'entreprises créées,
- Pour les activités dans le domaine du tourisme : vérification de l'opportunité du projet, signature d'une charte de conditionnalités (type de classement, nombre d'années d'exploitation, agrément, etc...),
- Engagement d'adhésion à une démarche de normalisation pour les activités relevant du tourisme (ex : classement, labellisation, respect des normes réglementaires en vigueur...)

BASES JURIDIQUES

- Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité
- Régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR)
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40208 relatif aux aides en faveur de l'emploi des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés pour la période 2014-2020
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020

Aide à la création et au développement d'activités

CONTEXTE :

- Consolidation et structuration des filières
- Diversification et renforcement des activités de production locale de biens et de services.
- Meilleure intégration des entreprises dans le tissu économique
- Manque de fonds propres des entreprises, faible compétitivité, fragilité du tissu économique
- Faiblesse de l'implication des banques

OBJECTIFS :

- Augmenter la pérennité des entreprises créées
- Accompagner les entreprises dans leur développement
- Favoriser la compétitivité des entreprises
- Accompagner les entreprises pour favoriser leur développement par le biais de l'innovation

BENEFICIAIRES :

Toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique (entreprises individuelles, sociétés de personnes et de capitaux, *associations ayant un but économique, coopératives et groupements d'entreprises*) remplissant les conditions suivantes :

- justifier d'une situation financière saine (ne pas correspondre à la notion communautaire d'entreprises en difficulté)
- Etre en règle vis à vis de ses obligations fiscales et sociales
- Répondre à la définition communautaire de la PME

SECTEURS ELIGIBLES

Tous les secteurs à l'exclusion des activités suivantes :

➤ Secteurs exclus :

- Sidérurgie
- Mine de charbon
- Construction navale
- Fibres synthétiques
- Transport et infrastructures correspondantes
- Production et à la distribution d'énergie et des infrastructures énergétiques
- Production, transformation et commercialisation de produits agricoles (annexe 1 du TFUE)
- Pêche et aquaculture relevant du règlement UE n°1379/2013
- Production et distribution d'énergie
- Services financiers, d'assurance
- Certaines professions réglementées

- Activités commerciales de grande distribution
- Activités immobilières
- **Activités exclues à la création sauf si zone non pourvue :**
 - Restauration rapide
 - Coiffure – esthétique
 - Réparation automobile, Contrôle technique à l'exception de ceux pour poids lourds
 - Prestations de conseil
 - Boulangerie-pâtisserie
 - Location de voiture

ACTIONS ELIGIBLES :

Investissements matériels et immatériels des entreprises < 200 000 € H.T

- à la création d'un établissement,
- à l'extension d'un établissement existant,
- à la diversification de la production d'un établissement,
- à un changement fondamental de l'ensemble du processus de production d'un établissement existant.

DEPENSES ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION :

➤ **Dépenses éligibles**

- Immobilisations corporelles : Travaux de bâtiment, équipements et machines, travaux pris en compte pour leur valeur HT. Sont exclus : les véhicules, utilitaires, camions, pick-up, engins de chantiers, tracto-pelle, etc
Exception : les véhicules aménagés pour les personnes en situation d'handicap sont éligibles (3 véhicules maximum par structure),
- Immobilisations incorporelles : actifs relatifs à la réalisation de l'opération, consistant notamment en un transfert de technologie par l'acquisition de droits de brevets, de licences, de savoir-faire ou de connaissances techniques non brevetées, liés à l'investissement,
- Les frais d'approche sont éligibles à l'exclusion de ceux retenus dans le cadre de l'aide au fret,

➤ **Taux d'intervention**

- 30 % avec possibilité de pondération :
 - + 10 points si secteur géographique prioritaire (cf. Annexe A6),
 - + 10 points si activité prioritaire (cf. Annexe A5),
 - + 5 points si l'exploitation intègre une démarche soutenue par le Programme Territorial de la Maîtrise de l'Energie (PTME) ou de la Maîtrise des Déchets (PTMD) ou si l'entreprise a un label de qualité valide au moment de la demande, décerné par une communauté d'Agglomération ou une Chambre Consulaire.Subvention plafonnée à 60 000 €, dans la limite du cumul d'aides publiques autorisé.

➤ **Dépenses éligibles**

- Frais d'assistance à la réalisation du projet :
Les coûts des études préparatoires et les coûts des services de conseil liés au projet peuvent être pris en considération. (Travaux préparatoires liés à l'investissement).

➤ **Taux d'intervention**

50% du montant des frais, subvention plafonnée à 5000 €.

➤ **Dépenses éligibles**

- Frais de montage et de suivi du projet.

➤ **Taux d'intervention**

35% du coût de la prestation, subvention plafonnée à 2 000 €.

PARTICULARITES

- L'aide est versée sous forme de subvention, **dans la limite du cumul des aides publiques autorisées** ;
- L'aide est non cumulable avec une autre aide de la Collectivité portant sur la même assiette de dépenses éligibles et/ou le même projet ;
- Toute subvention accordée doit être au préalable liquidée avant le dépôt d'une nouvelle demande ;

BASES JURIDIQUES

BASE JURIDIQUE : Annexe 9

- Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité
- Régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR)

| AIDE A L'EMPLOI | |
|-----------------------|---|
| CONTEXTE : | <ul style="list-style-type: none">▪ Insuffisance des offres d'emplois pour les jeunes▪ Seniors peinant à retrouver un emploi▪ Entreprises frileuses à embaucher |
| OBJECTIFS : | <ul style="list-style-type: none">▪ Contribuer fortement à la baisse du chômage en Martinique▪ Encourager l'embauche de personnes en situation de recherche d'emploi▪ Faciliter l'accès des jeunes diplômés au marché du travail, à un poste correspondant à leur niveau de compétence▪ Contribuer au retour en activité des seniors en tenant compte de leur degré d'expertise▪ Accompagner les programmes d'embauche des entreprises en allégeant le coût du travail pour favoriser la création d'emplois▪ Favoriser le recrutement de personnes en difficulté▪ Inciter le recrutement de personnes dans les entreprises en prenant en compte une partie de la rémunération |
| BENEFICIAIRES : | <p>Toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique (entreprises individuelles, sociétés de personnes et de capitaux, <i>associations, coopératives et groupements</i> procédant à un recrutement de salariés et remplissant les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">➢ Etre dans une situation financière saine (ne pas correspondre à la notion communautaire d'entreprise en difficulté,➢ Etre en règle vis-à-vis des obligations fiscales et sociales➢ Répondre à la définition communautaire de la PME |
| SECTEURS ELIGIBLES | <p>Tous les secteurs sont éligibles, à l'exception de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Activités liées à la production, à la transformation ou à la commercialisation des produits énumérés à l'annexe I du traité |
| CRITERES DE SELECTION | <ul style="list-style-type: none">▪ Recrutement supplémentaire par rapport à l'effectif moyen de l'entreprise calculé sur les 12 derniers mois▪ Ne pas avoir procédé à un licenciement économique dans les 12 mois précédant le dépôt de la demande▪ Etre en règle vis-à-vis des obligations fiscales et sociales▪ Emplois créés en CDD à minima de 12 mois ou en CDI,▪ Transformation en CDI d'un CDD n'ayant pas bénéficié d'une aide à l'emploi CTM, également éligible au dispositif |

- Les travailleurs bénéficiant de ces emplois (hors pépinière jeunes cadres) doivent remplir l'une de ces conditions :
 - Etre obligatoirement inscrit depuis au moins 3 mois au **Pôle Emploi de Martinique** au moment de l'embauche,
 - Ne pas exercer d'activité régulière rémunérée durant les 3 derniers mois,
 - Ne pas avoir atteint le niveau du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, ni obtenu des qualifications professionnelles, (classification internationale type de l'éducation),
 - Avoir achevé des études à temps plein depuis un maximum de 2 ans et n'a pas encore exercé d'activité régulière rémunérée,
 - Vivre seule et avoir à sa charge une ou plusieurs personnes.
- Les personnes recrutées devront justifier d'une connaissance des réalités économiques et sociales locales depuis plus de 3 ans.
- La création de l'emploi du chef d'entreprise est exclue (cf. dispositif dédié).
- L'emploi ne peut concerner un actionnaire ou un associé impliqué dans la gestion et/ou détenant plus ¼ du capital.

ACTIONS ELIGIBLES - DEPENSES ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION :

4 types d'interventions sont prévus en fonction du public recruté et du contrat.

Volet 1

➤ **Les Jeunes diplômés sans expérience – Pépinière Jeunes Cadres (PJC)**

Concerne l'embauche en CDI de toute personne qui n'a pas vécu une primo-expérience professionnelle régulière rémunérée, qui a un diplôme sanctionnant un niveau d'études supérieur ou égal à BAC+3 et qui est âgée de moins de 35 ans.

➤ **Dépenses éligibles**

Salaires bruts équivalents au minimum à 1,3 SMIC mensuel supportés par l'entreprise pendant 2 ans.

➤ **Taux d'intervention**

60 % des dépenses éligibles, subvention plafonnée à 33 500 € par emploi sur 2 ans dans la limite de 2 salariés par entreprise et par période de 2 ans.

Pour les secteurs de **la pêche, l'aquaculture et l'agriculture**, ce taux est ramené à 50 % des dépenses éligibles, subvention plafonnée à 21 000 €.

Volet 2

➤ **L'emploi des seniors**

Concerne l'embauche en CDI de toute personne de plus de 50 ans.

➤ **Dépenses éligibles**

Salaires bruts équivalents au minimum à 1,3 SMIC mensuel supportés par l'entreprise pendant 2 ans.

➤ **Taux d'intervention**

50% des dépenses éligibles, subvention plafonnée à 21 000 € par emploi sur 2 ans dans la limite de 3 salariés par entreprise et par période de 2 ans.

Volet 3

➤ **Les autres catégories de travailleurs à l'exception de ceux en situation d'handicap** (cf. dispositif dédié ci-dessous).

Concerne l'embauche des autres travailleurs qui répondent à l'un des critères de sélection ci-dessus.

➤ **Dépenses éligibles**

Salaires bruts supportés par l'entreprise pendant 12 mois représentant au moins le SMIC mensuel.

➤ **Taux d'intervention**

- 30% des dépenses éligibles, subvention plafonnée à 8 000 € dans la limite de 50 000 € par entreprise et par période de 2 ans.
La subvention plafonnée est ramenée à 4 000 € dans la limite de 12 000 € par entreprise/structure pour les secteurs de la pêche, l'aquaculture et l'agriculture.
- 40% dans le cas de l'embauche d'un jeune de 16 à 24 ans, subvention plafonnée à 10 000 € par emploi dans la limite de 50 000 € par entreprise et par période de 2 ans.

Volet 4

➤ **Travailleur en situation d'handicap**

➤ **Dépenses éligibles**

Salaires bruts équivalents au minimum à un SMIC mensuel supportés par l'entreprise pendant 2 ans.

➤ **Taux d'intervention**

75% des dépenses éligibles pour l'embauche d'un travailleur en situation d'handicap, montant plafonnée à 27 500 € par emploi sur 2 ans, dans la limite de 55 000 € par entreprise et par période de 2 ans.

PARTICULARITES/CONDITIONS

- Aides non cumulables avec d'autres aides publiques portant sur les mêmes dépenses éligibles dans la limite du cumul d'aides publiques autorisé.
- La demande devra être déposée au plus tard 6 mois après l'embauche réelle.
- En cas de rupture prématurée du contrat d'embauche ayant fait l'objet d'une aide à l'emploi, l'entreprise ne pourra prétendre au solde non perçu, que si elle pourvoit ledit poste aux mêmes conditions d'emploi initial aidé.
- Un employeur ne bénéficiera pas de façon consécutive des aides à l'embauche en CDD, sur un même poste d'emploi ou sur une même fiche de poste.

BASES JURIDIQUES

BASE JURIDIQUE : Annexe 9

- Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (volet «Les jeunes diplômés sans expérience» sauf pour les secteurs pêche, aquaculture et agriculture)
- Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité
- Régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR)
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40208 relatif aux aides en faveur de l'emploi des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés pour la période 2014-2020

| AIDE A LA REPRISE - TRANSMISSION | |
|---|--|
| CONTEXTE : | |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Vieillessement de la population de la Martinique et de ses chefs d'entreprise▪ Complément des retraites des chefs d'entreprise par la vente de leur fonds de commerce▪ Opportunités d'affaire par la reprise d'entreprise en difficulté▪ Accompagnement des Consulaires dans le cadre de leurs dispositifs dédiés à ce type de transaction. | |
| OBJECTIFS : | |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Favoriser la reprise d'activités notamment artisanale,▪ Faciliter la reprise d'entreprises en difficulté,▪ Maintenir et créer des emplois,▪ Contribuer au maintien et à la pérennité du savoir-faire▪ Faciliter la transmission d'activité intergénérationnelle | |
| BENEFICIAIRES : | |
| <ul style="list-style-type: none">▪ PME▪ PME qui reprennent tout ou partie des actifs et des salariés d'entreprise en difficulté | |
| SECTEURS ELIGIBLES | |
| Tous les secteurs à l'exclusion des activités suivantes : <ul style="list-style-type: none">▪ Sidérurgie - Mine de charbon - Construction navale - Fibres synthétiques▪ Transport et infrastructures correspondantes▪ Production et distribution d'énergie et les infrastructures de l'énergie▪ Production, transformation et commercialisation de produits agricoles (annexe 1 du TFUE)▪ Pêche et aquaculture relevant du règlement UE n°1379/2013▪ Services financiers et assurances▪ Professions réglementées (voir liste en annexe)▪ Activités commerciales de grande distribution▪ Activités de promotions immobilières | |
| DEPENSES ELIGIBLES : | |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Mission d'évaluation ou d'expertise de l'entreprise,▪ Coût de rachat hors taxe du fonds de commerce,▪ Coût de rachat de tout ou partie d'actifs de l'entreprise,▪ Coût de reprise et de redémarrage de l'entreprise par les salariés,▪ Emplois repris dans le cadre d'un plan de cession ou de liquidation de l'entreprise en difficulté. | |

ACTIONS ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION

2 cas de figure sont possibles.

CAS 1 : AIDE A LA REPRISE - TRANSMISSION D'ENTREPRISE

Critères de sélection :

- Apport financier du demandeur d'au moins 25 % des coûts admissibles, soit au travers de ressources personnelles ou par financement extérieur,
- Maintien d'une part significative des emplois existants,
- Entreprise rachetée doit justifier d'au moins 5 ans d'exploitation et présenter une situation financière et une gestion saine (ne pas être en difficulté selon la définition de l'Union Européenne).

Cette aide comprend 3 volets :

Volet 1

➤ Aide au conseil

Cette aide vise à permettre au repreneur d'appréhender la faisabilité de son projet de reprise, en recourant aux prestations d'un organisme extérieur pour l'évaluation de l'entreprise.

➤ Taux d'intervention

50% de la mission d'évaluation de l'entreprise, subvention plafonnée à 5 000 €, mission menée par un conseil expert co-désigné par le cédant et le repreneur.

L'aide est limitée à 2 évaluations par repreneur potentiel et par période de 3 ans.

Volet 2

➤ Aide financière au rachat du fonds de commerce

➤ Taux d'intervention

30% de la valeur de rachat de l'entreprise expertisée et/ou 4 000 € par emploi repris en CDI, subvention plafonnée à 65 000 €.

Dans le cas de projets réputés d'intérêt stratégique pour le territoire, il y a possibilité de dérogation avec examen en Assemblée Plénière, dans la limite de 150 000 €.

Volet 3

➤ Concerne : Aide financière à la reprise et au redémarrage de l'entreprise par les salariés

- **Taux d'intervention**
- 60% des investissements, des frais d'installation, sur 2 ans dans la limite de 80 000 €.
- 60% sur 2 ans des coûts salariaux liés au recrutement d'un manager confirmé limités à 33 500 € ou à hauteur de 50 % du coût de l'accompagnement sous forme d'heures « conseil » dans la limite de 300 heures sur la base des coûts moyens horaires du marché limité à 33 500 €.

CAS 2 : AIDE A LA REPRISE D'ENTREPRISE EN DIFFICULTE

Critères de sélection :

- Impact sur l'économie locale avéré,
- Difficultés reconnues judiciairement hors période d'observation,
- Apport d'une contribution financière d'au moins 25 % des coûts admissibles, soit au travers de ressources personnelles ou par financement extérieur,
- Maintien d'une part significative des emplois existants (au minimum 2 salariés en CDI),
- Répond à la définition communautaire de l'entreprise en difficulté (entreprise reprise),
- Le repreneur doit être juridiquement indépendant de l'entreprise en difficulté, exception faite pour la reprise par les salariés.

Cette aide comprend **3 volets cumulables**

Volet 1

➤ Aide au conseil

Cette aide vise à permettre au repreneur d'appréhender la faisabilité de son projet de reprise sur la base d'un plan de relance, en recourant aux prestations d'un organisme extérieur.

➤ Taux d'intervention

50% des coûts de la mission d'évaluation de l'entreprise menée par un conseil expert

Subvention plafonnée à 5 000 €.

L'aide est limitée à 2 évaluations par repreneur potentiel et par période de 3 ans.

Volet 2

➤ Aide au maintien de l'emploi

➤ Taux d'intervention

10 000 € par emploi repris en CDI dans le cadre d'un plan de cession ou de liquidation de l'entreprise en difficulté.

Subvention totale plafonnée au double des fonds propres à hauteur de 100 000 €.

Volet 3

➤ Concerne : Aide pour le rachat de tout ou partie des actifs d'une entreprise en difficulté

➤ Taux d'intervention

30% sur la valorisation des éléments des actifs, subvention plafonnée au double des fonds propres à hauteur de 100 000 €.

PARTICULARITES / PRECISIONS

- Aide au maintien de l'emploi et Aide pour le rachat de tout ou partie des actifs d'une entreprise en difficulté non cumulables

BASES JURIDIQUES

BASE JURIDIQUE : Annexe 9

- Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020

| AIDE AU CONSEIL | |
|---|--|
| CONTEXTE : | |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Ralentissement de l'activité économique▪ Faible compétitivité des entreprises▪ Fragilité du tissu économique▪ Crise du secteur du tourisme | |
| OBJECTIFS : | |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Encourager dans les différents cycles de vie, le recours aux conseils techniques, organisationnels, de production, etc.▪ Faciliter l'accès au conseil des petites et moyennes entreprises en création, en développement et favoriser ainsi leur modernisation▪ Améliorer la compétitivité des entreprises▪ Encourager les créations d'emploi▪ Intervenir de manière préventive en faveur des entreprises en difficulté▪ Renforcer la compétitivité des entreprises touristiques▪ Renforcer la performance globale des entreprises de la Martinique▪ Améliorer la qualité du travail, la santé, la créativité, l'épanouissement▪ Améliorer l'image des secteurs d'activité à fort potentiel d'emplois▪ Concevoir des projets, des organisations adaptées à la réalité de la Martinique▪ Adapter les produits aux attentes des consommateurs▪ Permettre aux entreprises de recourir aux conseils à des moments particuliers de leur fonctionnement ou de leur développement et sur des thèmes précis :<ul style="list-style-type: none">• Environnement• Recherche de nouvelle clientèle pour le secteur touristique• Mise en réseau des entreprises pour développer la mutualisation des moyens et faciliter l'accès à des techniques d'amélioration de leur productivité ou de leur coefficient de remplissage (pour les entreprises touristiques)• Réhabilitation du patrimoine hôtelier• Autres thèmes particuliers prioritairement, qualité, stratégie, organisation, logistique... | |
| BENEFICIAIRES : | |
| <p>Toutes les entreprises, quelle que soit la forme juridique (entreprise individuelle, société de personnes et de capitaux, associations ayant un but économique, coopératives et groupements d'entreprises) remplissant les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Etre à jour de ses obligations fiscales et sociales,<input type="checkbox"/> Répondre à la définition communautaire de la PME. | |

SECTEURS ELIGIBLES

Tous les secteurs à l'exclusion des activités suivantes :

➤ Secteurs exclus :

- Sidérurgie
- Mine de charbon
- Construction navale
- Fibres synthétiques
- Transport et infrastructures correspondantes
- Production et à la distribution d'énergie et des infrastructures énergétiques
- Production, transformation et commercialisation de produits agricoles (annexe 1 du TFUE)
- Pêche et aquaculture relevant du règlement UE n°1379/2013
- Production et distribution d'énergie
- Services financiers, d'assurance
- Professions réglementées (voir liste en annexe)
- Activités commerciales de grande distribution
- Activités immobilières
- Prestations de conseil

ACTIONS ELIGIBLES :

Etude de faisabilité et d'opportunité (recherche de nouvelle clientèle pour le tourisme notamment) :

- Etude stratégique et organisationnelle (interne et externe),
- Design de produits et de services,
- Etude de marché pour les entreprises de moins de 3 ans d'activité,
- Transfert de technologie,
- Modernisation de l'outil de production,
- Opérations qualité groupées pour les TPE/PME (structuration de filière en particulier les activités d'animation et de loisirs dans le secteur du tourisme),
- Etude architecturale, environnementale et autres notamment pour la labellisation du secteur hôtelier,
- Prévention des difficultés financières et accompagnement des entreprises menacées,
- Elaboration du plan de restructuration des entreprises en difficulté,

DEPENSES ELIGIBLES /TAUX D'INTERVENTION

Financement des services de conseil fournis par des conseillers extérieurs.
Sont exclus les actions correspondant à un besoin courant de l'entreprise (comptabilité, juridique, fiscale, publicité,...).

➤ Taux d'intervention

50 % du coût HT de la prestation de conseil
Subvention plafonnée à 30 000 €.

PARTICULARITES / PRECISIONS

- Le dépôt de dossier doit être réalisé avant le commencement de l'étude,
- Le dispositif s'adresse aux entreprises ayant leur siège en Martinique,
- Mise en concurrence d'au moins deux cabinets sauf en cas de prestations spécifiques et techniques pour lesquelles il n'existe pas plusieurs prestataires,
- Intervention supérieure à 5 jours d'expertise,
- Le consultant retenu doit justifier de réelles compétences pour assurer la prestation (sociétés de conseil, ingénieurs-conseils, experts indépendants,...).

BASES JURIDIQUES

BASE JURIDIQUE : Annexe 9

- Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020
- Lignes directrices concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers 2014/C 249/1 du 31/07/2014
- Aide d'Etat SA 41259 (2015/N) – France Régime d'aide notifié à la Commission européenne relatifs aux aides au sauvetage à la restructuration pour les PME en difficulté

| AIDE AU DEVELOPPEMENT A L'INTERNATIONAL | |
|--|--|
| CONTEXTE | |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Marché local restreint▪ Perspectives de croissance économique étroitement liées au développement de l'exportation▪ Opportunités sur le marché caribéen dans un environnement fortement concurrentiel | |
| OBJECTIFS : | |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Amorcer les premières démarches à l'export▪ Accompagner les entreprises martiniquaises peu ou pas exportatrices sur de nouveaux marchés étrangers (connaissance et pénétration de marchés extérieurs)▪ Améliorer le positionnement des produits martiniquais à l'export▪ Adapter les produits martiniquais à la demande internationale▪ Développer « l'esprit export »▪ Favoriser la création de service export au sein des entreprises martiniquaises▪ Soutenir la compétitivité des entreprises▪ Créer une synergie entre les acteurs d'une filière pour mener à bien des projets coopératifs afin de pérenniser les entreprises et créer des emplois▪ Encourager la mutualisation de compétences et de moyens dans le cadre de projets conjoints entre PME/PMI pour faire face aux mutations technologiques | |
| BENEFICIAIRES : | |
| <ul style="list-style-type: none">▪ PME (cf. Annexe 1) primo-exportatrice, réalisant moins de 10% de son chiffre d'affaires à l'export.▪ Groupes d'entreprises fédérés autour d'un organisme partenaire « maître d'ouvrage » (Chambres consulaires, associations professionnelles, syndicats professionnels, ...) dans le cadre d'actions collectives, regroupant au moins 5 PME exerçant dans les secteurs éligibles ci-après. | |
| SECTEURS ELIGIBLES | |
| Tous les secteurs à l'exclusion des activités suivantes : | |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Sidérurgie - Mine de charbon - Construction navale - Fibres synthétiques▪ Transport et infrastructures correspondantes▪ Production et distribution d'énergie et les infrastructures de l'énergie▪ Production, transformation et commercialisation de produits agricoles (annexe 1 du TFUE)▪ Pêche et aquaculture relevant du règlement UE n°1379/2013▪ Services financiers et assurances▪ Professions réglementées (voir liste en annexe)▪ Activités commerciales de grande distribution▪ Activités de promotions immobilières | |

DEPENSES ELIGIBLES :

- Frais et indemnités de déplacement et d'hébergement liés à la prospection commerciale en vue d'exporter,
- Dépenses visant à réunir des informations sur les marchés et les clients,
- Dépenses de participation à des salons et foires-expositions,
- Dépenses visant à faire connaître les produits et services de l'entreprise en vue d'exporter,
- Dépenses liées à la promotion ou aux actions de communication,
- Acquisitions ou dépôts de brevets européens et internationaux, licences, marques et modèles,
- Frais d'homologation aux normes étrangères,
- Indemnités mensuelles et prestations versées par l'entreprise pour l'embauche d'un cadre export,
- Dépenses liées à des prestations d'assistance technique réalisées par des opérateurs tiers spécialistes du commerce international (consultant export, traducteur, interprète, juriste, spécialiste propriété industrielle...),
- Frais de formation export ou linguistiques,
- Dépenses engagées par un cabinet d'avocats ou d'architectes pour l'organisation ou la participation à des manifestations hors de France ayant pour objet de faire connaître ses compétences.

Sont exclus : les frais de parking, restauration, cadeaux divers, les frais réalisés en interne, le temps passé à l'export.

ACTIONS ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION :

Critères de sélection :

- Avoir son siège social et une part significative de son activité en Martinique,
- Justifier d'au moins un an d'activité,
- Avoir une contribution financière d'au moins 25 % des coûts admissibles, soit au travers de ressources personnelles ou par financement extérieur.

Ce dispositif se décompose en 3 volets, évolutifs dans la démarche de développement à l'international.

Volet 1

➤ **Assistance Export Partagée - Entreprise « Primo exportatrice »**

Cette mesure permet à l'entreprise de bénéficier d'une aide financière pour ses démarches à l'export découlant des recommandations d'un cabinet conseil, correspondant aux dépenses suivantes :

- Etudes de marché, d'opportunités, diagnostics export,
- Réalisation d'un plan stratégique export,
- Conseil juridique international,
- Mise aux normes étrangères, l'acquisition ou le dépôt de brevets (en Europe ou à l'international), licences, marques ou modèles,
- Frais de recherche de prospects dans le pays en question,
- Elaboration de documents commerciaux dans la langue du pays,
- Mise en place d'un site Internet dans la langue du pays,
- Participation à des manifestations professionnelles (foires et salons,...) dans le pays cible,
- Frais de fonctionnement dans la limite de 10% des dépenses totales, plafonnés à 3 000 €, sur 2 ans,

- Frais de communication (magazines spécialisés,),

Sont exclues du dispositif, toutes dépenses liées à la délocalisation d'une structure à l'étranger.

➤ **Taux d'intervention**

40 % pouvant être majoré de + 10 points de pondération dans le cadre de la mise en place d'une démarche « Export » de la CCIM dans la limite de :

- 30 000 € par 1 entreprise,
- 50 000 € par 1 groupement de 2 à 3 entreprises,
- 100 000 € par 1 groupement de 4 entreprises ou plus.

Volet 2

➤ **Cadre export**

Cette mesure s'adresse aux bénéficiaires de l'Assistance export partagée et vise le financement d'un cadre export (BAC + 3 minimum ou équivalent) chargé de poursuivre la prospection de nouveaux marchés sur un an. Ce poste doit être en adéquation avec le projet.

CDD minimum d'1 an ou CDI cumulable avec le Volontariat international en entreprise (VIE) de la CCI dans la limite du cumul autorisé.

➤ **Taux d'intervention**

50% de la rémunération du cadre export pendant 2 ans maximum dans la limite de 33 500 €.

Volet 3

➤ **Aide territoriale pour le développement international des entreprises**

Cette aide vise à permettre aux entreprises martiniquaises d'accroître leur chiffre d'affaires à l'export.

Il s'agit de financer des actions individuelles ou collectives s'inscrivant dans le cadre de missions de prospection commerciales (foires, salons, etc.), la création de groupement à l'international, la réalisation d'actions de promotion collective ou de formations spécifiques à l'international.

➤ **Taux d'intervention**

Pour les initiatives individuelles d'un montant minimum de 3 000 € HT

50% du budget HT des dépenses retenues, dans la limite de 9 000 € par action, s'inscrivant dans le cadre d'un projet annuel.

➤ **Niveau d'intervention**

Pour les actions collectives, l'intervention sera de :

- 60 000 € par action, dans le cas d'un groupement d'entreprises ou d'une action collective, sur la base d'1 action par structure et par an,
- 10% des frais de préparation de l'opération par le maître d'ouvrage dans la limite de 3 000 €,
- 50 % des frais relatifs à la constitution d'un groupement à l'international et à son fonctionnement. Les frais sont retenus sur une période de 2 ans et la subvention est plafonnée à 100 000 €.

PARTICULARITES / PRECISIONS

- Cumulable avec une autre aide publique dans les limites réglementaires autorisées

BASES JURIDIQUES

BASE JURIDIQUE : Annexe 9

- **Règlement (UE) N° 1407/2013** de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- **Règlement (UE) n°651/2014** déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020
- **Régime cadre exempté de notification N° SA.40453** relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020
- **Régime NN 120/90** relatif aux opérations collectives

AIDE AUX ENTREPRISES EN DIFFICULTE
AIDE A LA RESTRUCTURATION (SOCIETE)

CONTEXTE :

- Dispositif actuel « Aides aux Entreprises en Difficulté » répondant peu aux besoins des entreprises
- Difficultés rencontrées liées souvent à la sous-capitalisation de l'entreprise
- Aides dispensées répondant à un besoin court terme de l'entreprise et ne favorisant pas sa pérennité
- Nature de l'aide purement financière pas toujours suffisante
- Aide conditionnée à la réalisation en amont d'une phase diagnostic et en aval d'un suivi de la bonne mise en œuvre des actions préconisées pour la survie de l'entreprise
- Mise à jour juridique de nos dispositifs en réponse à ce type d'aide

OBJECTIFS :

- Permettre à des TPE et PME confrontées à des difficultés économiques mettant en jeu leur survie, de rétablir au plus vite leur situation
- Rétablir la viabilité de l'entreprise et maintenir l'essentiel des emplois concernés en subordonnant l'aide à la mise en œuvre d'un plan de restructuration crédible

BENEFICIAIRES :

Sociétés de personnes et de capitaux diagnostiquées en difficulté, justifiant de plus de 3 années d'immatriculation.
(Entreprises individuelles : cf. dispositif dédié ci-après)

SECTEURS ELIGIBLES

Tous les secteurs dont la pêche, sauf l'agriculture (dispositif dédié) et les professions réglementées.

CRITERES DE RECEVABILITE DES ENTREPRISES :

Est considérée en difficulté, l'entreprise qui, en l'absence d'intervention des autorités publiques, sera très probablement contrainte de renoncer à son activité à court ou à moyen terme. Une entreprise est considérée en difficulté quand au moins une des conditions énumérées ci-dessous est remplie :

- Plus de la moitié du capital social souscrit a disparu en raison de pertes accumulées,
- Certains associés ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société,
- L'entreprise fait l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou remplit les conditions de soumission à l'une des procédures collectives d'insolvabilité, comme un plan de continuation.

| ACTIONS ELIGIBLES |
|--|
| <p>Préalable</p> <p>Une aide à la restructuration, au sens des présentes lignes directrices ne peut servir uniquement à fournir une aide financière destinée à combler les pertes antérieures, sans s'attaquer aux causes de ces pertes. En conséquence, dans le cas d'une aide à la restructuration, la collectivité exigera du demandeur la présentation d'un plan de restructuration réaliste, cohérent et de grande envergure destiné à rétablir la viabilité à long terme de la structure concernée.</p> <p>Une restructuration peut comporter un ou plusieurs des éléments ci-après, dans la réorganisation et la rationalisation des activités du bénéficiaire sur une base plus efficiente, ce qui suppose généralement :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ un désengagement des activités déficitaires,▪ une restructuration d'activités existantes,▪ une restructuration financière prenant la forme d'apports de capitaux réalisés par de nouveaux actionnaires ou des actionnaires existants,▪ la réduction de dettes accordées par les créanciers existants,▪ une diversification vers des activités nouvelles et rentables. |
| DEPENSES ELIGIBLES : |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Financement du plan de restructuration. Le montant et l'intensité des aides à la restructuration doivent être limités au strict minimum nécessaire pour permettre la réalisation de la restructuration en fonction des disponibilités financières du bénéficiaire, de ses actionnaires, ou du groupe auquel il appartient.▪ Dépenses d'investissements. <p>La contribution propre du bénéficiaire doit être comparable à l'aide octroyée et doit comporter également des mesures améliorant les fonds propres de l'entreprise.</p> <p>Attention : Les dettes antérieures à la demande ne font pas partie des dépenses éligibles.</p> |
| TAUX D'INTERVENTION |
| <p>L'aide à la restructuration prend la forme 2 types d'intervention :</p> <p>Volet 1</p> <p>➤ Concerne : Le renforcement des fonds propres et la reconstitution du fonds de roulement</p> <p>➤ Taux d'intervention 50% des fonds propres et/ou 50% du Besoin en Fonds de Roulement Subvention plafonnée à 100 000 €.</p> <p>Volet 2</p> <p>➤ Concerne : La modernisation</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Immobilisations corporelles : Travaux de bâtiment, équipements et machines, travaux pris en compte pour leur valeur HT. Sont exclus : les véhicules, utilitaires, camions, pick-up, engins de chantiers, tracto-pelle, etc▪ Immobilisations incorporelles : actifs relatifs à la réalisation de l'opération, notamment consistant en un transfert de technologie par l'acquisition de droits de |

brevets, de licences, de savoir-faire ou de connaissances techniques non brevetées, liés à l'investissement

➤ **Taux d'intervention**

60% des besoins HT, subvention plafonnée à 100 000 €.

PARTICULARITES / MODALITES / PRECISIONS

- L'aide de la CTM ou le total des aides publiques le cas échéant, ne peut excéder le total des financements privés, constitués des contributions propres de l'entreprise, éventuellement complétées de concours bancaires obtenus dans le cadre du plan de redressement.
- Le versement de l'aide CTM s'effectuera en 3 tranches réparties comme suit :
 - 50% du montant à la notification de la décision,
 - 25 % au regard de l'avancement du plan de restructuration, soit à la réalisation de 75 % des dépenses justifiées,
 - 25 % à l'échéance du plan de restructuration.
- Les 2 volets sont cumulables.
- L'entreprise ne peut bénéficier de l'aide à la restructuration qu'une fois tous les 10 ans.

BASES JURIDIQUES

BASE JURIDIQUE : Annexe 9

- Lignes directrices concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers 2014/C 249/1 du 31/07/2014.
- Aide d'Etat SA 41259 (2015/N) – France Régime d'aide notifié à la Commission européenne relatifs aux aides au sauvetage à la restructuration pour les PME en difficulté

AIDE AUX ENTREPRISES EN DIFFICULTE
AIDE A LA RESTRUCTURATION (ENTREPRISE INDIVIDUELLE)

CONTEXTE :

- Dispositif actuel « Aides aux Entreprises en Difficulté » répondant peu aux besoins des entreprises
- Aides dispensées répondant à un besoin court terme de l'entreprise et ne favorisant pas sa pérennité
- Nature de l'aide purement financière pas toujours suffisante
- Aide conditionnée à la réalisation en amont d'une phase diagnostic et en aval d'un suivi de la bonne mise en œuvre des actions préconisées pour la survie de l'entreprise
- Mise à jour juridique de nos dispositifs en réponse à ce type d'aide

OBJECTIFS :

- Permettre à des TPE confrontées à des difficultés économiques mettant en jeu leur survie, de rétablir au plus vite leur situation
- Rétablir la viabilité de l'entreprise et maintenir l'essentiel des emplois concernés en subordonnant l'aide à la mise en œuvre d'un plan de restructuration crédible

BENEFICIAIRES :

Entreprises individuelles diagnostiquées en difficulté, justifiant de plus de 3 années d'immatriculation.

Exclusion : micro-entreprises et auto-entrepreneurs.

SECTEURS ELIGIBLES

Tous les secteurs sauf l'agriculture (dispositif dédié) et les professions réglementées.

CRITERES DE RECEVABILITE :

Est considérée en difficulté, l'entreprise qui, en l'absence d'intervention des autorités publiques, sera très probablement contrainte de renoncer à son activité à court ou à moyen terme. Une entreprise est considérée en difficulté quand au moins une des conditions énumérées ci-dessous est remplie :

- Entreprise rencontrant des difficultés conjoncturelles,
- Niveau croissant des pertes sur 2 ans.

OPERATIONS ELIGIBLES

Préalable

Une aide à la restructuration, au sens des présentes lignes directrices ne peut servir uniquement à fournir une aide financière destinée à combler les pertes antérieures, sans s'attaquer aux causes de ces pertes. En conséquence, dans le cas d'une aide à la restructuration, **la collectivité exigera du demandeur la présentation d'un plan de restructuration réaliste**, cohérent et de grande envergure destiné à rétablir la viabilité à long terme de la structure concernée.

Une restructuration peut comporter un ou plusieurs des éléments ci-après, dans la réorganisation et la rationalisation des activités du bénéficiaire sur une base plus efficiente, ce qui suppose généralement :

- un désengagement des activités déficitaires,
- la restructuration d'activités existantes,
- la réduction de dettes accordées par les créanciers existants,
- une diversification vers des activités nouvelles et rentables.

DEPENSES ELIGIBLES :

- Financement du plan de restructuration.
Le montant et l'intensité des aides à la restructuration doivent être limités au strict minimum nécessaire pour permettre la réalisation de la restructuration en fonction des disponibilités financières du bénéficiaire.
- Dépenses d'investissements.

La contribution propre du bénéficiaire doit être au moins du même montant que celui de l'aide octroyée.

Attention : Les dettes antérieures à la demande ne font pas partie des dépenses éligibles.

TAUX D'INTERVENTION ET MODALITES :

L'aide à la restructuration prend la forme de 2 types d'intervention :

Volet 1

➤ **Concerne : La restructuration du fonds de roulement**

➤ Taux d'intervention

40% du smic annuel dans le cas d'une entreprise ne justifiant d'aucun salarié.

Volet 2

➤ **Concerne : La modernisation**

- Immobilisations corporelles : Travaux de bâtiment, équipements et machines, travaux pris en compte pour leur valeur HT. Sont exclus : les véhicules, utilitaires, camions, pick-up, engins de chantiers, tracto-pelle, etc
- Immobilisations incorporelles : actifs relatifs à la réalisation de l'opération, notamment consistant en un transfert de technologie par l'acquisition de droits de brevets, de licences, de savoir-faire ou de connaissances techniques non brevetées, liés à l'investissement

➤ Taux d'intervention

60% des besoins HT, subvention plafonnée à 30 000 €.

PARTICULARITES / MODALITES / PRECISIONS

- L'aide de la CTM ou le total des aides publiques le cas échéant, ne peut excéder le total des financements privés, constitués des contributions propres de l'entreprise, et des concours bancaires obtenus dans le cadre du plan de redressement.
- Le versement de l'aide CTM s'effectuera en 3 tranches réparties comme suit :
 - 50% du montant à la notification de la décision,
 - 25 % au regard de l'avancement du plan de restructuration, soit à la réalisation de 75 % des dépenses justifiées,
 - 25 % à l'échéance du plan de restructuration.
- Les 2 volets sont cumulables.
- L'entreprise ne peut bénéficier de l'aide à la restructuration qu'une fois tous les 10 ans.

BASES JURIDIQUES

BASE JURIDIQUE : Annexe 9

- Lignes directrices concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers 2014/C 249/1 du 31/07/2014.
- Aide d'Etat SA 41259 (2015/N) – France Régime d'aide notifié à la Commission européenne relatifs aux aides au sauvetage à la restructuration pour les PME en difficulté

AIDE A L'ORGANISATION ET A LA STRUCTURATION DES FILIERES

CONTEXTE :

Sur le plan de la politique économique, avoir une approche filière comporte plusieurs intérêts :

- Amélioration des synergies entre acteurs de la filière
- Facilitation des échanges d'information entre les entreprises
- Constitution d'un éco système d'innovation et de croissance
- Domiciliation locale de la valeur ajoutée
- Vertus d'une taille critique interprofessionnelle

OBJECTIFS :

- Créer de la valeur ajoutée et contribuer avec les filières à la croissance économique,
- Inciter le développement de l'emploi
- Améliorer la compétitivité des entreprises
- Participer au développement de l'innovation
- Améliorer la coordination des différents outils d'intervention
- Favoriser la valorisation et la dynamisation des filières
- Rationaliser et redéployer les fonds publics territoriaux dédiés au développement économique

BENEFICIAIRES :

- Chambres consulaires
- Organisations interprofessionnelles
- Associations
- Comités de filière territoriaux ayant une entité juridique (1)
- Pôles Innovation

Missions de ces bénéficiaires : piloter la mise en œuvre de la concertation et de l'animation de la filière en créant des comités de filière territoriaux dédiés, pour la formalisation et le suivi d'un plan d'action concerté.

- (1) **Le Comité de filière territorial** serait composé des acteurs identifiés dans le périmètre de la filière : Organisation professionnelle, Organismes de formations et de recherche, Administration (Etat, collectivité territoriale,...), Chambre consulaires, Grappes d'entreprises, ...

ACTIONS ELIGIBLES :

Il s'agit de soutenir la mise en place d'actions de veille, d'intelligence économique, d'outils génériques, de procédures ou de méthodologies pour faciliter le fonctionnement des filières et l'émergence des projets coopératifs (réseaux d'information partagés, diffusion de pratiques innovantes, etc.), d'une façon générale, toute action visant à améliorer la compétitivité d'un secteur professionnel donné et issu des filières éligibles.

Les projets sont en premier lieu légitimés par l'intérêt et l'adhésion des membres du groupement.

L'accompagnement financier de programme sur des problématiques de filières, pendant une durée de 3 ans maximum. Une filière donnée ne pourra prétendre qu'à une seule intervention au titre de cette mesure.

Les filières éligibles sont prioritairement : les industries du bois, l'agro-alimentaire, l'agro-transformation, la chimie, l'éco-industrie (exemple : traitement et valorisation des déchets), l'éco-transformation, les énergies renouvelables, le tourisme, les aides à la personne, les technologies de l'information et de la communication.

3 types de groupement-filières retenus :

Groupements d'employeurs

Le Groupement d'employeurs favorise l'emploi partagé pour des entreprises d'une même filière ou pas (artisans, commerçants...).

Grappes d'entreprises

Les grappes d'entreprises sont des **regroupements d'entreprises, généralement de petite taille (TPE/PME) et appartenant à un même secteur d'activité, à un même créneau de production et à une même filière**. Elles associent ou intègrent des acteurs de la formation, de la gestion de l'emploi et des compétences, de l'innovation et de la recherche, en fonction des contextes et des initiatives. Les grappes « apportent des services aux entreprises qui peuvent porter sur l'ensemble de leurs besoins à travers des actions de mutualisation ou [des] actions collectives, notamment concernant l'innovation sous toutes ses formes, l'emploi et les compétences, l'organisation du travail, le développement à l'international, la communication, les aspects environnementaux, ...

Pôles d'Innovation

Les pôles d'innovation sont « des groupements d'entreprises indépendantes (jeunes pousses entreprises petites, moyennes ou grandes et organismes de recherche – actifs dans un secteur et dans une région particuliers et destinés à stimuler l'activité d'innovation en encourageant les interactions intensives, le partage des équipements et l'échange de connaissances et de savoir-faire, ainsi qu'en contribuant de manière effective au transfert de technologie, à la mise en réseau et à la diffusion de l'information entre les entreprises qui constituent le pôle».

SECTEURS ELIGIBLES :

Les filières prioritaires définies par le STDEII, le PO 2014-2020, le projet de territoire des intercommunalités, le programme Leader, ... **sauf les filières du tourisme et du numérique** qui bénéficient de dispositif dédié.

DEPENSES ELIGIBLES

- Pour les aides à l'investissement : coûts d'investissements dans les actifs corporels (terrains, bâtiments, machines et équipements) et incorporel (actifs n'ayant aucune forme physique ni financière tels que brevets, licences, savoir-faire ou autre types de propriété intellectuelle).

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">▪ Pour les aides au fonctionnement : frais de personnels et frais administratifs liés aux activités suivantes :<ul style="list-style-type: none">• Animation du pôle en vue de favoriser la collaboration, le partage d'informations et la prestation ou la mise à disposition de services de soutien aux entreprises spécialisées et adaptées aux besoins de ces dernières,• Opérations de marketing du pôle visant à renforcer la participation de nouvelles entreprises ou organisations ainsi qu'à accroître la visibilité du pôle,• Gestion des installations du pôle, organisation de programmes de formation, ateliers, conférences pour faciliter le transfert de connaissances et le travail en réseau entre les membres du pôle ainsi que la coopération transnationale,▪ Prestations externes. |
| TAUX D'INTERVENTION : |
| <p>65% au maximum d'aide publique pour les aides concernant l'investissement 50% d'aide publique pour les aides liées au fonctionnement</p> <p>Plafond total maximum sur les 2 postes d'intervention : 100 000 €</p> |
| PARTICULARITE / MODALITES |
| <ul style="list-style-type: none">▪ La contractualisation est actée par une convention d'objectifs sur la base d'un plan d'action triennal évalué annuellement, signée par le bénéficiaire « pilote » de l'ensemble des acteurs au sein du Comité de filière territoriale. |
| BASES JURIDIQUES |
| BASE JURIDIQUE : Annexe 9 <ul style="list-style-type: none">• Régime NN 120/90 relatif aux opérations collectives• Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité• Régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR)• Régime cadre exempté de notification N° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020• Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020• Régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 |

| AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES |
|---|
| <p>CONTEXTE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dispersion, manque de coordination entre les acteurs ▪ Absence de planification ▪ Individualisme ▪ Perte de compétences ▪ Insuffisance de professionnalisation ▪ Isolement des entreprises ▪ Perte de parts de marché |
| <p>OBJECTIFS :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer l'activité des centres bourgs et des centres villes ▪ Maintenir les activités de commerce de proximité ▪ Créer une dynamique économique au sein des centres bourgs et des centres villes ▪ Adapter les produits aux attentes des consommateurs ▪ Mener une politique de soutien adaptée, favorisant les initiatives d'animation du territoire ▪ Soutenir les actions en matière touristique ▪ Valoriser le potentiel économique du territoire et renforcer son attractivité ▪ Renforcer les pôles existants en soutenant le développement d'outils ou d'actions structurants au service de la performance et de la compétitivité des entreprises ▪ Encourager la mutualisation des compétences et de moyens dans le cadre de projets conjoints entre PME/PMI pour faire face aux mutations technologiques |
| <p>BENEFICIAIRES :</p> <p>Organisations socioprofessionnelles, Chambres consulaires, Associations, Groupement ou syndicats d'entreprises, Coopératives, E.P.C.I, Collectivités, Clusters, Grappes d'entreprises.</p> |
| <p>SECTEURS ELIGIBLES :</p> <p>Tous les secteurs sauf les activités touristiques (cf. Annexe 4)</p> |
| <p>ACTIONS ELIGIBLES / DEPENSES ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION :</p> <p>Critères de sélection Implication de 5 entreprises minimum (hormis volet 2).</p> <p>Volet 1 ➤ Concerne : La promotion commerciale (hors export) Cette mesure d'aide vise à contribuer, sous forme de subvention, aux actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Programmes des structures d'animation de proximité (syndicats, associations et groupements professionnels) et manifestations de dynamisation des commerces (ex. : marchés itinérants, ...) sur le territoire martiniquais, |

- Participation à des manifestations commerciales sur le territoire français (foires, salons, etc.),
- Programme tendant à la valorisation des productions ou d'un savoir-faire aux travers de plans médias.

➤ **Dépenses éligibles**

- Investissement en immobilisations corporelles et incorporelles hors matériel roulant, volant et navigant, liés aux opérations de promotion (HT),
- Fonctionnement : frais de participation à des foires/salons, autres actions de proximité (marchés itinérants), charges externes liés à la réalisation de l'opération.

Volet 2

➤ **Concerne : La dynamisation économique des centres bourgs et des centres villes**

Cette aide vise à créer une dynamique autour des activités et des entreprises situées dans les bourgs ou les centres villes.

➤ **Dépenses éligibles**

- Programme d'actions et ou d'animation,
- Soutien aux actions de dynamique économique destinées à la revitalisation des centres villes et centres bourgs,
- Accompagnement à la formalisation de projet de mutualisation autour d'actions communes,
- Prise en charge des dépenses de prestataires externes (prestations de services, de communication, location...).

Exclusion : investissement matériel et charges fixes internes.

➤ **Taux d'intervention**

De 30 à 50% des dépenses éligibles des volets 1 ou 2, en fonction de l'intérêt du projet, subvention plafonnée par volet à 100 000 €.

PARTICULARITES / PRECISIONS

- Cette aide est cumulable avec d'autres aides publiques dans la limite de 50%

BASES JURIDIQUES

BASE JURIDIQUE : Annexe 9

- Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020

Annexe A1

Définition des Entreprises bénéficiaires

Toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique (entreprises individuelles, sociétés de personnes et de capitaux, *associations ayant un but économique, coopératives et groupements d'entreprises*) remplissant les conditions suivantes :

- Justifier d'une situation financière saine (ne pas correspondre à la notion communautaire d'entreprises en difficulté)
- Etre en règle vis à vis de ses obligations fiscales et sociales
- Répondre à la définition communautaire de la PME

Annexe A2

Définition des micros, petites et moyennes entreprises

Une entreprise de taille moyenne est une entreprise qui répond à l'ensemble des critères suivants :

- Elle occupe moins de 250 personnes,
- Son chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 50 M€ et/ou le total de son bilan annuel n'excède pas 43 M€.

Une petite entreprise est une entreprise qui répond à l'ensemble des critères suivants :

- Elle occupe moins de 50 personnes,
- Son chiffre d'affaires annuel et/ou le total de son bilan annuel n'excède pas 10 M€.

Une micro-entreprise est une entreprise qui répond à l'ensemble des critères suivants :

- Elle occupe moins de 10 personnes,
- Son chiffre d'affaires annuel et/ou le total de son bilan annuel n'excède pas 2 M€.

Ces critères doivent s'appliquer à l'entreprise dans son ensemble (y compris aux filiales établies dans d'autres Etats membres et à l'extérieur de l'Union européenne). Le règlement définit ce qu'il convient d'entendre par entreprise autonome, entreprise partenaire et entreprise liée, afin d'évaluer la position économique réelle de la PME considérée.

(Source : Guide des règles communautaires applicables aux aides d'Etat en faveur des PME)

Annexe A3

Définition de l'Entreprise en difficulté

Une entreprise est considérée en difficulté, lorsqu'il est pratiquement certain qu'en l'absence d'intervention de l'État, elle sera contrainte de renoncer à son activité à court ou à moyen terme. En conséquence, une entreprise est considérée comme en difficulté quand au moins une des conditions énumérées ci-dessous est remplie :

- **S'il s'agit d'une société à responsabilité limitée**, lorsque plus de la moitié de son capital social souscrit a disparu en raison des pertes accumulées. Tel est le cas lorsque la déduction des pertes accumulées des réserves (et de tous les autres éléments généralement considérés comme relevant des fonds propres de la société) conduit à un montant cumulé négatif qui excède la moitié du capital social souscrit ;
- **s'il s'agit d'une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société**, lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, a disparu en raison des pertes accumulées ;
- **S'il s'agit d'une entreprise insolvable**, lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou remplit, selon le droit national qui lui est applicable, les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité à la demande de ses créanciers ;
- **S'il s'agit d'une entreprise autre qu'une PME**, lorsque depuis les deux exercices précédents :
 - le ratio emprunts/capitaux propres de l'entreprise est supérieur à 7.5,
 - le ratio de couverture des intérêts de l'entreprise, calculé sur la base de l'EBITDA, est inférieur à 1.

Une entreprise nouvellement créée ne peut bénéficier d'aides au titre des présentes lignes directrices, même si sa position financière initiale est précaire. Tel est notamment le cas lorsqu'une nouvelle entreprise naît de la liquidation d'une entreprise préexistante ou de la reprise de ses seuls actifs. Une entreprise est en principe considérée comme nouvellement créée pendant les 3 premières années qui suivent son entrée en activité dans le domaine concerné. Ce n'est qu'au terme de cette période qu'elle pourra bénéficier d'aides au titre des présentes lignes directrices, pour autant :

- a) qu'elle puisse être qualifiée d'«entreprise en difficulté» au sens des présentes lignes directrices ci-avant,
- b) qu'elle ne fasse pas partie d'un groupe de sociétés, si ce n'est dans les conditions spécifiées au paragraphe suivant.

Une société qui fait partie d'un groupe ou est reprise par un groupe ne peut en principe pas bénéficier d'aides au titre des présentes lignes directrices, sauf s'il peut être démontré que ses difficultés lui sont spécifiques et ne résultent pas d'une répartition arbitraire des coûts au sein du groupe, et que ces difficultés sont trop graves pour être résolues par le groupe lui-même. Lorsqu'une société en difficulté crée une filiale, celle-ci sera considérée comme constituant un groupe avec la société en difficulté qui la contrôle et pourra recevoir des aides aux conditions définies dans le présent paragraphe.

Étant donné qu'elle est menacée dans son existence même, une entreprise en difficulté ne saurait être considérée comme un instrument approprié pour contribuer à la réalisation d'objectifs relevant d'autres politiques publiques tant que sa viabilité n'est pas assurée. La Commission considère par conséquent que les aides à des entreprises en difficulté ne peuvent contribuer au développement d'activités économiques sans altérer les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun que si les conditions énoncées dans les présentes lignes directrices sont remplies, même si ces aides sont accordées dans le cadre d'un régime qui a déjà été autorisé.

(Source : Lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers (2014/C 249/01))

Annexe A4

Détermination des secteurs d'activités éligibles

Tous les secteurs à l'exclusion des activités suivantes :

- **Secteurs exclus :**
 - Sidérurgie
 - Mine de charbon
 - Construction navale
 - Fibres synthétiques
 - Transport et infrastructures correspondantes
 - Production et à la distribution d'énergie et des infrastructures énergétiques
 - Production, transformation et commercialisation de produits agricoles (annexe 1 du TFUE)
 - Pêche et aquaculture relevant du règlement UE n°1379/2013
 - Production et distribution d'énergie
 - Services financiers, d'assurance
 - Professions réglementées (voir liste en annexe)
 - Activités commerciales de grande distribution
 - Activités immobilières
- **Activités exclues à la création sauf si zone (la commune) non pourvue :**
 - Restauration rapide
 - Coiffure – esthétique
 - Réparation automobile, Contrôle technique à l'exception de ceux pour poids lourds
 - Prestations de conseil
 - Boulangerie-pâtisserie
 - Location de voiture

Annexe A5

Détermination des activités prioritaires

- **Agroalimentaire**
- **Numérique** (cf. dispositif dédié)
- **Tourisme** (cf. dispositif dédié)
- **Energies renouvelables**
- **Commerce de proximité** notamment les épiceries de quartier
- **Silver économie**

| |
|---|
| <p>Annexe A6</p> <p>Liste des secteurs géographiques prioritaires</p> |
|---|

| LES ZONES TERRITORIALES | LES ZONES URBAINES SENSIBLES (ZUS) |
|---|---|
| <p>COMMUNES DU NORD ATLANTIQUE</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Grand-Rivière▪ Macouba▪ Basse-Pointe▪ Le Lorrain▪ Ajoupa-Bouillon▪ Marigot▪ Sainte-Marie▪ Gros-Morne <p>COMMUNE DU NORD CARAÏBE</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Le Prêcheur▪ Le Morne-Rouge▪ Fonds-Saint-Denis▪ Saint-Pierre▪ Le Carbet▪ Le Morne-Vert▪ Bellefontaine▪ Case-Pilote <p>COMMUNES DU SUD</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Saint-Esprit▪ Vauclin▪ Anses-d'Arlets▪ Rivière-Pilote | <p>QUARTIERS DE FORT DE FRANCE</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Centre ville▪ Sainte Thérèse▪ Citron▪ Trénelle▪ Texaco▪ Godissart▪ Terres Sainville▪ Volga Plage▪ Berges de Briand▪ Rive Droite▪ Renéville▪ Bon Air▪ Ravine Bouillé <p>QUARTIERS DU LAMENTIN OUEST</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Vieux Pont▪ Bas Mission▪ Four à Chaux |

Annexe A7

Liste des professions réglementées

Définition : une profession est réglementée quand son accès est subordonné par des dispositions légales, réglementaires ou administratives et à la possession d'une **qualification spécifique**.

En France, les professions réglementées sont les suivantes :

1 – Les professions libérales constituées en ordre :

- Médecins
- Vétérinaires
- Pharmaciens
- Sages-femmes
- Chirurgiens-dentistes
- Architectes
- Avocats inscrits à un barreau
- Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation

2 - Les professions de santé

2.1- Paramédicale

- Infirmiers
- Orthoptistes
- Orthophonistes
- Pédicures podologues
- Masseurs kinésithérapeutes

2.1- Diverses

- Biologistes
- Diététiciens
- Psychologues

3 – Les professions juridiques

Les professions suivantes sont diversement réglementées ; elles peuvent être constituées en ordres, en chambres ou en conseils nationaux.

- Notaires
- Huissiers de justice
- Commissaires-priseurs
- Avoués près de la Cours d'Appel
- Greffiers près des Tribunaux de Commerce
- Administrateurs judiciaires et mandataires à la liquidation d'entreprises

4 – Les professions techniques

- Géomètres experts
- Experts comptables
- Ingénieurs diplômés
- Professeurs de danse
- Agents généraux d'assurance
- Experts fonciers, agricoles et forestiers
- Conseils en propriété industrielle (titre protégé)
- Commissaires aux comptes (tutelle du Ministère de la Justice)

Annexes à la délibération n°18-73-1

Annexe A8

Procédure, modalités de versement et obligations de suivi

1 – Procédure

La demande de subvention adressée au Président du Conseil exécutif, doit être transmise avant toute mise en œuvre de l'opération pour laquelle l'aide est sollicitée. (sauf disposition contraire).

L'entreprise devra, en outre, communiquer un dossier de présentation du projet respectant le canevas d'instruction en vigueur (dossier type téléchargeable sur le site www.collectivitedemartinique.mq), en même temps que son courrier de demande.

Une aide ne pourra être accordée au titre du présent régime que si le bénéficiaire a présenté une demande à cet effet et si la CTM a ensuite confirmé par écrit que, sous réserve de vérification plus détaillées, le projet en principe remplissait les conditions d'admissibilité fixées par le dispositif.

L'intervention de la collectivité s'effectuera à l'analyse des éléments suivants :

1. L'adéquation homme/projet,
2. La viabilité du modèle économique proposé,
3. La capacité financière du promoteur à boucler son plan de financement
4. L'opportunité de l'intervention de la Collectivité (zone, secteur,...),
5. Afin d'éviter l'effet d'aubaine l'aide ne pourra pas avoir **pour objectif d'inciter les futurs bénéficiaires à réaliser ou engager un projet qu'ils auraient de toute façon mis en œuvre sans l'avantage public, compte tenu de leur capacité financière,**
6. Les aides sont non cumulables avec une autre aide de la Collectivité portant sur la même assiette de dépenses éligibles et/ou le même projet,
7. Toute subvention accordée doit être au préalable liquidée avant le dépôt d'une nouvelle demande,

2 – Modalités de versement

Les modalités de versement seront définies dans une convention de développement conclue entre l'entreprise et la CTM (possibilité de convention tripartite ou quadripartite).

3 – Obligation de suivi

Le bénéficiaire s'engage à :

- Assurer la publicité du financement CTM ;
- Maintenir l'investissement en Martinique pour une période minimum de 3 ans après son achèvement ;
- Se conformer aux modalités de suivi définies dans la convention de développement territorial ;
- Informer la CTM de tout changement d'adresse, d'activité, statut juridique, évolution du plan de financement, etc..... ; jusqu'aux 3 ans suivant la liquidation de l'aide financière de la CTM.

Annexe A9

Les bases juridiques

A9-1 : Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

A9-2 : Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité

A9-3 : Régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR)

A9-4 : Régime cadre exempté de notification N° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020

A9-5 : Régime cadre exempté de notification N° SA.40208 relatif aux aides en faveur de l'emploi des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés pour la période 2014-2020

A9-6 : Régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020

A9-7 : Lignes directrices concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers 2014/C 249/1 du 31/07/2014

A9-8 : Aide d'Etat SA 41259 (2015/N) – France Régime d'aide notifié à la Commission européenne relatifs aux aides au sauvetage à la restructuration pour les PME en difficulté

A9-9 : Régime NN 120/90 relatif aux opérations collectives

A9-10 : Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180302-18-75-1-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-75-1

PORTANT PASSATION D'UN AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE GESTION DE L'AIDE AUX EMPLOYEURS DE SALARIES EN EMPLOIS D'AVENIR

L'An deux mille dix-huit, le deux mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Georges CLEON (procuration à Raphaël MARTINE), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER (procuration à Lucien RANGON), Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Eugène LARCHER (procuration à Nadia LIMIER), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Christiane EMMANUEL), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-71-1 du 25 avril 2016 portant dispositif cadre relatif à la contribution de la Collectivité Territoriale de Martinique à la mise en oeuvre des Emplois d'Avenir ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 22 février 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 27 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la passation de l'avenant n° 1 à la convention de gestion de l'aide aux employeurs de salariés en emplois d'avenir afin de permettre le paiement des emplois d'avenir portés par le Conseil Régional de Martinique en 2013.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif est autorisé à signer l'avenant n°1, ainsi que les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de ce partenariat et à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Agence de Services
et de Paiement

**AVENANT N°1
A LA CONVENTION DE GESTION DE L'AIDE DU CONSEIL REGIONAL AUX
EMPLOYEURS DE SALARIES EN EMPLOIS D'AVENIR**

Vu la loi modifiée n°78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu la loi modifiée n°2012- 1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir,

Vu les articles L5134-19-1 et suivants du code du travail,

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L.313-1 et R.313-13 et suivants relatifs à l'ASP,

Vu le code du travail,

Vu notamment les articles L.5134-20 et suivants, les articles L.5134-65 et suivants, et les articles L.5134-110 et suivants du code du travail,

Vu notamment les articles R.5134-26 et suivants, les articles R.5134-51 et suivants, et les articles R.5134-161 et suivants du code du travail,

Vu le décret n° 2011-511 du 10 mai 2011, portant dispositions relatives aux mandats donnés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics en application de l'article L.1611-7 du code général des collectivités territoriales,

Vu le décret modifié n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2012-1211 du 31 octobre 2012 tirant les conséquences des articles 7,8 et 13 de la loi portant création des emplois d'avenir,

Vu le décret 2012-1210 du 31 octobre 2012 relatif à l'emploi d'avenir,

Vu le décret n° 2015-1670 du 14 décembre 2015, portant dispositions relatives aux mandats donnés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics en application des articles L.1611-7 et L.1611-7-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 31 octobre 2012 fixant le montant de l'aide de l'Etat pour les emplois d'avenir

Vu la délibération n°.... de la Collectivité Territoriale de Martinique en date du,

Vu la décision de la Commission Permanente de la Collectivité Territoriale de Martinique en date du.....autorisant le Président à signer la présente convention,

Vu la convention de gestion de l'aide aux employeurs de salariés en EAV, entre le Conseil Régional et l'ASP signée le 17 mai 2013.

ENTRE :

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM),
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE

d'une part

ET :

L'Agence de Services et de Paiement (ASP)
représentée par son Président Directeur Général, Monsieur

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'abonder le budget alloué à l'ASP au titre des crédits d'intervention et des frais de gestion pour permettre le paiement des aides restant à verser sur les conventions initiales créées entre le 27/11/2012 et le 31/12/2014 et leurs renouvellements.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS FINANCIERES

L'article 3.1 « crédits d'intervention » est complété comme suit :

Le montant de la participation financière maximale de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre des crédits d'intervention est fixé à 2 630 000 € pour l'année 2017. Les crédits d'intervention versés par la CTM doivent permettre la poursuite du paiement des dossiers engagés avant cette date.

Pour éviter tout risque de rupture de paiement des aides, les appels de fonds tiendront compte d'un fonds de roulement calculé sur la base d'un pourcentage (60%) des dépenses payées au cours du trimestre précédent « T-1 ».

L'ASP assure le versement des aides dans la limite des sommes reçues.

En cas de trésorerie insuffisante, l'ASP présentera à la collectivité un appel de fonds complémentaire exceptionnel et pourra être amené à suspendre les paiements dans l'attente de réception de ces fonds.

L'article 3.2 « frais de gestion » est complété comme suit :

Les frais de gestion de l'ASP sont fixés au 1^{er} janvier 2017 à :

- 11.45 € par convention initiale créée
- 3.10 € par mois pour le suivi et le paiement d'un dossier
- 6.74 € à la création d'un avenant de renouvellement

Le montant total des frais de gestion est calculé de manière prévisionnelle et estimé à 25000 € pour 2017.

Les factures devront parvenir à l'adresse suivante :

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Direction Economie Sociale et Solidaire, Insertion
Rue Gaston DEFFERRE
CS 30137
97200 FORT DE France

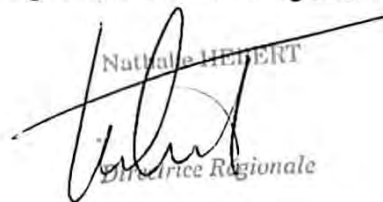
ARTICLE 3 – AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres clauses de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant. Ces dernières prévalent en cas de divergence.

Fait à, le

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Le Président Directeur Général de l'ASP, et
par délégation, la Directrice Régionale


Nathalie HERBERT
Directrice Régionale



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180302-18-77-1-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-77-1

PORTANT LEVEE DE DECHEANCE QUADRIENNALE D'UNE AIDE A LA CONSTRUCTION DURABLE ATTRIBUEE A MONSIEUR

L'An deux mille dix-huit, le deux mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Georges CLEON (procuration à Raphaël MARTINE), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER (procuration à Lucien RANGON), Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Eugène LARCHER (procuration à Nadia LIMIER), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Christiane EMMANUEL), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°11-574-4 du 12 avril 2011 portant octroi d'une aide régionale à la construction durable à Monsieur

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la levée de la déchéance quadriennale de l'aide à la construction durable accordée à Monsieur _____ par la délibération du Conseil Régional de Martinique n°11-574-4 susvisée pour la construction de sa maison individuelle.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 Mars 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180302-18-78-1-DE
Date de télétransmission : 22/03/2018
Date de réception préfecture : 22/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-78-1

MOTION DE SOUTIEN AU PERSONNEL ET AUX PARENTS POUR LE MAINTIEN DE LA 1^{ÈRE} S AU LYCÉE POLYVALENT DE BELLEFONTAINE

L'An deux mille dix-huit, le deux mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Georges CLEON (procuration à Raphaël MARTINE), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER (procuration à Lucien RANGON), Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Eugène LARCHER (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS (procuration à Christiane EMMANUEL), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Une décision soudaine et non concertée du Rectorat de la MARTINIQUE vise la fermeture de la 1^{ère} S au Lycée de BELLEFONTAINE à partir de la rentrée 2018.

C'est un traumatisme que notre Territoire ne pourra surmonter, et nous ne pouvons le tolérer.

Si ce projet venait à être conduit à son terme, il aurait pour conséquence la fermeture de la filière générale dans cet établissement, ce qui est inacceptable.

En effet, ce serait de fait le reniement du travail patient et soutenu de la communauté scolaire de cet établissement qui n'a pas seulement une vocation pédagogique.

Le Nord Caraïbe, de Case-Pilote au Prêcheur en passant par les communes intérieures (Morne Vert, Fond Saint Denis, et Morne Rouge), a besoin aujourd'hui plus qu'hier de projets qui impulsent son développement et lui ouvrent des perspectives nouvelles tant pour son attractivité que pour l'épanouissement de sa jeunesse.

Le Lycée de BELLEFONTAINE dans sa dimension générale, technologique, et professionnelle est incontestablement le premier maillon du renouveau économique et social d'un territoire qui n'a cessé d'être déclassé depuis l'éruption de la Montagne Pelée en 1902.

Considérant en effet que l'implantation d'un Lycée Général à BELLEFONTAINE avait pour vocation de compenser les handicaps du Nord Caraïbe,

Considérant que le projet de démantèlement de la Filière S au Lycée du Nord Caraïbe constitue une menace grave pour la dynamique de ce Territoire.

Considérant la volonté de la Collectivité Territoriale de Martinique de favoriser la polyvalence de la formation pour un épanouissement harmonieux de la jeunesse martiniquaise sur l'ensemble du territoire.

Considérant par ailleurs, que la réduction de l'offre de formation du Lycée de BELLEFONTAINE, nonobstant la proposition d'un élargissement de la filière Hôtellerie, serait une catastrophe pour l'avenir de cet Etablissement qui fixe une partie de la jeunesse et facilite le lien familial.

Les élus de la C. T. M. réunis en Assemblée Plénière ce vendredi 2 mars 2018 :

- **Condamnent** tout projet qui vise à réduire l'attractivité du territoire du Nord Caraïbe.
- **Demandent** à Monsieur le Recteur de renoncer à l'application de tout projet de fermeture de la Filière S et à la suppression du C. A. P. Pâtisserie au Lycée de BELLEFONTAINE, ce qui permettra de donner une chance aux jeunes en difficultés ne pouvant accéder au Bac.
- **Demandent** d'engager un dialogue avec le personnel et les élus du territoire pour mieux accompagner le développement de ce lycée qui symbolise le renouveau du Nord Caraïbe, en mettant en place urgemment une carte scolaire concertée, juste et équilibrée qui tienne compte du retard de développement de ce territoire.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180302-18-79-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2018
Date de réception préfecture : 08/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-79-1

MOTION POUR LE MAINTIEN DE L'ALLOCATION LOGEMENT ACCESSION DANS LES OUTRE-MER

L'An deux mille dix-huit, le deux mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Georges CLEON (procuration à Raphaël MARTINE), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER (procuration à Lucien RANGON), Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Eugène LARCHER (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS (procuration à Christiane EMMANUEL), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Considérant que dès 1986, pour faire face à des problématiques de logements spécifiques en Outre-Mer, zones tendues à la fois pour des raisons démographiques, économiques, climatiques et géographiques, l'Etat a mis en place des aides originales destinées aux personnes physiques à faibles revenus, à savoir :

- l'aide à la production de Logements Evolutifs Sociaux (LES) diffus ou groupés, qui vise à accompagner l'accession très sociale à faible coût,
- l'aide à l'Amélioration de l'Habitat (AH) afin de sortir les propriétaires occupants de l'insalubrité en engageant des travaux à faible coût ;

Considérant que dans le cadre des opérations de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI), le Logement Evolutif Social (LES) est le seul produit qui permette le relogement définitif des familles les plus défavorisées ;

Considérant que l'Allocation Logement Accession est un dispositif qui aide les primo-accédants disposant de revenus modestes à diminuer leurs mensualités de crédit immobilier, cette contribution étant directement versée par la CAF à l'organisme prêteur ;

Considérant qu'en application de l'article 126 de la loi de finances pour 2018, les prêts destinés à financer une opération d'accession et les contrats de location-accession signés à compter du 01 janvier 2018 n'ouvrent plus droit au bénéfice d'une aide au logement ;

Considérant qu'en dépit d'innombrables mises en garde, le Gouvernement a ainsi supprimé l'Allocation Logement Accession dans les Outre-Mer. Depuis, malgré les interventions insistantes des députées Huguette BELLO et Ericka BAREIGTS à l'Assemblée Nationale, le Gouvernement refuse de reconnaître que c'est l'arrêt du seul dispositif d'accession sociale à la propriété pour les ménages à faibles ressources, en Outre-Mer.

Il en résulte que cette suppression de l'Allocation Logement accession :

- signe la fin de l'accession sociale et très sociale en Outre-Mer et singulièrement en Martinique,
- aura des répercussions désastreuses pour les familles démunies dès lors que, n'étant pas en capacité de souscrire un emprunt bancaire classique, elles seront privées de la possibilité d'accéder à la propriété ou de sortir de l'insalubrité,
- Contraint les familles à revenus modestes à abandonner leurs espoirs de devenir propriétaires ou le projet de réhabiliter leur maison : 80% des familles éligibles ne pourront plus voir leur projet aboutir.

Les Elus de l'Assemblée de Martinique rappellent également au Gouvernement que :

- les 120 LES financés en 2016 ont représenté un investissement de plus de 10 millions d'euros dans l'économie locale ;
- alors même que nos territoires sont déjà fortement paralysés par le chômage, l'emploi risque d'être fortement impacté car une construction induit 1,8 emplois dans le secteur du BTP ;
- le BTP artisanal Martiniquais, déjà en grandes difficultés, souffrira encore plus du fait de la disparition des opérations de construction réalisées dans le cadre du dispositif LES ;
- les opérateurs historiques de l'accession sociale, qui, au fil des décennies, ont forgé métiers et savoir-faire, risquent de disparaître.

Par conséquent, les Elus de l'Assemblée de Martinique exigent le rétablissement de l'Allocation Logement Accession en Outre-Mer afin de :

- conserver les outils opérationnels de lutte contre l'habitat indigne,
- assurer le développement des parcours résidentiels et l'accession à la propriété, érigés au rang des priorités du Plan Logement Outre-Mer et du Plan Logement Martinique,
- ne pas accroître la tension sur le parc locatif social,
- ne pas remettre en cause les politiques de maintien à domicile des personnes âgées dont les logements ne pourront désormais plus être mis aux normes et adaptés à leurs besoins,
- préserver les emplois directs et indirects liés aux dispositifs d'accession sociale.

Enfin, les Elus de l'Assemblée de Martinique invitent et encouragent nos parlementaires à se saisir, de façon unanime, de cette situation qui est une véritable menace pour la Martinique, une catastrophe en matière de logements et d'habitat et une impasse pour nos concitoyens à faibles revenus.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180302-18-80-1-DE
Date de télétransmission : 26/03/2018
Date de réception préfecture : 26/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-80-1

MOTION POUR LE VERSEMENT DE LA COMPENSATION DES ALLOCATIONS INDIVIDUELLES DE SOLIDARITÉ (AIS) ET D'UNE DOTATION D'AMORÇAGE À LA CTM

L'An deux mille dix-huit, le deux mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Georges CLEON (procuration à Raphaël MARTINE), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER (procuration à Lucien RANGON), Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Eugène LARCHER (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS (procuration à Christiane EMMANUEL), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Les élus réunis en Assemblée plénière les 1^{er} et 2 mars 2018 constatent :

- Une situation financière extrêmement tendue au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique
- Des mesures contraignantes d'encadrement des Collectivités Territoriales de la loi de programmation des finances publiques 2018/2022
- Une situation économique et sociale difficile en Martinique

EXIGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS :

- Le versement immédiat de 620 millions d'euros relatif à la compensation des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) de 2004 à aujourd'hui
- Une dotation d'amorçage nécessaire à la prise en charge des frais supplémentaires générés par la fusion des deux collectivités Région et Département.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - 1, rue Gaston Defferre - CS 50137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.60 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique

Yan MONPLAISIR





ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180307-2018-PAM-01-AR
Date de télétransmission : 07/03/2018
Date de réception préfecture : 07/03/2018

ARRETE N°2018 - PAM -01 du 7 MARS 2018

Portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique
au sein du Comité de pilotage du schéma de l'enfance, de la jeunesse et de la famille

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-132-1 portant lancement des travaux du schéma de l'enfance, de la jeunesse et de la famille ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Comité de pilotage du schéma de l'enfance, de la jeunesse et de la famille, les conseillers à l'Assemblée de Martinique suivants :

- Madame Louise TELLE
- Madame Maryse PLANTIN
- Madame Josiane PINVILLE
- Monsieur Clément CHARPENTIER-TITY
- Monsieur Marius NARCISSOT
- Monsieur Eugène LARCHER
- Madame Marie-Frantz TINOT
- Monsieur Félix CATHERINE
- Madame Lucie LEBRAVE

Article 2 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique, et qui sera notifié aux représentants désignés de la collectivité.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180308-2018-PAM-02-AR
Date de télétransmission : 08/03/2018
Date de réception préfecture : 08/03/2018

ARRETE N°2018 - PAM - 02 du 8 MARS 2018

Portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique
au sein de la Commission de Réforme des agents de la Fonction Publique Territoriale
placée auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Martinique

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 5 ;

Vu la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative au droit des malades et à la qualité du système de santé ;

Vu la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites ;

Vu le décret n° 84-1103 du 10 décembre 1984 pris pour l'application de l'article 119-III de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'attribution de l'allocation temporaire d'invalidité ;

Vu le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraites des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;

Vu l'arrêté du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière, notamment son article 5 ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-500-1 du 19 décembre 2017 portant passation d'une convention d'adhésion entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique à la Commission de Réforme des agents de la Fonction Publique Territoriale, placée auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Martinique prévue par l'article 31 du décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 susvisé, les conseillers à l'Assemblée de Martinique suivants :/

| Titulaires | Suppléants |
|--------------------------|---|
| Monsieur Raphaël MARTINE | Monsieur Georges CLEON Madame Marie-France TOUL |
| Madame Louise TELLE | Monsieur Richard BARTHELERY Madame Michelle BONNAIRE |

Article 2 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique, et qui sera notifié aux représentants désignés de la collectivité.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180308-2018-PAM-03-AR
Date de télétransmission : 08/03/2018
Date de réception préfecture : 08/03/2018



LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE

ARRETE N°2018-PAM-03 du 08 MARS 2018

Portant désignation de Monsieur Eugène LARCHER, Conseiller à l'Assemblée de Martinique, pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil de l'Institut Universitaire de Technologie de la Martinique (IUT - Université des Antilles)

Le Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;
Vu le code de l'éducation, notamment son article D. 713-2 du qui régit la désignation des personnalités extérieures du conseil des IUT ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;
Vu la décision du 8 janvier 2018 du Conseil de l'IUT (Institut Universitaire de Technologie - Université des Antilles) portant désignation de la Collectivité Territoriale de Martinique, en tant que représentante des collectivités de Martinique au sein du Conseil de l'I.U.T de la Martinique ;
Considérant que par courrier en date du 15 janvier 2018, l'administrateur provisoire de l'IUT a invité le Président du Conseil Exécutif de Martinique à faire connaître le nom et les coordonnées du représentant de la Collectivité Territoriale de Martinique qui siègera au Conseil de l'IUT de la Martinique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Eugène LARCHER, Conseiller à l'Assemblée de Martinique est désigné pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil de l'Institut de Technologie de la Martinique - Université des Antilles.

ARTICLE 2 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié à l'intéressé.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

